THESE DE DOCTORAT

NANTES UNIVERSITE

ECOLE DOCTORALE N° 604
Sociétés, Temps, Territoires
Spécialité : « *Géographie* »

Par

« Alexandra Vanessa D. PIERRE »

« La course aux aires marines protégées dans la Caraïbe insulaire : Cap sur les enjeux de gestion et de gouvernance en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe »

Thèse présentée et soutenue à Nantes, le Vendredi 13 Décembre 2024
Unité de recherche : UMR 6554 Littoral, Environnement, Télédétection, Géomatique (LETG)

Rapporteur(e)s avant soutenance :

Bezunesh TAMRU	Professeure des Universités,	Université Paris 8
Marie REDON	Professeure des Universités,	Université de Toulouse – Jean Jaurès

Composition du Jury :

Président (e)	:	Marie REDON	Professeure des Universités, Université de Toulouse – Jean Jaurès
Examinateur (trice)s	:	Céline CHADENAS	Professeure des Universités, Nantes Université
		Michelet CLERVEAU	Maître de conférences, Université d'État d'Haïti
		Gilbert DAVID	Directeur de recherche, IRD Montpellier
Directeur de thèse	:	Michel DESSE	Professeur des Universités, Nantes Université
Co-directeur de thèse	:	Evens EMMANUEL	Professeur des Universités, Université Quisqueya

Sans Dieu et toi,
ce rêve de petite fille devenue femme
n'aurait jamais abouti !

À ma mère chérie :

Marie Wilda Destin Pierre, *Manmi Da*
Fille d'Odilie Jean Pierre et Wilson Destin
Épouse d'Edward Pierre
Grand-mère de Sophia Pierre

Liste des réalisations scientifiques dans le cadre de la formation doctorale

Prix scientifique

- Chercheur junior féminin 2023 de l'Université Quisqueya (UniQ) en Haïti.

Projets de recherche

- Coordonnatrice de terrain du projet *Haiti Citizen Science Sea Project* (Haiti-CsciPro) au Parc National Naturel de l'Île-À-Vache (PNN-IAV) :
  un projet de l'UniQ en partenariat avec *Haiti Ocean Project* et *Ross University School of Veterinary Medicine*, sur un financement de l'Aide publique irlandaise gérée par l'Institut marin irlandais (Février 2024 à date).

- Responsable des études genre et biodiversité marine dans le cadre du projet Initiative pour la Nature et l'Optimisation des Valeurs Écologiques et Économiques (INOVEE) au Parc national de Lagon des huîtres :
  un projet de la HELVETAS Swiss Intercooperation en partenariat avec l' Association Haïtienne d'Assistance Agricole, Médicale, Éducative et Sociale (AHAAMES) et l'UniQ, sur un financement de l'Union Européenne (UE) dans le cadre du programme d'appui de l'Alliance mondiale contre le changement climatique pour l'adaptation et le développement des énergies vertes en Haïti (Juin 2024 à date).

- Membre du Comité d'Appui à la Mise en Œuvre (CAMO) du projet *Fanm nan Agrikilti se Devlopman Ekonomik Ayiti*[1] (FADEKA) de l'Organisation des Nations Unies (ONU) Femmes :
  un projet exécuté par l'Association Haïtienne Femmes Science et Technologie (AHFST) dans le Sud d'Haïti (Décembre 2023 à date).

Poster scientifique

- Pierre, A. V. D. et Desse M. (2022, Juin). S'adapter sans l'État dans des aires marines protégées sur papier. Poster présenté dans le cadre du colloque « La

1 Traduit du créole haïtien en français par Autonomisation des femmes pour le relèvement du Grand Sud d'Haïti.

mer monte : des espaces naturels aux territoires littoraux, quelles stratégies d'adaptation ? », La Cité des Congrès de Nantes, France. https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03708957/document

Comptes-rendus de lecture

- Pierre, A. V. D. (2022). Compte-rendu de lecture du livre de Juliette Rennes, Encyclopédie critique du genre. Paris : La Découverte, éd. 2021 dans Temporalités et sociétés, 1(1-2), p.168-172. https://temporalites.charesso.org/index.php/ts/article/view/168-172-Destin-Pierre
- Pierre, A. V. D. (2021). « Compte-rendu de lecture : Les Arbres musiciens de Jacques Stephen Alexis ». *Legs et Littérature*, No 18, p.242-245

Revues à comité de lecture / Ouvrage collectif

- Pierre, A. V. D. et Prince, N. (2023). « Ressources naturelles et stratégie de positionnement des « gangs » dans la Région Métropolitaine de Port-au-Prince (Haïti) », *Études caribéennes* [En ligne], issue 56. https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.29649
- Rodné-Jeanty, J., Pierre, A. V. D. et Desse, M. (2022). « Haïti et ses aires marines protégées : un binôme nouveau pour quel type de gouvernance ? », *Études caribéennes* [En ligne], issue 53. https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.24840
- Pierre, A. V. D. et Pierre, C. E. D. (2020). « La Biodiversité, la mer et les Caraïbes », dans Daniela Rovența-Frumușani, Valentina Marinescu (sous la direction de), *Concepts-clés de la communication environnementale et du développement durable*, Cluj-Napoca, Presse universitaire Clujeană, p.18-25 https://agris.fao.org/agris-search/search.do?recordID=BE2021108339

Stage/Colloques/Journées scientifiques

- Pierre, A. V. D. et Cadet, J.-J. (2024, 20 Septembre). *Démarche de co-construction de l'ERC2 dans ses projets de recherche avec les populations locales*

(INOVEE, Haïti-CSciPro) [Colloque]. Changement climatique en Haïti : impacts, atténuation, adaptation et positionnement à la COP 30 », Université Quisqueya, Port-au-Prince, Haïti.

- Rodné-Jeanty, J., Pierre, A. V. D. et Desse, M. (2023, 2 Octobre). *Dynamiques locales et degré de participation des communautés de base dans la gouvernance des aires marines protégées en Haïti* [Conférence]. L'Économie bleue et les Pays moins avancés : le Cas d'Haïti, Fondation Haïti Maritime, Montréal, en ligne.

- Pierre, A. V. D. (2023, 1er Septembre). *Des aires marines protégées pour une stratégie climatique en Haïti* [Colloque]. Les changements climatiques et l'espace haïtien : enjeux et perspectives, Université Quisqueya, Port-au-Prince, Haïti.
  https://hal.science/hal-04188975v1/document

- Stage de recherche sur la planification spatiale marine (2022, Septembre-Décembre). Université d'architecture et d'urbanisme Ion Mincu de Bucarest en Roumanie, Département d'urbanisme, sous la supervision du Pr. Alexandru-Ionut Petrisor.
  https://www.auf.org/nouvelles/actualites/bourses-de-recherche-doctorale-et-postdoctorale-eugen-ionescu-roumanie-resultats-de-lappel-2020-2021/

- Forum de la jeunesse et de l'innovation de la Conférence des Nations Unies sur les océans (2022, 24-26 Juin). *United Nations Global Compact Ocean Stewardship Coalition* et *Sustainable Ocean Alliance*, Lisbonne, Portugal.

Sommaire

Liste des réalisations scientifiques dans le cadre de la formation doctorale **2**
Sommaire **5**
Merci ! / Mèsi / ¡Gracias! **6**
Liste des abréviations et acronymes **8**
Avant-propos **13**
Introduction générale **14**
Première partie : Une diversité d'aires marines protégées en expansion dans la mer Caraïbe **56**
Introduction de la première partie **57**
Chapitre 1 : Des eaux marines en proie à l'isolement et à l'impérialisme bleu en Haïti **63**
Chapitre 2 : Un séisme générateur d'engagements envers le milieu marin d'Haïti **101**
Chapitre 3 : L'appropriation des aires marines protégées en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe **122**
Deuxième partie : Des activités anthropiques en interaction dans des parcs nationaux de la Caraïbe **140**
Introduction de la deuxième partie **141**
Chapitre 4 : La classification des aires marines protégées à Cuba et en Guadeloupe pour Haïti **153**
Chapitre 5 : Un projet de parc en Haïti face aux parcs en développement à Cuba et en Guadeloupe **193**
Chapitre 6 : Des parcs nationaux dans les économies locales en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe **239**
Troisième partie : Des autorités et populations locales dans des parcs nationaux de la Caraïbe **265**
Introduction de la troisième partie **266**
Chapitre 7 : La conservation marine par le Ministère haïtien de l'environnement **277**
Chapitre 8 : Un plan de gestion en Haïti, à Cuba et, une charte de territoire en Guadeloupe **319**
Chapitre 9 : Les acteurs de la gouvernance des parcs en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe **377**
Conclusion **415**
Bibliographie **425**
Annexe **495**
Liste des tableaux **525**
Liste des figures **526**
Liste des cartes **529**
Liste des photos **532**
Table des matières **535**

Merci de m'avoir permis de grandir
quand il a fallu renaître !

Merci ! / Mèsi / ¡Gracias!

Merci

- à mes chers co-directeurs de thèse Michel Desse, Pr. ; Evens Emmanuel, Pr.
- aux membres du Comité de Suivi Individuel (CSI) : Gilbert David, DR ; Céline Chadenas, Pre. ; Michelet Clerveau, Dr. ; aux formateur.trice.s de Nantes Université dont Laurent Pourinet, Ing., et aux formateur.trice.s de l'UniQ.
- aux différent.e.s lecteur.trice.s critiques du manuscrit de la thèse spécialisé.e.s ou non en géographie qui ont accompagné la finalisation de la rédaction.
- aux encadrant.e.s qui m'ont accompagnée dans le projet de thèse : Pierre Adam, Ing. ; Charlotte Dromard, Dre. ; Josemar St-Victor, Dr. ; Gregor Hodgson, Pr. ; Alexandru Petrisor, Pr.

Mèsi

- aux autorités haïtiennes qui ont facilité ma formation doctorale et la collecte de données en période de crise de sécurité et d'essence : le Premier Ministre Joseph Jouthe, Ing. ; le Directeur général du Ministère de l'Environnement (MdE) Astrel Joseph, Ing. ; l'Officier des Forces Armées d'Haïti (FAd'H) Flobert Guillaume, Major ; Jean François Tardieu, Agr.
- aux institutions qui ont financé ma formation et mes recherches doctorales : l'Ambassade de France en Haïti et la Banque de la République d'Haïti, Nantes Universités avec l'UMR 6554 du Littoral, Environnement, Télédétection, Géomatique (LETG) ; l'UniQ avec l'Équipe de Recherche sur les Changements Climatiques (ERC2) ; l'*International Coral Reef Society* (ICRS), l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), le Ministère haïtien de l'Environnement.
- aux équipes de terrain : Ana Quintela de Nantes Université ; l'Enseignant-chercheur Wisly Saint-Juste, les étudiant.e.s Peterson Pierre et Rose Monachil du département de géographie de l'Institut Supérieur d'Études et de

Recherches en Sciences Sociales (IERAH/ISERSS) de l'Université d'État d'Haïti (UEH) ; Djems Salomon et Jabin Phontus du Campus du Sud de l'Université Notre Dame d'Haïti (UNDH) ; Morin Aurémil, Doyen de l'Université SEED *International Institute of Tropical Agriculture* (USITA) dans le Sud ; Stephen Jean-Louis, Directeur de Reef Check Haïti basé à Torbeck.

Merci

- à l'Agence Nationale des Aires Protégées (ANAP) du Ministère de l'environnement : Prenor Coudo, Ing. Agronome ; et la direction du Parc de l'Île-à-Vache : Ducson Visène, Agronome.
- au Président ad interim Dénoil Anténor de l'Association nationale des maires d'Haïti ; aux mairies de Port-Salut et de l'Île-à-Vache ; aux congrégations religieuses des sœurs de Saint-François d'Assise et des petits frères de Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus ; à l'enseignant Jean Ernst Buteau.
- à l'Association Association pour le Climat, l'Environnement et le Développement Durable (ACLEDD) et à la plateforme Haïti Climat des journalistes localisés dans le Sud.
- au Parc de la Guadeloupe : Xavier Delloue, Directeur du pôle marin et son équipe ; Maïtena Jean, Dre., Cheffe de service.
- à mes amis chercheurs Jean Marry Exantus, Dr. ; Lionel Parisien, Ing. pour leurs judicieux conseils et leurs contributions à mes réflexions.
- à l'artiste guadeloupéenne Precilia Sombo pour ses peintures qui ont annoncé les parties du manuscrit.

Mèsi

- à ma famille matricielle : Edward (Papa), Wilda (Maman)
- à mes cher.ère.s ami.e.s. toujours en écoute active lors des fluctuations de ma productivité.

Liste des abréviations et acronymes

ACLEDD : Association pour le Climat, l'Environnement et le Développement Durable
AEC : Association des États de la Caraïbe
AHAAMES : Association Haïtienne d'Assistance Agricole, Médicale, Éducative et Sociale
AHFST : Association Haïtienne Femmes Science et Technologie
ALC : Amérique Latine et Caraïbe.s
AMP : Aires Marines Protégées
ANAP : Agence Nationale des Aires Protégées
ANPH : Association Nationale des Pêcheurs Haïtiens
APSN : *Áreas Protegidas de Significación Nacional*
ARB-IG : Agence Régionale de la Biodiversité des Îles de Guadeloupe
ARES : Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur
ASEC : Assemblée de la Section Communale
ASPL : *Áreas Protegidas de Significación Local*
AUF : Agence Universitaire de la Francophonie
AVEC : Association Villageoise d'Épargne et de Crédit
BID : Banque Interaméricaine de Développement
BIM : Brigade d'Intervention Motorisée
BINGO : *Big International* NGOs
BNE : Bureau National d'Éthnologie
BNT : Bahamas National Trust
BRH : Banque de la République d'Haïti
BSAP : Brigade de Sécurité des Aires Protégées
CAMO : Comité d'Appui à la Mise en Œuvre
CARDH : Centre d'Analyse et de Recherche en Droits de l'Homme
CARICOM : Communauté et Marché Commun des Caraïbes
CARICOMP : *Caribbean Coastal Marine Productivity*
CASEC : Conseiller de l'Assemblée de la Section Communale
CATIE : Centre de recherche et d'enseignement supérieur en agriculture tropicale en français
CBC : Corridor Biologique de la Caraïbe
CCNUCC : Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique
CDB : Convention sur la Diversité Biologique
CEPALC : Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes

CFBP : Cotisation Foncière des Bâtiments Publics
CHIBAS : Centre Haïtien d'Innovation sur les Biotechnologies et l'Agriculture Soutenable
CIAT : Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire
CIOM : Conseil Interministériel de l'Outre-Mer
CIRH : Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti
CITES : Convention de 1973 sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction en français
CITMA : Ministère [cubain] de la science, de la technologie et de l'environnement en français
CNAP : Centre National des Aires Protégées
CNIGS : Centre National d'Informations GéoSpatiales
CONASTI : COmmission NAtionale de la Science, la Technologie, l'Innovation
COP: Conférences des Parties
COSALC: *Coast and Beach Stability in the Caribbean Islands*
CSCCA : Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratifs
CSE : Corps de Surveillance Environnementale
CSI : Comité de Suivi Individuel
DB : Direction de la biodiversité
DEA: *Drug Enforcement Agency*
DEAL : Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
DEISE : Direction de l'Éducation, d'Inspection et de Surveillance Environnementale
DERE : Direction de l'Éducation Relative à l'Environnement
DGIZCM : Direction de Gestion Intégrée des Zones Côtières et Marines
DISE : Direction d'Inspection et de Surveillance Environnementale
DROM : Département et la Région d'Outre-Mer
EDEM : Fondation Espace de Développement pour l'Émancipation des Masses
FEDER : Fonds Européen de Développement Régional
ELAN-Interreg : Échanges linguistiques et apprentissage novateur » (ELAN-Interreg)
ELSA : Aires essentielles au maintien de la vie en français
EPCE : Établissement Public de Coopération Environnementale
ERC2 : Équipe de Recherche sur les Changements Climatiques
FAd'H : Forces Armées d'Haïti
FADEKA : *Fanm nan Agrikilti se Devlopman Ekonomik Ayiti*
FAN : Fédération des Amis de la Nature

FED : Fonds Européen de Développement
FEM : Fonds pour l'Environnement Mondial / *Global Environment Facility*
FENAMH : Fédération NAtionale des Maires d'Haïti
FGDCT : Fond Gouvernemental pour le Développement de la Collectivité Territoriale
FIDA : Fonds International pour le Développement Agricole
FNE : Fonds National de l'Éducation
FNUAP : Fonds des Nations Unies pour la Population
FOKAL : Fondation *Konesans ak Libète*
FONADEF : *Fondo Nacional de Desarrollo Forestal*
FONKOZE : *Fondasyon Kole Zepòl*
FoProBim : Fondation pour la Protection de la Biodiversité Marine
FREH : Fonds pour la Réhabilitation de l'Environnement Haïtien
FRH : Fonds fiduciaire de Reconstruction d'Haïti
GAPA : Gouvernance des Aires Protégées et conservées
GIZC : Gestion Intégrée de la Zone Côtière
GTAP : Groupe de Travail sur les Aires Protégées
Haiti-CsciPro : *Haiti Citizen Science Sea Project*
HAUP-CEMARCH : Centre d'Atténuation, d'Adaptation et de Résilience au Changement Climatique en Haïti
HNT: *Haiti National Trust*
ICRS : International Coral Reef Society
ICS : Initiative Côte Sud
IEDOM : Institut d'Émission des Départements d'Outre-Mer
IERAH/ISERSS : Institut Supérieur d'Études et de Recherches en Sciences Sociales
IGARUN : Institut National de Géographie et d'Aménagement Régional de l'Université de Nantes
IIED : Institut International pour l'Environnement et le Développement
IMET: *Integrated Management Effectiveness Tool*
INOVEE : Initiative pour la Nature et l'Optimisation des Valeurs Écologiques et Économiques
ISPAN : Institut National de Sauvegarde du Patrimoine National
KOFASI : *Kòdinasyon Fanm Sid*
KOPI : *Konbit Peyizan Ilavach*
KPK : *Kanal la P'ap Kanpe*
LETG : Littoral, Environnement, Télédétection, Géomatique

LMI : Laboratoire Mixte International
MARPOL : Convention pour la prévention de la pollution par les navires en français
MdE : Ministère [haïtien] de l'Environnement
METT: *Management Effectiveness Tracking Tool*
OAPN : Organisme Autonome des Parcs Nationaux
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OFNAM : Office National d'Archéologie Marine
OFPIV : Organisation des Femmes Progressistes de l'Île-à-Vache
OMRH : Office de Management et des Ressources Humaines
ONACA : Office National du Cadastre
ONF : Office National de la Forêt
ONG : Organisations Non Gouvernementales
ONQEV : Observatoire National de la Qualité de l'Environnement et de la Vulnérabilité
ONU : Organisation des Nations Unies
ORFAIV : Organisation des Femmes Activités de l'Île-à-Vache
PARC : Projet d'Appui au Renforcement des Capacités
PARDH : Plan d'Action pour le Relèvement et le Développement d'Haïti
PIB : Produit Intérieur Brut
PITAG : Programme d'Innovation Technologique pour l'Agriculture et l'Agroforesterie
PME : Petites et Moyennes Entreprises
PNA : Plan National d'Adaptation au changement climatique
PNCC : Plan National de lutte contre les Changements Climatiques
PNG : Parc National de la Guadeloupe
PNH : Police Nationale d'Haïti
PNN-IAV : Parc National Naturel de l'Île-À-Vache
PRIPS : Plan de Relèvement Intégré de la Péninsule Sud
Projet TNC : *An Nou Trase yon Nouvo Chimen pou Ayiti*
RAMSAR: Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau / Convention sur les zones humides en français
RAPPAM: *Rapid Assessment and Prioritization of Protected Area Management*
REDS : *Regiones Especiales de Desarrollo Sostenible*
ReNES : Réseau National de l'Enseignement Supérieur Public
SAH : Société Audubon Haïti

SAMP : *Subsistema de Áreas Marinas Protegidas*
SEMANAH : Service Maritime et de Navigation d'Haïti
SI : Service d'Inspection
SIE HAITI : Système d'Information Environnementale Haïti
SIMM : Système d'Information sur le Milieu Marin
SNAP : *Sistema Nacional de Áreas Protegidas /* Système National d'Aires Protégées
SNDD : Stratégie Nationale de Développement Durable
STIM : Sciences, de la Technologie, de l'Ingénierie et des Mathématiques
TNC : ONG The Nature Conservancy
UAC : Université Américaine de la Caraïbe
UE : Union Européenne
UEB : *Unidad Empresarial de Base*
UEH : Université d'État d'Haïti
UEP : Unité d'Études et de Programmations
UGRBH : Unité de Gestion des Réserves de Biosphère d'Haïti
UICN : Union Internationale pour la Conservation de la Nature
UNDH : Université Notre Dame d'Haïti
UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
UNHAS : Service Aérien humanitaire des Nations Unies en français
UniQ : Université Quisqueya
UPSAC : Université Publique du Sud aux Cayes
USAID : Agence des États-Unis pour le Développement International en français
USITA : Université SEED International Institute of Tropical Agriculture
UTE : Unité Technique d'Exécution
VITES : Village pour l'Innovation, la Technologie, l'Éducation et le Sport
WDPA: *World Database on Protected Areas*
WWF : Fonds mondial pour la nature en français
ZCB : Zones Clés pour la Biodiversité
ZEE : Zone Économique Exclusive
ZICO : Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux
ZNIEFF : Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique

Avant-propos

La thèse a été produite en vertu de la politique de formation du Gouvernement haïtien pour les cadres de la fonction publique. Il s'inscrit dans l'ordre des actions relatives à la qualité du service public et à l'efficience du personnel public. Plus précisément, la formation doctorale participe au renforcement des capacités du MdE en vue de la mise en œuvre des Aires Marines Protégées (AMP). Elle s'articule dans la continuité :

- des attributions de préservation de la nature et de la biodiversité assignées à la Direction de gestion intégrée des zones côtières et marines du MdE ;
- du projet pilote de résilience climatique de la *Caribbean Development Bank* lancé en 2018 à l'Île-à-Vache (Haïti) ;
- des ateliers de validation des plans de gestion des aires protégées de la Cahouane, Port-Salut/Abacou, Île-à-Vache (Haïti) organisés par l'ANAP en 2022.

La formation doctorale trouve notamment son applicabilité dans des projets sociaux et scientifiques conduits par l'UniQ dans le Sud d'Haïti :

1. le projet TNC pour un développement national à partir de diagnostics régionaux conduits auprès des populations locales ;
2. Haiti-CsciPro faisant des populations de l'Île-à-Vache les collectrices d'informations scientifiques sur la biodiversité marine ;
3. La phase 2 du projet FADEKA de l'ONU Femmes dans le Grand Sud, exécutée par l'Association AHFST de l'UniQ ;

Les travaux de recherche ont été effectués sous la supervision de l'école doctorale Sociétés, Temps, Territoires de Nantes Universités (France), et de l'école doctorale Société & Environnement de l'UniQ (Haïti). En France, ils ont été associés à la géographie de l'environnement dans le programme scientifique du LETG situé aux interfaces terre-mer-atmosphère. En Haïti, ils ont concerné les changements climatiques suivant les axes 2 d'impacts côtiers et 5 de *science policy*, diplomatie scientifique, co-construction, diffusion et éducation de l'ERC2.

« J'écris en Français,
et puis je ne connais pas d'autres langues,
à part naturellement le Créole. »

Les propos tenus par l'immortel Dany Laferrière,
né à Port-au-Prince (Haïti), lors de l'annonce de son doctorat honorifique[2]

Introduction générale

I.0. Une Caraïbe insulaire décrite selon les perceptions

Caraïbe(s) est un exonyme obtenu par créolisation du nom des Kalinago à partir de la transculturation entre les Amérindien.ne.s et Européen.ne.s lors de la découverte de Christophe Colomb. Bien que le mot existe depuis le 16eme siècle, la vulgarisation de l'appellation géographique au 19eme siècle a coïncidé avec une « absorption modernisante mais aliénante par les États-Unis » (Manigat, 1969 : p. 673)[3]. Elle désigne une région du continent américain qui assimile une géométrie variable, à la croisée d'une géographie populaire en querelle avec une histoire officielle (Cruse, 2014 : p. 15)[4]. Autant la politique, l'économie, la géographie, l'histoire, l'identité et la culture sont intervenues dans cette « Méditerranée de l'Amérique »[5], creuset d'un éclectisme colonial au détriment d'une homogénéité eurocentrée. Également « Grande Méditerranée du Nouveau Monde », elle s'est inventée autour d'« *histories of contact-empire and revolution, slavery and rebellion* » (Gillman, 2022 : p. 2, 8[6]; Reclus, 1891 : p. 2[7]). Le poète haïtien René Depestre écrira plus tard :

> « Par le métissage des éléments culturels hérités des deux continents [Europe, Afrique], et des apports précolombiens, la Caraïbe est devenue le nouveau monde trop tôt imaginé par Colomb… » (1981 : p. 18)[8].

2 Moukanda, N. (2023, 7 Juin). Un doctorat honoris causa s'abat sur Dany Laferrière « comme une pluie tropicale ». *Radio Canada*. https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1986124/dany-laferriere-doctorat-honoris-causa-sfu (consulté le 8 Juin 2023).
3 Manigat, L. F. (1969). Les États-Unis et le secteur caraïbe de l'Amérique latine. *Revue française de science politique*, *19*(3), pp. 645-683. https://doi.org/10.3406/rfsp.1969.393172
4 Cruse R. (2014). *Une géographie populaire de la Caraïbe*. Mémoire d'encrier. 590 p.
5 Désignation du bassin océanique de la Caraïbe insulaire par le prussien Alexandre de Humboldt lors de ses expéditions pendant la colonisation
6 Gillman S. K. (2022). *American Mediterraneans: a study in geography, history, and race*. The University of Chicago Press. 208 p.
7 Reclus, E. (1891). *Nouvelle Géographie universelle, la Terre et les Hommes*. Libraire Hachette et Cie. 932 p.
8 Dépestre, R. (1981). Un arc et ses flèches, *Le Courrier de l'Unesco*, pp. 16-28. https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000074754_fre.locale=fr (consulté le 29 Janvier 2023).

L'histoire de la région insulaire est imbriquée dans un mélange afro-euro-asiate-amérindien circonscrit au continent de l'Amérique. Ce vécu l'a transformée en un espace de négociation identitaire et d'anthropologie culturelle doté de filiation avec l'Afrique. Ainsi, Haïti, dans la préséance de l'indigénisme de Jean Price-Mars (1876-1969) devenu négritude, correspond à ce carrefour d'échange entre :

- Guadeloupe, un département français et une région ultrapériphérique de l'Europe rattachés à l'antillanisme de Rémy Nainsouta (1883-1969), Aimé Césaire (1913-2008), Édouard Glissant (1928-2011) et Maryse Condé (1937) à la manière d'un projet politique et éthique d'humanisme de la diversité (Fins, 2018 : paragr. 37)[9].
- et Cuba, un état afro-latin contre toutes formes d'expansionnisme d'après les propos officiels du Président Fidel Castro : « …*Somos un pueblo latinoafricano enemigo del colonialismo, el neocolonialismo, el racismo y el apartheid a los que protege y apaña el imperialismo yanki*... » (1976)[10].

Haïti, Cuba, Guadeloupe sont les 3 îles en étude dans la thèse à partir de recherches doctorales effectuées entre 2020 et 2023.

En devenant associées, autonomes ou indépendantes, les îles caribéennes ont appliqué des politiques de conservation suivant la mouvance occidentale de l'écologie moderne. Les AMP y ont été popularisées par leurs États centraux en cadres d'actions régionales de protection des écosystèmes. Elles ont pris des significations et orientations particulières en Haïti dans une proximité culturelle, géographique et diplomatique avec les îles sœurs de Cuba et Guadeloupe. La variété des déclarations et catégorisations a fait de l'expression AMP un concept selon les travaux des auteurs Ogden et Richards dans *The meaning of meaning* (1923)[11]. De cette façon, les raisonnements de la thèse de doctorat ont reposé sur l'analyse des configurations spatiales des AMP, la déconstruction des similarités et singularités entre les îles et l'ouverture à une conjoncture caribéenne. Ces AMP sont insérées dans une anthropologie maritime cernée par 2 interactions : celle des anthropologies politique, de la nature

9 Fins, A. G. (2018). Créolité et voix de résistance chez Édouard Glissant, *Carnets* [En ligne], Deuxième série – 13. https://doi.org/10.4000/carnets.2563

10 Castro, F. (1976, 19 Avril). Discurso pronunciado por Fidel Castro ruz en el acto central por el XV aniversario de la victoria de giron y la proclamacion socialista de nuestra revolucion, celebrado en el teatro "Carlos Marx", el 19 de Abril de 1976. *Cubadebate*. http://www.fidelcastro.cu/es/discursos/discurso-pronunciado-en-el-acto-central-por-el-xv-aniversario-de-la-victoria-de-giron (consulté le 1er Février 2023).

11 Selon Ogden et Richards, un concept se réfère à 3 variables : (1) une dénomination : inscription et enracinement dans les langues régionales ; (2) une compréhension : appropriation par les chercheur.e.s et les états, représentation des populations locales ; (3) une extension : énoncé de cas empiriques d'application.

et des techniques ; celle d'une approche phénoménologique tenant compte des conséquences des changements climatiques (Reyes et al., 2018 : paragr. 2)[12]. Elles proposent la recomposition des liens entre Caribéens.ne.s/mer/biodiversité sur des îles imprégnées de l'hétérogénéité « du pluriel » ou « du mixte » (Benessaieh, 2020 : p. 3-4)[13]. Le nationaliste porto-ricain *Pedro Albizu Campos* (1930-1965) a défini cette hétérogénéité comme « *a special type of unity that arises out from the blurring of differences* » dans une Caraïbe hispanique revendicatrice de l'identité latino-américaine (Carrión, 2005 : p. 39)[14]. De telles conditions de mixité culturelle et biologique adjointes à des conditions de vulnérabilité écologique ont modulé les usages et les pratiques dans les AMP caribéennes. Les travaux de recherche doctorale se sont ainsi préoccupés de la socialisation des espaces marins sous protection et de l'intégration des aspirations locales dans la conservation de « la Caraïbe une et divisible » (Danroc, 2002)[15].

I.0.1. L'ancrage institutionnel de la recherche

La thématique de la thèse doctorale sur les AMP de la Caraïbe a été initiée par le MdE sous le double encadrement de Nantes et Quisqueya Universités (cotutelle de codirection). Elle traduit une vision prospective relative à l'accès à une formation scientifique de haut niveau parallèlement au développement de compétences fonctionnelles sur des problématiques côtières et marines (**Réf.** Correspondance MDE/JJ/BM-03-19-134). La double identité de professionnelle-chercheure a été pensée de façon à permettre la conception et l'exécution d'activités de conservation en toute autonomie intellectuelle. Cette posture institutionnelle doit déboucher sur 3 résultats :

- la (co)production des savoirs académiques de troisième cycle universitaire ;
- la formalisation des savoirs professionnels acquis au sein de l'Administration publique ;
- le déploiement de l'ingénierie sociale dans une approche holistique de coopération régionale.

12 Reyes, N., Garineaud, C. et Chlous, F. (2018). Défis scientifiques et sociaux de l'anthropologie maritime, *Revue d'ethnoécologie* [En ligne], issue 13. https://doi.org/10.4000/ethnoecologie.3485
13 Benessaieh, A. (2020). Je suis noire et multiple : dire autrement le métissage dans la Caraïbe, *Archipélies* [En ligne], issue 10. https://www.archipelies.org/945 (consulté le 30 mars 2021).
14 Carrión, J. M. (2005). Two variants of Caribbean nationalism: Marcus Garvey and Pedro Albizu Campos. *Centro Journal*, *XVII* (I).
15 Danroc, G. (2002). Métissages d'écriture et de sacré dans la Caraïbe francophone, Glissant, Chamoiseau. Dans J.F. Durand (dirs.), *L'écriture et le sacré : Senghor, Césaire, Glissant, Chamoiseau*. (pp. 235-245). Presses universitaires de la Méditerranée. http://books.openedition.org/pulm/1587 (consulté le 4 Mai 2023).

Les connaissances réflexives et expérientielles de la fonctionnaire doctorante, ses analyses du contexte et des actions à partir de l'intérieur ont intégré une recherche-action à l'interface de la science et de la caribéanité (Clerc, 2015 : p. 117)[16]. Cette démarche collaborative a fini par associer des Caribéen.ne.s de tous horizons à des terrains sociaux porteurs d'enjeux de préservation de la biodiversité. Elle a contribué à un regard critique sur 3 éléments :

- les moyens nécessaires à la conservation côtière et marine de la région ;
- les visées transformatrices à atteindre dans ses environnements ;
- les enjeux relatifs à l'engagement durable des populations locales.

Des enjeux contemporains de justice sociale, crise climatique, développement local, économie verte et bleue ont également été débattus dans le contexte d'une « mondialité » postmoderne[17], c'est-à-dire dans « un espace commun de la culture travaillé par des échanges entre différentes formes de savoirs… » (Rosemberg, 2016 : p. 332)[18]. Par la recherche-action, le rôle social et scientifique de la recherche doctorale a mis en lumière « le vouloir agir » et « le pouvoir d'agir » de populations douées d'intellectualités, pourtant marginalisées des prises de décisions (Dionne et al., 2022 : paragr. 15,18)[19]. Rationnaliser « leur agir » a donné lieu à une théorisation issue de l'expérience de vécus individuels pour fins de dégager des situations et solutions préoccupantes à un collectif engagé (Bednarz, et al., 2012 : paragr. 1,2)[20].

Les réflexions (co)produites ont ensuite servi à l'étude de la gestion et de la gouvernance des AMP d'Haïti croisées avec celles de Cuba et de Guadeloupe suivant 3 assertions :

- l'appropriation des espaces côtiers et marins par les populations locales ;
- l'organisation de l'accès aux ressources côtières et marines ;

16 Clerc, S. (2015). La recherche-action : ancrages épistémologique, méthodologique et éthique Dans Ph. Blanchet et P. Chardenet (dirs.), *Guide pour la recherche en didactique des langues et des cultures. Approches contextualisées* (pp. 112-121). Édition des Archives Contemporaines.

17 Mise en opposition à la mondialisation pour faute d'uniformisation, l'auteur Edouard Glissant l'a revendiquée comme « une histoire connectée des régions qui ont subi la plantation ». « …À partir de la situation caraïbe, c'est la relation entre une culture et les lieux d'où elle émerge et dont elle porte l'empreinte, c'est la relation entre la forme particulière d'une culture et son entour ». Source : Rosemberg, M. (2016). La géopoétique d'Édouard Glissant, une contribution à penser le monde comme Monde. *L'Espace Géographique*, *45*(4), pp. 321–334. https://www.jstor.org/stable/26393374 (consulté le 17 Juin 2023).

18 Rosemberg, M. (2016). La géopoétique d'Édouard Glissant, une contribution à penser le monde comme Monde. *L'Espace Géographique*, *45*(4), pp. 321–334. https://www.jstor.org/stable/26393374 (consulté le 17 Juin 2023).

19 Dionne, P., Baribeau, C. et Savoie-Zajc, L. (2022). L'activité de recherche qualitative à un carrefour de visées transformatrices et émancipatrices. *Recherches qualitatives*, *41*(1), pp.1–12. https://doi.org/10.7202/1088792ar (consulté le 15 Juin 2023).

20 Bednarz, N., Desgagné, S., Maheux, J.-F., et Zajc L. S. (2012). La mise au jour d'un contrat réflexif comme régulateur de démarches de recherche participative : le cas d'une recherche-action et d'une recherche collaborative, *Recherches en éducation* [En ligne], issue 14. https://doi.org/10.4000/ree.5894

- l'analyse des formes de développement en lien avec une coopération régionale.

Les pratiques et attentes de populations locales, ajoutées à des éléments culturels et écologiques justifiant de l'intervention publique, ont été nécessaires à une conservation côtière et marine effective (Sabinot, 2021 : paragr. 4)[21]. La poursuite de cet équilibre dynamique couplée à des paramètres économiques dans la Caraïbe insulaire s'est étendue à des perspectives de développement durable ciblant les 3 îles. Une proposition de développement s'est par ailleurs inspirée de la feuille de route issue du projet citoyen TNC de l'UniQ ; des conditions de durabilité des AMP et de résilience des territoires du DR Gilbert David (2020 : p. 109[22], 2017 : paragr. 18[23]). À l'échelle interinsulaire, il s'est distingué par des îles caribéennes durables, des îles résilientes aux changements climatiques et une conservation durable de la biodiversité. À l'échelle intra-insulaire, il a fait intervenir la refonte des systèmes d'usages et de pouvoirs en ce qui a trait à la gestion et à la gouvernance des AMP.

I.0.2. Les objectifs de la recherche

L'objectif général de la recherche doctorale est de construire un modèle de gestion et de gouvernance des AMP de la Caraïbe à partir de l'implication des populations locales d'Haïti, dans un croisement entre Cuba et Guadeloupe. Il se décline en 4 objectifs spécifiques :

- Cartographier les usages et pratiques par l'inventaire des activités anthropiques des AMP ;
- Comparer les objectifs de conservation et les actions de conservation par l'analyse des documents de gestion des AMP ;
- Identifier les pratiques de gouvernance des AMP par l'inventaire exhaustif des groupes d'acteurs à intérêts particularisés ;
- Comprendre les projections de développement en rapport avec la mise en œuvre des AMP.

21 Sabinot, C., Delebecque, S., Cillaurren, E., Fossier, C., Pennober, G., Rodary, E. et David, G. (2021). Espèces emblématiques et gestion de la mer, regards pluridisciplinaires en sciences sociales et nouvelles approches méthodologiques dans l'outre-mer indo-pacifique. *Norois*, 259-260, pp.181-203. https://doi.org/10.4000/norois.11164

22 David, G. (2020). *Les AMP et la gestion des pêches*.

23 David, G., Chabanet, P., Lagabrielle, E., Pennober, G. et Quod, J. P. (2017). Chapitre 3. Les aires marines protégées face au changement climatique : de la résilience écosystémique à la résilience des territoires. Dans M. Bonnin, R. Laë et M. Behnassi (dirs.), *Aires marines protégées ouest-africaines : Défis scientifiques et enjeux sociétaux* (pp.67-80). IRD Éditions. https://doi.org/10.4000/books.irdeditions.8966

I.0.3 Les questions de la recherche

La Caraïbe insulaire est un haut lieu de conservation doté de plus de 7 000 îles, îlots, récifs et cayes réunis. « Les multiples formes d'expression génique, spécifique et écosystémique du vivant » ont été rassemblés dans des zones clés dans leur rapport avec des écorégions (Pierre et Pierre, 2020 : p. 20)[24]. Ses 290 Zones Clés pour la Biodiversité (ZCB) abritent au moins 2 % de l'effectif mondial des espèces dans un ratio de seulement 5,75 % de terre par km^2 de mer (CEPF, 2019 : p. 1)[25]. Considérée comme « le cœur de la biodiversité marine de l'Atlantique », 8 à 35 % des espèces des principaux taxons marins sont endémiques à ses 4 millions de km^2 de mer (Huggins et al., 2007 : p. 7)[26]. Devant une telle richesse biologique, la région a emboîté le pas en créant le Parc national d'Exuma Cays des Bahamas en 1958. Il est l'une des premières aires protégées à considérer le continuum écologique de la terre à la mer. Depuis, le nombre des AMP faisant de la biodiversité leur principale préoccupation n'a pas cessé d'augmenter. Le *World Database on Protected Areas* (WDPA) a rapporté une croissance multipliée par 10 en 20 ans. Ce qui fait que, de 0,7 % en 2000, 7,68 % des océans mondiaux sont couverts par des AMP en 2020[27]. Par contre, établir une valeur spécifique pour la Caraïbe insulaire, la réalité géographique de la thèse de doctorat, a été difficile. ONU Environnement a certes noté 122 AMP en 1996, passées à 210 en 2019 (Desse et Legé, 2019 : paragr. 15)[28]. Le « *Red Latinoamericana de Cooperación Técnica en Parques Nacionales, otras Áreas Protegidas, Flora y Fauna Silvestres* » (RedParques) a évoqué le ratio d'une couverture de 18,9 % en aires protégées marines et côtières en 2020 (Malvido et al., 2021 : p. 25)[29].

À partir de 2022, le Centre d'activités régional pour le protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées de la Grande Caraïbe a publié une

24 Pierre, A. V. D. et Pierre, C. E. D. (2020). La biodiversité, la mer et les Caraïbes. Dans D. Rovenţa-Frumuşani, et V. Marinescu (Éds.), *Concepts-clés de la communication environnementale et du développement durable*, Presa Universitară Clujeană, (pp. 18-25). http://www.editura.ubbcluj.ro/bd/ebooks/pdf/2818.pdf (consulté le 26 Décembre 2023).

25 CEPF (2019). *Profil d'écosystème, le hotspot de biodiversité des îles des Caraïbes*. 569 p. https://www.cepf.net/sites/default/files/cepf-caribbean-islands-ecosystem-profile-2020-french.pdf (consulté le 16 Février 2023).

26 Huggins, A. E., Keel, S., Kramer, P., Òez, F. N., Schill, S., Jeo, R., Chatwin, A., Thurlow, K., McPearson, M., Libby, M., Tingey, R., Palmer, M., et Seybert, R. (2007). *Biodiversity conservation assessment of the insular Caribbean using the Caribbean decision support system*, summary report, The Nature Conservancy. 25 p.

27 UNEP-WCMC and IUCN (2023). *Marine Protected Areas*. Protected Planet: The World Database on Protected Areas (WDPA) and World Database on Other Effective area-based Conservation Measures (WD-OECM). https://www.protectedplanet.net/en/thematic-areas/marine-protected-areas (consulté le 16 Février 2023).

28 Desse, M., et Legé, R. (2019). L'Association des États de la Caraïbe et la planification spatiale marine, *Études caribéennes* [En ligne], issue 43-44. https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.16514

29 Malvido, M. Á., Lázaro, C., De Lamo, X., Juffe-Bignoli, D., Cao, R., Bueno, P., Sofrony, C., Maretti, C. et Guerra, F. (2021). *Informe Planeta Protegido 2020 : Latinoamérica y el Caribe*. RedParques, UNEP-WCMC, CMAP-UICN, WWF, CONANP y Proyecto IAPA. 148 p. https://redparques.com/modules/ecom/documentos/publicacion/INFORME-2020-final.pdf (consulté le 16 Février 2023).

appréciation de plus de 400 AMP (CAR-SPAW-RAC, 2023)[30]. L'évaluation élargie concerne « *El Gran Caribe* » de *Santana-Castillo* ou encore l'ancienne Caraïbe tiers-mondiste. Une réponse scalaire accessible a finalement été apportée par l'Université de *West Indies* de la Barbade. En 2023, le *Caribbean Protected Areas Gateway* a avancé le ratio d'une couverture spatiale de 5,57 %. 353 aires protégées marines et côtières, dont 136 aires marines et 217 aires côtières, ont été recensées dans la Caraïbe insulaire (CPAG, 2023)[31]. La faiblesse de ce calcul réside sûrement dans l'absence des territoires des États-Unis et des États européens dans le comptage. Toutefois, l'estimation semble vraisemblable puisqu'elle se situe entre les 210 de 2019 et les plus de 400 de 2023. À noter que la quantification ne suffit toujours pas à la conservation de la biodiversité côtière et marine. Car les superficies nationales doivent intégrer « *the full representation of ocean habitats and connectivity required to encompass the space use of migratory species* » (Sills et al., 2020: p. 749)[32]. De toute façon, au moins 353 AMP subsistent avec des appellations tributaires d'idéologies protectionnistes de la nature, à citer : des parcs à Cuba, en Dominicanie, Saint-Vincent et Grenadines ; des complexes côtiers en Haïti ; des aires de gestion à Sainte-Lucie. Leur établissement s'est accompagné d'initiatives qui permettront de dépasser le seuil de « *paper park* » grâce à des objectifs de conservation. Ils ont été fixés à travers une gestion dans laquelle la régulation d'activités socio-économiques côtoie la conservation de ressources côtières et marines.

La gestion des AMP a très tôt dénoté une inefficacité lorsqu'elle est administrée en majorité par l'État. En 2003, « *only 6 percent of MPAs to be rated as effectively managed* »; et un peu moins de 50 %, soit 48 % *to be rated as* « *inadequate* » (Burke et Maidens, 2004: p. 13)[33]. Elles n'ont pas de plans de gestion, ont disposé d'un faible niveau de mise en œuvre. Et les changements climatiques n'ont pas été inclus dans leur agenda environnemental. L'aspect dissuasif des résultats s'est expliqué par le manque de ressources humaines et financières, l'application d'objectifs en dehors des directives officielles, l'importation d'objectifs sans considération du contexte local (Dalton et al., 2015 : p. 74)[34]. D'autres facteurs ont intervenu

30 CAR-SPAW-RAC (2023). *Thématiques*. https://www.car-spaw-rac.org/ (consulté le 16 Février 2023).
31 CPAG (2023). *Socioeconomic Monitoring*. https://tools.thecpag.org/ (consulté le 17 Février 2023).
32 Sills, J., Gallagher, A. J., Amon, D. J., Bervoets, T., Shipley, O. N., Hammerschlag, N. et Sims, D. W. (2020). The Caribbean needs big marine protected areas, *Science, 367*(6479), pp. 749-749. https://doi.org/10.1126/science.abb0650
33 Burke, L., et Maidens, J. (2004). *Reefs at Risk in the Caribbean*. World Resources Institute. 84 p. https://files.wri.org/s3fs-public/pdf/reefs_caribbean_full.pdf (consulté le 29 Septembre 2020).
34 Dalton, T., Forrester, G. et Pollnac, R. (2015). Are Caribbean MPAs making progress toward their goals and objectives? *Marine Policy, 54*(2015), pp. 69-76. https://doi.org/10.1016/j.marpol.2014.12.009

conjointement à l'applicabilité du plan de gestion. Le suivi de la conservation a été limité par un accès à des informations inexactes ou obsolètes, vu que les avancées n'alimentent pas de manière systématique les dispositifs de contrôle et d'analyse, quand ils existent, (Knowles et al., 2015 : p. 95)[35]. Et les données environnementales ont souffert, souffrent encore, de la transparence essentielle à une communication soutenue sur les progrès entamés ou à entamer dans les AMP. Le choix du principe de transparence est propice à des échanges mutualisés pendant lesquels des problèmes identifiés se prêtent à une résolution optimale.

Au regard de ces contraintes, l'État s'est affranchi d'au moins 23,58 % de sa gestion en 2020 (Malvido et al., 2021 : p. 16). Plusieurs formes de pouvoir se sont alors exercées par le biais d'institutions privées, de propriétaires terriens, d'autorités et de communautés locales, d'organisations non gouvernementales. La gouvernance partagée s'est alliée à une gestion concertée afin de contourner la verticalité déficiente des décisions et de contrer l'immobilisme des actions de conservation côtière et marine. La présente démarche valorise l'implication d'une pluralité d'acteurs qui s'intéressent, connaissent ou se sont attachés aux aires sous protection, comme les populations locales. Celles-ci appréhendent les AMP à l'instar de zones d'usurpation de droits d'accès et d'usages ancestraux qui sont imposées par des influences externes (de Verdière et al., 2017 : p. 152)[36]. L'irruption des acteurs nationaux et internationaux, vécue comme un trauma généralisé, a entravé l'acceptation sociale des AMP de la Caraïbe. De plus, la nouvelle règlementation a entraîné la territorialisation de pratiques à la base de conflits entre les Caribéen.ne.s et la biodiversité. Sachant que les 2 poursuivent des objectifs rivaux, les premiers font des extractions vitales à court terme pour leur mieux-être ; la seconde est éprouvée sur le long terme par les extractions des premiers dans son environnement naturel. L'expérience de la région a démontré que l'engagement social et la prévision d'incitatifs contribuent à pallier les impacts des activités anthropiques relativement à une implémentation réussie (Bustamente et al., 2014 : p. 156)[37]. **Dans ces conditions, comment intégrer les populations locales dans la gestion et la gouvernance des AMP de la**

35 Knowles, J. E., Doyle, E., Schill, S. R., Roth, L. M., Milam, A. et Raber, G. T. (2015). Establishing a marine conservation baseline for the insular Caribbean, *Marine Policy*, *60*(2015), pp. 84-97. https://doi.org/10.1016/j.marpol.2015.05.005

36 Colin de Verdière, K., Binot, A., Caron, A., de Garine-Wichatitsky, M. et Leroy, A. (2017). Chapitre 24 - Les aires protégées, des opportunités de développement socio-économique des territoires ? Dans P. Caron (dirs.), *Des territoires vivants pour transformer le monde* (pp. 151-158). Éditions Quæ. https://doi.org/10.3917/quae.caron.2017.01.0151

37 Bustamente, G., Purificación, C., Di Carlo, G., Gomei, M., Romani, M., Souan H. & Vanzella-Khouri, A. (2014). Marine protected areas management in the Caribbean and Mediterranean seas: making them more than paper parks. *Aquatic Conservation : marine and freshwater ecosystems, 24*(Suppl.2), pp. 153-165, https://doi.org/10.1002/aqc.2503

Caraïbe ? En Haïti, les AMP subissent les interventions laxistes d'un état faible au détriment de populations paupérisées. En Guadeloupe, la concertation avec les acteurs locaux a révélé le besoin d'une instance de gestion collaborative, un outil de gouvernance pour des diagnostics conjoints et des solutions collectives (Andreu-Boussut et al., 2018 : paragr. 37)[38]. Cuba, pour sa part, utilise une méthode ascendante dans laquelle plusieurs niveaux de gouvernance d'élus et de représentants peuvent soumettre des propositions à son ministère de l'environnement (Angulo-Valdés, 2005 : p. 80, 81)[39].

Quant aux avantages des AMP, elles fournissent des services écosystémiques de 2 types de valeurs : non marchandes[40] ; marchandes[41]. Au niveau mondial, cet ensemble rapporte concurremment 692 à 1 274 milliards de dollars américains ; et l'amélioration de bien-être humain associé est estimée de 223 à 644 milliards pendant la même période 2015-2050 (Brander et al., 2020 : p. 6,7)[42]. **Vu les projections macroéconomiques, comment les AMP peuvent être moteur du développement local dans la Caraïbe ?** Elles hébergent des usages traditionnels de la mer en cohabitation avec des usages récréatifs et touristiques pris dans leur singularité culturelle et commerciale. Optimisés dans le cadre d'un corridor biologique, des effets réserves sont escomptés lorsqu'une sanctuarisation, une protection intégrale ou haute, une régulation drastique de la pêche sont établies (David et al., 2021 : p. 109)[43].

La problématique de la thèse doctorale (**Réf.** Figure 1) est résumée à la page suivante.

38 Andreu-Boussut, V., Rufin-Soler, C., et Chadenas C. (2018). Entre patrimonialisation et ouverture au tourisme : un équilibre en question(s) dans le lagon du Grand Cul-de-Sac Marin en Guadeloupe, *IdeAs* [En ligne], issue 12. https://doi.org/10.4000/ideas.3834
39 Angulo-Valdés, J. A. (2005). *Effectiveness of a cuban marine protected area in meeting multiple management objectives*. [Thèse de doctorat. Université de Dalhousie, Département/École : Faculty of Graduate Studies]. http://hdl.handle.net/1834/5483 (consulté le 1er Mars 2023).
40 tels la beauté des paysages, les produits d'alimentation, la résilience climatique
41 tels la pêche, le tourisme basé sur la nature, le commerce d'artisanat, le recrutement des agents de parc
42 Brander, L. M., van Beukering, P., Nijsten, L., McVittie, A., Baulcomb, C., Eppink, F. V., & Cado van der Lelij, J. A. (2020). The global costs and benefits of expanding Marine Protected Areas. *Marine Policy*, 116, pp. 1-12. [103953]. https://doi.org/10.1016/j.marpol.2020.103953
43 David G. et al. (2021). La pêche artisanale en Haïti. Small-Scale Fisheries in Haiti. IRD Éditions. Collection Expertise collective, bilingue français-anglais. 248 p. + clé USB.

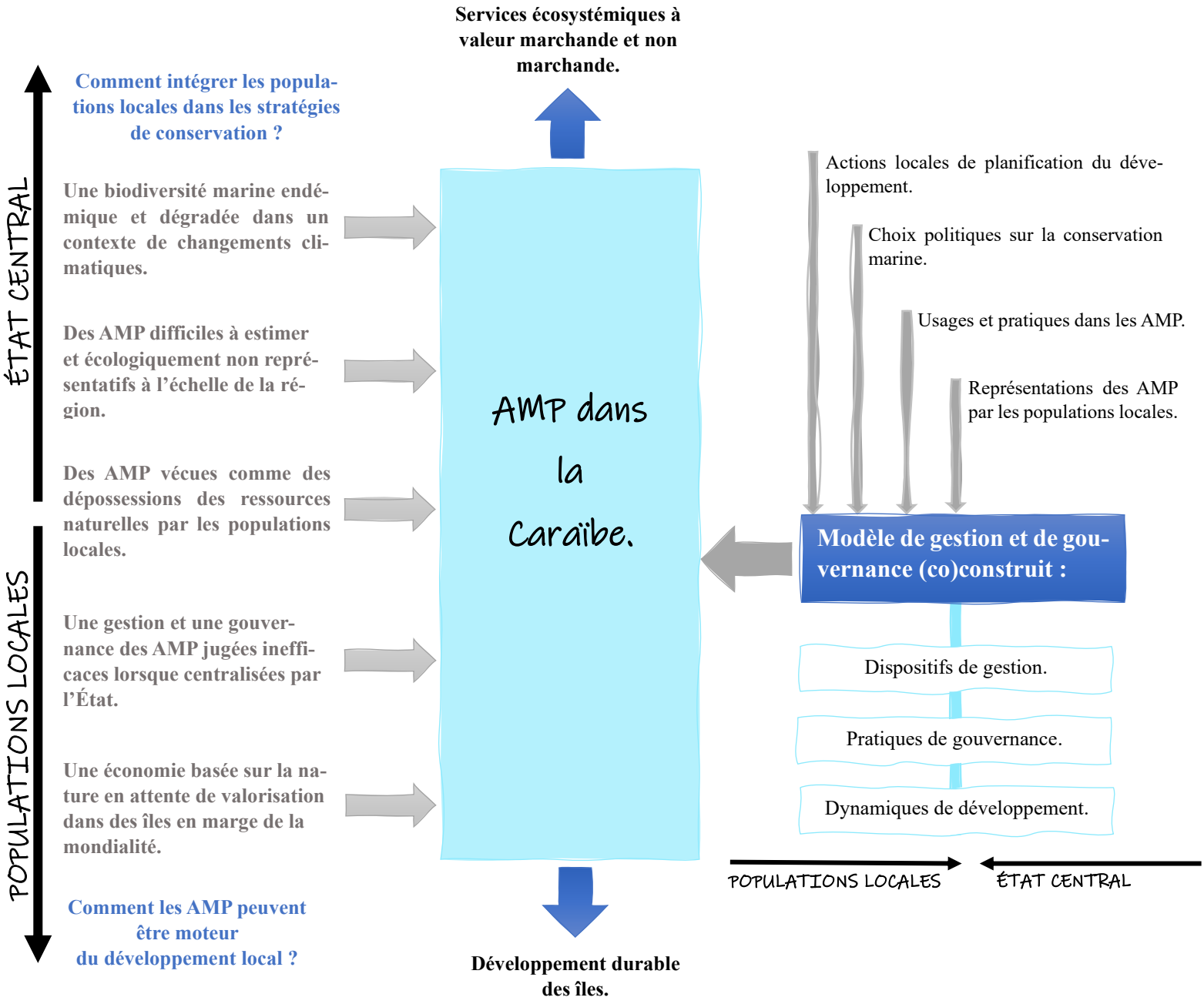


Figure 1. Schématisation de la problématique de la thèse sur la gestion et la gouvernance des AMP dans la Caraïbe **(Pierre, 2023)**

Elle a été décrite dans un contexte de divergence entre les populations locales et l'État central sur les mesures de conservation côtière et marine. 2 questions de recherche à influence sur les AMP ont été formulées, en tenant compte du fait que les AMP offrent des services écosystémiques et contribuent au développement local. La force de proposition de la thèse réside dans la conception d'un modèle de gestion et

de gouvernance : adaptée à la réalité locale et rétablissant la confiance entre les populations et l'État central dans un pays en mal développement.

Les îles de la Caraïbe accomplissent dans leurs AMP des activités différenciées fortement dépendantes de leur réalité nationale. Cuba et Guadeloupe ont misé sur un tourisme « offrant toute la palette des possibles et s'adressant aux clientèles locales et régionales des pays de niveau intermédiaire, aux touristes issus de l'émigration et aux touristes internationaux les plus exigeants » (Desse et al., 2018 : paragr. 3)[44]. Il a contribué avec les voyages au Produit Intérieur Brut (PIB) à hauteur de 12,16 milliards de dollars US à Cuba et de 1,02 milliard en Guadeloupe (World Travel & Tourism Council, 2022 : p. 5)[45]. Leurs AMP devront faciliter une transition vers l'écotourisme, étant donné que la *Gran Caribe* est instituée « zone de tourisme durable »[46] dans une logique de coopération régionale. D'ailleurs, 2 destinations sont déjà en étude en Guadeloupe pour être classées à partir d'indicateurs régionaux : Verte Vallée et St. François-Pointe des Châteaux (AEC, 2012)[47]. La déclaration de Margarita a renforcé la reconnaissance d'un espace géographique et d'une mer des Caraïbes en patrimoine commun, d'un héritage culturel force d'unification puissante (AEC, 2001 : paragr. 1, 12, 24)[48].

En Haïti, la contribution du tourisme au PIB est de l'ordre de 1,08 milliard de dollars US d'après le World Travel & Tourism Council (2022), un montant supérieur à celui de la Guadeloupe. Néanmoins, la performance est faible compte tenu de la différence démographique entre les îles : 11,45 millions d'habitants contre 384 239 en Guadeloupe et 11,26 millions à Cuba en 2021. Le pays s'est de plus en plus enfoncé dans un mal développement avec ses AMP. Des secteurs porteurs devront être identifiés dans le contexte d'une instabilité chronique de plus de 30 ans. Selon la carte Présidents, Police et Nations Unies de Makyavèl Studios (2022), la crise multidimensionnelle haïtienne a conditionné le passage de 6 présidents élus, 4 gouvernements d'intérim, 4 présidents provisoires, 2 coups d'état, 1 président assassiné en

44 Desse, M., Rodné-Jeanty, J., Gherardi, M., et Charrier, S. (2018). Le tourisme dans la Caraïbe, un moteur du développement territorial, *IdeAs* [En ligne], issue 12. https://doi.org/10.4000/ideas.4239

45 World Travel and Tourism Council (2022). *Travel & Tourism in the Caribbean: Prospects for growth*. Éditeurs Nejc Jus, Chok Tsering, Jonathan Mitcham, 20 p. https://wttc.org/Portals/0/Documents/Reports/2022/Travel-and-tourism-in-the-caribbean.pdf (consulté le 18 Février 2023).

46 Selon la Convention pour la création de la zone de tourisme durable de la Caraïbe, une zone de tourisme durable est une zone conçue comme « une unité riche et diverse du point de vue culturel, socio-économique et biologique, géographiquement délimitée, dans laquelle le développement du tourisme sera conditionné par la durabilité et les principes d'intégration, de coopération et de consensus, afin de faciliter le développement intégral de la région de la Grande Caraïbe » (1994, Art.1 : p. 2).

47 AEC (2012). *La zone de tourisme durable de la Caraïbe*. http://www.acs-aec.org/index.php?q=fr/tourisme-durable/programmes/la-zone-de-tourisme-durable-de-la-caraibe (consulté le 1er Avril 2024).

48 La déclaration de Margarita sur la consolidation de la grande Caraïbe a été produite au IIIe sommet des chefs d'état et/ou de gouvernements des états, pays et territoires de l'Association des États de la Caraïbe les 11-12 Décembre 2001, à l'île de Margarita, État de Nueva Esparta, Vénézuela.

fonction, 9 missions de l'ONU entre 1990 et 2021. Agir sur sa biodiversité marine revient à considérer le paramètre de la sécurité et à subdiviser les programmes environnementaux en des projets d'une durée inférieure à un quinquennat présidentiel. Ils ont été réduits à une moyenne de 2 ou 3 ans en raison des changements successifs au sein de la chaîne de gouvernance étatique et de l'administration publique.

Des exemples de projets ont été illustrés ci-dessous :

- *Green Climate Fund Readiness Programme* – de 2 ans et de 430 000 dollars US.
  Objectif : soutenir les capacités nationales pour l'accès au financement climatique en général et du Fond vert sur le climat en particulier (2017-2019)[49].

  Le programme détient un statut de montant « décaissé » au lieu de « complété » sur le site officiel de la Convention-Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC) 4 ans après l'année supposée de clôture[50].

- Projet d'Appui au Renforcement des Capacités (PARC) - de 3 ans et de 1,2 million de dollars US sur le territoire national.
  Objectif : renforcer les cadres du MdE par la mise en place des structures, organes et outils de gestion de l'environnement et des ressources naturelles (2013-2016).

  50 % du projet a été réalisé après 2 ans d'activités (Astier, 2016)[51] n'allouant qu'une année supplémentaire pour compléter l'autre moitié dans les limites de la période fixée. Ce qui est logistiquement peu probable en raison de la lenteur de l'administration publique et des contraintes de fonctionnement imposées par les mobilisations politiques.

- Projet de Renforcement des capacités pour la gestion des risques de désastres et la résilience climatique – de 3 ans et 6,32 millions de dollars US à l'Île-à-Vache.

---

49 PNUD Haïti (2017). *Plan d'Initiation PID 105577*. Rapport final, période d'implémentation : Janvier 2017 – Décembre 2017. 318 p. https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/HTI/RAPPORT%20FINAL%20IP2017.pdf (consulté le 9 Juillet 2023).
50 UNFCCC (2020). *GCF Readiness and Preparatory Support Programme (Readiness Programme)*. https://unfccc.int/climatefinance/gcf/readiness_programme (consulté le 9 Juillet 2023).
51 Astier, M. (2016). Évaluation à mi-parcours du Projet d'Appui au Renforcement des capacités du Ministère de l'environnement (PARC), Janvier 2013 – Décembre 2015. Rapport d'évaluation, PNUD Haïti. 50 p. https://erc.undp.org/evaluation/documents/download/9964 (consulté le 9 Juillet 2023).

Objectif : accroître la résilience des populations locales, de la pêche et des écosystèmes côtiers face aux risques et aux changements climatiques (2018-2021).

> Le projet n'a entamé aucune réalisation après 2 ans de tentatives d'activités dans sa phase pilote et demeure sans reconduction tangible 3 ans après la démission de la coordonnatrice en 2020 (MdE, 2018)[52].

- Projet Macaya MDE/BID/GEF/NORVÈGE sur la zone clé de la biodiversité et de la réserve de biosphère du massif de la Hotte – de 5 ans et 12,4 millions de dollars US dans les aires protégées terrestres de Macaya, marines de Port-Salut, Pointe-Abacou, Île-à-Vache et la Cahouane.
  Objectif : renforcer la gouvernance locale et le régime foncier à l'intérieur du parc, développer des pratiques agro-forestières de gestion durable des terres, suivre le stock carbone et les gaz à effet de serre (2012-2017)[53].

  > Le projet a été développé en 2008 à hauteur de 3,4 millions de dollars US lors du 4eme cycle de reconstitution du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM-4). Son exécution a débuté en 2012 à la suite du 1er décaissement dont le montant total a été augmenté de 9 millions. Les outils de suivi rattachés à un cadre de résultats demeurés incertains seront déterminés en 2015 (Lejonc et Palazy, 2018 : p. 53, 55)[54]. Jusqu'en 2018, soit 1 an après la date supposée de clôture, 4,2 des 12,4 millions de dollars US n'ont pas été dépensés en plus des 256 000 retournés au FEM. Par conséquent, les Autorités haïtiennes ont fini par saisir le poids des déclarations 2013 de la représentante de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), Marie Bonnard :
  >
  > > « […], nous sommes très stricts sur le rapport des dépenses. De plus, nous faisons des audits tous les 6 mois afin d'être certains que l'argent a été dépensé à bon escient » (Rochefort, 2013)[55].

52 MdE (2018). *Le Ministère de l'Environnement renforce les capacités locales à l'Île-à-Vache pour faire face aux risques et désastres liés au changement climatique*. https://mde.gouv.ht/index.php/fr/component/content/article/11-actualites/17-renforcement-des-capacites-locales-de-l-ile-a-vache (consulté le 9 Juillet 2023).
53 HaïtiLibre (2013, 2 Septembre). *Haïti - Environnement : 12 millions pour le Parc National naturel Macaya*. https://www.haitilibre.com/article-9356-haiti-environnement-12-millions-pour-le-parc-national-naturel-macaya.html (consulté le 18 Décembre 2023).
54 Lejonc, G., et Palazy, L. (2018). *Final Evaluation of the Sustainable Land Management of the Upper Watersheds of South Western Haiti Program*. 153 p. https://www.gefieo.org/sites/default/files/documents/projects/tes/3132-terminal-evaluation.pdf (consulté le 27 Décembre 2023).
55 Rochefort, J. (2013, 2 Septembre). Le « projet Macaya » passe à la 2e phase. *Le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/120741/le-projet-macaya-passe-a-la-2e-phase (consulté le 3 Janvier 2024).

Des successifs changements de gouvernements ; l'exclusion des autorités locales ; la confusion de la structure de gouvernance du MdE avec l'ANAP, les directions centrales, la Brigade de Sécurité des Aires Protégées (BSAP) ; l'impact des évènements météorologiques extrêmes à cause de 5 ouragans et d'une période de sécheresse ; l'absence de suivi des activités de reboisement ont été relevés parmi les multiples raisons expliquant l'efficience discutable du Projet (p. 61, 62). Macaya représente 5,6 % des financements internationaux reçus de 2011 à 2020 pour le département du Sud sur la protection environnementale, soit la moitié des 24 millions de dollars US disponibles annuellement à profusion pour la région (FEM, 2016 : p. 7)[56].

- Projet GIHB/GEF ID 9803 - HA-G1036 de gestion de l'interface Homme - Biodiversité dans les aires marines protégées du Sud d'Haïti - de 4 ans et 1,9 million de dollars US.
  Objectif : intégrer le secteur de la pêche dans la gestion des AMP, augmenter la capacité de stockage de CO^2 des AMP.

  Le projet pensé pour débuter en 2017 a été officiellement lancé en 2019. En raison du manque de réactivité de l'État central, de l'incidence des mouvements politiques et de l'assassinat du Président en fonction, la phase pilote de 2 ans a nécessité une demande de prolongation avant d'ambitionner de passer à une phase approfondie[57].

Concilier économie et écologie devient un défi majeur pour des îles de taille limitée, de ressources naturelles fragiles et dégradées et de systèmes politiques fragmentés telles qu'Haïti.

I.0.4. Les hypothèses de la recherche

La thèse doctorale concerne des AMP localisées dans la Caraïbe insulaire. Dans un geste consensuel, elles ont été envisagées d'un côté, comme de puissants outils de conservation de la biodiversité côtière et marine ; de l'autre, comme ceux de relèvement socio-économique des populations locales. L'idée a été empruntée

56 FEM (2016). *Note d'engagement de Projet : Programme d'appui aux filières durables et à l'aménagement des bassins versants, Département du Sud Haïti*. 132 p. https://www.agroforesterie-bassinsversants.ht/IMG/pdf/ffem_2016.pdf (consulté le 3 Janvier 2024).
57 Banque Interaméricaine de Développement et République d'Haïti (2015). *Termes de références : Gestion des aires marines protégées Aquin / Saint-Louis du Sud*. 50 p. https://ewsdata.rightsindevelopment.org/files/documents/36/IADB-HA-G1036.pdf (consulté le 9 Juillet 2023).

aux théories conservationnistes de la nature convenant des AMP en « lieux humanisés » par opposition aux « lieux sauvages » (DeVore et al., 2019 : p. 37)[58]. Néanmoins, le risque prévaut qu'elles soient réduites au rôle de prestataires de services écosystémiques et de gisements de ressources naturelles (Gunnell, 2009 : p. 186)[59]. L'assertion a été pondérée en dépoussiérant le concept sous-exploité du développement durable, « dépassé dans sa première forme, mais, dans son objet, indépassable » (Theys, 2020 : paragr. 14, 25)[60].

C'est ainsi que les AMP ont été anoblies de l'objectif ultime de développement durable de la région insulaire. La vision de développement adoptée protège les populations locales de la dépossession de leurs espaces naturels et replace leurs intérêts dans des stratégies nationales impactées par des prescrits internationaux. Les stratégies de conservation seront inclusives : intégrées dans une politique publique ; adaptées à une échelle archipélagique dans un entre-soi différencié. Elles seront appliquées en accord avec le paradigme de « diversalité » emprunté à la littérature francophone, tel « l'harmonisation consciente des diversités préservées » des îles défiant l'inscription générique de l'universalité (Heidmann, 2020 : paragr. 6)[61]. En déplaçant la perspective des AMP à la région, l'hypothèse principale devient :

> La Caraïbe constitue un espace solidaire pour une conservation d'AMP qui soit porteuse de changements et reproductible à l'échelle d'un archipel inscrit dans la diversalité.

C'est ainsi que les 2 axes d'étude de la thèse doctorale touchent à la gestion et à la gouvernance des AMP. En tenant compte de la problématique, la performance des AMP peut être estimée par le biais de l'évaluation de la gestion et de la gouvernance. De nombreux outils de suivi ont été conçus pour la gestion, à savoir : (1) le *Rapid Assessment and Prioritization of Protected Area Management* (RAPPAM), (2) le *Management Effectiveness Tracking Tool* (METT), (3) le « *World Heritage Outlook* », (4) l'« *Integrated Management Effectiveness Tool* » (IMET), (5) « Comment va votre AMP ? ». Sans négliger le rôle médiateur de l'État, la gouvernance

58 DeVore, J., Hirsch, E. et Paulson, S. (2019). Conserver la nature humaine et non humaine : un curieux cas de conservation conviviale au Brésil. *Anthropologie et Sociétés*, *43*(3), pp. 31–58. https://doi.org/10.7202/1070148ar
59 Gunnell, Y. (2009). Chapitre 9 - La nature comme ressource : conserver les biens et services écosystémiques, discipliner la gourmandise humaine. Dans Y. Gunnell (dir.), *Écologie et société* (pp. 186-222). Armand Colin. https://doi.org/10.3917/arco.gunne.2009.01.0186
60 Theys, J. (2020). Le développement durable face à sa crise : un concept menacé, sous-exploité ou dépassé ? *Développement durable et territoires* [En ligne], *11*(2). https://doi.org/10.4000/developpementdurable.17468
61 Heidmann, U. (2020). Différenciation, dialogisme, diversalité. Paradigmes pour un comparatisme différentiel et plurilingue. *Revue de littérature comparée*, 376, pp. 487-497. https://doi.org/10.3917/rlc.376.0106

des AMP a réhabilité quant à elle le positionnement des populations locales de « sachant ». Des outils de suivi de la gouvernance ont également été conçus, à savoir : (i) des règles coutumières comme le *dina* à Madagascar ; (ii) le processus d'analyse et d'évaluation participative en 4 étapes de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) ; (iii) l'évaluation de la Gouvernance des Aires Protégées et conservées (GAPA) de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED).

Tous ces outils d'évaluation permettent de vérifier l'état d'avancement des AMP et de corriger les stratégies quand les objectifs de conservation ne sont pas atteints. Toutefois, la détermination de la performance a vite été abandonnée. Elle requiert d'importants moyens humains et financiers dans les 3 îles d'Haïti, Cuba, Guadeloupe pour mener des enquêtes, ou encore pour avoir accès aux suivis d'AMP, si réalisés. Ce serait passer outre la contrainte de transparence des données environnementales préalablement identifiées. La gestion et la gouvernance des AMP de la première question de recherche seront ainsi abordées simultanément. Les populations locales formeront la trame de fond et le développement durable, la résultante.

L'inclusion des populations locales dans la gestion et la gouvernance des AMP de la Caraïbe est justifiée par un savoir local, pas forcément traditionnel, et fortement ancré dans une culture vernaculaire. Il est qualifié de « vivant » dans son évolution et de « connecté » aux choix de sociétés : autant d'usages, de pratiques, de valeurs, de représentations du monde et de connaissances de l'écologie qui le constituent (d'Alessandro et Linck, 2017 : paragr. 17, 18, 20)[62]. Les considérations autour du savoir local penchent vers l'appropriation des AMP par des populations « sachant », d'autant plus que les stratégies de conservation doivent aboutir à une proposition de mesures applicables par des ressources caribéennes. La vulgarisation des stratégies de conservation dans une logique de développement durable favorise leur acceptation sociale. Cependant, le développement durable prôné en Introduction générale et Hypothèse de recherche sert de préférence à la déconstruction des dynamiques de développement qui sous-tendent la mise en œuvre des AMP. Le développement local de la seconde question de recherche passera plus par l'affect qui lie les populations

62 d'Alessandro, R. et Thierry Linck, T. (2017). Diversité, variabilité, connectivité : Mobiliser les savoirs locaux pour cultiver la biodiversité, *Développement durable et territoires* [En ligne], *8*(1). https://doi.org/10.4000/developpementdurable.11548

« sachant » à leur île respective, dans la mesure où la diversalité reconnaît à un niveau régional ces intelligences collectives territorialisées.

Les 3 hypothèses secondaires à découler de l'hypothèse principale de la thèse sont :

- Les populations locales ayant un lien avec la mer ont cumulé un savoir du milieu qui légitimise leur contribution dans l'apport de solutions adaptées sur la conservation et la réappropriation du mode de vie dans la Caraïbe.
- La gestion et la gouvernance des AMP de la Caraïbe nécessitent l'articulation des objectifs de conservation des politiques et des aspirations de développement des populations locales en vue de soutenir la résilience des îles et de leurs écosystèmes.
- Les AMP participent à la reconfiguration socio-économique des îles de la Caraïbe en proposant aux populations locales des compensations et des alternatives d'activités basées sur la nature en soutien aux priorités nationales de conservation.

I.0.5. La démarche méthodologique de la recherche

La démarche de recherche adoptée dans la thèse doctorale est celle de la recherche qualitative ou encore de la recherche empirico-inductive et compréhensive, de par le focus sur l'étude des populations locales qui vivent dans les AMP de la Caraïbe. En effet, elle vise l'objectivation des éléments de contexte, autant du point de vue des populations « sachant » que de celui de la doctorante « savante ». Et s'appuie sur les représentations sur la mer et les AMP, les aspirations des populations dans les AMP, les modalités des actions et interactions entre les populations et les AMP (Dumez, 2017 : p. 7)[63]. Cette démarche comporte 3 risques à atténuer :

- le risque des acteurs abstraits, qui ne se pose plus au vu de la place prépondérante des populations locales de « sachant » dans la gestion et la gouvernance des AMP ;
- le phénomène d'équifinalité, par la confrontation de plusieurs interprétations plausibles dans l'observation des usages et pratiques dans les AMP ;

63 Dumez, H. (2017). *Méthodologie de la recherche qualitative : Les questions clés de la démarche compréhensive*. Vuibert (3e Édition). 288 p.

- le risque de circularité, par la régulière mise en cause des théories en appui à la recherche sur la gestion et la gouvernance des AMP.

Les matériaux mobilisés dans la recherche qualitative sur la gestion et la gouvernance des AMP de la Caraïbe sont les suivants :

- la revue de la littérature
  La revue de la littérature a été effectuée à 3 niveaux :

  1. la consultation de la littérature périodique
     Les coupures de presse locale et spécialisée, les pages des médias sociaux, les blogs de voyage, les sites de prestations touristiques, les sites officiels des institutions publiques, les vidéos promotionnelles et documentaires, les sites de radios locales, les sites de suivi d'avions et de bateaux ont participé à l'appropriation des sites d'AMP d'Haïti, de Cuba, de la Guadeloupe et à l'accès à des informations récentes.
  2. la consultation de la littérature grise
     Les rapports techniques, les publications gouvernementales, les actes de colloques, les travaux de fin d'études de master et de doctorat ont permis de suivre la gestion et la gouvernance des AMP dans la Caraïbe insulaire et dans d'autres régions avec un héritage culturel dominant telles que le Pacifique, l'Océan Indien. Ils permettent de mieux cerner la portée des politiques publiques et des appropriations scientifiques.
  3. la consultation de la littérature scientifique
     Les articles et les ouvrages scientifiques sur le sujet de thèse ont consolidé l'orientation des 2 questions de recherche sur la gestion et la gouvernance des AMP et le développement local. Ils agréent l'enrichissement de la recherche et des propositions résultantes.

  Les références ont été organisées à l'aide du logiciel Zotero de sorte à dégager les principaux axes théoriques qui soutiennent le sujet de thèse. Elles ont documenté la littérature et l'argumentaire qui ont abouti à l'analyse du site d'AMP d'Haïti dans un regard croisé avec chacun des sites sélectionnés à Cuba, en Guadeloupe, et à la description des modalités de gestion et de gouvernance applicables dans la Caraïbe insulaire. Si les revues de littérature ont

facilité la transmission du savoir acquis sur les AMP de la Caraïbe, elles ont tenu la doctorante éloignée du contact avec les populations locales des AMP. En vue d'une meilleure appréciation de leur univers physique, culturel et émotionnel, l'état de l'art a été complété d'enquêtes par dépaysement dans les 3 îles.

- la collecte de données

Les données ont été collectées sur le site du Parc national naturel de l'Île-à-Vache, croisé avec celui du Parc Cienaga de Zapata à Cuba et du Parc national de la Guadeloupe. Les outils mobilisés correspondent chacun à un ou plusieurs objectifs spécifiques de la thèse doctorale liés aux pratiques et usages dans les AMP ; aux modes de gestion et gouvernance des AMP. Ils ont été illustrés en s'inspirant du modèle de structuration des questionnaires de Ponge et Vaschalde (2020 : p.32)[64] adapté à une recherche sur des AMP de la Caraïbe :

1. Le guide d'entretiens semi-directifs sur la mer et les AMP (**Réf.** Figure 2) a été conçu pour des populations locales sélectionnées selon 2 critères : (1) l'âge (majorité), (2) le lieu de l'activité économique par rapport à l'AMP (mer/territoire adjacent).

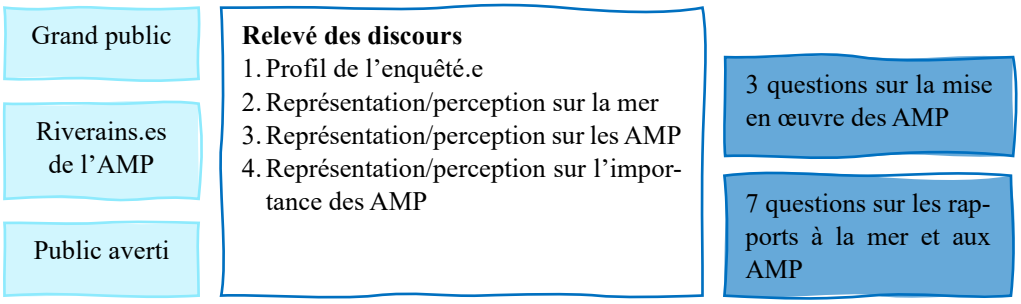


Figure 2. Structuration du guide d'entretiens semi-directifs sur la mer et les AMP **(Pierre, 2023)**

Le guide d'entretien a été monté de sorte à inventorier les représentations de la mer et des AMP venant en soutien à la territorialisation des usages et des pratiques. Les résultats obtenus ont aidé à déceler ce que les populations locales « sachant » souhaitent défendre au sein des

64 Ponge, B. et Vaschalde D. (2020). « Une belle plage bien propre » VS « un réservoir de biodiversité », Regards croisés sur les aires marines protégées françaises. Dans Y. Bouvet & K. Page-Jones (dirs.), *Discours sur la mer, Résistances des pratiques et des représentations* (pp. 29-50). Presses Universitaires de Rennes.

AMP en tant que représentantes de collectifs et d'individus (Sébastien, 2011 : paragr. 26)[65].

2. La grille d'observation directe et participante (**Réf.** Figure 3) a été conçue pour étudier (1) l'accessibilité des sites d'AMP, (2) les espaces marins protégés dans une comparaison avec des espaces marins non protégés, (3) les usages et les pratiques des AMP, (4) l'offre touristique des AMP.

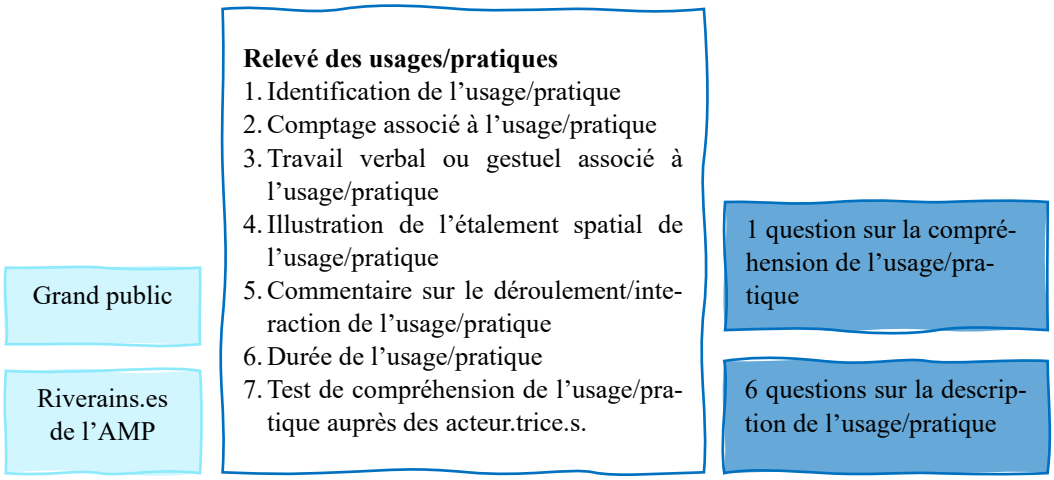


Figure 3. Structuration de la grille d'observation directe et participante des activités au sein des AMP **(Pierre, 2023)**

3. Le questionnaire d'enquêtes (**Réf.** Figure 4, 5) a été conçu pour discuter de la gestion et la gouvernance des AMP auprès de 2 groupes cibles : (1) les acteurs socio-économiques, (2) les acteurs politiques et administratifs.

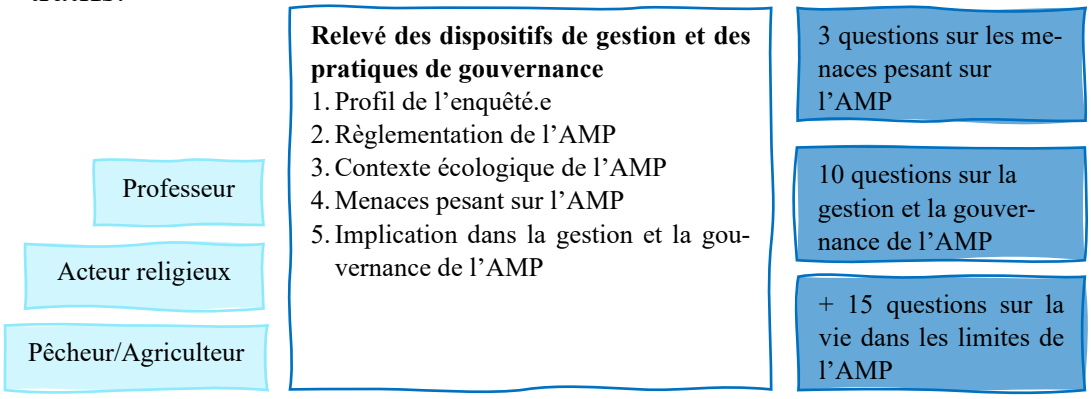


Figure 4. Structuration du questionnaire d'enquête pour les acteur.trice.s. socio-économiques des AMP **(Pierre, 2023)**

65 Sebastien, L. (2011). Quand les acteurs faibles et absents s'immiscent dans la négociation environnementale, *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement* [En ligne], issue 11. https://doi.org/10.4000/tem.1262

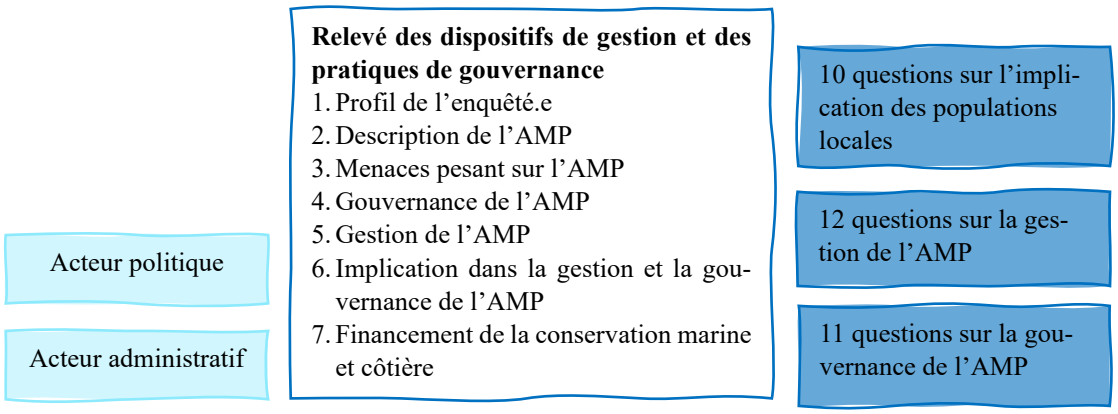


Figure 5. Structuration du questionnaire d'enquête pour les acteur.trice.s politiques et administratif.ve.s des AMP **(Pierre, 2023)**

Les groupes cibles ont été tirés de la liste exhaustive de Pitron et Jolivet (2007, p. 4-9)[66] faisant état de l'implication (1) des acteur.trice.s de la connaissance environnementale, techniques et technologiques, économiques et sociaux, politiques et administratifs ; (2) des professionnels du droit ; (3) des fonds publics ou privés dédiés à l'environnement ou autres ; (4) des dispositifs de diffusion d'informations environnementales dans la gestion des espaces marins. Les acteur.trice.s socio-économiques, les acteur.trice.s politiques et administratif.ve.s ont été considéré.e.s en Haïti en raison de leur proximité géographique avec les AMP et de leur impact direct sur la gestion et la gouvernance. Il.Elle.s ont été décliné.e.s en fonction des principales activités socio-économiques et du schéma de gouvernance locale identifiés, tout en tenant compte du budget de recherche disponible. Les acteur.trice.s seront dit.e.s :

- « forts » dans leur rapport d'influence quand des hommes ou femmes habitant des territoires-systèmes affectent en priorité les réflexions et initiatives sur le devenir des AMP (Sénécal, 2006 : p. 284[67] ; Del Castillo, 2014 : p. 17[68]) ;

66 Pitron, F. et Jolivet, V. (2007). *La gestion du littoral et des espaces marins*. Éditions Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Éditions Juridiques Associées (LGDJ-EJA), Collection Politiques locales. 109 p.
67 Sénécal, G. (2006). Synthèse : Entre structure et action : nouvelles perspectives en géographie, *Cahier de géographie du Québec*, *50*(141), pp. 283-287.
68 Del Castillo, M. (2014). *Mapeo de actors, Procesos y mecanismos de concertación*. 28 p. https://www.studocu.com/es-ar/document/universidad-nacional-de-lanus/planeamiento-del-desarrollo-turistico/u2-helvetas-mapeo-de-actores/78601495 (consulté le 6 Janvier 2024).

- « faibles » dans leur rapport social quand des hommes ou femmes conscient.e.s de leur sociosystème sont sous-représenté.e.s dans les démarches participatives relatives aux projets d'AMP (Sébastien, 2011 : paragr. 5) ;
- « absents » dans leur rapport patrimonial avec les écosystèmes quand l'héritage de la biodiversité côtière et marine est intégré dans les négociations sur la gestion et la gouvernance des AMP.

Les acteur.trice.s de la conservation côtière et marine ont été classé.e.s selon le type de rapport entretenu et la mesure des paramètres d'engagement dans l'organisation du territoire. Il.Elle.s ont été étudié.e.s par le biais d'une approche anthropocentrée soutenue par :

- le concept de l'acteur territorialisé, où les populations locales deviennent l'élément de base de la construction du territoire de l'AMP à travers un système vivant et dynamique fait de projets et d'actions (Bion, 2001 : p. 5, 6)[69].
- la théorie de l'acteur social, dans laquelle l'accent est mis sur le pouvoir d'agir des populations locales selon des desseins individuels à considérer dans la planification de l'AMP (Guichard, 2007)[70].
- la patrimonialisation, dans le sens d'une requalification des espaces naturels par un composite entre culture et nature qui concilie projets social et écologique (de Cacqueray et al., 2018 : p. 8, 14)[71].

La définition de territoire adoptée est celle d'un espace culturel, politique et écologique collectivement perçu, partagé et, plus encore, approprié par les populations locales dans la lignée des idées du géographe Guy Di Méo. Ce territoire est porteur d'enjeux identitaires et de

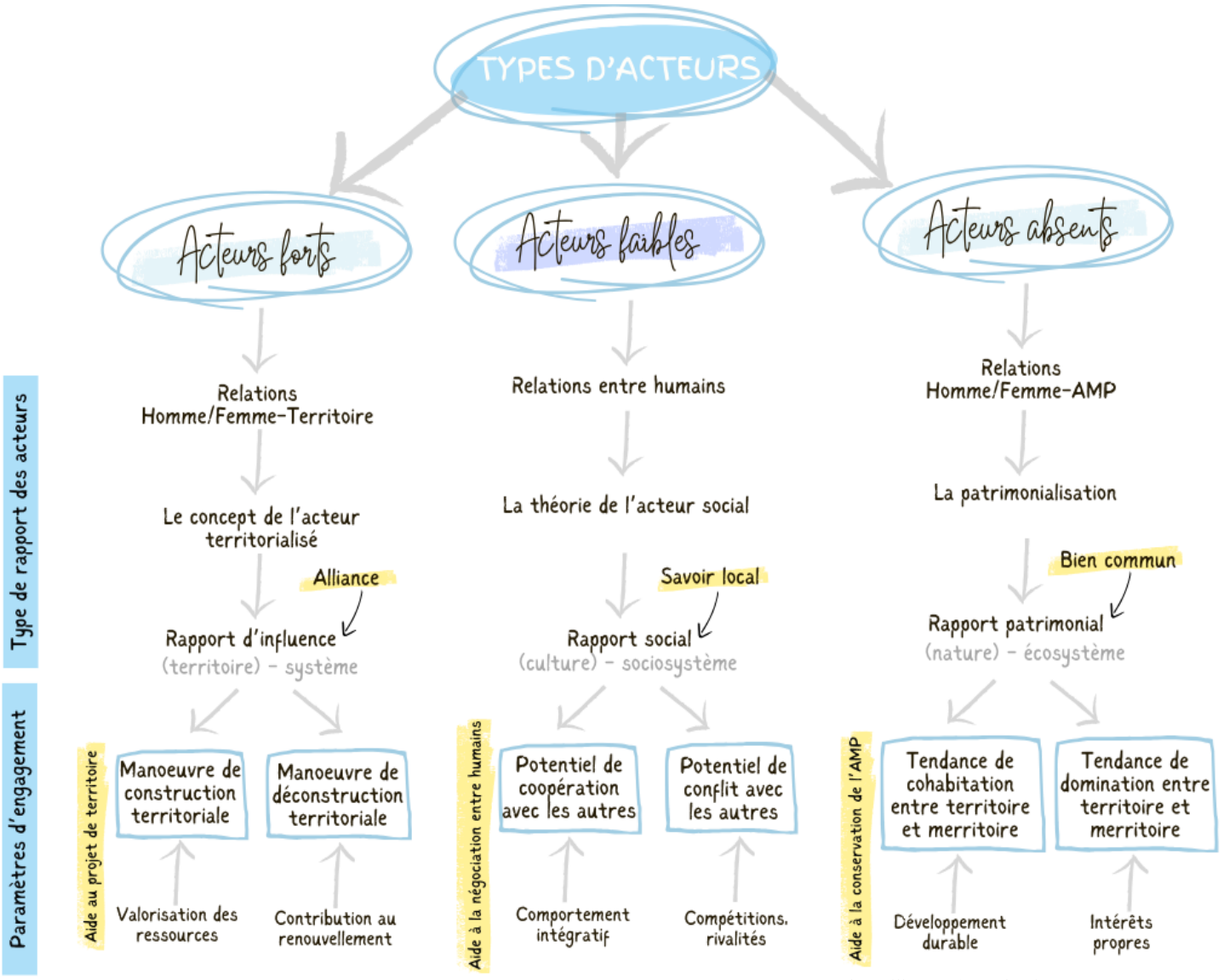
69 Bion, J.-Y. (2001). Que peut apporter l'analyse du système d'acteurs au diagnostic de territoire ? Dans J-Y. Bion, M. Meunier-Chabert (dirs.). *L'analyse des systèmes d'acteurs*. (pp. 4 à 8). Cahier n°1 : Diagnostics de territoire et systèmes d'acteurs. Rapport de recherche produit par le Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (CERTU). https://hal-lara.archives-ouvertes.fr/hal-02162045

70 Guichard, J. (2007). Acteur social (social actor). Dans Guichard, J. et Huteau, M. (dirs.), *Orientation et insertion professionnelle 75 concepts clés*. (pp. 3-10). Dunod. https://doi.org/10.3917/dunod.guich.2008.01.0003

71 de Cacqueray, M., Barthon, C., Chadenas, C., Xavier, M. X., Andreu-Boussut, V. et Arnaud de Lajartre, A. (2018). Le patrimoine, un élément fédérateur pour la gouvernance des espaces protégés ? L'exemple du marais de Brouage (Charente-Maritime), *Norois* [En ligne], pp. 7-27. https://doi.org/10.4000/norois.6280

préoccupations d'équilibre touchant à la reformulation des objectifs sociaux du développement local (Caldero, 2017 : p. 247[72] ; Di Méo, 2014 : p. 123[73]). Dans le cas d'Haïti par rapport à Cuba et Guadeloupe, le territoire est régulé par « une violence » à partir de laquelle la vie quotidienne est rythmée et la marque naturelle de l'ordre sociale est déstabilisée (Appadurai, 2007 : p. 54-55)[74]. Lorsque les populations humaines ont entamé la conquête des océans après l'expansion des sociétés terriennes, les AMP ont été déclarées dans des merritoires. Ces merritoires de Camille Parrain (2012 : paragr. 27)[75] se sont inscrits dans le prolongement horizontal d'espaces terrestres aménagés : des territoires en mer caractérisés par l'hypermobilité. L'apport de Jean Ollivro a poussé à l'appréhension du merritoire dans ses spécificités volumétriques. Ce qui fait des AMP une surface marine et des fonds océaniques limités par des frontières d'air et de terre (Ollivro, 2016 : p. 13)[76].

72 Calderaro, N. (2017). Accès universel au domaine public littoral malgré quelques restrictions bien encadrées. Dans A. Rainaud (dir.), *Ségrégation territoriale en France, Manifestations et corrections* (pp. 231-241). Éditions mare & martin, Collection Droit & science politique.
73 Di Méo, G. (2014). *Introduction à la géographie sociale*. Armand Colin, Dunod Éditeur. 192 p.
74 Appadurai, A. (2007*). Géographie de la colère, la violence à l'âge de la globalisation*. Éditions Payot & Rivages, collection Petite Bibliothèque Payot Anthropologie. 208 p.
75 Parrain**,** C. (2012). La haute mer : un espace aux frontières de la recherche géographique, *EchoGéo* [En ligne], issue 19. https://doi.org/10.4000/echogeo.12929
76 Ollivro, J. (2016). *De la mer au méritoire, Faut-il aménager les océans ?* Éditions Apogée. 180 p.



Source : (Del Castillo, 2014) ; (Sébastien, 2011, 2014) ; (Lamara, 2009) ; (Sénécal, 2006) ; (Sébastien et Brodhag, 2004)

Figure 6. Modélisation des rapports des acteurs de la conservation marine et côtière dans les AMP **(Pierre, 2023)**

La collecte des données de la thèse doctorale a été effectuée selon le contexte particulier de chaque île :

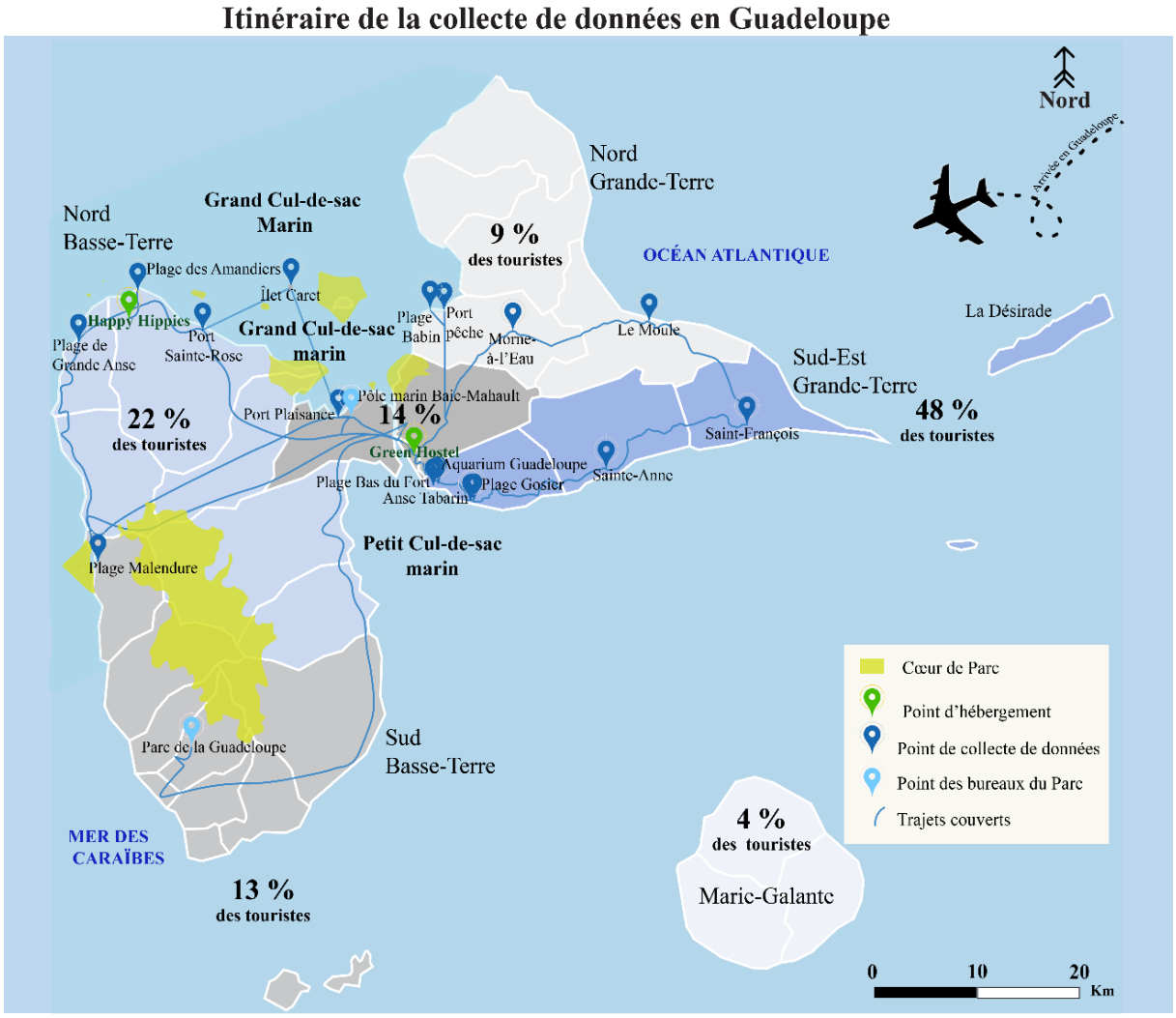
1. Guadeloupe (13 – 29 Juillet 2022)

En Guadeloupe, des déplacements physiques ont été faits auprès des différents sites sélectionnés. Les trajets ont été couverts en transport en commun pour des raisons économiques et de santé. Dans un premier temps, une réservation a été effectuée à Pointe-à-Pitre dans l'idée d'un parcours itinérant pour

se loger à proximité des sites d'enquêtes. Dans un second temps, le logement de Pointe-à-Pitre a été repris en raison de la centralité du transport sur l'île. Les enquêtes de terrain ont débuté avec une exploration de Grande-Terre de sorte à pouvoir comparer ultérieurement le déroulement des activités dans les espaces non protégés et dans les espaces protégés. Puis, les villes limitrophes aux aires marines adjacentes du parc national ont constitué les principales étapes de collecte. Les méthodes suivantes ont été employées :

- Exploration de l'île de la Guadeloupe
  - Exploration de l'île en voiture (espace protégé versus espace non protégé) ;
  - Visite de l'aquarium de la Guadeloupe à Pointe-à-Pitre ;
  - Visite des bureaux du Parc national de la Guadeloupe à Saint-Claude.
- Entretien avec les populations locales
  - Entretien sur les représentations sur la mer et les AMP : 4 femmes (serveuse, auto-entrepreneuse, secrétaire, réceptionniste) ; 13 hommes (agent immobilier, chanteur rasta, prestataires touristiques (parisien, polynésien, guadeloupéen), chauffeur de bus, agent de sécurité, tenancier de commerce, responsable touristique, agents de terrain) ;
- Observation des activités (**Réf.** Carte 1)
  - Observation des usages et pratiques dans les espaces côtiers et marins : (1) port de Morne-à-l'Eau, (2) plage de Babin, (3) wharf de Pointe-à-Pitre, (4) plage de la Datcha (jour et nuit), (5) plage de l'Anse Tabarin, (6) marina de Baie Mahault, (7) port de Sainte-Rose, (8) plage des Amandiers, (9) plage de Grande Anse, (10) plage de Malendure ;
  - Observation de l'accessibilité aux sites des cœurs du parc dans ses 2 composantes : (1) marine, Grand Cul-de-sac main, Îlets Pigeon, (2) terrestre, Parc des mamelles ;
  - Observation participante dans les cœurs de parc marins : (1) excursion touristique à la réserve Cousteau de Bouillante, (2) excursion touristique au Grand Cul-de-sac marin à partir de Sainte-Rose, (3) expédition maritime avec les agents du parc.

Les trajets couverts ont été illustrés ci-dessous :



Source : (Parc National de la Guadeloupe, 2021 ; Observatoire régional du tourisme, 2018 ; Pymouss, 2016)

Carte 1. Progression de la doctorante vers les sites d'enquête de la Guadeloupe **(Pierre, 2023)**

En Guadeloupe, le questionnaire d'enquête pour les acteurs socio-économiques n'a pas été utilisé parce qu'ils ont eu peu de temps à consacrer à 2 pages ½ de questions pendant leurs activités en mer ou sur la plage. Le guide d'entretien sur les représentations sur la mer et les AMP a été privilégié en remplacement, avec une emphase sur la dernière question : « Que pensez-vous des actions pour la mise en œuvre des aires marines protégées dans l'île en termes de conservation environnementale : Force, Faiblesse, Opportunité, Menace ? ». À savoir que, sur cette île, parler de parc suscite plus de réactions

auprès des populations locales que de parler d'une AMP. Cependant, les mots clés #parcnationalguadeloupe et #grandculdesacmarin sont également populaires sur Instagram, cumulant tous les 2 plus de 1000 post auprès des internautes.

2. Haïti (5-10 Septembre 2022)

En Haïti, une pré-enquête a été effectuée dans 2 AMP du département du Sud : Port-Salut et Île-à-Vache en Septembre 2021. Le choix a été finalisé en Septembre 2022 sur celle de l'Île-à-Vache en raison d'une expérience antérieure de travail sur ce terrain. L'accessibilité au site a été très difficile en période de mobilisation populaire contre la crise de carburant et de gangstérisation de l'entrée sud de la capitale de Port-au-Prince. Le séjour prévu initialement du 5 au 8 Septembre a dû être prolongé jusqu'au 10. À l'Île-à-Vache, les populations locales se sont déplacées vers une école congréganiste gracieusement mise à disposition de l'enquête sur les interventions de la mairie.

Les méthodes suivantes ont été employées :

- Exploration du département du Sud d'Haïti
  - Visite de la côte sud avec des séjours successifs dans les villes suivantes : (1) Port-Salut, (2) Cayes, (3) Torbeck, (4) Baie Dumesle, (5) Aquin, (6) Cote de Fer ;

- Entretien avec les populations locales
  - Entretien sur les représentations sur la mer et les AMP : 3 femmes (urbaniste, ingénieure civile, assistante administrative), 4 hommes (pêcheur, gardien, jeune, avocat) ;
  - Entretien et visite de terrain avec les autorités locales de Port-Salut ;
  - Atelier sur la gestion et la gouvernance de l'Île-à-Vache : 45 personnes (7 femmes, 38 hommes) ;
  - Focus groupe avec la population locale de l'Île-à-Vache : 34 personnes (hommes et femmes pêcheurs, agriculteur.trice.s, commercant.e.s, autorités locales).

- Observation des activités

- Observation des usages et pratiques dans les espaces côtiers (espace protégé versus espace non protégé) : (1) plage de Gelée, (2) plage de Port-Salut, (3) plages de l'Île-à-Vache, (4) plage de Baie Dumesle, (5) plage des Cayes ;
- Observation des usages et pratiques dans les espaces marins : (1) Port-Salut, (2) Île-à-Vache ;
- Observation de l'accessibilité aux sites du Complexe marin et côtier de Port-Salut/Aquin : (1) Parc national naturel de l'Île-à-Vache, (2) Paysage naturel protégé marin et terrestre de Port-Salut.

Les trajets couverts par les participant.e.s ont été illustré.e.s ci-dessous :

Carte 2. Progression des participants vers le site d'enquête de l'Île-à-Vache **(Pierre, 2023)**

3. Cuba (2022)

À Cuba, les enquêtes ont été conduites à distance grâce à une informatrice-relais avec des relations au sein du Parc Ciénaga de Zapata.

- Enquête de terrain sur le Parc
  - Distribution de questionnaires d'enquêtes auprès de 2 agents de parc et 1 biologiste marin
- Observation des activités
  - Inventaire des publications sur les activités du Parc dans les médias sociaux (Instagram, Facebook) et sur les sites de voyage.

Carte 3. Localisation du site d'enquête de Cuba **(ECOCIENZAP, 2023)**

- le traitement des données

Les informations ont été couplées avec des cartes mentales afin de :

1. décrire l'étalement spatial des usages et des pratiques dans les AMP ;
2. comprendre les modalités de gestion et de gouvernance appliquées dans les AMP ;
3. analyser les besoins en développement dans les AMP.

Une grille d'analyse a alimenté le modèle de (co)gestion et de (co)gouvernance des AMP en tenant compte des paramètres énoncés dans les objectifs de la recherche. Elle a conduit à l'élaboration des tableaux de synthèse sur les éléments de comparaison des AMP en étude dans la thèse. Le résultat de la collecte et du traitement des données consistera en la conception d'un modèle en lien avec la gestion et la gouvernance des AMP. Le modèle prendra la forme d'un plan-type applicable à la région caribéenne. Les 3 étapes de la démarche méthodologique de la thèse ont été résumées ci-dessous :

COLLECTE	TRAITEMENT	RÉSULTAT
Revue de la litterature grise, périodique et scientifique, des pages web	Analyse de documentation et discours sur mer, AMP, conservation marine dans les 3 îles	**Modèle de gestion et gouvernance des AMP reproductible à l'échelle des îles de la Caraïbe**
Entretiens avec les acteurs socio-économiques, techniques, et administratifs	Analyse de territorialisation des usages et des pratiques sociales dans les AMP des 3 îles	
Observation des usages et des pratiques dans les espaces côtiers et marins	Analyse des dispositifs de gestion et des pratiques de gouvernance dans les AMP des 3 îles	
Sélection des contenus photographiques et vidéographiques	Analyse des potentialités de créations de richesse dans le développement local des 3 îles	

Français, Créole haïtien et guadeloupéen, Espagnol, Anglais

Tableau 1. Illustration de la démarche méthodologique de la thèse **(Pierre, 2024)**

Elles sont l'aboutissement d'une recherche menée en 4 langues : français, créole (haïtien et guadeloupéen), espagnol, anglais.

I.0.6. La créolisation de la démarche méthodologique de la recherche

Les 3 étapes de la démarche méthodologique de recherche qualitative sur les AMP concernent : (1) la revue de la littérature, (2) la collecte des données, (3) le traitement des données. Elles sont des étapes classiques de recherche ayant été confrontées à un milieu rural haïtien ancré dans la régionalité de la Caraïbe. L'approche ethnographique d'immersion sur le terrain a conduit à leur requalification au contact des populations rurales. Un processus spontané de créolisation (**Réf.** Photo 1) s'est effectué à force de se référer à l'oralité comme « genre de discours et de culture »[77] pour leur présenter le sujet de thèse. Il a mis en évidence un « parler rural » coconstruit avec les populations sous enquête à la faveur d'une compréhension mutuelle. Le dialogue instauré a utilisé un vocabulaire créole hérité des faits de pratique de la principale activité économique du milieu rural : l'agriculture. C'est ainsi que :

1. l'étape de revue de la littérature est devenue « *bèt*[78] théorie ».
   La revue de la littérature est assimilée au « *jaden*[79] documents » pour désigner une multitude de documents.
2. l'étape de collecte de données est devenue « r*ekòt*[80] données ».
   Cette collecte a eu lieu par des « *vant*[81] *midi* d'entretien » (à distance ou en présentiel) ; des « *eskwad* d'observation » (observation participante ou enquêtes photographiques) ; des « *konbit* d'atelier ». Les « *vant midi* d'entretien » se réfèrent à la durée de maximum 2 heures des entretiens, tout comme la durée de travail du groupe d'ouvriers agricoles recrutés pendant la pause midi (12 h à 14 h). Les « *eskwad*[82] d'observations » se réfèrent au groupe d'éléments à appréhender sur plusieurs plans visuels, tout comme le groupe d'ouvriers recrutés pour la préparation des parcelles ou la récolte des produits agricoles. Les « *konbit* d'atelier » se réfèrent au format de mise en commun des informations, tout comme la mise en commun de la force de travail dans les champs agricoles.

77 Privat, J.-M. (2019). Oralité, *Pratiques* [En ligne], issue 183-184. https://doi.org/10.4000/pratiques.6772
78 Traduit du créole haïtien au français par bête, animaux.
79 Traduit du créole haïtien au français par jardin.
80 Traduit du créole haïtien au français par récolte.
81 Traduit du créole haïtien au français par ventre.
82 Traduit du créole haïtien au français par escouade.

Eskwad d'observations

Vant midi d'entretiens

Konbit d'ateliers

Photo 1. Créolisation de la démarche méthodologique de la thèse **(Pierre, 2023)**

3. L'étape de traitement de données est devenue « *travay*[83] données » pour la mise en valeur des données, tout comme la mise en valeur des parcelles agricoles. Les résultats obtenus deviennent des « *kòd*[84] résultat ». En effet, la force de proposition du modèle de gestion et de gouvernance provient d'un assemblage de données collectées, tout comme les fibres naturelles assemblées pour constituer une corde. Des dénominations calquées sur l'organisation du travail dans les champs ont facilité la compréhension de la démarche méthodologique de recherche auprès des populations locales haïtiennes. Ce parti pris a aussi été adopté afin d'accroître la légitimité des langues et savoirs créoles dans la construction d'une pensée scientifique occidentalisée. Il n'est pas « l'acclimatation métropolitaine des savoirs locaux » de l'auteur April G. Shelford (2015)[85] ou encore la production des travaux de fin d'études dans une langue étrangère au français. Les productions universitaires ont d'ailleurs été peu nombreuses en Haïti : moins de 2 par million d'habitants. En effet, entre 1998 et 2023, un total de 17 mémoires de licence a été finalisé, rédigé par 17 Haïtiens et 1 États-Unienne, selon un premier inventaire établi par l'*Akademi Kreyòl Ayisyen*[86]. Haïti compte en parallèle la plus forte population créolophone à base française au monde. Il fait partie des 3 pays à avoir officialisé cette langue en 1987, après le Vanuatu (1980) et les Seychelles (1983). L'originalité de la thèse doctorale repose, grâce à

83 Traduit du créole haïtien au français par travail.
84 Traduit du créole haïtien au français par corde.
85 Shelford, A. G. (2015). Civiliser le savoir créole : l'acclimatation métropolitaine des savoirs locaux. Dans P. González-Bernaldo et L. Hilaire-Pérez (dirs.), *Les savoirs-mondes : Mobilités et circulation des savoirs depuis le Moyen Âge* (pp. 173-182). Presses universitaires de Rennes. 514 p. https://doi.org/10.4000/books.pur.94113
86 Traduit du créole haïtien au français par Académie du Créole haïtien.

l'ethnoscience, sur l'intégration de repères créoles dans des démarches formelles de recherche tout en combattant la discrimination linguistique.

I.0.7. La complexité de la recherche

La recherche doctorale a requis une adaptation de la collecte des données en fonction de l'accessibilité des documents de planification consultables sur internet. En Haïti, les documents proviennent surtout des employé.e.s du MdE et des échanges antérieurs pendant des activités professionnelles passées au sein de ce ministère. Le libre accès des rapports-pays acheminés aux secrétariats des conventions internationales sur l'environnement a contribué au processus, étant donné que les sites gouvernementaux haïtiens et les pages Facebook ne sont pas nécessairement actualisés. En France, les informations sont disponibles autant sur les sites nationaux que sur le site régional de la Guadeloupe. La productivité de sa communauté scientifique permet une pluralité d'approches dans la collecte de données. Si les employé.e.s du Parc ont été ouvert.e.s aux entretiens, les membres du Conseil d'administration ont été impossibles à joindre. À Cuba, il a été envisageable de s'appuyer sur des pages internet et Facebook régulièrement mises à jour. Quant aux documents, plusieurs ont été croisés malgré l'écart entre les années de production afin d'appréhender au mieux l'évolution des décisions de conservation. Les informations de terrain ont été collectées à travers une informatrice-relais franco-cubaine. Elle a dû se plier à la disponibilité des employé.e.s de l'AMP suivant un fuseau horaire différent de celui de l'Europe et avec un accès très limité à internet. Des documents descriptifs du parc cubain ont été retrouvés grâce au soutien de ces employé.e.s.

La recherche doctorale concerne en particulier les AMP, mais surtout, avec une vision de la mer à partir de la terre. L'approche a été adoptée afin de parvenir à des propositions mieux adaptées au contexte rural haïtien, tout en tenant compte des avancées obtenues par Cuba et la Guadeloupe dans leurs AMP effectives. Les informations collectées ont été traitées en 3 langues : français, créoles haïtien et guadeloupéen, espagnol. Des outils de traduction en ligne comme Google, Linguee ont été très utiles en plus de l'apport non négligeable de l'informatrice relais Ana Quintela pour l'espagnol. Plusieurs extraits de documents et d'entretiens ont été introduits en état dans le but de mettre en évidence la diversalité de la région posée en hypothèse. Les déclarations des personnes qui n'ont pas pu être interrogées, telles que les responsables : (i) de maison d'hôte du PNN-IAV en Haïti ; (ii) de la société d'état en

charge de la valorisation du Parc national à Cuba ; (iii) du Conseil d'administration du Parc national en Guadeloupe ont été relayées par des articles de presse relativement récents. Des dires d'expert.e.s issu.e.s des débats lors des conférences, des séances de travail et des réunions techniques ont aussi permis de compléter. La thèse a été réalisée en priorisant les réalisations et les perspectives des femmes, que ce soit en tant que « sachant » ou « savante ». En plus de favoriser une position genrée, les femmes constituent les populations majoritaires d'Haïti, le principal terrain d'étude.

I.0.8. Les contraintes de la recherche

La recherche doctorale a été réalisée dans un contexte très difficile lié à la complexité du principal terrain de la thèse (Haïti) et à la perte continue de matériels informatiques. Le 14 Août 2021, il y a eu un séisme dans la péninsule Sud, la région d'étude en Haïti (**Réf.** Photo 2). La visite exploratoire programmée a eu lieu cependant, elle n'a pas eu les résultats escomptés. Les dégâts causés ont créé une situation exceptionnelle au détriment d'un quotidien usuel.

Photo 2. Camp des victimes du séisme du 14 Août 2021 dans la ville des Cayes de la péninsule Sud **(Pierre, 2021)**

Toutefois, la côte sud a été explorée de la baie des Cayes jusqu'à la baie Dumesle dans l'éventualité d'une sélection ultérieure du terrain d'étude. Cette première visite a concédé la production d'un poster scientifique. L'enquête de terrain reprend durant l'été 2022 après une première intervention chirurgicale. Le LETG finance un séjour de 15 jours en Guadeloupe pour permettre les observations du parc national. Le séjour a enrichi mes premières réflexions puisque la thèse concerne 3 îles sœurs : Haïti,

Cuba, Guadeloupe. Pouvoir visiter 2 des 3 îles sœurs est un précieux atout financier et scientifique.

Une seconde enquête de terrain a été planifiée en Septembre 2022 à mon retour en Haïti. C'est le moment du début de la prolifération des gangs armés autour de la Capitale. Aller dans le Sud par la voie terrestre est compliqué parce que les gangs armés enlèvent aléatoirement les passager.e.s des bus sur la route nationale. De son côté, l'UniQ a eu à interdire les recherches sur le terrain à cause de la dégradation des conditions de sécurité. L'interdiction a été transgressée mais, des mesures préventives ont été mises en œuvre grâce à l'intervention de 2 officiers des Fad'H. Ils se sont rendus disponibles aux dates de l'enquête de terrain en m'accompagnant dans le Sud avec un véhicule de fonction. Et sont passés par les routes glissantes et pluvieuses des montagnes (**Réf.** Photo 3) dans le but de contourner les points de cantonnement des gangs armés.

Photo 3. État de la voie alternative menant au Sud d'Haïti par la localité de Laboule **(RTMétropole, 2022)**

La route débute à partir du quartier huppé de Laboule de l'Aire métropolitaine de Port-au-Prince avant de traverser l'aire protégée « zone d'aménagement spécial » du Morne l'Hôpital. Elle a été empruntée dans l'après-midi en raison d'informations d'affrontements de gangs armés en matinée.

L'équipe et moi avons dû dormir sur la base militaire de Gressier afin d'éviter de couvrir la nuit le reste du trajet vers la ville des Cayes. Le lendemain, un départ plus prudent a été effectué à 5 h du matin en même temps que les convois de marchandise. Sur les près de 170 km entre Gressier et les Cayes, pas moins de 6 barricades érigées en prélude aux mobilisations populaires de l'opposition politique ont été traversées. À certains endroits, les pneus, les troncs d'arbres et les carcasses de véhicule ont été poussés en vue de libérer le passage. À d'autres endroits, les barricades enflammées (à 6 h 00 du matin) ont été contournées. L'équipe de terrain est arrivée aux Cayes vers 10h00 à cause des retards cumulés à force de pousser ou de contourner les barricades. Le trajet a duré 5 h au lieu des 3 h habituelles. Une fois aux Cayes, la priorité a été de prendre rapidement le bateau vu que l'atelier sur la gouvernance du Parc a déjà été lancé par une autre partie de l'équipe habitant le Sud. Le train a été pris en marche en arrivant à l'Île-à-Vache. L'équipe s'est tout de suite réunie pour continuer avec les autres parties de l'enquête : les focus groups.

Les membres de l'équipe ont pu regagner leur chambre à l'Auberge des frères catholiques après cette première journée de collecte d'informations. Malgré les commodités des chambres avec une salle d'eau individuelle et l'électricité pour profiter de la fraîcheur d'un ventilateur, la nuit a été difficile à force de piqûres de moustique et des réactions allergiques sur la peau en bonus. Les 3 jours d'enquête ont été bouclés mais, l'équipe de terrain n'a pas pu quitter l'île. Il y a eu des manifestations sur la route nationale liant le Sud avec Port-au-Prince. Et vu que c'est un véhicule de fonction qui escorte une partie des membres, les risques d'être pris pour cibles par les manifestant.e.s augmentent. Les 3 jours de plus ont multiplié par 2 les dépenses du séjour financées par une subvention de l'ICRS. Au 7eme jour, l'équipe a pu rejoindre Port-au-Prince sur le qui-vive. La traversée des bois de Laboule a dû s'opérer la nuit à la suite des fouilles de la PNH et des embouteillages de la route nationale.

Grâce au soutien des étudiant.e.s de l'IERAH/ISERS de l'UEH a été effectuée une première retranscription des données. Cependant, la vaste majorité demeure non classée dans mes appareils. Une dispute éclate entre mon compagnon et moi, celui-ci s'en prend à tous mes matériels informatiques. Désormais, mes données sources n'existent plus, à part quelques enregistrements vocaux dans mon téléphone portable et les retranscriptions des étudiant.e.s. L'ordinateur portable a au moins été remplacé par l'auteur de l'acte. Fin Septembre 2022, c'est le moment de repartir pour les 3

mois de stage sur la planification spatiale marine en Roumanie. L'aéroport de Port-au-Prince n'a pas été accessible en voiture. L'ingéniosité des barricades de la capitale (**Réf.** Photo 4) a provoqué la couverture finale du trajet en mototaxi sur un petit siège partagé avec un bagage-cabine.

Photo 4. Barricades des populations locales sur la route menant à l'aéroport de Port-au-Prince en réaction contre la hausse des prix du carburant **(Érol, 2022)**[87]

En Roumanie, les enseignements ont été instructifs en termes de conceptualisation d'espaces. Pourtant, le séjour se termine par de sévères crises allergiques alimentaires sans source clinique identifiée. Décembre 2022, c'est le retour en France pour ma mobilité doctorale financée à chaque fois par l'ambassade de France en Haïti.

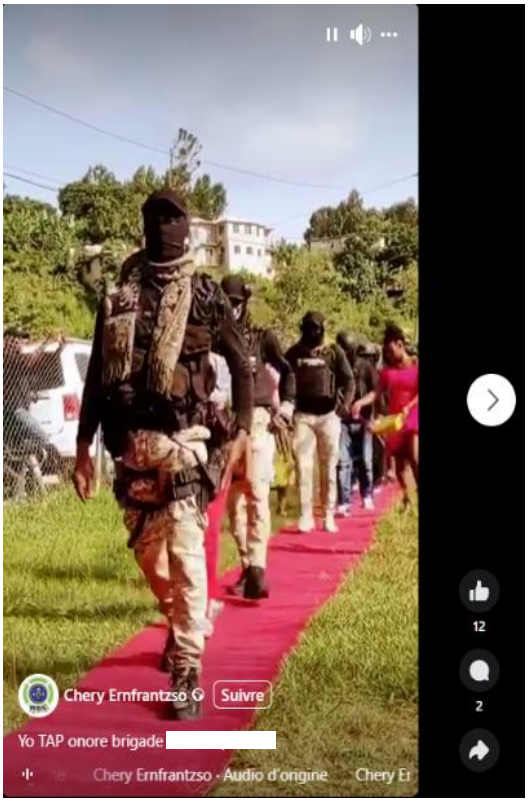
Une visite de mon ex-compagnon en Mai 2023 a anéanti les dernières données sources collectées dans mon téléphone portable. Et, la phrase fatidique est tombée, révélant ses véritables motivations : « Alexandra, pourquoi t'acharnes-tu à vouloir être Docteure tandis que ton compagnon l'est déjà ? ». Sidérée par la récidive de son geste, la réponse silencieuse à sa question a été : « Parce qu'être en couple ne signifie pas l'assimilation des personnalités et des ambitions de l'une et de l'autre, Dr. Neptune Prince ». Le détracteur a été nommément cité pour dénoncer les agissements

87 Paget, C. (2022, 14 Septembre). À la une : en Haïti, manifestations et violences après l'annonce de la hausse du prix du carburant. *RFI*. https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20220914-%C3%A0-la-une-en-ha%C3%AFti-manifestations-et-violences-apr%C3%A8s-l-annonce-de-la-hausse-du-prix-du-carburant (consulté le 22 Octobre 2023).

d'hommes violents, avec ou sans diplôme de doctorat, nuisibles à l'avancement des personnes et des femmes en particulier.

Ma santé se détériore quelques mois après, entre le stress du doctorat, le comportement désobligeant de collègues doctorantes et les harcèlements de la vie privée. Une seconde intervention chirurgicale a été planifiée en 2023 après celle de 2022. Les informations sur la fuite de mon compagnon de notre résidence commune en Haïti me parviennent 2 jours avant d'entrer en salle. Ce qui ne m'a pas empêché de passer devant le CSI et de finir ma convalescence pour quitter la France. Mon retour en Haïti a lieu en Juillet 2023. Um mois plus tard, mon ordinateur ainsi que ma base de données en ligne ont été infectés par un virus. Les 100 pages traitées de la première partie de ma thèse se sont volatilisées. Même mes stockages dans Zotero se sont soldés par des documents vidés de leur contenu. Un 5eme ordinateur a été acheté (1 volé après un braquage en 2020 ; 2 infectés par des virus en 2020 et 2021 ; 1 brisé par mon ex-compagnon en 2022).

La situation politique s'aggrave en Haïti au début de l'année 2024. La reprise du travail a été difficile sans un débit internet approprié après une pause sabbatique de 6 mois. Les gangs armés de l'entrée nord de la capitale ont eu à couper les câbles d'alimentation du pays sortant des États-Unis. Certaines fois, des contenus de courriels ont été transférés à des particuliers en pays étranger. En retour, ils téléchargent les articles scientifiques, les dossiers administratifs ministériels pour me les renvoyer en messagerie instantanée WhatsApp. Les téléchargements sont relativement concevables à travers cette application, même si un document de 50 kilobytes peut prendre 2 h. Il faut de plus s'estimer heureux.se d'être continuellement approvisionné.e en électricité et de pouvoir travailler chez soi. Mon quartier fait partie de ceux à se payer les services d'une brigade de volontaires en vue de maintenir une paix relative et sectorielle de jour comme de nuit (**Réf.** Photo 5).



Ovation publique de la force paralégale par les riverain.e.s

Construction d'une guérite de sécurité financée par les cotisations des riverain.e.s

Pratiques vodouesques de contrôle des périmètres résidentiels tolérées par les riverain.s.

Appel à contribution auprès des riverain.e.s en soutien à la police locale

Photo 5. Auto-organisation de la sécurité dans les quartiers de l'Aire métropolitaine de Port-au-Prince **(Chery[88], Pierre)**

88 Chery, E. (2024, 6 Août). Yo TAP onore brigade fort Jacques lan. *Réel Facebook*. https://www.facebook.com/reel/3841671669491807 (consulté le 18 Octobre 2024).

Entre vigilantisme conjoncturel, pratiques vodouesques de bornage mystique et, soutien communautaire à la Police nationale…, tous les moyens ont été explorés. De toute façon, cette force paralégale grandement appréciée a facilité le retour des populations locales dans leurs foyers, contribuant au réemménagement des déplacé.e.s de l'insécurité.

En Février 2024, les compagnies aériennes ne souhaitent plus desservir le pays puisque des gangs armés ont tiré sur un avion en plein atterrissage. Haïti passe près de 3 mois sans contact avec l'extérieur, sans compter la République dominicaine qui lui a fermé son espace aérien. L'UniQ est fermée tout comme l'ensemble des institutions du pays. Les banques n'ouvrent que 3 jours par semaine. Et à chaque fois, 3 à 4 heures de queue sont nécessaires au retrait de liquidité limité en gourde et souvent impossible en dollar US. Entretemps, mon ordinateur portable est infecté à nouveau. Ma tendre mère m'offre ce 6eme achat avec lequel la première partie de ma thèse a été envoyée en Mai 2024. Le temps passe, le pays demeure isolé. Les financeurs haïtiens, français et états-uniens attendent la soutenance de ma thèse. Une brèche s'ouvre dans le nord, des vols sont opérés vers la Floride. Néanmoins, le trajet de 90 mn coûte aussi cher qu'un vol long-courrier transatlantique. En recours, des valeureux Haïtien.ne.s rejoignent la Dominicanie par bus pour se rendre à leur destination finale. Il.Elle.s subissent la restriction de ne pas venir en weekend et de prouver un vol de départ au plus tard dans les 24 heures de leur arrivée.

Pour ma part, ma condition de femme et d'origine afro me mettent en danger en terre voisine. Les risques de vols d'affaires personnelles et/ou de déportation sont conséquents vu la tension qui existe entre les 2 républiques. Le plan dominicain à exécution immédiate vise l'expulsion de 10 000 Haïtien.ne.s par jour. Le dernier sujet de discorde a été la prise d'eau en terre haïtienne et en aval de la rivière Massacre partagée avec la Dominicanie. Le projet a été repris par un collectif de citoyen.ne.s à l'assassinat du Président Jovenel Moïse. Il souscrit actuellement à l'irrigation des 3 000 ha de la plaine Mariboux de Ouanaminthe, réduisant la dépendance alimentaire du pays. Sur un cofinancement de l'Ambassade de France et de l'UniQ (ERC2), le 2 Juillet 2024 est mon retour en France par le premier vol d'Haïti à destination de l'Europe. Le manuscrit de thèse est finalisé en Octobre 2024 dans des conditions matérielles et émotionnelles complexes. Malgré les nombreuses contraintes précitées, beaucoup d'efforts ont été déployés pour garantir la qualité

scientifique du présent document. Ils ont été effectués sous la supervision de mes 2 directeurs de thèse : Michel Desse, Pr. (France) et Evens Emmanuel, Pr. (Haïti).

I.0.9. La structure de la thèse

La thèse de doctorat s'intitule : « La course aux aires marines protégées dans la Caraïbe : Cap sur les enjeux de gestion et de gouvernance en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe. Elle a été organisée en 3 parties, chacune subdivisée en 3 chapitres (**Réf.** Figure 7).

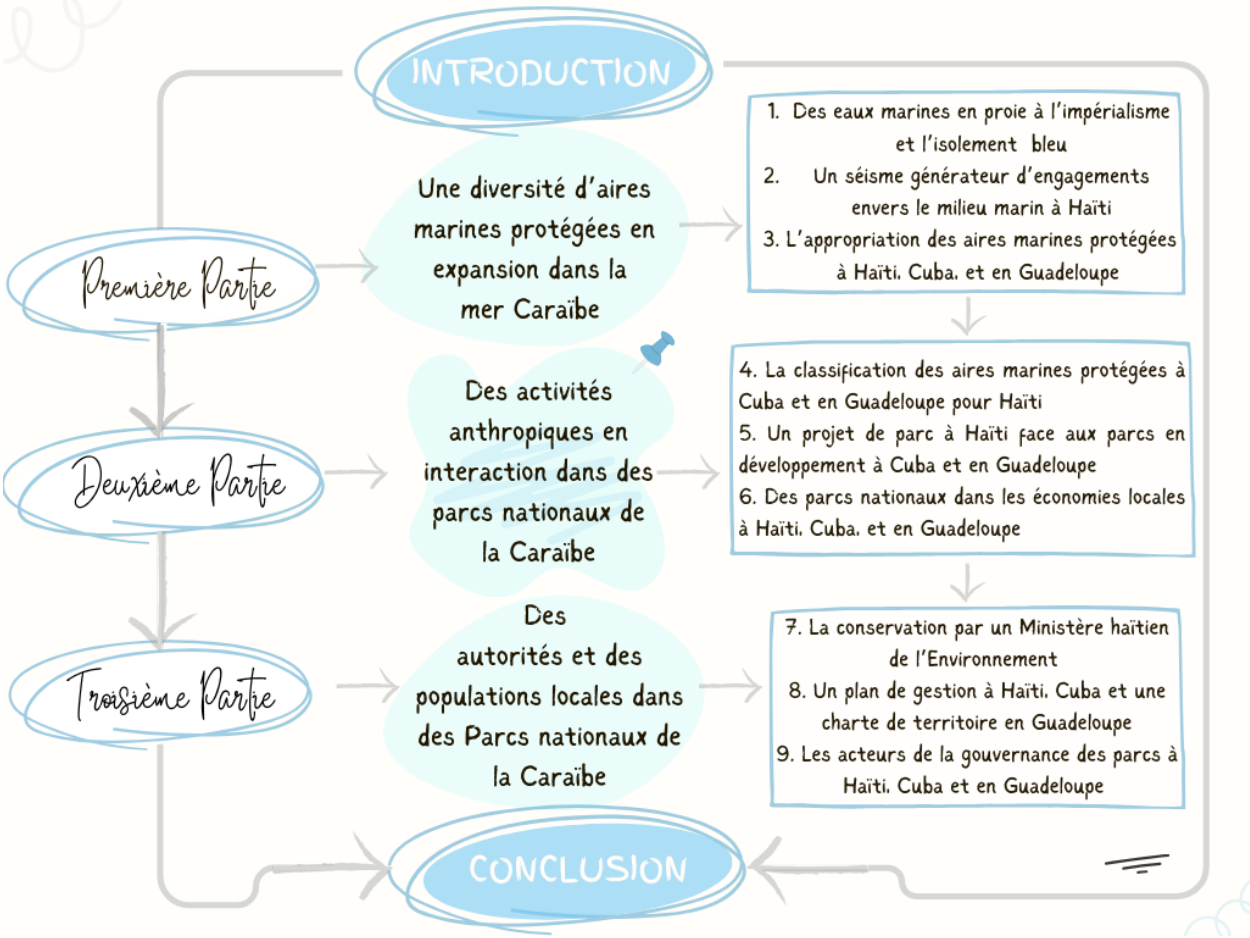


Figure 7. Structure du manuscrit de la thèse **(Pierre, 2024)**

La première partie porte sur « Une diversité d'aires marines protégées dans une seule mer Caraïbes ». Elle décrit les représentations associées à la mer et aux aires marines protégées au prisme d'une histoire environnementale (inter)nationale et d'une législation nationale. Ces informations ont été apportées par la revue d'une littérature sélective, qu'il s'agisse de documents formels ou de bases de données mondiales sur les AMP. La deuxième partie porte sur « Des activités anthropiques en interaction

dans des parcs nationaux de la Caraïbe ». Elle présente une proposition de (sous)système d'AMP pour Haïti avant de recenser les activités anthropiques dans les 3 cas à l'étude : (1) le Parc national naturel de l'Île-à-Vache ; (2) le Parc national Ciénaga de Zapata à Cuba ; (3) le Parc national de la Guadeloupe. Ces activités anthropiques ont été décelées à partir : (i) des observations de terrain ; (ii) de la consultation des populations locales et des blogs de voyage. La troisième partie porte sur « Des autorités et des populations locales dans des parcs nationaux de la Caraïbe ». Elle décrit une gestion et une gouvernance institutionnelles effectives dans les parcs nationaux Ciénaga de Zapata à Cuba et de la Guadeloupe. En parallèle, le Parc national naturel de l'Île-à-Vache dévoile une autogestion et une autogouvernance instaurées par les autorités et les populations locales. Les raisonnements se sont fondés sur les dires d'acteur.trice.s et l'analyse des documents de politiques nationales en rapport avec la conservation marine et les changements climatiques. La conclusion porte sur la conception d'un modèle de gestion et de gouvernance des AMP pour Haïti. Ce modèle considère la vision des populations locales de la péninsule Sud et les choix réfléchis de Cuba et de la Guadeloupe dans leurs parcs nationaux. Il ouvre les perspectives de la thèse sur : (i) la durée des mesures de conservation côtière et marine ; (ii) le questionnement d'un modèle de développement adapté à la péninsule Sud d'Haïti.

Négresse[89], où vas-tu ?

J'exile ma pensée vers…
cette terre natale qui n'existe plus,
et cette mer native qui me terrifie ![90]

Première partie : Une diversité d'aires marines protégées en expansion dans la mer Caraïbe

Introduction de la première partie
La mer, vitrine d'un savoir-être tributaire de la Caraïbe
Méthode de la première partie
Objectif de la première partie
Structure de la première partie

Des eaux marines en proie à l'isolement et à l'impérialisme bleu en Haïti : Chapitre 1
1.1. Une mer de représailles en Haïti, non loin de Cuba et de la Guadeloupe
1.2. Une mer en exploration en Haïti, à Cuba et Guadeloupe
1.3. Un impérialisme bleu favorable aux aires marines protégées d'Haïti

Un séisme générateur d'engagements envers le milieu marin en Haïti : Chapitre 2
2.1. Des zones clés pour la biodiversité en Haïti grâce à l'international
2.2. La création des aires marines protégées d'Haïti après le séisme
2.3. L'inventaire du milieu marin d'Haïti par l'international après le séisme

L'appropriation des aires marines protégées en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe : Chapitre 3
3.1. Les politiques coloniales de conservation dans la Caraïbe insulaire
3.2. Les définitions d'aires marines protégées des institutions internationales
3.3. Les définitions d'aires marines protégées d'Haïti, de Cuba et de la Guadeloupe

© Precilia Sombo alias Precil'Art Design

89 Si nègres et négresses charrient une connotation péjorative aux États-Unis et dans les îles françaises de la Caraïbe, « Négresse » est un compliment achalandé fait à une belle Haïtienne noire aux cheveux crépus, lèvres pulpeuses, et formes sensuelles. Dans les cultures hispaniques et afro latines, le diminutif *negrita* prend des tons affectueux pour désigner une femme noire.
90 Alexandra V. D. Pierre, autrice du manuscrit de thèse

« Pour les peuples des îles,
la mer est une frontière, mais aussi un lien. »

Les propos tenus par l'écrivaine Maryse Condé (1934-2024),
née à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), dans son autobiographie[91]

Introduction de la première partie

I.1. La mer, vitrine d'un savoir-être tributaire de la Caraïbe

La mer des Caraïbes s'est construite au fil de l'histoire de la région (**Réf.** Carte 4). Elle a fait l'objet de plusieurs dénominations répertoriées dans les cartes des navigateurs européens et des marins américains (Jansson, 1644[92] ; Seller, 1672[93] ; De Fer,1705[94] ; Seutter, 1730[95] ; Kitchin,1782[96]).

Carte 4. Délimitation de la mer Caraïbe à travers l'histoire **(Pierre, 2023)**

91 Condé, M. (2007). *La vie sans fard*. Gallimard, 288 p.
92 Jansson, J. (1644). Insulae Americanae in Oceano Septentrionali [document cartographique numérisé]. 37.4 x 51.4 (H x W) cm, Jansson, J, Amsterdam, Credit: S. Blair Hedges
93 Seller, T. (1672). A chart of the West Indies from Cape Cod to the River Oronoque [document cartographique numérisé]. 43 x 51(H x W) cm, Seller, J, Crédit : Norman B. Leventhal Map Center à la Bibliothèque publique de Boston
94 De Fer, N. (1705). Les isles de l'Amérique connues sous le nom d'Antilles, ou sont les isles de Cuba, St. Domingue et Jamaïque les Lucayes, les Caribes [document cartographique numérisé]. 22.86 x 34.29 (H x W) cm, De Fer, Nicolas, Crédit : Collection de cartes de Barry L. Ruderman, une courtoise des bibliothèques de l'Université de Stanford
95 Seutter, M. (1730). Mappa geographica, regionam Mexicanem et Floridam terrasque adjacentes, ut et anteriores Americae insulas, cursus itidem et reitus navigantium versus flumem Missisipi [document cartographique numérisé]. 49.53 x 58.42 (H x W) cm, Seutter, Matthaus, Crédit : Collection de cartes de Barry L. Ruderman, une courtoise des bibliothèques de l'Université de Stanford
96 Kitchin, T. (1782) West Indies, from the best authorities [document cartographique numérisé]. 9 x 15 (H x W) cm, Kitchin Thomas, Crédit : Bibliothèque du Congrès

« Cette Méditerranée de l'Amérique » est localisée dans le prolongement occidental de l'Europe. Elle est encerclée au nord par la mer du Nord ou Océan Atlantique, au sud par la mer du Sud ou Océan Pacifique. Les limites de la mer du Nord ont été tourmentées par un golfe du Mexique dont l'extension s'est étirée à l'est jusque vers les côtes de l'Amérique méridionale. Au regard de ces circonstances, le golfe du Mexique a été mer intérieure : « *Sinus Mexicanus* » et le nom de l'archipel antillais rattaché à cette mer : « *Archipelagus Mexicanus* ». L'étendue de mer du Nord externe au chapelet d'îles redeviendra Océan Atlantique, dans une continuité avec le Vieux Continent. Puis, l'étendue interne au chapelet d'îles deviendra « mer des Caraïbes ».

La mer des Caraïbes a repoussé le golfe du Mexique dans les retranchements de la méditerranée, à laquelle elle doit son nom. Mer des Caraïbes dans un contexte international est aussi mer des Antilles suivant une conception francophone « de prééminence des îles sur le continent » (Léo, 2001 : p. 133)[97]. Son usage dans les ouvrages français numérisés par Google est assez récent, de 220 ans. Il remonte à 1803[98], contre 1720 pour mer des Antilles[99], 1594 pour Océan Atlantique[100], 1527 pour mer du Nord[101]. En se confortant derrière l'antillanisme, développer des réflexions sur une mer des Antilles paraît judicieux. Toutefois, l'expression « mer des Caraïbes » a été préférée pour des raisons de commodité linguistique, en cohérence avec la « Caraïbe insulaire » abordée dans cette thèse doctorale. De nos jours, La mer des Caraïbes est plus popularisée, même dans les écrits français[102], depuis longtemps dans les écrits anglais et parallèlement à la mer des Antilles dans les écrits espagnols.

Plusieurs connotations symboliques ont été dégagées de la mer des Caraïbes. Elles sont marquées par la présence de groupes migratoires et d'échanges économiques. Ce milieu a été avant tout une rencontre de navigateurs au 15eme siècle, entre des Amérindien.ne.s d'une civilisation basée sur l'occupation d'archipels

97 Léo, E. (2001). Géopolitique de la mer des Antilles, de la fin de 17e siècle à la guerre d'indépendance américaine, *Dix-huitième Siècle*, 33, L'Atlantique. pp. 133-148. https://doi.org/10.3406/dhs.2001.2404
98 Ngram Viewer (2023). *Mer des Caraïbes*. Google. https://books.google.com/ngrams/interactive_chart?content=Mer+des+Caraïbes+&year_start=1500&year_end=2010&corpus=fr-2019&smoothing=3 (consulté le 7 Février 2023).
99 Ngram Viewer (2023). *Mer des Antilles*. Google. https://books.google.com/ngrams/interactive_chart?content=Mer+des+Antilles&year_start=1500&year_end=2010&corpus=fr-2019&smoothing=3 (consulté le 7 Février 2023)
100 Ngram Viewer (2023). *Océan Atlantique*. Google. https://books.google.com/ngrams/interactive_chart?content=Océan+Atlantique+&year_start=1500&year_end=2010&corpus=fr-2019&smoothing=3 (consulté le 7 Février 2023).
101 Ngram Viewer (2023). *Mer du Nord*. Google. https://books.google.com/ngrams/interactive_chart?content=Mer+du+Nord+&year_start=1500&year_end=2010&corpus=fr-2019&smoothing=3 (consulté le 7 Février 2023).
102*Google NgRam Viewer*. (2023). https://books.google.com/ngrams/interactive_chart?content=Mer+des+*&year_start=1500&year_end=2010&corpus=fr-2019&smoothing=3 (consulté le 7 Février 2023).

océaniques et des Européen.ne.s au terme d'une longue traversée transatlantique (Bérard et al., 2016 : paragr. 1)[103]. Pour les Amérindien.ne.s, la mer a été un lieu de circulation et d'approvisionnement de ressources matérielles et idéelles à une double échelle intra et multi-insulaire. Pour les Européen.ne.s, l'espace océanique s'est constitué en cadre d'expansion d'un capitalisme maritime initié par des monarchies, telles celles de la Hollande, du Portugal, de l'Angleterre, de l'Espagne et de la France (Villiers et Duteil, 1997 : p. 28)[104]. Le principe de la liberté des mers, *mare liberum*, leur a ainsi permis de cumuler richesse et puissance. Il a légitimé un système commercial exclusif, lequel a été alimenté par un colonialisme maritime. Le juriste Hugo de Groot (1583-1645), à la base de ce principe, s'est inspiré du droit naturel et des littératures anciennes afin de justifier du droit de libre passage de tous les peuples à travers l'élément aqueux (Cauchy, 2017 : p. 89)[105]. Le Néerlandais a dressé un argumentaire « grotien » ; touchant d'une part à l'affranchissement des prétentions individuelles sur le domaine marin au 17eme siècle ; et échappant d'autre part à l'appropriation étatique des espaces maritimes jusqu'au 20eme siècle (Bellayer-Roille, 2014 : p. 111)[106]. L'intégration des possessions caribéennes dans le commerce de matières premières a donné une place prépondérante aux négociants européens issus des villes portuaires. En raison de leur essor économique, ils ont fini par attirer l'attention des rois : les mers se sont couvertes de leurs vaisseaux et leur crédit est devenu appui de l'état (Colonies France, 1755 : p. 19)[107].

Les monarchies étatiques et les familles de négociants ne sont pas les seules à s'être enrichies en passant par la mer des Caraïbes. Pour les pirates du 16eme au 18eme siècle, ces eaux représentent des espaces de prédation « …parcourus par les vaisseaux venus d'Europe, engagés dans des navigations commerciales atlantiques, ou par les petits bateaux de pêche ou de commerce antillais, engagés dans des micro-navigations inter-îles… » (Porcher, 2020 : paragr. 60)[108]. Des confrontations

103 Benoît, B., Billard, J.-Y., L'Etang, T., Lalubie, G., Nicolizas, C., Ramstein, B. et Slayton, E. (2016). Technologie du fait maritime chez les Kalinago des Petites Antilles aux XVIe et XVIIe siècles, *Journal de la Société des américanistes* [En ligne], issue 102-1. https://doi.org/10.4000/jsa.14688

104 Villiers, P. et Duteil, J. (1997). 2 - *Commerce maritime et guerres sur les océans 1680-1713*. Dans P. Villiers et J. Duteil (Dirs.), *L'Europe, la mer et les colonies (XVIIe-XVIIIe siècle)* (pp. 28-69). Hachette Éducation.

105 Cauchy, E. (2017). Sur la question de la liberté des mers, telle qu'on la posait au commencement du XVII Siècle, mare liberum de Grotius, mare clausum de Selden. Rev. Rom. Drept Mar., 89.

106 Bellayer-Roille, A. (2014). Entre souveraineté et transnationalité, les défis du droit de la mer, *Revue internationale et stratégique*, 95 (pp. 111-119). https://doi.org/10.3917/ris.095.0111

107 Colonies France (1755). Observations critiques et politiques sur le commerce maritime dans lesquelles on discute quelques points relatifs à l'industrie et au commerce des colonies françoises de colonies (France), numérisé le 4 Octobre 2010, original provenant de l'Université de Gand, 135 p.

108 Porcher, K. (2020). « Faire le métier de pirate » dans les Antilles, l'exemple de Thomas Dulain (1728-1729), *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], issue 127-1. https://doi.org/10.4000/abpo.5532

récurrentes avec l'administration coloniale se sont intensifiées par le biais d'une criminalité maritime réfractaire à la domination monarchique. Comme a dit le Porto-Ricain Arturo Morales Carrión :

> « *El mar* [des Caraïbes] *era una gran avenida abierta por donde afluía toda clase de viajeros para entrar en las islas : exploradores y conquistadores de España, traficantes de esclavos portugueses, piratas franceses e ingleses, contrabandistas daneses y, años más tarde, corsarios americanos* » (1995 : p. 1)[109].

Couloir d'enrichissement et espace d'affrontement, la mer des Caraïbes a servi à un mercantilisme dans lequel le flux transocéanique des Noir.e.s a joué un rôle moteur. Leur traite a été instaurée par l'entremise de la Guinée, pivot d'un commerce colonial compétitif et fructueux (de Alencastro, 2013)[110]. Pour ces Noir.e.s d'Afrique, la mer est reliée à l'image du bateau de la traversée via une manœuvre en 3 étapes. À l'étape de l'embarquement, jaillit l'image du Négrier d'Aimé Césaire vers la destination sans retour de la Caraïbe : « … une prison flottante, un mouroir duquel jaillit la douleur, mais aussi la dignité humaine » (Pageaux, 2009 : p. 153)[111]. À l'étape de l'éloignement se manifeste celle du canot en fuite en contestation du système esclavagiste, vers la destination d'une liberté difficilement accessible « aux marrons de la mer » (Mauvois, 2017 : p. 12, 21)[112]. Et entre les 2 se distingue l'étape de l'établissement et u rejet de l'image du bateau. Des Noir.e.s réduit.e.s en esclavage dans des plantations laissent en héritage des îles paysannes qui traditionnellement ont tourné le dos à la mer (Desse, 2006 : paragr. 1)[113]. Leurs descendants sont davantage dépositaires d'un héritage agraire que des traditions de pêche héritées de l'Afrique tropicale. La terre, en tant qu'espace maîtrisé, permet en vrai de contenir la main d'œuvre servile et de la préserver de la revente par des pirates (Théodat, 1998 : paragr. 4)[114].

---

109 Carrión, A. M. (1995). *Puerto Rico y la lucha por la hegemonía en el Caribe, colonialismo y contrabando, siglos XVI-XVIII*. Editorial de la Universidad de Puerto Rico. 244 p.

110 de Alencastro, L. F. « Traite des Noirs : la traite et l'économie atlantique », *Encyclopædia Universalis* [En ligne]. https://www.universalis.fr/encyclopedie/traite-des-noirs/ (consulté le 5 février 2023).

111 Pageaux, D.-H. (2009). La mer, l'esclavage et l'imaginaire des "isles" : (Antilles, Réunion), *Carnets* [En ligne], première série - 1, pp. 151-161. https://doi.org/10.4000/carnets.3357

112 Mauvois, G. (2017). *Les Marrons de la mer : évasions d'esclaves de la Martinique vers les îles de la Caraïbe (1833-1848)*. KARTHALA Éditions. 128 p.

113 Desse, M. (2006). La plage : reflet des fractures sociales et ethniques aux Antilles, *Études caribéennes* [En ligne], Issue 4. https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.693

114 Théodat, J.-M. (1998). Chapitre 3. Haïti et la mer : une insularité ambiguë Dans A. Musset, V. Brustlein-Waniez (dirs.), *Les littoraux latino-américains* (pp. 56-58). Éditions de l'IHEAL. https://doi.org/10.4000/books.iheal.2845 (consulté le 2 Mars 2023).

L'accession de la Caraïbe insulaire à l'autonomie et à l'indépendance a laissé dans l'inconscient des populations locales les stigmates d'affects sur une thématique marine aussi débattue que la quête d'identité de la région. **Quelles sont les représentations rattachées à la mer dans la Caraïbe ?** Ce point chaud de la biodiversité se trouve parmi les 8 régions insulaires de hauts lieux de conservation du monde. À rappeler qu'elle compte 353 aires protégées marines et côtières, dont 136 aires marines et 217 aires côtières. **Comment des AMP ont-elles été créées dans la région de la Caraïbe ?** La thèse doctorale s'emploiera à retracer dans la première partie leur mise en place en Haïti, en composition écologique avec Cuba et Guadeloupe.

I.1.1. Méthode de la première partie

La méthode utilisée en première partie de thèse consiste en l'analyse de la documentation relative à la mise en place des AMP d'Haïti dans une régionalité partagée avec Cuba et la Guadeloupe. L'analyse a participé à esquisser les contours de l'insularité d'Haïti dans un flux d'échange avec Cuba et la Guadeloupe. Ces documents comprennent : (1) les constitutions haïtiennes de l'indépendance à nos jours ; (2) des rapports techniques et ministériels sur la conservation marine ; (3) des articles de presse et publications des médias sociaux sur l'actualité du secteur marin dans le monde. L'histoire de la plongée moderne a été mobilisée, sachant que la mer de la Caraïbe a servi à l'expérimentation des premiers équipements de conquête du monde sous-marin. L'histoire régionale de la conservation a établi les circonstances autour de la déclaration des AMP d'Haïti, embarquée internationalement dans un mouvement écologique et frappée localement par un séisme dévastateur. La législation environnementale des 3 îles sœurs a concédé l'inventaire des définitions des AMP d'Haïti, de Cuba et de la Guadeloupe. Ces définitions ont été placées dans le contexte de la diversité régionale des appellations d'AMP retracées dans la base de données mondiales sur les aires protégées. Elles ont ouvert la voie aux catégories d'AMP de Cuba et de la Guadeloupe avant la proposition du (sous)système d'AMP pour Haïti.

I.1.2. Objectif de la première partie

Appréhender les courants idéologiques qui sous-tendent l'hétérogénéité des AMP déclarées dans les 3 îles sœurs en étude dans la thèse.

I.1. 3. Structure de la première partie

Du fait de son titre « Une variété d'aires marines protégées dans une seule mer des Caraïbes », la première partie de la thèse entend démontrer en 3 chapitres des compréhensions et des applications du concept[115] dans la Caraïbe insulaire. À l'introduction, la revue de la littérature a problématisé sur la conservation marine et l'établissement des AMP dans la région. Elle a été élaborée en privilégiant le point de vue des îles dans l'embrasement d'une histoire environnementale à consonance occidentale. Le Chapitre 1 met en avant la difficile relation d'Haïti avec la mer tombée sous l'influence de « l'impérialisme bleu » de l'Amérique de Monroe. Par l'entremise de l'aide au développement, la thalassocratie des États-Unis soutiendra Haïti et Cuba dans l'établissement de la liste de ces premières AMP. Le Chapitre 2 démontre le cheminement suivi par le pays à partir de la détermination de son profil environnemental jusqu'à la déclaration de ces premières AMP. L'importance de la recherche dans la protection de la biodiversité a été relevée devant les efforts effectués par Cuba et la Guadeloupe en ce sens. Le Chapitre 3 présente les définitions d'AMP d'après les disciplines scientifiques et leur appropriation par des territoires insulaires localisés dans un espace multiculturel. Cette analyse régionale s'est précisée lors de leur mise en place en Haïti, en composition écologique avec les îles sœurs de Cuba et de la Guadeloupe. Le croisement d'Haïti avec Cuba et la Guadeloupe poursuit l'objectif de souligner les avantages d'une coopération horizontale Nord-Sud à l'échelle de la région. Il entend délivrer des solutions à des défis communs sur le registre d'une expérimentation préalable au lieu de celles venant de hautes sphères déconnectées (Zea et Lecuyer, 2018 : p. 117)[116].

115 La définition de concept employée fait encore référence aux travaux des auteurs Ogden et Richards résumés en Introduction générale de la thèse.

116 Zea, C. C. et Lecuyer, L. (2018). Fabrique Sud-Sud de référentiels internationaux de développement, *Revue internationale des études du développement*, 234, Varia (2018), pp. 99-122. https://www.jstor.org/stable/10.2307/26579902 (consulté le 22 Février 2024).

Dans l'Introduction générale ont été abordées la gestion et la gouvernance des AMP dans une région muée par une dynamique d'hybridation culturelle. Les analyses ont esquissé l'originalité d'une thématique de recherche pertinente à la conservation côtière et marine en Haïti, à Cuba, et en Guadeloupe. L'Introduction de la Partie I a décrit les multiples appropriations de la mer partant des Amérindien.ne.s aux Noir.e.s ramené.e.s d'Afrique. Le Chapitre 1 examinera donc la place de la mer et l'histoire de la conservation côtière et marine en Haïti au regard des actions menées parallèlement à Cuba et en Guadeloupe.

Chapitre 1 : Des eaux marines en proie à l'isolement et à l'impérialisme bleu en Haïti

La colonie française de Saint-Domingue devient République d'Haïti[117] en 1804 dans un contexte où se pratique le « *gun-slave cycle* »[118] de la Transatlantique. L'appellation d'Haïti en français, Ayiti en créole et en langue tupi-guarani, Hayti selon le roi Henry est un hommage à l'héritage originel amérindien d'Ayiti, Bohio, Quisqueya. Ce choix nominal vient en rejet de l'Hispaniola latinisée adoptée par la Dominicanie et vulgarisée dans l'international. Hispaniola rappelle aux Haïtien.ne.s la tragédie du génocide des premières nations après la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. Si Haïti est accepté en héritage amérindien, le chercheur vodouisant kamite Bilolo Kongo a énoncé une origine africaine. *Ayi* signifierait « terre » en langue fon-gbé, *Ayiti* : ma terre, en référence à la nouvelle terre caribéenne des noir.e.s africain.e.s devenu.e.s libres[119]. Cuba, à la même époque, garde le statut colonial de « *Llave de América, Perla del Caribe* »[120] en raison de sa localisation stratégique de convergence commerciale entre l'Amérique espagnole et le continent européen (Jerad, 2014 : paragr. 6)[121]. La Guadeloupe est cette « île à sucre » d'une outre-mer royalisée de l'ère plantationocène en interférence avec la

117 Haïti en français, Ayiti en créole et en langue tupi-guarani, Hayti selon le Roy Henry est un hommage à l'héritage originel amérindien d'Ayiti, Bohio, Quisqueya et l'affirmation d'une souveraineté acquise en premier. Ce choix nominal vient en rejet de l'Hispaniola latinisée adoptée par la Dominicanie et vulgarisée à l'international. Hispaniola rappelle aux Haïtiens et Haïtiennes la tragédie du génocide des premières nations amérindiennes après la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb.

118 Ce terme a été emprunté au chercheur Felix Brahm dans son article *Guns in Africa* (2020).

119 No Filter Channel. (2024, 29 Août). *Conversation sur ses croyances et la spiritualité (Bilolokongo & Hugline Jérome)* [Vidéo]. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=yf2sge-hXRw

120 Cánovas, M. F. (2018). Cuba. Llave de América, perla del Caribe*, Revista de Ingeniería y Humanidades*, 29, pp. 40-59

121 Jerad, R. (2014). *Les États-Unis et Cuba au XIXe siècle : Esclavage, abolition et rivalités internationales*. Presses universitaires de Rennes. 250 p. https://doi.org/10.4000/books.pur.42616

Caraïbe de conflictualité des Couronnes européennes (Temdaoui, 2017 : p.11)[122]. L'insularité haïtienne s'est exprimée dès les premiers textes officiels du premier peuple noir indépendant et de la première île indépendante de la Caraïbe de Juan Bosch[123]. Sa première loi-mère, la Constitution impériale de 1805, a évoqué le « peuple habitant l'île ci-devant appelée Saint-Domingue » (Art. 1)[124]. La Constitution présidentielle de 1806 décrit la presqu'île occidentale en tant que « l'Île d'Haïti (ci-devant appelée Saint-Domingue) » (Art. 29)[125]. Le rapport d'Haïti avec la mer a entretenu les vestiges d'un passé colonial ravivés par la créolisation d'une culture en quête de stabilisation face à la dominance européenne et états-unienne.

La jeune nation haïtienne a voulu se départager de la France en déclarant : « […] l'étendue des mers qui nous séparent, notre climat vengeur, nous disent assez qu'ils ne sont pas nos frères […] » (Dessalines, 1804)[126]. Son Acte de l'indépendance du 1er Janvier 1804 rapporte que le Chef de l'Armée indigène Jn-Jacques Dessalines a prononcé « un discours qui tend à faire connaître aux puissances étrangères la résolution… de jouir d'une liberté consacrée par le sang du peuple de cette île ». Afin de contrarier toute reprise de la colonisation, la réunification de l'île (Haïti et la Dominicanie) a été envisagée sous sa gouvernance. De cette façon, Jacques 1er a formulé dans une adresse du 12 Avril 1805 que les seules limites acceptables entre Haïti et la Dominicanie sont « celles tracées par la nature et par les mers ». Sa vision de liberté s'est étendue au décret du 14 Janvier 1804 qui accorde une récompense aux capitaines des bâtiments américains. Elle a formalisé la somme de 40 gourdes pour chaque individu ramené dans la patrie. Les images de bateau négrier, de canot en fuite ou de rejet du bateau véhiculées par la colonisation ont été cassées. Avec Jacques 1er, c'est l'image de bateau du retour vers la mère patrie, terre de liberté pour ses enfants et tous les peuples. Le Président Alexandre Pétion suivra ses traces et fera publier des annonces dans des journaux français (Ardouin, 1855 : p. 168)[127]. Ces propositions louables n'ont pas eu beaucoup d'effets puisque le pays n'a cessé d'être instable à date. L'assassinat du père fondateur de la patrie, les guerres civiles,

122 Temdaoui, J.-C. (2017). *L'espace colonial caraïbe de la Couronne de France (1625-1791)* [Mémoire de licence, Université de Poitiers]. TEL archives ouvertes (03090645). https://shs.hal.science/halshs-03090645 (consulté le 6 Juillet 2023).
123 La pensée hispano-américaine du Président dominicain Juan Bosch définit la Caraïbe par des caractéristiques géographiques inclusives d'insulaire et de continentale.
124 Constitution impériale du 20 Mai 1805 d'Haïti : https://mjp.univ-perp.fr/constit/ht1805.htm (consulté le 14 Mars 2023).
125 Constitution présidentielle du 27 décembre 1806. https://mjp.univ-perp.fr/constit/ht1806.htm (consulté le 14 Mars 2023).
126 Proclamation du Général en chef au peuple d'Haïti faite au quartier général des Gonaïves, le 1er Janvier 1804, l'an 1er de l'indépendance. Signée : J.-J. Dessalines.
127 Ardouin, B. (1855). *Études sur l'Histoire d'Haïti, suivies de la vie du Général J.-M. Borgella*, (Tome 8). Lib.-Éditeurs Dezobry et E. Magdeleine. 884 p.

les 2 occupations américaines, les missions de paix de l'ONU, l'assassinat du dernier Président élu, la territorialisation actuelle du pays par les gangs armés, l'installation d'un Conseil transitoire de 9 Présidents dont 7 avec des mandats de 6 mois sont parmi les nombreux faits confirmant cette assertion.

1.1. Une mer de représailles en Haïti, non loin de Cuba et de Guadeloupe

La mer a été associée à un usage militaire dans l'imaginaire haïtien pour cause de hantise du retour éventuel de l'une des plus grandes armées de l'époque coloniale : l'Armée napoléonienne. C'est le contraire de cette « Mer et Liberté » prônée par l'ouvrage de Vertus Saint-Louis (2009) : (i) liberté de commerce, (ii) liberté des mulâtres, (iii) liberté des noir.e.s. La mer sert plutôt de cantonnement à une nation retranchée dans sa frayeur par instinct de survie. Par conséquent, la jeune nation construira des fortifications avec vue sur mer si elles ne sont pas déjà côtières. Les forts : (1) Jacques vers la baie de Port-au-Prince ; (2) Saint-Joseph dans la baie de Fort-Liberté ; (3) des Oliviers dans la baie de St-Louis du Sud ; (4) le patrimoine mondial de l'UNESCO de la Citadelle la Ferrière vers celle du Cap-Haïtien ont été équipés de canons pointés en direction des mers. Ces ouvrages militaires constituent un héritage colonial reproduit dans les 2 autres îles sœurs en étude dans la thèse : (1) le complexe fortifié *San Carlos de la Cabaña* à l'entrée de la baie de la Havane ; (2) le patrimoine mondial de l'UNESCO de la forteresse *Castillo de San Pedro de la Roca* à l'entrée de celle de Santiago de Cuba ; (3) le Fort Fleur d'Épée dans la Grande Baie de Guadeloupe ; (4) le fort Delgrès de la Guadeloupe adjacente à la mer des Caraïbes. Ils ont permis la surveillance des galions chargés d'or en partance pour l'Europe dans la Caraïbe colonisée. La première Constitution haïtienne du 20 mai 1805 reconnaîtra à l'Empereur le privilège de nommer des officiers de l'armée de terre et de mer, et un Ministre de la guerre et de la marine (Art. 30, 33, 41).

À l'assassinat de l'Empereur Jacques 1er, la Constitution présidentielle de 1806 décrira la presqu'île occidentale en tant que « l'Île d'Haïti (ci-devant appelée Saint-Domingue) » (Art. 29). La Constitution du 28 mars 1811 liste à nouveau le Ministre de la guerre et de la marine parmi les 4 ministres au choix et à la nomination du Roi Henry (Art. 28)[128]. Dans le Nord, le Plan général de défense du Royaume[129] a invité les sujets à combattre pour leur liberté : « Les projets de nos implacables

128 Constitution du 28 mars 1811 : https://mjp.univ-perp.fr/constit/ht1807.htm (consulté le 5 Mars 2023).
129 Coron, A. (2010). Le « système de défense » du roi Christophe, *Revue de la BNF*, 36, pp. 74-81. https://doi.org/10.3917/rbnf.036.0074

ennemis [français] sont connus […], l'esclavage ou notre entière destruction ». Il a préconisé d'incendier de fond en comble « au débarquement de l'armée française sur nos côtes », suivant la stratégie « *koupe tèt, boule kay* »[130] de la Révolution de Saint-Domingue. Le rapprochement guerre et mer en Haïti a exprimé la préoccupation de sûreté intérieure et de défense optimale d'un territoire nouvellement indépendant. De 1805 à 1889, toutes ses constitutions ont donné aux chefs de l'état la commande des forces armées de terre et de mer. Quand la gouvernance publique n'a pas mentionné le ministre, c'est au secrétaire d'état qu'il a incombé les dispositions maritimes du pays. Différents titres ont été utilisés : (i) Ministre de la guerre ayant le département de la marine (Art. 39)[131] ; (ii) Ministre de la guerre et de la marine (Art. 28)[20] ; (iii) Secrétaire d'état de la guerre et de la marine (Art. 124)[132]. Une déclinaison s'est portée dans le sens d'une politique internationale lors de la prise de fonction du Secrétaire d'état à la fois des relations extérieures, de la guerre et de la marine (Art.128[133] ; Art.127[134]). Les ministres et secrétaires d'état de la marine disparaîtront des textes haïtiens à partir de l'Occupation américaine, plus précisément à partir de la Constitution de 1918 sous le Président Sudre Dartiguenave.

Les forces armées haïtiennes des mers seront plus côtières que marines à compter du Président binational Jean-Pierre Boyer (1818-1843)[135]. Cette décision a été prise afin de préserver les concitoyens des atteintes à la vie et à l'honneur dans une Caraïbe où la piraterie et l'esclavage continuent de régner. Le blocus commercial imposé par la France ou plus, l'isolement politique du pays à son indépendance a rendu le pavillon national indésirable dans les ports du monde. Ses eaux territoriales le long des plus de 1 700 km de côtes des annales officielles ont été réservées aux nationaux, vu qu'ils sont les seuls à former des matelots pour la marine de l'État (Bonneau, 1862 : p.77)[136]. Par conséquent, les navires étrangers de fort tonnage sont devenus des intermédiaires marchands au transport de produits vers et originaires d'Haïti. Le rapport de Daumec en prélude à la loi du Sénat en date du 23 Avril 1807 a eu à cocher ce dysfonctionnement comme un atout : « […] Sans marine pour

130 Traduit du créole Haïtien au français par Coupez les têtes, brûlez les maisons. Cette méthode expéditive s'est forgée en mouvement de justice expéditive *bwa kale* dans un dernier élan de la population haïtienne dans son combat contre la prolifération des gangs armés en 2023.
131 Constitution impériale du 20 mai 1805 sous l'Empereur Jn-Jacques Dessalines : https://mjp.univ-perp.fr/constit/ht.htm (consulté le 6 Mars 2023).
132 Constitution du 18 décembre 1879 sous le Président Louis-Étienne-Félicité Salomon : https://mjp.univ-perp.fr/constit/ht.htm (consulté le 6 Mars 2023).
133 Constitution du 30 décembre 1843 : https://mjp.univ-perp.fr/constit/ht.htm (consulté le 4 Mars 2023).
134 Constitution du 14 juin 1867 sous le Président Sylvain Salnave : https://mjp.univ-perp.fr/constit/ht.htm (consulté le 4 Mars 2023).
135 Le seul Président de l'île d'Haïti, à la tête des Républiques d'Haïti et Dominicaine d'aujourd'hui.
136 Bonneau, A. (1862). *Haïti : ses progrès, son avenir ; avec un précis historique sur ses constitutions, le texte de la constitution actuellement en vigueur, et une bibliographie d'Haïti*. E. Dentu. 176 p.

exporter ses denrées, Haïti jouit de l'avantage de voir arriver dans ses ports les hommes de tous les climats […] » (Ardouin, 1860 : p. 85)[137]. Ce serait nier l'enclavement économique du pays après s'être libéré de la colonisation. Le Français Cochinat fera néanmoins remarquer le jeune âge des officiers marins : « […] de jeunes nègres de vingt ans qui cumulent plusieurs places, et qui déjà, à cet âge tendre, sont des généraux de division… » (Janvier, 1883)[138]. Selon Louis Joseph Janvier (1883), l'État haïtien a tout simplement appliqué l'exemple des grandes monarchies européennes.

Les forces armées haïtiennes seront budgétivores au point de détenir la préséance sur toutes les autres sphères de la vie nationale. Autour de 1847, le budget du Département de la guerre et de la marine a été complété de 1 113 490,00 piastres contre 264 662,00 piastres pour l'agriculture et 9 600,00 piastres pour les travaux publics (Marcelin, 1892 : p.285)[139]. Malgré d'importants apports du Trésor public, l'État militaire n'arrivera pas à équiper ses forces de mer : 2 navires à vapeur et quelques petits bâtiments vers 1825 (p.9)[140], quelques schooners vers la fin de 1830 (p.120)[141], un seul bateau à vapeur vers 1880 (Janvier, 1883 : p.178). Toujours selon Louis Joseph Janvier, il serait tentant de croire que « la défense des côtes d'Haïti ne saurait être confiée à des murailles de bois » (p.179). En vérité, les navires de la flotte nationale ont été en proie à des accidents ou catastrophes récurrents, même si les gouvernements se sont astreints à des achats et des commandes réguliers :

- l'auto-explosion du navire du Commandant Derenoncourt dans les eaux marines de Jean-Rabel lors du conflit opposant le Roy Henry et le Président Pétion (p. 235)[142] ;
- la collision entre le steamer anglais Bolivar et le Saint-Michel de la marine (p. 129)[143] ;

137 Ardouin, B. (1860). *Études sur l'histoire d'Haïti suivies de la vie du général J.M. Borgella*. France : Dézobry, Magdeleine et Cie, 403 p.
138 Janvier, L. J. (1883). *La République d'Haïti et ses visiteurs (1840-1882) : Réponse à M. Victor Cochinat (de la Petite presse) et à quelques autres écrivains. France*. Marpon et Flammarion. 636 p.
139 Marcelin, L. (1892). *Haïti : ses guerres civiles--leurs causes, leurs conséquences présentes, leurs conséquences futures et finales : moyens d'y mettre fin et de placer la nation dans la voie du progrès et de la civilisation : études économiques, sociales et politiques.* A. Rousseau. 365 p.
140 Theureau, L. (1875). *Haïti et ses emprunts*. 29 p.
141 Haïti, Magazine (1837). *Le Magasin pittoresque,* Tome Cinquième, *Volume 6*, Breda-Librairie de Broese et Cie.
142 Hector, M., Hurbon, L. (2018). *Genèse de l'État haïtien (1804-1859)*. Éditions de la Maison des sciences de l'homme. 366 p.
143 Molinari, G. (1887). *À Panama : l'isthme de Panama - la Martinique – Haïti : lettres adressées au Journal des débats*. Guillaumin et cie. 324 p.

- l'incendie de navire dans la rade de Port-au-Prince à l'avènement de Lysius Salomon au pouvoir et naufrage de navire à l'Arcahaie à la suite d'un abordage nocturne avec un navire anglais (Janvier, 1883 : p.178);
- le naufrage du croiseur Umbria pour cause d'inexpérience de son équipage, l'achat du navire Nathalie par l'entremise de l'Amiral Killick[144] ;
- la construction des canonnières La Crête-à-Pierrot en Grande-Bretagne, Capois la Mort et Alexandre Pétion à Graville le Havre[145].

Les gouvernements haïtiens se sont octroyé le privilège de réquisitionner des navires marchands en fonction des besoins de défense de la République. L'État militaire n'arrivera pas toutefois à instaurer « la police sanitaire maritime »[146] de la loi du 6 Août 1886 pour lutter contre le choléra, la fièvre jaune et la peste. Cette police aurait probablement prévenu la contamination de 2010 des plus de 10 000 morts et 820 000 malades pour qui l'ONU[147] a été obligée d'admettre […] « sa propre implication dans le foyer initial et les souffrances des personnes [haïtiennes] touchées par le choléra »[148]. Au 19eme siècle, Haïti et Cuba en 1898 ont certes gagné leur indépendance de la France et de l'Espagne. Cependant, elles ont muté en bastion d'applicabilité de la doctrine de Monroe[149] qui impose la gestion de l'Amérique par le Nord et l'éviction de tout concurrent au leader yankee (Katz, 2023 : paragr. 2)[150]. Dans l'intervalle, la Guadeloupe restera une colonie française dans laquelle l'esclavage aura été complètement aboli en 1848 grâce aux idées de la Révolution française de 1789. Ce sont ces mêmes idées qui ont été à la base des mouvements indépendantistes de l'ancienne société française de Saint-Domingue. Ses généraux haïtiens se sont appliqués à diffuser la vision de liberté et d'égalité auprès des peuples du monde entier, quitte à s'engager dans des combats (Savannah aux États-Unis), à les financer (Simon Bolivar et l'Amérique du Sud) ou à reconnaître leur issue (Grèce).

144 The New York Times (1894, 14 Mars). *The story of the Natalie*. https://timesmachine.nytimes.com/timesmachine/1894/03/14/106096947.pdf (consulté le 11 Mars 2023).
145 Niala (2017, 8 Avril-2022, 15 Janvier). Marine haïtienne. *Marine forum*. https://forummarine.forumactif.com/t8669-marine-haitienne (consulté le 10 Mars 2023).
146 Fleury, J.-R. (2017). La problématique de la justice environnementale : quelles perspectives ? *Le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/173761/la-problematique-de-la-justice-environnementale-quelles-perspectives (consulté le 4 Août 2024).
147 Selon la journaliste Marie Verdier du journal La Croix (2019), la reconnaissance de la responsabilité morale de l'ONU a eu à lui coûter 618 millions d'euros entre 2010 et 2018 dans un soutien au plan national de lutte contre le choléra, en plus des 132 000 euros à allouer à chacune des 25 communautés au plus proche du lieu de contamination sur la base du plan de lutte et de soutien communautaire. Amnesty International (2015) a néanmoins déploré que ces efforts louables ne soient accompagnés d'une réponse adéquate au droit à une réparation pleine et entière des victimes.
148 Valo, M. (2016, 19 Août). L'ONU admet sa responsabilité dans l'épidémie de choléra en Haïti. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/planete/article/2016/08/19/l-onu-admet-sa-responsabilite-dans-l-epidemie-de-cholera-en-haiti_4985249_3244.html (consulté le 4 Août 2023).
149 Selon Katz (2023), la doctrine de Monroe est un principe de suprématie des États-Unis sur le reste du Nouveau Monde codifié sous l'appellation « Amérique aux Américains ».
150 Katz, C. (2023). Amérique latine : essor et déclin de la doctrine Monroe. Dans F. Thomas (éd.), *Anticolonialisme(s) : Point de vue du Sud* (pp. 65-78). Éditions Syllepse. https://doi.org/10.3917/syll.cetri.2023.03.0065

Les forces armées haïtiennes de mer prendront leur forme moderne grâce au Président Élie Lescot (1941-1946)[151]. Il aura le mérite d'instaurer les garde-côtes d'Haïti par décret-loi du 28 Juillet 1942. Les raisons derrière cette démarche se réfèrent à la défense de la Caraïbe contre une éventuelle attaque des Allemands (Arthus, 2021 : p.171)[152] par suite d'une grandiloquente déclaration de guerre aux alliés de l'Europe. Les garde-côtes de Lescot absorberont les forces armées de mer en les transférant à la solde de l'État au lieu de particuliers, avec la promesse de navires en meilleure condition (Hesketh-Prichard, 2012 : p. 77-78)[153]. Ces forces armées ont émergé dans les mêmes conditions de combats pour la liberté qu'à Cuba. En Haïti, par contre, la marine marchande française n'a pas eu le temps de transmettre son savoir-faire.

Les « Garde-côtes d'Haïti » de 1942 détiendront plusieurs appellations au fil du temps : la « Marine haïtienne » en 1970, la « Police de mer » en 1994 avant que le vernaculaire de « Garde-côte » revienne dans l'administration locale. Leur quartier général est localisé à Bizoton (Carrefour)[154] depuis leur création, dans l'enceinte même du *navy yard* identifié par l'explorateur états-unien Williams Beebe en 1925 : la base navale Amiral Killick (**Réf.** Photo 6).

151 Le Président Lescot est décrié pour avoir entraîné le pays dans une déclaration de guerre ouverte contre l'Allemagne, l'Italie, le Japon (1939-1945) dans un élan de solidarité envers sa « Grande Amie » des États-Unis. Les ressortissants de ces pays ont même fait l'objet de chasses aux sorcières (saisies, emprisonnements) sur le territoire national. L'effort aurait coûté 20 millions de dollars au Trésor public après l'envoi de soldats haïtiens dans les troupes françaises, la construction d'infrastructures de transit (base militaire, aéroport, terrain d'atterrissage), la braderie du patrimoine naturel de la Forêt des pins au profit de la Société Haïtiano-Américaine de Développement Agricole-SHADA (Larose, Joseph ; 2021). Une résistance locale a été organisée autour de la SHADA afin de contrer les prétentions mercantiles du Gouvernement haïtien et des États-Unis sur des terres agricoles sous prétexte de production d'arbres à caoutchouc. Ces machinations fomentées pour les besoins états-uniens de la Seconde guerre mondiale et l'enrichissement des mulâtres de Port-au-Prince ont été vécues par les paysans comme du colonialisme vert (Pierre, pp.243-244).
Source : Koukouwouj, Pierre A. V. D. (2021)

152 Arthus, W. W. (2021). *Haïti et le monde : Deux siècles de relations internationales*. Bibliothèque Nationale d'Haïti. 363 p.

153 Selon Hesketh-Prichard (1900), les Forces armées de mer d'Haïti possèdent les navires suivants : le Dessalines à la peinture écaillée de 900 tonnes, le très moderne Crête-à-Pierrot construit en 1895, le cargo à vapeur Toussaint, un navire de guerre haïtien autrefois transporteur de fruits. Viendront s'ajouter le navire à vapeur « Defence » et le navire « Nathalie » armé par les Révolutionnaires haïtiens de Savannah. Source: Hesketh-Prichard H. V., (2012). *Where black rules white: a journey across and about Hayti. 2e edition* (1ere éd. 1900). The Palingenesis Project. 225 p.; The New York Times (1894, 14 Mars). The story of the Natalie. https://timesmachine.nytimes.com/timesmachine/1894/03/14/106096947.pdf (consulté le 11 Mars 2023).

154 Carrefour est actuellement sous le contrôle des gangs armés à avoir établi leur quartier de contrôle des entrée et sortie sud de la capitale.

L'ancêtre du Commissariat des garde-côtes pendant l'Occupation américaine de 1915 (Morone, 2015)

La direction des garde-côtes de la PNH, (Ralph L dans GoogleMap, 2022)

Photo 6. Entrée principale des sites logeant les garde-côtes d'Haïti[155]

Hammerton Killick (1856-1902) est reconnu pour avoir combattu l'influence allemande en venant en soutien au Président provisoire Pierre Nord-Alexis (1902-1908).

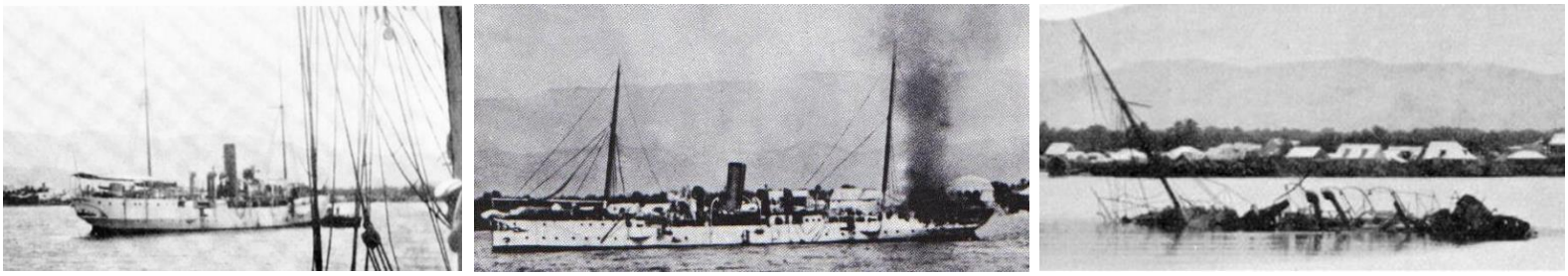


Photo 7. Scène de naufrage de la Crête-à-Pierrot avec l'Amiral Killick **(Alamy, 2023)**[156]

Il s'est explosé avec la canonnière de la Crête-à-Pierrot dans la tradition des grands commandants de navire (le Nouvelliste, 2014)[157]. Ce geste radical dans le port des Gonaïves (**Réf.** Photo 7) a détruit les armes et munitions destinées au Président et détournées sur le cargo allemand *Markomannia*. Puis, il a évité la saisie d'un navire national par une force étrangère dans un élan de patriotisme. L'Amiral Killik a cru

155 Don Gilberto (2018, 3 Février). L'ancêtre du Commissariat des garde-côtes d'Haïti. *Medium*. https://gilbertmervilus.medium.com/lanc%C3%AAtre-commissariat-des-gardes-c%C3%B4tes-d-ha%C3%AFti-66a5f17be7a2 (consulté le 14 Mars 2023).
156 https://www.alamy.es/imagenes/crete-a-pierrot.html?sortBy=relevant ; https://www.alamyimages.fr/photos-images/sms-panther.html?sortBy=relevant (consulté le 14 Mars 2023)
157 Le Nouvelliste (2014, 1er Décembre). *L'exploit de l'amiral Hammerton Killick*. https://www.lenouvelliste.com/article/138726/lexploit-de-lamiral-hammerton-killick (consulté le 10 Mars 2023).

dans l'idéal politique de l'illustre intellectuel haïtien Anténor Firmin jusqu'à y laisser sa vie. Ce candidat à la présidence a gagné la sympathie du peuple pour s'être opposé à la cession et à l'affermage du Môle Saint-Nicolas convoité par les États-Unis[158]. Devant la résistance de la diplomatie haïtienne, *The Star-Spangled Banner* choisira de bâtir la base militaire de Guantánamo à Cuba. Le Président Fidel Castro (1976–2008) confiera en 1983 à Jacques-Yves Cousteau lors du tournage du documentaire « Cuba, les eaux du destin » :

> « […] Mais le gouvernement actuel de Cuba ne reconnaît pas la validité de cet accord [de location] avec les Espagnols après leur défaite face aux Américains en 1898] …En échange d'une partie de notre territoire, les Américains s'engageaient à verser une certaine somme d'argent. Mais depuis plus de 20 ans, Cuba a refusé d'encaisser les chèques. Et j'en ai quelques-uns ici dans ce bureau… 4 185 de dollars pour un an... De toute façon, cette base n'a aucune valeur stratégique, c'est juste une façon d'humilier notre pays…Même si les États-Unis n'aiment pas nos relations avec les Russes, cela ne leur donne pas le droit d'occuper une partie de notre territoire » [159].

À cette affirmation, le Commandant états-unien de Guantánamo se défendra de l'entraînement comme activité principale de la base, sans aucune présence d'équipements offensifs.

Pendant que les Allemands se retirent en Haïti après l'Affaire Killick, les États-Uniens ont étalé leurs tentacules sur les infrastructures essentielles. Ils ont signé en 1906 une concession privée de 50 ans dans le but d'opérer le principal port du pays par le biais d'une société mixte. Les États-Uniens se sont physiquement installés en 1915 au premier débarquement de leurs soldats dans la baie de Port-au-Prince. Il a été dirigé en ces termes par le Commandant de l'escadron de croiseurs de la flotte de l'Atlantique, le Contre-Amiral William B. Caperton :

> « *Initially, 340 sailors and marines were landed - the Washington's marine detachment, the 12th Expeditionary Marine company, and three*

158 Les États-Unis ont voulu établir une base militaire au Môle Saint Nicolas, séparé de Cuba par le canal du Vent car, ils ont dit vouloir entamer une lutte contre le communisme dans la région.
159 Cousteau, J.-Y. (producteur). (1986). Cuba, les eaux du destin [Film documentaire, vol. 25-2]. Une co-production Antenne 2, Turner Broadcasting System Prod. Inc., Association Cousteau/Amaya. https://www.youtube.com/watch?v=QqH9RT2iuGk (consulté le 17 Mars 2023).

> *companies of seamen. Caperton's Chief of Staff, Captain Edward L. Beach, went ashore to coordinate military activity and ensure civil services* » (Naval History and Heritage Command, 2020)[160].

Cette fois-ci, la mer rentre en confrontation avec l'image de bateau du retour vers la mère patrie de l'Empereur Jacques 1er et du Président Pétion. Elle véhicule celle du bateau de l'occupation ou de l'insurrection ou de la honte. La doctrine de Monroe a justifié les interventions militaires des États-Unis dans les îles de la région, qu'il s'agisse : (1) de Cuba et Porto-Rico à la défaite des Espagnols en 1898 ; (2) d'Haïti à l'assassinat du Président Vilbrun Guillaume Sam en 1915 ; (3) de la Dominicanie à l'assassinat du Président Juan Isidro Jimenes Pereyra en 1916. Le retrait des marins états-uniens d'Haïti en 1934 n'empêchera pas une constante ingérence dans la politique nationale.

L'instabilité politique d'Haïti se perpétuera jusqu'à l'accession du Président Jean-Claude Duvalier (1957-1971) au pouvoir grâce au mouvement noirisme. Le noirisme[161] est venu en réponse à la suprématie oppressante d'une bourgeoisie mulâtre descendante des Européen.ne.s sur une classe défavorisée de noir.e.s majoritaires. Pourtant, le Président à vie finira par être attaqué par un de ses proches collaborateurs : le Colonel Octave Cayard, Commandant de la Garde-côte. Ce Colonel a réussi l'inédit d'une révolte armée contre « un état néosultaniste »[162] que le journal le Monde s'empressera de commenter en ces termes :

> « Pour la première fois, le régime eut à faire face à ses propres armes. Jamais un corps nanti de sa confiance [de Duvalier] et représentant un maillon de son complexe appareil de répression ne s'était insurgé contre lui, révélant au grand jour un défaut de sa cuirasse » (1970)[163].

Aidé de ses fidèles frères d'armes, Cayard a bombardé la capitale le 24 Avril 1970 pendant 3 heures à partir de la rade de Bizoton (Étienne ; 2007 : p. 32)[164]. Le convoi

160 US Navy (2024). *US Occupation of Haiti, 1915-1934*. https://www.history.navy.mil/research/library/online-reading-room/title-list-alphabetically/u/us-occupation-of-haiti-1915-1934.html (consulté le 10 Mars 2023).
161 Ces mulâtres sont appelés « oligarques » en Haïti ou encore « oligarques corrompus » d'après le feu Président Jovenel Moise, « békés » en Guadeloupe, « criollos » à Cuba.
162 Le terme a été emprunté à l'auteur Sauveur Pierre Étienne dans son ouvrage : L'énigme haïtienne. Échec de l'État moderne en Haïti (2007), p. 52
163 Auguste, M. (1970, 6 Mai). La mutinerie de la marine haïtienne. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/archives/article/1970/05/06/la-mutinerie-de-la-marine-haitienne_2667689_1819218.html (consulté le 11 Mars 2023).
164 Étienne, S. P. (2007). *L'énigme haïtienne : Échec de l'État moderne en Haïti*. Presses de l'Université de Montréal. 417 p.

rebelle a consisté en 325 marins et 6 navires[165], dont 50 % considérés opérationnels selon le rapport du diplomate Viron Vacky (1970). Dans cette affaire, les États-Unis ont résisté à la destruction du navire du colonel accusé de marxisme-léninisme en dépit de la requête de la plus haute magistrature de l'État. L'anticommunisme de Duvalier est de notoriété après l'écrasement de l'insurrection de castristes venus appuyer son principal opposant Louis Déjoie. Les États-Unis n'ont pas non plus envisagé de patrouiller le canal du vent afin de détecter les mouvements du Président Castro. Car, *the chance is too remote at present to warrant the cost. But if the situation deteriorates substantially in the next 24–48 hours, we should consider it* » (p.4)[166]. La force de réponse de Duvalier au Colonel Cayard a compris des troupes terrestres de 6 fois la taille des troupes marines, à savoir ; (i) la Garde présidentielle de 400 hommes ; (ii) le bataillon Dessalines de 800 hommes ; (iii) la police de Port-au-Prince de 800 hommes. Le Président haïtien écrira plus tard au Président Nixon:

> *« […] involving three Haitian coast guard vessels, two of them… shelled the city of Port-au-Prince, directing their fire at military objectives such as the National Palace and Fort Dimanche but hitting mostly private homes and causing numerous casualties, both in killed and wounded. I should add that a very small part of this coast guard garnison, a little less than a hundred of the two hundred and fifty, has joined this rebellion movement. The others have remained loyal to the Haitian government, which has complete control of the situation, especially in regard to territory. The population is remaining calm and has reaffirmed its support of the government »* (1970: p. 1)[167].

Les navires rebelles seront déclarés pirates. Ils finiront par regagner Porto-Rico avec 118 marins avant de rejoindre les États-Unis. Leur nationalité haïtienne leur sera déchue ; leurs biens, meubles et immeubles, confisqués « *for the benefit of the State* » (Commission interaméricaine sur les droits humains, 1983)[168]. Des notes de sympathies adressées au Président proviendront de partout, y compris de l'Archevêque de Port-au-Prince :

---

165 Les 6 navires comprennent 2 chasseurs sous-marins, 2 patrouilleurs, 2 navires de surface.
166 Memorandum from Viron P. Vaky of the National Security Council to the President's Assistant for National Security Affairs (Kissinger), Washington, April 24, 1970, 3:30 p.m. https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1969-76ve10/d388 (consulté le 10 Mars 2023).
167 Duvalier, F. (1970, 25 Avril). *Letter From President Duvalier to President Nixon, Port-au-Prince*. https://gilbertmervilus.medium.com/24-avril-1970-haiti-un-document-pour-aider-a-la-recherche-s%C3%A9rieuse-1bdbd4ecaeb6 (consulté le 10 Mars 2023).
168 Résolution nº 15/83 de la Commission interaméricaine sur les droits humains de l'Organisation des États Américains, Cas 2976, Haïti, 30 Juin 1983. http://www.cidh.org/annualrep/82.83eng/haiti2976.htm (consulté le 11 Mars 2023).

> « Notre cœur de citoyen et de pasteur de l'archidiocèse et celui des prêtres, nos collaborateurs, déplorent amèrement cette folle aventure qui a menacé votre vie personnelle, celle de votre famille et de paisibles citoyens, troublé la population de cette ville et occasionné des pertes de vies humaines » (Ligondé, 1970)[169].

Si la marine a échoué dans ses revendications sociales en Haïti, la marine française a servi au rétablissement de l'ordre lors des revendications décolonialistes de 1960 de la Guadeloupe après sa départementalisation.

Le Président François Duvalier, « Papa Doc », meurt une année après l'insurrection du Colonel Cayard. Son fils Jean-Claude Duvalier (1971-1986), « *Baby Doc* », le succède à l'âge de 19 ans, une année avant la conférence des Nations Unies sur l'environnement. Ce jeune président a eu la capacité de remettre le Wharf de Port-au-Prince dans le domaine privé de l'État haïtien. Le Wharf deviendra en : (i) 1973, l'Administration du port de Port-au-Prince ; (ii) 1978, l'Autorité Portuaire Nationale (APN)[170]. Les données maritimes de sécurité, hydrographie, océanographie et géographie spatiale ont été dévolues au Service Maritime et de Navigation d'Haïti (SEMANAH) à partir du décret du 11 Mars 1982. Le décret du 15 mars 1985 donnera à l'APN la gestion de tous les ports de la République, soit 2 ports internationaux, 14 ports de cabotage, 1 site d'atterrissage, 5 postes à quai privés (APN, 2016 : p. 57)[171]. À l'inverse, le Port Lafito, inauguré en 2015, n'a pas été inclus dans le système de gouvernance de l'APN d'après le Manuel 2015-2016 sur les ports maritimes. Celui-ci est le 1er Port Panamax d'Haïti avec 12,5 m de tirant d'eau et 450 m d'amarrage sur un financement de 150 millions de dollars US dans une zone économique de 400 hectares : *« the world's largest independent and privately-held marine terminal operator, and Tideworks Technology* » (Portside Caribbean, 2015)[172]. Cette réalisation d'envergure, pourvoyeuse de 20 000 emplois et opérée par la société « *Gilbert*

169 Ligondé, F. W. (1970, 29 Avril). Lettre au Président François Duvalier, après la mutinerie des garde-côtes d'Haïti. *Le Nouvelliste*, tiré du site Haïti-Référence. https://www.haiti-reference.info/pages/notables/showmedia.php?mediaID=463&medialinkID=286 (consulté le 11 Mars 2023).
170 APN (2015-16). *Les ports maritimes d'Haïti / The Haiti Seaports*. Manuel handbook. 68 p. https://issuu.com/landmarine/docs/haitiportshandbook_2015-16_ebook (consulté le 5 Mars 2023).
171 Le système de ports opéré par l'APN comprend : 2 ports internationaux : Port-au-Prince et Cap-Haïtien ; 14 ports de cabotage : Fort-Liberté, Port-de-Paix, Port des Gonaïves, Saint-Marc, Corail, Anse-à-Galets, La Saline, Petit-Goâve, Miragoâne, Jérémie, Anse d'Hainault, Port-à-Piment, Les Cayes et Cité Soleil ; 1 site d'atterrissage à Carrières. 5 postes à quai privés dans la baie de Port-au-Prince : CINA - La Cimenterie Nationale (Quai de Fombrun), Terminal Varreux, Shell à Thor, le Ciment du Sud à Thor-le-volant, les Moulins d'Haïti – Importateur de grains naturels.
172 Portside Caribbean Online (2015, 1er Octobre). *Port lafito: Caribbean's newest world-standard terminal*. https://portsidecaribbean.com/development/port-lafito-caribbeans-newest-world-standard-terminal/ (consulté le 1er Avril 2024).

Bigio[173] *Group* » (GB Group) dénote clairement de l'influence des syro-juifs dans le pays. Ils sont fortement dépréciés par le peuple en raison de leur mainmise économique et de leur réseau de contacts hauts placés d'« oligarques ».

De la société française de Saint-Domingue à la République d'Haïti, les plus grandes villes ont toujours été côtières. L'article 30 de la Constitution de 1806 a eu à diviser le territoire en 4 départements avec tous ses chefs-lieux tournés vers la mer : les Cayes, le Port républicain (actuelle Port-au-Prince), les Gonaïves et le Cap Français (actuelle Cap-Haïtien). Les constitutions continueront cette subdivision jusqu'à 10 départements dont 9 départements et 72 villes côtiers, et 6 îles adjacentes majeures. D'ailleurs, la superficie totale du pays, estimée à 27 750 km^2, comprend 27 560 km^2 de terre et 190 km^2 d'eaux territoriales. La Constitution de 1987 en vigueur a inclus dans le territoire haïtien : (a) le milieu aérien surplombant la partie terrestre et maritime ; (b) la mer territoriale et la Zone Économique Exclusive (ZEE) ; (c) la partie occidentale de « l'Île d'Haïti » de 1805 et 1806 ; (d) les îles adjacentes, notamment la Gonâve, la Tortue, l'Île-à-Vache, les Cayemites, la Grande Caye et la Navase (Art. 8)[174]. La Navase, comptabilisée dans les 27 560 km^2 de terre, a été française du temps de la colonisation et est haïtienne depuis sa première Constitution de 1805. La seule constitution haïtienne à ne pas la mentionner a été celle de la Constitution de 1918 sous l'Occupation américaine.

L'île adjacente de la Navase de la péninsule Sud d'Haïti a été récupérée par les États-Unis en 1858 pendant le « *Great Guano Rush* », une des manifestations de son expansionnisme dans l'appropriation des ressources naturelles de la région. Son annexion n'a pas empêché aux Haïtien.ne.s la pratique de la pêche dans les eaux adjacentes. La possession parallèle a été légitimée par le *Guano Island Act* du fait que l'île est inhabitée et contient le fertilisant Guano exploité par la compagnie Cooper :

173 L'homme d'affaire Gilbert Bigio de 88 ans est représenté dans l'imaginaire haïtien à la manière du « Parrain » de la famille italienne Corleone. Son nom et ses entreprises sont associés à plusieurs contentieux internationaux, dont des interdictions de transactions financières sous le Président Bill Clinton (1993-1997), les révélations d'évasions fiscales de Pandora Papers, la liste de sanctions canadiennes sur les membres de l'élite haïtienne versés dans le soutien aux gangs armés. Source : Francisque, J. (2022). Que sait-on de Gilbert Bigio, l'homme le plus riche d'Haïti, sanctionné par le Canada ? *Ayibopost*. https://ayibopost.com/que-sait-on-de-gilbert-bigio-lhomme-le-plus-riche-dhaiti-sanctionne-par-le-canada/ (consulté le 17 Mars 2023) ; https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2022/12/le-canada-impose-des-sanctions-contre-des-membres-de-leliteeconomique-haitienne.html (consulté le 19 Mars 2023).

174 Constitution du 29 Mars 1987 (Journal le Moniteur nº 35 du 28 Avril 1987). https://mjp.univ-perp.fr/constit/ht1987.htm (consulté le 14 Mars 2023)

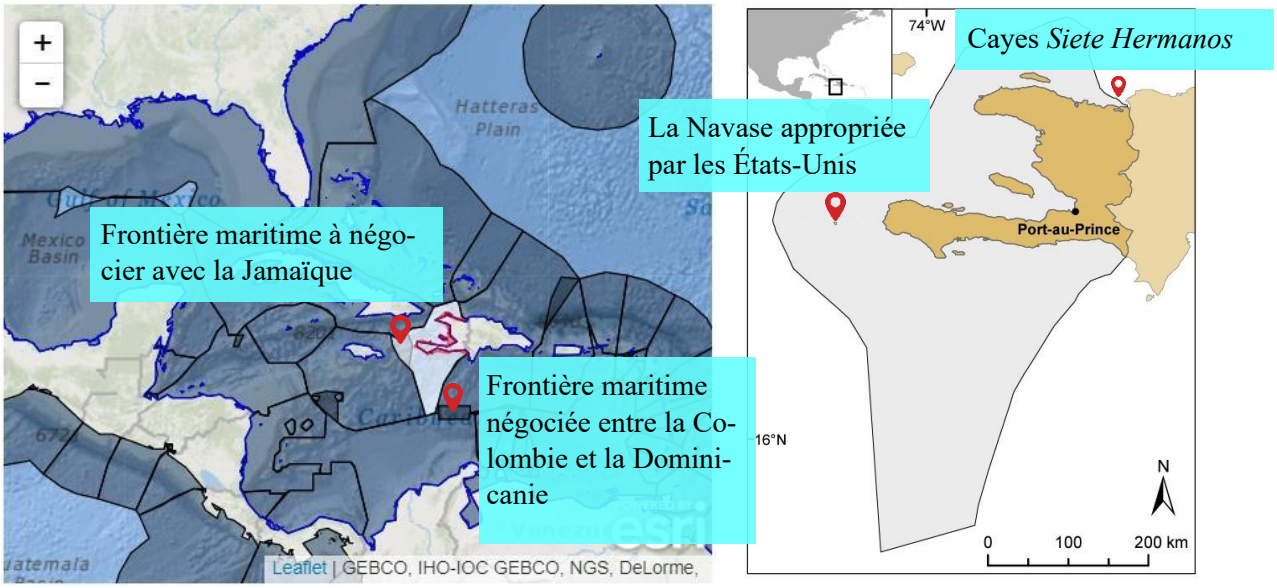
> « *That when any citizen or citizens of the United States may have discovered, or shall hereafter discover, a deposit of guano on any island, rock, or key not within the lawful jurisdiction of any other government, and not occupied by the citizens of any other government, and shall take peaceable possession thereof, and occupy the same, said island, rock, or key may, at the discretion of the President of the United States, be considered as appertaining to the United States* » (p.119)[175].

Le positionnement états-unien perpétue une violation flagrante du territoire et de la ZEE haïtiens. L'île de la Navase de 5,26 km^2 et sa mer territoriale de 12 miles marins sont désormais classées dans un patrimoine extraterritorial en tant qu'aire protégée états-unienne ou *U.S. national wildlife refuge*. Investie par les marins américains, elle se trouve dans une position stratégique du *Caribbean transshipment pentagon*, entre les hubs portuaires de Kingston et de Freeport à partir du Canal de Panama. Les États-Unis affaiblissent la posture d'Haïti face à la nécessité d'établir ses frontières maritimes avec ses voisin.e.s. En plus de la Navase, la limite des 200 miles marins au sud-ouest de la péninsule n'a pas été fixée avec la Jamaïque non plus.

La trajectoire de la frontière maritime haïtiano-dominicaine est en discontinuité avec celle de leur frontière terrestre. Elle s'amenuise à chaque fois dans une angularité au profit des provinces de Monte Cristi au nord-est et de Pédernales au sud-est. Au nord-est, le tracé maritime imposé par la Dominicanie lui a permis de rattacher 7 cayes, « *Siete Hermanos* ». Or, ces cayes se situent au nord de la commune haïtienne de Fort-Liberté et ont toujours été à l'usufruit des pêcheurs haïtiens. Si la délimitation de la ZEE haïtienne est plus étalée au sud, elle s'est arrêtée juste avant l'ancienne zone de dispute entre la Colombie et la Dominicanie (**Réf.** Carte 5). Haïti a signé un accord avec la Colombie en ce sens depuis 1978[176]. Cependant, la délimitation avec la Dominicanie n'a pas été négociée jusqu'en 2024. Une commission nationale a été montée en république voisine par décret du 20 juin 2018. Celui qui se veut « allié de proximité dans la défense d'intérêts communs » a pointé l'instabilité d'Haïti dans le suivi des travaux :

175 Journals of the Continental Congress, 1774-1789, ed. Worthington C. Ford et al. (Washington, D.C., 1904-37), 879 p. https://memory.loc.gov/cgi-bin/ampage?collId=llsl&fileName=011/llsl011.db&recNum=140 (consulté le 4 Mars 2023).
176 Cancillería (2023). *Delimitación marítima Colombia – Haití*. https://www.cancilleria.gov.co/politica/delimitacion-haiti (consulté le 7 Mars 2023).

« *La complicación en relación con Haití, para determinar las líneas de trazado de delimitación, más bien, es el bajo nivel institucional para darle seguimiento a una negación sistematizada. A pesar de esto, la negociación debería empezar por Haití* » (Díaz, 2019)[177].



Carte 5. Délimitation déficitaire de la ZEE haïtienne **(Sea around us, 2016[178] ; Ramdeen, R. et al., 2012[179])**

Cette déclaration d'alliés est faussement recherchée. Il faut retenir que la Dominicanie est en train de construire un mur long de 160 sur 376 km de frontière sans respect du Traité du 21 Janvier 1929 entre les 2 pays. La revue *Dominican Today* a rapporté que leur Académie des sciences n'a pas cessé de prévenir des impacts éventuels sur la biodiversité (2023) :

« […] *the most significant damage is not even to the Wildlife Refuge, but to the National System of Protected Areas (SINAP), by creating a « disastrous and totally ominous precedent, » which leaves defenseless or fragilely vulnerable, the Natural Heritage of all Dominicans,*

177 Acento. (2023, June 9). *La República Dominicana y la delimitación marítima*. https://acento.com.do/opinion/la-republica-dominicana-la-delimitacion-maritima-8650568.html (consulté le 7 Mars 2023).
178 Sea around us. (2023). *Fisheries, Ecosystems and Biodiversity*. https://www.seaaroundus.org/data/#/eez/332?chart=catch-chart&dimension=taxon&measure=tonnage&limit=10 (consulté le 4 Mars 2023).
179 Ramdeen, R., Belhabib, D., Harper, S., and Zeller, D. (2012). Reconstruction of total marine fisheries catches for Haiti and Navassa Island (19502010). Dans S. Harper, K. Zylich, L. Boonzaier, F. Le Manach, D. Pauly, et D. Zeller (eds.). *Fisheries catch reconstructions: Islands, Part III* (pp. 37-45). Fisheries Centre Research Reports 20(5). Fisheries Centre, University of British Columbia.

represented in the 128 units of the Protected Universe under a legal regime based on articles 15 and 16 of the Constitution of the Republic. »[180]

Le mur de la frontière a tout autant émergé dans leur relation de peuples. Le gouvernement hispanophone s'est appliqué à une souveraineté ethnique épurée envers sa composante noire africaine en général et sa communauté d'origine haïtienne en particulier (Gabriel, 2017 : p. 204)[181]. La République voisine a eu à orchestrer le massacre de près de 9 000 à 20 000 Haïtien.ne.s et Dominicain.e.s noir.e.s en 1937 : « *La Masacre del Perejil* ». Les candidats aux élections dominicaines s'appuient régulièrement sur une campagne antihaïtienne et raciste pour s'attirer les votes des populations locales. Leur tribunal constitutionnel a même publié l'arrêt TC/0168/13 contre la terre d'accueil du héros latino-américain Simon Bolivar face aux troupes espagnoles et des juifs d'Europe fuyant la Seconde Guerre mondiale. Cet arrêt a octroyé la dénationalisation des Dominicain.e.s d'origine haïtienne à partir de 1929. En réaction, la Communauté des Caraïbes (CARICOM) a suspendu l'examen de leur demande d'adhésion en 2013. La posture dominicaine vient en déni de leurs dirigeants et leaders d'origine haïtienne, pour ne citer que leurs 5 présidents, à savoir :

- Pedro Santana (18441848, 1858-1861, 1853-1856) ;
- Gregorio Luperon (1879-1880) ;
- Ulises Heureaux Lebert (1882-1884, 1887, 1899) ;
- Rafael Leónidas Trujillo Molina (1942-1952, 1930-1938) ;
- Et l'antihaïtien très connu de Joaquín Balaguer Ricardo (1966-1978, 1960-1962, 1986-1996).

Haïti a eu pour sa part des dirigeants d'origine dominicaine comme Sténio Vincent (1930-1941) et Henri Namphy (1988, 1986-1988) dans l'indifférence totale de leur généalogie[182].

L'ex-parlementaire haïtien Jean Tholbert Alexis a néanmoins partagé les inquiétudes dominicaines sur la délimitation formelle de la frontière maritime. Il a

180 Dominican Today (2023, March 4). *Border wall damage regretted*. https://dominicantoday.com/dr/local/2023/03/04/border-wall-damage-regretted/ (consulté le 14 Mars 2023).
181 Gabriel, A. D. (2017). Les sous-entendus de l'Arrêt TC/0168/13 du Tribunal constitutionnel dominicain. *Anthropologie et Sociétés, 41*(1), pp. 203-220. https://doi.org/10.7202/1040274ar. : https://id.erudit.org/iderudit/1040274ar (consulté le 2 Mars 2023).
182 Don Gilberto (2018, Mai 16). Presidentes dominicanos de origen haitiano «y». . . *Medium*. https://gilbertmervilus.medium.com/presidentes-dominicanos-de-origen-haitiano-4eb1681bd430 (consulté le 14 Mars 2022).

évoqué les raisons suivantes : « compte tenu de la faiblesse de la diplomatie haïtienne et de l'absence de capacités du Gouvernement à prendre des mesures capables de protéger les intérêts nationaux auprès des pays étrangers […] »[183]. Par conséquent, la ZEE haïtienne suit un parcours tourmenté qui traduit l'inaction politique d'un état fragilisé. Elle est défavorisée par une position centrale dans laquelle le pays rapatrie les portions de mer délaissées par les territoires voisins. Malgré le potentiel de 78 % de frontière océanique, c'est un domaine maritime colmaté sans une pensée construite sur une réalité complexifiée non-terrienne. Les superficies de ZEE démontrent également l'iniquité de la largeur des 200 milles marins de mer territoriale issue de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (Art. 57)[184] :

- Haïti dispose d'une ZEE de 123 525 km^2, soit 4 fois la superficie d'un territoire de 27 750 km^2 ;
- la Dominicanie une ZEE de 269 489 km^2, soit 5 fois la superficie d'un territoire de 48 670 km^2 ;
- Cuba une ZEE de 364 511 km^2, soit 3 fois la superficie d'un territoire de 114 525 km^2.

Le 2eme territoire côtier de la Caraïbe insulaire détient la plus faible ZEE des grandes îles derrière Cuba, la Dominicanie, la Jamaïque et Porto-Rico sachant combien celles des petites îles sont largement plus importantes[14]. En comparaison :

- Bahamas dispose d'une ZEE de 628 026 km^2, soit 45 fois la taille de son territoire de 13 878 km^2 et 1,7 fois la taille de ZEE du premier territoire côtier de Cuba ;
- Guadeloupe une ZEE de 90 570 km^2, soit 55 fois la taille d'un territoire de 1 628 km^2 ;
- Îles Turques-et-Caïques une ZEE de 153 533 km^2, soit 161 fois la taille d'un territoire de 948 km^2.

L'étalement des ZEE démontre une appropriation relative à l'étalement d'une souveraineté sur un milieu marin mal connu mais, continuellement brigué dans une visée première de conquête d'espace.

183 HaïtiLibre (2019, 8 Avril). *Haïti - FLASH : Le RD entame les processus de délimitation de ses frontières maritimes*. https://www.haitilibre.com/article-27407-haiti-flash-le-rd-entame-les-processus-de-delimitation-de-ses-frontieres-maritimes.html (consulté le 7 Mars 2023).
184 United Nations (1994). United Nations Convention on the Law of the Sea. In *United Nations -Treaty Series Nations Unies - Recueil Des Traités* (Vol. 1834, pp. 1–31363). https://www.un.org/depts/los/convention_agreements/texts/unclos/unclos_f.pdf

1.2. Une mer en exploration en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe

Parallèlement aux démêlés politiques d'Haïti sur les affaires maritimes, il faudra attendre l'arrivée du scientifique états-unien William Beebe pour des inventaires écologiques marins. Il rentrera dans le pays plusieurs siècles après des explorateurs pionniers tels : (1) le père Jean-Baptiste Labat (1693-1705) avec ses récits de voyage ; (2) le père Charles Plumiers (1693-1694), artiste-botaniste, avec ses dessins zoologiques de poissons, mollusques, oiseaux ; (3) le navigateur Louis-Antoine de Bougainville (1767-1769) avec ses observations des courants marins et des conditions météorologiques ; (4) Pierre-André Latreille (1797-1802) et les insectes. Les résultats de leurs travaux ont concerné aussi bien Saint-Domingue, la Guadeloupe et d'autres possessions françaises. Un fait d'actualité marquera cette période à Saint-Domingue : la découverte de l'ancre du bateau de la « Santa Maria » vers 1796 sur l'habitation Fournier-Bellevue à Caracol par des Français. D'après le natif du Nord Charles Dupuy[185], « la Baie de Caracol ne cessera pas d'attirer les explorateurs et chasseurs de trésors archéologiques » à la recherche de l'épave du navire de Christophe Colomb ou des vestiges du fort de la Nativité[186]. La baie fera l'objet des études comparatives de télédétection spatiale et de cartographie ancienne du chercheur français Loïc Menanteau et al. (2002)[187]. Le Musée du Panthéon national haïtien décrira l'artefact « Ancre de la Santa Maria » comme « le plus précieux « objet témoin » de l'événement historique marquant l'arrivée des Espagnol.e.s en Amérique, vers la fin du XVe siècle »[188].

Alexander von Humboldt (1800-1804) engagera des recherches, fondement de l'étude scientifique moderne de l'île de Cuba. Celui-ci a précisé sa topographie, sa géologie, sa minéralogie ; examiné le climat de la Havane :

185 Il est descendant du secrétaire de Dessalines à avoir signé l'acte de l'indépendance d'Haïti : Alexis Dupuy ; et parent de l'actuelle Ministre des affaires étrangères Dominique Dupuy connue pour ses positions fortes sur la scène internationale en faveur de son pays Haïti.
186 Dupuy, C. (2024). *L'ancre de la Santa Maria*. https://villeducaphaitien.com/histoire/210-l%E2%80%99ancre-de-la-santa-maria-charles-dupuy.html (consulté le 10 Octobre 2024).
187 Ménanteau L., Thomas Y.-F., Vanney J.-R. (2002). La télédétection spatiale du littoral nord-est d'Haïti : comparaison avec les cartographies ancienne et actuelle. Dans J.-P. Bois (dir.), *Défense des côtes et cartographie historique* (pp. 277 à 295). Éditions du CTHS.
188 MUPANAH (2014, 27 Septembre). L'artefact « Ancre de la Santa Maria ». Publication Facebook. https://www.facebook.com/Mupanah/posts/lartefact-ancre-de-la-santa-maria-conserv%C3%A9-au-mus%C3%A9e-du-panth%C3%A9on-national-ha%C3%AFtien/855568447787231/?locale=fr_FR (consulté le 10 Octobre 2024).

> « un climat tropical dans lequel une distribution plus inégale de la chaleur entre les différentes parties de l'année, annonce déjà le passage aux climats de la zone tempérée » (1826 : p. 71)[189].

Il s'est distingué par des données chiffrées de différences de température moyenne entre le mois le plus chaud et le mois le plus froid de 12ºC à l'intérieur de l'île, 8º à la Havane, sur les côtes, d'à peine 3º à Cumaná (p. 73). Pour lui, le littoral de l'île n'a laissé au courant océanique, désigné sous le nom de Gulf-Stream, d'autres ouvertures que vers le sud… (p. 2). Ont été observés une série de roche à coraux au *Jura*, *Castillo de la Punta*, *Jardinillos del Rey y de la Reyna* ; du sable composé de coraux détruits (p. 57, 58, 360). Son œuvre sera complétée par des travaux cubano-états-uniens géographiques inspirés de l'« *American Physiographic School* » entre 1920 et 1958. Cuba en profitera pour dédier un parc au nom du naturaliste : *Parque Nacional Alejandro de Humboldt*.

La tradition scientifique de la Caraïbe insulaire importée d'Europe a préfiguré une transcendance impérialiste dans les explorations de la région. À partir de ce constat, la 10eme expédition maritime du Département des recherches tropicales de la Société zoologique de New-York peut être consignée dans l'ordre des actions d'impérialisme bleu à la solde des États-Unis. Cependant, les expérimentations de William Beebe dans la Caraïbe insulaire ont toutefois contribué aux avancées des débuts de la plongée moderne. L'une des inventions majeures de la période sera le scaphandre autonome : une version améliorée des travaux des Français Benoît Rouquayrol et Auguste Denayrouze dans la respiration sous l'eau. La combinaison fonctionnelle a permis d'atteindre -40 m de profondeur tout en préservant l'intégrité physique des plongeur.euse.s de l'augmentation de la pression de l'eau de mer. Son apparition a été anticipée par le capitaine Némo de Jules Vernes dans sa conversation avec le Professeur Aronnax lors d'une partie de chasse sous-marine :

> « Monsieur le professeur, vous le savez aussi bien que moi, l'homme peut vivre sous l'eau à la condition d'emporter avec lui sa provision d'air respirable. Dans les travaux sous-marins, l'ouvrier, revêtu d'un vêtement imperméable et la tête emprisonnée dans une capsule de

189 von Humboldt, A. (1826). *Essai politique sur l'île de Cuba, avec une carte et un supplément qui renferme des considérations sur la population, la richesse territoriale et le commerce de l'Archipel des Antilles et de Colombia* (Tome I). Libraire de Gide Fils. 364 p.

métal, reçoit l'air de l'extérieur au moyen de pompes foulantes et de régulateurs d'écoulement. » (Verne : 1869 : p. 246-247).

Le dispositif fictif garantit une liberté de mouvement pendant 9 ou 10 heures grâce à un réservoir d'air comprimé respirable porté par des bretelles dans un sac sur le dos (p. 247-249). L'architecte Jacques Rougerie[190] proposera d'« Habiter la mer » (2021) à travers une utopie marine de conquête des profondeurs pour un mode de vie subaquatique de la civilisation humaine.

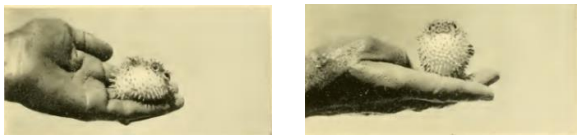
L'équipe de William Beebe posera les pieds sur le sol haïtien après avoir parcouru sa mer territoriale. Elle a probablement été reçue par les forces armées de mer, même s'il a affirmé s'être rendu sur une plage de sable à proximité du « *navy yard* » à Bizoton dans la commune de Carrefour ou avoir assisté à une partie de polo entre les « *Marines* » et les « O*fficers of the Gendarmerie* » (1928 : p. 9, 217). Dans son article du New York Times, l'explorateur marin a eu à décrire la partie occidentale de l'île en ces termes : « un territoire à la forme de poissons faisant face à l'Ouest avec des mâchoires ouvertes » (1927 : p. 8)[191]. Des poissons, des récifs coralliens localisés dans la baie de Port-au-Prince ont été explorés grâce à la contribution des donateurs de la Société zoologique de New York. Il a dit s'être retrouvé « au pays des merveilles » dans ces eaux tropicales :

> « *Two hours of peering through a water bucket, only a mile from Port-au-Prince, revealed an undersea world peopled by the tiniest of fish and by giant sharks. I saw heads of coral as large as automobiles, and sea-fans waving gracefully sometimes many feet in height* » (Beebe, 1928: p. 11)[192].

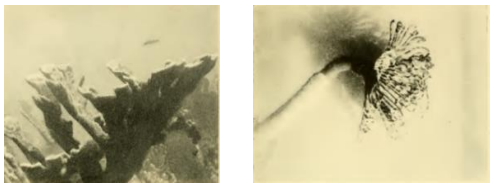
Plusieurs photos et le montage d'un film sur la biodiversité marine (**Réf.** Photo 8) y ont été effectués. Des techniques naissantes telles le *diving helmet*, la *under water motion picture camera*, les *glass-bottomed boats* ont été réprouvées. Si le *deep-sea telephone* n'a pas été utilisé dans le pays[193], l'idée de matérialisation de l'appareil y

190 Sa dévotion envers la mer fait que Jacques Rougerie se définit « mérien », un habitant de la mer.
191 Beebe, W. (1927, 24 Juillet). In the Wonderland below tropic seas. *New-York Times*. https://www.nytimes.com/1927/07/24/archives/in-the-wonderland-below-tropic-seas-william-beebe-describes-the.html (consulté le 12 Mars 2023).
192 Beebe W. (1928). *Beneath tropic seas: a record of diving among the coral reefs of Haiti*. Department of tropical research of the New-York Zoological Society. G.P. Putnam's sons publisher. 310 p. https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/5/54/Beneath_tropic_seas%3B_a_record_of_diving_among_the_coral_reefs_of_Haiti_%28IA_beneathtropicsea00beeb%29.pdf (consulté le 12 Mars 2023).
193 La bathysphère est un submersible sphérique en fonte rattaché à un câble-téléphone par lequel les explorateurs transmettent leurs observations des profondeurs marines en temps réel au navire de recherche.

dérive lorsque Beebe a tenté d'explorer ses profondeurs vertes à plus de -20 m[194]. La courte description du naturaliste sur le bord d'un précipice escarpé en Haïti a rappelé les forêts sous-marines de l'île Crespo contées par Jules Verne. L'auteur a eu à les dépeindre comme des forêts qui « ne demandent au soleil ni sa lumière ni sa chaleur » dans son ouvrage Vingt mille lieues sous les mers (1869 : p. 244)[195].



Poisson grand porc-épic (dégonflé, gonflé) utilisé par le vodou dans la zombification pour sa neurotoxine



Corail dur corne d'élan aujourd'hui en danger critique d'extinction dans la Caraïbe*

Ver tubicole à panache, populaire en aquarium pour la beauté de sa couronne et sa capacité de filtration

Méduse géante, ou l'histoire du modèle noir, l'Haïtien Joseph, dans le tableau de naufrage de Théodore Géricault : Radeau de la Méduse (1818-1819)

William Beebe dans son scaphandre à casque ou le scaphandre conté par Jules Verne : une sphère de cuivre pour la tête et 2 tuyaux inspirateurs et expirateurs d'air

Floyd Crosby dans ses prises de vue *motion picture* d'un récif coralien au moyen du casque Dunn
Source des photos : William Beebe (1928)

* Agrandissement de captures de films

Photo 8. Découverte de la biodiversité marine d'Haïti en 1925 **(Beebe, 1928)**

194 Beebe, W. (1931, 31 Mai). Bolted inside a steel sphere deep underwater, these explorers made history: To see a "world of life almost as unknown as that of Mars," two explorers climbed inside the bathysphere and descended into the sea's cold depths in 1931. *National Geographic*. https://www.nationalgeographic.com/magazine/article/bolted-inside-steel-sphere-underwater-explorers-made-history (consulté le 13 Mars 2023).
195 Verne, J. (1828-1905). *Vingt mille lieues sous les mers* (Volume 48, Version 2.0 de la Bibliothèque économique du Québec). Collection : À tous les vents. 924 p. https://beq.ebooksgratuits.com/vents/Verne-mers.pdf (consulté le 12 Mars 2023).

Haïti recevra la visite de Jacques-Yves Cousteau avec la Calypso[196] pendant le mandat de *Baby Doc*, le fils du Président François Duvalier lui aussi Président. Il a accosté dans la baie de Port-au-Prince en 1983, soit une année après l'adoption de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer et la même année que l'adoption de la Convention des Nations unies pour la protection et la mise en valeur du milieu marin de la région des Caraïbes. Ces initiatives témoignent de la mobilisation internationale autour de la question environnementale dans sa dimension éthique et militante. Elles tentent d'apporter une réponse aux problèmes de pollution des eaux d'une mer des Caraïbes sur laquelle repose un tourisme balnéaire[197]. Avant-gardiste, Cousteau croit déjà en 1991 que « le réchauffement de la terre et la raréfaction de l'eau sont des menaces beaucoup plus graves et plus urgentes que la pollution chimique dont on s'occupe » (Elnadi et Rifaat, 1991 : p. 12)[198]. Cet océanographe, disciple de l'universitaire William Beebe, est connu pour avoir produit des films d'exploration grâce à la prouesse d'une caméra sous-marine et d'un scaphandre autonome à air comprimé. Il a tourné une centaine de documentaires en acquérant l'expérience et le changement de mentalité relatifs à un espace non maîtrisé. Le cinéaste est passé de dérives écologiques[199] motivées par le désir d'appréhender le milieu marin à un militantisme éclairé respectueux du milieu d'observations scientifiques.

Cousteau réalisera des films sous-marins sur les 3 îles sœurs en étude de la thèse. Avec Louis Malle, il a enregistré plusieurs séquences en couleurs dans les Îlets Pigeons de la Guadeloupe qui lui vaudra le documentaire primé « le Monde du silence » (1956). Le coréalisateur est à l'origine du classement du site en tant qu'aire protégée, commercialisée plus tard sous le nom de réserve Cousteau en reconnaissance. Cette nature sous-marine continuera d'être théâtralisée dans la Caraïbe, sur fond de musiques éclectiques et éclairage de lampes électriques dans les îles sœurs d'Haïti et de Cuba. « Haïti, l'eau de chagrin » tirera la sonnette d'alarme « sur une mer d'une beauté creuse dans le royaume d'Agwe, le Dieu vodou des océans ». Alors que « Cuba, les eaux du destin » sont « un monde sous-marin encore immaculé » et

196 La Calypso est le premier navire français dédié aux missions scientifiques sous-marines grâce à la détermination de Jacques-Yves Cousteau.
197 Les charges polluantes sont générées en majorité par les établissements humains, l'agriculture et l'industrie en ayant comme sources les eaux usées, les hydrocarbures, la sédimentation, les pesticides, les débris marins et déchets toxiques dans les années 80 (PNUE, 1994 : pp. 4-5). Source : PNUE (1994). *Vue d'ensemble complète des sources de pollution dans la région des Caraïbes*. Rapport technique du PEC no 33. PNUE, Programme pour l'environnement des Caraïbes, Kingston, Jamaïque.
198 Elnadi, B. et Rifaat A. (1991). Entretien Jacques-Yves Cousteau. *Le Courrier de l'UNESCO : Environnement et Développement, un pacte planétaire*. pp. 8-13. https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000090242_fre.locale=fr (consulté le 17 Mars 2023).
199 Pendant le tournage du documentaire primé « le Monde du Silence » (1955), l'équipe de Cousteau a épuisé des tortues marines en les chevauchant en mer et sur terre ; cassé et dynamité des récifs coralliens et leurs hôtes pour pouvoir les étudier ; tué des mammifères marins par accident ou des requins à cause de leur symbolisme d'effroi.

« une mer débordante de richesse ». Si la biodiversité marine haïtienne reste exubérante : « […] d'immenses gorgones et des éponges, quelques-unes plus hautes qu'un homme et plus grandes que nous n'en ayons jamais vues », les animaux aquatiques ont tout simplement déserté : « Quel contraste entre ces grandes gorgones, ces roches incrustées d'organismes et les rares bancs de petits poissons de corail ! ». Ensuite, chez le voisin hispanophone, « la mer des Caraïbes est un vivant catalogue de créatures tropicales. […] des poissons de bonne taille parmi les coraux fleurissant… les espèces se mélangent et nagent librement ensemble ».

La dégradation de l'environnement marin et terrestre d'Haïti a conduit Cousteau à y trouver la concentration des dommages causés à la planète : « la croissance incontrôlable de sa population », « une vie précaire et primitive », la surconsommation des pays développés ou encore « la famine » des pays en développement. Pendant que la surpêche y sévit, la pêche « avec discernement » de Cuba a maintenu en priorité nationale l'industrie de la langouste à longues épines. Le peuple cubain a bien compris : « plus il y en a à pêcher, plus il y a de travail pour les pêcheurs, et plus il y a d'argent à gagner », sachant par avance combien « le besoin de produire est un refrain national ». Face à Cuba et au monde entier, Haïti a été présenté en modèle à ne pas suivre : « …un pays qui pourrait bien préfigurer notre avenir » si des actions ne sont pas entreprises. À cette phase de misère, surpopulation et déboisement, l'équipe de Cousteau a cru que les Haïtien.ne.s « doivent maintenant réconcilier leurs croyances et la magie de la nature ». Cette pensée vieille de 40 ans est encore d'actualité en 2024, ainsi que tous les problèmes environnementaux relevés depuis 1986.

La méthode des films d'exploration de Cousteau a popularisé des vocations marines dans de nombreuses émissions télévisées françaises comme : Thalassa (depuis 1975) ; Ushuaïa Nature (1998) ; L'Aventure de la vie (2009) ; Les dessous de l'océan (2015) ; Trois nuances de bleu (2020) ; Les Sentinelles de l'océan (2022) ; La Grande Barrière de corail (2023)[200]. Elles ont été dédiées à la nature ou spécifiquement à la mer, disponibles en ligne et/ou sur câble pour des publics variés de jeunes et d'adultes. Des sélections sur la mer ont été valorisées par Paris Mômes dans le cadre des productions culte du cinéma jeune public (à partir de 3 ans et en

200 Certaines émissions comme Ushuaïa Nature avec Nicolas Hulot ont bénéficié de budgets de production de l'ordre du million d'euros.

vidéo à la demande)[201]. La filmographie du territoire ultramarin de la Guadeloupe et de la mer est tout aussi diversifiée et constitue une « authentique page du cinéma français », d'après France tv. « Le pays aux belles eaux »[202] a été valorisé en destination naturelle et culturelle prisée dans une filmographie actuelle. Ont été produits et diffusés des films d'animation et des documentaires suivant la logique de « continuité économique culturelle » promue par la sénatrice martiniquaise Martine Conconne. Ce registre aux titres évocateurs comprend « Vanille » (Lorin, Auguste et Lanciaux, 2020), « Guadeloupe, des cimes à l'océan » (Laugier, 2019), « Guadeloupe, l'île papillon » (Bissonnette et Hallé, 2018), « L'homme au chevet des coraux » (Rabeau, 2018), « Guadeloupe, sur la route du corail » (Albert et Saint Louis, 2015), « Guadeloupe : au chevet des coraux » (Rouyer et Hery ; 2015), « Guadeloupe, papillon créole » (Brouwers, 2011).

La filmographie de la Guadeloupe sur la mer a marché de pair avec des guides de plongée sous-marine et des livres de voyage comme :

- « la Guadeloupe, entre terre et mer » (Kempa, Gense et Berry, 2019), doté d'apports technologiques dont un parcours 3D, des chants d'oiseaux et la géolocalisation de position à portée d'un *smartphone* ;
- « Guadeloupe en quelques jours » (Thièse, 2021) ;
- « Guide Guadeloupe » (Petit Futé, 2023) disponible en format numérique.

L'archipel a été forgé en terre de tournage pour des films de vacances et des séries à succès avec la mer en décor :

- « *All Inclusive* » (Marvelous Production, 2019), de 3 millions d'euros de dépense et 3 millions et demi de profit local ;
- « Meurtres au Paradis[203]/*Death in Paradise* » (Thorogood, 2011), de 12 millions d'euros de budget et 5 millions de retombées économiques annuelles.

201 Veritti, A. (2024, May 13). 7 films pour célébrer la mer | Paris Mômes. *Paris Mômes*. https://parismomes.fr/a-la-maison/les-films-autour-de-la-mer-enfants-cinema/ (consulté le 1er Avril 2024).
202 Le titre est inspiré du film emblématique de Alfred Chaumel : Guadeloupe, le pays aux belles eaux (1928).
203 La série en cours est une production franco-britannique de 13 saisons en 13 ans ayant cumulé une audience de plus de 100 millions de téléspectateurs dans plus de 210 pays par semaine. Son succès a donné lieu au test d'un « *Death in Paradise Tour* » avec 200 touristes britanniques sur les lieux du tournage de la série via des paquebots de croisière.

Cette industrie cinématographique représente un investissement extérieur de 12 à 15 millions d'euros chaque année[204] dans la mesure où l'archipel dispose depuis 2022 de son premier festival international du film de la mer « O'hE Film Festival ».

En Haïti et à Cuba, la production cinématographique sur la mer est plus modeste puisqu'elle n'est pas une industrie. Néanmoins, elle a été enrichie au contact d'une anthropologie maritime faisant de ces îles des décors d'arrière-plan et des sujets de scénarios sur des thématiques régionales de société. Le rapport des Haïtien.ne.s avec la mer a été développé au travers du dernier documentaire environnemental multiprimé d'Arnold Antonin (2020) : « *Men sa lanmè di*/Ainsi parla la mer/*Thus Spoke the Sea* ». Dès le début, le cinéaste n'a pas voulu réaliser « *yon dokimantè avèk anpil statistik…yon bagay twò…akademik*/un documentaire avec beaucoup de statistiques, un produit trop…académique »[205]. Plutôt, « *se lanmè a mwen ta vle ki pale pawòl sa l'ap soufri e sa l'ap ofri nou* /c'est à la mer que je souhaiterais donner la parole de ses souffrances et de ses apports ». « *Men sa lanmè di*/Ainsi parla la mer/*Thus Spoke the Sea* » a été conçu sur la base d'un dialogue incessant de 49 mn entre :

- la mer, représentée par la voix de la réalisatrice haïtienne Gessica Géneus. La voix-off féminine peut référer à celle de la déesse de la mer Simbi du folklore haïtien.
- et les populations locales, représentées par : (i) des savant.e.s (biologistes, techniciens, plongeurs, experts climatiques, expert.e.s urbanistes, historien.ne.s, apiculteur.trice.s) ; et (ii) des sachants (prêtresse vaudou, pêcheurs, marchandes, artistes, entrepreneur.e.s) dans une cohabitation entre savoir formel et savoir empirique.

La mer soulignera ses nombreux apports à la société haïtienne en ces termes :

> « Mes ressources, vos richesses ! Je suis dans vos chants, dans vos croyances, dans votre quotidien. En plus de vous inspirer, mes ressources vous offrent aussi des richesses matérielles de toutes sortes…Mes vagues sont autant d'opportunités pour une Haïti prospère. »

204 Air Caraïbes (2019, 7 Janvier). Cinéma en Guadeloupe, l'endroit du décor. *Air Caraïbes, le blog officiel*. https://blog.aircaraibes.com/la-guadeloupe-endroit-decor/ (consulté le 1er Avril 2024).
205 FOKAL (2022, 22 Novembre). MARDI.doc : Discussion autour du film AINSI PARLA LA MER. [Vidéo] - 8mn 17 à 18mn36. *YouTube*. https://www.youtube.com/watch?v=8weHvDRpGdM (consulté le 20 Octobre 2024).

Le cinéaste Antonin répétera en écho :

> « *Avni Ayiti se sou litoral la. Oubyen n'ap gen yon avni kotye, oubyen nou pa gen yon avni ditou* / L'avenir d'Haïti est sur le littoral. Soit nous entamons un avenir côtier, soit nous n'entamons plus aucun avenir ».

Il rapportera que la surpêche a tellement vidé les eaux haïtiennes que les mammifères marins se sont comportés comme les populations locales…Ils ont migré vers les cieux ou eaux plus cléments de la Dominicanie. La mer dira dans ses premiers passages sur les AMP, là où « les eaux et les parties de vos côtes que votre État souhaite protéger regorgent de récifs, de mangroves, d'herbiers marins, de plages, de tortues de mer et d'oiseaux marins ». Antonin a été surpris par le contraste saisissant (i) de la beauté en amont des baies haïtiennes à partir des montagnes, (ii) et du littoral en aval jonché de déchets.

Arnold Antonin a contribué à diffuser la perception des Haïtien.ne.s de la mer par le biais du 7eme art. La Professeure de littérature Joëlle Vitiello (2022, 6 Avril) interprétera « Ainsi Parla la mer » comme un plaidoyer éloquent de la mer pour ces paysages en danger en Haïti et un cri de « J'accuse » au sujet de l'impact des changements climatiques[206]. Dans l'ordre des comportements paradoxaux des populations locales, le cinéaste évoquera : (1) des pêcheurs aguerris partant plusieurs jours au large sans savoir nager ; (2) des maisons rurales construites en donnant dos à la mer, même si elles sont côtières. Le chercheur Jean-Marie Théodat décrira les Haïtien.ne.s comme « des insulaires très peu marins » (1998). La mer, à l'image de « la traversée » discutée par Arnold Antonin, est le thème du long-métrage de 70 mn du réalisateur Frantz Suffren (2022-2024). « *Lòtbò* (De l'autre côté de la mer) | USA, un avant-goût du ciel » relate l'échec de la traversée de son père « *boat people* ». Il a voulu rejoindre illégalement les États-Unis, motivé par le « *American dream* »[207]. Cette traversée a déjà été entreprise par les Arabes dans les années 1880 à la faveur de « la saga des Libanais en Haïti »[208]. Le réalisateur et cinéaste Mario Délatour, un de leurs descendants haïtiens, leur a dédié un film de 52 mn en 2005 : « Un certain

206 Vitiello, J. (2022, 6 Avril). Le « J'accuse » de la Mer d'Haïti autour du film « Ainsi Parla la Mer/ Thus Spoke the Sea » d'Arnold Antonin. *AlterPresse*. https://www.alterpresse.org/spip.php?article28168 (consulté le 20 Octobre 2024).
207 Africultures (2024). *Lòtbò (De l'autre côté de la mer) | USA, un avant-goût du ciel*. https://africultures.com/films/?no=24127 (consulté le 20 Octobre 2024).
208 Khatlab, R. (2008, 15 Décembre). La saga des Libanais en Haïti. *L'Orient-Le Jour*. https://www.lorientlejour.com/article/877/La_saga_des_Libanais_en_Haiti.html (consulté le 20 Octobre 2024).

bord de mer, un siècle de migration arabe en Haïti »[209]. Ces fins commerçant.e.s deviendront les nanti.e.s cité.e.s dans l'assassinat du feu Président Jovenel Moise et déclassé.e.s « oligarques » par l'inconscient collectif des haïtien.ne.s afrodescendant.e.s.

À Cuba, les productions cinématographiques ont combiné des documentaires sur la beauté du milieu marin comme en Guadeloupe, aux documentaires ethnographiques sur le rapport des populations locales avec la mer comme en Haïti. France Télévisions et la BBC ont collaboré sur la coproduction internationale « Cuba, révolution sauvage » (2019) de 86 mn de John Murray. Ils ont permis de dévoiler la beauté naturelle intacte de grottes et de gouffres, de mangroves, de fonds marins exceptionnels et de coraux sur France 5. « Cuba, révolution sauvage » a, dans une « dramaturgie spectaculaire »[210] paraît-il, assemblé des vidéos du plus petit oiseau de la planète (le colibri d'Elena) au redoutable crocodile local de près de 6 m de long. Cet environnement préservé du tourisme de masse en conséquence de l'embargo des États-Unis a forgé Cuba en une destination prisée dans les émissions « Échappées belles » ; et les documentaires « Cuba : une île de caractère »[211], « Découvrir Cuba : Destination de rêve pour les Français »[212]. Des femmes biologistes marines comme Juliette, dirigent un programme de surveillance et de recherche sur le corail dans « Cuba, l'Île Sanctuaire - Episode 2 : Les mondes intérieurs » (2017)[213]. En sortant des clichés de films historiques associés à la politique et aux mythes de la révolution en Amérique latine, *Ocean Film Tour* a produit le documentaire « Havana Libre » de 37 mn sur les surfeur.euse.s cubain.e.s Franck et Yaya. Il les a suivi.e.s durant plusieurs années dans leur combat en vue de la reconnaissance officielle du surf par les autorités publiques. Les séquences vidéo ont traduit une histoire inspirante à la lumière d'une lecture approfondie de la contre-culture[214] et de la légitimité d'un sport aquatique à l'orée des jeux olympiques mondiaux[215].

209 Africine (2005). *Un certain bord de mer, un siècle de migration arabe en Haïti*. http://www.africine.org/film/un-certain-bord-de-mer-un-siecle-de-migration-arabe-en-haiti/1140 (consulté le 20 Octobre 2024).
210 Constant, A. (2019). « Cuba, révolution sauvage » : un paradis naturel préservé. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/culture/article/2019/06/25/cuba-revolution-sauvage-un-paradis-naturel-preserve_5481271_3246.html (consulté le 20 Octobre 2024).
211 Slice Voyage (2022). CUBA : une île de CARACTÈRE | WIDE | DOC COMPLET. *YouTube*. https://www.youtube.com/watch?v=4C0io8lKWvA (consulté le 20 Octobre 2024).
212 Imineo Documentaires (2022). Découvrir Cuba : Destination de rêve pour les Français. *YouTube*. https://www.youtube.com/watch?v=OvtsSBCuZ4 (consulté le 20 Octobre 2024).
213 Slice Voyage (2023, 11 Septembre). Cuba, l'Île Sanctuaire - Épisode 2 : Les mondes intérieurs (2017). Documentaire de Pierre Belet. *YouTube*. https://www.youtube.com/watch?v=OmrjW9Xfkcg (consulté le 21 Octobre 2024).
214 Ocean Film Tour (2021). *Havana libre*. https://fr.oceanfilmtour.com/fr/program/volume-10/havana-libre (consulté le 20 Octobre 2024).
215 Guet, M.-A. (2021, 18 Février). Havana Libre : un film sur la légalisation du surf à Cuba. *Surfsession*. https://www.surfsession.com/actu/teaser/havana-libre-film-legalisation-surf-cuba-218212356/ (consulté le 20 Octobre 2024).

La reprise des relations de Cuba et des États-Unis s'est soldée sur la production conjointe d'un film biographique sur le célèbre auteur Ernest Hemingway : « *Papa Hemingway in Cuba* » (2016), une première depuis 1959. Le tournage a eu lieu dans le port de pêche *Cojimar* qui lui a inspiré le roman : « Le vieil homme et la mer » de prix Pulitzer. Selon le réalisateur états-unien Bob Yari,

> « *Hemingway was probably the most prominent American to make Cuba his home, and I think the people of Cuba to this day cherish him and love him…And hopefully this film will become an addition to that component of bridging this gap between two cultures and two peoples that have drifted apart* »[216].

Un autre village cubain de pêche a été associé au cinéma : Gibara et son Festival international de cinéma « pauvre »[217]. À Cuba, la mer renvoie à la traversée comme en Haïti, mais pour des raisons subtilement différentes. Pendant que les États-Unis se servent des exilés comme propagande anti-castriste, le film *Scarface* avec le personnage de Tony Montana (1932) a retracé l'arrivée des *Marielitos* à Key West par bateau (Berthier, 2018 : p. 147) [218]. Ils ont été traités de « *gusanos* » par le Président Fidel Castro qui a voulu se débarrasser de délinquants, malades, prisonniers, homosexuels. Des « *Balseros* », la version cubaine des boat people haïtien.ne.s, suivront les *Marielitos*. Ce sont des cubain.e.s démuni.e.s fuyant la précarité de leur pays d'origine sur des embarcations de fortune au début des années 1990. Les eaux marines de Cuba démontreront la résilience des femmes lors d'un parcours sportif. Elles ont été immortalisées dans le film inspiré de faits réels et nominé aux Oscars du réalisateur Jimmy Chin : « Insubmersible » (2023). L'athlète de 60 ans Diana Nyad aura couvert à la nage les 160 km séparant Cuba de la Floride en 53 heures. À la fin de son exploit, elle dira : « Il ne faut jamais abandonner. On n'est jamais trop vieux pour poursuivre ses rêves »[219].

---

216 The Associated Press (2014, 7 Mai). *Hemingway Biopic 'Papa' First Hollywood Feature Film Shot in Cuba in 45 Years*. https://www.hollywoodreporter.com/news/general-news/hemingway-biopic-papa-first-hollywood-701957/ (consulté le 20 Octobre 2024).

217 Selon Fernández, ce sont des cinémas avec des films à budgets limités (en phase avec les économies des pays sous-développés) sans que leurs qualités esthétiques et éthiques ne soient corrompues.

218 Berthier, C. (2018). *Histoire et représentations au cinéma : Cuba dans l'imaginaire américain au regard des relations américano-cubaines (1898-2014)* [Mémoire de master, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne]. HAL archives (dumas-02861080f). https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02861080v1

219 Outside (2023, 6 Novembre). *Le dernier film de Jimmy Chin sur l'incroyable traversée Cuba-Floride par Diana Nyad, enfin sur Netflix*. https://www.outside.fr/le-dernier-film-de-jimmy-chin-sur-lincroyable-traversee-cuba-floride-par-diana-nyad-enfin-sur-netflix/ (consulté le 20 Octobre 2024).

1.3. Un impérialisme bleu favorable aux aires marines protégées d'Haïti

Haïti a créé plusieurs aires protégées sous le Président Élie Lescot, décrié localement pour sa trop fervente admiration envers les États-Unis. Les îles de la Gonâve et la Tortue deviendront des « zones réservées » dans le sillage du renforcement des garde-côtes attribuable à ses initiatives. La présence de ces forces armées paraît pertinente à la vérification des navires en cas de transport de bois sans autorisation du Service national de la production agricole et de l'enseignement rural (Art. 3)[220]. Ce classement de « zones réservées » a initié des efforts de protection et de conservation des paysages et des régions prônés par la convention du 12 Octobre 1940 des pays de l'Amérique (Art. 5). Si les zones réservées sont des îles, la démarche de protection reste terrienne puisqu'elle concerne l'exploitation intensive des bois (Préambule) et l'étendue du territoire national comprise dans leurs limites (Art. 1). Cette délimitation terrestre suit le modèle des premières lois haïtiennes sur les aires protégées de forêts réservées (1926, 1937)[221]. En accord avec la doctrine de Monroe, une assistance aux pays a permis d'établir en 1985 un profil environnemental sur un financement de l'Agence des États-Unis pour le développement international. L'impérialisme des États-Unis d'Amérique au départ des Européen.ne.s prévaudra aussi bien sur ses superficies terrestres que marines[222] : l'impérialisme bleu. C'est cette même assistance qui a permis à Cuba de bénéficier de l'expertise du consultant Kenton Miller en 1973 à travers le projet Intégré de Développement Agricole et Forestier (INDAF)[223]. Le chercheur états-unien a eu à proposer le cadre conceptuel d'un « système national d'aires naturelles et culturelles » matérialisé en « système de réserves naturelles » par l'Institut cubain de botanique.

4 aires ont été ciblées en Haïti pour la conservation marine simultanément à la ratification de la Convention internationale du 12 Octobre 1940 :

- le parc marin des Arcadins : des cayes « *with adjacent reefs* », « *also traditional fishing ground* ».

220 Décret nº 28 du Jeudi 6 Avril 1944 déclarant « zones réservées » toute l'étendue du territoire national comprise dans les limites des îles de la Gonâve et de la Tortue.

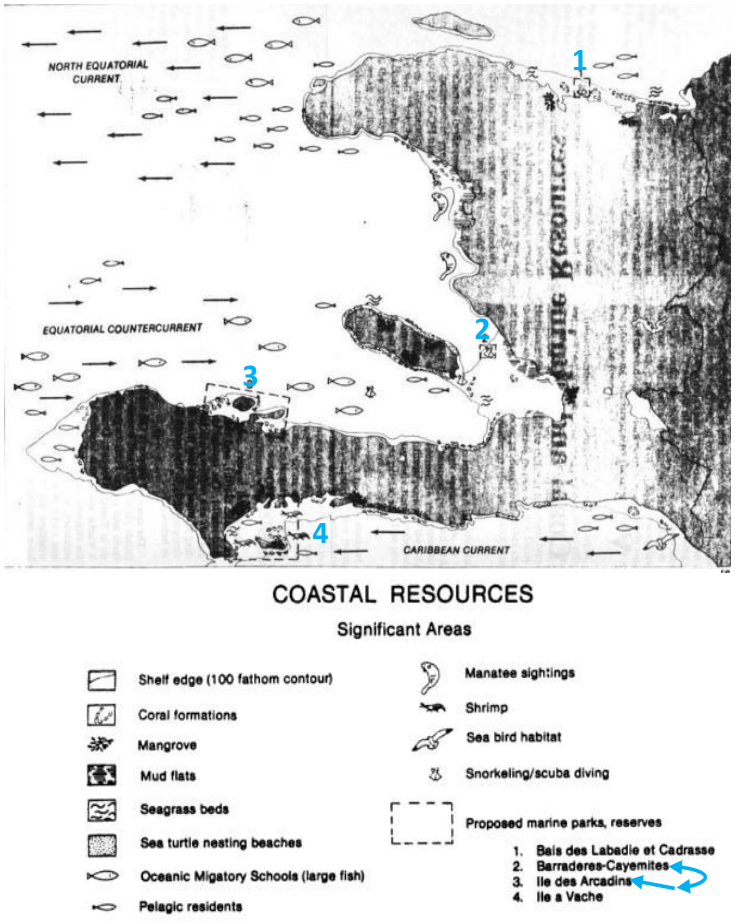
221 Arrêté présidentiel nº 36 du Jeudi 16 Mai 1926 sur la forêt nationale de St Raphaël, Loi no 12 du Jeudi 11 Février 1926 sur les Forêts nationales réservées, Arrêté nº 81 du Jeudi 7 Octobre 1937 déclarant zone réservée la région entre Fonds Verrette et Bodarie, Arrêté nº 66 du Lundi 10 Août 1937 déterminant le périmètre de la zone réservée Cerisier Plaisance.

222 L'amendement de 1983 à la loi sur l'aide extérieure a autorisé le Président états-unien à porter assistance aux pays qui ont besoin de protéger et de maintenir l'habitat des espèces sauvages menacées ou en voie de disparition. Il fait partie des nombreux textes juridiques qui formalisent la mainmise des États-Unis sur la Caraïbe, à citer le *Guano Island Act* concernant l'île de la Navase.

223 Un projet de 50 millions de dollars US (1973-1983) du Gouvernement cubain mené en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

- la réserve marine Baradères/Cayemites, « *one of Haiti's most outstanding coastal areas* ».
- Île-à-Vache, « *one of the largest coral reef systems found in Haitian waters* ».
- les réserves marines des baies de Labadie et de Cadrasse « *where breeding stocks of commercially desirable species could be protected* » (Ehrlich et al., 1985: p.74-75)[224].

Elles sont représentées sur une carte originale qui montre pareillement le sens de migration des poissons et la localisation du mammifère marin des lamantins (**Réf.** Carte 6).



Carte 6. Illustration des 4 aires proposées en parcs ou réserves marins **(Ehrlich, 1985 : p. 58, 59)**

224 Ehrlich, M., Conway, F., Adrien, N., Lewis L., Lauwerysen, H., Lowenthal I., Mayda Y., Paryski P., Smucker G., Talbot, J., Wilcox E. (1985). *Haiti, country environmental profile : a field study*. Rapport financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), 120 p.

Les lamantins sont aujourd'hui en voie de disparition en Haïti. Un petit a eu à être repéré en 2019 dans le département des Nippes avec la bonne nouvelle que « cela pouvait supposer la présence des parents dans les parages », selon la spécialiste en environnement Alexandra V. D. Pierre[225]. Mais, il sera martyrisé par des populations locales mal informées jusqu'à sa mort.

4 aires ont été ciblées par l'IIED et l'USAID la même année que l'investigation des profondeurs sous-marines du monde par les États-Unis. Le pays continental a eu à participer aux côtés de la France à l'expédition sur les épaves du paquebot de luxe Titanic à -3,78 km. Le site du drame déclaré « Mémorial maritime » par le Congrès états-unien a donné lieu au film emblématique de James Cameron qui a rapporté 2,243 milliards de dollars US et célébré ses 25 ans en 2023 en France. Le seul Noir et Caribéen connu du naufrage du Titanic a été un Haïtien du nom de Joseph Laroche (1886-1912). Le Mémorial maritime ne finira pas de causer des sinistres avec la disparition, le 22 juin 2023, des 5 passagers du sous-marin « Titan » en tourisme scientifique. Le fait d'actualité a même suscité une tendance de recherche associée au mot « marin » dans Google Trends pour 2 des 3 îles sœurs à l'étude dans la thèse. Toujours dans l'intérêt marqué des États-Unis pour les océans, l'administration Biden-Harris s'est engagée en 2023 à investir 6 milliards de dollars US[226] dans leur protection, dont près de 5 milliards consacrés à la lutte contre les changements climatiques. Les champs priorisés dans la Caraïbe lors de la Conférence Notre Océan (2023) ont été : (i) des systèmes d'alerte précoce, (ii) des programmes sur l'économie bleue, sans oublier (iii) un transport maritime écologique, (iv) l'énergie renouvelable en mer sur des sites durables[227].

En remontant l'histoire nationale de la conservation côtière et marine, les quelques études techniques et scientifiques menées sur les côtes et la mer d'Haïti se sont poursuivies entre 1985 et 2001. La population de certaines espèces marines en danger comme les tortues et le lambi a été estimée dans le cadre de projets régionaux

225 Roc, N. (2019, 13 Septembre). Massacre d'un bébé lamantin, espèce protégée et en extinction, à Grand Boucan. *Juno7*. https://www.juno7.ht/exclusif-massacre-dun-bebe-lamantin-espece-protegee-et-en-extinction-a-grand-boucan/ (consulté le 9 Octobre 2024).
226 Bureau of oceans and international environmental and scientific affairs (2023, 3 Mars). *U.S. Delegation Announced 6 billion USD in Commitments to address threats to our ocean, doubling last year's pledge at eighth our ocean conference*. US Department of States. https://www.state.gov/u-s-delegationannounced-6-billion-usd-in-commitments-to-address-threats-to-our-ocean-doubling-last-years-pledge-at-eighth-our-ocean-conference/ (consulté le 22 Mars 2023).
227 ShareAmerica (2023, 10 Mars). *Les États-Unis s'engagent à investir 6 milliards de dollars dans la protection des océans*. https://share.america.gov/fr/les-etats-unis-sengagent-a-investir-6-milliards-de-dollars-dans-la-protection-des-oceans/ (consulté le 22 Mars 2023).

(Ottenwalder, 1987[228] ; Glazer, 1991[229]). Le décret nº 81 du 20 Novembre 1978 réglementant l'exercice du droit de pêche a bien interdit la capture des tortues de mers et la collecte de leurs œufs (Art. 97). Il entend les protéger, ainsi que celles des eaux douces contre des pratiques :

- de consommation dans des plats locaux et d'animaux de compagnie ;
- de fabrication d'articles cosmétiques (carapaces pour la décoration intérieure, colliers d'artisanat) ;
- d'organisation impactante de rituels vaudous (présence physique dans les temples vodous, consommation et produits dérivés- pommades, poudre - pour lutter contre des forces maléfiques)[230].

Ce décret a été actualisé par la prise d'arrêtés communaux laissés à la discrétion des mairies, incluant celle de Belle-Anse localisée dans la réserve de biosphère la Selle et avec action sur l'AMP du Parc de Lagon des huîtres. La société civile entreprendra, par le biais de l'ONG *Haiti Ocean Project*, l'unique centre de sauvetage et de réhabilitation des tortues marines d'Haïti. Ce centre de l'AMP de Baradères-Cayemites renferme l'ambition de devenir un hôpital animalier[231]. L'initiative de protection est louable par rapport à l'ampleur du trafic des tortues en Haïti. En effet, des douaniers effectueront « une saisie record » de 5 000 écailles tirées de près de 400 tortues marines *Eretmochelys imbricata* en France. La cargaison de 496 kg d'Haïti, estimée à 300 000 euros en 2017, a été en route pour le Vietnam[232].

Le décret nº 81 du 20 Novembre 1978 a tout aussi interdit la capture et l'exploitation du lambi dans les eaux du Nord et du Nord-Ouest jusqu'à nouvel ordre (Art. 124). La décision ponctuelle de régénération n'arrêtera pas les mesures suspensives de la Convention de 1973 sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES en Anglais)[233] contre cet État non-partie à cause des captures juvéniles. Au regard de la Convention CITES, Cuba

228 Ottenwalder, J.A. (1987). *Ad Hoc National Report to WATS II for Haiti*. Rapport préparé pour le Second Western Atlantic Turtle Symposium (WATS II), 12-16 Octobre 1987, Mayagüez, Porto-Rico. Doc. 044. 29 p. https://www.widecast.org/Resources/Docs/WATS/WATS2/NatReports/Haiti_National_Report_to_WATS_II_Ottenwalder_1987_w_orig.pdf (consulté le 20 mars 2023).
229 Glazer, R.A. (1991). *Inclusion of Strombus gigas in Appendix II of CITES*. Proposition soumise à la révision de l'IUCN : SSC Trade Specialist Group. 15 p.
230 Paul, J. M., Saint-Louis, L. J., et Cezilly, F. (2023). Commercialization, Voodoo Ritual, and Use of the Endangered Hispaniolan Slider, Trachemys decorata, in Haiti: Implications for Conservation, *Chelonian Conservation and Biology 22*(1), pp. 68-79. https://doi.org/10.2744/CCB-1558.1
231 Haiti Ocean Project (2019). *L'hôpital des tortues*. http://www.haitioceanproject.org/index.php/fr-fr/?option=com_sppagebuilder&view=page&id=20 (consulté le 8 Avril 2024).
232 Meyze, C. (2017, 19 Juillet). Une demie tonne d'écailles de tortues saisie à Roissy-Charles de Gaulle. *Franceinfo*. https://france3-regions.francetvinfo.fr/paris-ile-de-france/paris/grand-paris/demie-tonne-ecailles-tortues-saisie-roissy-charles-gaulle-1299739.html (consulté le 8 Avril 2024).
233 CITES (2003). *La CITES suspend le commerce du lambi*. https://cites.org/fra/news/pr/2003/031001_queen_conch.shtml (consulté le 3 Avril 2024).

se verra suggérer à l'inverse une augmentation du quota annuel de capture au cours du même intervalle. En Guadeloupe, l'importation du lambi a cessé de Juillet 1997 à Décembre 2001 en application de la réglementation sanitaire de l'UE sur les aliments[234]. Haïti a été impliqué le 31 Décembre 1987 dans le scandale du déversement de 4 000 des 25 000 tonnes de cendre toxique[235] par le cargo Khian Sea dans la rade des Gonaïves (Artibonite). D'après l'Ingénieur maritime Pierre Rossini Jacques (2021), l'« Odyssée du Khian Sea » a été l'un des premiers cas médiatisés de tentative d'exportation de déchets potentiellement dangereux[236]. Elle a contribué à la pertinence de la Convention de 1989 de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières des déchets dangereux et leur élimination, tandis que les États-Unis et Haïti ne le ratifieront pas contrairement à Cuba et à la Guadeloupe (France). Haïti n'a pas signé la Convention de Carthagène pour la protection et la mise en valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes non plus, contrairement à Cuba et la Guadeloupe (France) à l'avoir adhérée et/ou ratifiée. Le pays a été parmi les principaux exportateurs de poissons ornementaux de la Caraïbe vers les États-Unis entre 1989 et 1992 malgré l'absence d'évaluation du stock exploité (Chapman et al., 1997 : p. 3)[237].

1989 a été une année intense du point de vue environnemental dans les 2 îles sœurs de la thèse. Cuba a organisé son premier atelier national sur des aires protégées de composante terrestre et côtière[238]. L'atelier correspond aux idées du Symposium national de 1958 sur les ressources naturelles. Le symposium a été un « *momento culminante […] que contó con la participación de expertos estadounidenses pertenecientes al gobierno y a instituciones académicas* (p. 77-78) »[239]. La Guadeloupe a donné le statut de parc national à la réserve naturelle maritime du Grand Cul-de-sac marin[240], conformément aux planifications territoriales prônées par l'écodéveloppement. Le focus sur le parc marin haïtien des Arcadins a occasionné des activités de démarrage du Projet de sa création et de développement communautaire (1990-

234 CITES (2003). *Dix-neuvième session du Comité pour les animaux,* Genève (Suisse), 18 – 21 Août 2003 (AC19 Doc. 8.3).
235 Selon les analyses effectuées par des organisations internationales dont *Green Peace* et l'Agence américaine pour la protection de l'environnement, ces cendres « *fatra pwazon* », présentées en fertilisant au gouvernement et aux populations locales, contiennent des métaux lourds (aluminium, arsenic, chrome, cuivre, plomb, mercure, nickel, platine, zinc, dioxine) et d'autres matières hautement toxiques (Le Nouvelliste, 2000).
236 Jaques, P. R. (2021, 20 Janvier). L'odyssée du Khian Sea. *Blog de la Fondation Haïti Maritime*. https://haiti-maritime.org/2021/01/20/lodyssee-du-khian-sea/ (consulté le 1er Avril 2024).
237 Chapman, F. A., Fitz-Coy, S. A., Thunberg, E. M., et Adams, C. M. (1997). United States of America trade in ornamental fish. *Journal of the World Aquaculture Society*, *28*(1), pp.1–10. https://doi.org/10.1111/J.1749-7345.1997.TB00955.X
238 Les aires protégées côtières ont essentiellement regroupé des aires de mangroves, des lagons et autres.
239 Monzote, R. F. (2021). Cuba-US working together again: lessons from environmental cooperation / Cuba-Estados Unidos volviendo a trabajar conjuntamente: lecciones de la cooperación Ambiental. Dans Dr. M. E. Crahan (éditeur), *Breve repaso histórico al intercambio en temas ambientales entre Estados Unidos y Cuba* (pp.72-80). Columbia University.
240 C'est le premier parc français en milieu tropical, le plus grand des Petites Antilles avec ses 17 300 ha.

1991)[241]. Avec la prééminence de la société civile dans l'évolution de la pensée écologique, l'une des plus anciennes organisations haïtiennes de conservation marine a vu le jour en 1992 : la Fondation pour la Protection de la Biodiversité Marine (FoProBim) avec le biologiste marin Jean Wiener. De notoriété internationale, la FoProBiM est le seul membre de l'UICN en Haïti, point focal institutionnel depuis 2004[242]. Elle est impliquée dans les commissions mondiales sur les AMP et sur la gestion des écosystèmes.

Haïti signera, tout comme Cuba et la Guadeloupe (France) : (i) la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) ; (ii) la CNUCC durant l'année 1992 avant de les ratifier en 1996. Cuba et la Guadeloupe y ajouteront/ont ajouté la Convention de Ramsar. Le premier colloque national sur les parcs et les aires protégées d'Haïti a été organisé en 1994 dans le cadre d'un projet conjoint de l'Institut National de Sauvegarde du Patrimoine National (ISPAN) et de la Fédération des Amis de la Nature (FAN). Il a pointé : (a) la nécessité de promouvoir des parcs à des fins de développement et de conservation sur une base durable ; (b) et la mise en œuvre de stratégies pour la survie des projets de parcs existants et l'implantation/création d'autres parcs à caractère prioritaire (Valmé, 1994 : p. 36)[243]. Un premier projet de conservation combinant composantes marine et terrestre a été pris en compte dans la proposition de la réserve biosphère de Macaya. Le second atelier cubain sur les aires protégées a eu lieu en 1995 et a abouti à la reconnaissance explicite de la composante marine des aires protégées. D'après Angulo-Valdés, 18 aires marines ont été soumises à la déclaration de réserve de pêche par l'Institut d'océanologie (2005 : p. 97).

Le MdE haïtien prendra la paternité du secteur à la publication de la loi du 28 janvier 1995 étendant le nombre de ministères à 18 pour monter un gouvernement. Le texte juridique n'est pas encore une loi organique toutefois, il l'a énoncé dans la liste des institutions régaliennes du pays. Le Décret nº 80 du 9 Octobre 1995 créera un organisme déconcentré du ministère de la culture au nom évocateur de l'Office National d'Archéologie Marine (OFNAM). Celui-ci ne verra jamais le jour simultanément à la dissolution de la Commission nationale du patrimoine aussi en charge

241 USAID (1990-1991). Projet de création d'un parc marin aux Arcadins et de développement communautaire avec les pêcheurs de Lully. Projet financé en espèce par l'USAID, et en nature par le World Wildlife Fund (WWF), la firme de Wilcox Associates, l'association Hôtelière d'Haïti, la compagnie d'aviation American Airlines ainsi que deux hôtels haïtiens (la Villa Créole et l'Hôtel de Kaliko Beach) et le Kaliko Club de Plongée Sous-Marin. 15 p. https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/pdabf183.pdf (consulté le 20 Mars 2023).
242 https://www.foprobim.org/ (consulté le 15 Mars 2023) / https://www.iucn.org/ru/node/34448 (consulté le 28 Mars 2023).
243 Valmé, G. (1994, 8-10 Avril). *La situation des aires à conserver en Haïti : bilan-perspectives* [Séminaire]. Séminaire Environnement sans frontière : Perspectives sur un dialogue, Barahona, République Dominicaine. pp. 28-38.

de l'héritage naturel. Cuba a connu son ministère de l'environnement à la période de 1994, bien après celui de la France en 1971 : le Ministère de la science, de la technologie et de l'environnement (CITMA en Espagnol). CITMA est né de la fusion de la structure administrative de : (i) l'Académie des sciences[244] dans sa version de 1962 ; (ii) de la Commission nationale pour l'environnement et les ressources naturelles ; (iii) du Secrétariat exécutif aux affaires nucléaires[245]. Sa création ainsi que celle du Centre National des Aires Protégées (CNAP) l'année suivante a découlé du processus de réorganisation des agences de l'administration centrale et de l'institutionnalisation de son système national d'aires protégées.

L'interrelation de la science et de l'environnement dans la gestion des aires protégées s'est aussi retrouvée en Guadeloupe. Plusieurs actions ont attesté de ces « territoires d'expérimentation et de recherche » à forte naturalité :

- l'intégration d'un conseil scientifique de 30 membres dans la gouvernance, dont 40 % de femmes en 2019, sachant que la parité est un des critères d'attribution de la liste verte de l'UICN ;
- l'élection de Jacques Portecop dans le double rôle de président de l'Université des Antilles (1989-1994) et du Parc national de la Guadeloupe (1989 à 2002) ;
- l'accueil et le financement de la recherche, la consécration de « sites de référence » dans une démarche française de suivi de la biodiversité au sein des parcs nationaux[246] ;
- l'établissement d'un service dédié à la connaissance comptant un chargé de mission « Milieux marins » et un chargé de mission « Appui scientifique et vulgarisation »[247].

Le Ministère haïtien de l'environnement est le principal acteur institutionnel dans la chaîne de décisions sur la conservation côtière et marine. Cependant, il ne s'appuie pas dans ses travaux : (a) sur des instituts techniques et scientifiques locaux comme à Cuba, (b) sur l'université locale comme en Guadeloupe, en plus des universités de l'Hexagone. L'éventualité devient un fait accompli lorsqu'une université

244 D'après l'éditorial de la Revue cubaine de médecine tropicale (1996), l'Académie cubaine des sciences fondée en 1861 est « la primera sociedad ilustrada de su tipo en las Américas » (hors Europe et avant celui des États-Unis de 1863).
245 Conseil scientifique international (s.d.). *Cuba, Académie cubaine des sciences : L'Academia de Ciencias de Cuba est membre depuis 1931*. https://council.science/fr/member/cuba-academia-de-ciencias-de-cuba/ (consulté le 3 Avril 2023).
246 Parcs nationaux de France (s. d.). *Implication dans la recherche scientifique*. https://www.parcsnationaux.fr/fr/des-actions/actions-scientifiques-inter-parcs/implication-dans-la-recherche-scientifique (consulté le 5 Avril 2024).
247 Parc national de la Guadeloupe (s.d.). *Objectifs*. https://www.guadeloupe-parcnational.fr/fr/des-connaissances/les-missions-scientifiques/objectifs (consulté le 5 Avril 2024).

étrangère avec une bonne traçabilité financière gagne un appel à proposition sur une problématique environnementale locale. D'ailleurs, le financement public de l'enseignement supérieur ne vaut que 0,33 % du produit intérieur brut ou 1,17 % du budget national sur les 30 dernières années [248] dans un pays en « transition démographique »[249], c'est-à-dire avec 54 % d'une population de moins de 25 ans[250], un âge médian de 22 ans[251]. La production scientifique haïtienne est tout aussi faible :

- seulement 19 % d'articles consacrés à l'environnement contre 59,9 % en agronomie produits par l'UniQ et recensés dans les bases de données *ResearchGate, Scopus, Google scholar* réunies au 31 Décembre 2020 (César et al.)[252] ;
- un H-index de 6 en Haïti contre 25 à Porto-Rico et la Caraïbe pour des articles sur les changements scientifiques produits entre 1997 et 2021 dans la base de données Scopus (Célius et al.)[253].

Ce résultat converge vers l'asymétrie des contributions des scientifiques issues des pays à revenu faible et intermédiaire dans les sciences de durabilité entre Janvier 2018 à Février 2021 :

- Sur 300 articles publiés dans *Nature Sustainability*, 3,7 % des auteurs y sont originaires, avec seulement 11,2 % de femmes dans les 3, 7 % ;
- Sur 2 994 articles publiés dans *Nature*, 0,8% des auteurs y sont originaires, avec 23,4% de femmes dans les 0,8 % ;

sachant que 68,8 à 100 % des études du Sud ont été menées avec des scientifiques de pays hôtes comme les États-Unis (34,8 %), la Chine (13,9 %) et la Grande-Bretagne (10,3 %) représentant 59 % des publications dans *Nature Sustainability* (Dangles, et al. (2022)[254].

---

248 Jacob, S. (2020). Massification et financement public de l'enseignement supérieur en Haïti : problèmes et défis. *Revue Internationale des Sciences Administratives*, 86, pp. 365-383. https://doi.org/10.3917/risa.862.0365

249 Le terme a été emprunté au Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) à partir de sa brochure titrée « Y a-t-il explosion démographique en Haïti ?

250 Manigat, N. (2021, 7 Janvier). Haïti 2021 : Bonus ou bombe démographique des jeunes ? *Le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/224991/haiti-2021-bonus-ou-bombe-demographique-des-jeunes (consulté le 22 Août 2024).

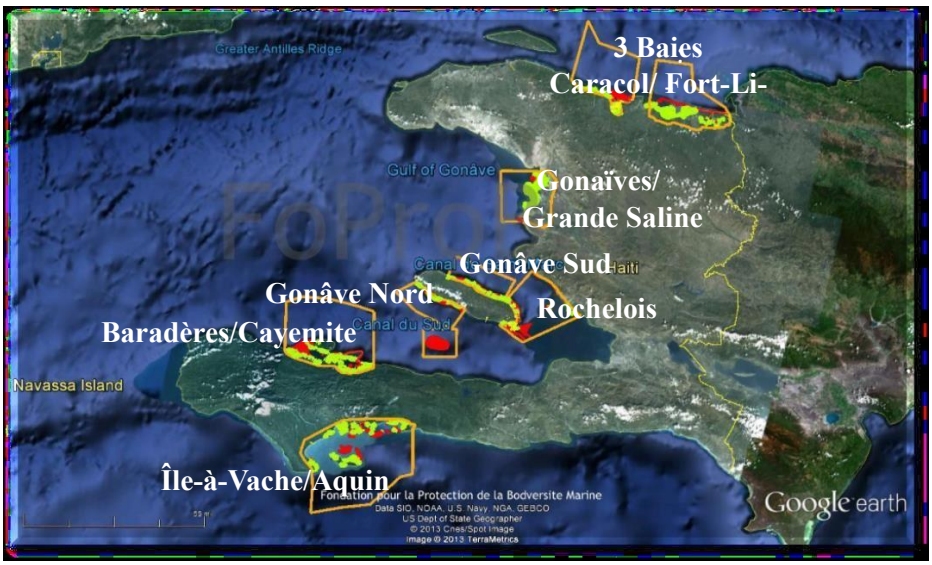
251 AlterPresse (2010, 12 Août). *12 août, journée internationale de la jeunesse. L'Unfpa-Haïti préconise un dialogue avec les jeunes pour faire face, entre autres, aux vulnérabilités post-séisme*. https://www.alterpresse.org/spip.php?article9829 (consulté le 22 Août 2024).

252 Césars J., Alexis M. et Emmanuel E. (2021). Use of altmetric and bibliometric indicators to measure scientific productivity in the fields of life and earth sciences: case study from Haiti. *European Scientific Journal*, ESJ, *17*(21), 316. https://doi.org/10.19044/esj.2021.v17n21p316

253 Célius, S. R., Durand, S., Noncent, D., Césars, J., Emmanuel, E., (2023). *Analyse scientométrique de la production scientifique en changement climatique sur la Caraïbe : cas d'Haïti* [Poster de présentation]. Colloque « Les changements climatiques et l'espace haïtien : enjeux et perspectives », Port-au-Prince, Haïti. https://hal.science/hal-04232612 (consulté le 5 Avril 2024).

254 Dangles O, Struelens Q, Ba M-P, Bonzi-Coulibaly Y, Charvis P, Emmanuel E, González Almario, C., Hanich, L., Koita, O., León-Velarde, F., Mburu, Y. K., Ntoumi, F., Restrepo, S., Vidal, L. (2022) Insufficient yet improving involvement of the global south in top sustainability science publications. *PLoS ONE 17*(9): https://doi.org/10.1371/journal.pone.0273083

Le Ministère haïtien de l'Environnement a participé en 1998 aux réunions de l'UNESCO dans le cadre du projet « *Environment and Development in Coastal Regions and in Small Islands* ». 3 sites côtiers ont été considérés pour participer aux programmes « *Caribbean Coastal Marine Productivity* » (CARICOMP)[255] et « *Coast and Beach Stability in the Caribbean Islands* » (COSALC)[256] : (i) les mangroves de l'embouchure du fleuve Artibonite dont *Khian* Sea a contaminé les eaux et le littoral ; (ii) les mangroves de l'Île-à-Vache ; (iii) les mangroves de la baie des Baradères (UNESCO, 1998 : p. 15)[257]. Ces programmes ont été lancés dans le but de surveiller l'érosion des plages et de stabiliser la ligne côtière des îles de la Caraïbe. En attendant, des aires marines sont formellement intégrées au système cubain des aires protégées en tant que sous-partie. La Guadeloupe entame la création de la réserve naturelle nationale des îlets de Petite-Terre de 0,69 km^2 et de catégorie IV de gestion. En Haïti en 2000, la FoProBim croise les 4 aires de l'USAID (1985) aux 3 aires de l'UNESCO (1998) pour les compléter de 5 aires supplémentaires : (a) 2 à l'Île de la Gonâve ; (b) 1 aux Gonaïves ; (c) 1 au banc de Rochelois ; (d) 1 à Caracol/Fort-Liberté (**Réf.** Carte 7).



Carte 7. Ensemble des propositions d'aires marines protégées **(FoProBim, 2000)**

255 Le « Caribbean Coastal Marine Productivity » (CARICOMP) est un réseau scientifique coopératif régional de laboratoires marins de la Caraïbe, connus pour leur programme de suivi de récifs coralliens, d'herbiers marins et de mangroves sur le long terme. Source: Cortés J, Oxenford H. A., van Tussenbroek B. I., Jordán-Dahlgren E., Cróquer A., Bastidas C. and Ogden J.C. (2019). The CARICOMP Network of Caribbean Marine Laboratories (1985–2007): History, key findings, and lessons earned. *Front. Mar. Sci*. *5*(519). https://doi.org/10.3389/fmars.2018.00519 (consulté le 21 Mars 2023).

256 Les activités du Projet se concentrent sur 3 objectifs principaux : le renforcement institutionnel, la promotion de la sensibilisation et de l'éducation du public, et le traitement de questions dans le domaine socioculturel. Le Projet assiste en particulier les États insulaires de la région dans leur quête d'un développement plus durable de leurs côtes. Source: Gillian C., (1998). Coast and beach stability in the Caribbean Islands.

257 UNESCO (1998). *Les côtes d'Haïti - Évaluation des ressources et impératifs de gestion*. Résultats d'un séminaire et des activités de terrain correspondantes. Dossiers régions côtières et petites îles 2, UNESCO, Paris, vi + 32 p.

Elles ont toutes été ciblées pour des besoins de conservation et ont ainsi constitué la première base de discussions sur l'établissement des AMP en Haïti.

Dans le chapitre 1 ont été réunies les représentations associées à la mer par l'État haïtien à la suite de son indépendance. Les analyses ont démontré des initiatives plus internationales que nationales dans l'exploration de son milieu marin impacté par la surpêche. William Beebe (1927) et Jacques Cousteau (1983) sont parmi les biologistes états-uniens pionniers de ces observations à des fins scientifiques en Haïti. Le chapitre 2 retracera donc l'établissement des AMP en Haïti conjointement à celles de Cuba et de la Guadeloupe.

Chapitre 2 : Un séisme générateur d'engagements envers le milieu marin d'Haïti

En 2006, l'État haïtien prend l'un de ses plus importants textes juridiques sur le secteur : le décret-cadre portant sur la gestion de l'environnement. Ce décret reconnaît : (1) des parcs nationaux ; (2) des zones réservées ; (3) des réserves forestières ; (4) des sites naturels classés ; (5) des zones sous protection (Art.48) dans un Système National d'Aires Protégées (SNAP). La liste change éventuellement des jardins botaniques de la période coloniale[258] instaurés pour l'introduction d'espèces importées, l'enseignement de la médecine et de la pharmacie (MdE, 2013 : p. 12, 13)[259]. Puisque le texte juridique de 2006 s'est ouvert à d'autres unités spatiales de conservation, les AMP pourront certainement s'y greffer. En Guadeloupe, la réforme des parcs nationaux proposera « une charte de territoire » qui intègre des acteurs locaux en plus de l'établissement public. En 2008, les États parties de la Convention de 1979 sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS en Anglais) se réunissent afin de déterminer des priorités d'action en prélude aux 30 ans de la Convention. Le Groupe de travail sur les voies de migration du Conseil scientifique a souligné lors de sa 10eme séance plénière, l'importance de conserver des sites critiques. Cette proposition a poursuivi la définition d'un paysage « idéal » pour des oiseaux migrateurs dans chaque région du monde (UNEP, 2010 : p. 3, 5)[260]. Haïti en profitera pour statuer sur l'inventaire de ses espaces écologiques.

---

258 À l'indépendance, les jardins botaniques ont été remplacés par des jardins créoles dans lesquels des femmes mettent en place une agriculture conservationniste jusqu'à nos jours (p.30). Source : Valmé G. (1994). La situation des aires à conserver en Haïti : bilan-perspectives Dans : Séminaire Environnement sans frontière : Perspectives sur un dialogue [Documents du séminaire]. Barahona, République Dominicaine, 8-10 Avril 1994. pp. 28-38.

259 MdE (2013). *Analyse des lois haïtiennes en relation avec la biodiversité avec emphase sur les ressources naturelles et les aires protégées*. Travail préparé dans le cadre de l'atelier du 26 au 30 août 2013 sur l'analyse institutionnelle du Corridor Biologique dans la Caraïbe (CBC) par l'Avocat consultant Daniel Jeudy, 21 p. https://cbcreuniontm.files.wordpress.com/2014/01/haiti-cbc-analyse-des-lois-hac3b8tiennes-ap.pdf (consulté le 20 Mars 2023).

260 ONU (2010). *Assemblée générale des Nations Unies*, 16e session, 10e séance plénière, UNEP/CMS/ScC16/Doc.10 Annex 2a (Juin 2010). https://www.cms.int/sites/default/files/document/ScC16_Doc_10_Annex_2a_Flyway_WG_Review2_Summary_F_0.pdf (consulté le 21 Mars 2023).

2.1. Des zones clés pour la biodiversité en Haïti grâce à l'international

Des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) ont été identifiées à partir de ZCB dans le maillage écologique de *hotspot* de biodiversité des îles de la Caraïbe. L'approche par ZCB se consacre à l'identification de sites de conservation sur la base de leur unicité et de leur niveau de vulnérabilité ou de leur irremplaçabilité en complément de l'approche par écorégion (Montpetit, 2013[261] ; Graham et al., 2008[262]). La *BirdLife International*, aidée de partenaires locaux, a publié en 2009 une liste préliminaire selon des principes de biogéographie insulaire. En d'autres termes, des îles comme Cuba détiendront presqu'autant de ZCB (28) que Bahamas (26), ou plus de ZCB qu'Haïti (17) ou la Guadeloupe (8) en raison de l'âge et/ou de l'étalement de leur territoire (superficie, dispersion insulaire). En Haïti, 17 ZCB ont été établies suivant les critères d'espèces menacées de la liste rouge de l'UICN (**Réf.** Tableau 2), même si le pays n'est pas signataire de la Convention.

Les 17 zones clés pour la biodiversité d'Haïti ont rassemblé :

- 4 ZCB classées dans des corridors de conservation garantissant la migration des oiseaux et la résilience climatique des socio-écosystèmes, dont 3 ZCB dans le corridor Massif – Plaine du Nord et 1 ZCB dans le corridor binational Massif de la Selle-Jaragua-Bahoruco-Enriquillo ;
- 7 sites irremplaçables à l'échelle mondiale en abritant les seules populations connues d'espèces globalement menacées (Wege et al., 2010 : p.13, 14, 18, 133)[263] ;
- 7 ZICO aussi ZCB (BirdLife International, 2008)[264].

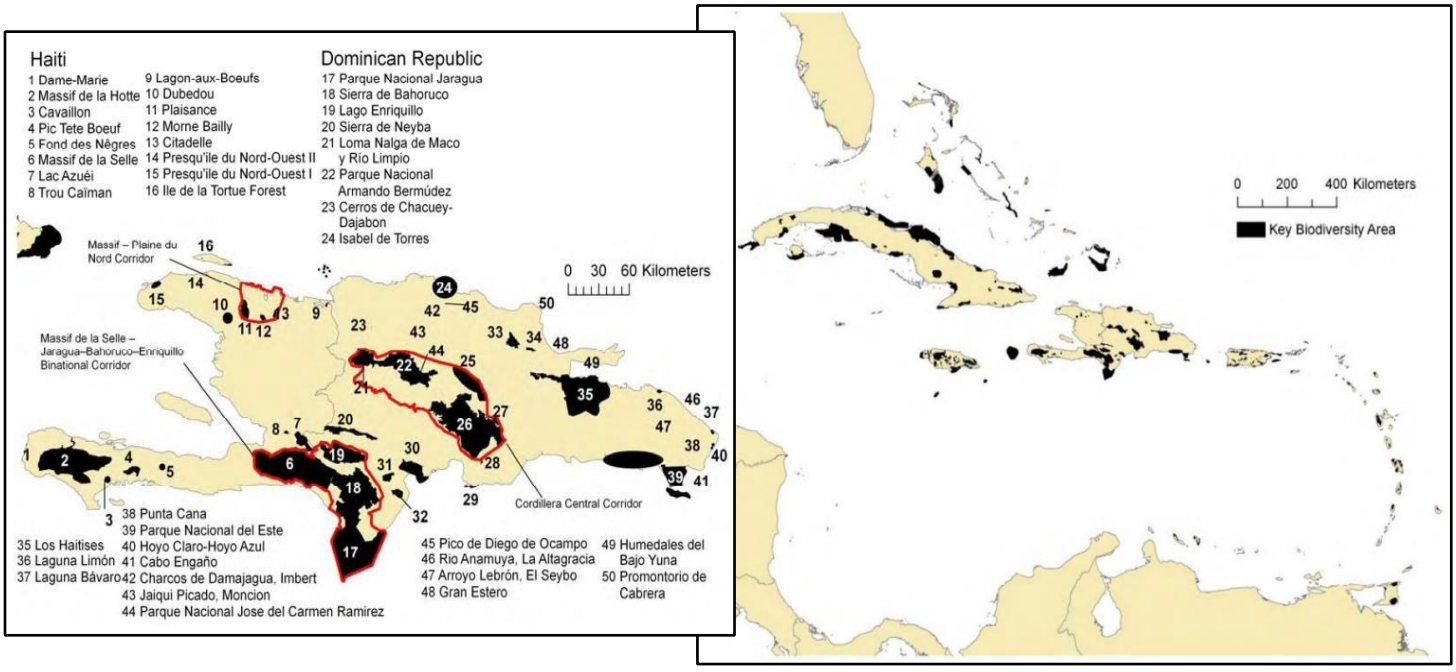
261 Montpetit, S. (2013*). Les aires protégées transfrontalières : au-delà de la conservation de la biodiversité*. Université de Sherbrooke.
262 Graham, E. J., Langhammer, P. F., Gerry, A., Brooks, T., Brodie, J., Crosse, W., Silva, N. D., Fishpool, L. D. C., Foster, M. N.; Knox, D. H., Mccosker, J. E., Mcmanus, R., Millar, A. J. K., Mugo, R. (2008). Key biodiversity areas as globally significant target sites for the conservation of marine biological diversity. Aquatic Conservation: Marine and Freshwater Ecosystems. pp.969-983
263 Wege, D.C., Ryan, D., Varty N., Anadón-Irizarry V., Pérez-Leroux, A. (2010). Profil d'écosystème-hotspot de la biodiversité des îles des Caraïbes, CEPF. Rapport rédigé par BirdLife International en collaboration avec Durrell Wildlife Conservation Trust / Bath University, The New York Botanical Garden, et avec l'appui technique de *Conservation International-Center for Applied Biodiversity Science*. 163 p. https://www.cepf.net/sites/default/files/final_french_caribbean_ep.pdf
264 BirdLife International (2008). Important Bird Areas in the Caribbean: Key Sites for Conservation. *BirdLife Conservation*, Series 15, 348 p.

	Zone Clé pour la Biodiversité	Corridor de conservation		Site irremplaçable à l'échelle mondiale	Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux
HAÏTI	1. Cavaillon				
	2. Dame-Marie			1. Site irremplaçable	
	3. Dubedou				
	4. Fonds-des-Nègres				
	5. Forêt Île de la Tortue			2. Site irremplaçable	1. Île de la Tortue Est (Coquillage – Pointe Est, les Grottes)
	6. Îlet du Bas-Limbé				
	7. Lac Azuéi				2. Lac Azuéi
	8. Lagon-aux-Bœufs				3. Lagons du Nord-Est
	9. Citadelle	1. Massif – Plaine du Nord	Citadelle, Sans-Souci, Ramiers		4. Citadelle-Grottes Dondon (Les Todiers)
	10. Plaisance		Plaisance	3. Site irremplaçable	
	11. Morne Bailly		Morne Bailly		
	12. Massif de la Hotte			4. Site irremplaçable	5. Aux Bec-Croisé, Bois Musicien
	13. Massif de la Selle	2. Corridor binational Massif de la Selle/JaraguaBahoruco-Enriquillo		5. Site irremplaçable	6. Aux Cornichons, Aux Diablotins
	14. Pic Tête Bœuf				
	15. Presqu'île du Nord-Ouest I			6. Site irremplaçable	
	16. Presqu'île du Nord-Ouest II			7. Site irremplaçable	
	17. Trou Caïman				7. Trou Caïman

Tableau 2. Inventaire des ZCB d'Haïti **(BirdLife International, 2008, 2010)**

La diversité des désignations a occasionné que le Massif de la Selle soit à la fois ZCB, ZICO, corridor de conservation et site irremplaçable à l'échelle mondiale, contrairement à l'îlet du Bas-Limbé, Fonds-des-Nègres, Dubedou, Cavaillon, Pic Tête Bœuf qui ne sont que des ZCB.

Toutes les ZCB d'Haïti n'appartiennent pas aux mêmes milieux. 47 % d'entre elles sont terrestres, sans compter les plans d'eaux intérieures comme le lac Azuéi, Trou Caïman, Lagon-aux-Bœufs. 12 % sont insulaires comme la forêt de l'île de la Tortue et 23 % sont côtières comme la presqu'île du Nord-Ouest, le corridor du massif de la Selle, Dame-Marie. Le corridor du Massif-Plaine du Nord est devenu côtier en réunissant les ZCB terrestres de Plaisance, morne Bailly et Citadelle. Par conséquent, le 2eme territoire côtier de la Caraïbe a disposé de ZCB majoritairement terrestres à 47 % contre 35 % de ZCB côtières et insulaires. Les propositions d'AMP n'ont pas été intégrées puisque seules les « 3 Baies » de la FoProBim ont été répertoriées dans les 17 zones de conservation du CEPF en tenant compte du massif-plaine du Nord et du Lagon-aux-Bœufs (**Réf.** Carte 8).



Carte 8. Liste préliminaire des (17) zones de conservation d'Haïti **(CEPF, 2010 : p. 20, 23)**

L'ensemble de ces ZCB ont été déterminées parallèlement à la mise en place de l'Agence Nationale des Aires Protégées (ANAP). C'est encore une direction

technique à laquelle a été assignée la mission d'agence de gérer, mettre en œuvre et coordonner le SNAP et le Plan National de Gestion des Aires Protégées (PNGAP) (Art. 54)[265].

Pendant que la communauté internationale célèbre les 30 ans de la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, la Guadeloupe a alimenté les débats français sur le développement des AMP durant les « Grenelles de la mer »[266]. En conséquence, le périmètre du Parc national de la Guadeloupe a été redessiné en 2009 : la délimitation de cœurs de parc, l'étalement de l'aire maritime adjacente, une aire d'adhésion de 3 communes agrandies à 21 ouvertes à une charte d'adhésion inscrite dans un projet concerté de territoire (Magnin, 2018 : paragr.17[267] ; PNG, 2012 : p. 3, 8[268]). Les îlets Pigeon ou réserve Cousteau sont devenues cœur de parc autant dans ses parties terrestres que marines grâce à l'adaptation du décret n° 2009-614 du 3 juin 2009 (Art. 1). L'Année internationale de la biodiversité a été célébrée durant celle d'un séisme dévastateur de magnitude 7 au 12 Janvier 2010 en Haïti. Ce qui a été l'occasion pour les îles sœurs de Cuba et de la Guadeloupe d'exprimer une solidarité intra-insulaire.

Le Président cubain Miguel Díaz-Canel Bermúdez a bien argué : « À la différence des autres aides internationales, les coopérants cubains ne sont pas arrivés après la catastrophe : ils travaillaient là et prêtaient main-forte depuis plus d'une décennie » (2022)[269]. Cette coopération a appuyé : (1) le secteur de la pêche depuis 1999 avec l'affectation de techniciens et de bateaux-écoles ; (2) l'accompagnement des associations de pêcheurs à l'exemple du village de pêcheurs de Luly (Arcahaie)[270] ; (3) le développement de l'aquaculture représentant 1/3 des captures[271]. Nicolas Sarkozy sera le premier président français à concéder une visite en Haïti

265 Décret nº 11 du Jeudi 26 Janvier 2006 portant sur la gestion de l'environnement et de régulation de la conduite des citoyens et citoyennes pour le développement durable.

266 La Guadeloupe, un des 5 bassins d'Outre-mer, a contribué aux 137 engagements en faveur de la mer et du littoral. Elle a profité d' « une occasion de faire des choix » pour répéter Stéphane Grauvogel, Secrétaire général aux affaires régionales de la préfecture (2009).

267 Magnin, H. (2018). Le Parc national de la Guadeloupe : un territoire insulaire unique dédié à la protection de la biodiversité, *Études caribéennes*, issue 41. https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.13187

268 PNG (2012). *Cahier 1, Projet de charte de territoire du parc national de la Guadeloupe : Diagnostic, caractère et enjeux du territoire*. 64 p. https://www.parcsnationaux.fr/sites/parcsnationaux.fr/files/available_docs/charte_png_1_diagnostic_caractere_et_enjeux.pdf (consulté le 4 Avril 2024).

269 Bermúdez, M. D.-C. (2022). *Nous avons tous l'obligation morale d'apporter à Haïti une coopération solide et désintéressée* [Intervention de Miguel Díaz-Canel Bermúdez, Président de la République de Cuba, à la Conférence internationale pour le financement de la reconstruction de la presqu'île Sud d'Haïti, le 16 février 2022]. Port-au-Prince, Haïti. https://misiones.cubaminrex.cu/fr/articulo/nous-avons-tous-lobligation-morale-dapporter-haiti-une-cooperation-solide-et-desinteressee (consulté le 5 Avril 2024).

270 IPS Français (2000, 19 Août). Coopération-Haïti : près de 600 Cubains sont impliqués dans des projets de coopération bilatérale. http://ipsnews.net/francais/2000/08/19/cooperation-haiti-pres-de-600-cubains-sont-impliques-dans-des-projets-de-cooperation-bilaterale/ (consulté le 5 Avril 2024).

271 Les 2/3 restants des captures ont été dévolus à la pêche continentale.

depuis son indépendance malgré le maintien des relations diplomatiques. La visite a été soldée par un plan d'aide de 270 millions d'euros sur 2 ans (hors annulation de la dette de 56 millions)[272]. Le séisme de 2010 a de la sorte été instauré comme nouveau point de départ pour une Haïti souffrant de mal développement. Toutes les dettes auprès des institutions financières comme le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Interaméricaine de Développement (BID), la Banque Mondiale (BM) et des agences de prêts bilatéraux avec les États-Unis, France, Canada, Venezuela ont été annulées dans ces circonstances post-catastrophes.

« La tentation de l'an zéro » notée par la sociologue et anthropologue haïtienne Michèle Oriol (2010)[273] a encouragé les autorités nationales à monter des structures de coordination et des documents officiels dans le but d'orienter la reconstruction du pays. Une Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH) coprésidée par l'International et le Gouvernement, et le Fonds fiduciaire de Reconstruction d'Haïti (FRH) ont été opérationnalisés. Par suite, le texte directeur du Plan d'Action pour le Relèvement et le Développement d'Haïti (PARDH) a prévu une refondation territoriale touchant à la gestion des bassins versants. Le Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire (CIAT) a inscrit cette gestion intégrée dans une politique de protection des zones naturelles (2010 : p. 29)[274]. 3 parcs nationaux terrestres et côtiers ont été ciblés par le CIAT pour être sanctuarisés et gardés par une police environnementale : les ZCB de la Selle, la Citadelle et la Hotte.

Les zones clés côtières pour la biodiversité de la Selle et du Massif nord central, les eaux intérieures du Lac Azuéi aussi ZCB, et les parcs nationaux terrestres de la Forêt des pins et de la Visite d'Haïti ont été repris dans le projet de Corridor biologique de la Caraïbe en vue de la conception d'un couloir de protection des écosystèmes marins et terrestres. La première étape d'exécution (2010-2014) a dérivé des discussions de 2007 entre Haïti, Cuba et la Dominicanie sur l'entente d'un avenir commun au gré d'un développement en harmonie avec la nature et d'une coopération

272 Leparmentier, A. (2010, 17 Février). Visite historique de quatre heures de Sarkozy en Haïti. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2010/02/17/visite-historique-de-quatre-heures-de-sarkozy-en-haiti_1307559_3222.html (consulté le 5 Avril 2024).
273 Oriol M., (2010) « La Tentation de l'an zéro ». Dans Le Courrier de l'UNESCO, pp. 15-18, https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000189538_fre.locale=fr (consulté le 21 Mars 2023).
274 CIAT (2010). *Haïti Demain : Objectifs et stratégies territoriales pour la reconstruction*. Dossier financé par la Banque Mondiale, 71 p. http://www.oas.org/en/ser/dia/docs/haiti_demain.pdf (consulté le 22 Mars 2023).

environnementale Sud-Sud (Lahaye, 2011 : p. 4, 5[275] ; Projet CBC, 2009 : p. 6[276]). L'attractivité suscitée par le séisme a occasionné la venue d'un grand nombre d'Organisations Non Gouvernementales (ONG) en Haïti dans une quête générale de lier aide humanitaire et développement. Les plus de 10 000 ONG en opération l'ont transformée en une « République des ONG », autant d'états dans un État déjà démissionnaire (le Monde, 2020[277] ; Fondation Clinton, 2011[278]). Certaines, comme l'UICN et l'ONG The Nature Conservancy (TNC), se sont évertuées à lier aide humanitaire et aire protégée en procédant à l'inventaire des ressources marines du pays.

La liste des 17 ZCB haïtiennes a fini par être révisée en 2011 grâce à un financement conjoint du CEPF à *BirdLife International* et aux structures locales Société Audubon Haïti et Rezo Ekolo. Les travaux ont abouti à des ZCB qui ont été incorporées dans un éventuel SNAP et « reflètent le mieux les aires de répartition des taxons menacés et irremplaçables » (Timyam et Hilaire, 2011 : p. 2)[279]. 14 zones d'écosystèmes marins[280] ont été identifiées pour la première fois dans la nouvelle liste des 31 ZCB haïtiennes[281] contre 28 ZCB à Cuba et 10 en Guadeloupe (**Réf.** Carte 9). Des ZCB haïtiennes constituées de plusieurs aires protégées marines, comme celle du Massif de la Hotte (2016) et terrestres, comme celle du Massif de la Selle (2012), acquerront un rayonnement international en tant que réserves de biosphère. Les îles comptant le plus grand nombre de ZCB ont été intégrées dans le Corridor Biologique de la Caraïbe (CBC), à savoir Haïti, Cuba, Dominicanie.

275 La conservation de la biodiversité comme facteur de coopération pour une Grande Caraïbe ? Dans E. Dubesset et R. Lucas (dirs.), La Caraïbe dans la mondialisation : quelles dynamiques régionalistes ? (pp.143-158). L'Harmattan. hal-01531284. https://hal.science/hal-01531284/file/N%20Lahaye_la%20conservation%20de%20la%20biodiversit%C3%A9%20Grande%20Cara%C3%AFbe_%202011.pdf (consulté le 23 Mars 2023).

276 Projet CBC (2009). *Plan d'action relatif au Corridor Biologique des Caraïbes*. Document élaboré par les groupes techniques de la République de Cuba, d'Haïti et Dominicaine, avec l'appui technique et financier du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE/BRALC), 160 p.

277 Thomas, F. (2020, 9 Janvier). Comment Haïti est devenu la « république des ONG ». *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/01/09/comment-haiti-est-devenu-la-republique-des-ong_6025258_3232.html (consulté le 23 Mars 2023).

278 http://haiti.clintonfoundation.org/news_detail.php?id=93&source=1 (consulté le 8 Décembre 2020).

279 Timyam, J. et Hilaire J. V. (2011). *Les zones clés de la biodiversité d'Haïti*. Étude réalisée avec le concours du Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques (CEPF en Anglais) à travers BirdLife International, la Société Audubon d'Haïti, Rezo Ekolo, FoProBim, Reef Check, Development Alternatives Inc., PSU, Projet Système National des Aires Protégées du PNUD. 53 p.

280 Elles ont été inventoriées à partir d'enquêtes biologiques menées par FoProBim, Reef Check avec le biologiste marin américain Gregor Hodgson et Development Alternatives Inc.

281 Selon Timyan et Hilaire (2011), les 31 Zones Clés de la Biodiversité d'Haïti sont : 1.Dame-Marie (Grande-Anse), 2.Massif de la Hotte (presqu'île du Sud), 3.Cavaillon (Sud), 4.Pic Tête Boeuf (Sud), 5.Fonds-des-Nègres et Étang de Miragoâne (Nippes), 6.Massif de la Selle (Ouest), 7.Lac Azuéi, et Trou Caïman (Ouest), 8.Lagons de Nord-Est, 9.Citadelle et grottes de Dondon (Nord), 10.Morne Bailly (Nord), 11.Côtes du Nord, 12.Plaisance (Nord), 13.Dubedou et Morne Balance (Artibonite), 14.Est de l'île de la Tortue (Nord-Ouest), 15.Ouest de l'île de la Tortue (Nord-Ouest), 16.Portde-Paix (Nord-Ouest), 17.Môle Saint-Nicolas (Nord-Ouest), 18.Cayemites et Baradères (Nippes), 19.Île-à-Vache (Sud), 20.Maducaque (Sud), 21.Dépression de Jacmel (Sud-Est), 22.Banc du Rochelois (Nippes), 23.Picmi (Sud de l'île de la Gonâve), 24.Côte sud de l'île de la Gonâve, 25.Côte nord de l'île de la Gonâve, 26.Arcadins, 27.Neïba d'Haïti (Ouest), 28.Nan l'État (Ouest), 29.Chaîne des Cahos (Centre), 30.Zone Saint-Michel de l'Attalaye et Morne Basile (Artibonite), 31) Delta de l'Artibonite.

Carte 9. Liste révisée des (31) zones de conservation d'Haïti **(Timyan et Hilaire, 2011)**

2.2. La création des premières aires marines protégées d'Haïti après le séisme

3 ans après le séisme dévastateur du 12 Janvier 2010, le Président haïtien Michel Martelly (2011-2016) a décidé d'appliquer une politique de 5E à mi-parcours de son mandat présidentiel : « Éducation, Emploi, Environnement, État de Droit, Énergie ». 2013 a de plus été décrétée « Année de l'Environnement ». L'ONG TNC profitera du dynamisme pour accompagner énergiquement Haïti dans l'établissement de ses 2 premières AMP :

- L'Arrêté n° 156 du 26 Août 2013 déclarant aire protégée le Complexe marin et côtier situé dans le Sud-Ouest de la Péninsule Sud sous la dénomination d'Aire protégée de ressources naturelles gérées de Port-Salut/Aquin ;

  En tant que complexe, il a regroupé 8 aires protégées :

  1. le Parc national naturel de l'Île-à-Vache,
  2. l'Aire protégée de gestion des habitats/espèces de Grosse Caye/zone humide d'Aquin,
  3. l'Aire protégée de gestion des habitats/espèces Olivier/Zanglais,
  4. l'Aire protégée de gestion des habitats/espèces de Fonds des Cayes,
  5. l'Aire protégée de gestion des habitats/espèces de Pointe Abacou,

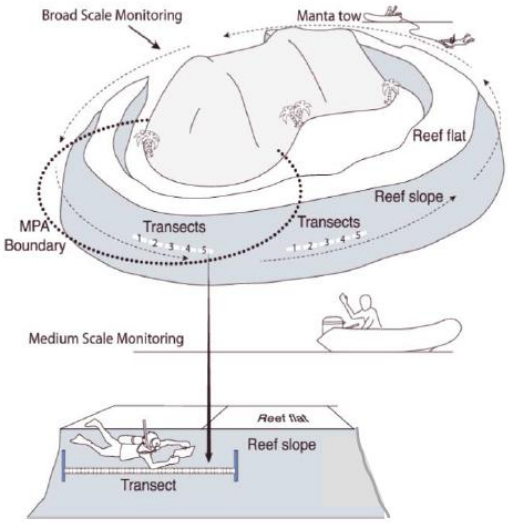
6. le Paysage naturel protégé marin et terrestre de Port-Salut,la zone réservée et protégée de Grotte Marie Jeanne,
7. l'Aire protégée de gestion des habitats/espèce de Plaine Cahouane et ses bassins versants associés (Art. 1, 8-10).

- L'Arrêté et décret présidentiel du 11 Décembre 2013 pour la création de l'AMP des 3 Baies ;

  Il sera complété du décret du 13 Février 2014 instituant la zone protégée et des articles connexes, et abrogé par l'arrêté du 21 Mars 2014 déclarant d'aire protégée de ressources naturelles gérées des 3 Baies, le complexe marin, côtier et terrestre, situé dans la moitié est de la côte septentrionale d'Haïti.

Reef Check a complété à 60 % la première étude scientifique sur les écosystèmes récifaux en Haïti sous l'obédience du biologiste états-unien Gregor Hodgson de Reef Check. L'organisation à but non lucratif existe aussi à Cuba et en Guadeloupe. Malgré l'absence de bateaux et l'accession des stations à la nage, Reef Check Cuba[282] a entamé depuis 1999 des suivis écologiques dont les résultats ont notamment permis une publication scientifique : Castellanos Iglesias et al. (2004)[283]. Reef Guadeloupe sillonne chaque année les récifs de l'archipel de son côté lors de la « Route du Corail »[284]. Elle compte 59 plongées écologiques reparties entre 2003 et 2019[285] à travers 7 stations de suivi concentrées dans le sud. L'inventaire écologique de Reef Check Haïti a été prolongé sur les 95 % des 1 770 km de côtes en 2014 et sur les 5 % restant en 2016. Les méthodes mobilisées ont été plus élaborées que celles de Cousteau versées dans l'observation *in situ* à l'aide de scaphandres autonomes et dans la capture des images et/ou vidéos associées (**Réf.** Figure 8).

282 Reef Check. (2024). Reef Check teams in action. https://www.reefcheck.org/newsletter-archive/volume-1-issue-2-december-2001/ (consulté le 5 Avril 2024).
283 Castellanos Iglesias, S., Lopeztegui-Castillo, A., et de la Guardia Llansó, E. (2004). Monitoreo Reef Check en el arrecife coralino "Rincón de Guanabo", *Cuba. Rev. Invest*. Mar. *25*(3), pp. 219-230.
284 La « Route du corail » est un évènement de science participative de collecte de données sur les récifs coralliens grâce au soutien de plongeurs bénévoles certifiés « Ecodivers ».
285 Reef Check (2024). *Reef Check Guadeloupe*. https://www.reefcheck.org/country/guadeloupe/ (consulté le 5 Avril 2024).



Dessin adapté par
Alexandra V. D. Pierre

Figure 8. Méthodes de collecte de données de Reef Check sur les récifs coralliens d'Haïti **(Hill et Wilkinson, 2004 : p. 15)**[286]

Standardisés, non intrusifs et participatifs, les suivis ont combiné :

- la méthode quantitative du *transect*, pendant laquelle un.e plongeur.euse a procédé au comptage de cibles indicatrices (poissons, substrat, invertébrés) le long d'un *transect* par une estimation visuelle des récifs coralliens à fine échelle ;
- la méthode semi-quantitative de *manta tow* et de *timed swim* avec enregistrements vidéo pendant laquelle un.e plongeur.euse a procédé à une estimation visuelle et rythmée des récifs coralliens à grande échelle.

Les données socio-économiques et environnementales recueillies ont contribué à l'évaluation de la biodiversité marine et côtière d'Haïti en général, dans des sites aussi ZCB désignés AMP et à designer AMP en particulier. Plusieurs conclusions instructives sont ressorties des rapports de Reef Check (2021 : p. 1397)[287]. La plupart des récifs coralliens sont dans un état déstabilisé avec une couverture moyenne de 15 % contre 20 à 30 % à l'échelle régionale. Les macro-algues restent dominantes, prouvées par une couverture de 35 % et une taille élevée de 3 cm de long. Les raisons attribuables à cette croissance sont : (a) la propagation de maladies coralliennes ; (b) l'eutrophisation marine ; (c) la surpêche des ressources halieutiques. « Le pays des

286 Hill, J. et Wilkinson, C. (2004). *Methods for ecological monitoring of coral reefs: a resource for managers*. Rapport commandité par le Gouvernement australien et l'Institut australien des sciences marines avec le support technique de Reefbase, Global Coral Reef Monitoring Network, Reef Check, 123 p. https://portals.iucn.org/library/efiles/documents/2004-023.pdf (consulté le 29 Mars 2023).
287 Reef Check Haïti. (2021). *Caractérisation de l'état de santé des écosystèmes côtiers et marins (récifs coralliens, mangroves et lits d'herbes marines) et évaluation de la population de poissons au niveau des Trois Complexes d'intervention*. Rapport final pour le PNUD, 149 p.

merveilles » de William Beebe en 1927 a décrié en « désert liquide » de Cousteau en 1983, puis en « ville fantôme » par Reef Check 31 ans plus tard (**Réf.** Photo 9).

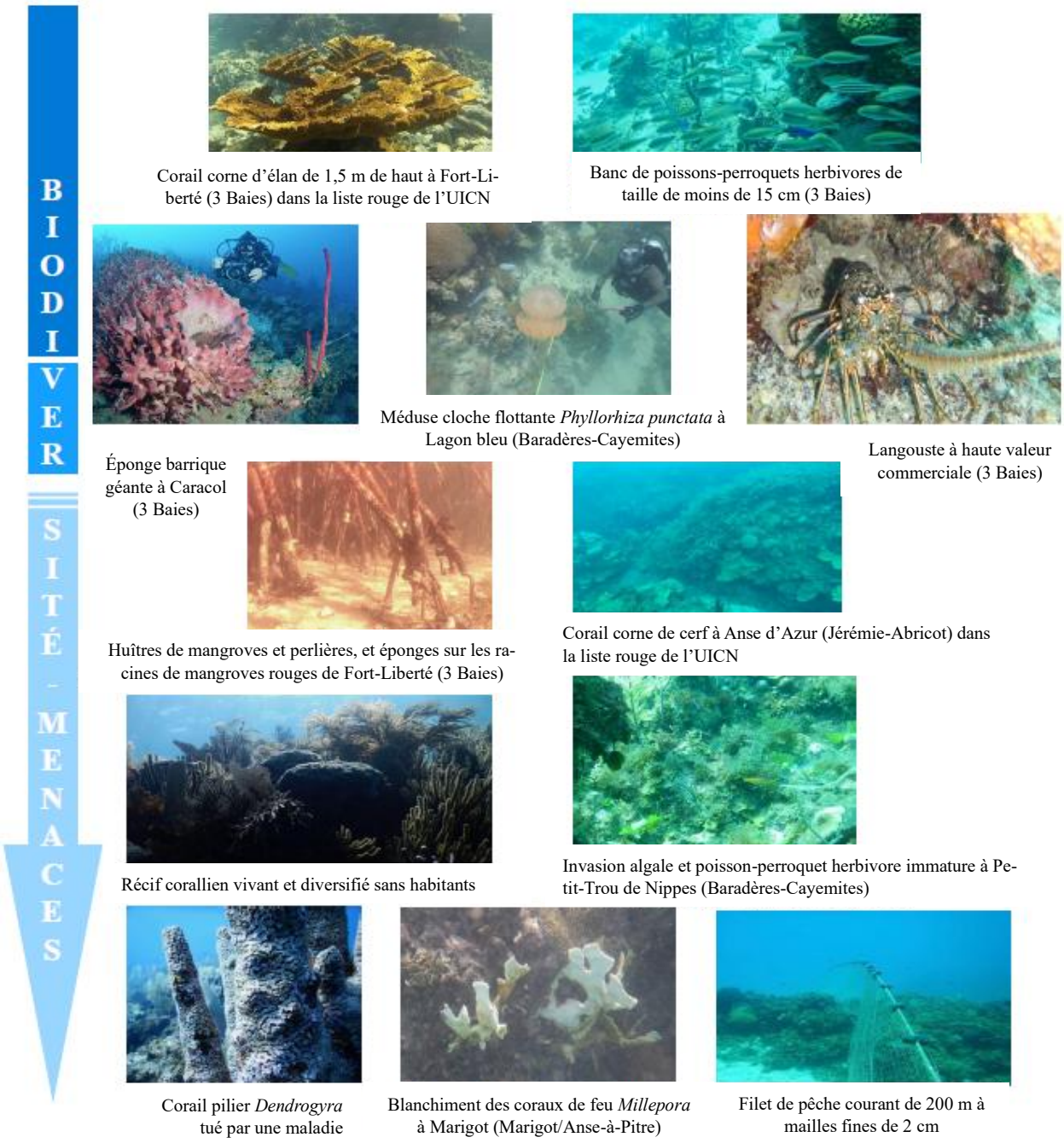


Photo 9. Inventaire écologique d'Haïti dans une démarche de conservation marine **(Reef Check, 2021)**

Les espèces capturées ont ciblé des prédateurs tels que le mérou *Serranidae*, le vivaneau *Lutjanidae* ; des poissons herbivores tels que les poissons-perroquets *Scaridae*, les poissons-docteurs *Acanthuridae*. Toujours selon Reef Check (2021), la surpêche est si problématique que seulement 4 poissons de plus de 50 cm ont été observés à un peu plus de 15 m de profondeur dans la quasi-totalité des eaux marines haïtiennes. D'après des statistiques avancées par le Ministère de l'Agriculture (2019), ce sont 28 056 flottilles de pêche artisanale réparties dans 592 points de débarquement qui font pression sur ces ressources halieutiques.

2.3. L'inventaire du milieu marin d'Haïti par l'international après le séisme

La présence des ONG en Haïti après le séisme a facilité l'inventaire de son milieu marin. Les résultats seront décrits au fur et à mesure de l'évolution du texte. Les meilleurs écosystèmes récifaux d'Haïti sont localisés dans la péninsule sud. À Baradères-Cayemites identifié dans le profil environnemental de 1985 de l'USAID, les récifs coralliens sont vivants de l'ordre de 33 à 60 % entre Petit Trou de Nippes et Grand Boucan, soit de 2 à 4 fois la couverture moyenne nationale. Cette ZCB à proximité de celle du Massif de la Hotte héberge un des oiseaux endémiques à l'Île d'Haïti : le tangara à couronne grise *Poliocephalus phaenicophilus*, ainsi que des poissons endémiques du genre *Limia* : *L. dominicensis*, *L. meloanogaster*, *L. melanotata*, *L. nigrofasciata* et *L. tridens*. Une nouvelle espèce de ce genre, dénommée *L. mandibularis*, a été retrouvée dans les eaux végétalisées de l'étang de Miragoâne par 3 chercheurs caribéens : Rodet Rodriguez-Silva (Cuba), Patricia Torres-Pineda (Dominicanie) et James Josaphat (Haïti)[288]. Sur les 23 poissons endémiques du genre *Limia* répertoriées à travers le monde, 19 séjournent dans les milieux humides d'Haïti et de la Dominicanie, sachant que 9 sont dès lors endémiques à l'étang haïtien.

Les milieux humides haïtiens sont également affectionnés par 155 espèces d'oiseaux sur les 270 recensés dans le pays. Des espèces rares d'oiseaux marins comme le pétrel diablotin sont suivies par l'Ornithologue états-unien James Goetz et l'Agronome Anderson Jean dans la réserve côtière de biosphère du Massif de la Hotte ou encore au sein du parc Macaya, et au parc la Visite détenant plus de la

288 Caribaea Initiative (2020, 11 Mai). *Haïti : Trois étudiants caribéens joignent leurs forces et découvrent une nouvelle espèce de poisson*. https://www.caribaea.org/fr/haiti-trois-etudiants-caribeens-joignent-leurs-forces-et-decouvrent-une-nouvelle-espece-de-poisson/ (consulté le 6 Avril 2024).

moitié de la population mondiale[289]. L'Agronome a aussi étudié la frégate magnifique, « *malfini savann* » en créole haïtien, observée à Baradères-Cayemites en 2019 et sous surveillance au Parc national de la Guadeloupe[290]. Ce sont 2 espèces d'oiseaux marins menacées d'extinction. À Jérémie-Abricots, les coraux cornes de cerf *Acropora cervicornis* ont atteint 2 m de haut et se sont étalés sur plusieurs km^2. Ils sont demeurés abondants dans les eaux haïtiennes tandis qu'ils ont été classés en danger critique d'extinction par l'UICN. L'ouragan Matthew de 2016 les a heurtés avant une reprise progressive de leur croissance. En ce qui a trait aux algues, 60 espèces, vertes, brunes, rouges, vivent sur les récifs coralliens. Les plus courantes, les algues brunes *Dictyota spp*, occupent 30 à 60 % du substrat au détriment des coraux vivants. Parmi les autres écosystèmes côtiers, un total de 134 km^2 de forêts de mangrove peuple différentes baies de Fort-Liberté, Caracol, Limonade et l'Acul ; l'estuaire de l'Artibonite aux Gonaïves ; les îles de la Gonâve et de l'Île-à-Vache ; les côtes d'Abacou, de Baradères et de Marigot. Les espèces les plus communes sont les rouges *Rhizophora mangle*, les noires *Avicennia germinant*, les blanches *Laguncularia racemosa*. Les besoins énergétiques des populations locales et les évènements hydrométéorologiques extrêmes sont parmi les principales menaces qui pèsent sur elles.

Les forêts de mangroves de Caracol/Limonade au nord, d'une superficie de 40 km^2, abritent des espèces endémiques dans une écorégion des Grandes Antilles en danger critique d'extinction. Elles sont interconnectées à des écosystèmes récifaux hôtes de 2 espèces rares de coraux cornes d'élan *Acropora palmata* et cornes de cerf *Acropora cervicornis*. La large distribution de ces coraux ont fait de Jérémie-Abricot au sud et de 3 Baies au nord des sources potentielles de larves de peuplement pour les États-Unis, le Mexique, Cuba, la Jamaïque, les Bahamas dans une logique de corridor biologique. À Baradères-Cayemites au sud, les espèces de méduses dorées *Mastigias sp. 1* et cloche flottante *Phyllorhiza punctata*, habituellement dans les lacs salés de Palaos au Pacifique ont été observées au Lagon Bleu de l'Atlantique caraïbe. Les eaux marines de Fort-Liberté au nord renferment quant à elles d'autres espèces en danger critique d'extinction, tels les mérous de Nassau *Epinephelus striatus* et les mérous Goliath *Epinephelus itajara*, et des sites d'épaves de valeur

289 Francisque, J. (2021, 17 Juin). Un oiseau qu'on croyait disparu a trouvé refuge en Haïti. Il est aujourd'hui menacé. *Ayibopost*. https://ayibopost.com/un-oiseau-quon-croyait-disparu-a-trouve-refuge-en-haiti-il-est-aujourdhui-menace/ (Consulté le 6 Avril 2024).
290 Francisique, J. (2021, 10 Juin). L'oiseau Kanson Wouj, emblème national d'Haïti, menacé de disparition. *Ayibopost*. https://ayibopost.com/loiseau-kanson-wouj-embleme-national-du-pays-menace-de-disparition/ (consulté le 6 Avril 2024).

touristique et historique. Ces sites se trouvent également au sud, à l'Île-à-Vache identifiée dans les propositions d'AMP d'Haïti depuis 1985. L'archéologie sous-marine devra confirmer : (1) les vestiges de combats navals de flibusterie coloniale et de défense nationale ; (2) les naufrages de caravelles du Génois Christophe Colomb, de navires pirates du Britannique Henry Morgan et de navires contemporains à avoir heurté des récifs par mauvais temps ou par méconnaissance de la bathymétrie. Le manque de compétences locales en la matière incitera l'État haïtien à déplacer des experts de la Convention de l'UNESCO sur la protection du patrimoine culturel en 2014. La requête a été faite suite à la probable découverte du bateau de la *Santa Maria* par les chercheurs états-uniens Barry Clifford et Charles Beeker dans le nord.

La Cahouane, au sud d'Haïti, est connue pour héberger parmi les plus grandes éponges au monde. Cousteau a eu à rapporter dans son film que leur orifice central peut contenir un véhicule. Les observations sur leur grande taille ont été confirmées à nouveau par Reef Check. Marigot/Anse-à-Pitre, au sud-est, dispose de grandes stations balnéaires de plages de sable mais, sans autant de valeur pour la biodiversité marine. Ses récifs coralliens et forêts de mangroves n'ont pas la diversité de 3 Baies et de Baradères-Cayemites. Ses sites côtiers de Belle-Anse, Grand-Gosier et Anse-à-Pitre dans la ZCB du massif de la Selle sont vulnérables aux changements climatiques. Ils sont exposés aux vents et aux vagues de la région, à une sédimentation et une turbidité chroniques. Néanmoins, les étangs salés de Lagon des huîtres à Belle-Anse comptent notamment la présence de flamants roses. L'UniQ est en train d'y entreprendre l'inventaire de son avifaune dans le cadre du Projet Initiative pour la Nature et l'Optimisation des Valeurs Écologiques et Economiques (INOVEE) de l'Union Européenne avec Helvetas Haïti et l'AHAAMES. Étant donné sa biodiversité foisonnante et les besoins de suivi, Haïti gagnerait à devenir partie de la Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau, comme Cuba et la Guadeloupe (France).

En 2015, le fondateur de la Société Audubon Haïti (SAH) Philippe Bayard et le biologiste américain Stephen Hedges ont monté la fiducie : Haiti National Trust (HNT), une première dans l'histoire de la conservation haïtienne. Puisque la SAH n'a pas été listée comme filiale de la Société états-unienne Audubon dans l'optique d'un impérialisme bleu, le nom de l'organisation a été interprété comme une stratégie de réappropriation de la terre d'origine de l'illustre naturaliste et ornithologue.

Cependant, Jean Jacques Fougère-Audubon, devenu John James Audubon aux États-Unis, est né aux Cayes dans la société française de Saint-Domingue, aujourd'hui Haïti[291]. Le HNT a été gratifié de la mission de gestion des espaces naturels, terrestres et marins en étroite collaboration avec le Gouvernement et les populations locales[292]. En plus de la déclaration de la première réserve naturelle privée du pays à Grand-Bois, ses actions ont facilité la redécouverte du magnolia *Magnolia emarginata* perdu de vue par les scientifiques depuis 1925 et considéré gravement menacé par l'UICN[293]. Son modèle de financement de la conservation qui se veut durable suit probablement les traces du Bahamas National Trust (BNT) créé en 1959 par une loi historique du parlement après la déclaration de l'une des premières AMP de la Caraïbe. Le HNT s'est donné la mission d'une « *science-based organization dedicated to effectively managing national parks to conserve and protect Bahamian natural resources* »[294]. La démarche scientifique a été adoptée comme à Cuba et en Guadeloupe, « *as the foundation for conservation management* » dans la poursuite de l'excellence. L'outil du fonds fiduciaire est connu pour être la seule ONG endossant la responsabilité d'état d'un SNAP aux Bahamas.

Le décret haïtien de 2006 portant sur la gestion de l'environnement a prévu un mécanisme financier dans la mise en œuvre des mesures de conservation : le Fonds pour la Réhabilitation de l'Environnement Haïtien-FREH (Art. 77-79). Toutefois, le FREH n'a jamais été mis en œuvre jusqu'en Octobre 2024 malgré des réclamations de 1987 du Groupe de travail sur le reboisement et la diversité de la provenance des fonds[295]. La coopération d'Haïti avec Cuba a parachevé en 2015 l'élaboration de 2 méthodologies pour le développement des plans de gestion et des signalisations des aires protégées[296]. La coopération d'Haïti avec la Guadeloupe (France) s'est poursuivie avec la signature d'accords bilatéraux sur l'environnement entre les Présidents François Hollande et Michel Joseph Martelly. Ces accords ont été entrepris après un discours controversé de dette « morale » de rançon

291 Société Audubon Haiti (s.d.). *Qui nous sommes*. http://audubonhaiti.org/qui-nouse-sommes/?lang=fr (consulté le 6 Avril 2024).
292 Haiti National Trust (2023). *Our Mission & History*. https://haititrust.org/our-mission-history/ (consulté le 2 Avril 2023).
293 Le Nouvelliste (2022). *À la recherche du magnolia perdu. et retrouvé*. https://lenouvelliste.com/article/237653/a-la-recherche-du-magnolia-perdu-et-retrouve (consulté le 2 Avril 2023).
294 Bahamas National Trust. (2023, 1er Décembre). *Our mission, vision & values - Bahamas National Trust*. https://bnt.bs/who-we-are/our-mission-vision-values/ (consulté le 6 Avril 2024).
295 Wainright, Y.-A. (2014). *Le Fonds pour la Réhabilitation de l'Environnement Haïtien (FREH) : Bras financier du Ministère de l'Environnement* [Présentation PowerPoint]. https://fr.slideshare.net/YvesAndreWainright/fondspour-rhabilitation-environnement-de-haitibras-financier-du-ministre (consulté le 2 Avril 2023).
296 Radio Télé Métropole (2015, 20 Octobre). *Cuba accompagne Haïti dans l'établissement du système national des aires protégées du pays*. https://metropole.ht/cuba-accompagne-haiti-dans-letablissement-du-systeme-national-des-aires-protegees-du-pays/ (consulté le 6 Avril 2024).

d'indépendance du président français à l'inauguration du Memorial ACTe en Guadeloupe[297]. Un voyage d'étude a été organisé pour une délégation haïtienne en Guadeloupe et Sainte-Lucie afin d'aborder les thématiques suivantes : la gestion des aires protégées littorales et marines, les AMP et le développement local, les outils d'aménagement et de gestion, les montages institutionnels[298]. Haïti ratifiera l'Accord de Paris de mise en œuvre de la Convention associée en 2016 en vue de « renforcer la riposte mondiale à la menace des changements climatiques, dans le contexte du développement durable et de la lutte contre la pauvreté » (Art. 2).

En 2017, le Président haïtien Jovenel Moïse (2017-2021) continue la déclaration des AMP : les aires protégées de ressources naturelles gérées de Jérémie-Abricots de 75,74 km² et de catégorie VI de gestion[299] ; de Baradères-Cayemites de 876, 21 km^2 et de catégorie VI[300] ; et le Parc national naturel de Lagon des huîtres de 96,4 km² et de catégorie VI[301]. Leur potentiel écologique a été préalablement investigué par Reef Check[302] entre 2011 et 2016. Les textes juridiques y relatifs ont été des arrêtés d'envergure géographique qui dédouanent de l'obligation de faire appel au pouvoir législatif du Parlement. Cette réalité s'est étendue à la plupart des aires protégées déclarées entre 1968 avec les premiers parcs nationaux et 2017 avec les premières AMP, et à la plupart des textes réglementaires régissant le secteur de l'environnement pendant cette période et au-delà. Signataire de la CDB, Haïti a entrepris de multiples initiatives en rapport avec la conservation du quota de zones marines et côtières consigné dans l'Objectif 11 d'Aichi[303] simultanément à la signature de l'Accord régional d'Escazú sur l'accès pour tous et toutes à l'information environnementale en 2018, à savoir :

297 France 24 (2015, 12 Mai). *Après son discours fracassant sur la dette, Hollande arrive en Haïti*. https://www.france24.com/fr/20150512-dette-haiti-hollande-reparation-visite-officielle-debat-moral-financier-france (consulté le 6 AVril 2024).
298 HaïtiLibre (2015, 23 Mai). *Haïti - Environnement : Fin de mission d'une délégation haïtienne en Guadeloupe*. https://www.haitilibre.com/article-13971-haiti-environnement-fin-de-mission-d-une-delegation-haitienne-en-guadeloupe.html (consulté le 6 Avril 2024).
299 Arrêté nº 55-A du 7 Avril 2017 déclarant le complexe marin et côtier s'étendant de Jérémie aux Abricots « Aire protégée de ressources naturelles gérées de Jérémie-Abricots ».
300 Arrêté nº 55-A du 7 Avril 2017 déclarant le complexe marin et côtier allant des Baradères aux Îles Cayemites « Aire Protégée de Ressources naturelles gérées de Baradères-Cayemiles ».
301 Arrêté nº 55 du 7 Avril 2017 créant et délimitant le Parc national naturel de lagon des Huîtres (PNN-LDH).
302 Les recommandations de Reef Check sur la gestion des espaces marins haïtiens ont été acheminées au MdE dans les premiers temps de la collecte, et au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) dans un second temps à travers des missions de consultance (2021).
303 Le Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 » pour la planète, adopté par les Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) comprend 20 Objectifs d'Aichi dont, l'Objectif 11 du But stratégique C : Améliorer l'état de la diversité biologique en sauvegardant les écosystèmes, les espèces et la diversité génétique. D'ici à 2020, au moins 17 % des zones terrestres et d'eaux intérieures et 10 % des zones marines et côtières, y compris les zones qui sont particulièrement importantes pour la diversité biologique et les services fournis par les écosystèmes, sont conservées au moyen de réseaux écologiquement représentatifs et bien reliés d'aires protégées gérées efficacement et équitablement et d'autres mesures de conservation effectives par zone, et intégrées dans l'ensemble du paysage terrestre et marin.

- l'adhésion aux objectifs de conservation de 20 % des environnements marins et côtiers d'ici 2020 (20x20) de la *Caribbean Challenge Initiative* (CCI) en 2016[304] ;
- la délimitation des AMP après leur création et la rédaction des plans de gestion en 2017[305] ;
- la création du Fonds (fiduciaire) Haïtien pour la Biodiversité en 2018 dans la logique de financement durable de la biodiversité de HNT et de 10 millions d'euros de dotation[306].

Les efforts consentis feront qu'une plaque d'honneur a été décernée au pays en 2019 pour avoir atteint l'objectif 20x20[307], exclusivement dans le geste de déclaration. Puis, le MdE haïtien a été doté en 2020 d'un décret organique qui a formalisé son organisation et son fonctionnement un quart de siècle après l'énoncé de sa création de 1995. Le texte juridique s'y référant a précisé ses attributions par rapport notamment au Ministère de l'Agriculture et au Ministère de la Planification ayant eu la charge historique à travers leur mission officielle et leurs directions techniques. L'Association guadeloupéenne ACP Environnement a structuré envers Haïti un projet de solidarité sur la préservation de la biodiversité et le reboisement dans une approche de compensation Carbone[308].

Grâce à une meilleure connaissance du patrimoine naturel, Haïti est passé de 31 à 43 ZCB en 2021, avec un peu plus de 50 % de ces ZCB à convenir d'une composante marine et côtière. 32 % d'entre elles ont été déclarées AMP selon différents niveaux de protection. Les 68 % restants ont ouvert la voie à l'ajout et à la reconfiguration d'espaces d'intérêt pour la conservation marine. Un an plus tard, une deuxième série de plans de gestion (2022-2027) est validée pour l'AMP Port-Salut/Aquin 9 ans après sa création. À l'inverse, Cuba s'est systématiquement attelé à des *planes estratégicos del sistema nacional de áreas protegidas* : (2003-2008),

304 Caribbean Challenge Initiative and Caribbean Biodiversity Fund (s.d.). *SIDS parnership toolbox: partnership case study*. 4 p. https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/23108Caribbean_Challenge_Initiative_CCI_and_Caribbean_Biodiversity_Fund_CB F.pdf (consulté le 28 Mars 2023).

305 U.S. Mission Haiti (2017, 20 Juin). *Présentation du premier plan de gestion du Parc national des 3 Baies*. https://ht.usembassy.gov/fr/presentation-du-premier-plan-de-gestion-du-parc-national-des-trois-baies/ (consulté le 28 Mars 2023).

306 AFD (2021, 1er Juin). *Appui au fonds haïtien pour la biodiversité et à la conservation en Haïti*. https://www.afd.fr/fr/carte-des-projets/fonds-haitien-pour-biodiversite-et-conservation-haiti (consulté le 28 Mars 2023).

307 Ministère de l'Environnement Haïti (2019, 25 Juin). Haïti à la quatrième conférence annuelle du CCI-CBF : Antiqua et Barbuda du 17-20 juin 2019. *Publication Facebook*. https://www.facebook.com/mdehaiti/posts/2544161055614463/ (consulté le 28 Mars 2023).

308 ACP Environnement (2020, 26 Mars). *Coopération et solidarité internationale : Préserver la biodiversité et accompagner le reboisement en Haïti*. http://www.acpenvironnement.org/actualite/5/cooperation-et-solidarite-internationale.html (consulté le 6 Avril 2024).

(2009-2013), (2014-2020). Guadeloupe exécute une « Charte de territoire » de 15 ans à l'adhésion de 20 des 21 communes du Parc depuis son dernier plan (2009-2013) de gestion[309]. Ses documents stratégiques ont tous été sanctionnés par une procédure légale formelle : la *Resolución nº 159/14* de Cuba et le décret n° 2014-48 du 21 janvier 2014 de la France.

Haïti déclarera sa dernière AMP en 2021 : le Parc national naturel de Fort Royal de 16,48 km^2 et de catégorie VI de gestion de l'UICN. Fort Royal est l'unique AMP du département stratégique de l'Ouest dans lequel se trouve la capitale d'Haïti. Le pays gagnerait à tirer parti des discussions 2025 de Paris sur la lutte contre les échouements de sargasses d'une ceinture de 8 850 km des Caraïbes à l'Afrique de l'Ouest : « Les Outre-mer aux avant-postes »[310]. Ce fléau écologique récurrent, aggravé par les changements climatiques, a frappé les eaux marines d'Haïti, de Cuba, et de la Guadeloupe en général, y compris leurs AMP. Les pertes enregistrées se sont élevées à 94 millions d'euros en 2023 pour l'ensemble des états membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM)[311]. Le vide juridique sur le statut international des sargasses a laissé la place à des approches régionales variées de gestion de l'angle : (i) des catastrophes naturelles pour la CARICOM, en tant que plantes marines envahissantes et destructrices (paragr. 10) ; (ii) de la géopolitique pour l'Association des États de la Caraïbe (AEC), en confiant à la Commission de la mer des Caraïbes la mission de mise en synergie des recherches, études et programmes (Galy, 2022 : paragr. 10, 12)[312].

L'histoire de la conservation marine et côtière (**Réf.** Figure 9) d'Haïti a été résumée à la page suivante, en interrelation avec celle de Cuba et de la Guadeloupe (**Réf.** Figures 10, 11) :

309 La seule commune de l'aire protégée à n'avoir pas adhéré à la charte est celle de Saint-Claude, là où sont paradoxalement logés les bureaux centraux du Parc.
310 Lamoureux, N. (2024, 28 Janvier). Les sargasses, nouveau cauchemar des Caraïbes ! *Le Point*. https://www.lepoint.fr/sciences-nature/les-sargasses-nouveau-cauchemar-des-caraibes-28-01-2024-2550879_1924.php (consulté le 8 Avril 2024).
311 AFP (2024, 19 Mars). L'imbroglio du statut juridique des sargasses, fléau de nos plages. https://www.guadeloupe.franceantilles.fr/actualite/environnement/limbroglio-du-statut-juridique-des-sargasses-fleau-de-nos-plages-979698.php (consulté le 8 Avril 2024).
312 Galy, K. (2022). La gestion des afflux massifs de sargasses dans la grande Caraïbe : nouvel enjeu de la coopération régionale, *Études caribéennes*, issue 53. https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.24248

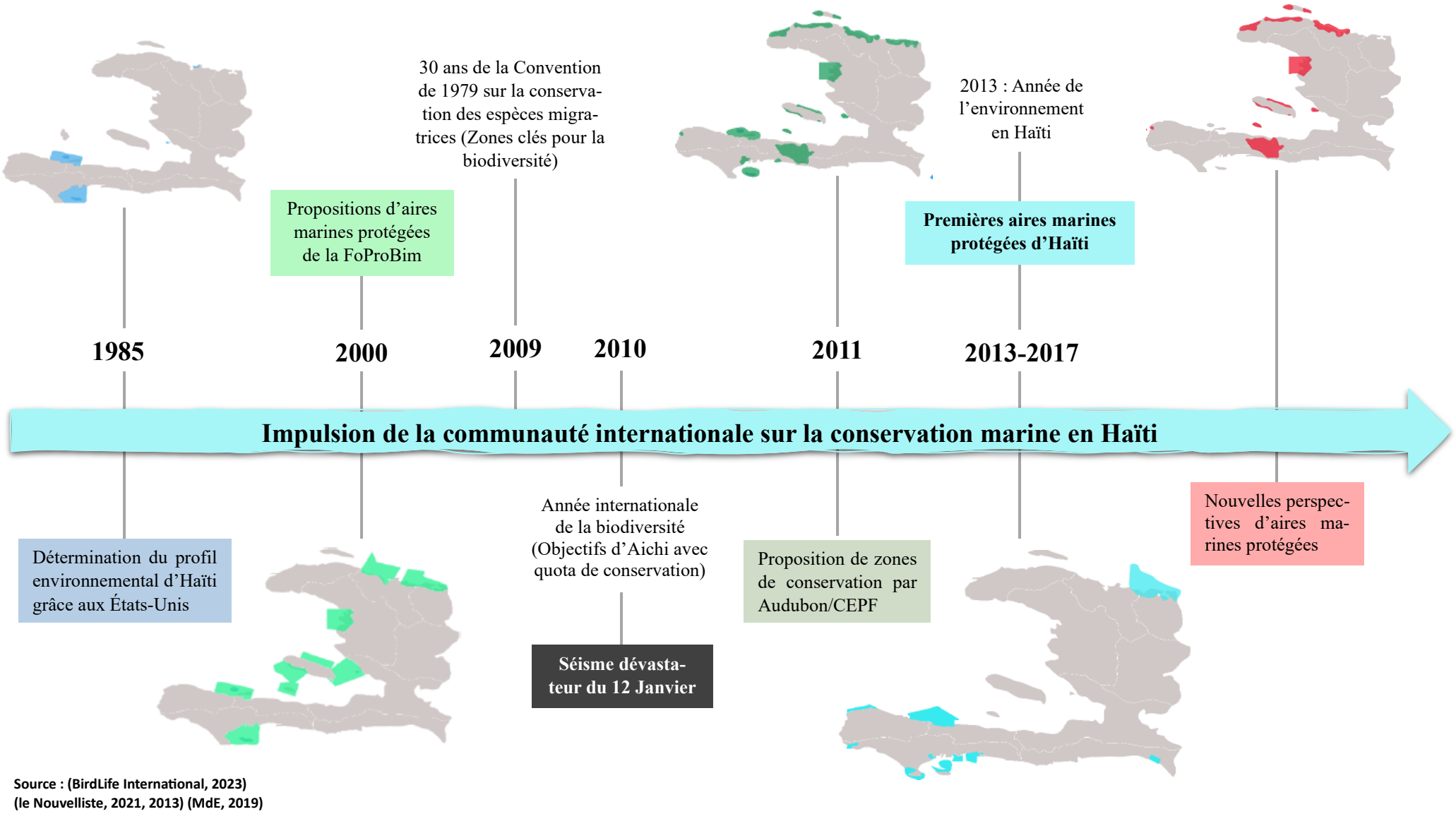


Figure 9. Évolution de la déclaration des aires marine protégées en Haïti **(Pierre, 2023)**

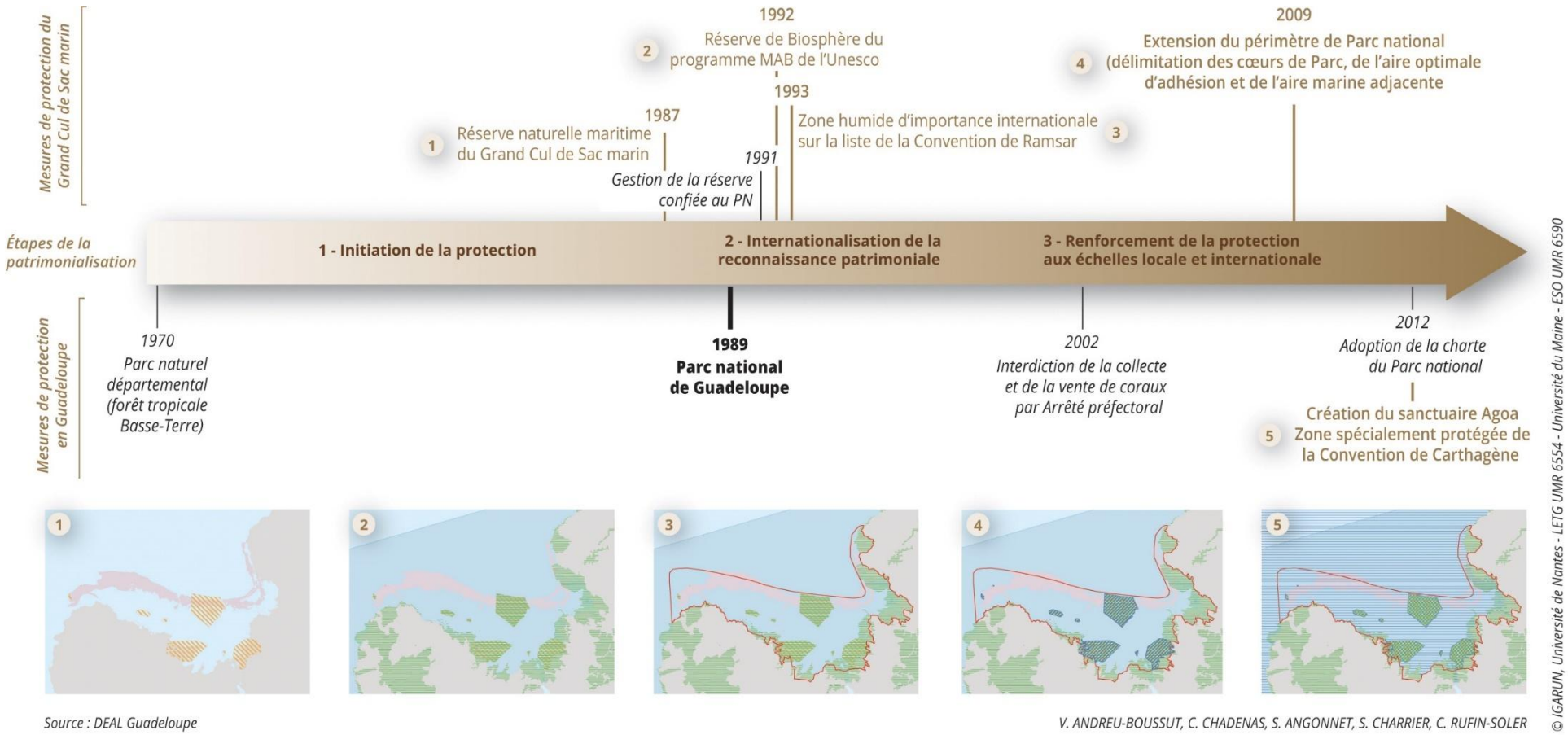


Figure 10. Évolution des mesures de protection de l'aire maritime adjacente du Parc national de la Guadeloupe **(Andreu-Boussut et al.)**

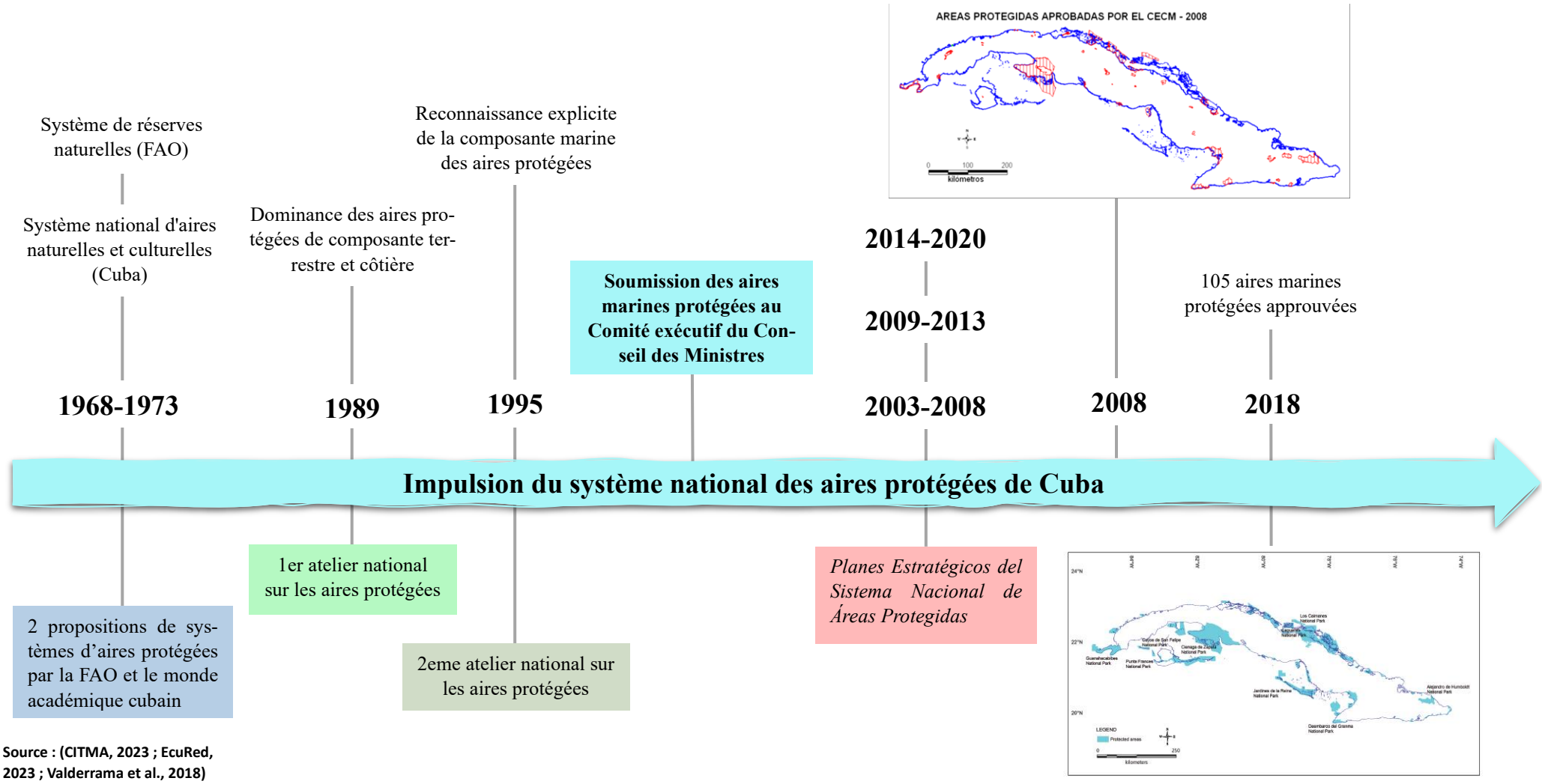


Figure 11. Évolution de la mise en place des aires marines protégées à Cuba **(Pierre, 2024)**

Dans le chapitre 2 ont été avancés les efforts institutionnels essentiels à la déclaration des premières aires marines protégées d'Haïti et à l'apport de la communauté internationale dans ses avancées. Les analyses ont établi l'implication des États-Unis dans le financement des études associées à la sélection de sites marins de biodiversité en Haïti et au montage du système national des aires protégées à Cuba après la Révolution. Le Chapitre 3 recensera donc la mise en œuvre du concept des aires marines protégées dans la Caraïbe insulaire et les définitions applicables en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe.

Chapitre 3 : L'appropriation des aires marines protégées en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe

L'histoire a rapporté la présence des aires protégées depuis l'Antiquité. Les premières ont été entreprises par les populations locales à travers des forêts sacrées et des sanctuaires religieux dans leur composante terrestre. Les *marae* polynésiens à ciel ouvert entourés des conifères aïto, le Mont conique Fuji vénéré par les *Aïnou* du Japon, les sources *Te Waikoropupū* de purification pour les *Iwi* de la Nouvelle-Zélande, la grotte taïno Bassin Zim de la rivière Guayamouc devenue lieu de pèlerinage vodouesque en Haïti ont été répertoriés parmi les nombreux sites autochtones. Au premier millénaire avant Jésus-Christ, de grandes parcelles ont été soustraites aux populations locales à des fins individuelles au lieu de faits collectifs ou religieux (Côté, p. 14 : 2009)[313]. Elles se sont popularisées jusqu'aux premiers siècles après Jésus-Christ en soutien aux pratiques récréatives des monarques. Asoka de l'Inde est connu pour des aires protégées de forêts royales dédiées à la chasse. Il a été initiateur du plus ancien cas de protection documenté de l'État grâce à l'édit de 252 sur Ia protection des animaux, des poissons et des forêts[314].

En l'an 125, Hadrien de Rome a certes publié un édit de protection des cèdres du Liban mais, dans l'optique de s'approvisionner en bois de construction des navires de guerre. Les Pygmées du Rwanda ont rigoureusement surveillé la réserve d'Icyanya, retirée de l'usage commun pour la chasse exclusive des souverains

313 Côté, V. (2009). *La prise en compte des populations locales dans la mise en place d'aires protégées : études de cas au Guatemala et au Maroc.* [essai de maîtrise, Université de Sherbrooke]. http://hdl.handle.net/11143/8092 (consulté le 26 Janvier 2024).
314 Notre-planete.info (2006, 6 Sept). Les grandes lignes de la liste des Nations Unies des aires protégées de 2003. *Notre-planete.info*. https://www.notre-planete.info/actualites/227-liste_aires_protegees (consulté le 26 Janvier 2024).

Mwami et l'élevage des troupeaux des chefs tutsis (Silvestre, 1974 : p. 112)[315]. Au XIe siècle, Boleslas le Hardi de Pologne a interdit la chasse du castor en vue de disposer du monopole de sa fourrure (Baer, 1968 : p. 8)[316]. Par conséquent, les restrictions dues aux forêts royales et réserves de chasse superposées aux droits traditionnels d'usufruit des populations locales ont occasionné des soulèvements à travers l'Europe. L'auteur Colchester évoquera des présomptions sur l'origine du mythe de Robin des bois à partir de ces mouvements de résistance contre des inégalités d'accès (2003 : p. 5)[317]. Parallèlement, Guillaume ler entreprendra en 1084 l'inventaire des ressources naturelles[318] et productives du royaume d'Angleterre afin d'anticiper leur gestion et les insérer dans des plans de développement (McKinnon et al., 1990 : p. 1)[319].

3.1. Les politiques coloniales de conservation dans la Caraïbe insulaire

En Amérique précolombienne, les aires protégées ont été établies suivant une cosmogonie de « terre nourricière »[320], c'est-à-dire un rappel de l'interdépendance entre l'humain et la nature dans une double approche matérielle et spirituelle. Les Aztèques auront instauré des aires protégées en sacralisant la nature soumise à leur observation continuelle. La terre y a été déifiée dans une cosmovision sur la succession dramatique de périodes solaires ; et classée en fonction du régime[321] privilégié, notamment religieux, dans la quotidienneté (Galván, 2016 : paragr. 14, 23, 24)[322]. Sur l'île d'Ayiti, Bohio, Quisqueya, les Amérindien.ne.s ont eu à adopter un mode de vie acquiesçant aux conquistadors une terre recouverte à 97 % de forêts (Pierre C. E., 2020 : p. 129)[323]. L'assertion sur l'étendue de la couverture forestière mérite toutefois d'être nuancée par les propos de l'Agroéconomiste Alex Bellande (2021 :

315 Silvestre, V. (1974). Différenciations socio-économiques dans une société à vocation égalitaire : Masaka dans le paysannat de l'Icyanya. *Cahiers d'études africaines*, *14*(53), pp. 104-169. https://doi.org/10.3406/cea.1974.2666

316 Baer, J. G. (1968). Aperçu historique de la protection de la nature. *Biological Conservation, 1*(1), pp. 7-11. https://doi.org/10.1016/0006-3207(68)90004-9

317 Colchester, M. (2003). *Nature sauvage, nature sauvée ? Peuples autochtones, aires protégées et conservation de la biodiversité*. Mouvement mondial pour les forêts tropicales produit dans le cadre du Forest Peoples Programme, 154 p.

318 Les ressources naturelles concernées ont été les forêts, les régions de pêche, les régions agricoles, les réserves de chasse.

319 MacKinnon, J., MacKinnon, K., Child, G., & Thorsell, J. (1990). *Aménagement et gestion des aires protégées tropicales*. Rapport produit d'après les ateliers sur la gestion des aires protégées tropicales du congrès mondial des parcs nationaux organisé par la Commission des parcs nationaux et des aires protégées de l'UICN, 307 p. https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/1986-Mack-001-Fr.pdf

320 La rhétorique a été énoncée dans la thèse doctorale sans soulever les interrogations de l'écoféminisme sur la conception « terre-mère ».

321 La terre a été classée selon le droit d'usufruit concédé par les chefferies aux institutions (communauté d'agriculteurs, temple, palais, juges, guerre) et des particuliers (nobles), et selon les possibilités productives ou agricoles (description des parcelles selon leur bénéfice alimentaire).

322 Galván, J.R. (2016). La terre dans la cosmovision aztèque. Dans D. de Courcelles (dir.), *Gôuter la terre : Histoire culturelle et philosophique des éléments* (pp. 29-36). Publications de l'École nationale des chartes. https://doi.org/10.4000/books.enc.12559

323 Pierre, C. E. D. (2020). La colonisation et le désastre écologique d'Haïti. Dans D. Rovența-Frumușani, V. Marinescu (dirs.), *Concepts-clés de la communication environnementale et du développement durable*, Presse universitaire Clujeană (pp. 128-134). https://agris.fao.org/agris-search/search.do?recordID=BE2021108339

17mn11-17mn46)[324]. Car, d'une part, le million d'habitant.e.s amérindien.ne.s a été nourri par une agriculture itinérante sur brulis caractérisée par des défrichements. Les saladoïdes ont même réussi à transformer des plantes sauvages comme le manioc, le maïs, les haricots, les cacahuètes, le tabac en plantes de culture, en plus de consommer la protéine animale issue des côtes à mangrove et de la chasse (Chonchol, 1995 : paragr. 88, 90)[325]. D'autre part, plusieurs régions de l'île sont sans arbre : à dominante herbacée au Plateau central ou arides à la Savane désolée en Haïti. Ces images éloignent du stéréotype de la forêt tropicale vierge et luxuriante, sachant d'autant plus que les conquistadors ont insisté sur l'étendue des terres cultivées à leur débarquement (Dreyfus, 1980 : p. 235, 237)[326]. Par conséquent, la colonisation européenne a plutôt déstabilisé des situations d'homéostasie relative à tort d'une idéologie conquérante (Pouchepadass, 1993 : p. 9)[327]. Elle a entraîné des agressions écologiques accélérées par l'emploi d'outils agricoles et des déprédations sociales dans la redéfinition des rapports humains et sociaux d'avec la nature.

Le génocide des Amérindiens a bouleversé des croyances référentielles resacralisées au christianisme servant de prétexte à une économie de plantation. Les *haciendas* à Cuba, les plantations à Saint-Domingue et Nevis, les entreprises sucrières *engenho* au Brésil renouvelées en distilleries à la Barbade ont été parmi les systèmes socio-agraires les plus populaires[328] des empires espagnols et portugais puis, des empires français et britanniques entrecoupés par les possessions hollandaises de la Caraïbe insulaire. Ils se sont fondés sur : (1) l'asservissement des populations amérindiennes et noires importées d'Afrique à évangéliser ; (2) l'invisibilité des femmes libres et esclaves assujetties à une dichotomie sphère privée-reproductive ; (3) l'exploitation à outrance des travailleurs engagés ; (4) l'expropriation et l'accaparement des terres au nom des Couronnes européennes. Et sont devenus « *the seat of cultural*

324 FOKAL (2021, 6 Juillet). MARDI.doc : Soti Kiskeya rive Ayiti, men ki kote pyebwa yo ale ? [Video]. *Publications Facebook*. https://www.facebook.com/nouvel.fokal/videos/128071136053085 (consulté le 26 Janvier 2024).

325 Chonchol, J. (1995). *I - L'agriculture des civilisations amérindiennes avant la conquête*. Éditions de l'IHEAL. https://doi.org/10.4000/books.iheal.3111

326 Dreyfus, S. (1980). Notes sur la chefferie taino d'Aiti : capacités productrices, ressources alimentaires, pouvoirs dans une société précolombienne de forêt tropicale. *Journal de la Société des Américanistes*, 67, pp. 229–248. http://www.jstor.org/stable/24610117

327 Pouchepadass, Jacques (1993). Colonisations et environnement. *Société française d'histoire d'outre-mer*, 13, pp. 5-22. www.persee.fr/doc/sfhom_1768-7144_1993_ant_13_1_1019

328 Les 3 systèmes socio-agraires peuvent être ainsi décrits selon Chonchol (1995) : (1) les *haciendas* importées d'Espagne, successeures de l'*encomienda* et du *repartimiento*, sont composées de propriétaires de grands domaines et d'une main-d'œuvre fixe vivant sur une exploitation de bétail et/ou alimentaire. Le recrutement de la main d'œuvre est passé du travail obligatoire des Amérindiens et de l'esclavage des noires à des systèmes paternalistes complexes d'utilisation de parcelles : *peonaje*, *concertación*, métayage, fermage. (2) Les plantations, un héritage fondamentalement portugais, sont composés de grands domaines ruraux spécialisés dans la monoculture (canne à sucre, café, coton). Ce type d'exploitation a nécessité un important capital de départ et une main-d'œuvre sédentaire pour l'essentiel composée de noirs d'Afrique réduits en esclavages. (3) Les entreprises sucrières *engenho* sont composées d'équipements de traitement de la canne et d'élaboration du sucre réunis autour du moulin hollandais. Cette économie sucrière s'est accompagnée d'une agriculture vivrière, sauf dans le cas des îles britanniques de superficie réduite, marchés stratégiques de blé et de viande salée pour la colonie continentale britannique des États-Unis.

exchange, synthesis, and amnesia, where these diverse cultural heritages underwent a process of cultural "cutting and mixing" …» (Murphy, 2008: p. 33)[329]. Leur présence a généré « *una zonificación económica en función de la distancia a los puertos marítimos* » dans une configuration spatiale autre que celle de survie et de production des Amérindien.ne.s (Zambrano et Bernard, 1993 : p. 25)[330]. Elle symbolise un « Habiter colonial chrétien » pendant une ère misogyne de terre d'enrichissement en rupture avec la conception amérindienne de terre nourricière et en syncrétisme avec le vodou (Ferdinand, 2019 : p. 75 et 78)[331]. Le paysage colonial a par suite été « désindigénisé », de sorte que le savoir acquis par les Amérindien.ne.s et les Noir.e.s dans l'expérimentation du milieu a été jugé archaïque et destructeur pour justifier d'une exploitation intensive (Pinton, 2014 : p. 428[332] ; D'Ans, 1987 : p. 317[333]). Ce savoir cumulé pourtant, décrié, dérive en réalité de stratégies différenciées d'adaptation, de refus ou d'adoption de traits culturels allogènes dépourvues de vocation à l'universalité (Pinton et Grenand, 2007 : p. 169)[334].

Les politiques de conservation ont été introduites dans l'Amérique esclavagiste surtout en vue de protéger les rendements des systèmes socio-agraires définis dans le paragraphe précédent. De nature absolutiste, la domination coloniale a facilité une gestion interventionniste de la terre et la diffusion de nouvelles idées scientifiques agricoles (Grove, 2018 : p. 90)[335]. Plusieurs instruments juridiques, dont la *Recopilación de Leyes de los Reynos de las Indias*, ont normé l'usage commun des forêts et pâturages des possessions espagnoles (Gautreau, 2009 : paragr. 7)[336]. Leur application locale en *Bandos de buen Gobierno*[337] a généré des conflits entre les habitants *vecinos*, partisans de la gestion patrimoniale des ressources ligneuses et des coupeurs de bois de toutes sortes aussi en conflit entre eux : les *montaraces*[338] versus les *hacendaos* et *labradores*[339]. Les possessions britanniques insulaires ont

329 Murphy, K. (2008). Magic and Mesmerism in Saint Domingue. *Paroles gelées*, *24*(1). http://dx.doi.org/10.5070/PG7241003182
330 Zambrano, F. et Bernard, O. (1993). *Ciudad y territorio : El proceso de poblamiento en Colombia*. Institut français d'études andines. Travaux de l'IFEA. https://doi.org/10.4000/books.ifea.2094
331 Ferdinand, M. (2019). 2. Les matricides du Plantationocène. Dans M. Ferdinand (dirs.), *Une écologie décoloniale : Penser l'écologie depuis le monde caribéen*, (pp. 69-86). Éditions du Seuil, Collection Anthropocène.
332 Pinton, F. (2014). De la période coloniale au développement durable : le statut des savoirs locaux sur la nature dans la sociologie et l'anthropologie françaises. *Revue d'anthropologie des connaissances*, *8*(2), pp. 425-450. https://doi.org/10.3917/rac.023.0425
333 D'Ans, A.-M. (1987). *Haïti, paysage et société.* Karthala. 341 p.
334 Pinton, F., Grenand, P. (2007). Savoirs traditionnels, populations locales et ressources globalisées. Dans C. Aubertin, F. Pinton (dirs.), *Les marches de la biodiversité* pp. 165-194. Institut de Recherche pour le développement. https://doi.org/10.4000/books.irdeditions.2318
335 Grove, R. (2018). Science coloniale et naissance de l'écologie. *Écologie & politique*, 56, pp. 83-102. https://doi.org/10.3917/ecopo1.056.0083
336 Gautreau, P. (2009). Les forêts de l'Uruguay (1590-1820) entre « destruction » et « dérèglement des usages ». *Histoire & Sociétés Rurales*, 31, pp. 45-66. https://doi.org/10.3917/hsr.031.0045
337 Traduit de l'espagnol en français par les actes de bonne gouvernance.
338 Traduit de l'espagnol en français par les charbonniers ou bûcherons.
339 Traduit de l'espagnol en français par les éleveurs et agriculteurs.

quant à elles été mises à contribution de l'histoire environnementale moderne, bien avant le paradigme de *wilderness* et d'extraterritorialité du parc Yellowstone des États-Unis. Les réserves forestières *Main Ridge* de Trinité-et-Tobago (1776), *Kings Hill* de Saint-Vincent-et-les-Grenadines (1791), *Hot Springs* de l'Arkansas (1832) ont précédé le parc Yosemite de Californie (1864) connu pour être la première réserve naturelle états-unienne.

L'ordonnance de *Main Ridge* et l'Acte de *Kings Hill* ont été à l'origine de la législation coloniale sur la protection de la nature[340]. La première a communiqué son objectif «…*of attracting frequent Showers of Rain upon which the Fertility of Lands in these Climates doth entirely depend* ». Elle est la traduction d'un effort politique appuyant les théories scientifiques de dessication qui lient « *deforestation, reduced rainfall and increased erosion* » (Hambler et Canney, 2013)[341]. Le second a précisé son objectif « *for enclosing the same and preserving the timber and other trees growing thereon in order to attract rain* » (Grove, 2000: p. 71)[342]. Toujours d'après l'historien britannique Grove, son double aspect novateur réside dans le fait qu'une législation soit spécifique aux îles océaniques et intègre les conséquences climatiques de la dégradation environnementale. Ensuite, les possessions françaises d'Algérie[343] ont bénéficié de parcs et de réserves intégrales parallèlement au parc de la Bérarde[344]. Leur nature a été appropriée à des fins scientifiques et commerciales selon l'approche dévolue à chaque dominion :

- une approche touristique associée aux patrimoines relictuel et architectural de l'Afrique du Nord sur fond de panoramas forestiers et d'innovations de « village de toile »[345] ;
- une approche ressourciste associée à la fiscalisation des aires de pêche et de chasse de l'Afrique tropicale et équatoriale ;

340 Selon l'auteur Grove (2000), ils sont tributaires des études menées dans les îles Canaries au 1500 et à Sainte-Hélène vers 1670 par rapport aux impacts de la déforestation sur la production du sucre : érosion du sol, inondation, ravinement, aridification.
341 Hambler, C., et Canney, S. M. (2013). *Conservation* (2e éd.). Cambridge University Press.
342 Grove, R. (2017). The culture of islands and the history of environmental concerns. Dans A. Elliot, J. Cullis, V. Damodaran (dirs.), *Climate Change and the Humanities: Historical, Philosophical and Interdisciplinary Approaches to the Contemporary Environmental Crisis* (pp. 69-91). Macmillan Publishers Ltd / Springer Nature. https://doi.org/10.1057/978-1-137-55124-5
343 Selon Martine Chalvet (2017), 13 parcs nationaux ont créés en Algérie en 10 ans sur une superficie totale de 27 600 ha. : dans le département d'Alger, le parc des Cèdres de Téniet-el-Haâd (1923), de L'Ouarsenis (1924), de l'Akfadou (1925), de Chréa (1925), du Djurdjura (1925), de Saint-Ferdinand (1928) d'Aïn-N'Sour (1929), dans le département de Constantine, les parcs de Dar-el-Oued Taza (1923 et 1927), du Djebel Gouraya (1924), du Babor (1931), de la Mahouna (1931), de Bugeaud-L'Edough (1931), dans le département d'Oran, le parc des Planteurs (1925).
344 Le Parc de la Bérarde de 1913 est le premier parc métropolitain de France. Il deviendra le 5ème sous la dénomination de Parc national des Écrins de 1973 à la suite de la loi du 22 Juillet 1960 sur les parcs nationaux.
345 Selon Berthonnet dans son article « Le tourisme en Algérie, image de la modernité et fait culturel majeur (1880-1930) », l'Algérie a accueilli le premier « camping » de France à Ténès dans les années 1920, inspiré des réalisations américaines de Californie (p. 36).

- une approche préservationniste associée au renouvellement du couvert végétal en Asie et à l'étude de la biodiversité en Océan Indien grâce aux réserves intégrales.

Les possessions anglo-saxonnes ont continué à marquer la chronologie de la conservation environnementale dans la Méditerranée des Amériques. Bien avant le Parc national d'Exuma Cays des Bahamas et celui des Everglades en Floride, la Couronne britannique a déclaré la première AMP de la Caraïbe insulaire sur le territoire archipélagique de la Jamaïque de plus d'une soixantaine d'îlots[346]. Cette décision s'inscrit dans la lignée des préoccupations de la loi de 1882 sur la protection des poissons[347], et de la diffusion locale des mouvements écologiques mondiaux avec *The Royal Society of Arts and Sciences of Jamaica* (1854), *The Jamaica Agricultural Society* (1864), et la *Jamaica Society for the Protection of Animals and Plants* (1873). Elle a engagé les résultats de : (1) l'expédition du navire Challenger menée par le Capitaine George Nares entre 1872 et 1876 pour une meilleure compréhension des écosystèmes marins ; (2) et même du mouvement anti-esclavagiste local dans sa lutte pour la préservation des revenus d'anciens esclaves devenus pêcheurs. Finalement, le décret du 27 Avril 1907 du Gouvernement colonial attestera de l'aire inhabitée et de non-prise Morant et Pedro Cays de 877 km^2, le second ensemble récifal de pêche en haute mer du territoire morcelé. Il émet un assortiment de restrictions décrites ci-dessous :

> « *No person shall, without a written license from the Minister:*
> (a) *fish inside the outer limits of the territorial sea of the Morant and Pedro Cays, or either of them ;*
> (b) *slay, or catch any birds on the said Cays, or either of them ;*
> (c) *catch turtle on the said Cays, or either of them, or inside the outer limits of the territorial sea thereof ;*
> (d) *on the said Cays, or either of them, or inside the outer limits of the territorial sea thereof, shoot at any birds, or discharge firearms or rockets, or make a noise calculated to frighten the birds on the said Cays, or either of them ;*
> (e) *take any eggs from the said Cays, or either of them* » (Art. 4).

346 A part, but apart (2012, 21 Sept.). *The Cleaner*. https://jamaica-gleaner.com/gleaner/20120921/cleisure/cleisure3.html
347 *The Jamaica Fisheries Protection Act* sur la protection des poissons contre la pêche à la dynamite et au poison.

La Jamaïque, Xaymaca[348] en langue amérindienne, maintiendra ce rôle précurseur dans les négociations sur : (1) une constitution internationale de la mer ; (2) l'Autorité internationale des fonds marins ; (3) le concept de zone économique exclusive. Son implication de petit état insulaire en développement et son identité nationale imprégnée de culture maritime déboucheront sur la signature de la Convention des Nations Unies de 1982 de Montego Bay sur le droit de la mer[349]. Cette convention intervient ultérieurement à la popularisation des aires protégées suivant le modèle états-unien et à la découverte de gisements d'hydrocarbures exploitables dans la région[350]. Elle se heurte donc à la perception du potentiel économique de la mer dans un contexte de tension entre états exploitants et états riverains, à savoir : (1) des revendications de droits exclusifs sur le plateau continental contraire au principe grocien *mare liberum*[351] ; (2) des appropriations unilatérales d'espaces marins sous couvert de souveraineté et de conservation. Par conséquent, plusieurs conférences et conventions[352] contribueront de 1962 à 1972 aux premières recommandations de protection de sites marins, aussi réserves de biosphère ou monuments naturels, dans une stratégie mondiale de développement durable. Elles imprimeront des définitions d'« aire marine protégée » en réponse à la dynamique internationale sur la protection de la mer.

3.2. Les définitions d'aires marines protégées des institutions internationales

En renvoyant à la racine des mots qui le composent, une « aire marine protégée » est une zone qui se rapporte à la mer (*marinus*) : des surfaces circonscrites (*area*) et leur fonds (*ager*) mis à l'abri du danger (*protegere*). Le concept a évolué sous l'influence des institutions internationales dans la tentative d'harmoniser le cadre de référence relatif aux AMP. C'est ainsi que la 2eme Conférence mondiale de 1969 sur les parcs nationaux donne la première définition officielle. L'intersection des problématiques marines et environnementales ouvertes à une conjoncture culturelle l'a amorcée en :

348 Terre d'eau et de bois : xay (eau), maca (bois) en langue taïnos.
349 Selon Delfour-Samama (2013 : p. 3), la Convention précise le cadre juridique des activités intéressant les mers et les océans et tente d'assurer un équilibre entre protection de l'environnement et liberté d'usage.
350 Des gisements exploitables ont été découverts en Basse Californie, à Trinité-et-Tobago et au Vénézuela entre 1920 et 1940.
351 *mare liberum :* principe coutumier de liberté des mers.
352 À citer la Conférence mondiale sur les parcs nationaux de 1962, la Convention de Ramsar relative aux zones humides d'importance internationale de 1971, la Conférence sur l'environnement humain de 1972, la Convention de l'UNESCO concernant la protection du patrimoine culturel et naturel mondial de 1972.

> « aire de mer délimitée, réservée à la protection de la flore, de la faune et, dans certains cas, des paysages et du patrimoine culturel » (UICN, 1982 : p. 23)[353].

Une emphase sur : (i) les caractéristiques volumétriques de la mer ; (ii) l'association entre nature et culture ; (iii) les objets de conservation et, (iv) les formes de reconnaissance l'a posée en :

> « toute zone intertidale ou infratidale, ainsi que les eaux sus-jacentes, sa flore, sa faune et ses caractéristiques historiques et culturelles, réservées par la législation ou un autre moyen efficace dans le but de protéger tout ou partie de l'environnement ainsi délimité » (UICN, 1988 : p. 15)[354].

La définition de référence demeure celle de 1994 révisée durant la Conférence mondiale de 2007 sur les aires protégées. Elle avance une généralisation des composantes terrestres et marines des aires protégées avec l'introduction du nexus conservation de la nature-services écosystémiques-valeurs culturelles telle que :

> « Une aire marine protégée est une aire géographique clairement définie, reconnue, consacrée et gérée, par tout moyen efficace, juridique ou autre, afin d'assurer à long terme la conservation de la nature ainsi que des services écosystémiques et des valeurs culturelles qui lui sont associés »

Néanmoins, d'autres définitions ont été inventoriées :

- aire protégée côtière et marine, « toute zone située à l'intérieur ou à proximité du milieu marin, avec ses eaux sus-jacentes, la faune et la flore associées et les éléments historiques et culturels qui s'y trouvent, qui a été mise en réserve par une loi ou d'autres dispositions utiles, y compris **la coutume**, dans le but d'accorder à la **diversité biologique marine ou côtière** un **degré de protection plus élevé** que celui dont bénéficie le milieu environnant » (ONU, 2004 : p. 148)[355] ;

353 UICN (1982). *La protection de la nature et des ressources naturelles : Dixième anniversaire de la Charte mondiale de la nature*. Actes du colloque international organisé par l'UICN à l'occasion du dixième anniversaire de la Charte mondiale de la nature, 48 p.
354 UICN (1988). *Résolution 17.38: Protection du milieu côtier et marin*. 17eme session de l'Assemblée générale de l'UICN, San José, Costa Rica, 1–10 février 1988. https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/resrecfiles/GA_17_38_FR.pdf
355 ONU (2004). *Décisions adoptées par la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique à sa septième réunion (2004b)*, 375 p. https://www.cbd.int/doc/decisions/cop-07/full/cop-07-dec-fr.pdf (consulté le 23 Février 2024).

- outil de résilience climatique, « un **outil de gestion important et reconnu**, notamment pour atténuer et réguler certains effets sur les océans du développement côtier et hors côte, de la surpêche, **des changements climatiques**, des phénomènes naturels et d'autres facteurs de stress » (UICN, 2005 : p. 4)[356] ;

- outil de conservation, « aires réservées et gérées efficacement dans le but de protéger les écosystèmes, **processus, habitats** et espèces marins et de favoriser ainsi **la restauration et la reconstitution** des ressources en vue **d'un enrichissement** social, économique et culturel » (Reuchlin-Hugenholtz et McKenzie, 2015 : p. 5)[357].

Elles renferment l'avantage : (i) d'être corrélées à d'autres mesures de protection environnementale (développement côtier, surpêche, restauration des ressources) ; (ii) et d'intégrer des concepts évolutifs issus des sciences environnementales (diversité biologique, changements climatiques).

Lorsque ces outils sont transposés aux échelles nationale, régionale ou locale, les pays ont procédé à leur propre définition d'AMP. Les définitions sont choisies en fonction des origines géographiques et des tendances politiques. La France a décrété la création d'aires exclusivement marines avec les parcs naturels marins :

> « dans les eaux placées sous la souveraineté de l'État et, le cas échéant, en continuité avec celles-ci, dans les eaux placées sous sa juridiction, ainsi que sur les espaces appartenant au domaine public maritime, pour contribuer à la connaissance du patrimoine marin ainsi qu'à la protection et au développement durable du milieu marin »[358].

La Barbade les a conférées de « *restricted areas in any part of marine areas of Barbados for purposes of preservation of natural beauty, conservation of fauna and flora, etc.*»[359] dans la gestion des réserves marines. Les États-Unis d'Amérique les ont qualifiées :

356 UICN (2005*). Les aires marines protégées : un outil pour la conservation de la biodiversité marine*. 48 p.
357 Reuchlin-Hugenholtz, E., et McKenzie, E. (2015). *Aires marines protégées : un investissement judicieux pour la santé des océans*. Rapport du World Wide Fund for Nature, 20 p. https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2017-07/150604_aires_marines_protegees.pdf
358 Loi n° 2006-436 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux-Art. L. 334-3, 14 Avril 2006.
359 Marine Areas (Preservation and Enhancement) Act, Section 3, 1976

> « *any area of the marine environment that has been reserved by federal, state, territorial, tribal, or local laws or regulations to provide lasting protection for part or all of the natural and cultural resources therein* ».[360]

3.3. Les définitions d'aires marines protégées d'Haïti, de Cuba et la Guadeloupe

Les 3 îles sœurs en étude de la thèse se sont employées à des définitions d'AMP au même titre et/ou influencées par les institutions internationales. Haïti, qui ne différencie pas les aires protégées terrestres des marines, l'a définie dans le décret nº11 du 26 Janvier 2006 portant sur la gestion de l'environnement et de régulation de la conduite des citoyens et citoyennes pour le développement durable (Art. 2) :

> « toute portion délimitée du territoire national consacrée à la protection et au maintien de ressources culturelles, historiques, naturelles et/ou écologiques spécifiques et soumise à cette fin à une règlementation et un système de gestion particuliers. »

Pour Cuba, une AMP est d'après le *Centro Nacional de Áreas Protegidas* (2013) :

> « *a marine or coastal portion of the national territory of outstanding natural value devoted to the protection and maintenance of biodiversity, natural resources, and cultural values associated with the natural environment*. »

En Guadeloupe, elle est d'après le Ministère de l'Écologie (2019) :

> « un espace maritime délimité en mer qui répond à des objectifs de protection de la biodiversité marine et qui favorise la gestion durable des activités maritimes ».

Haïti aussi bien que Cuba considère une AMP comme partie d'un tout en tant que « portion ». À la différence, le premier l'a généralisée à « toute portion délimitée du territoire national » qui inclut la mer territoriale et la ZEE d'après l'article 8 de la Constitution de 1987 en vigueur. Le second l'a spécifiée : « *marine and coastal portion of the national territory* » possédant la qualité supplémentaire « *of outstanding*

360 Executive Order 13158, Section 2, Marine Protected Areas, 26 Mai 2000.

natural value ». En réalité, une AMP consiste en : (a) un paysage itinérant caractérisé par une quasi-absence de composante anthropique permanente ; (b) un agencement en plans spatiaux de surface, de fond et de sous-sol ; et, (c) l'importance moindre de la topographie dans la structuration des taxons paysagers (Chaboud et al., 2009 : p. 58)[361]. Ensuite, la Guadeloupe a agrandi et indifférencié la définition à « un espace maritime délimité en mer » annonciateur d'une stratégie unifiée pour les aires protégées françaises. La stratégie adoptée pour la première fois le 11 Janvier 2021 facilitera à l'AMP d'outre-mer des moyens dans un réseau robuste d'aires résilient aux changements globaux[362]. En vue de refléter la diversité du peuple français dans son rapport avec la mer, cet espace devra s'enrichir de la dimension matérielle et idéelle des modes relationnels de Di Méo et Buléon (2007 : p. 26-27). L'AMP charriera sur ces entrefaites les représentations et les imaginaires spatiaux des populations locales et de leur groupe d'appartenance.

Pendant que Cuba a abordé l'AMP à travers un qualificatif « marin ou côtier », Haïti s'est ouvert comme la Guadeloupe à un qualificatif « maritime » avec une mer territoriale et une ZEE. Ce constat démontre qu'elle s'insère dans un espace géographique soumis à la souveraineté nationale d'états côtiers et à une coopération poussée en zones internationales (Ricard, 2019 : p. 253[363] ; Roellinger, 2019 : p. 363[364]). Il dévoile en plus un processus d'étatisation, de transnationalisation faisant intervenir dans plusieurs secteurs du droit à une échelle nationale et internationale, à citer : (i) droits de la mer ; (ii) de l'environnement ; (iii) de l'économie ; (iv) des pêches. De tels outils législatifs et réglementaires se heurtent au droit coutumier et d'usufruit des populations locales dans la spatialisation des représentations du territoire et des actions de conservation. De nombreux conflits peuvent émerger :

- au niveau national, en tenant compte de 5 catégories d'acteurs, à savoir : (1) les populations locales pauvres pratiquant la surexploitation des eaux côtières

361 Chaboud, C., Galletti, F., David, G., Brenier, A., Méral, P., Andriamahefazafy, F. et Ferraris, J. (2009). Chapitre 2. Aires marines protégées et gouvernance : contributions des disciplines et évolution pluridisciplinaire. Dans C. Aubertin et E. Rodary (dirs.), *Aires protégées, espaces durables ?* (pp. 55-81). 260 p. https://doi.org/10.4000/books.irdeditions.5655

362 Aires protégées en France (2023). *Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires*. https://www.ecologie.gouv.fr/aires-protegees-en-france

363 Ricard, P. (2019). Les aires marines protégées en haute mer et la difficile conciliation entre droit de la mer et droit de l'environnement. Dans P. Chaumette (coord.), *Transforming the Ocean Law by Requirement of the Marine Environment Conservation - Le droit de l'océan transformé par l'exigence de conservation de l'environnement marin* (pp. 249-268). Université de Nantes, Marcial Pons : Ediciones jurídicas y sociales, S. A., TEL archives ouvertes (02395852). https://shs.hal.science/halshs-02395852

364 Roellinger, A. (2019). L'utilisation pacifique de la zone et l'exploitation de ses ressources. Dans P. Chaumette (coord.), *Transforming the Ocean Law by Requirement of the Marine Environment Conservation - Le droit de l'océan transformé par l'exigence de conservation de l'environnement marin* (pp. 361-380). Université de Nantes, Marcial Pons : Ediciones jurídicas y sociales, S. A., TEL archives ouvertes (02395852). https://shs.hal.science/halshs-02395852

comme démontré par les travaux de la chercheure Rodné-Jeanty dans le Nord du pays (2020 : p. 223)[365] ; (2) l'expertise technique et scientifique locale ; (3) l'État central ; (4) les autorités locales ; (5) l'expertise importée par les accords et les projets.

- au niveau international, en tenant compte de 3 catégories d'acteurs, à savoir : (1) l'État central ; (2) l'État insulaire voisin ; (3) le grand État maritime.

Le schéma ci-dessous (**Réf.** Figure 12) montre le maillage des conflits probables autour de l'AMP entre les acteurs au niveau (inter)national.

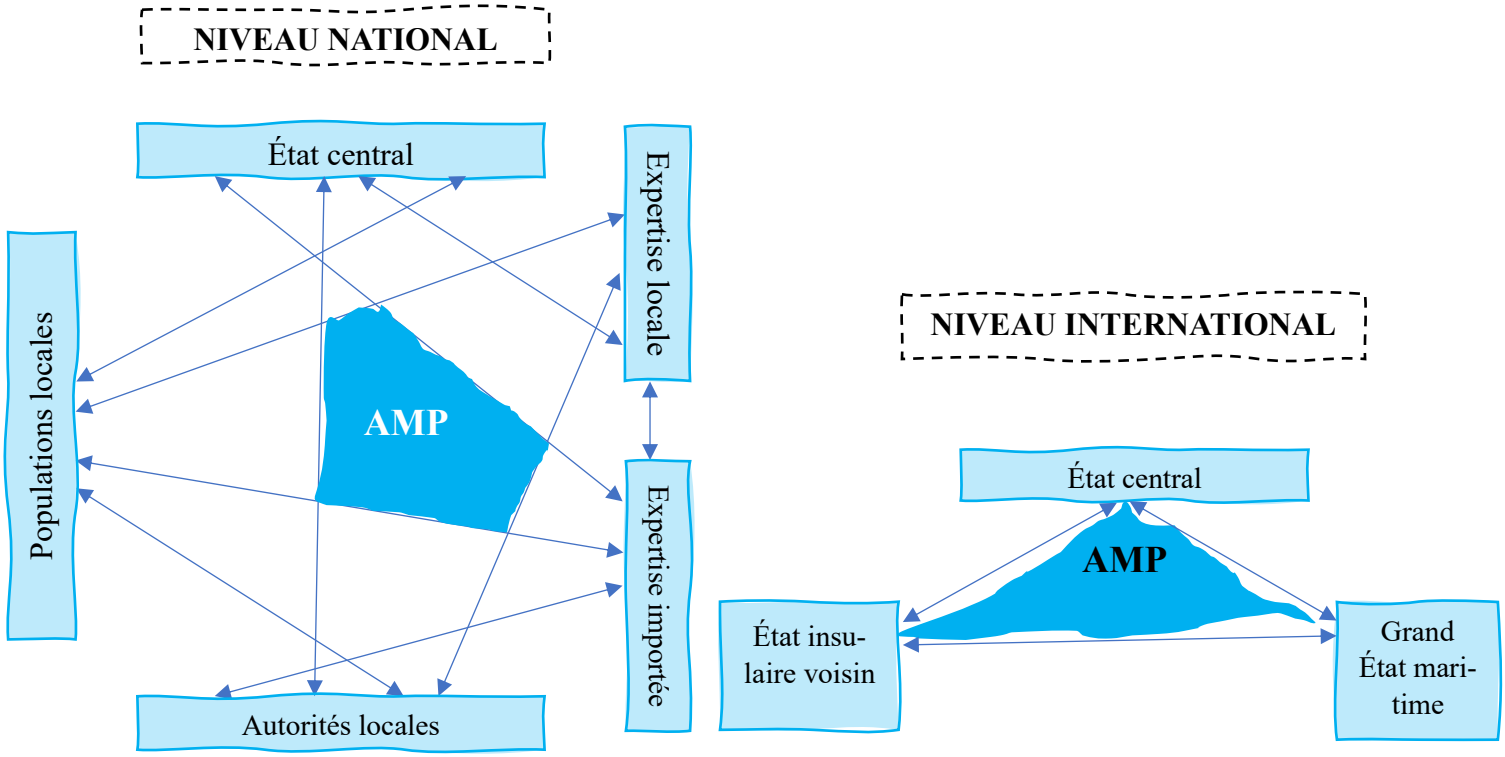


Figure 12. Caractère conflictogène des aires marines protégées **(Pierre, 2024)**

L'AMP s'instaure alors en « espace de transactions multi-scalaires entre différentes parties prenantes dont les attitudes et comportements de rejet ou de consentement face à la protection peuvent évoluer au fil du temps, des contextes et des projets » (de Cacqueray et al., 2018 : p. 8). Des dynamiques diachroniques et synchroniques sont en interaction entre des objets spatiaux :

365 Rodné-Jeanty, J. (2020). *Le littoral haïtien entre développement et dégradation : le cas des baies de Caracol et de Fort-Liberté*. [Thèse de doctorat, Université de Nantes]. https://theses.fr/2020NANT2045

- le territoire de répartition des usages des populations locales superposés à un unique espace/ressource indicatrice de conflits d'usage potentiels ;
- le territoire de la réglementation édicté par les documents de planification, à la recherche d'une concordance d'application, d'adhésion et d'appropriation des populations locales ;
- le territoire des représentations combinant les représentations des populations locales de l'espace/ressource, du territoire des usages, des réglementations d'usages (Chaboud et al., 2008[366] ; David et al., 2006[367]).

Quant à l'acceptation, des structures communautaires peuvent suppléer à l'État grâce à des prérogatives traditionnelles devant le coût des interventions à la caisse publique. Néanmoins, cela requiert une implication dès la conception du cadre juridique et règlementaire. L'implication s'effectue en toute équité et solidarité sociales en vue d'éviter les compétitions relatives à une appropriation des ressources naturelles au détriment du collectif. L'AMP se conçoit aussi comme « une sorte de levier de l'écologisme » traversée par une police législative et administrative spéciale, laquelle a besoin de concertation locale et de décentralisation politique pour se légitimer (Féral et al., 2007 : paragr. 9)[368].

La Convention sur la diversité biologique a rappelé l'importance d'établir les bornes physiques d'une AMP. L'AMP étant aussi une zone protégée, elle a été définie comme « toute zone géographiquement délimitée […] » (Art. 2). Cette délimitation ne s'est pourtant pas exprimée au même titre dans les textes des 3 îles. Elle l'est clairement en Haïti et en Guadeloupe, l'est induite à Cuba, considérant que celle-ci est une solution ancienne et connue de conservation d'espaces et d'espèces (Dumez et al., 2014 : paragr. 6)[369]. La délimitation formelle modifie la domanialité de cette « circonscription d'exception » puisque l'AMP est redirigée vers le patrimoine de la

366 Chaboud, C., Galleti, F., David, G., Brenier, A., Méral, P., Andriamahefazafy, F., Ferraris, J. (2008). Aires marines protégées et gouvernance : contributions des disciplines et évolution pluridisciplinaire. Dans : Aubertin Catherine (ed.), Rodary Estienne (ed.). *Aires protégées : espaces durables ?* IRD, pp. 55-81. (Objectifs Suds).

367 David, G., Mirault, E., Quod, J. P., Thomassin, A. (2006). Les concordances territoriales au cœur de la gestion intégrée des zones côtières : l'exemple de La Réunion, *Documentation Ifrecor*, 6 p. http://ifrecor-doc.fr/items/show/1382

368 Féral F., Cazalet, B., Guèye, B., Mouhamedou, M. F. O., et Quade, D. (2007). Les objectifs et les fonctions des aires marines protégées. Dans J.-Y. Weigel, F. Féral, B. Cazalet (éd.), *Les aires marines protégées d'Afrique de l'Ouest* (pp. 25-38), 208 p. https://doi.org/10.4000/books.pupvd.2317

369 Dumez, R., Roué, M., et Bahuchet, S. (2014). Conservation de la nature : quel rôle pour les sciences sociales ? Vers une anthropologie de la conservation, *Revue d'ethnoécologie* [En ligne], issue 6. https://doi.org/10.4000/ethnoecologie.2089

collectivité et/ou le champ d'intervention de l'organisme de gestion (Cazalet, 2007 : p. 61, 72)[370]. Plusieurs dynamiques rentrent alors en interaction :

- le territoire des représentations combinant celles de l'AMP lors de sa création, de son organisation et de son fonctionnement ;
- le territoire des usages associé à l'attractivité de l'AMP par rapport à la répartition spatiale des ressources naturelles en exploitation ;
- le territoire des règlementations recherchant l'harmonisation entre les textes de planification et l'adhésion des populations locales.

À partir du constat des usages, la Caraïbe héberge des activités soutenues par une économie dynamique centrée sur la valorisation de la mer[371]. Précisément, l'économie de la mer a concouru à hauteur de 1 500 milliards de dollars US dans le monde en 2010, soit approximativement 2,5 % de valeur ajoutée brute (OCDE, 2017)[372]. Ce sont 407 milliards de dollars US de revenus bruts générés en 2012 par la seule mer des Caraïbes[373] (SOCAR, 2019). Environ 6 000 entreprises, 8 000 emplois et près de 300 000 personnes dépendent des récifs coralliens et écosystèmes associés rien qu'en Guadeloupe (Pascal et al., 2013 : p. 6)[374]. En Haïti, plus de 52 000 familles de pêcheurs vivent de la pêche dans plus de 420 localités réparties le long des plus de 1 700 km de côte (Damais et al., 2007)[375]. L'AMP soutient dès lors la création d'emplois pour les populations locales et la génération de revenus pour les collectivités territoriales. Elle devient outre mesure, un outil de gestion au profit de la conservation et du développement. Des mesures disciplinaires, coercitives sont à adopter en vue de décourager les nuisances anthropiques étant donné que, d'après la Banque mondiale (2019)[376] :

> « […] plus de 320 000 tonnes de déchets plastiques sont ainsi abandonnées dans les Caraïbes chaque année. La dégradation des récifs

370 Cazalet, B. (2007). Les droits d'usage territoriaux, de la reconnaissance formelle à la garantie juridique. Le cas des aires marines protégées ouest-africaines. *Mondes en développement*, 138, pp. 61-76. https://doi.org/10.3917/med.138.0061
371 Selon Park et Kildow (2014), l'économie de la mer a été dominée par les secteurs suivants dans la région de la Caraïbe : le transport maritime (76,4 %), le tourisme (11,5 %), le pétrole et les industries du gaz (10,0 %), la pêche (1,2 %), l'aquaculture (0,5 %).
372 OCDE (2017). *L'économie de la mer en 2030*, OECD Publishing, 287 p. https://doi.org/10.1787/9789264275928-fr
373 Ces revenus ont été générés par des secteurs tels que la pêche, le transport, le commerce, le tourisme, l'exploitation minière, l'énergie et, partant la séquestration du carbone.
374 Pascal, N., Leport, G., et Allenbach, M. (2013). *Valeur économique des services écosystémiques (récifs, herbiers, mangroves) de Guadeloupe : valeurs d'usages directs et indirects*, *Documentation Ifrecor*. http://ifrecor-doc.fr/items/show/1659
375 Damais, G. V., Simon, P. A. et Célestin, D.S. (2007). *Étude de la filière de pêche en Haïti*, IRAM /INESA, Rapport provisoire, 116 p.
376 Banque Mondiale (2019, 30 Mai). *Un nouveau rapport appelle à agir d'urgence pour s'attaquer à la pollution marine, une menace croissante pour la mer des Caraïbes*. https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2019/05/30/new-report-calls-for-urgent-action-to-tackle-marine-pollution-a-growing-threat-to-the-caribbean-sea

coralliens est aussi étroitement liée à la pollution marine[377] et se traduirait par une perte annuelle de revenus de 350 à 870 millions de dollars… ».

Ces mesures coercitives ont été combinées aux techniques de concertation et à une démarche participative. L'approche a justifié l'intégration du savoir local, de la culture vernaculaire dans la résolution des conflits autour de l'installation de l'AMP. Elle valorise une sociodiversité tributaire de l'adaptation à un milieu écologique de haute complexité dans une coexistence entre l'humain et le milieu marin (Castro, 2003 : paragr. 21, 11, 18)[378]. La coexistence est menée en concurrence à la base des conflits d'utilisation, ou en négation à la distanciation des générations avec les écosystèmes côtiers et marins.

L'objectif poursuivi en déclarant une AMP dans les 3 îles sœurs en étude demeure la protection de la nature. S'agirait-il d'une protection porteuse du débat anthropocentrique et biocentrique de Yellowstone sur la suppression des fonctions sociales de la nature, l'humanisation des initiatives de protection auprès des populations locales ? Ou encore, une protection en « antithèse complémentaire » du conservationnisme dans un milieu insulaire inspirateur de « la vision « climatique » du devenir des espèces vivantes » (Milian, 2004 : p. 7[379], Hémery, 1998 : p. 491[380]) ? Ces 2 questions sont perturbées par le fait que, de nos jours, le capital naturel des ressources côtières et marines a évolué en garantie de financement dans le système bancaire. Il a pris la forme d'émissions d'obligations bleues, de crédit carbone bleu, d'échanges de dette contre la protection de la nature (*Debt for nature swap*)[381] ou de polices d'assurance pour les écosystèmes marins (*Debt swaps*, *blue bonds*). Par conséquent, une AMP soutient la durabilité du flux de valeur des services écosystémiques parallèlement au flux de valeur des marchandises et des activités agrémenté par les biocénoses marines et côtières. En Haïti et à Cuba, la protection de la nature

377 Selon la Banque mondiale (2019), la pollution marine, notamment par les plastiques, les eaux d'égout, le ruissellement des terres agricoles, les produits pétroliers et les substances chimiques, fait peser une grave menace, surtout sur le tourisme, qui représente 15 % du PIB de la région, et sur la pêche. Des milliers de morceaux de plastique se rencontrent souvent dans les eaux des Caraïbes au sens large, représentant près de 80 % de l'ensemble des petits déchets.

378 Castro, E (2003). Chapitre 18. Territoire d'usage commun et savoirs des populations traditionnelles. Dans C. Gendron et J.-G. Vaillancourt (dirs.), *Développement durable et participation publique* (pp. 343-359). Presses de l'Université de Montréal, collection : Thématique Sciences sociales, 408 p. https://doi.org/10.4000/books.pum.15022

379 Milian, J. (2004). *Protection de la nature et développement territorial dans les Pyrénées* [Thèse de doctorat, Géographie. Université Toulouse le Mirail – Toulouse II]. TEL archives ouvertes (00009976). https://theses.hal.science/tel-00009976/document (consulté le 25 Février 2024).

380 Hémery, D. (1998). « Richard H. Grove, Green Imperialism. Colonial Expansion, Tropical Island Edens and the Origins of Environmentalism, 1600-1860. [compte-rendu] », *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine*, 45(2), pp. 489-492. www.persee.fr/doc/rhmc_0048-8003_1998_num_45_2_1922_t1_0489_0000_5

381 Les Caraïbes : des ennuis au paradis (2023, 21 Juillet). *BNP Paribas*. https://economic-research.bnpparibas.com/Media-Library/fr-FR/Caraibes-ennuis-paradis-21/07/2023,c39778

revient à la protection et au maintien : des ressources culturelles, historiques, naturelles et/ou écologiques spécifiques (Haïti) ; *of biodiversity, natural resources and cultural values associated with the natural environment* (Cuba). Les 2 îles consignent la recomposition territoriale et identitaire derrière une « anthropologie de la nature » à consonance maritime (Descola, 2022)[382].

Cuba et la Guadeloupe prônent aussi l'interrelation entre nature et culture étant donné que la biodiversité est porteuse de valeurs culturelles[383]. À la différence, s'est opéré en Guadeloupe le glissement de la protection vers « la gestion durable des activités maritimes ». Grosso modo, 2 types de gestion de la nature interviennent conjointement à la gestion des activités anthropiques. Ce sont la gestion conservationniste versus non-interventionniste de la biodiversité en excluant l'inclinaison radicale ou totalitaire de l'hypernaturalisme (Schnitzlera, 2008 : p. 32)[384]. La première opte pour des mesures qui acquiescent d'une trajectoire de référence en vue d'optimiser des services écosystémiques propices à l'adaptation aux changements climatiques ; la seconde pour des mesures qui lèvent les freins au libre cours des dynamiques naturelles avec l'atténuation en prime de la préservation (Maris, 2018 : p. 274, 279)[385]. Une gestion intégrée de la biodiversité devient cette posture mitoyenne entre sociosystème et écosystème pendant qu'une économie de marchés mondialisée menace d'extinction nature et culture[386]. Dans cette perspective, le questionnement philosophique de Frédéric Worms « Et si la culture sauvait la nature ? » (2021)[387] revêt un sens particulier dans les AMP de la Caraïbe insulaire. Le patrimoine devient ainsi outil de médiation territoriale par sa transversalité, le décloisonnement des savoirs et des représentations qu'il suscite (de Caqueray et al., 2018).

L'évaluation économique a été adjointe aux services écosystémiques de l'AMP devant l'importance de la comptabilité environnementale. Une appréciation chiffrée renferme l'avantage d'orienter les politiques sur la valeur instrumentale de

382 Descola, P. (2022). Anthropologie de la nature, *L'annuaire du Collège de France* [En ligne], 119, pp. 603-616. https://doi.org/10.4000/annuaire-cdf.17380

383 La biodiversité est porteuse de valeurs culturelles par suite des interprétations et préoccupations humaines de et sur la nature.

384 Schnitzlera, A., Génotb, J-C., Wintzc, M. (2008). Espaces protégés : de la gestion conservatoire vers la non-intervention, *Courrier de l'environnement de l'INRA*, 56, pp. 29-43, TEL archives ouvertes (01197319). https://hal.science/hal-01197319v1/file/C56Genot.pdf

385 Maris, V. (2018). Chapitre 16. Les aires protégées dans l'Anthropocène : Quelques pistes pour penser l'adaptation aux changements climatiques. Dans R. Beau (éd.), *Penser l'Anthropocène* (pp. 265-282). Presses de Sciences Po. https://doi.org/10.3917/scpo.beaur.2018.01.0265

386 Dans la lignée des idées du chroniqueur Vincent L'hérault (2010), la mondialisation entraîne l'homogénéisation de la culture ou encore une régionalité diluée, par conséquent une perte de la diversité culturelle. Tout autant, elle entraîne une économie de marchés prédatrice des ressources côtières et marines, par conséquent une perte de la diversité biologique/biodiversité. Source : https://www.moutonnoir.com/2010/05/biodiversite-naturelle-et-culturelle-un-enjeu-doublement-preoccupant/ (consulté le 6 Mars 2023)

387 Il a été lancé par le journaliste pour faire valoir combien les humains ne vivent pas dans la nature mais plutôt, dans une culture qui se représente la nature. C'est une rubrique du podcast « le pourquoi du comment : philosophie » diffusée le 22 Octobre 2021 sur France culture.

la conservation et l'équité des mesures de compensation. En Haïti, par exemple, la contribution des écosystèmes marins à la préservation des services écologiques a été estimée à 400 000,00 dollars US par an par hectare de mangrove et 40 000,00 dollars US par an par hectare de récifs coralliens dans l'AMP Baradères-Cayemites (FoPro-Bim et ReefFix 2013 : p. 26)[388]. L'Agronome Edna Blanc Civil a rapporté les propos du biologiste Jean Wiener sur la primauté de la préservation à la restauration pour Haïti puisque « […] les résultats ne sont pas à la hauteur des ressources, du temps et de l'énergie dépensés » (2021, p. 72)[389]. La plus-value écologique a par ailleurs été mesurée dans les autres 2 îles sœurs en étude. En Guadeloupe, chaque euro investi dans l'aire protégée rapporte 11 euros de bénéfices pour l'archipel (Hamadé et Landrieu (2013). : p. 34)[390]. Pour un coût annuel moyen de 6,1 millions d'euros de mise en œuvre, les cœurs de parc rendent 120 millions d'euros de services écosystémiques par an (Hamade et Hétier, 2013 : p. 5, 7)[391]. Et la valeur du bien-être des visiteur.euse.s a été estimée à 396 euros par unité de consommation et par visite (p. 8).

L'épuration naturelle des eaux côtières par les mangroves (354 000 euros par an), la protection des côtes par les mangroves contre les assauts des vagues et de la houle (278 000 euros par an) ont été parmi les services à plus forte valeur monétaire rendus par les cœurs du Parc national de la Guadeloupe (p. 5). Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (2018)[392] :

- les récifs coralliens réduisent de 87 % les personnes affectées par les inondations et de 90 % les pertes en infrastructure ;
- la mangrove réduit de 35 % les personnes affectées et de 34 % les pertes en infrastructure à Cuba.

En comparaison des considérations éthiques sur l'attribution d'une valeur marchande à un bien commun, l'évaluation économique des services écosystémiques de

388 FoProBim et ReefFix (2013). *Toward the development of Haiti's system of Marine Protected Areas (MPAs), an ecosystem services assessment for the creation of Haiti's system of MPAs*, 35 p. https://rris.biopama.org/sites/default/files/2021-02/An%20Ecosystem%20Services%20Assessment%20for%20the%20Creation%20of%20Haitis%20%20System%20of%20Marine%20Pro.pdf (consulté le 27 Février 2024).

389 Civil, E.B. (2021). « Les zones humides d'Haïti : Quelle gouvernance ? », *Liaison Énergie-Francophonie*, 116, pp. 68-72. https://www.ifdd.francophonie.org/wp-content/archived-uploads/2021/04/LEF-116_p68-72_Edna-Blanc-Civil.pdf

390 Hamadé, F., et Landrieu, G. (2013). *Étude des valeurs du Parc National de la Guadeloupe* [Présentation PowerPoint]. BRL Ingénierie et CRP Consulting en collaboration avec l'Université de Montpellier et l'IFRECO, avec des financements du Ministère de l'écologie et de l'Union Européenne. https://www.academia.edu/39236108/Etude_des_valeurs_du_Parc_National_de_la_Guadeloupe

391 Hamadé, F. et Hétier, J.-P. (2013). *Synthèse de l'étude « Approche des éléments de valeur du Parc national de la Guadeloupe »*. Rapport rédigé par BRL Ingénierie pour les Parcs nationaux de France - Parc national de la Guadeloupe. 8 p. https://www.parcsnationaux.fr/sites/parcsnationaux.fr/files/available_docs/131206synthese_communicante-etude_png.pdf (consulté le 1er Septembre 2024).

392 CEPAL (2018). *Efectos del cambio climático en la costa de América Latina y el Caribe: evaluación de los sistemas de protección de los corales y manglares de Cuba*. https://hdl.handle.net/11362/44103

l'AMP a le mérite d'attirer l'attention sur « le coût de l'inaction de la conservation côtière et marine ». Le cas des changements climatiques est illustratif de l'éventualité. En cumulant tous les secteurs de la vie nationale, il coûtera à un pays en mal développement tel qu'Haïti 123,2 % du PIB courant tandis que dans les 2 îles sœurs de Cuba ce sera 26,8 % et Guadeloupe 9,5 % contre 10 % à l'Hexagone[393] et 21,7 % en moyenne régionale d'ici la fin du siècle (Bueno et al., 2008)[394]. Les pertes financières se superposeront et/ou s'additionneront dans la Caraïbe insulaire puisque l'AMP subit aussi les changements climatiques.

Conclusion de la première partie

Le concept des aires marines protégées a été examiné au prisme de l'histoire de la conservation au niveau (inter)national dans la Caraïbe. En Haïti, à Cuba et en Guadeloupe, les déclarations d'aires marines protégées restent des initiatives relativement récentes. La France l'a initiée en Guadeloupe avec la réserve maritime du Grand Cul-de-sac marin (1987). Cuba est passé par des résultats d'ateliers (1995) organisés dans le cadre de la mise en œuvre de son système national d'aires protégées. Et Haïti s'est récemment appuyé sur une sélection de ZCB (2013). Les 3 îles sœurs se sont employées à leur propres définitions d'aires marines protégées parallèlement à celles véhiculées par les institutions internationales. Ces définitions seront passées en revue par l'entremise d'un (sous)système national d'aires protégées en correspondance avec les catégories de gestion d'aires protégées de l'UICN.

393 D'après le Ministre français de la transition écologique, Christophe Béchu : « En ne considérant que les effets directs, l'absence d'action entraînera chaque année, d'ici la fin du siècle, une perte équivalente à 10 % du PIB, soit actuellement 260 milliards d'euros, l'équivalent de 3500 euros par an et par Français » (Ruiz, 2023). Source : https://www.lefigaro.fr/conjoncture/l-inaction-climatique-pourrait-couter-pres-de-235-milliards-d-euros-20231206#:~:text=L'inaction%20climatique%20pourrait%20co%C3%BBter%20pr%C3%A8s%20de%20260%20milliards%20d'euros,-Par%20Julie%20Ruiz&text=Un%20rapport%20de%20l'ADEME,si%20rien%20n'est%20fait

394 Bueno, R., Herzfeld, C., Stanton, E. A., Ackerman, F. (2008). *The Caribbean and climate change. The cost of inaction.* [Présentation PowerPoint]. Stockholm environment institute-US center & global development and environment Institute, Tufts University. https://www.researchgate.net/publication/237321245_The_Caribbean_and_climate_change_The_costs_of_inaction

Négresse[395], que fais-tu ?

J'explore des abysses…
en quête de savoirs mériens hérités
pour m'immerger dans l'Insulinde ![396]

Deuxième partie : Des activités anthropiques en interaction dans des parcs nationaux de la Caraïbe

Introduction de la Deuxième partie
La mer, vitrine de pratiques maritimes commerciales dans la Caraïbe
Méthode de la deuxième partie
Objectif de la deuxième partie
Structure de la deuxième partie

La classification des aires marines protégées à Cuba et en Guadeloupe pour Haïti : Chapitre 4
4.1. Les catégories d'aires marines protégées à Cuba et en Guadeloupe pour Haïti
4.2. Un (sous)système d'aires marines protégées pour Haïti, après Cuba et la Guadeloupe
4.3. Des aires marines protégées dans des parcs nationaux en Haïti, à Cuba, et en Guadeloupe

Un projet de parc en Haïti face aux parcs en développement à Cuba et en Guadeloupe : Chapitre 5
5.1. Un parc dépourvu en Haïti contre des parcs effectifs à Cuba et en Guadeloupe
5.2. Une diaspora haïtienne dynamique à l'effacement de l'État dans le parc national
5.3. Un transport à adapter dans les parcs nationaux en Haïti, à Cuba, et en Guadeloupe

Des parcs nationaux dans les économies locales en Haïti, à Cuba, et en Guadeloupe : Chapitre 6
6.1. Le patrimoine d'une agriculture biologique dans les 3 parcs nationaux
6.2. La sororité des commerçantes dans la pêche au parc national à Haïti
6.3. Des métiers liés aux opportunités générées dans les 3 parcs nationaux

© Precilia Sombo alias Precil'Art Design

395 Si nègres et négresses charrient une connotation péjorative aux États-Unis et dans les îles françaises de la Caraïbe, « Négresse » est un compliment achalandé fait à une belle Haïtienne noire aux cheveux crépus, lèvres pulpeuses, et formes sensuelles. Dans les cultures hispaniques et afro latines, le diminutif *negrita* prend des tons affectueux pour désigner une femme noire.
396 Alexandra V. D. Pierre, autrice du manuscrit de thèse

« Depi li fè 4trè, Solèy pran wout bòdmè
Lè l bliye parapli l, Mòn lopital kontre l
Solèy chita bòdmè…Ap tann woulib lanmè »

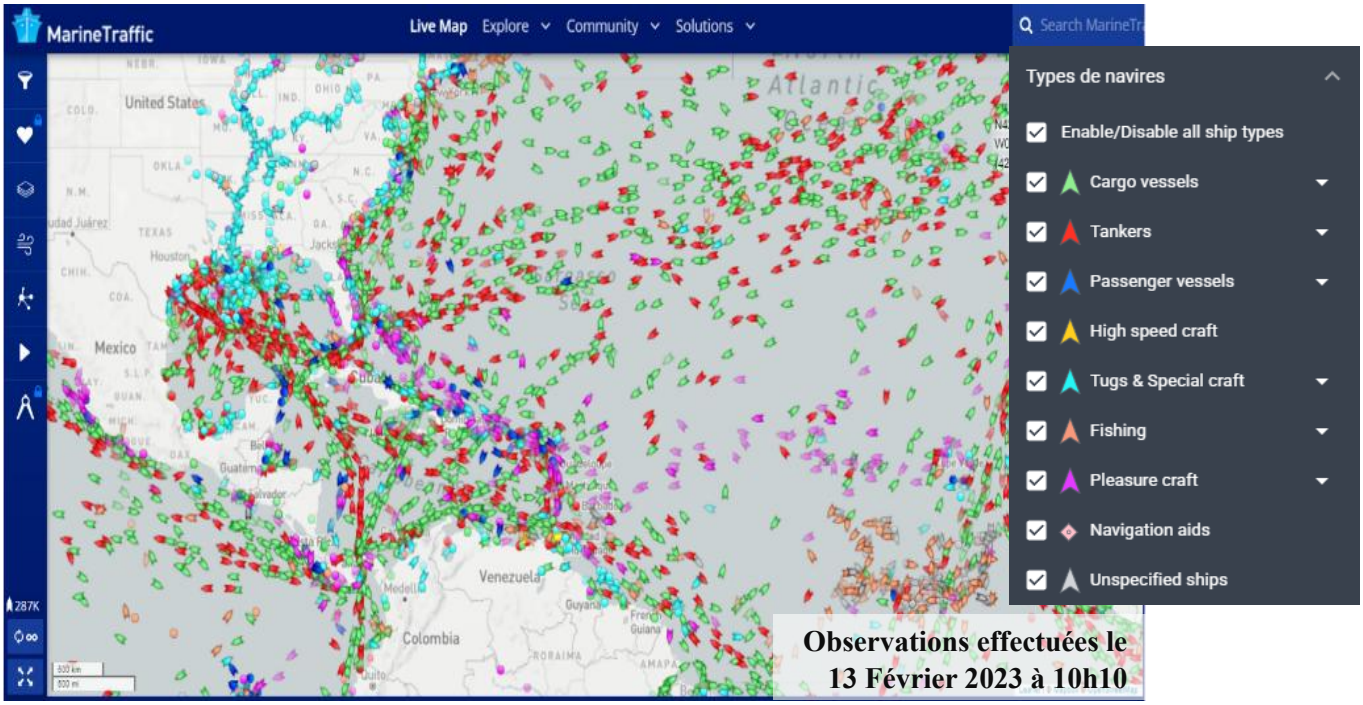
Un texte d'expression créole rédigé par l'écrivain Jean Venel Casseus (1982), né à Port-au-Prince (Haïti), dans sa balade poétique[397]

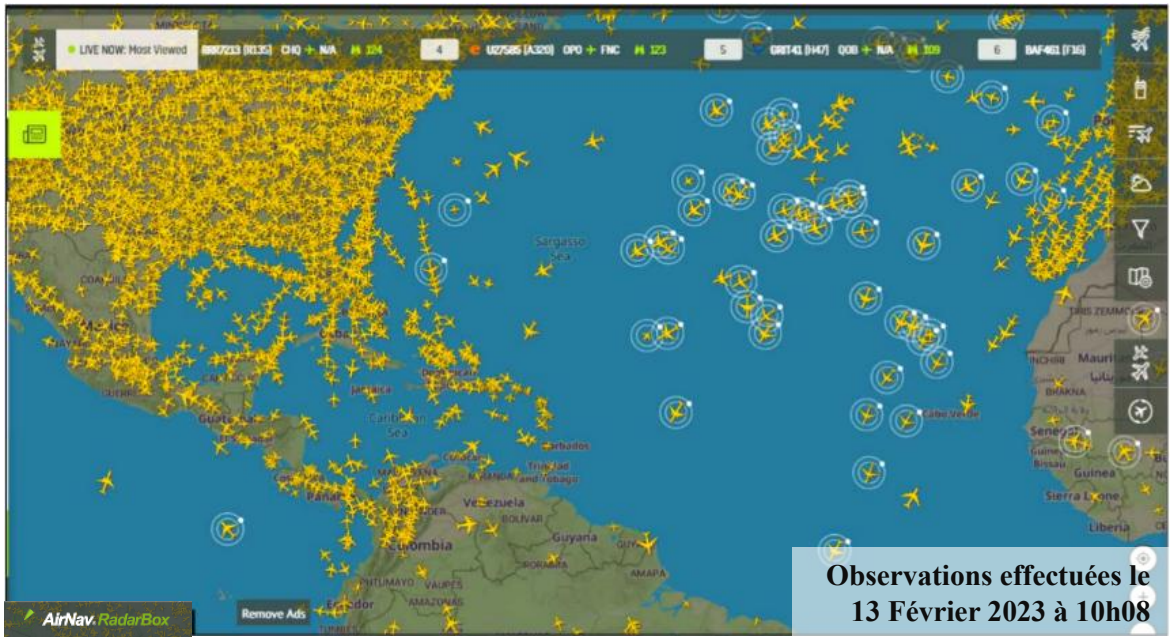
Introduction de la deuxième partie

I.2. La mer, vitrine de pratiques maritimes commerciales dans la Caraïbe

La mer des Caraïbes constitue un pôle d'attractivité dans un commerce international où 90 % des marchandises transitent par la mer. Une moyenne annuelle de 50 000 bateaux de tous types traverse ses 4 000 km de long partant de la Méditerranée du Mexique. La tradition du trafic maritime intense est maintenue comparativement à un trafic aérien plus récent. Néanmoins, tous 2 démontrent des échanges notables avec le Vieux Continent (**Réf.** Carte 10). La transatlantique coloniale entre des passages stratégiques de l'Europe (Cattegat, Gibraltar, Suez, Rotterdam, Pas-de-Calais) et les Amériques demeurent parmi les principales routes. La majorité des navires sont commerciaux, semblablement à l'époque du capitalisme maritime. En 2021, 229 797 480 tonnes de marchandises ont été manutentionnées dans le seul port de la Louisiane du Sud, par plus de 3 160 navires océaniques et 55 284 barges (Port of South Louisiana, 2023)[398]. La présence de la concentration portuaire du continent explique l'intensification des remorqueurs et autres navires spéciaux (symbole bleu turquoise) internes aux États-Unis.

397 Casseus, J. V. (2024). C'est d'une ruelle que naît l'amour : Se n'on riyèl lanmou pran van. Les Éditions Griyo, 100 p.
398 Port of South Louisiana (2023). *Overview*. https://portsl.com/overview/ (consulté le 23 Février 2023).

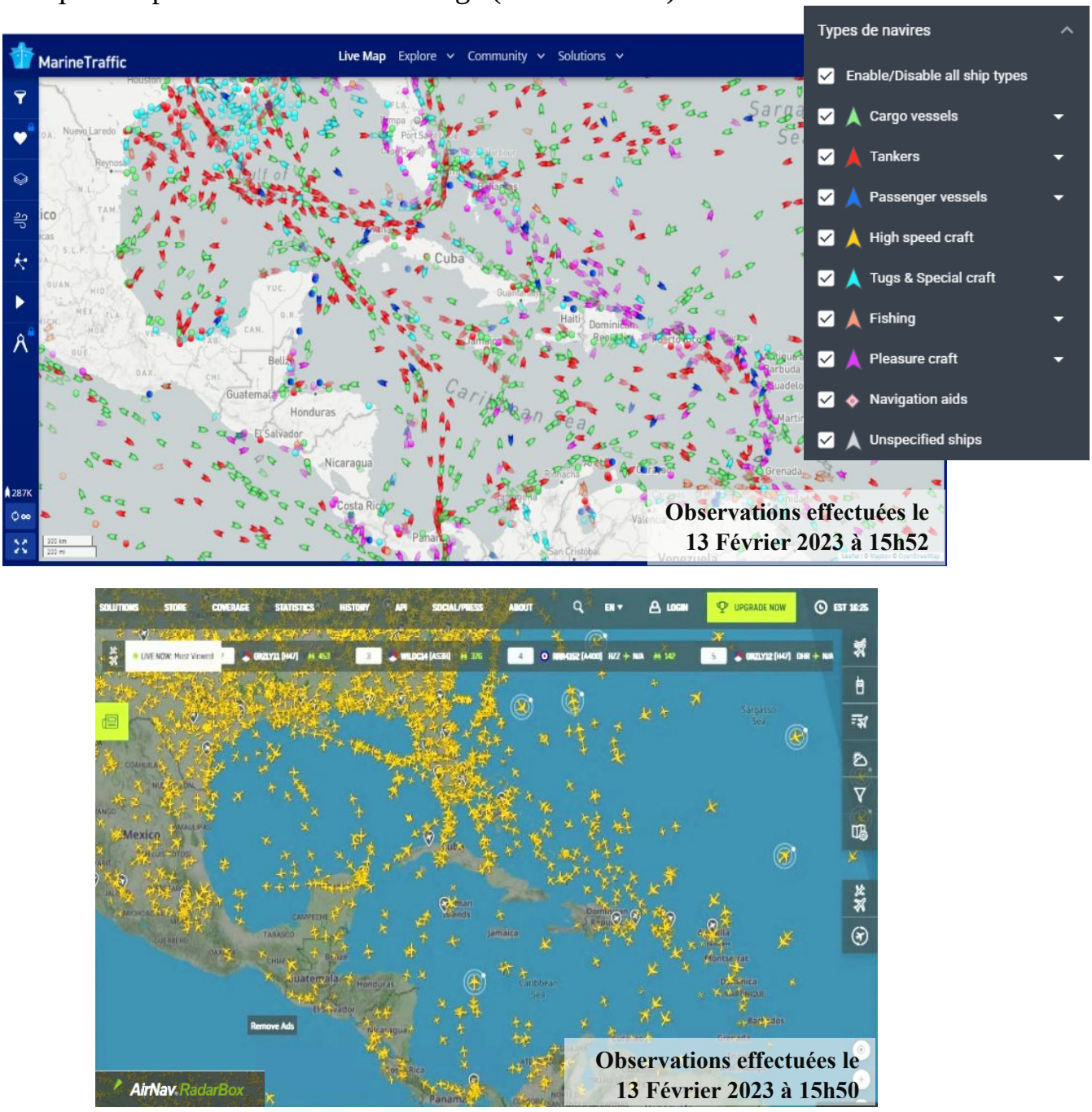




Carte 10. Comparaison des trafics maritime et aérien de et vers la Caraïbe insulaire **(Marine Traffic et AirNav, 2023)**

Selon la Professeure Pagney (2014), le transport des hydrocarbures et des produits dérivés de la pétrochimie est une des caractéristiques principales de ce trafic, le sud du bassin étant aussi une zone de production de pétrole et de gaz naturel avec

le Venezuela, la Colombie, Trinité et Tobago (p. 473)[399]. En conséquence, les eaux marines sont parcourues de navires citernes qui couvrent des trajets nord-sud à l'exemple des pétroliers illustrés en rouge (**Réf.** Carte 11).



Carte 11. Comparaison des trafics maritime et aérien intrarégionaux de la Caraïbe insulaire **(Marine Traffic et AirNav, 2023)**

399 Pagney, F. P. (2014). La mer Caraïbe : dynamiques, enjeux passés, présents et à venir. Dans A. Miossec (dirs.), *Géographie des mers et des océans* (pp. 469-491). Presses Universitaires de Rennes. https://hal.univ-antilles.fr/hal-02507253

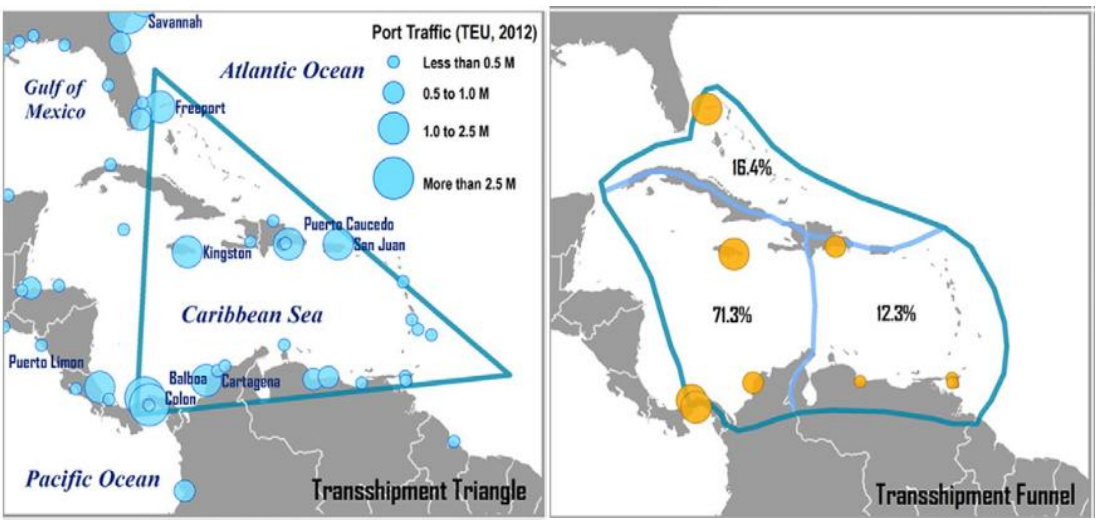
Sans négliger le trafic secondaire États-Unis/Mexique (Tampico, Túxpam, Coatzacoalcos), ils partent de l'Asie par le Canal du Panama et de l'Amérique du Sud vers les passerelles pétrochimiques de l'Amérique du Nord (ports de Corpus Christi, Houston, Arthur).

70 millions de tonnes de pétrole brut passent annuellement par le canal du Panama selon l'AEC [400]. Le consultant de la Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC), Lugo et al. (2022), a utilisé les données de la firme Blue Water afin d'étudier le flux des navires à charge sec illustrés en vert (**Réf.** Carte 10). Il est parvenu aux conclusions ci-contre :

> *« El 69% de los buques emplazados son servicios de línea regular (buques portacontenedores), 12% son buques multipropósito, 18% son buques de carga rodada o Ro-Ro, y 1% son buques refrigerados »* (p. 11)[401].

L'agrandissement du canal de Panama[402], « une des 7 merveilles du monde moderne », a renforcé la position centrale de la région dans le réseau transatlantique de transports maritimes. Ceux-ci desservent des territoires voisins et éloignés comme les États-Unis, les pays de l'Amérique du Sud et de l'Europe. L'ouverture du 3eme jeu d'écluses, augmentant les demandes, a transformé le triangle en hexagone de transbordement de conteneurs. Des 3 hubs portuaires de Colon (Panama), Freeport (Bahamas) et Port of Spain (Trinité et Tobago) se sont adjoints les ports de Kingston (Jamaïque) et de Caucedo (Dominicanie), en plus de San Juan (Porto-Rico) et des projections sur l'intégration de Cuba (**Réf.** Carte 12).

400 AEC (2012). *Marine Pollution and Caribbean Maritime Transport Industry*. http://www.acs-aec.org/index.php?q=fr/node/5972 (consulté le 3 Mars 2023).
401 Lugo, E., Undurraga, A., Sánchez, R. J. et Lupano, J. A. (2022). *Evaluación preliminar técnica, económica e institucional para la implementación de un servicio de ferris en el Caribe Oriental*, Documentos de Proyectos (LC/TS.2022/62), Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), 103 p. https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/48058/S2200183_es.pdf?sequence=1&isAllowed=y (consulté le 26 Février 2023).
402 D'après un communiqué du gouvernement rapporté par le Figaro (2023, 19 Décembre), le canal a versé 2,5 milliards de dollars au Ttrésor public pour ses opérations allant du 1er octobre 2022 au 30 septembre 2023. C'est un trafic de 12 245 bateaux et 255 millions de tonnes transportés en 2020 qui, selon la Radio France Internationale (2023, 22 Décembre), est affecté par les changements climatiques et le phénomène El Niño à cause de la baisse du niveau de l'eau vers les écluses.



Carte 12. Structures de transbordement de la Caraïbe **(Rodrigue et Ashar, 2016 : p. 276)**[403]

Le *Caribbean transshipment pentagon* conçu par les chercheurs Pinnock et Ajagunna (2012) est en train d'être appliqué par les états pour tirer parti de la nouvelle configuration. La compétitivité des territoires insulaires dans le transbordement est optimisée par le développement et la rénovation potentielle de leurs infrastructures portuaires (Corey et al., 2022 : p. 1)[404].

Des navires de passagers (symbole bleu marin) subsistent conjointement aux navires commerciaux dans la mer des Caraïbes (**Réf.** Carte 10). Parmi eux, sillonnent des paquebots dont les noms prélevés le 24 Février 2023 attestent de leur activité de croisière. Les compagnies les exploitent en prônant le gigantisme naval à renfort de luxe et de loisirs comme celles de :

- *Carnival Cruise Lines* avec *Carnival Sunshine* (272 x 35 m), *Carnival Legend* (294 x 32 m), *Carnival Magic* (306 x 37 m), *Carnival Horizon* (324 x 8,2 m) ;
- *Celebrity Cruises* avec *Celebrity Equinox* (315 x 37 m), *Celebrity Edge* (306 x 39 m), *Celebrity Silhouette* (319 x 37 m) ;
- *Royal Caribbean* avec *Anthem of the Seas* (362 x 65 m), *Symphony of the Seas* (362 x 65.6 m), *Harmony of the Seas* (362 x 47 m), *Wonder of the Seas* (362 x 64 m).

403 Rodrigue, J.-P. et Ashar, A. (2016). Transshipment hubs in the New Panamax Era: The role of the Caribbean, *Journal of Transport Geography*, 51, pp. 270-279. https://doi.org/10.1016/j.jtrangeo.2015.10.002
404 Corey, J., Wang, Q., Zheng, J., Sun, Y., Du, H. et Zhu, Z., (2022). Container transshipment via a regional hub port: A case of the Caribbean Sea region, *Ocean & Coastal Managemen*, 217, 105999. https://doi.org/10.1016/j.ocecoaman.2021.105999

32 millions de croisiéristes qui représentent 32 % du marché mondial s'y sont rendus en 2019[405]. C'est le premier bassin de croisière au monde, avec 60 % des passager.ère.s à visiter le territoire insulaire ou les espaces privés laissés à la location longue et à la propriété exclusive des compagnies (AEC, 2016 : p. 2[406]). Ce marché détenu par quelques groupes privés pourrait atteindre 37,44 milliards d'euros à l'horizon de 2025. Une flotte de yachts et superyachts (symbole lila) est observable de la Caraïbe orientale à la côte sud états-unienne. Elle témoigne de l'importance de la navigation de plaisance et des infrastructures d'accueil dans les marinas (**Réf.** Carte 6). Des centres portuaires comme ceux de l'étang Z'Abricots en Martinique, de 340 places à flot et 150 places à sec, se vendent en destinations respectueuses de l'environnement et dotées d'installations de qualité : douches et sanitaires, cale de mise à l'eau, distributeurs de glaçons, accès sécurisés, eau et électricité, tri sélectif, Wi-Fi, restaurants, laveries[407].

Quant aux liaisons interinsulaires, elles sont assurées par des ferrys publics. Le moyen de transport reste peu développé, même s'il est possible d'affréter un bateau ou de participer à des journées découvertes. Aucun ferry ne relie les îles néerlandaises Aruba, Bonaire et Curaçao entre elles ou avec le Venezuela, par exemple, malgré leur proximité géographique. La liaison Porto-Rico/îles Vierges américaines a été interrompue. Haïti et la Dominicanie n'ont aucune liaison de ferry tandis qu'elles partagent une île. Il n'existe qu'une seule liaison dans la Caraïbe occidentale, entre la Dominicanie et Porto-Rico[408]. La Caraïbe orientale reste par contre mieux desservie. À peu près 25 % des services établis en Caraïbe continentale continuent de la relayer (Aita, 2022 : p. 2)[409]. Des passages quotidiens et hebdomadaires couvrent plusieurs centaines de rotations internationales (**Réf.** Tableau 1 en annexe). Sur la base de ces pratiques, la proposition d'un service de ferry a été émise dans le cadre d'un partenariat public-privé. Toujours selon le consultant Aita (2022 : p. 7),

405 López, A. M. (2021). Cruise tourism volume in the Caribbean 2019-2020. *Statista*. https://www.statista.com/statistics/915765/caribbean-cruise-passenger-arrivals/ (consulté le 23 Février 2023).
406 AEC (2016). *Étude de marché : le Tourisme de croisière dans la région de la Grande Caraïbe*, 47 p. http://www.acs-aec.org/sites/default/files/tourisme_de_croisiere_dans_la_grande_caraibe_0.pdf (consulté le 23 Février 2023).
407 Port de plaisance communautaire Etang Z'abricots (2020). *Le port Étang Z'Abricots*. http://portetangzabricots.fr/presentation-du-port/ (consulté le 1er Mars 2023).
408 Routard (2023). *Transports et déplacements Porto Rico*. Cyberterre / Hachette tourisme. https://www.routard.com/guide/porto_rico/2807/transports.htm (consulté le 28 Février 2023).
409 Aita D. (2022). Proposal for the implementation of a ferry service through Public Private Partnerships (PPP's) in the Eastern Caribbean Region. *Facilitation of transport and trade in Latin America and the Caribbean*, 394(4), 21 p. https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/48530/S2200831_en.pdf?sequence=1&isAllowed=y (consulté le 27 Février 2023).

4 trajets ont été identifiés en fonction de critères de rentabilité économique dans la Caraïbe orientale (**Réf.** Carte 13) :

- les trajets 1 : Colombie, Aruba, Bonaire, Curaçao, Trinité et Tobago, et 2 : Trinité et Tobago, Guyana et Surinam qui ont Port of Spain comme hub portuaire ;
- les trajets 3 : Porto-Rico, Antigua et Barbuda, Guadeloupe, Ste-Lucie et 4 : Ste-Lucie, Saint-Vincent, Grenade, Trinité et Tobago qui ont Castries comme hub portuaire.

Carte 13. Illustration des 4 trajets pour le service de ferrys en Caraïbe orientale **(Aita, 2022 : p. 6)**

Les services de transports aérien et maritime de la Caraïbe sont tributaires des relations de dépendance développées par la région insulaire. Ils offrent une clé de lecture du fonctionnement de cet espace, dans ses solidarités et ses fractures internes (Vergé-Dépré, 2022 : p. 313)[410]. Les dessertes aériennes vers l'Europe coexistent avec celles vers les États-Unis au détriment de l'interconnexion des îles (**Réf.** Cartes 10 et 11 ; Figure 13).

410 Vergé-Dépré C. R. (2021). Du transport aérien au transport maritime : quelles organisation et dynamiques des réseaux de transport dans l'espace caraïbe ? Dans Y. Alix, M. Montantin, J. M. Pagés Sánchez (dirs.), *Dinámicas portuarias en el caribe y américa latina - Ports in transition to face global challenges*. https://www.researchgate.net/profile/Jose-Pages-Sanchez-2/publication/349590340_Dinamicas_portuarias_en_el_Caribe_y_America_Latina_Ports_in_transition_to_face_global_challenges/links/60b655e1a6fdcc476bde3387/Dinamicas-portuarias-en-el-Caribe-y-America-Latina-Ports-in-transition-to-face-global-challenges.pdf (consulté le 21 Février 2023).

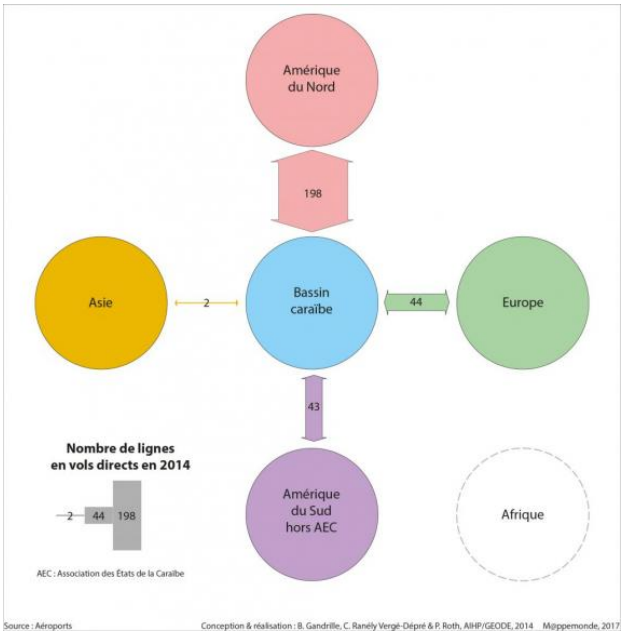


Figure 13. Connectivité aérienne de la Caraïbe
(Gandrille, Vergé-Depré et Roth, 2014 : paragr. 38)[411]

Les territoires détiennent tous une liaison directe avec leurs référents privilégiés de coopération. Haïti affiche un vol long-courrier de 9 heures avec la France, la Jamaïque un vol de 10 heures avec la Grande-Bretagne, tandis qu'il n'y a aucun vol/ferry entre Haïti et la Jamaïque à 35 minutes d'avion[412]. Cuba a maintenu des vols réguliers entre Havane et Moscou en réaction contre *El Imperialismo Yanqui*. Ils ont été interrompus après les sanctions internationales frappant la Russie pour reprendre à partir de Varadero, lequel trajet contourne les espaces aériens américain et européen (Le Figaro, 2022)[413].

La Guadeloupe ne dispose d'aucun vol/ferry avec Saint-Vincent et Grenadines, distant de seulement 30 minutes d'avion[414] tandis qu'elle dessert les territoires français de Martinique(00h40mn), Saint-Martin (00h50mn), Saint Barth (01h00) et son plus proche voisin de Ste-Lucie en ferry. Les îles Vierges américaines et les Îles Vierges britanniques sont liées par des ferrys entre St-Thomas, St-John et Tortola. Plusieurs vols journaliers relient directement Porto-Rico à Saint-Thomas (9 vols) et

411 Vergé-Dépré, C. R. et Roth, P. (2017). L'avion, facteur d'unification du Bassin caraïbe ? *Mappemonde* [En ligne], issue 120. https://doi.org/10.4000/mappemonde.2759
412 VilleDistance (2023). *Distance : Haïti—Jamaïque*. https://www.villedistance.com/cc/HT-JM (consulté le 1er Mar 2023).
413 Le Figaro (2022). *Un premier vol russe arrive à Cuba en contournant les sanctions contre Moscou*. https://www.lefigaro.fr/flash-eco/un-premier-vol-russe-arrive-a-cuba-en-contournant-les-sanctions-contre-moscou-20221006 (consulté le 1er Mars 2023).
414 Georg S. (2023). *Distance entre Guadeloupe et Saint-Vincent-Et-Les-Grenadines*. https://fr.distance.to/Guadeloupe/Saint-Vincent-Et-Les-Grenadines#:~:text=La%20distance%20la%20plus%20courte,est%20de%20354%2C52%20km (consulté le 1er Mars 2023).

Sainte-Croix (5 vols)[415]. Les alternatives de transport pourraient donc se compléter dans le but ultime d'optimiser les déplacements internes. Lorsque les prix sont exorbitants, les trajets sont couverts à l'aide d'escales. La localisation géographique de Miami a fait de la pointe sud-est de la Floride un véritable hub aérien vers la région et l'Europe pour un trafic d'un total de 45 924 466 passagers en 2019[416]. Elle a relié 35 villes en liaison directe en 2010[417]. Miami est pareillement le principal port de croisière au monde ouvert aux 5 592 000 passagers repartis entre 7 terminaux (Port-Miami, 2019 : p. 7)[418]. La polarisation de cette ville additionnée à l'hégémonie des États-Unis l'a positionnée en capitale émergente de la Caraïbe insulaire.

Très peu de navires de pêche ont été observés **(Réf.** Carte 10). D'ailleurs, ce secteur ne contribue qu'à une valeur inférieure à 1 % du Produit Intérieur Brut (PIB) ; et ceci, par le biais d'une flotte estimée à 114 751 navires en 2019 (Commission des pêches pour l'Atlantique Centre-Ouest/FAO, 2021 : p. 3, 34, 35)[419]. Puisque l'échelle de pratique est artisanale, leur taille les rend intraçables dans l'interface du site *Marine Traffic*[420] : les navires de pêche font moins de 300 tonnes et de 12 passager.ère.s obligeant à l'installation d'un système d'identification automatique. Comme démontré antérieurement, la mer des Caraïbes fait l'objet d'un important trafic de biens et de personnes par rapport à sa superficie. La dépendance de la région est accentuée par une maritimisation dans un contexte de mondialisation (Domergue, 2021 : paragr. 58)[421]. En dépit de son efficacité écoénergétique[422], le transport maritime connaît une forte croissance de ses émissions. Ces expositions soumettent la mer intérieure à un ensemble de pollutions : la pollution accidentelle ; la pollution par les hydrocarbures liée à l'opérationnalisation des navires ; la pollution

415 Rome2Rio (2023). *2 moyens de voyager de Porto Rico à St Croix*. Rome2Rio Pty Ltd. https://www.rome2rio.com/fr/map/Porto-Rico/St-Croix (consulté le 1er Mars 2023).
416 Atlasocio (2023). *Classement des aéroports d'Amérique par nombre de passagers (total)*. https://atlasocio.com/classements/economie/transports/classement-aeroports-par-nombre-de-passagers-total-amerique.php (consulté le 25 Février 2023).
417 Vergé-Dépré, C. R. et Roth P. (2023). *Transport aérien (2010) : réseaux,cCartes des réseaux aériens (liaisons directes)*. Université de Caen Normandie. http://atlas-caraibe.certic.unicaen.fr/fr/page-242.html (consulté le 3 Mars 2023).
418 Port Miami (2019). *Port Guide : 2018-2019*, 21 p. https://www.miamidade.gov/portmiami/library/stats-brochure-2019.pdf (consulté le 24 Février 2023).
419 Commission des pêches pour l'Atlantique Centre-Ouest/FAO (2022). *Situation des pêches et de l'aquaculture dans la région de la COPACO, Dix-huitième session (virtuelle), Managua, Nicaragua, 26-29 Juillet 2022*, 69 p. https://docplayer.fr/231233626-Commission-des-peches-pour-l-atlantique-centre-ouest-copaco-dix-huitieme-session-virtuelle-managua-nicaragua-juillet-2022.html (consulté le 24 Février 2023).
420 Le site MarineTraffic a une performance de localisation de 180 000 vaisseaux distincts en même temps selon leur blog : https://www.marinetraffic.com/blog/a-day-in-numbers/#:~:text=%E2%80%9COn%20average%2C%20about%20180%2C000%20distinct,least%20once%20during%20a%20day (consulté le 2 Mars 2022).
421 Domergue, S. (2021). « Le régionalisme sécuritaire maritime des petits et micro-États de la grande région caraïbe : entre vulnérabilités, autonomisation, et dépendances », *Belgeo* [En ligne], issue 1. https://doi.org/10.4000/belgeo.46720
422 Un navire qui transporte environ 30 000 tonnes métriques de marchandises dans la région des Grands Lacs et de la Voie maritime du Saint-Laurent au Canada équivaut à 963 camions ou 301 wagons ferroviaires pour transporter la même charge (p. 11). Source : Research and Traffic Group (2013). *Impacts environnementaux et sociaux du transport maritime dans la région des Grands Lacs et de la Voie maritime du Saint-Laurent,* Résumé, 26 p. https://grandslacs-voiemaritime.com/wp-content/uploads/2019/10/Impacts-Comparison-ExSum-FR.pdf (consulté le 3 Mars 2023).

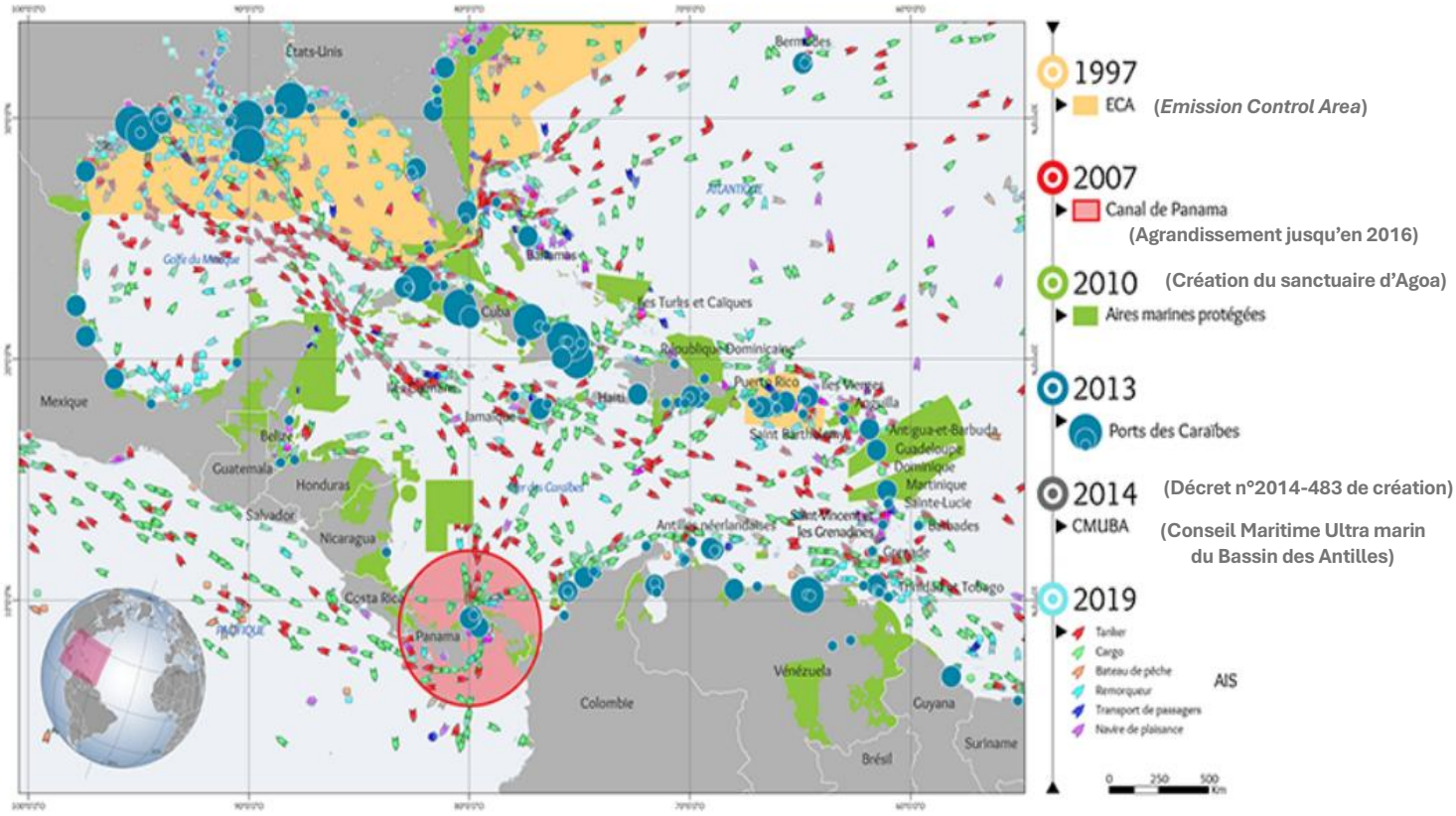
atmosphérique liée au dégagement de matières particulaires et de gaz à effet de serre (Doudnikoff, 2018 : p. 106-108)[423]. Ces eaux sont déjà en train de subir le phénomène d'érosion ; la dégradation physique des habitats marins et côtiers, avec des changements écosystémiques concomitants ; la pollution tellurique en conséquence des activités humaines ; la pollution résultant de l'exploration et de l'exploitation des ressources minérales du sous-sol et des fonds marins (Lozano-Almario, 2019 : p. 35, 49)[424].

Le Sénat français a été jusqu'à identifier d'autres menaces, de type géopolitique comme : (i) la pêche illégale d'espèces à haute valeur ; (ii) la saisie de 31 tonnes de drogue en provenance de l'Amérique du Sud en 2021 ; (iii) les actions de piraterie menaçant le trafic à destination des outre-mer ; (iv) le défi de sécurisation des câbles sous-marins à cause de la *cyber warfare* ; sans oublier la contrebande et la migration clandestine (Délégation sénatoriale aux outre-mer, 2022)[425]. Les activités maritimes à l'échelle régionale cohabitent avec les aires marines protégées dans des eaux territoriales (**Réf**. Carte 14). **Comment se déploient les activités anthropiques à l'échelle des aires marines protégées ?** La thèse doctorale s'emploiera à décrire le (sous) système des AMP et les AMP de parcs nationaux en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe avant d'y décrire le déroulement des activités anthropiques.

423 Doudnikoff, M. (2018). Chapitre 4. Réduire les émissions du transport maritime : politiques publiques et stratégies des armateurs. Dans Y. Alix (dirs.), *Prospective maritime et stratégies portuaires* (pp.105-126). Collection Les Océanides. https://www.projet-devport.fr/PDF/80.pdf (consulté le 1er Mars 2023).

424 Lozano-Almario, A. (2019). *L'articulation entre universalisme et régionalisme dans la protection de l'environnement marin et côtier des mers régionales : l'exemple de la Région de la Grande Caraïbe* [Thèses de doctorat, Droit, Université de Nanterre - Paris X]. TEL archives ouvertes (02929688). https://theses.hal.science/tel-02929688 (consulté le 01 mars 2023).

425 Délégation sénatoriale aux outre-mer (2022). *Les outre-mer dans la stratégie maritime nationale*. Rapport d'information n° 546 (2021-2022), déposé le 24 février 2022, rapporté par M. Philippe Folliot, Mmes Annick Petrus et Marie-Laure Phinera-Horth. http://www.senat.fr/rap/r21-546/r21-5463.html (consulté le 20 Février 2022).



Carte 14. Cohabitation de la localisation des AMP et du trafic maritime régional **(Projet TRAFIC - OHM Littoral Caraïbe, 2020-2022)**

I.2.1. Méthode de la deuxième partie

La méthode utilisée en deuxième partie de thèse consiste en l'analyse de la documentation relative à la description : (i) des systèmes d'AMP ; (ii) des sites d'AMP à Cuba et en Guadeloupe. Ces documents comprennent : (1) des rapports ministériels ; (2) des textes juridiques ; (3) des blogs de voyage ; (4) des articles de presse. L'analyse a permis d'ébaucher une proposition de (sous)système d'AMP pour Haïti à partir des applications à Cuba et en Guadeloupe. Puis, elle a abouti à la caractérisation des parcs nationaux en Haïti, à Cuba, et en Guadeloupe. Les informations théoriques ont été complétées par des enquêtes de terrain auprès des populations locales de l'Île-à-Vache et sur le site du Parc national de la Guadeloupe. À Cuba, l'Administration du Parc Ciénaga de Zapata a facilité l'accès à des documents d'orientation pertinente à la problématique de la thèse.

I.2.2. Objectif de la deuxième partie

Comparer les parcs nationaux des 3 îles sœurs en étude dans la thèse par une approche d'écologie sociale appliquée dans le contexte de la Caraïbe insulaire.

I.2.3. Structure de la deuxième partie

Du fait de son titre « Des activités anthropiques en interaction dans des parcs nationaux de la Caraïbe », la deuxième partie de la thèse entend démontrer en 3 chapitres l'appropriation collective des parcs nationaux dans la Caraïbe insulaire. À l'introduction, la revue de la littérature a problématisé sur l'ampleur des activités anthropiques à l'échelle de la mer Caraïbe. Le Chapitre 4 propose un (sous)système d'aires marines protégées tout en brossant 3 cas d'étude : (i) le Parc national naturel de l'Île-à-Vache en Haïti ; (ii) le Parc national Ciénaga de Zapata à Cuba ; (iii) le Parc national de la Guadeloupe. Il atteste d'un continuum de vocations écologiques aussi bien dans des aires terrestres que dans des aires marines. Le Chapitre 5 démontre des niveaux différents de parcs nationaux sur la base de la présence/absence d'infrastructures d'accueil et d'une identité locale à valoriser par le marketing territorial. Si les parcs nationaux Ciénaga de Zapata et de la Guadeloupe sont des destinations confirmées, le Parc national naturel de l'Île-à-Vache requiert des infrastructures qui relèvent davantage des compétences d'une collectivité territoriale. Le Chapitre 6 décèle les principales activités économiques des populations locales. Cet inventaire se rapporte à la contribution des parcs nationaux de Cuba et de la Guadeloupe au développement local et à la vision de développement diffusée par les 2 organisations de femmes du Parc national naturel de l'Île-à-Vache de la péninsule Sud. Le croisement d'Haïti avec Cuba et la Guadeloupe poursuit l'objectif de décompter les bénéfices socio-économiques à tirer de la mise en œuvre des parcs nationaux incluant des aires marines protégées.

Dans l'Introduction de la deuxième partie a été démontré l'ampleur des pratiques commerciales dans la mer Caraïbe. Les analyses ont attesté d'activités anthropiques avec des impacts de pollution sur le milieu marin parallèlement à la présence d'aires marines protégées. Le chapitre 4 présentera donc des aires marines protégées dans des parcs nationaux en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe. Il précèdera le chapitre 5 sur les activités des populations locales dans ces mêmes parcs nationaux.

Chapitre 4 : La classification des aires marines protégées à Cuba et en Guadeloupe pour Haïti

Le concept de l'AMP s'est construit au gré des 3 conventions du Sommet de la Terre et de leurs Conférences des Parties (COP). La Convention de 1992 sur les changements climatiques a reconnu les effets préjudiciables du climat sur les zones côtières et les écosystèmes marins. Celle de 1992 sur la diversité biologique a fixé des objectifs de gestion de l'AMP ; et celle de 1994 pour la lutte contre la désertification a pris acte de la portée planétaire de la désertification et de la sécheresse. Elles se sont arrimées à la Convention de Montego Bay obligeant les États à préserver « le milieu marin » tout en apportant un cadre à la création d'AMP en haute mer (Delfour-Samana, 2013 : p. 4)[426] selon l'Article 197 de la Convention[427]. Les différentes COP de la Convention sur la diversité biologique ont convenu de l'AMP comme approche essentielle de conservation et d'utilisation durables de la biodiversité et des mesures d'atténuation du réchauffement sur la biodiversité. Ensuite, la Convention de Montego Bay a atterri en Convention de 1983 de Carthagène (des Indes - Colombie) sur la protection et la mise en valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes[428]. Cette dernière a invité les Parties contractantes à s'efforcer d'établir « des zones spécialement protégées » afin de « protéger et préserver, […], les écosystèmes rares ou fragiles ainsi que l'habitat des espèces en régression, menacées ou en voie d'extinction » (Art. 10). Pareille assertion place l'AMP en outil privilégié d'application des conventions internationales sur la conservation côtière et marine.

426 Delfour-Samana, O. (2013). Les aires marines protégées, outil de conservation de la biodiversité en haute mer. *Neptunus*, 19, pp. 1-10. https://cdmo.univ-nantes.fr/medias/fichier/o_1358155479217.pdf

427 « Les États coopèrent […] à la formulation et à l'élaboration de règles et de normes, ainsi que de pratiques et procédures recommandées de caractère international compatibles avec la Convention, pour protéger et préserver le milieu marin, compte tenu des particularités régionales ».

428 La Convention de Carthagène défère l'adoption de 3 protocoles : (1) le protocole relatif à la lutte contre la pollution par les hydrocarbures, (2) le protocole relatif à la pollution due à des sources et activités terrestres, (3) le protocole relatif à la vie sauvage.

L'Agenda 2030, en suite de l'Agenda 21, a soutenu la conservation et l'exploitation durables des océans, des mers et des ressources marines aux fins de développement durable. Dans son objectif 14, 3 cibles en lien avec l'AMP se sont démarquées : (i) d'ici à 2020, les écosystèmes marins et côtiers sont gérés et protégés durablement ; (ii) au moins 10 % des zones marines et côtières sont préservées ; (iii) d'ici à 2030, les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés vont bénéficier au mieux des retombées économiques de l'exploitation durable des ressources marines. Elles devront être exécutées en tenant compte des populations locales en raison de la teneur intégratrice du concept de développement durable. L'AMP se forge alors en lien de convergences entre des projets protectionnistes et la culture vernaculaire des populations tenues de transformer leurs pratiques (Féral et Cazalet, 2007)[429]. La Caraïbe insulaire accélérera les progrès régionaux à la solde d'une collaboration historique entre des organisations de la société civile et du secteur privé : la *Caribbean Challenge Initiative*. À travers le défi *20 by 20*, elle aspire à la gestion et à la conservation efficaces de 20 % de ses environnements marins et côtiers d'ici 2020 grâce à un mécanisme de financement durable complètement opérationnel.

4.1. Les catégories d'aires marines protégées à Cuba et en Guadeloupe pour Haïti

L'appropriation mondiale du concept d'aire marine protégée a provoqué « une profusion terminologique » rattachée à des niveaux variables de gestion et de protection (Jeudy-de-Grissac et Rodary, 2021)[430]. Au moins 81 intitulés d'AMP ont été relevés dans la base de données mondiales sur la Caraïbe insulaire au 25 Janvier 2024. Ils ont été regroupés en aire, parc, refuge, sanctuaire, paysage, haut-lieu, monument, réserve, zone ; et en varia tels élément remarquable naturel, arrêté de protection de biotope, vue panoramique, terrain acquis par le Conservatoire du littoral (bords de mer et de lac), site de reproduction des mérous, ressource gérée. Les plus populaires (**Réf.** Figure 14, 15, 16) ont été arborées dans les pages suivantes :

429 Cazalet, B., Féral, F., et Weigel, J.-Y. (éds.). (2007). *Les aires marines protégées d'Afrique de l'Ouest* (-1). Presses universitaires de Perpignan. https://doi.org/10.4000/books.pupvd.2317

430 Jeudy-de-Grissac, A., et Rodary, E. (2021). Protection de la nature - Aires protégées. *Encyclopædia Universalis* [En ligne]. http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/protection-de-la-nature-aires-protegees/ (consulté le 20 Janvier 2021).

Figure 14. AMP de la Caraïbe insulaire dénommées « aire » **(Pierre, 2024)**

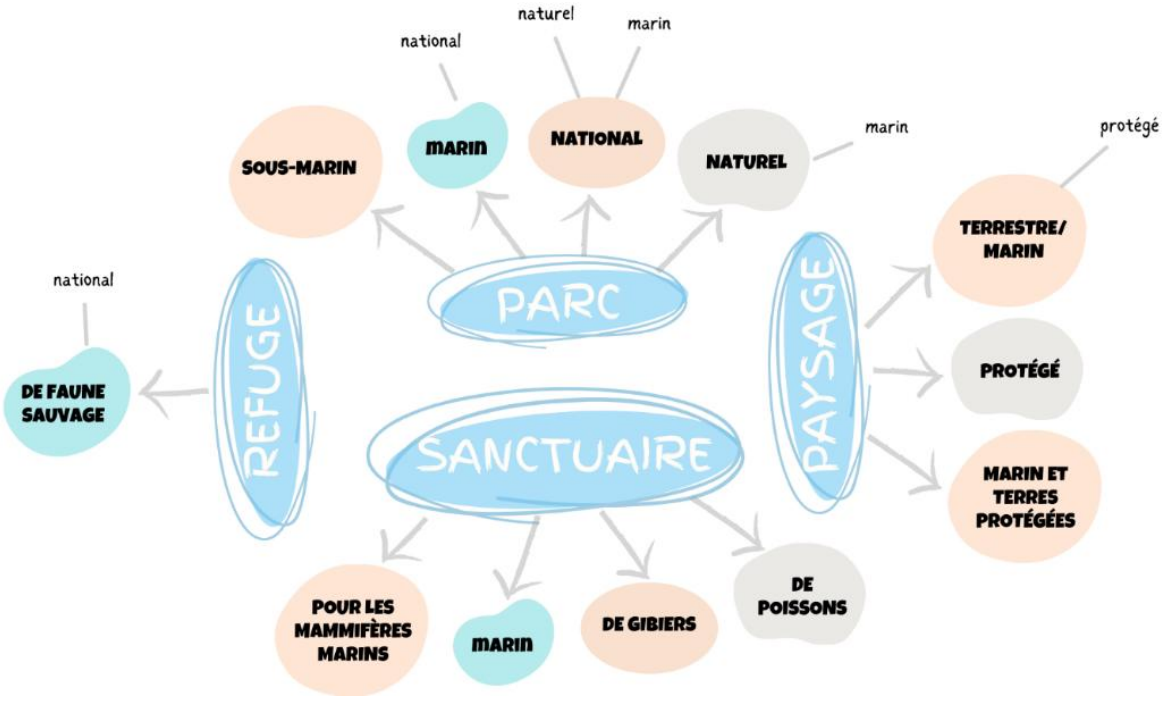


Figure 15. AMP de la Caraïbe insulaire dénommées « parc », « sanctuaire », « paysage », « refuge » **(Pierre, 2024)**

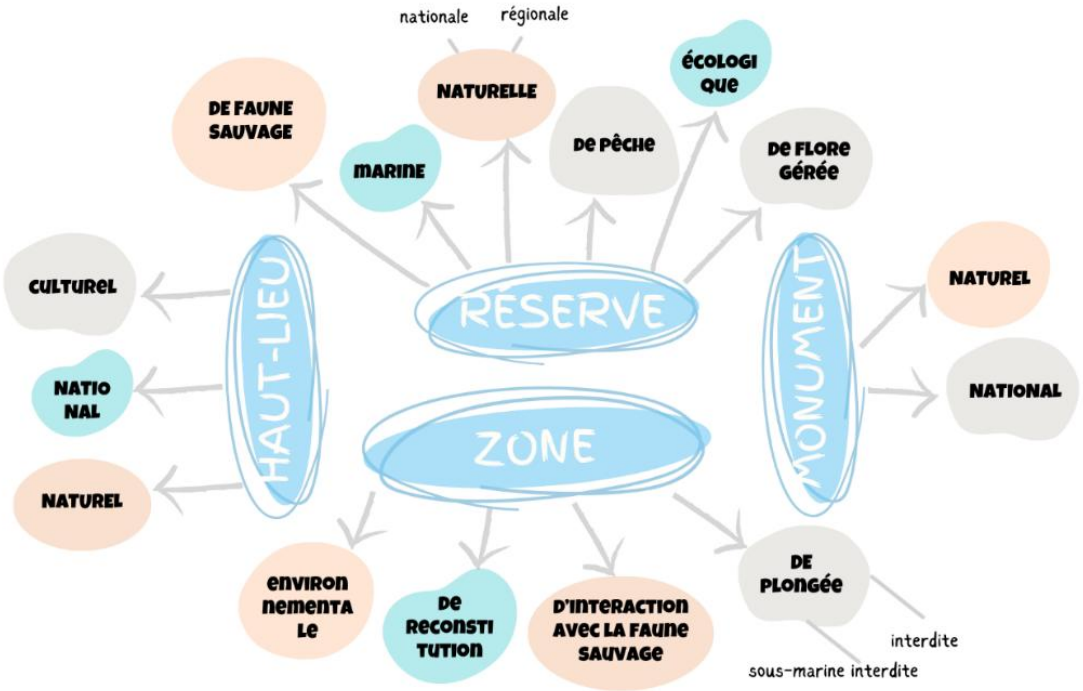


Figure 16. AMP de la Caraïbe insulaire dénommées « haut-lieu », « réserve », « zone », « monument » **(Pierre, 2024)**

Leur signification ainsi que leur classification internationale est dévolue à la seule discrétion des territoires. Dans les Îles Cayman, par exemple, plusieurs AMP « zones de réapprovisionnement » renferment l'uniformité de catégorie IV de gestion de l'UICN[431] : (a) *Treasure Island Resort - Old Pageant Beach* de 0,48 km^2 ; (b) *Coral Isle Club* de 0,08 km^2 ; (c) *Spott Bay* de 0,13 km^2. Cuba compte des AMP « réserve écologique » de catégorie II de gestion : (a) *Punta del Este* de 341,3 km^2 ; (b) *Centro y Oeste de Cayo Coco* de 360,4 km² ; (c) *Los Pretiles* de 371 km^2. En revanche, les îlets ne possèdent pas les mêmes classifications dans les îles vierges britanniques : L'îlet *Pelican* de 0,04 km^2 est un Parc national, terrestre, tandis que l'îlet *Fallen Jerusalem* de 0,2 km^2 est un Parc national, AMP. Tous 2 sont toutefois de catégorie II de gestion de l'UICN. Les îlets Petite Dominique de 2,06 km^2 et *Ronde Island Group* de 73,06 km^2 de la Grenade sont des AMP « aires prioritaires d'intérêt » de catégorie de gestion non rapportée. En comparaison, l'îlet Kahouanne de 0,21 km^2

431 À ce jour, l'Autorité mondiale sur le statut du monde naturel et des mesures de sauvegarde, l'UICN, a promu 6 catégories d'AMP avec des objectifs de gestion distincts : réserve naturelle intégrale (Ia), zone de nature sauvage (Ib), parc national (II), monument naturel (III), aire de gestion des habitats ou des espèces (IV), paysage terrestre ou marin protégé (V), aire protégée de ressources naturelles gérée (VI).

de la Guadeloupe est une AMP « terrain acquis par le Conservatoire du littoral » de catégorie IV de gestion.

Paradoxalement, certaines aires protégées disposent d'importantes façades maritimes sans être marines :

- le Parc national *Shete Boka* de Curaçao, une aire terrestre de 4,35 km^2 avec presque 10 km de côte rocheuse exposée au vent et de catégorie de gestion non rapportée ;
- *Northwest Curaçao*, le site Ramsar de 24,41 km² avec 20 km de côte rocheuse exposée au vent et de catégorie de gestion non rapportée ;
- la plage de Grande Anse en Guadeloupe de 0,04 km^2, une aire terrestre « arrêté de protection des biotopes » sur 2,15 km de côte et de catégorie IV de gestion;
- *Alligator Pond, Gut River, Canoe Valley, Manchester* en Jamaïque de 16,82 km^2, une aire terrestre « sanctuaire faunique » avec plus de 10 km de côte et de catégorie IV de gestion ;
- le cap Salomon en Martinique de 2,89 km², une aire terrestre « terrain acquis par le Conservatoire du littoral » incorporant des eaux côtières et de catégorie IV de gestion ;
- le delta *del Cauto* à Cuba de 663.7 km², une aire terrestre « refuge faunique » de catégorie IV de gestion étant le second plus large delta de la région ;

Quoique, à Porto-Rico, des forêts côtières aient été déclarées AMP : *Bosque Estatal de Guánica Natural Reserve* « aire marine protégée » de 52,17 km^2 de catégorie V de gestion, *Bosque Estatal de Piñones Natural Reserve* « aire marine protégée » de 8,85 km^2 de catégorie V de gestion, *Bosque Estatal de Aguirre* « aire de gestion des ressources de l'État » de 4,32 km^2 de catégorie VI de gestion, *Bosque Estatal de Boquerón* « aire de gestion des ressources de l'État » de catégorie VI de gestion.

Les aires marines protégées de la Caraïbe insulaire disposent de nombreuses autres particularités. Des monuments historiques comme le fort Georges « aire protégée étudiée/non désignée » de 0,07 km^2 de catégorie non désignée de gestion en Grenade, ou le fort Royal « parc national naturel » de 16,48 km^2 de catégorie VI de gestion en Haïti sont des AMP. Certaines appellations d'AMP de la Guadeloupe sont semblables à celles d'Haïti et de Martinique :

- Kahouanne « terrain acquis par le Conservatoire du littoral » de 0,21 km^2 de catégorie IV de gestion en Guadeloupe et Cahouane de 59,4 km² de catégorie V de gestion en Haïti ;
- Grand cul-de-sac marin « site de Ramsar » de 295 km^2 de catégorie de gestion non rapportée en Guadeloupe, très proche de l'aire terrestre de Cul-de-sac du marin « terrain acquis par le Conservatoire du Littoral » de 0,4 km^2 de catégorie IV de gestion en Martinique.

Une réserve naturelle bioluminescente se trouve à Porto-Rico : *Bahías Bioluminiscentes de Vieques* « aire marine protégée » de 85,15 km^2 de catégorie V de gestion. Des AMP jouxtent des aéroports internationaux : *La Caleta* « parc national marin » de 10 km^2 de catégorie II de gestion adjacent à l'aéroport *Las Americas* en République dominicaine, *Bell Sound* « réserve naturelle » de 11,42 km^2 de catégorie de gestion non rapportée adjacent à l'aéroport *South Caicos* des Îles turques et caïques. L'AMP *Little Sound* des Îles Caïman est une « zone environnementale » de 17,01 km² de catégorie Ib de gestion de l'UICN. Toutes les eaux côtières de Saint-Kitts et Nevis sont une aire de gestion marine « réserve marine » de catégorie de gestion non rapportée, ainsi que celles de Bonaire « parc marin national » de 27 km^2 de catégorie II de gestion. Alors que les aires protégées sont terrestres, l'originalité de la Dominicanie voisine d'Haïti est à souligner. En effet, elle dénombre des aires protégées d'autoroutes : les corridors écologiques *Autopista 6 de Noviembre* de 3,65km^2 et *Autopista Juan Bosch* de 6,05 km^2 de catégorie VI de gestion.

La diversité des appellations d'aires marines protégées dans la Caraïbe insulaire cohabite avec une variété de catégories d'AMP derrière la classification de l'UICN. Les 3 îles sœurs à l'étude dans la thèse ont eu des avancées différentes en ce sens. Haïti ne possède pas de catégories formelles d'AMP mais, sa ratification de la Convention de Montego Bay sur le droit de la mer l'invite à prendre des mesures de création de « zones marines protégées » (Art. 194). Puis, la ratification de la Convention de Washington du 12 octobre 1940[432] en décret-loi du 27 Novembre 1941 donne provision à l'étude de types d'AMP pouvant y être appliqués. De ce fait, la Convention reconnaît 4 types d'aires protégées assimilables aux AMP : (1) parcs nationaux, naturels dans le cadre du décret du 4 Avril 1983 ; (2) réserves nationales ;

432 Convention de Washington du 12 octobre 1940 pour la protection de la flore, de la faune et des beautés panoramiques naturelles des pays de l'Amérique.

(3) monuments naturels ; (4) réserves de régions vierges. Sans faire de différences entre les terrestres et les marines, le système national du décret du 26 Janvier 2006[433] a répertorié des aires protégées de : (1) parcs nationaux, (5) zones réservées, (6) réserves forestières, (7) sites naturels classés, (8) zones sous protection (Art. 48). Une AMP de (9) zones touristiques a été ajoutée puisqu'un des décrets a renvoyé à une région côtière : le décret du 7 Août 1972 déclarant zone touristique la portion située dans la région de Montrouis. En outre, l'inventaire des AMP haïtiennes a donné lieu à des appellations qui répètent celles des catégories de gestion de l'UICN. Ce qui a rallongé la liste aux : (10) aires protégées de ressources naturelles gérées, (11) aires protégées habitats/espèces, (12) paysages terrestres/marins protégés, (13) éléments naturels exceptionnels comptés pour monuments naturels, (14) parcs nationaux naturels. Ces 5 dernières AMP ont été regroupées en (15) complexes marins et côtiers dans le cadre de l'arrêté nº 156 du 26 Août 2013 déclarant aire protégée le Complexe marin et côtier situé dans le Sud-Ouest de la péninsule Sud sous la dénomination d'Aire protégée de ressources naturelles gérées de Port-Salut/Aquin (Art.1).

Simultanément, les aires marines protégées d'Haïti font de plus l'objet d'une seule reconnaissance internationale : les réserves de biosphères de l'UNESCO pour les AMP du Sud incluses dans la réserve de la Hotte et celles du Sud-Est incluses dans la réserve de la Selle. La reconnaissance du patrimoine mondial de l'UNESCO déjà en vigueur auprès du Parc national historique – Citadelle Sans-Souci, Ramiers a été ajoutée parce qu'elle intègre un programme marin. Des labels internationaux accessibles à la Caraïbe insulaire se superposent aux classifications susmentionnées, à citer : (i) le réseau mondial des réserves de biosphère de l'UNESCO[434], (ii) la liste verte[435] des aires marines protégées de l'UICN, (iii) les reconnaissances *Blue Parks*[436] du *Marine Conservation Institute*, (iv) les AMP inscrites au Protocole relatif aux aires marines et à la vie sauvage spécialement protégées (SPAW) de la Convention de Carthagène[437], (v) le label écologique *Blue Flag*[438] pour les plages et les marinas, (vi) le code de conduite international *Green Fins*[439] en faveur des récifs

433 Décret nº 11 du 26 Janvier 2006 portant sur la gestion de l'environnement et de régulation de la conduite des citoyens et citoyennes pour un développement durable.
434 Réserves de biosphère (2021). *UNESCO*. https://fr.unesco.org/biosphere/wnbr (consulté le 24 Mars 2024).
435 Qu'est-ce que la liste verte de l'UICN ? (2024). *IUCN, International Union for Conservation of Nature*. https://iucngreenlist.org/fr/about/
436 Blue Parks (s.d.). *Marine Conservation Institute*. https://marine-conservation.org/blueparks/ (consulté le 24 Mars 2024).
437 Procédure relative à l'inscription des aires protégées au titre du protocole SPAW (2024). *CAR-SPAW-RAC*. https://www.car-spaw-rac.org/?Procedure-relative-a-l-inscription-des-Aires-protegees-au-titre-du-Protocole (consulté le 24 Mars 2024).
438 Pure water, clean coasts, safety, and access for all - operated by Foundation for Environmental Education (2023). *Blue Flag*. https://www.blueflag.global/ (consulté le 24 Mars 2024).
439 About Green Fins, Protecting coral reefs through sustainable marine tourism (2023). *Reef-World Foundation*. https://greenfins.net/about-green-fins/ (consulté le 24 Mars 2024).

coralliens et des pratiques de plongée durable, (vii) le programme marin du patrimoine mondial[440] de l'UNESCO. Devant la confusion et l'inconsistance des classifications, la chercheuse Kirsten Grorud-Colvert et al. (2021) a proposé 4 niveaux de protection des AMP en complément des 6 catégories de gestion de l'UICN (**Réf.** Figure 17).

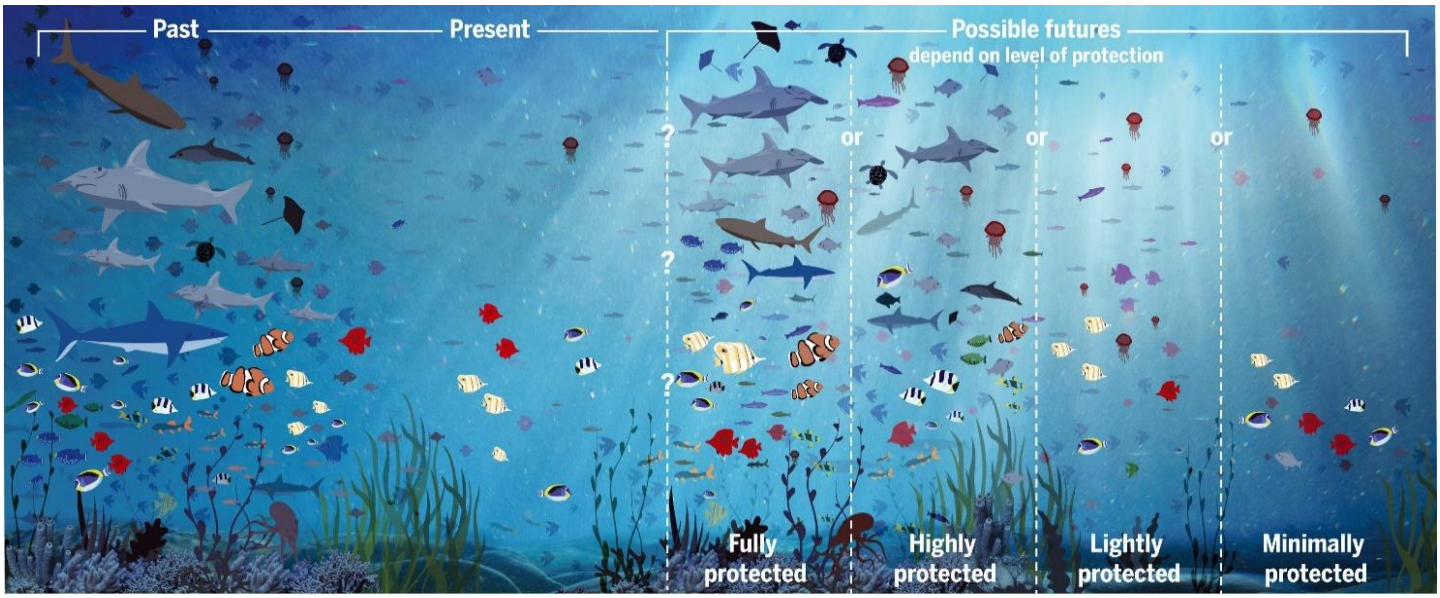


Figure 17. Identification des niveaux de protection des AMP combinée aux résultats d'efficacité des AMP **(Grorud-Colvert et al., 2021)**

Ces niveaux sont de : (i) protection intégrale ; (ii) protection haute ; (iii) protection légère ; (iv) protection minimale « *based on the impact [scale] of allowed activities*[441] » (p. 3)[442] sachant que l'impact est mesuré par rapport à sa compatibilité avec la conservation de la biodiversité[443].

Un essai de classification des aires marines protégées en Haïti a été esquissé à la page suivante à partir des textes réglementaires existants (**Réf.** Figure 18).

440 Programme marin du patrimoine mondial (2024). UNESCO. https://whc.unesco.org/fr/programme-marin (consulté le 24 Mars 2024).
441 Les 7 types d'activités pris en compte sont : (1) exploitation minière, (2) dragage, (3) ancrage, (4) infrastructures, (5) aquaculture, (6) pêche, (7) activités non extractives.
442 Grorud-Colvert, K. et al. (2021). The MPA Guide: A framework to achieve global goals for the ocean. *Science, 373, issue 6560*. https://doi.org/10.1126/science.abf0861
443 The MPA Guide (2024). *Travail soutenu par la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN, Pristine Seas de la Société National Geographic, Université de l'État d'Oregon, la base de données mondiales sur les aires protégées Protected Planet, World Conservation Monitoring Centre de l'ONU Environnement, Marine Protection Atlas du Marine Conservation Institute*. https://mpa-guide.protectedplanet.net/explore/levels-of-protection/by-level

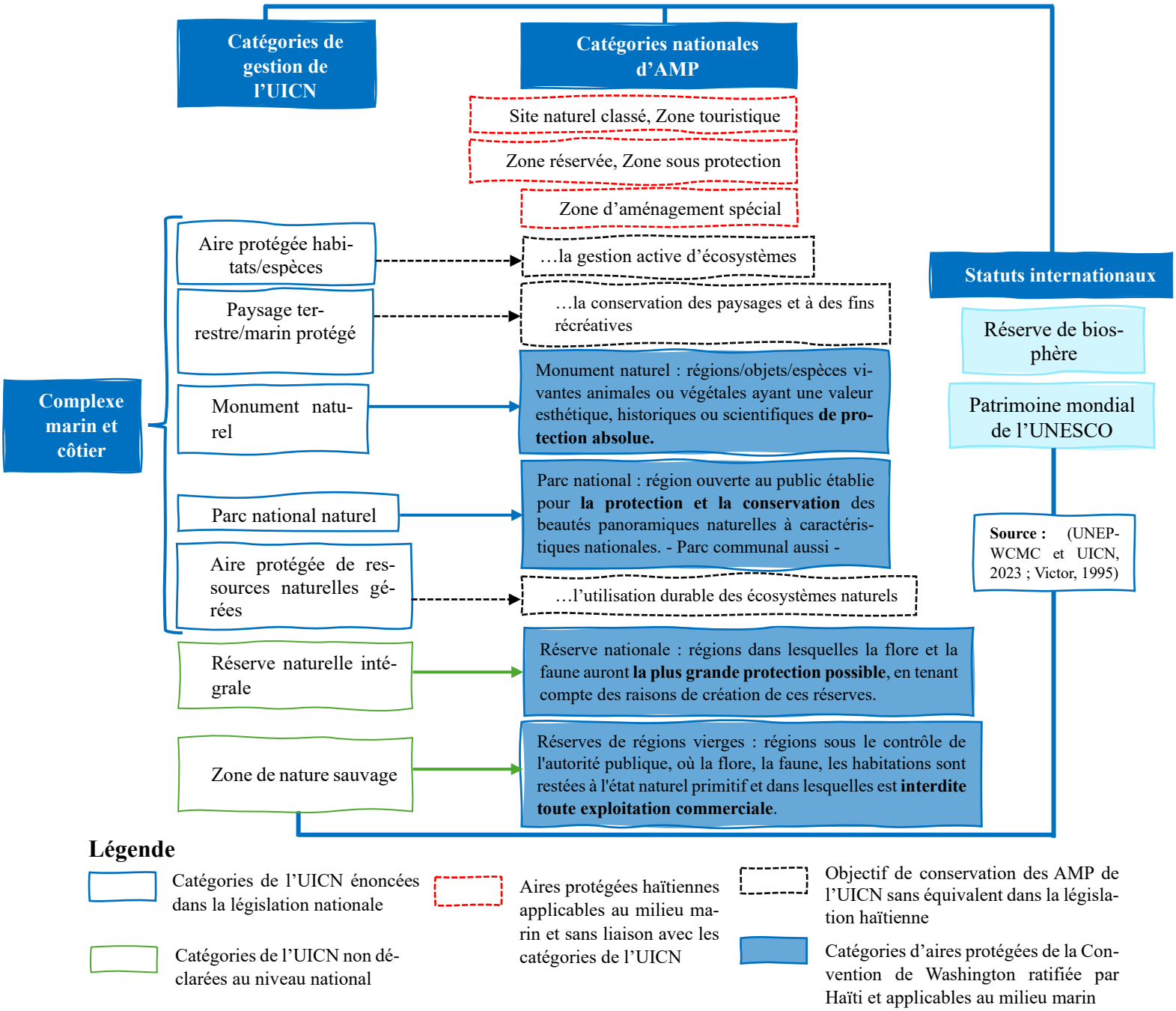


Figure 18. Éléments de typologie des aires marines protégées d'Haïti **(Pierre, 2023)**

4.2. Un (sous)système d'aires marines protégées pour Haïti, après Cuba et la Guadeloupe

En se référant aux appellations et définitions inscrites dans les textes juridiques de déclaration, les catégories d'AMP d'Haïti sont présentées ci-dessous selon les catégories de l'UICN (**Réf.** Figure 19).

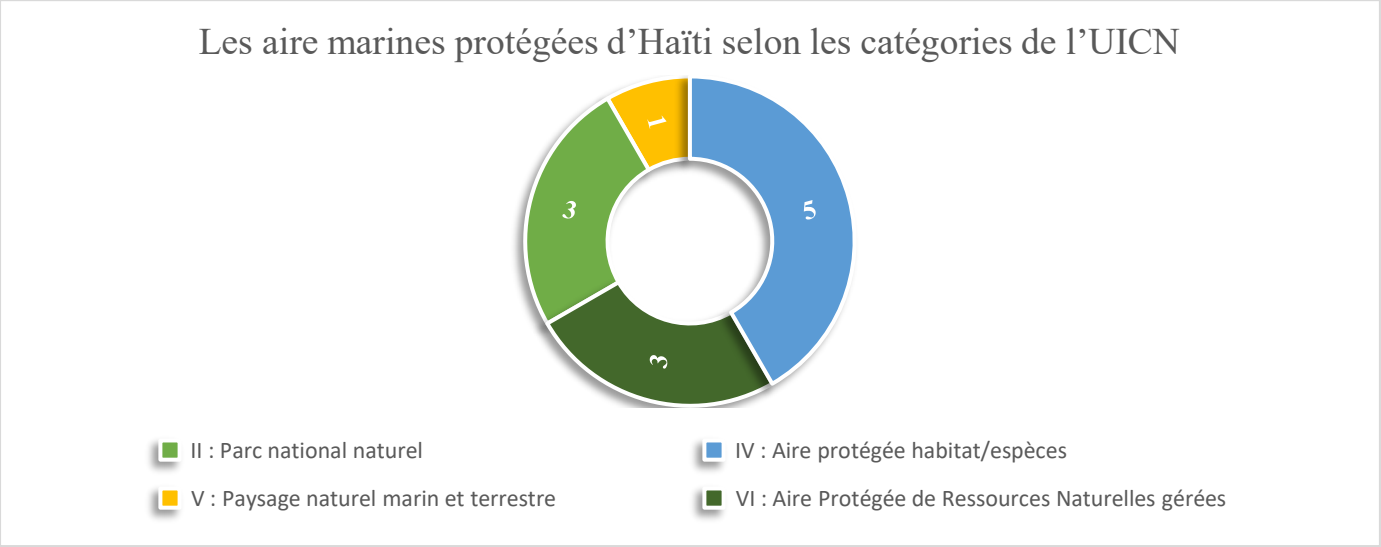


Figure 19. Essai de classification des 12 aires marines protégées d'Haïti selon les catégories de l'IUCN **(Pierre, 2024)**

L'AMP déclarée en Haïti est aussi consignée dans une logique patrimoniale vouée à l'interrelation entre culture et nature dans ses textes juridiques. En tant que site naturel, elle participe à la sauvegarde de l'intégrité nationale par son importance pour l'histoire, la culture ou l'art des nations américaines (Préambule, Art. 7)[444]. Le pays apprécie d'autant plus son rôle primordial dans la protection des valeurs biologiques et physiques du patrimoine naturel (Préambule)[445]. Devant l'urgence de contrer « un appauvrissement de la nation haïtienne tant du point de vue culturel qu'économique » (Préambule)[446], l'État s'est engagé à « favoriser le développement des échanges culturels entre leurs peuples respectifs [les nations américaines] » (Art. 1)[447]. L'AMP déclarée en Haïti est aussi un patrimoine subaquatique qui doit être identifiée et protégée, notamment des explorations, du pillage et du trafic illicite de biens culturels (Art. 7)[448].

Les 2 îles sœurs de Cuba et Guadeloupe détiennent des catégories officielles d'AMP contrairement à Haïti. Le *Subsistema de Áreas Marinas Protegidas* (SAMP) de Cuba dénombre 8 catégories nationales de gestion applicables aux milieux côtier, marin et terrestre avec leur correspondance de l'UICN : (1) *reserva nacional* -

444 Décret n° 55 du 10 mai 1989 créant un organisme autonome de consultation doté de la personnalité morale dénommé : Commission nationale du patrimoine.
445 Décret du 4 Avril 1983 déclarant « parcs nationaux naturels » les aires entourant le morne la Visite du massif de la Selle et le morne Macaya entourant le pic Macaya au massif de la Hotte.
446 Arrêté du 23 Août 1995 classant Patrimoine national la zone correspondant à l'ancienne ville du Cap-Haïtien.
447 Convention pour le développement des relations culturelles interaméricaines.
448 Convention de 1976 sur la défense du patrimoine archéologique historique et artistique des nations américaines.

Catégorie I ; (2) *parque nacional* -II ; (3) *reserva ecológica* -II ; (4) *elemento natural destacado* -III ; (5) *reserva florística manejada* -IV ; (6) *refugio de fauna* -V ; (7) *paisaje natural protegido* -VI ; (8) *área protegida de recursos manejados* -VII. Le sous-système est inséré dans un *Sistema Nacional de Áreas Protegidas* (SNAP) à partir de la loi 81 de 1997 qui assigne au SNAP l'objectif de : « *proteger, rehabilitar y manejar el medio y los recursos costeros y marinos para su conservación y uso sostenible* » (Art. 90)[449]. Ce sous-système est inséré dans le *Sistema Nacional de Áreas Protegidas* (SNAP) à partir de la loi 81 de 1997 qui assigne au SNAP l'objectif de : « *proteger, rehabilitar y manejar el medio y los recursos costeros y marinos para su conservación y uso sostenible* » (Art.90)[450].

Le *Subsistema de Áreas Marinas Protegidas* est restructuré en 3 niveaux supplémentaires de classification : (1) *Áreas Protegidas de Significación Nacional* (APSN) ; (2) *Áreas Protegidas de Significación Local* (APSL) ; (3) *Regiones Especiales de Desarrollo Sostenible* (REDS) selon le *Decreto-Ley 201 24 de Diciembre de 1999 Del Sistema Nacional de Áreas Protegidas* (Art. 3). 2 autres aires s'ajoutent aux AMP cubaines conformément à leurs principes de Gestion Intégrée de la Zone Côtière (GIZC) : la *zona costera* et la *zona de protección* adossée à la zone côtière (Art. 2-5.1)[451]. Jusqu'en 2021, le SNAP cubain comporte 211 aires protégées dont 77 d'importance nationale et 134 d'importance locale[452]. À l'échelle internationale, son AMP peut être : (1) réserve de biosphère, (2) site de RAMSAR, (3) site du patrimoine mondial de l'UNESCO.

L'AMP déclarée en Guadeloupe obéit bien évidemment à la législation française distinguant des espaces marins et des parties maritimes d'aires protégées au titre : (1) du Code de l'environnement, (2) des instruments régionaux et internationaux (Art. L334-1). En s'inspirant des 31 AMP recensées par le Système d'Information sur le Milieu Marin (SIMM) au 22 Mars 2024, les catégories d'AMP de la Guadeloupe sont : (1) des parties maritimes du domaine relevant du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ; (2) des parcs nationaux ayant une partie maritime, (3) des réserves naturelles nationales ayant une partie maritime, (4) des aires de protection de biotope ayant une partie maritime. Elles s'ajoutent aux

449 *Ley 81 de 1997 de Asamblea Nacional del Poder Popular* dénommée *Ley del Medio Ambiente*.
450 *Ley 81 de 1997 de Asamblea Nacional del Poder Popular* dénommée *Ley del Medio Ambiente*.
451 *Decreto Ley nº 212 - Gestión integrada de la zona costera*.
452 Cuba (2021). *Biofin*. https://www.biofin.org/cuba#:~:text=Cuba%20has%20a%20National%20System,total%20area%20of%20the%20territory (consulté le 25 Mars 2024).

catégories suivantes d'AMP appliquées à l'échelle de la France : (5) les parcs naturels marins ; (6) les sites Natura 2000 ayant une partie maritime ; zones de conservation halieutiques ; (7) les parties maritimes des parcs naturels régionaux ; (8) les réserves nationales de chasse et de faune sauvage ayant une partie maritime ; (9) les AMP créées en application des réglementations de la Polynésie française, du gouvernement et des provinces de Nouvelle-Calédonie et de Wallis-et-Futuna ; (10) les aires marines ou ayant une partie marine délimitées par la France en application des instruments régionaux ou internationaux auxquels la France est partie.

Aux 4 niveaux de protection de la chercheuse Kirsten Grorud-Colvert et al. (2021), la France a adjoint celui de protection forte applicable en Outre-Mer et défini comme :

> « une zone géographique dans laquelle les pressions engendrées par les activités humaines susceptibles de compromettre la conservation des enjeux écologiques de cet espace sont supprimées ou significativement limitées, et ce de manière pérenne, grâce à la mise en œuvre d'une protection foncière ou d'une réglementation adaptée, associée à un contrôle effectif des activités concernées » (Gouvernement français, 2021 : p.13)[453].

Bien que les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) ne sont pas des aires protégées, elles constituent « un outil d'aide à la décision »[454] de protection des AMP guadeloupéennes. Elles permettent d'approcher l'archipel sous le prisme des continuités écologiques en conséquence de l'analyse géographique de patrimonialisation de la nature (Gros-Désormeaux, 2015 : paragr. 2, 8)[455]. L'AMP déclarée en Guadeloupe détient pareillement différents statuts régionaux et internationaux, à savoir : (1) réserve de biosphère de l'UNESCO, (2) site de RAMSAR, (3) zone spécialement protégée de la convention de Carthagène pour l'Océan Atlantique. Les mesures de protection affectant les AMP d'Haïti, de Cuba et de la Guadeloupe sont inventoriées dans le tableau ci-dessous (**Réf.** Tableau 3).

453 Gouvernement français (2021). *Stratégie nationale pour les aires protégées 2030*. Boîte à outils pour la stratégie nationale pour les aires protégées ambitieuse et intégrée, 82 p. https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/DP_Biotope_Ministere_strat-aires-protegees_210111_5_GSA.pdf

454 L'inventaire ZNIEFF : Présentation et objectifs (2023-2024). *MNHN et OFB*. https://inpn.mnhn.fr/programme/inventaire-znieff/presentation

455 Gros-Désormeaux, J. (2015). Les incertitudes dans la cartographie de la biodiversité : le cas des Znieff dans les Antilles françaises. *Natures Sciences Sociétés*, 23, pp. 256-265. https://doi.org/10.1051/nss/2015053

	Haïti	UICN	Cuba	UICN	Guadeloupe	UICN
Système national (non officiel en Haïti, officiel à Cuba et en Guadeloupe)	Aire protégée habitats/espèces	IV	*Reserva nacional*	I	Parties maritimes du domaine relevant du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	IV, V
	Paysage naturel marin et terrestre	V	*Parque nacional*	II	Parcs nationaux ayant une partie maritime	Cœur (II) Adhésion (IV)
	Aire protégée de ressources naturelles gérées	VI	*Reserva ecológica*	II	Réserves naturelles nationales ayant une partie maritime	I, II ou IV
	Parc national naturel	II	*Elemento natural destacado*	III	Aires de protection de biotope ayant une partie maritime	VI
			Reserva florística manejada	IV		
			Refugio de fauna	V		
			Paisaje natural protegido	VI		
			Área protegida de recursos manejados	VII.		
Statut international	(1) Réserve de biosphère ; (2) Patrimoine mondial de l'UNESCO		(1) Réserve de biosphère ; (2) Site de RAMSAR ; (3) Site du patrimoine mondial de l'UNESCO		(1) Réserve de biosphère de l'UNESCO ; (2) Site de RAMSAR ; (3) Zone spécialement protégée de la convention de Carthagène pour l'Océan Atlantique ; (4) Liste verte de l'UICN	

WDPA, MdE

Tableau 3. Correspondance des aires marines protégées en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe **(Pierre, 2024)**

Les catégories d'aires marines protégées des 2 îles sœurs ont été étudiées afin de proposer un (sous)système national des AMP pour Haïti inspiré de la région caribéenne. L'éventualité du sous-système a été abordée dans le sens que le système national des AMP peut être un sous-système du système national des aires protégées

(Art. 48) ou du système national de gestion de l'environnement (Art. 14) prévu par le décret haïtien de 2006 sur la gestion de l'environnement. En raison du contexte de vulnérabilité du pays en développement qu'il représente, les principes suivants orienteront son système d'aires protégées : (1) la conservation de la biodiversité côtière et marine dans le deuxième territoire côtier de la Caraïbe insulaire ; (2) le développement durable avec une culture en pilier d'une économie régénérative ; (3) la résilience climatique à l'encontre d'un coût de l'inaction estimé à 1,8 milliard de dollars US à l'horizon de 2025 (Borde et al., 2015 : p. 8)[456]. Puisque ce système a besoin d'unités écologiques pour s'épancher, les ZCB ont été ciblées par rapport aux initiatives d'inventaires des écosystèmes déjà consenties en Haïti. Les aires protégées terrestres seront départagées de celles marines en vue d'une prise en compte adaptée à chaque type de milieu environnemental[457]. Elles seront caractérisées par :

(1) le niveau de protection

Les 4 niveaux de protection des AMP de Kirsten Grorud-Colvert et al. (2021) seront renforcés d'un cinquième, celui de la « protection en haute mer » dans le but d'inclure des espèces épipélagiques hautement migratrices et mésopélagiques[458]. Dès lors, le modèle de coopération Sud-Sud impliqué dans la stratégie régionale et intégrée du Corridor biologique de la Caraïbe pourra compléter le premier traité international de protection de la haute mer signé le 20 septembre 2023[459]. Passer d'« une zone supranationale de concertation des actions de conservation » à une haute mer protégée en coopération internationale prolongera la connectivité des processus naturels et des habitats vitaux aux 2/3 des océans en dehors des juridictions nationales (CBC, 2009 : p. 11)[460]. Cette transition sera tout aussi envisageable avec Agoa, zone spécialement protégée de la Convention de Carthagène de 143 256 km^2 et de catégorie de gestion non rapportée de l'UICN. Car, le Sanctuaire marin a déjà officialisé la protection du passage du 1/3 des cétacés mondiaux dans la totalité des ZEE ultramarines françaises de la Caraïbe.

456 Borde, A., Huber, M., Goburdhun, A., Guidoux, A., Revoyron, E., Nsimba, E., Louis, J. A., Augustin, D., et Jean-Louis, K. *Estimation des coûts des impacts du changement climatique en Haïti*, Projet de renforcement des capacités adaptatives des communautés côtières d'Haïti aux changements climatiques (GEF ID n°3733/PIMS ID n°3971), 93 p.
457 Pour les AMP, les milieux seront côtiers, coralliens, marins, en haute mer.
458 À savoir des poissons, des tortues, des mammifères, des oiseaux marins.
459 Après avoir obtenu les 60 ratifications règlementaires, le premier traité sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale (BBNJ) rentrerait en vigueur lors de la conférence des Nations Unies de juin 2025 sur l'océan à Nice (Palacin, 2023).
460 CBC (2009). *Plan d'action relatif au corridor biologique des Caraïbes*. Document élaboré avec l'appui technique et financier du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE/BRALC), 160 p.

L'entrée en vigueur du traité de la Convention de 1982 soutiendra donc un droit de la mer qui introduit le droit de l'environnement, à savoir les protocoles d'application de la Convention de Carthagène, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 articulé autour des 17 ODD, le Cadre mondial de Kunming-Montréal de la Convention sur la diversité biologique. Pendant que l'Institut du développement durable et des relations internationales constate que le modèle de gestion de ces AMP doit être inventé et les besoins en financement connus[461], les modalités de l'intégration des États non-signataires de la Convention restent à déterminer. Ces aires protégées en haute mer deviendront des aires protégées transnationales dans leur composante terrestre. Le cas de la réserve de biosphère binationale de La Selle (Haïti) - Jaragua-Bahoruco-Enriquillo (Dominicanie) qui intègre les aires protégées de la zone frontalière peut servir d'exemple.

(2) les échelles de délimitation

Dans une continuité de la terre à la mer suivant le modèle du Parc Exuma Cays des Bahamas, l'AMP haïtienne sera nationale, départementale et municipale/communale selon le décret-cadre de 2006 (Art. 50). L'avant-projet de loi du décret-cadre sur les aires protégées privées a proposé une classification des aires protégées locales, municipale/communale en *rak, demanbre, gran bwa* selon le parler rural ; et l'adoption de la classification de l'UICN pour les aires protégées nationale et départementale (Art. 9)[462]. Ces 3 échelles de délimitation posent le problème de la définition du littoral haïtien, contrairement à Cuba ayant circonscrit dans son *Decreto-ley no 212 Gestion de la zona costera* :

- une « *zona costera* », *franja maritimo-terrestre de ancho variable, donde se produce la interacción de Ia tierra, el mar y la atmósfera, mediante procesos naturales. En la misma se desarrollan formas exclusivas de ecosistemas fragiles y se manifiestan reaciones particulares economicas, sociales y culturales* (Art. 2). Elle se distingue par 6 types de côte présentant des structures et configurations particulières[463].

461 IDDRI (s.d.). *Projet en cours depuis 2023 : Aires marines protégées en haute mer*. https://www.iddri.org/fr/projet/aires-marines-protegees-en-haute-mer (consulté le 27 Mars 2024).
462 Avant-projet de loi du décret d'application du décret-cadre de 2005 sur les aires protégées de propriété privée produit par Jean André Victor, Dr (2022) dans le cadre du projet PNA.
463 *terraza baja (tipo de costa 1) ; en ausencia del camellón (1a) ; en ausencia del camellón y en presencia del acantilado en un segundo nivel de terraza (1b) ; en ausencia del camellón si el área colindante a la terraza baja es una laguna costera con manglar (1c) ; costa acantilada (2) ; playa (3) ; playa en ausencia de dunas (3a) ; playa en ausencia de dunas, si apareciera el acantilado (3b) ; playa en ausencia de dunas si el área*

- une « *zona de protección* » de plus de 20 m ou de plus de 40 m dans le prolongement des limites externes des types de zone côtière.

  La zona de protección, es el espacio terrestre y marítimo aledaño a la zona costera que amortigua los efectos negatívos de las acciones antrópicas y cuyos limites se establecen en dependencía de la tipología...Los limites hacia tierra, quedan fijados de la siguiente manera :

  - ✓ *se establece una anchura mínima de veinte metros, medidos a partir del limite hacia tierra de la zona costera para los tipos indicados en los incisos terraza baja, costa acantilada, en el case de las desembocaduras de los rios* ;
  - ✓ *se establece una anchura mínima de cuarenta metros, medidos a partir del limite hacia tierra de la zona costera para los tipos indicados en los incisos playa, costa baja de manglar, en los siectores de zona costera que, por causas naturales o artificiales, no sea posible la identificacion de los tipos descritos en los incisos anteriores* (Art. 5.1).

Entretemps, la Guadeloupe s'évertue à rapatrier et régulariser les 50 pas géométriques naturels d'un littoral fragilisé par des activités anthropiques, une urbanisation spontanée, la fluctuation du trait de côte, des événements météorologiques intensifiés par les changements climatiques (Houdin, 2020 : p. 9)[464]. Ce sont 8 140 ha d'espaces littoraux dont 1 203 ha d'espaces naturels transférés au Conservatoire du littoral en Juin 2023.

(3) les types de propriétés

Devant la faiblesse de l'État et les avantages de la cogestion, les aires marines protégées d'Haïti pourront être publiques, communautaires et privées. Le statut à instaurer dépendra du parti pris des modalités de gestion de l'espace marin « bien commun » des populations locales. La logique de patrimonialisation de la nature incite l'État central et/ou régional à intervenir directement ou à déléguer sa charge

colindante a la berma, resultara ser una laguna costera con manglar (3c) ; costa baja de manglar (4) ; En el caso de las desembocaduras de los ríos (5) ; Sectores de zona costera que, por causas naturales o artificiales, no es posible identificar dentro de los tipos descritos en los incisos anteriores (6)

464 Houdin, S. (2020). *Urbanisation et aménagement en zones littorales ultramarines : exemple de la Martinique* [Mémoire présenté en vue d'obtenir le diplôme d'Ingénieur CNAM, Spécialité : Géomètre et Topographe. École supérieure des géomètres et topographes, CNAM]. TEL archives ouvertes (031187190). https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03118719/document (consulté le 27 Mars 2024).

d'intervention aux secteurs communautaire et privé grâce à des prérogatives de souveraineté. Sa fonction de protection apparentée au « domaine éminent » l'oblige à des mesures, même si les biens côtiers attenant dans le cas des AMP, ne lui appartiennent pas (de Clippele, 2020 : p. 389)[465]. En Haïti, l'outil web « Aires essentielles au maintien de la vie » (ELSA en Anglais) a démontré que seulement 5,43 % des aires protégées toutes caractéristiques confondues sont effectivement gérées en 2021[466]. Ces résultats mettent en défaut une gestion strictement publique et démontrent la nécessité de la cogestion. Cuba, pour sa part, a délivré des droits d'exploitation exclusifs de ses AMP. La chaîne hôtelière canadienne *Blue Diamond Resorts* du Groupe *Sunwing*[467] détient les droits de *Cayo largo* « réserve écologique » de 708,53 km^2 et de catégorie II de gestion. Elle administre le pôle touristique de l'îlet avec le Groupe cubain *Gran Caribe*. *Avalon Outdoor*[468] y a acquis le droit de pêche spécialisé à la mouche, en plus des droits de plongée sous-marine dans les *Jardines de la Reina*[469] de 2 170,36 km² et de catégorie II de gestion. En Guadeloupe, en 2022, le Parc a autorisé 70 prestataires contraints par des clauses d'encadrement dans l'exercice de leurs activités professionnelles dans la partie marine.

Haïti semble vouloir déléguer ses responsabilités de protection et de valorisation du patrimoine naturel comme à Cuba, en intégrant de surcroît la propriété du foncier adjacent à la mer. D'un côté, le pays a initié la pratique d'aire protégée terrestre privée avec le Parc national de Grand Bois de 3,7 km^2 et de catégorie Ib de gestion. L'achat des parcelles a été effectué par la Société Audubon Haïti grâce à un financement de la *Sheth Sangreal Foundation* (par l'intermédiaire du *Global Wildlife Conservation*) et du *Rainforest Trust* à travers le *Haiti National Trust*[470]. Il existe conjointement des initiatives : (a) de jardins botaniques privés, par exemple le jardin botanique des Cayes et Villa John dans le Sud, le jardin botanique de Ouanaminthe et le jardin botanique EMARI de Milot du groupe Habitation Bassin Kayiman dans le Nord ; (b) d'aires protégées dont le gestionnaire formel est une

465 de Clippele, S. (2020). *Protéger le patrimoine culturel : à qui incombe la charge ?* Presses universitaires Saint-Louis Bruxelles. Collection générale | 157. 805 p. https://doi.org/ 10.4000/books.pusl.26644
466 PNUD (2021, 22 Novembre). *La République d'Haïti développe un outil combinant données géospatiales et priorités politiques pour promouvoir la conservation et l'utilisation durable des terres.* https://www.undp.org/fr/haiti/communiques/la-republique-dhaiti-developpe-un-outil-combinant-donnees-geospatiales-et-priorites-politiques-pour-promouvoir-la-conservation-et (consulté le 27 Mars 2024).
467 Cayolargo (2000-2024). *Dernières nouvelles*. https://www.cayolargo.net/latestnews_fr.html (consulté le 27 Mars 2024).
468 Cayolargo (2000-2024). La pêche. https://www.cayolargo.net/fishing_fr.html (consulté le 27 Mars 2024).
469 Plus de 18 sites de plongée accueillent jusqu'à 500 plongeurs et plongeuses par an.
470 Le Nouvelliste (2019, 1er Février). Haïti National Trust achète en partenariat avec la Société Audubon Haïti le site de Grand Bois, créant une réserve naturelle privée. https://lenouvelliste.com/article/197785/haiti-national-trust-achete-en-partenariat-avec-la-societe-audubon-haiti-le-site-de-grand-bois-creant-une-reserve-naturelle-privee (consulté le 25 Mars 2024).

organisation à but non lucratif : le Parc national urbain de Martissant de 17 ha et de catégorie 2 de gestion avec la Fondation *Konesans ak Libète* (FOKAL).

La gestion de ses espaces naturels sous l'action des secteurs privé et associatif sont tous plus dynamiques que ceux entièrement concédés à l'état. Cette réalité se vérifie décidément dans les espaces côtiers administrés par des groupes financiers : (a) Le *Royal Caribbean Group* a rapporté 4,8 millions de dollars US[471] en taxe à l'État haïtien lors du passage de 133 bateaux de croisière en 2022, la moitié de ses revenus usuels d'avant Covid-19. L'exploitation de la péninsule de 25 ha et de 5 plages privées de Labadie (Nord) fournit 315 emplois directs (265 locaux et 50 expatriés) et jusqu'à 700 emplois indirects issus des secteurs de l'art, de l'assainissement, du gardiennage selon le bulletin 2019 de l'Association des industries d'Haïti. (b) Le *Royal Decameron* est propriétaire de l'unique hôtel-plage tout inclus (billet d'avion, séjour et excursions) haïtien, Indigo, de 55 ha et 2 km de de sable blanc à Montrouis, « zone touristique » par décret du 7 Août 1972. Les 8 millions de dollars US d'investissements sont à la base de 420 emplois directs et près de 500 emplois indirects décomptés à son ouverture en 2015[472].

Les îles Seychelles ont tranché avec la privatisation d'espaces maritimes dans lesquels les compétences de l'état en gestion d'aires protégées ont été transférées en contrepartie de l'apport économique du tourisme. Le modèle renferme toutefois des limites, étant donné que la financiarisation des espaces maritimes au nom de la conservation a occasionné des pressions de l'ONG TNC. L'exigence d'AMP de protection intégrale a été dénoncée par l'ONG Nature Seychelles puisqu'elle vise une pêche jugée « destructrice » contrairement aux explorations pétrolières autorisées au sud de Mahe[473]. Un autre type de propriété émergera à partir de l'entrée en vigueur du traité juridiquement contraignant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale : la propriété dite « transnationale ». Ce traité dont les négociations ont débuté en 2004 soutient entre autres : (1) la création et l'établissement d'AMP en haute mer, (2) la définition d'un cadre réglementaire nécessaire à la gestion des activités

471 Ce chiffre a été calculé à partir des 12 dollars US de taxe prélevés par croisiériste avancés par le quotidien Haïti libre le 27 Janvier 2020 et des 400 000 croisiéristes avancés par le quotidien Ayibopost le 5 Avril 2023.

472 HaïtiLibre (2015, 8 Décembre). *Haïti - Tourisme : Ouverture officiel du Decameron hôtel, déjà plus de 7,000 réservations*. https://www.haitilibre.com/article-15996-haiti-tourisme-ouverture-officiel-du-decameron-hotel-deja-plus-de-7-000-reservations.html

473 Shah (2022, 9 Mars). De l'économie bleue au « colonialisme bleu ». *Le Journal des Archipels*. https://www.lejournaldesarchipels.com/2022/03/09/de-leconomie-bleue-au-colonialisme-bleu-par-le-docteur-nirmal-jivan-shah/#:~:text=De%20l'%C3%A9conomie%20bleue%20au%20%C2%AB%20colonialisme%20bleu%20%C2%BB,-L'assujettissement%20est&text=Il%20aboutit%20en%20pratique%20%C3%A0,%2C%20exclusifs%2C%20%C2%AB%20finalis%C3%A9s%20%C2%BB. (consulté le 28 Mars 2024).

humaines en haute mer, (3) la reconnaissance de la haute mer en tant que patrimoine commun de l'humanité, (4) le partage équitable des avantages tirés des ressources génétiques marines, (5) l'accès des pays en développement aux technologies associées à l'océan.

(4) les niveaux d'importance

L'AMP cubain est structuré en *Áreas Protegidas de Significación Nacional*, *Áreas Protegidas de Significación Local*, *Regiones Especiales de Desarrollo Sostenible*. En rappel du modèle cubain, une AMP haïtienne aura 4 niveaux d'importance : (1) local et (2) national en raison de l'étendue de leur signification auprès des populations haïtiennes aux niveaux national et communal ; (3) international en remplacement du REDS cubain parce que cette importance ouvrira et formalisera le financement de la conservation hors du trésor public. Il regroupera les AMP avec un statut international. Le 4eme niveau d'importance sera régional en intégrant les labels environnementaux de la Caraïbe insulaire.

(5) la mutualisation des efforts de conservation

Le (sous)système national d'aires protégées d'Haïti contiendra d'autres éléments de description. L'innovation haïtienne de grouper des AMP individuelles en complexe côtier et marin par décret nº 156 du 26 Août 2013 sera retenue. Le complexe présente l'avantage « d'un conglomérat d'espaces protégés » dans lequel des investissements publics limités peuvent être mutualisés pour un pays en mal développement (Morère, 2018)[474]. Ce modèle brésilien de mosaïques d'aires protégées propose même un développement territorial de base conservationniste à cause de l'interrelation des politique environnementale et politique d'aménagement du territoire. À Cuba, la mutualisation s'exprime davantage dans des pratiques de jumelage d'AMP : jumelage entre *Guanahacabibes* et *Banco de San Antonio* à Cuba, puis *Florida Keys* et *Flower Garden Banks* aux États-Unis[475] ; jumelage entre la réserve de biosphère de la Péninsule de Zapata à Cuba et la réserve de biosphère *Ría Lagartos* au Mexique. Les paramètres du système national des aires protégées proposé pour Haïti (**Réf.** Figure 20) sont présentés à la page suivante.

474 Morère, L. (2018). « Les mosaïques d'aires protégées au Brésil, entre protection et développement », *Géoconfluences*. http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-thematiques/changement-global/articles-scientifiques/mosaiques-aires-protegees-bresil
475 NOAA (s.d.). *U.S. and Cuba to Cooperate on Sister Sanctuaries*. https://sanctuaries.noaa.gov/news/nov15/us-and-cuba-to-cooperate-on-sister-sanctuaries.html (consulté le 20 mars 2023).

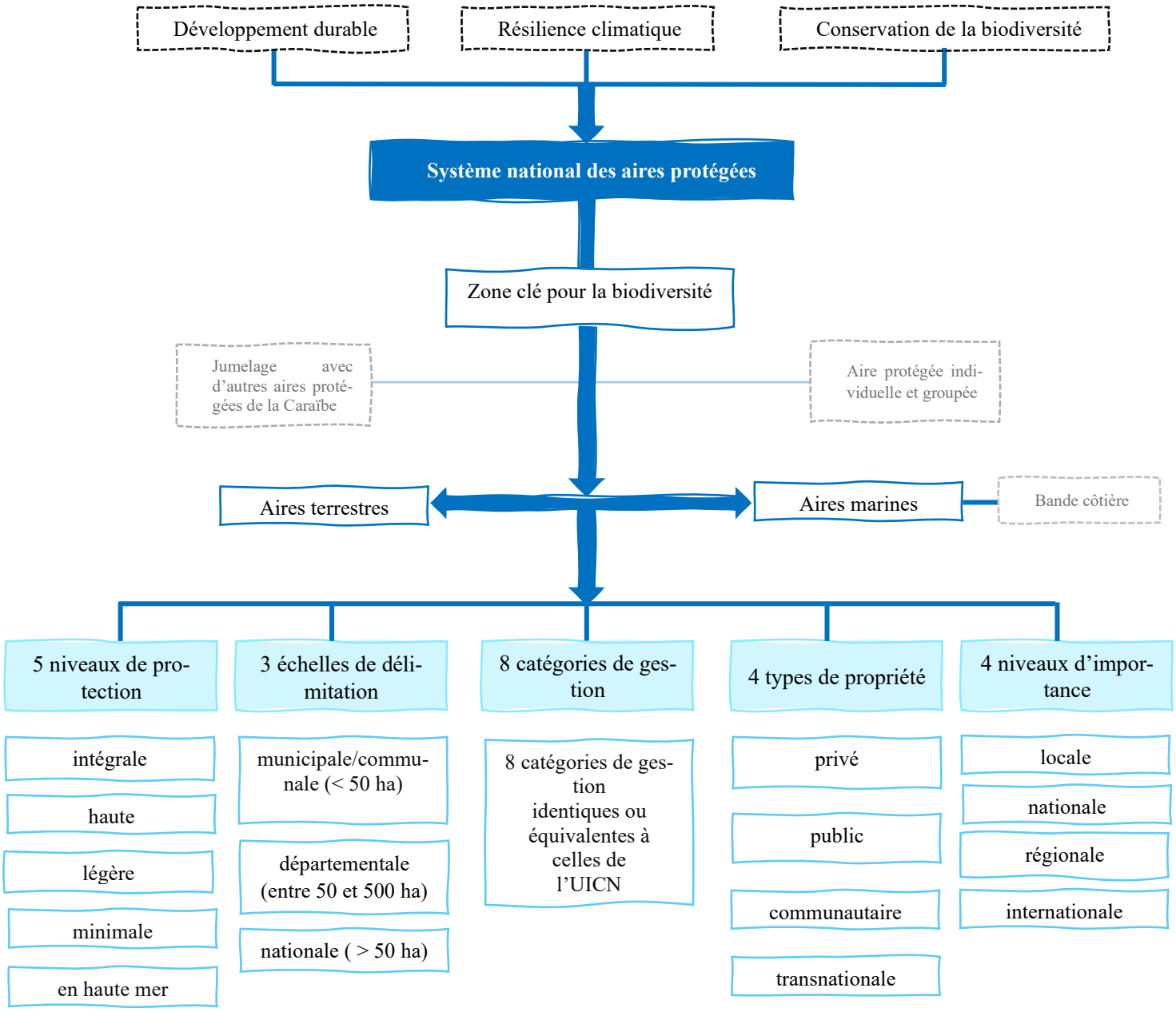


Figure 20. Modélisation du (sous)système national des aires marines protégées d'Haïti **(Pierre, 2023)**

4.3. Des aires marines protégées dans des parcs nationaux en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe

Les 3 aires marines protégées à l'étude dans la thèse se trouvent dans le prolongement de parcs nationaux. Par conséquent, 3 modèles de parcs nationaux en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe sont présentés au prisme d'un continuum écologique

considérant autant le bassin de populations locales que le milieu marin. La popularisation des parcs nationaux dans leur forme moderne a été initiée par les États-Unis d'Amérique avec le parc Yellowstone. Toutefois, sa création en 1872 a perpétué et popularisé une tradition d'exclusion des populations locales dans les aires protégées. Quoique le peintre états-unien George Catlin[476] à l'origine de l'idée de Parc national a voulu « […] *A Nations Park, containing man and beast, in all the wild and freshness of their nature's beauty !* » (1841 : p. 262)[477]. L'homme auquel il fait référence a été le « *native Indian in his classic attire* » ; les animaux ont été un « *fleeting herds of elks and buffaloes* » (p. 261). Ces aires protégées, à perspectives montagneuses spectaculaires et sur des sites exceptionnels valorisés dans la littérature[478] et la peinture[479] romantiques occidentales, se sont démultipliées. Elles ont été déclinées en parc « intact », « de protection intégrale », « à modèle insulaire ».

Le modèle états-unien finit par s'institutionnaliser avec l'opérationnalisation du *U.S. National Park Service* en 1917. La structure de gestion a procédé à des droits d'entrée et à des concessions touristiques après le déplacement des communautés originelles d'amérindien.ne.s. Ces paysages de *wilderness* serviront de décors aux genres cinématographiques des westerns. Ils véhiculeront une image du *Far West* états-unien avec des paysages grandioses inhabités et des poches de concentration humaine de cowboys, hors-la-loi et shérifs dans des villes construites en bois. Les États-Uniens seront campés en tireurs d'élite par des personnages aléatoirement nobles : « cowboy au code de l'honneur » ; « hors-la-loi au grand cœur » ; « shérif intègre ». Les Amérindiens seront dépeints dans une image caricaturale de « sauvages » pour les hommes ; et de « figure exotique » pour les femmes. Ils ont évolué dans une société marquée par l'avancée des pionniers blancs sur les terres de populations autochtones. Les parcs nationaux des États-Unis renferment aussi une visée utilitaire, étant donné les retombées économiques pour l'État fédéral[480]. Ils ont permis l'introduction de compagnies ferroviaires à la base de la construction des

476 George Catlin est un avocat états-unien connu pour ses talents d'artiste. Selon le National Park Service du Département de l'intérieur, il a réalisé 470 portraits et représentations de la vie d'amérindien.ne.s états-uniens représentant près de 40 tribus différentes.
477 Catlin, G. (1841). *Letters and Notes on the Manners, Customs, and Condition of the North American Indians: Vol.1*. Tosswill et Myers, 264 p.
478 la littérature de prairie aux États-Unis, la poésie et le conte romantiques en France, la poésie pastorale en Espagne.
479 « El Cid, tête de lion » par l'artiste animalière Rosa Bonheur ; « Le Voyageur contemplant une mer de nuages » par l'artiste dessinateur Caspar David Friedrich, « La Charrette de foin » par le peintre paysagiste John Constable, « Paysage de forêt avec une rivière » par le peintre paysagiste (Philipp Otto Runge), « La mer de glace », par le maître du paysage tragique Caspar David Friedrich.
480 Selon le *National Park Service*, Yellowstone a rapporté 560 millions de dollars de retombées économiques soutenant 6 110 emplois locaux en 2020.

infrastructures d'accueil pour des touristes bourgeois. Ces parcs auront acquis une vocation masculine avec la pratique d'activités physiques intenses en extérieur.

La Couronne britannique a établi des parcs nationaux de loisirs récréatif et cynégétique qui charrient le modèle états-unien. Ils ont été fondés sur l'attractivité du gibier en plus des décors naturels et sur une appropriation individuelle de « *nation* » dans le vocable « *national park* ». Précisément, « […] *different nation-states make their national myths in distinct ways* » dans la désignation d'aires protégées dépassant la reproduction du Yellowstone (Harper et White, 2012 : p. 52)[481]. De nombreux parcs ont été implantés dans des territoires du *Commonwealth* comme :

- l'Australie, de tradition démocratique égalitaire, ouverte à la complémentarité de loisirs sensibles au genre (Sydney, 1879)[482] ;
- le Canada, dans un idéal de développementalisme focalisé sur la fidélisation d'une élite urbaine (Banff, 1885) ;
- la Nouvelle-Zélande, ayant intégré les croyances sacrées des Maoris à la table des négociations (Tongariro,1887) ;

tout ceci, parallèlement aux réserves de forêt de Singapour (Bukit Timah, 1883) et de chasse de l'Afrique du Sud (Sabi, 1898 qui deviendra Kruger, 1926).

Les parcs nationaux ont continué à se diffuser dans le cône sud de l'Amérique latine avec les républiques argentine (1903), chilienne (1907), uruguayenne (1916), sans oublier l'Empire du Brésil (1861) avec les forêts de *Tijuca* et de *Paineiras*. Ils ont voulu être le pivot de valeurs culturelles et de politiques postcoloniales face aux enjeux de conquête de territoires amérindiens et d'extraction de matière première. L'arrivée des parcs nationaux a été plus tardive dans la Caraïbe insulaire. La pluralité des approches institutionnelles et méthodologiques de leur établissement fera que le chercheur Edward L. Towe (1973) considère que les îles de la région ont développé « *their own highly individualized "calypso version" of the national park concept* »[483]. Plusieurs d'entre elles, comme Haïti, Cuba, Guadeloupe, déclareront leurs parcs nationaux modernes dans les années 1980 : les parcs nationaux de la visite et du Pic

481 Harper, M. and White, R. (2012). How National Were the First National Parks? Comparative Perspectives from the British Settler Societies. Dans B. Gissibl, S. Höhler, P. Kupper (dirs.), *Civilizing nature: national parks in global historical perspective* (pp. 50-67). Berghahn Books. https://doi.org/10.1515/9780857455277-006

482 La dimension genrée des loisirs dans les parcs nationaux a favorisé la pratique d'activités physiques intenses associées aux hommes (pêche, chasse, observation de gibier) au détriment d'activités physiques douces prisées par les femmes (pique-nique, navigation de plaisance, marche).

483 Fondation de l'écologie politique (2022). [Exposition] « Années 80 : écologies en résistance ». https://www.fondationecolo.org/evenement/exposition-annees-80-ecologies-en-resistance/

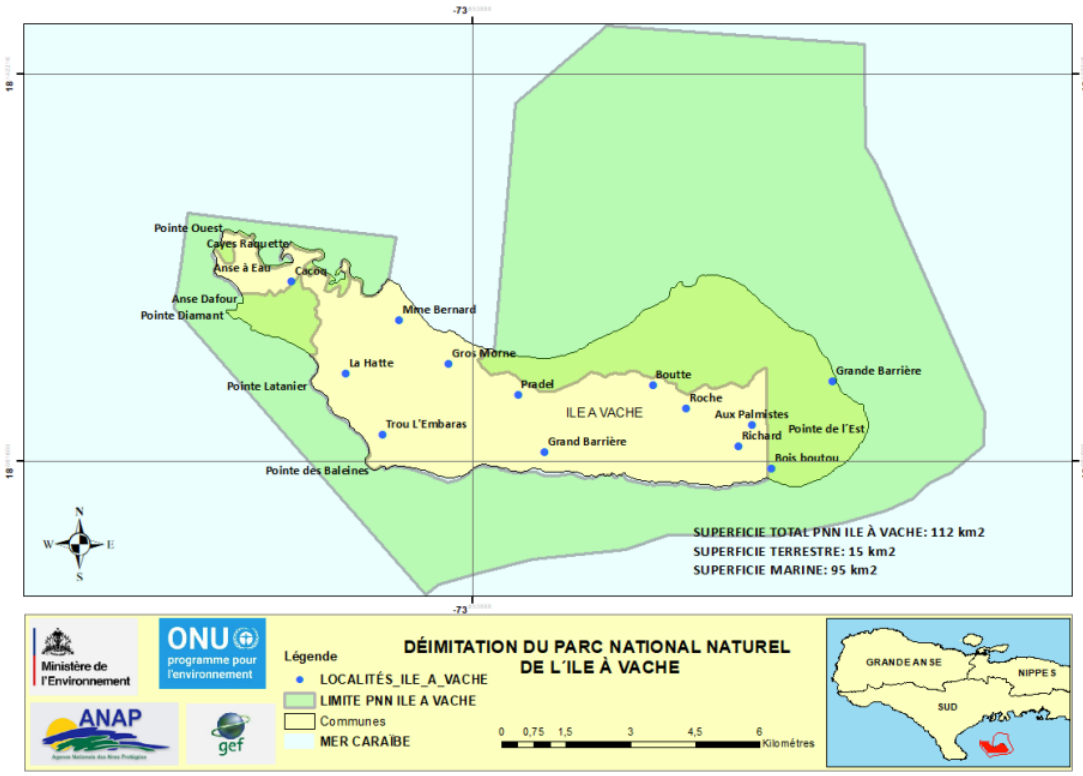
Macaya grâce aux travaux des chercheurs états-uniens Charles A. Woods, Jose Alberto Ottenwalder et al. de l'Université de Floride (Haïti, 1983) ; le parc national Desembarco del Granma (Cuba, 1986) ; et le parc national de la Guadeloupe (Guadeloupe, 1989). C'est une période pendant laquelle l'actualité a été dominée par « une écologie de résistance » à ses début[484].

Le Parc national naturel de l'Île-à-Vache (PNN-IAV) d'Haïti, le Parc national Ciénaga de Zapata (Cuba), le Parc national de la Guadeloupe (France) sont 3 modèles au paradigme environnemental intégrateur en étude dans la thèse. En s'appropriant des réflexions du chercheur Samuel Depraz (2018), ce sont des parcs dans lesquels : (1) les équipements touristiques sont tolérés sous réserve de localisation et de conditions règlementaires ; (2) la culture locale vient en appui aux valeurs identitaires véhiculées par « national/la nation » ; (3) la nature est habitée selon des prérogatives de zonage instaurées par des autorités compétentes.

4.3.1.La description du Parc national naturel de l'Île-à-Vache en Haïti

En Haïti, le Parc national naturel de l'Île-à-Vache a été déclaré par Arrêté n° 56 du 26 Août 2013. C'est un parc de 112 km^2, soit ~ 11 235 ha, situé dans le département du Sud d'Haïti. Il a été inscrit en tant qu'AMP parce que 84,8 % de sa superficie, soit ses 95 km^2, appartiennent à la mer. Les 15,2 % restants, soit ses 17 km^2, appartiennent à une collectivité territoriale de 18 000 habitant.e.s selon le Maire en fonction (**Réf**. Carte 15). La collectivité territoriale de l'IAV est une commune du même nom subdivisée en 26 localités d'après les populations locales. L'État central ne s'est jusqu'ici pas préoccupé d'un découpage officiel. Cette carence nuit à la représentativité des populations locales auprès des pouvoirs publics. Par conséquent, le nombre des autorités locales, à savoir les coordonnateur.trice.s de la section communale, devient insuffisant. Sans soutenir la balkanisation, un même territoire ne saurait être à la fois commune et section communale sachant que la section communale est la plus petite collectivité territoriale du pays.

484 la découverte de trous dans la couche d'ozone, le rapport Bruntland et le concept de développement durable, la catastrophe de Tchernobyl, la montée des mouvements écologistes.



Carte 15. Délimitation du Parc National Naturel de l'Île-à-Vache **(MdE, 2022)**

À partir de cette anomalie, une compétitivité risque de s'installer entre le Maire et la Coordonnatrice de l'Assemblée des Sections Communales (ASEC) ayant exactement les mêmes aires d'influence. L'enseignant-chercheur Tony Cantave plaidera en plus pour une catégorisation de section communale urbaine et de section communale rurale en remplacement du « faux pas » du délégué de ville. D'après lui,

> « C'est la condition sine qua non pour que chaque recoin du pays soit représenté comme partie intégrante d'une collectivité territoriale et que toute la population sans distinction soit associée à la décentralisation et à la participation… (2013 : p. 128)[485].

En l'absence de considérations officielles, aucune des cartes du plan de gestion du Parc ne précise les délimitations de la collectivité. Plusieurs des indications géographiques et dénominations ne correspondent pas à la réalité du terrain. L'ANAP aurait pu dégager une ligne budgétaire de sorte que le Centre National d'Informations GéoSpatiales (CNIGS) lui délivre une cartographie finie. La surveillance des écosystèmes côtiers est complexifiée à la carence d'informations précises sur le bornage du Parc. L'ONG *Architecture for humanity* a travaillé à une première représentation qui a fait l'objet d'apports nouveaux lors de l'atelier de Septembre 2022.

485 Cantave, T. (2013). La section communale est-elle la section rurale ? Rencontre nº 28-29. https://biblioteca-repositorio.clacso.edu.ar/bitstream/CLACSO/6407/1/art24.pdf (consulté le 15 Octobre 2024).

Un découpage territorial est présenté à la page suivante en attendant un plan d'aménagement formel de la collectivité de l'IAV (**Réf.** Carte 16).

Carte 16. Représentation géographique de la collectivité territoriale d'après les populations locales **(Pierre, 2024)**

En plus d'être un outil de planification stratégique, la carte est un outil au service de l'attractivité territoriale. Elle doit donner une organisation graphique du territoire pensée par les populations locales, de manière individuelle et collective (paragr. 2, 19)[486]. Une simple analyse des noms de localités renseigne déjà sur les points forts de la collectivité :

486 de Almeida, F. O. (2024) « La carte n'est pas le territoire, Pourquoi et à quelle fin penser et s'approprier le territoire par la cartographie ? », *América* [En ligne], issue 57. https://doi.org/10.4000/america.7189

- Kokoye (cocotier), qui est un hommage à la plante emblématique de l'IAV ;
- Nan Palmis (palmiste), plante utilisée par les agriculteurs haïtiens pour l'engraissement des animaux d'élevage (cochon) ;
- Kafou sitron (citron), espace dans lequel se trouve effectivement une profusion de citronniers[487] ;
- Nan Mangl, présence évidente de mangroves qu'il faudra nommer après une célébrité locale, puisque l'appellation Nan Mangl est donnée indifféremment à tout espace de mangroves en Haïti.

Peuvent être relevées :

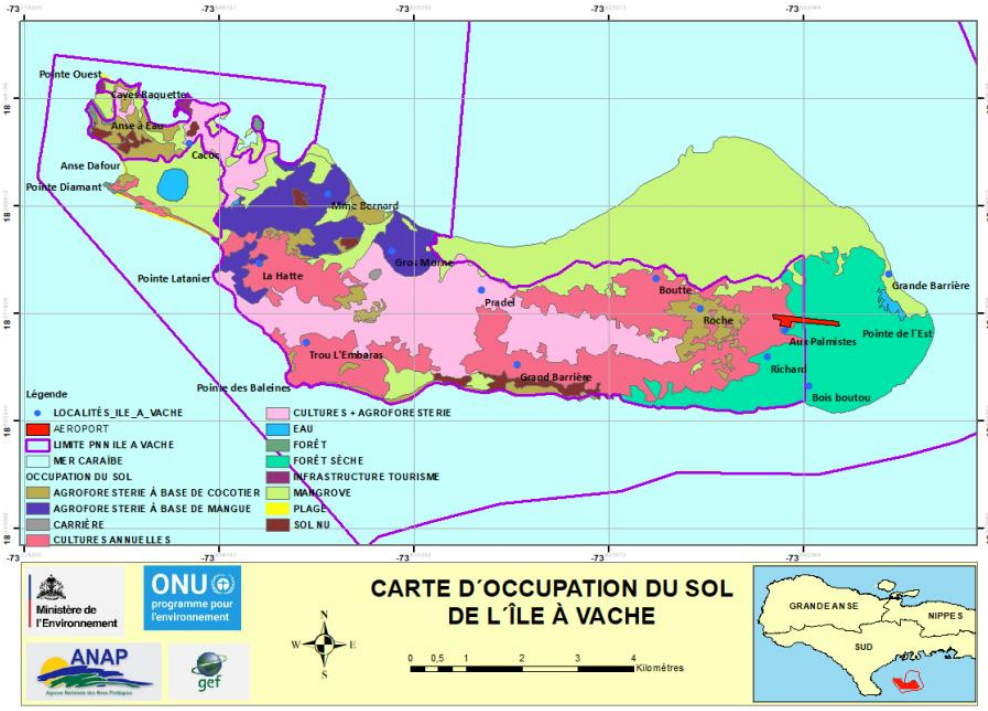
- Des pratiques économiques telles l'élevage (Nan Palmis), l'agriculture (Grande Plaine), l'extraction de sable pour la construction (Grand Sable), la collecte de sel de mer (Marais salé), la pêche (Ans Kannòt) ;
- Des personnages ayant marqué l'histoire de la collectivité : Madame Bernard Cock connue pour ses œuvres caritatives, Monsieur Cock (Kakòk, resultat de la variation linguistique de Kay Kòk) pour sa cruauté ; Ruben (Kay Riben), Barthelmy (Batèlmi), Pradel ;

Certains lieux ne sont pas nommés comme (Nan Mangl). Un autre a été modifié par le Gouvernement Martelly-Lamothe pour une consonance plus française : Trou l'Embarras au lieu de Source Banbara). La tendance à l'effacement des noms vernaculaires provoque « la décréolisation qualitative »[488] des noms de lieux, une partie intégrante de l'identité du territoire. Or, la tribale langue créole a déjà assis sa domination dans des lieux-dits ancrés dans la dimension sociale de l'espace vécu des populations locales[489].

Le Parc national naturel de l'Île-à-Vache dispose d'un potentiel environnemental d'une grande diversité (**Réf.** Carte 17). D'après son plan de gestion, sa superficie de mangrove représente 33 % du territoire avec une prédominance de palétuviers rouges *Rhizophora mangle* et noirs *Avicennia germinans*. Ajoutée de 15 % de forêt sèche/forêt subtropicale saisonnière à feuillage persistant sur roches

487 Lors de la visite de terrain, il n'y a eu personne pour nous expliquer les circonstances autour de l'existence de ces parcelles de citronniers.
488 Selon le Professeur émérite des Universités en langues et cultures régionales Jean Bernabé (2012), la décréolisation qualitative est un processus qui entame la substance, la qualité même du créole.
489 Lienart, L. (2020). IV. Tribalisme dans Les lieux-dits. *Écrire pour inventer À partir des travaux de Jean Ricardou*. Hermann, pp. 311-329. https://doi.org/10.3917/herm.calle.2020.01.0311

calcaires, elle participe aux 48 % de couvert végétal de la collectivité. Le couvert végétal côtoie à part égal 48 % de territoire consacrés à l'agriculture et à l'agroforesterie[490]. Cette agroforesterie est dominée par les cocotiers (6 %) et les mangues (3 %). L'eau de surface est une ressource rare sur l'île, d'une proportion de seulement 1 % du territoire. Les populations locales sont mal desservies par des puits publics propageant une eau saumâtre. L'eau est probablement contaminée par les coliformes fécaux à cause du faible accès à un assainissement approprié. L'ampleur de cette contamination à l'échelle nationale a incité l'enseignant-chercheur Jean-Marie Raymond Noël à écrire sur « Haïti, sortir du péril fécal » (2022, 10 Novembre).



Carte 17. Carte d'occupation du sol de la collectivité de l'Île-à-Vache **(MdE, 2022)**

Les récifs coralliens du Parc national naturel de l'Île-à-Vache font partie des meilleures solutions de connectivité corallienne à l'échelle de l'écorégion marine (Schill et al., 2015)[491]. Ils ont été divisés en 5 types d'habitats simplifiés de : (1) haute zone de corail, (2) végétation sur sédiments, (3) fond dur de gorgones ; (4) fond dur de macroalgues ; (5) Sable et sédiments. Le corail corne d'élan *Acropora*

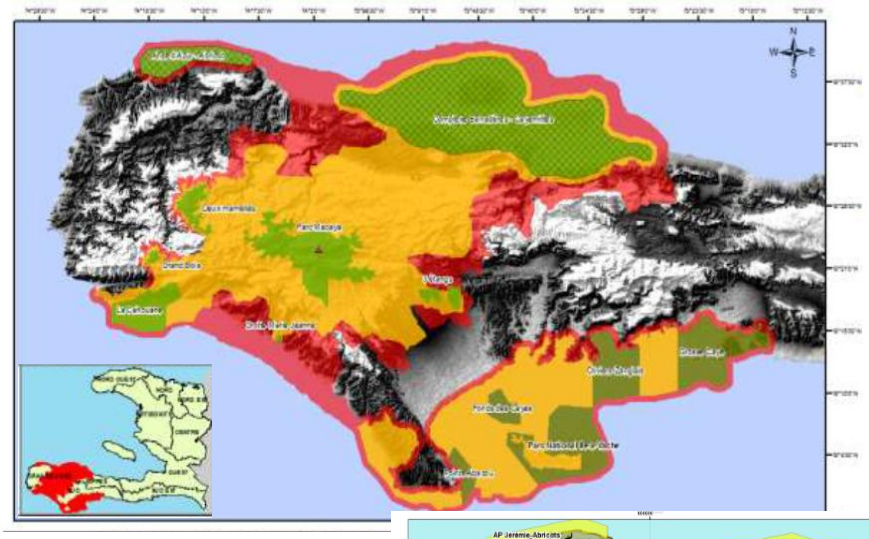
490 18 % Culture + Agroforesterie, 21 % Culture, 3 % Agroforesterie à base de mangues, 6 % Agroforesterie à base de cocotier (MdE, 2022).
491 Schill, S. R., Raber, G. T., Roberts, J. J., Treml, E. A., Brenner, J. and Halpin, P. N. (2015). No reef is an island: integrating coral reef connectivity data into the design of regional-scale marine protected area networks. *PLOS ONE*. https://doi.org/10.1371/journal.pone.0144199

palmata est notamment présent dans les eaux côtières du PNN-IAV. Emblématique de la Caraïbe, il est aujourd'hui classé en danger critique d'extinction sur la liste de l'UICN. Le corail corne d'élan est menacé aussi localement. Sa couverture de coraux vivants a été estimée à moins de 15 % par Reef Check par rapport à une dominance de macro-algues. La situation est similaire pour les grandes colonies de coraux *Montastrea* et les coraux à colonne *Dendrogyra* avec les gorgones. Ce déséquilibre écologique peut être imputable à la dégradation de la qualité hydrologique du milieu marin, au manque de poissons herbivores, et aux conséquences des changements climatiques. La végétation sur sédiments est constituée notamment d'une couverture de plus de 60 % : (1) d'herbiers marins denses, dominés par les herbes à tortues *Thallassia testudinum* dans des lagunes inférieures à 15 m ; (2) de macro-algues calcaires *Halimeda* et charnues *Padina* situées sous le vent des crêtes des récifs à des profondeurs supérieures à 5 m. Elle sert autant à la séquestration du carbone, à la dissipation de l'énergie des vagues et d'habitats pour des espèces juvéniles de poissons, crustacés, mollusques. Les herbiers, les mangroves, les récifs coralliens constituent un écosystème important pour la conservation côtière et marine.

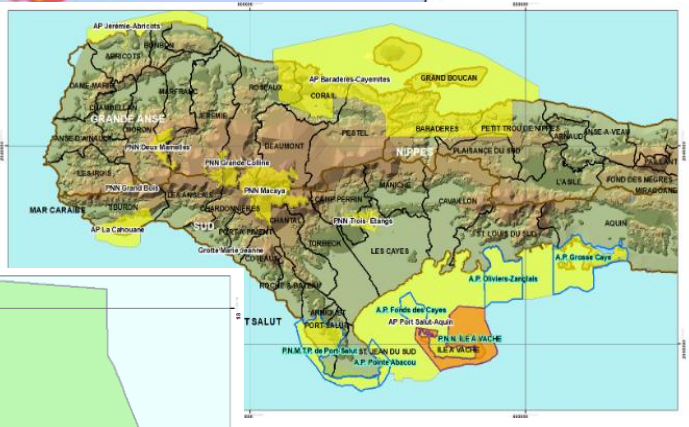
L'ensemble des éléments naturels à préserver au sein du PNN-IAV (**Réf.** Carte 18) est illustré ci-dessous :

Carte 18. Cartographie des objets de conservation du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(MdE, 2022)**

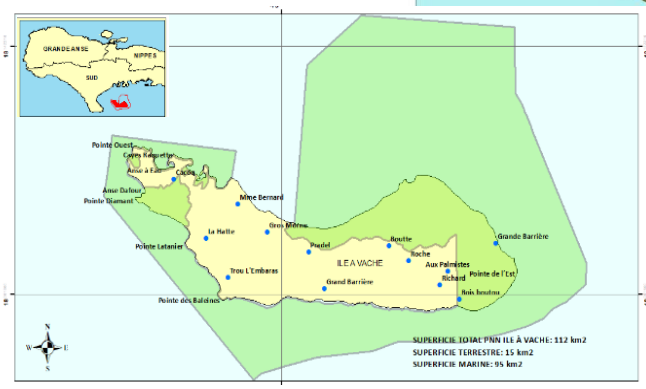
Fort de ses spécificités environnementales, le Parc national naturel de l'Île-à-Vache appartient à l'« Aire protégée de ressources naturelles gérées de Port-Salut/Aquin » du « Complexe marin et côtier situé dans le Sud-Ouest de la Péninsule Sud ». Le Complexe est localisé à son tour dans la réserve de biosphère de la Hotte de la pointe occidentale de la péninsule Sud. Ainsi, ses eaux marines sont à la fois : (i) AMP du parc au niveau local ; (ii) zone centrale de la réserve de biosphère au niveau régional (**Réf.** Carte 19).



Réserve de biosphère la Hotte dans les départements du Sud et de la Grand-Anse de la Péninsule Sud d'Haïti



Aire protégée de ressources naturelles gérées de Port-Salut/Aquin dans le département du Sud d'Haïti

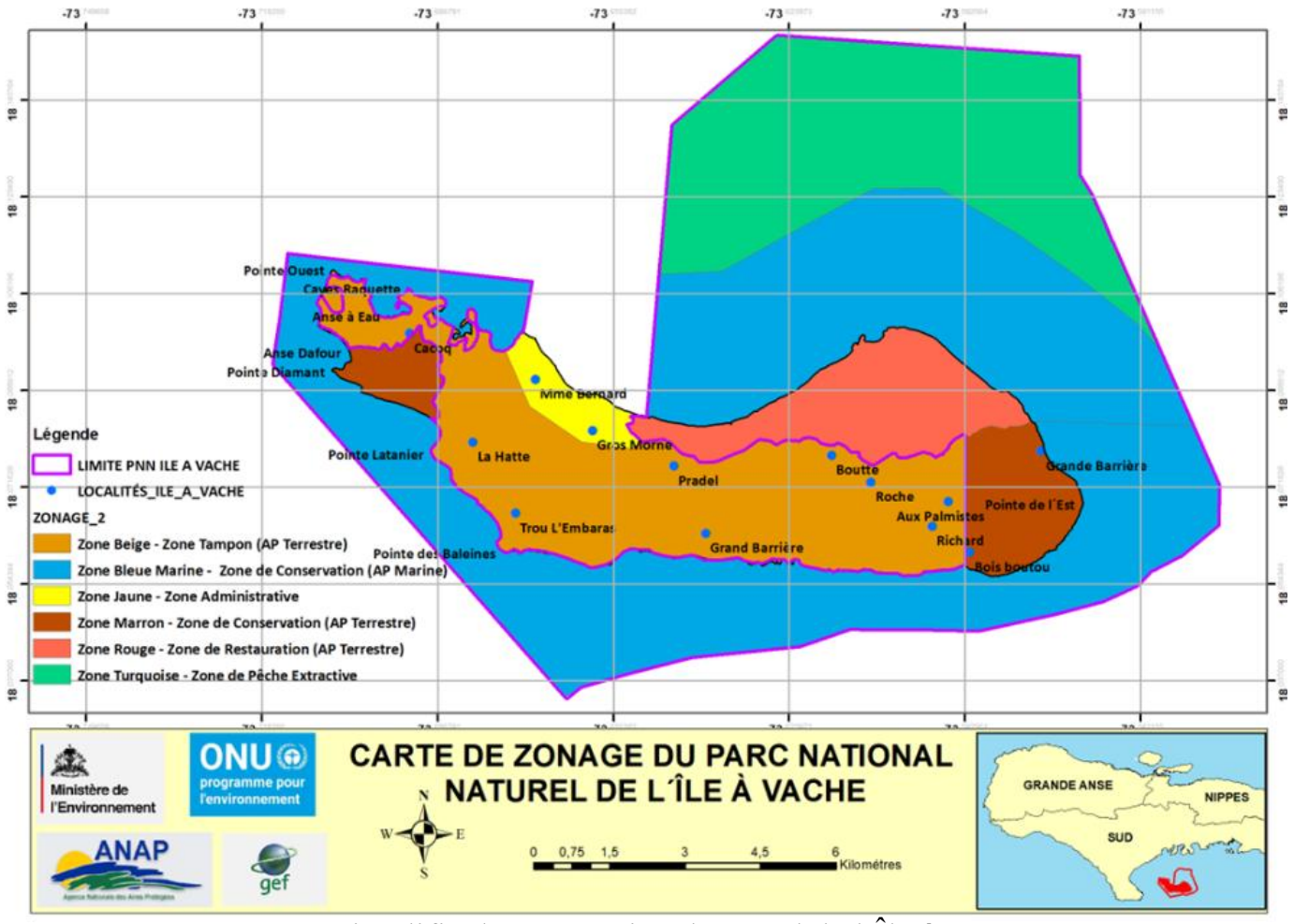


Parc national naturel de l'Île-à-Vache du département du Sud d'Haïti

Carte 19. Illustration des différents statuts de protection du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Commission haïtienne UNESCO, MdE)**

Elles ont été divisées en zone de conservation et zone de pêche extractive. Les parties terrestres de la collectivité territoriale de l'IAV sont zone tampon de la réserve de biosphère de la Hotte au niveau régional. Au niveau local, cette macro-zone tampon est subdivisée en plusieurs micro-zones (**Réf.** Carte 20) dans le modèle de zonage simplifié de parc national adopté par Haïti :

- une zone tampon qui correspond à la zone des activités anthropiques dont la zone touristique, la zone communautaire ;
- une zone administrative qui correspond au centre administratif de l'IAV ;
- une zone de restauration et une zone de conservation des mangroves.



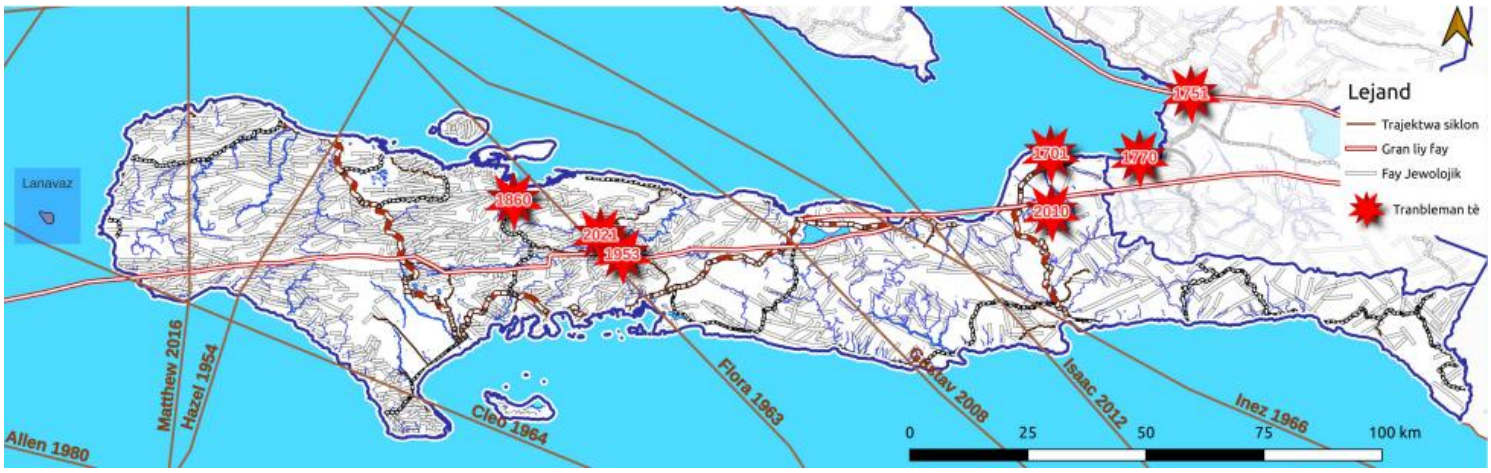
Carte 20. Zonage simplifié du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(MdE, 2022)**

La liste rouge de l'UICN a donné des indications sur les espèces menacées du PNN-IAV dans ses milieux marins et terrestres en tant que ZCB (**Réf.** Annexe I.7). En plus de l'espèce emblématique de la tortue marine au niveau mondial et du corail corne d'élan au niveau régional, le parc héberge un oiseau endémique en Haïti et à

l'Île-à-Vache, d'après la BirdLife International (2010). Il s'agit du tangara quatre-yeux *Phaenicophilus poliocephalus tertraopes* : le katje à couronne grise (**Réf.** Photo 10). D'après le Dr Jean Marry Exantus (2024), cette sous-espèce pourrait se retrouver au sein de l'AMP voisine de Baradères-Cayemites puisque celle-ci renferme un habitat de mangrove comme l'IAV.

Photo 10. Sous-espèce katje à couronne grise de la famille des Phaenicophilidés du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(portail ornithologique Oiseaux.net)**[492]

À noter que le Parc national naturel de l'Île-à-Vache est situé dans une zone sismique active et dans le voisinage d'évènements hydrométéorologiques extrêmes (**Réf.** Carte 20).



Carte 20. Cyclone et failles géologiques du Grand Sud **(Projet TNC, 2022)**

492 Oiseaux.net (2024). *Tangara quatre-yeux ou Katje à couronne grise Phaenicophilus poliocephalus - Grey-crowned Palm-tanager*. https://www.oiseaux.net/oiseaux/tangara.quatre-yeux.html (consulté le 20 Octobre 2024).

4.3.2. La description du Parc national Ciénaga de Zapata à Cuba

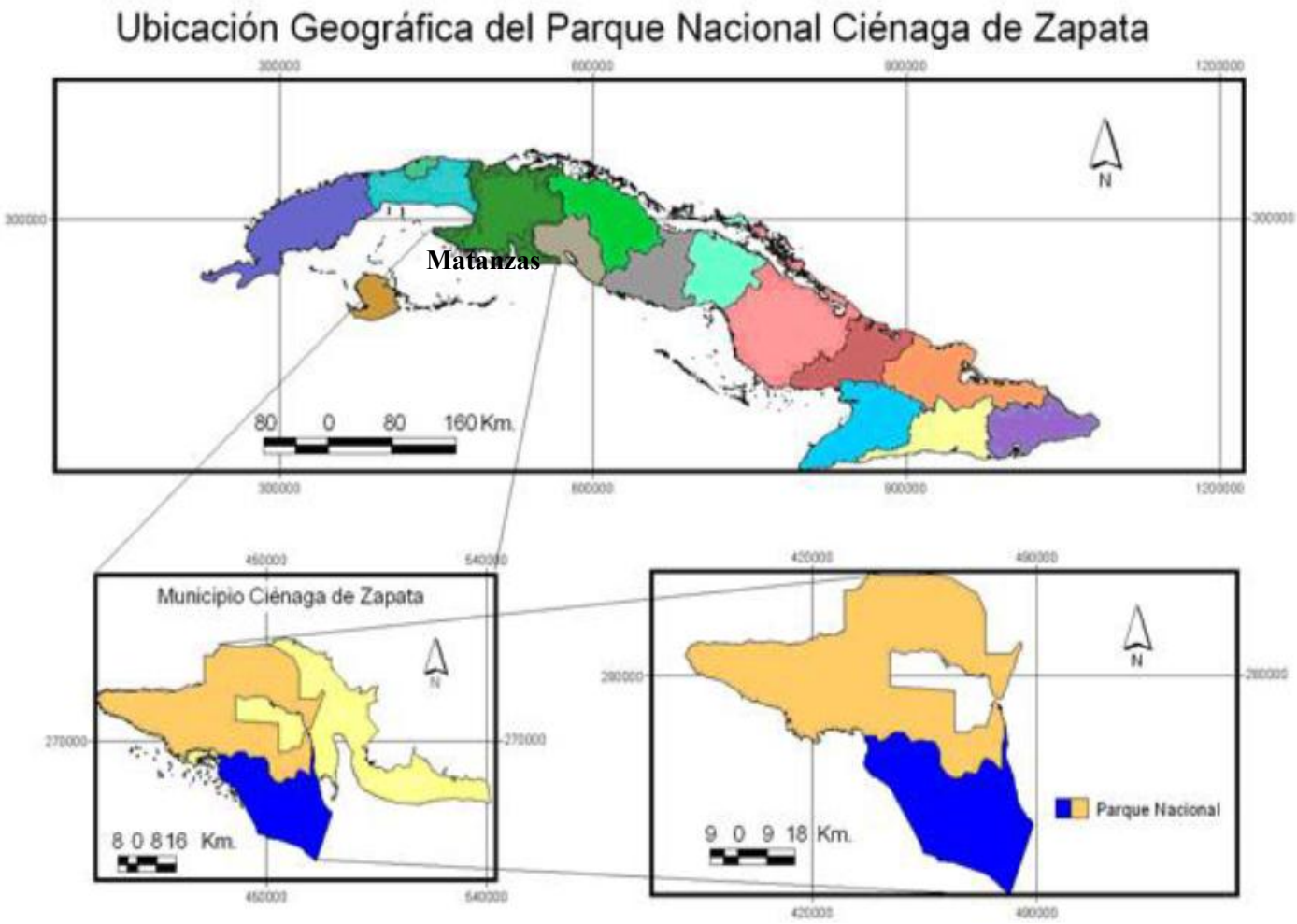
À Cuba, le Parc national Ciénaga de Zapata a été déclaré par l'*Acuerdo nº 6291* pris en *Comité Ejecutivo del Consejo de Ministros* en date du 26 Mars 2008. C'est un parc d'un total de 418 925 ha avec 281 861 ha de superficie terrestre et 137 060 ha de superficie marine. Il a été déclaré site RAMSAR depuis 2000 :

> « *El Humedal Ciénaga de Zapata que constituye una reserva natural de enorme valor, que lo ha hecho merecedor de reconocimientos internacionales como Reserva de la Biosfera* [depuis 2001], *Sitio Ramsar y Área de importancia para las aves* » (DPPF Matanzas et al., 2020 : p. 2)[493].

Suivant la classification nationale d'aires protégées, le Parc est aussi REDS conformément au décret 197/96 relatif au *Plan Turquino Manatí*[494]. Par conséquent, il est inclus dans les zones stratégiques de défense du pays à travers la municipalité de près de 9 000 habitants du même nom localisée dans la province de Matanzas (**Réf.** Carte 21). Sa plage Giron a été soumise pour inscription à la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO. Elle est considérée comme un « monument national » : « *escenario heroico de la primera derrota del imperialismo yanqui en América Latina* » d'après son plan d'aménagement.

493 DPFF Matanzas, INRH Matanzas, CITMA et Gobierno Provincial Matanzas (2020). *Plan de Ordenamiento Territorial de la Cuenca Hidrográfica Ciénaga de Zapata*. 38 p. https://www.inotu.gob.cu/sites/default/files/upload_files/documentos/PLAN%20DE%20OT%20CUENCA%20CIENAGA%20DE%20ZAPATA_Circulado%20y%20Conciliado_Final_ANEXO%20UNICO.pdf

494 Le Plan Turquino Manatí est un programme conçu par l'État cubain depuis 1987 en vue d'atteindre le développement intégral et durable des zones montagneuses et difficiles d'accès du pays. Il propose la création et l'entretien d'infrastructures de base telles que des routes, des ponts, des services, de l'électricité, de l'eau, de la production alimentaire. Selon le journal Prensa Latina (2016), ce plan bénéficie à quelque 700 000 personnes réparties entre 10 provinces cubaines au relief montagneux.



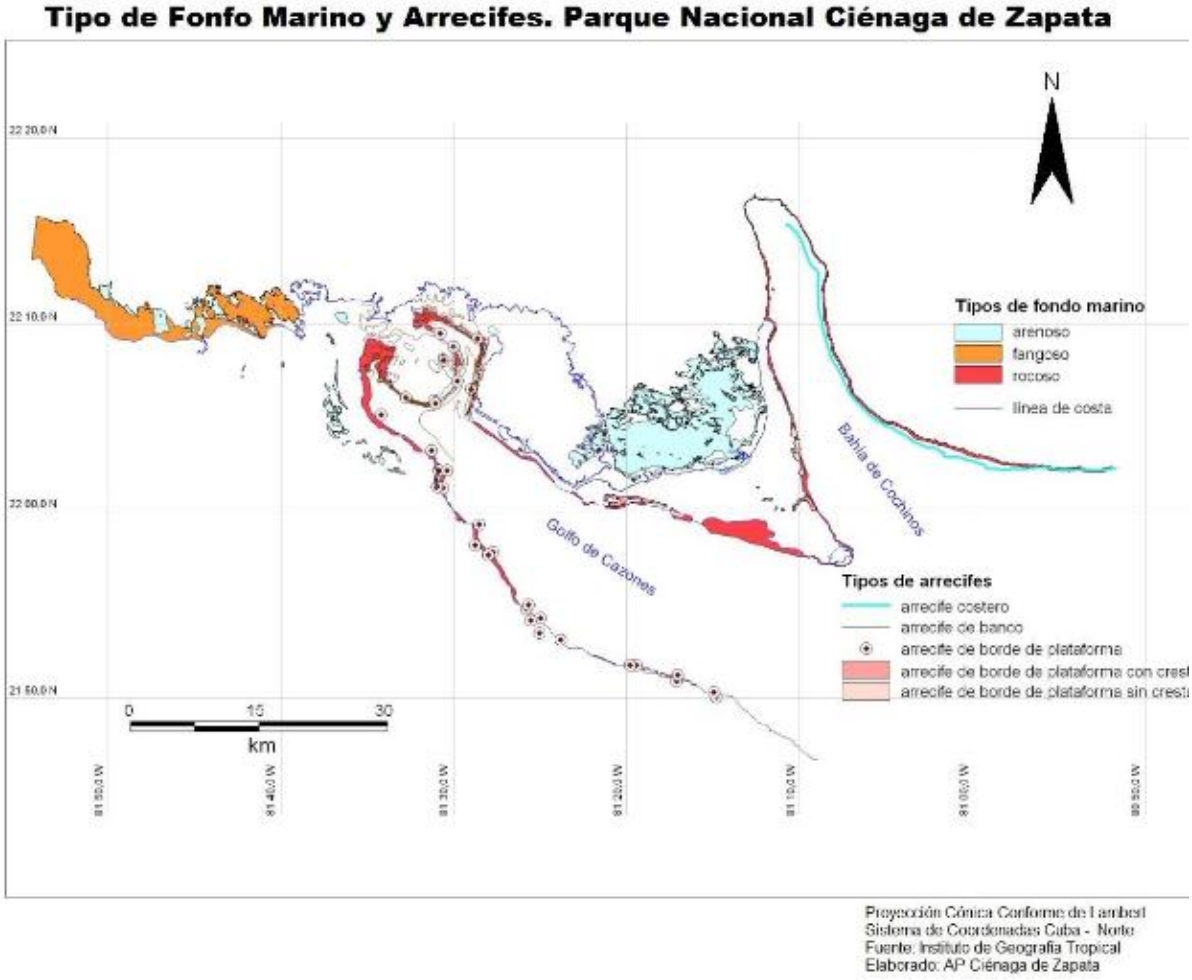
Carte 21. Localisation géographique du Parc national Ciénaga de Zapata à Cuba **(Aire Protégée Ciénaga de Zapata)**

Selon le plan de gestion de la réserve de biosphère (2005), les caractéristiques de zone humide du Parc national Ciénaga de Zapata lui confèrent 17 formations végétales. Ces formations renferment plus de 900 espèces de plantes autochtones réparties en 110 familles, dont une trentaine sont rares ou en danger d'extinction (p.6). Le Parc comprend :

- 212 espèces d'ornithofaune, dont : 86 résidents permanents, 101 migrateurs, 24 résidents bimodaux.
- 12 espèces de mammifères autochtones, dont le lamantin en danger d'extinction
- 16 espèces d'amphibiens et 36 espèces de reptiles, dont le crocodile de Cuba *Crocodylus rhombifer* est le plus emblématique (**Réf.** Photo 11).

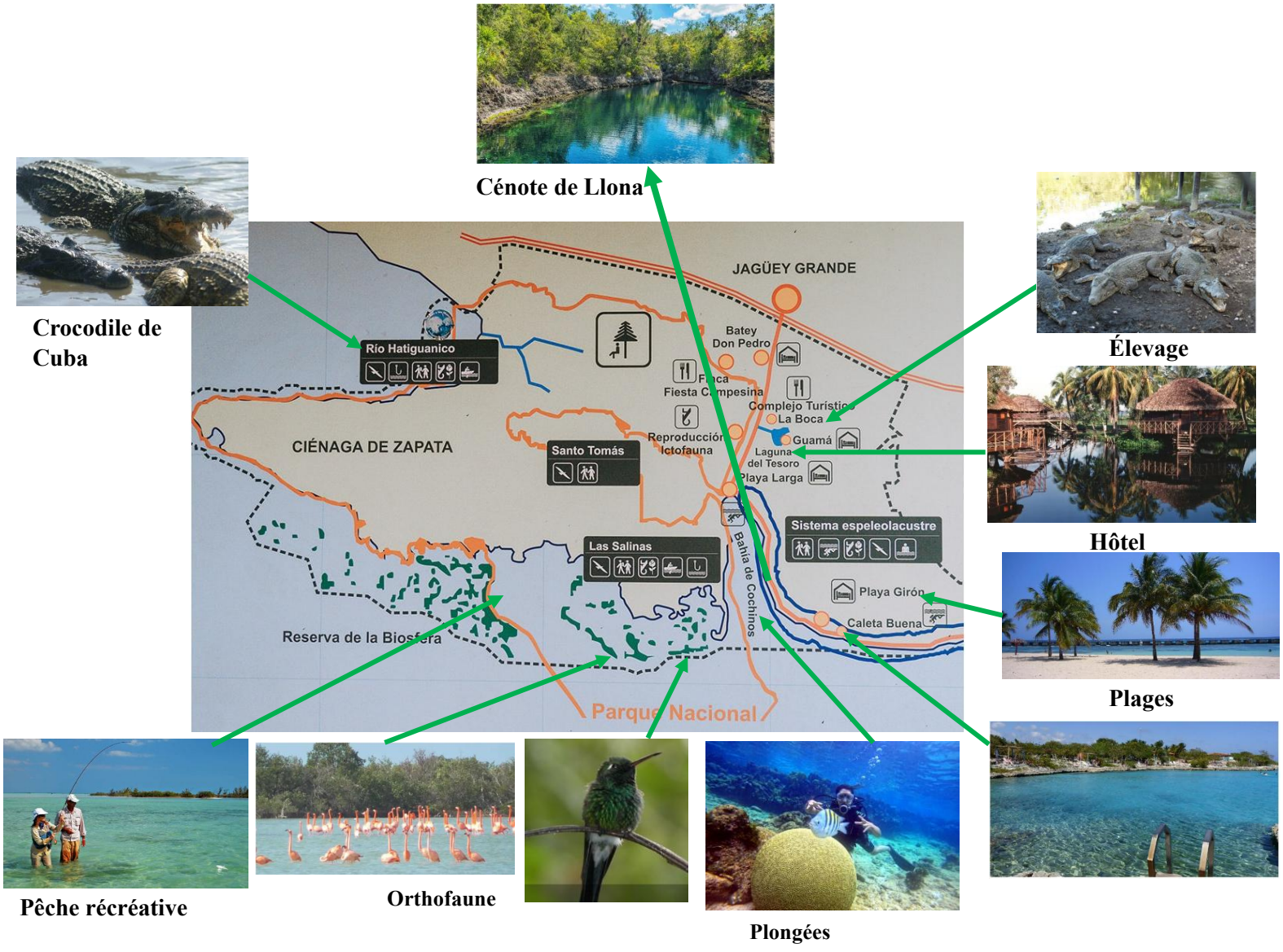
Photo 11. Crocodile de Cuba du Parc national Ciénaga de Zapata de Cuba **(Pons et al., 2005)**

Ses terrasses sous-marines (**Réf.** Carte 22) inclinées vers la mer ont été remodelées par une couverture corallienne récente ou l'accumulation de sédiments. Et les récifs coralliens, de faible longueur, se trouvent : (i) dans les environs de Cayo Diego Pérez ; (ii) sur le récif de Las Lavanderas ; (iii) sur les accès à la marge occidentale de la baie des Cochons.



Carte 22. Caractérisation des fonds marins du Parc national Ciénaga de Zapata de Cuba **(AP Ciénaga de Zapata)**

Le Parc national Ciénaga de Zapata regorge de lieux remarquables (**Réf.** Carte 23) dont : (i) la *Laguna del Tesoro* pour l'observation des oiseaux aquatiques ; (ii) le village taïno *Aldea Taína*, en hommage aux Amérindien.ne.s ; la plage de *Girón* et le musée de l'Invasion, en rappel de l'échec de la tentative de renversement du régime castriste par les États-Unis à partir de la baie des Cochons (plages de débarquement de *Larga* et de *Girón*).



Carte 23. Planification spatiale de l'aire marine protégée du Parc national Ciénaga de Zapata à Cuba **(Aire protégée de Ciénaga de Zapata)**

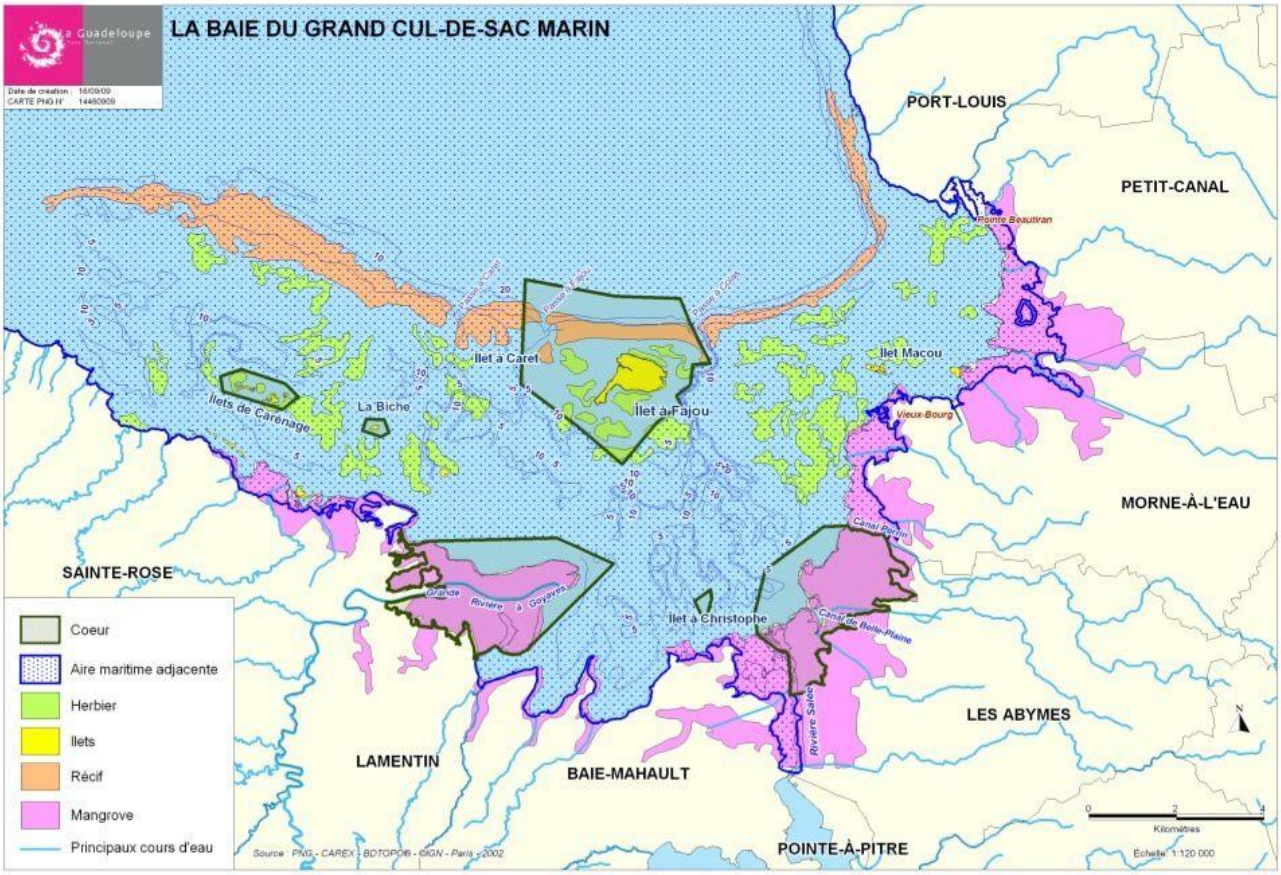
4.3.3. La description du Parc national de la Guadeloupe

Le Parc National de la Guadeloupe (PNG) est constitué de (i) cœurs de parc (marin et terrestre) ; (ii) d'aire maritime adjacente ; (iii) d'aire optimale d'adhésion (**Réf.** Carte 24). Ses cœurs de parcs marins totalisent près de 5 000 ha de superficie terrestre et marine, soit : (a) 4 000 ha pour les îlets du Grand Cul-de-sac marin ; (b) 1 000 ha pour les îlets Pigeon. Le zonage du Parc national de la Guadeloupe est différent de celui d'Haïti et de Cuba, plus proches entre eux. Néanmoins, la répartition spatiale du Parc national Ciénaga de Zapata et celle du Parc national de la Guadeloupe prône l'intégration des milieux terrestres et marins dans leurs parcs nationaux. Celle d'Haïti ne compte que ses eaux marines dans le statut national. En revanche, le statut de réserve de biosphère intègre l'IAV en tant que zone tampon et les eaux marines de l'IAV en tant que zone centrale.

Carte 24. Répartition spatiale du Parc national de la Guadeloupe **(PNG, 2013)**

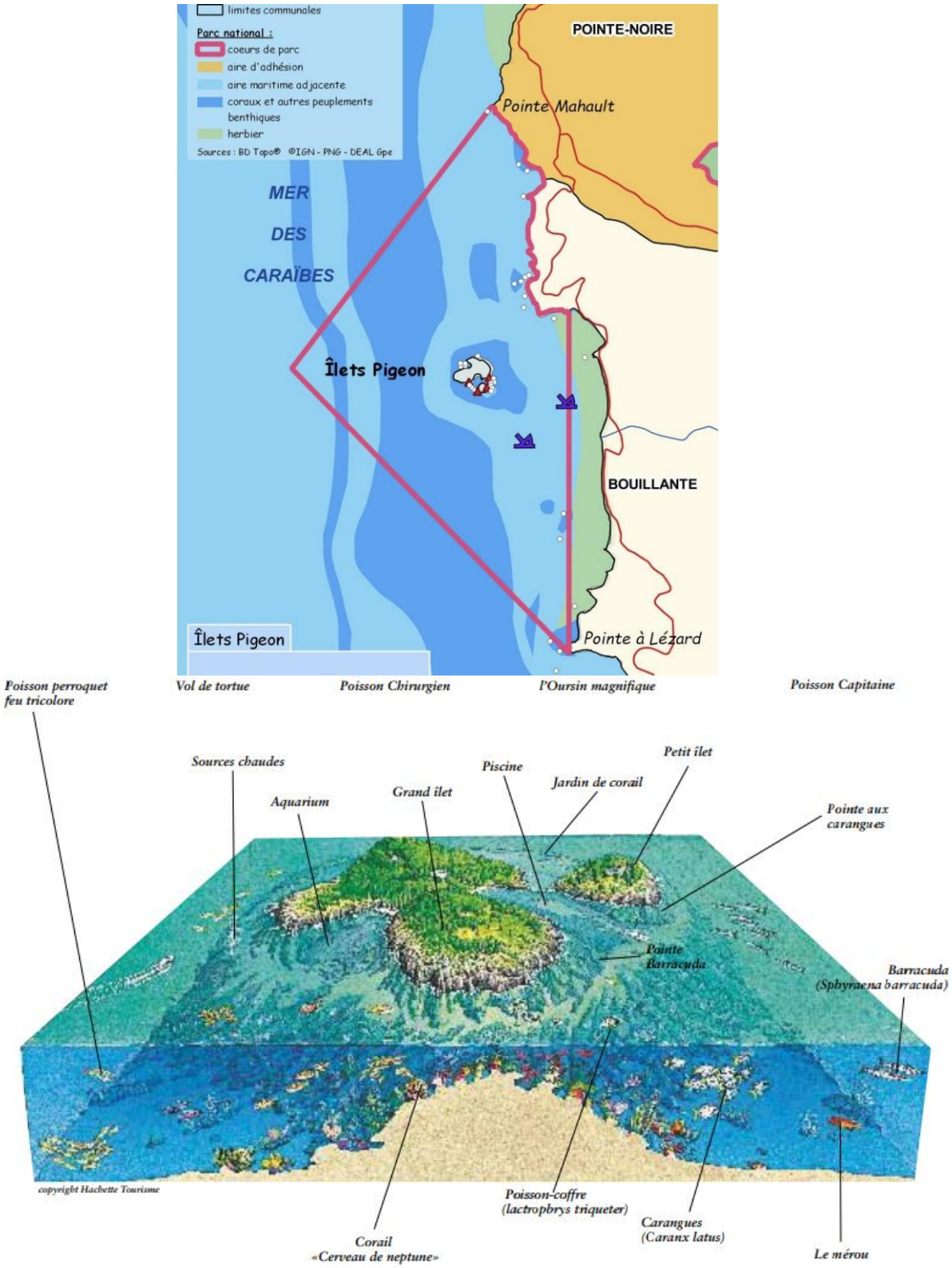
Comme pour le Parc national naturel de l'Île-à-Vache et le Parc national Ciénaga de Zapata, le Parc national de la Guadeloupe renferme des écosystèmes de

récifs coralliens, d'herbiers et de mangroves (**Réf.** Carte 25). Des 8 000 ha de forêt de mangrove, la plus grande baie de la Guadeloupe côtoie la plus grande forêt de mangrove et la grande barrière de corail de la Caraïbe orientale.



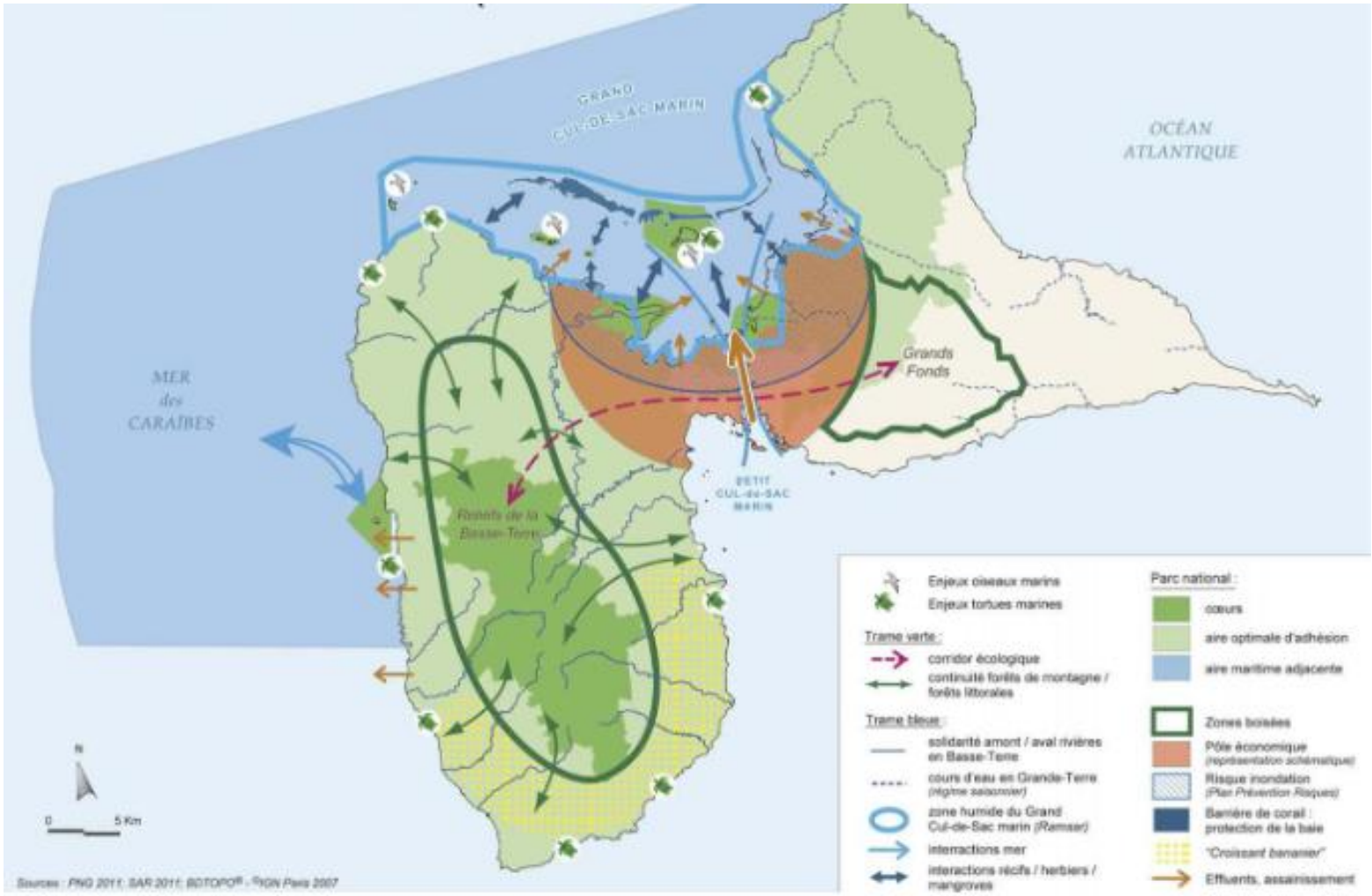
Carte 25. Localisation du Grand Cul-du-Sac marin du Parc national de la Guadeloupe **(PNG)**

Ses fonds marins comptent 50 espèces de coraux et 255 espèces de fonds marins. La Côte sous le vent de la Guadeloupe dénombre, d'après le Parc national de la Guadeloupe : (a) 38 espèces de coraux durs ; (b) 26 espèces de gorgones ; (c) 267 espèces de mollusques ; (d) 155 espèces de poissons (mérous, girelles, perroquets, gorettes, demoiselles) ; (e) 56 espèces d'éponges ; (f) 16 espèces de crustacés ; (g) 3 espèces de tortues (luth, imbriquée et tortue verte) ; (h) 20 espèces de cétacés (cachalots, baleines à bosse, dauphins...) ; (i) 28 espèces d'algues marines ; (j) 4 sur les 6 espèces d'herbiers de phanérogames marines recensées dans la Caraïbe. Elle renferme les îlets Pigeon de 8 ha (un petit îlet de 1 ha et un grand îlet de 7 ha) qui font partie de la commune de Bouillante (**Réf.** Carte 26).



Carte 26. Localisation des îlets Pigeon du Parc national de la Guadeloupe **(Hachette Tourisme, DEAL)**

Les solidarités écologiques du Parc national de la Guadeloupe (**Réf.** Carte 27) sont présentées ci-dessous :



Carte 27. Représentation des solidarités écologiques du Parc national de la Guadeloupe **(PNG, 2011)**

Le tableau récapitulatif des 3 terrains d'étude de la thèse doctorale est apposé ci-dessous :

	Parc national naturel de l'Île-à-Vache / *Ilavach*	**Grand Cul de sac marin / *Gran V la* Îlet Pigeon / *Réserve Cousteau***	**Parc national Ciénaga de Zapata / *Gran Parque Natural Montemar***
Dénomination formelle du parc selon le cadre réglementaire local	Parc du Complexe marin et côtier situé dans le Sud-Ouest de la péninsule Sud sous la dénomination d'Aire protégée de ressources naturelles gérées de Port Salut/Aquin 2013	Parc national de la Guadeloupe	Parc national de la province de Matanzas Région spéciale pour le développement durable
Catégories de protection	Zone clé pour la biodiversité	Zone clé pour la biodiversité Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique	Zone clé pour la biodiversité Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux
Type de zonage	Zonage préliminaire	Zonage radioconcentrique	Zonage fonctionnel
Statut international de protection	Aire centrale de la réserve de biosphère de l'UNESCO de la Hotte	Aire centrale de la réserve de biosphère de l'UNESCO Site de Ramsar	Réserve de biosphère de l'UNESCO Péninsule de Zapata Site de Ramsar

Tableau 4. Récapitulatif des 3 parcs nationaux en étude dans la thèse **(Pierre, 2024)**

Dans le Chapitre 4 ont été dégagées les catégories d'aires marines protégées de Cuba et de la Guadeloupe. Ont été décrites les aires marines protégées du Parc national Ciénaga de Zapata de Cuba et du Parc national de la Guadeloupe. Les analyses ont permis de mieux comprendre les dynamiques nécessaires à l'élaboration d'un (sous)système d'aires marines protégées pour Haïti et à la mise en œuvre de l'aire marine protégée du Parc national naturel de l'Île-à-Vache en Haïti. Le chapitre 5 présentera l'offre territoriale du Parc haïtien aux populations locales en termes d'infrastructures.

Chapitre 5 : Un projet de parc en Haïti face aux parcs en développement à Cuba et en Guadeloupe

Les mobiles derrière les déclarations des parcs nationaux en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe dépendent des réalités nationales. À Cuba, le Parc national Ciénaga de Zapata a été un projet du Président Fidel Castro en vue de désenclaver la municipalité de Matanzas. Il passe pour l'une de ses premières décisions politiques en faveur de l'environnement. La Guadeloupe a bénéficié du mouvement français de l'établissement de parcs nationaux en détenant le premier parc d'outre-mer. En Haïti, les circonstances autour du PNN-IAV sont particulières. Dans le cadre de l'année de l'environnement, le Gouvernement Martelly-Lamothe publie un premier texte sur l'IAV : le décret du 10 Mai 2013 faisant de l'île adjacente une « zone réservée et zone de développement touristique » ; et un deuxième texte sur l'IAV : l'Arrêté présidentiel du 26 Août 2013 faisant de l'île adjacente un Parc national naturel. En 2014, un collectif de citoyen.ne.s s'organise pour protester contre l'application du décret promu en même temps que la « Destination touristique Île-à-Vache ». L'ambition à plus de 230 millions de dollars US[495] du Premier Ministre Laurent Lamothe de « grand pôle d'attraction touristique international »[496] a été vécu comme un processus d'« accaparement de terres »[497] à la manière des aires protégées. « L'Île-à-Vache

495 HaïtiLibre (2013, 21 Août). *Haïti - Tourisme : Lancement officiel du projet « Destination touristique Ile-à-Vache ».* https://www.haitilibre.com/article-9270-haiti-tourisme-lancement-officiel-du-projet-destination-touristique-ile-a-vache.html (consulté le 23 Août 2024).
496 RTMétropole (2013, 22 Août). *Lancement des travaux de construction de l'aéroport international de l'Île à Vache*. https://metropole.ht/lancement-des-travaux-de-construction-de-laeroport-international-de-lile-a-vache/ (consulté le 23 Août 2024).
497 Lavocat, L. (2021, 22 Avril). *Les aires protégées sont « le plus grand accaparement de terres de l'histoire ». Reporterre.* https://reporterre.net/Les-aires-protegees-sont-le-plus-grand-accaparement-de-terres-de-l-histoire (consulté le 23 Août 2024).

n'est pas à vendre : ni en gros, ni en détail ! »[498] ont scandé des populations locales mécontentes.

Le Président Martelly profitera des troubles pour renforcer les modalités répressives de la justice locale[499] : (1) l'établissement d'une annexe du parquet près du Tribunal de première instance des Cayes ; (2) le transfert de l'avocat Nephzer Louis Jean ramenant à 2 le nombre de juges de la commune insulaire ; (3) le déploiement de 20 agents du Corps d'Intervention et de Maintien d'Ordre et de 20 agents de la Brigade d'Intervention Motorisée (BIM)[500] en renfort aux 4 agents réguliers de la police administrative. En parallèle, le policier de 32 ans Jean Matulnes Lamy, fils d'un pasteur militant de la cause paysanne[501], prendra la tête du mouvement en tant que dirigeant du Konbit Peyizan Ilavach (KOPI). Les revendications du KOPI ont consisté en la révision du projet de développement pour les raisons rapportées par la journaliste Dady Chéry (2014, 31 Mai)[502] :

> « L'emplacement du futur terrain de golf est un des endroits les plus fertiles de l'île, où sont cultivés de nombreux légumes dans une terre riche et productive. Ce serait une grande perte pour les habitants.
>
> On veut construire, et on a commencé à draguer pour ce fait le fond de la mer : une marina à Madame Bernard pour accueillir de gros bateaux ; cela encore, exclusivement aux touristes, et non aux petits bateaux qui viennent des Cayes pour le marché hebdomadaire.
>
> Bien sûr, …un survol en hélicoptère, on ne perçoit pas toujours toutes les habitations qui sont bien intégrées à la nature. Ce sont de petites "cayes," des maisons basses. Qu'adviendra-t-il des habitants avec la construction de villas ? On devra nécessairement les déplacer. Où iront-ils ? Comment calculera-t-on leurs dédommagements ?

498 AlterPresse (2014, 10 Février). *Haïti-Manifestation : Troisième mouvement de protestation des habitants de l'Île-à-Vache*. https://www.alterpresse.org/spip.php?article15955 (consulté le 24 Août 2024).
499 DESAFRODH, DOP, FRAKKA, GARR, JILAP, PAPDA, POHDH, RNDDH (2014, 2 Avril). *Rapport d'enquête sur la situation de tension à Ile à Vache*. 10 p. http://newsjunkiepost.com/wp-content/uploads/2014/04/Rapport_Ileavache_2avril2014.pdf (consulté le 24 Août 2024).
500 Ces agents seront accusés par les rapports des organisations de défense des droits humains (DESAFRODH, DOP, FRAKKA, GARR, JILAP, PAPDA, POHDH, RNDDH) d'usage abusif de la force contre les populations locales lors des mouvements de protestation.
501 Cette assertion a été inscrite d'après la publication Facebook d'une Marseillaise habitant l'île qui a été relayée par le journal le Nouvelliste.
502 Chéry, D. (2014, 31 May). *Bataille pour l'Île-à-Vache: Interview avec Jérôme Genest de KOPI*. https://www.dadychery.org/2014/05/31/bataille-pour-lile-a-vache-interview-avec-jerome-genest-de-kopi/ (consulté le 14 Septembre 2024).

> […] L'île-à-Vache compte 10 plages au total. Si le gouvernement prend possession de toutes celles-ci pour son plan touristique, il ne restera plus d'accès pour les pêcheurs et la population en général.
>
> De plus, bon nombre d'arbres fruitiers comme des manguiers, des cocotiers, des citronniers et des avocatiers ont été abattus ou abîmés durant le processus [de tracé de la route est-ouest de l'île]. Et bien sûr, sans aucun dédommagement pour les agriculteurs ! »

Elles peuvent être considérées à la lumière de requêtes concertées des populations locales pour le respect de droits garantis par la Constitution de 1987 et de conventions internationales ratifiées : le droit à la santé, à l'éducation, à la propriété, à un logement décent, au travail, à la dignité humaine, à l'information [environnementale], à une juste réparation, aux réunions sur la voie publique à des fins sociales dans le double contexte d'une collectivité territoriale et de l'AMP de Parc national naturel.

Le collectif de citoyen.ne.s a exigé un développement en mesure de « tenir compte des mœurs culturelles et sociale[503] des habitants de l'île »[504]. Ainsi, retranscrit la journaliste :

> « Le KOPI prône un Éco-Tourisme qui permettrait de préserver la nature de l'île tout en étant inclusif et qui pourrait être réellement profitable à toutes les classes de la population, pas seulement aux hôteliers. Un plan de tourisme écologique pourrait, sans exclure quelques hôtels plus luxueux, offrir des gîtes et des restaurants gérés par des île-à-vachois, ce qui aiderait directement l'économie locale. Pourquoi ne pas aider les gens à monter des commerces qui respecteraient la culture et l'ambiance unique de l'île ? »

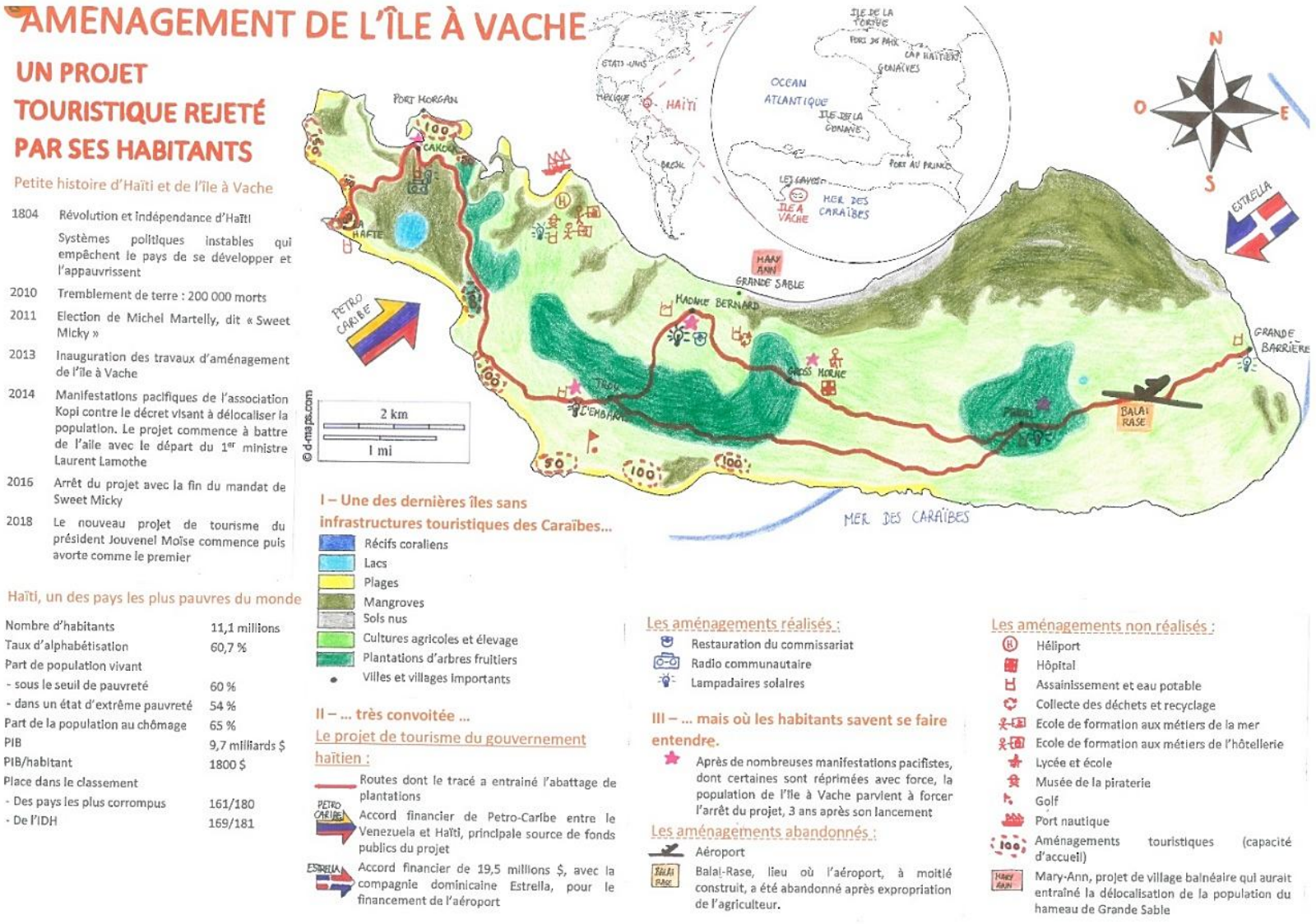
Les propositions de l'île adjacente sont demeurées pittoresques par le biais de l'authenticité originelle de « pays du dedans »[505] : des territoires ruraux délaissés des

503 À l'échelle de la commune de l'Île-à-Vache : (1) Les populations locales seront dépossédées de plages réservées à des célébrations traditionnelles annuelles. (2) Les pêcheurs seront délocalisés sans la garantie de logements décents pour tous et avec la pression de suspendre leurs activités sans alternatives économiques. À l'échelle du département du Sud, les populations craignent la liquidation de l'île dans le cadre d'un plan global de l'actuel gouvernement d'après le journaliste Joseph Sérizier du Nouvelliste (2014, 28 Mars).

504 Chéry, D. (2014, 8 Avril). Organisations de défense des droits de l'homme : abus et brutalités policières généralisés à l'Île-à-Vache en Haïti. *News Junkie Post*. https://canada-haiti.ca/content/human-rights-organizations-widespread-abuse-and-police-brutality-haiti%E2%80%99s-ile-vache (consulté le 24 Août 2024).

505 Termes utilisés par l'intervenante Marie Alice Théard pour désigner des localités rurales en ségrégation territoriale mais, foyer de l'identité culturelle du peuple haïtien devant l'uniformisation du mode de vie dans les grandes villes.

pouvoirs centraux. La prouesse perfectible de nature et culture à laquelle aspirent les populations locales du PNN-IAV en dernier questionnement a été obtenue différemment par les gouvernements cubains et français dans les parcs nationaux Cienaga de Zapata et de la Guadeloupe. Elle sera développée ultérieurement dans le texte. La situation conflictogène a été bien résumée par la lauréate B. Angèle (2nde) de Paris du Concours carto actualité de 2021 (**Réf.** Carte 28)[506].



Carte 28 : Aménagement de l'Île-à-Vache, un projet touristique rejeté par ses habitants **(CCA, 2021)**

506 Concours Carto (2021). *Concours Carto d'actualité*. https://www.concourscarto.com/carte/b-angele-2nde-paris/ (consulté le 8 Septembre 2024).

La puissance des réseaux sociaux réussira à transmettre la teneur véridique du désaccord opposant l'État central et les populations locales du PNN-IAV : un « conflit terrien violent entre d'une part, des transnationales du tourisme et leurs alliés au sein du gouvernement haïtien, et d'autre part, une communauté de petits agriculteurs et de pêcheurs artisanaux livrée à elle-même »[507]. Les populations locales se réapproprieront leur île au détriment des 5 256 552,27 dollars US décaissés pour la construction d'un aéroport international. La piste en terre battue de 1 200 m de long par 25 m de large dégagée par la compagnie dominicaine Estrella sur les 2 600 m de long prévus lui vaudra les grands titres du quotidien Le Nouvelliste : « Île-à-Vache : petit portrait d'un « gaspillage » des fonds PetroCaribe… »[508]. Elle sera utilisée plus tard en tant que terrain de football vu son sol uniforme pendant que 2 hôtels de plage entretiennent 3 pistes d'atterrissage privées pour les hélicoptères. Par conséquent, la « Destination touristique Île-à-Vache » du Gouvernement Martelly-Lamothe a été court-circuitée par un front de résistance citoyenne devant des tentatives maladroites d'expropriation du Pouvoir central et malgré la complicité de l'appareil judiciaire de l'île satellite.

Le Maire de l'Île-à-Vache conclura sur l'affaire de la « Destination touristique Île-à-Vache » : « L'État [central], à travers le ministère du Tourisme, doit se prononcer au plus vite sur la poursuite ou la réorientation du projet ». Ce gaspillage de fonds a de plus été entaché d'un soupçon de corruption relevé par la blogueuse d'investigation Patricia Camilien : Sur les 44 contrats signés sans l'intervention du Conseil national de passation de marchés par la Ministre du tourisme de l'époque Stéphanie Villedrouin Balmir, plus de la moitié semble avoir été orientée vers la « Destination touristique Île-à-Vache »[509]. La Ministre du tourisme Marie-Christine Stephenson qualifiera en 2018 les décisions du Gouvernement Martelly-Lamothe de « hold-up des Port-au-Princiens sur des îles en Haïti ». Elle expliquera en ces termes[510] : « Les gens qui décident sur l'Île-à-Vache sont de la capitale et ont la main mise sur l'ensemble du territoire, particulièrement les îles. Ils se moquent des populations qui sont manipulées dans tous les sens ». L'État central, les groupes d'investissements

507 RTMétropole (2014, 3 Mars). *Île-à-Vache : l'arrestation du policier Jean Maltunès Lamy ne fait qu'envenimer la situation*. https://metropole.ht/ile-a-vache-larrestation-du-policier-jean-maltunes-lamy-ne-fait-quenvenimer-la-situation/ (consulté le 24 Août 2024).
508 Alphone, R. (2017, 12 Décembre). Île-à-Vache : petit portrait d'un « gaspillage » des fonds PetroCaribe…*Le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/180422/ile-a-vache-petit-portrait-dun-gaspillage-des-fonds-petrocaribe (consulté le 24 Août 2024).
509 La loi de ma bouche (2018, 1er Octobre). *Odit Kolektif : Île à Vache*. https://laloidemabouche.ht/2018/10/01/odit-kolektif-ile-a-vache/ (consulté le 24 Août 2024).
510 Corneille, W., Lebrun, M.-E. (2020, 18 Février). Haïti/Île-à-Vache : Les dégâts sociaux très réels de la corruption. *AlterPresse*. https://www.alterpresse.org/spip.php?article25279 (consulté le 24 Août 2024).

étrangers et les promoteurs touristiques n'ont pas été les seuls vaincus des pratiques d'exclusion à l'encontre des populations paysannes haïtiennes. Le groupe KOPI a tout aussi écarté la classe économique des nantis.es. Cette classe a été dépeinte en une « bourgeoisie acéphale, impitoyable dans sa théorie et sa pratique de l'apartheid selon les nuances de la peau » dénoncée par l'auteur Jacques-Stephen Alexis (p. 20)[511].

KOPI a choisi l'auto-organisation économique à la suprématie bleue des 1 % de bourgeois détenant 50 % des richesses nationales alimentée par une « apologie de l'inégalité »[512]. Les récriminations locales ont su bloquer l'île adjacente à l'introduction des « oligarques » aujourd'hui haïtiens. Ils auraient dirigé les hôtels de luxe comme il est de notoriété dans l'Aire métropolitaine de Port-au-Prince[513]. D'ici là, la collectivité de l'IAV concentre près de 70 % de ses populations locales en situation de pauvreté chronique[514] vu qu'elle appartient au milieu rural haïtien : « le pays en dehors » de la capitale, de la grande terre, des opportunités nationales systématisé par Gérard Barthélémy (1990)[515]. IAV correspond alors à un « territoire oublié »[516] soumis aux injonctions d'initiatives individuelles gardant les stigmates récents d'une reconquête grossière de l'État central. Elle s'étale sur un espace non planifié, vigoureux par ses populations locales, inventif dans ses formes en réponse aux carences de coordination d'un aménagement formel (Vallat et al., 2008)[517]. IAV correspond également à un « territoire convoité » par la classe dirigeante du pays. Avant le gouvernement Martelly-Lamothe, l'un des frères Jumelle a voulu s'y implanter pour les mêmes raisons de développement touristique. Le Président François Duvalier a

511 Alexis, J. S. (1957). *Les arbres musiciens*. Gallimard. 392 p.
512 Beaulière, A. (2016, 5 Avril). Haïti : Les inégalités socio-économiques, un frein au développement. *AlterPresse*. https://www.alterpresse.org/spip.php?article19991
513 L'hôtellerie de luxe de l'Aire métropolitaine de Port-au-Prince (Haïti) est détenue majoritairement par le groupe Buteau de la famille Buteau, propriétaire des hôtels Karibe, Kinam I et II, Servotel. La famille Handal est actionnaire majoritaire de l'hôtel Best Western Premier Pétion-Ville. Les familles Abdallah, Acra, Boulos sont propriétaires du Navarra Hoteles (NH) Haïti El Rancho. La famille Nadal est propriétaire du Royal Decameron Indigo Beach Resort & Spa – Hôtel, parallèlement aux familles Zuraïk, Lemke, Roy, Fombrun qui sont actionnaires et/ou propriétaires des hôtels Kaliko Beach, Wahoo Bay, Ouanga Bay Beach, Moulin sur Mer sur la côte des Arcadins. Seul le Royal Oasis hotel by Occidental possède une structure actionnariale inclusive. Il est constitué à 100 % de fonds nationaux privés issus de 195 actionnaires individuels (nantis, cadres, professionnels, étudiants d'Haïti et de la diaspora) et institutionnels (Banque nationale de crédit, la Sogebank, l'Office nationale d'Assurance-Vieillesse). L'approche novatrice de l'investissement soutiendra la popularité du PDG Jerry Tardieu qui deviendra député de la circonscription d'implantation de l'hôtel : celle de Pétion-Ville.
514 Banque Mondiale (2014, 11 Juillet). *Malgré l'amélioration des conditions de vie à Port-au-Prince, les zones rurales d'Haïti demeurent très pauvres*. https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2014/07/11/while-living-conditions-in-port-au-prince-are-improving-haiti-countryside-remains-very-poor#:~:text=L'%C3%A9cart%20entre%20la%20population,de%2020%25%20dans%20les%20villes (consulté le 24 Août 2024).
515 Barthélémy, G. (1990). *L'univers rural haïtien. Le pays en dehors*. L'Harmattan. 192 p.
516 Ce terme a été emprunté à Ariella Masboungi et Guillaume Hébert dans leur ouvrage : « Les territoires oubliés, un futur désirable » publié en 2024 par les éditions Le Moniteur.
517 Vallat, C., Semmoud, N., Lefrançois D. (2008). Constructions illégales, activités informelles, interstices urbains : La ville, indomptable territoire. *Historiens et géographes*, 403, pp.113-123.

préféré céder des parcelles de terre (don/affermage) aux populations locales afin de contrarier les projets de son farouche opposant.

5.1. Un parc dépourvu en Haïti contre des parcs effectifs à Cuba et en Guadeloupe

En raison des démêlés historiques sur le patrimoine foncier de l'Île-à-Vache, les activités de bien commun du PNN-IAV ne sauraient être exécutées sans les populations locales sous peine de tensions persistantes. La conservation des eaux marines du PNN-IAV ne saurait écarter non plus les atouts de la collectivité territoriale à cause « du jeu d'équilibriste à mener entre projet de conservation et projet de territoire »[518]. Les populations locales interrogées passent, dans un premier temps, pour des acteur.trice.s faibles face à leur sous-représentation dans les stratégies environnementales en Haïti. Les résultats de l'atelier de Septembre 2022 ont démontré que les activités sociales tiennent une place importante au sein de la collectivité territoriale de l'IAV. Elles jouent un rôle catalyseur et mobilisateur de rapprochement entre les populations locales et de stimulation des capacités créatives dans l'entre-soi de sociétés créoles (Leclerc, 2017 : paragr. 25)[519]. Les activités sociales recensées concernent surtout :

1. la pratique de baignade en mer

   Si la baignade peut être non surveillée comme en Guadeloupe, les étendues sableuses du PNN-IAV sont généralement vides ou très peu fréquentées à part lors de quelques fêtes locales : la fête de Notre-Dame de la mer en Mai, le festival de *Nan Resif* en Avril. Elles sont sans les commodités de base nécessaires à un usage tout public dans un domaine de l'État laissé à la gestion d'une mairie sous-financée. La consommation sur place de produits du terroir comme le très populaire fruit de noix de coco, les grillades de fruit de mer sont possibles avec la collaboration d'un pêcheur local, sauf préparations préalables à la visite. En Guadeloupe, l'accueil du public est mieux organisé dans les plages de l'aire maritime adjacente du Grand Cul-de-sac marin du Parc national. La plage d'intérêt local de Babin sera prise en exemple dans la petite ville de Morne à l'Eau. Cette plage verte est rentrée dans la propriété du Conservatoire du Littoral de la Guadeloupe

518 Tiré de l'entretien mené le 28 Avril 2021 avec un gestionnaire de parc national français.
519 Leclerc, Y. (2017). Le développement local par la culture : cinq propositions pour des villes culturelles. *Revue Gouvernance / Governance Review*, *14*(2), pp.72–89. https://doi.org/10.7202/1044936ar

avec le double statut international de partie de réserve de biosphère et de zone RAMSAR.

À Babin, un comptage sommaire a attesté d'une fréquentation estimée à 83 usager.e.s majoritairement locaux.les en une heure en Juillet 2022. Les observations (**Réf.** Photo 12) ont démontré d'une plage disposant de : (i) 2 aires de stationnement sans bitume de 70 places combinées ; (ii) carbets et tables-bancs intégrés au paysage naturel ; (iii) aires de bains de boue sous contrôle bactériologique de l'Agence régionale de la santé ; (iv) places-à-feux pour des grillades en famille et entre amis ; (v) panneaux signalétiques animés par le personnage vernaculaire de *Manman dlo*[520] pour la sensibilisation. En plus d'une aire de promenade en platelage en bois dans ses mangroves, la plage de Babin propose un accès aux personnes à mobilité réduite. La tradition de bain de boue aux vertus dites thérapeutiques et la capture de crabes de terre par des pièges traditionnels ont été identifiées en termes d'apports culturels.

Photo 12. Équipements de la plage verte de Babin dans l'aire maritime adjacente du Parc national de la Guadeloupe et la réserve de biosphère du Grand Cul-de-sac marin **(Pierre, 2022)**

520 Manman dlo est la déesse guadeloupéenne des mers et des rivières. Elle est représentée par l'espèce du lamantin incluse dans un projet de réintroduction du Parc national de la Guadeloupe.

Devant les efforts de Babin, les vocations des plages du PNN-IAV n'ont pas été déterminées dans une logique : (a) de gestion publique du patrimoine naturel de la collectivité territoriale et de l'AMP du PNN-IAV ; (b) de mise en œuvre du statut de réserve de biosphère. Le plan de gestion a bien retenu (1) les écosystèmes de plages aux côtés (2) des écosystèmes de rivages rocheux et falaises, (3) des écosystèmes des vestiges de forêt subtropicale saisonnière à feuillage sur roches calcaires au nombre des principaux écosystèmes terrestres du PNN-IAV. Néanmoins, aucune des plages de l'IAV n'est classée dans un domaine public ni entretenue, à moins de rentrer dans la jouissance privée des hôtels.

2. la pratique des lieux de culte (église)

Les populations locales du Parc national naturel de l'Île-à-Vache sont plongées dans l'environnement multireligieux de catholicisme, protestantisme, vodou du territoire haïtien. L'histoire de l'île adjacente continue d'être marquée par ces religions. Elle doit sa fondation moderne à l'église catholique romaine qui a souhaité améliorer les conditions de vie de populations laissées pour compte, à savoir : des orphelins, des malades mentaux, des anciens prisonniers, des évadés de prison. L'Église protestante s'est installée devant l'ampleur de la misère locale avec l'aide de missions financées. Ces 2 églises chrétiennes sont à la base d'un tourisme solidaire agrémenté de visites d'orphelinats. Les touristes sont le plus souvent originaires du Canada et des États-Unis par voie aérienne ; de la France par voie maritime avec les bateaux de plaisance.

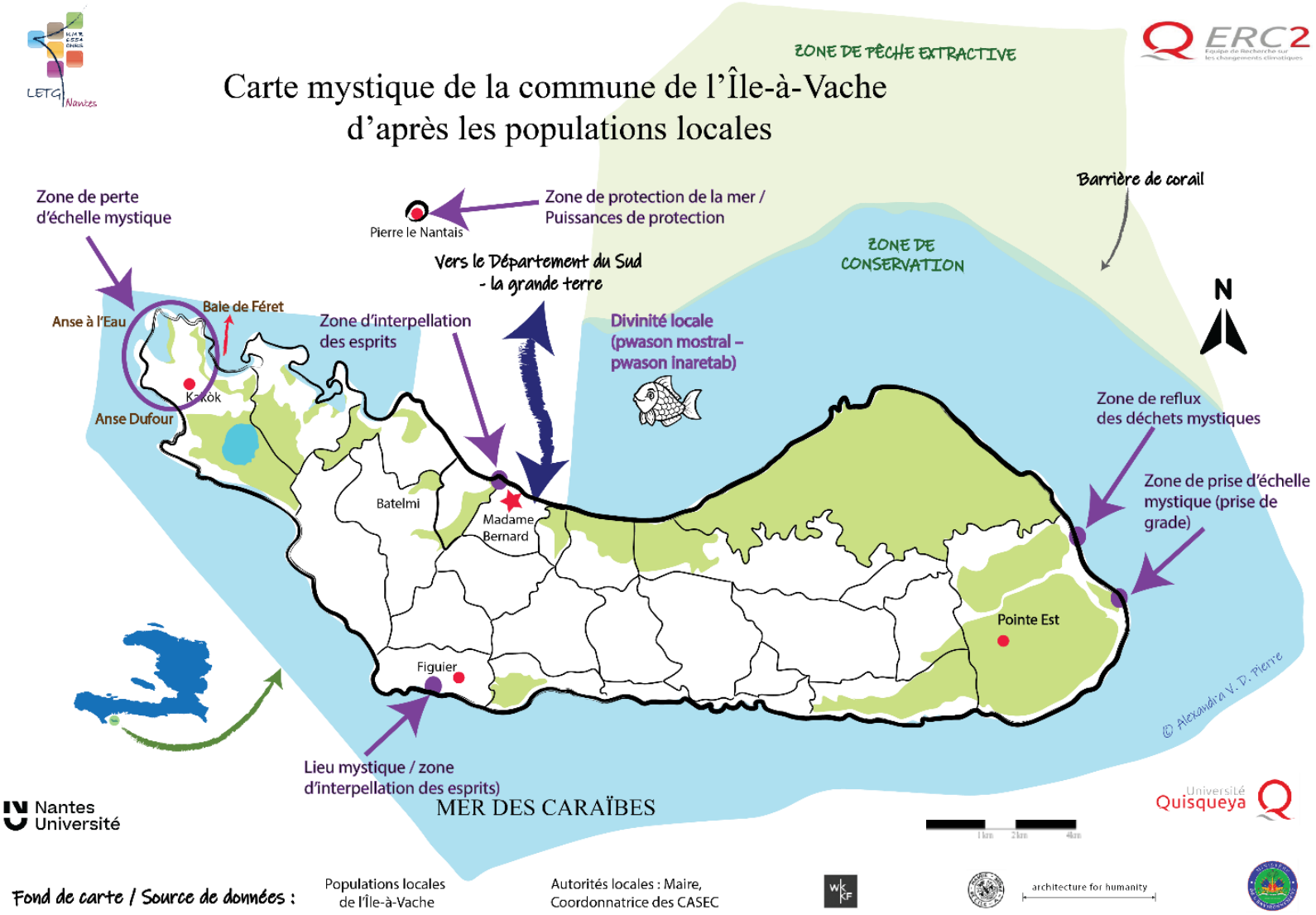
Tous les répondant.e.s ayant déclaré l'église au nombre de leurs activités sociales se sont identifiés adeptes de l'une des 19 lieux de culte chrétien recensés. Néanmoins, les près de 5 temples vodou attestent de l'existence d'une communauté dont les membres ont d'ailleurs participé aux échanges dans les ateliers. Malgré une présence discrète, le vodou doit exister en syncrétisme religieux avec le christianisme de l'île. En se limitant au PNN-IAV, des prêtres vodous (les hougans) se sont enregistrés comme fidèles de l'église catholique avec une assiduité dominicale à la messe. Parallèlement, ils ont été baptisés et instruits dans leurs écoles congréganistes durant leur plus jeune âge. Des questions ont été posées sur la tolérance de cette particularité à un des prêtres catholiques responsables. Il a répondu :

> « Notre église espère toujours une conversion…À cause de cela, nous ne devons pas fermer la porte aux hougans[521]. Ce serait les fermer à une décision future de cheminement. Qui sommes-nous pour interdire la porte du ciel aux autres ! »

Le prêtre catholique a omis d'ajouter que ses églises sont surveillées afin d'éviter la pratique de rites vodous dans leur enceinte. Le hougan sera accepté tant qu'il ne porte pas des tenues caractéristiques et n'effectuent pas de prières particulières après les messes ou les jeûnes de prière. La réalité est plus restrictive avec les églises protestantes. Des témoignages ont affirmé des conflits ouverts entre hougan et pasteur en raison de la diabolisation de la réligion ancestrale. La pratique nocturne de traitements pour des malades a déjà servi de faits de discorde jusqu'à nécessiter l'intervention des autorités locales au lieu du juge.

Depuis 2008, la sorcellerie[522] a été formellement admise dans la liste des sources de conflit à l'IAV par le Ministère de l'Agriculture. Ces 3 religions ont tout autant des pratiques cultuelles en rapport avec la mer : le baptême des bateaux de pêcheurs catholiques lors de la fête patronale de Notre Dame de la mer ; le baptême des fidèles protestants dans les eaux marines ; les offrandes de nourriture du vodou « *bay lwa manje* » dans la mer et aux sirènes à *lanbouchi Nikola*[523]. Les pratiques cultuelles chrétiennes ne sont pas liées au Parc contrairement aux pratiques vodouesques. D'après le hougan en entretien, certains esprits vodous appartiennent à un lieu géographique (**Réf.** Carte 29) même s'ils se réfèrent à un panthéon national de divinités. C'est pourquoi des hougans d'autres localités viendraient faire des interpellations au sein du PNN-IAV.

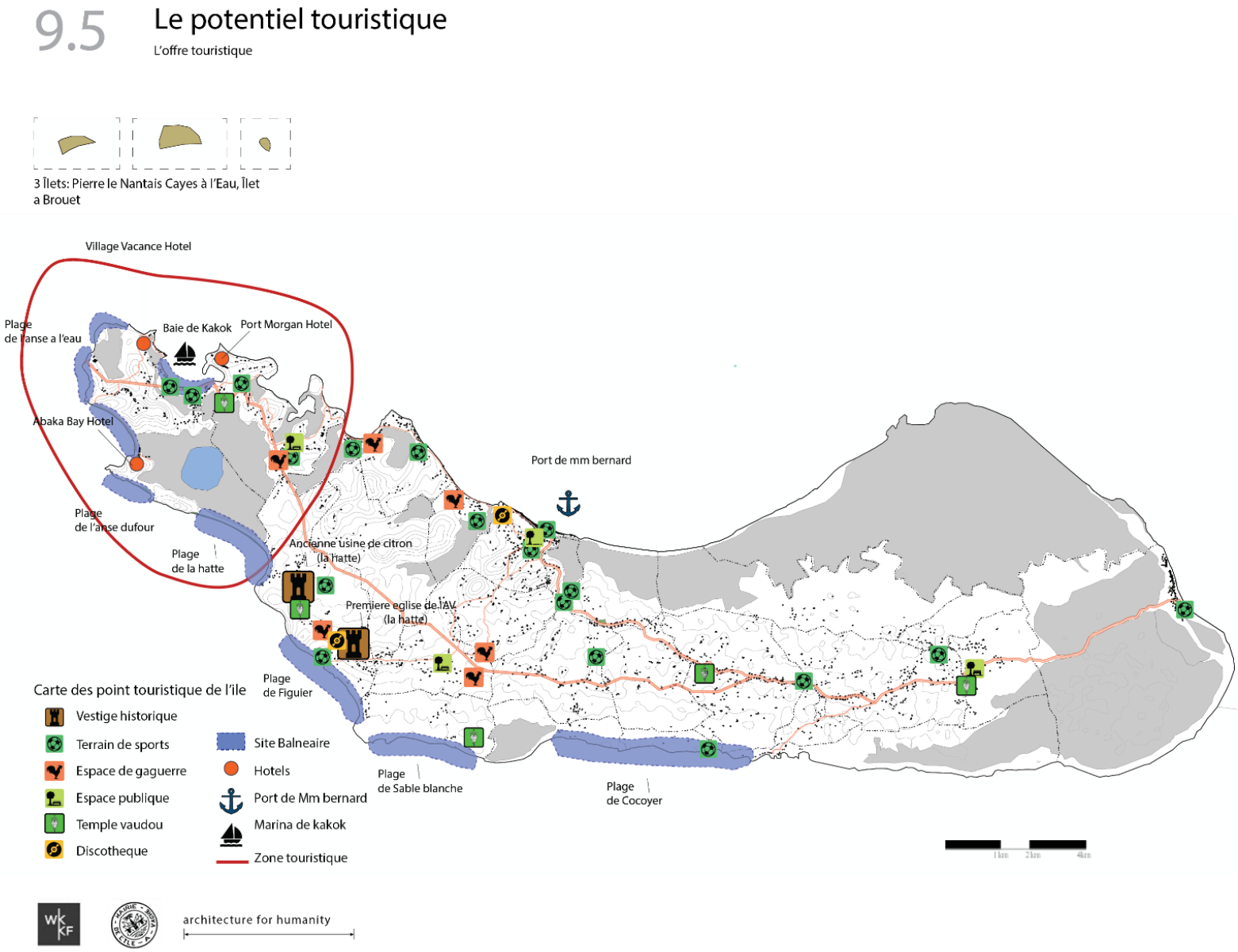
521 Nom du prêtre vodou en Haïti.
522 MARNDR (2008). *Enquête communautaire 2008 : résultats définitifs. Commune de l'Île-à-Vache*. https://agriculture.gouv.ht/statistiques_agricoles/EnqueteCommunautaire/documents/DEP07.html (consulté 10 Octobre 2024).
523 Traduit du créole haïtien au français par « embouchure Nicolas ».



Carte 29. Carte magico-religieuse du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Pierre, 2024)**

3. la fréquentation des bars et de la place publique ;
   Des bars locaux à proximité de la mer sont accessibles aux populations locales et aux visiteurs. Ils sont surtout localisés : (1) dans la zone touristique de Kakòk, en complément des offres occidentalisées des grands hôtels ; (2) à Madame Bernard, le centre administratif de l'IAV. Ces bars doivent acheter des blocs de glace pour la conservation des produits gazeux et alcoolisés. Les blocs de glace de près de 2 kg sont acheminés par bateau depuis la ville des Cayes puisque l'IAV n'est pas alimentée en courant de ville. La principale place publique de l'IAV se trouve au centre administratif de Madame Bernard. Les populations locales ont rapporté qu'une partie de la place a été construite sur des reliques de mangroves. Elle est de ce fait continuellement inondée après les pluies tout en étant sans ombrage.

D’autres loisirs ont été identifiés, l’ensemble a été illustré dans la carte ci-dessous (**Réf.** Carte 30) :



Carte 30. Localisation des loisirs des populations locales du Parc national naturel de l’Île-à-Vache **(Architecture for Humanity, 2013)**

4. la visite des proches (familles, amis, copines).

   En raison de l’absence de routes, la visite des proches devient une activité à part entière. Elles sont motivées par des repas en famille, des loisirs entre amis,

l'officialisation de relations personnelles. Cette mobilité rurale est souvent conduite à pied ou à mototaxi selon les moyens financiers.

Les activités sociales du Parc national naturel de l'Île-à-Vache font de préférence ressortir la nécessité d'une prise en charge de l'État central en vue de la satisfaction des besoins fondamentaux des populations locales (**Réf.** Photo 13),

Photo 13. Équipements collectifs du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Mairie[524], Miguel[525], Max[526])**

524 Mairie IAV (2022, 30 Août). Publications photos. https://www.facebook.com/photo.php?fbid=472091784927628&set=pb.100063804324038.-2207520000&type=3&locale=hi_IN
525 Miguel (2015, 29 Janvier). Courte visite de l'île à Vache. *Blog Sail the world*. https://stw.fr/fr/blogs/3-pence/2015-01-29-courte-visite-de-lile-vache
526 Max (2016, 26 Janvier). L'Île-à-Vache. *Blog Carnets de voyages*. https://gabriola56.com/2016/01/26/lile-a-vache/

à savoir :

- le verdissement de la place centrale pour des loisirs collectifs dans un cadre attrayant ;
- la construction de routes pour des visites de voisinage et d'un parc sportif pour la promotion des activités physiques ;
- le soutien aux agriculteurs locaux et aux petits commerces de la restauration ;
- la préservation du patrimoine naturel des plages en butte à la montée des eaux.

Elles n'ont pas évolué en activités culturelles soutenues par une identité locale enrichie de son contact avec l'extérieur sous la régulation de l'État. Toutefois, ces activités sociales peuvent se transformer en paquets écotouristiques avec la participation des populations locales. Les réflexions de Jean-André Victor (2004 : p. 259, 260)[527] sur l'apport de la culture dans le développement du tourisme en Haïti ont été réinterprétées pour être placées dans le contexte du PNN-IAV. Elles ont été synthétisées dans le tableau de plage suivante (**Réf.** Tableau 5) dans l'optique du développement probable d'un tourisme culturel probable au parc. Les activités sociales des répondants de l'atelier de Septembre 2022 ont été accompagnées par des activités associatives menées par 2 structures recensées en atelier : (1) l'Organisation des Femmes Activités de l'IAV (ORFAIV) dirigée par la Coordonnatrice des CASEC ; (2) la Fondation Espace de Développement pour l'Émancipation des Masses (EDEM) soutenue par une Diaspora originaire de la péninsule Sud.

527 Victor, J.-A. (2004). La problématique foncière et l'écotourisme en Haïti. Dans J.-M. Breton (dir.), *Tourisme, environnement et aires protégées (Antilles-Guyane / Haïti / Québec)* (pp. 249-270). KARTHALA-CREJETA.

Paramètres culturels des populations locales du Parc de l'Île-à-Vache		Biens communs des populations locales du Parc de l'Île-à-Vache	
Éléments culturels d'importance	Principaux produits écotouristiques	Écosystèmes d'importance	Principal intérêt écotouristique
Artisanat	Objets divers spécifiques	Plage	Baignade, loisirs, autres
Langue	Identité créole et richesse de la langue	Mer	Plongée sous-marine, manifestations diverses
Traditions	Carnaval, rara (bande à pied), fêtes patronales, festival local	Littoral	Mangrove, marais salants, communauté de pêcheurs, planche à voile, pêche
Gastronomie	Cuisine biologique locale variée et épicée	Lac/Étang Trou Milieu	Cyclisme-escalade
Art et musique	Peinture, sculpture, musiques diverses	Montagne	Spéléologie-autres
Histoire	Piraterie (Capitaine Morgan) Maritime (vestige de bateaux naufragés) Rattachée au Sud (sédentarisation des pêcheurs des villes voisines)	Biodiversité	Tourisme scientifique
Travail et technologie	Agro-industries locales (douceur à base de noix de coco, vin de fruit)	Monuments historiques	Forts, ruines coloniales, ruines de la première église catholique de l'Île-à-Vache
Architecture	Habitat rural, maisons de plage		
Religion	Vodous - Tabous - lieux sacrés – lieux de culte		
Costumes traditionnels	Vêtements paysans		
Activités de loisirs	Sport, théâtres, musées, combat de coq		

Tableau 5. Paramètres culturels et produits écotouristiques de biens communs d'intérêt pour le Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Pierre, 2024)**

À Cuba et en Guadeloupe, l'identité locale a été valorisée à travers une offre touristique pensée pour intégrer aussi bien les attributs naturels des parcs nationaux que les attributs humains des populations locales. Le symbolisme des activités sociales les a transformées en activités culturelles. Le Parc Ciénaga de Zapata de Cuba a bien compris leur importance. Il a préconisé les activités culturelles en « approche territoriale intégrée du développement local » par le biais d'un marketing territorial

pensé pour accroître l'attractivité de l'aire protégée (Klein et Tremblay, 2020 : paragr. 1, 2)[528]. Dans le cadre du déploiement d'un circuit touristique, les activités de ce Parc incluent :

- la dégustation de plats locaux à *El patio de María*[529] ;
- des journées d'immersion avec la famille *Los Pintines*[530] d'agriculteurs et de gardes forestiers[531] ;
- des randonnées pour l'observation d'espèces endémiques et de formations géologiques par les sentiers créés par les charbonniers[532] ;
- des représentations artistiques du groupe folklorique itinérant Korimakao[533] : un *Conjunto Artistico de Arte Comunitario*[534]dans les parties terrestres (**Réf.** Photo 14).

Photo 14. Offre culturelle du Parc Ciénaga de Zapata de Cuba **(Cuba Autrement, 2023)**

528 Klein, J.-K. et Tremblay, D.-G. (2020). Activités culturelles et développement local : remarques introductives, *Revue Interventions économiques* [En ligne], issue 63. https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.8097
529 Cuba Autrement (2023). *Repas chez Maria et Chuchu*. https://www.cubaautrement.com/produit/repas-cubain-chez-maria-et-chuchu/ (consulté le 8 Septembre 2024).
530 en raison de leurs visages pigmentés par des taches de rousseurs.
531 Cuba Autrement (2023). *Journée à La Finca de Los Pintines*. https://www.cubaautrement.com/produit/journee-a-la-finca-de-los-pintines/ (consulté le 8 Septembre 2024).
532 Cuba Autrement (2023). *Zapata Autrement*. https://www.cubaautrement.com/produit/zapata-autrement-cuba/ (consulté le 8 Septembre 2024).
533 Le nom amérindien d'origine arahuaca des populations de Cienaga de Zapata connus pour être des nomades. Il signifie littéralement « L'homme avec sa maison sur le dos ».
534 Cuba Autrement (2023). K*orimakao*. https://www.cubaautrement.com/produit/korimakao-cienaga-de-zapata/ (consulté le 8 Septembre 2024).

Les parties côtières renferment des activités de stations balnéaires habituellement réservées aux touristes : des excursions dans les marais de Zapata[535] ; des randonnées pédestres au milieu des iguanes et cenotes de la *Enigma de las rocas* ; le *Criadero de cocodrillos* de *Guamá* ; l'accès aux plages privées *Caleta Buena*, *Punta Perdiz* de *Playa Larga* et à la cenote de la *Cueva de los Peces* pour les amateur.trice.s de plongée de jour et de nuit[536] ; la pêche sportive dans la *Laguna de Las Salinas*.

Le tourisme historique s'invite dans les marais de la réserve de biosphère de Ciénaga de Zapata avec le musée de la Révolution de Girón sur la défaite étatsunienne à la *Bahia de Cochinos*, et la reproduction en taille réelle du village taïno *Aldea Taína* de *Guamá*. Ces activités sont rendues possibles par des opérateurs touristiques et des guides attitrés. L'hébergement au sein même du parc est possible grâce aux hôtels 2 étoiles et aux *casas particulares* localisées sur la côte. Les tarifs des hébergements (non) hôteliers varient entre 11 et 60 euros[537] par nuitée par personne avec chauffage et climatisation (repas non inclus). Plusieurs ont reçu la *Certificación Turismo + Higiénico y Seguro (T+HS)* pendant la pandémie de Covid-19. 22 restaurants ont délivré des services gastronomiques d'après l'Inter Press Service – Cuba (2016). L'offre touristique du Parc Ciénaga de Zapata laisse entrevoir « un communautarisme de subordination » de populations cubaines par rapport à un État socialiste en transition d'ouverture à la modernité. L'entreprise française *Destino World* choisira de vendre la destination à l'image de marque d'une « cubanité » partagée entre le voyageur étranger et l'hôte autochtone[538].

De son côté, le Parc national de la Guadeloupe promeut des produits et savoir-faire locaux sous le label français « Esprit Parc national » et « Marque de confiance » décerné aux prestataires de sa zone périphérique (**Réf.** Photo 15). Sont accessibles à la vente aux visiteur.euse.s : (a) des paniers alimentaires (fruits, vivres, légumes/salade) issus de l'agriculture biologique caribéenne ; (b) des infusions de plantes aromatiques « Tépéyi » commercialisées sous forme de dosettes ; (c) des produits

535 Civitalis (s.d.). *Excursion au parc national du marais de Zapata*. https://www.civitatis.com/fr/la-havane/excursion-marais-zapata/?aid=12147#details (consulté le 8 Septembre 2024).
536 Mademoiselle Voyage (2020). *Playa Larga & Playa Giron| Découvrez les espaces naturels de la Cienaga de Zapata*. https://www.mademoiselle-voyage.fr/caraibes-cuba-playa-larga-cienaga-zapata/ (consulté le 8 Septembre 2024).
537 Airbnb (2024). *Hostal Ojeda: tus pies cerca del mar*. https://es-l.airbnb.com/rooms/25370888?adults=1&category_tag=Tag%3A8232&children=0&enable_m3_private_room=true&infants=0&pets=0&photo_id=503296647&search_mode=regular_search&check_in=2024-09-10&check_out=2024-09-15&source_impression_id=p3_1725944916_P3kq21Y4UNZzqQZq&previous_page_section_name=1000&federated_search_id=d9f36991-5f82-4d67-b045-c181c4d6e739
538 Cuba Autrement (2023). *Développement durable*. https://www.cubaautrement.com/developpement-durable/ (consulté le 8 Septembre 2024).

utilitaires ou décoratifs fabriqués à partir des matières végétales et recyclées dans des ateliers éco-solidaires (Esprit Parc national-Guadeloupe, 2023 : p. 70, 82, 88)[539].

Photo 15. Offre culturelle du Parc national de la Guadeloupe **(Esprit Parc national-Guadeloupe, 2023)**

Ils sont mis en œuvre par : (1) des femmes (Annik Archimede, Yvelle Athalys-Neel, Ashaya) ; (2) des hommes (Cédric Coutellier, Yannick Vergers) ; (3) des couples (Christian et Karine Baladine, Josy et Stéphane Diomar). Des excursions sont élaborées en tenant compte de l'empreinte écologique des visites : (1) la découverte du Grand-cul-de-sac marin avec le bateau hybride de Guadeloupe Évasion Découverte ; (2) celle de la mangrove en clycl'eau avec Mangrov'Eco tour à partir du port de pêcheurs de Sainte-Rose ; (3) celle des écosystèmes côtiers (mangrove, îlets, lagons) avec TamTam Pagaie. Des randonnées palmées guidées facilitent l'exploration des cœurs de parc des îlets Pigeon à Malendure avec des professionnels diplômés d'état de *Anba dlo la* Guadeloupe plongée jusqu'aux stages en biologie sous-marine et formations en photo sous-marine des biologistes du Club Eden Plongée à Port-Louis, dont l'îlet Fajou.

En ce qui a trait à la restauration, des tables d'hôte sont disponibles dans le Parc national de la Guadeloupe : (i) au restaurant Le Parc Aquacole pour des spécialités à base de poissons issus de l'écloserie du même nom, (ii) au restaurant Paradise Kafé construit à partir de matériaux de récupération. Le PNG promeut des

539 Esprit Parc national-Guadeloupe (2023). *Annuaire 2023*. https://www.calameo.com/read/006897529l2c56b39a4f7 (consulté le 8 Septembre 2024).

hébergements de type gîtes[540], (éco)lodges[541], bivouacs[542], cases créoles[543], bungalows contemporains en bois[544] en dehors des cœurs de parc et imprégnés de tradition créole (**Réf.** Photo 16).

Photo 16. Offres d'hébergement du Parc national de la **Guadeloupe (L'Îlot Palmiers, *Laliwondaj Kotési*)**

540 L'Îlot Palmiers (s.d.). *Gîte Touloulou, Bungalow de charme à Pointe-Noire en Guadeloupe*. https://lilotpalmiers.com/gite-touloulou-guadeloupe/ (consulté le 8 Septembre 2024).
541 Piton bungalows (s.d.). *Piton bungalows, location de gîtes et bungalows ecolodges avec vue mer à Deshaies en Guadeloupe*. https://www.pitonbungalows.com/ (consulté le 9 Septembre 2024).
542 Natural-net (s.d.). *Hébergements éco-responsables en location saisonnière en bord de Mer Caraïbe*. https://www.bungalows-cocotiers-guadeloupe.com/ (consulté le 8 Septembre 2024).
543 Au jardin des Colibris (s.d.). *Case créole en bois, cosy et insolite*. https://www.aujardindescolibris.com/case-creole-en-bois/ (consulté le 8 Septembre 2024).
544 Ecobnb (s.d.). *Laliwondaj Kotési*. https://ecobnb.fr/GP-guadeloupe/village-touristique/laliwondaj-kotesi/2KSc8 (consulté le 9 Septembre 2024).

Ces établissements rajoutent des prestations : (i) payantes de spa, yoga, cures au naturel, soins énergétiques, massage duo avec champagne, séjour ressourcement, ateliers culinaires, journées traditions ; (ii) gratuites d'écomusée à ciel ouvert dédié à l'ornithologie avec *Laliwondaj Kotési*, de jardins tropicaux composés d'espèces indigènes et exotiques à L'Îlot Palmiers. Ils se veulent écoresponsables tout en étant à la portée de toutes les bourses pour des tarifs allant de 45 euros la nuitée par personne à plus de 600 euros la semaine par bungalow « meublés de tourisme ».

Les tarifs des hébergements du Parc national de la Guadeloupe sont : (a) haut de gamme, (b) de haute et basse saison, (c) dégressifs avec l'augmentation des nuitées, (d) généralement accompagnés d'un petit déjeuner *peyi* servi dans le cadre d'une alimentation saine, variée et naturelle. Les hébergements Esprit Parc national acquièrent des certifications nationales supplémentaires comme la Palme verte du tourisme. En plus du site des Parcs nationaux de France, ils sont répertoriés dans le Guide du routard, Michelin (Guadeloupe), Gîtes de France, GéoGuide, Hachette Tourisme, la communauté Ecobnb. Des fonds structurels tels le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) de l'UE participent à leur construction[545] conformément au Programme opérationnel convergence dans la région. Ils entendent « promouvoir la destination Guadeloupe et valoriser un tourisme de qualité »[546] en tirant parti des 563 millions d'euros[547] disponibles pour la période 2021-2027. La visite de terrain de Juillet 2022 a démontré sur l'archipel « un communautarisme d'affirmation » de populations guadeloupéennes dans une Outre-Mer en internalisation par rapport à la Métropole française.

Le Parc national naturel de l'Île-à-Vache n'offre point de commodités supplémentaires d'aire protégée à ses visiteur.euse.s. Aucune signalétique n'a été observée contrairement à l'imposante entrée du Parc Ciénaga de Zapata de Cuba et des multiples panneaux descriptifs et règlementaires avec le logo rose fluo du Parc national de la Guadeloupe (**Réf.** Photo 17). Des balises et des bornes n'ont pas été posées dans la poursuite de la délimitation de l'aire maritime et terrestre du Parc.

545 Les 79 905 euros du FEDER sur un total de 173 707 euros ont réalisé la construction du complexe touristique « Couleur vanille » de 5 bungalows (4 de 42 m2 et 1 de 62 m2) destinés à l'accueil de 22 personnes (site europe-guadeloupe).
546 Conseil régional - Direction déléguée Europe (s.d.). *L'Europe s'engage en Guadeloupe*. https://europe-guadeloupe.fr/tous-les-projets/realisations-feder/gites-couleur-vanille (consulté le 31 Aout 2024).
547 Europe-Guadeloupe (2024). *Le Fonds Européen de Développement Régional*. https://www.europe-guadeloupe.fr/feder (consulté le 10 Septembre 2024).

Photo 17. Modèles de signalétique du Parc national Cienaga de Zapata de Cuba et du Parc national de la Guadeloupe **(ECOCIENZAP, Pierre)**

Des chambres d'hôte du PNN-IAV, équivalentes aux *casas particulares* du Parc Cienega de Zapata, ont été ouvertes en majorité dans la zone touristique de *KaKòk*. L'hébergement chez l'habitant.e a eu à se démarquer des ambiances feutrées des grands hôtels de plage. À l'exemple du tourisme racisé[548] du cœur du parc des îlets Pigeons, le PNN-IAV a connu : (i) un tourisme blanc/des ONG/de la diaspora, qui opte pour des chambres climatisées ; (ii) un tourisme noir/local, qui fréquente des chambres d'hôtes à prix plus abordable. Aujourd'hui, seules les chambres d'hôte des

548 D'après l'une des personnes interrogées à la plage de Malendure de Bouillante de nom commercial réserve Cousteau, « le tourisme blanc vient en hiver, le tourisme noir en été ».

populations locales ont résisté à la montée de l'insécurité générale et au contrôle de l'entrée sud de Port-au-Prince par les gangs armés. Le pêcheur Jérôme Genest est l'un des hôtes les plus connus et les plus résilients[549].

Les 8 chambres propres à l'air ambiant du pêcheur Jérôme Genest et ses délicieux repas de produits frais ont compté dans sa clientèle des employé.e.s d'ambassades avides de goûter à la véritable « haïtianité ». Ses services sont délivrés à un prix imbattable : 22,6 euros pour 2 repas (petit déjeuner et dîner) par personne par jour à date (**Réf.** Photo 18).

Photo 18. Offre d'hébergement chez l'habitant à l'Île-à-Vache **(Genest, 2022)**

Devant l'inaccessibilité de la péninsule à partir de la Capitale, des agences touristiques comme *Mennen m la* fondée par Ann-Sophie Ovile et prônant une expérience 100 % locale qui met en avant la culture[550] ont dû suspendre leurs opérations en général, dont vers l'île. Aujourd'hui, des hôtes comme le pêcheur Jérôme survivent au PNN-IAV à la faveur d'un « exotisme de proximité » du tourisme ordinaire réinventé en dehors des circuits institutionnels et par des résident.e.s de la région sensibles au « développement de l'expérientiel » (Martin et Ricci, 2020[551] ; Pinguet, 2019[552]). Ces résidents sont de 2 types : (1) ponctuels, déplacés pour des raisons personnelles et professionnelles dans le cadre de courts séjours ; (2) permanents, parmi les 25 044 personnes dont 54 % de filles et femmes, originaires des

549 le Petit Futé (2024). *CHEZ JERÔME*. https://www.petitfute.com/v46914-ile-a-vache/c1166-hebergement/c151-chambre-d-hotes/671110-chez-jerome.html (consulté le 9 Septembre 2024).
550 Malandre, D. V. (2016, 11 Mars). Mennen m la, une expérience 100 % locale ! *Le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/156570/mennen-m-la-une-experience-100-locale (consulté le 9 Septembre 2024).
551 Martin, L. et Ricci, M. (2020). *Le tourisme littoral post-COVID-19 : renouveau des pratiques touristiques ?*, *Téoros* [En ligne], 39 (3). http://journals.openedition.org/teoros/5902
552 Pinguet, L. (2019). *Attractivité touristique et mise en tourisme des lieux ordinaires* [Travaux de fin d'étude, Master de développement du tourisme durable, Université Le Havre Normandie]. Studocu. https://www.studocu.com/fr/document/universite-le-havre-normandie/transition-touristique/tourisme-ordinaire/7157660?page=1 (consulté le 11 Septembre 2024).

départements de l'Ouest (96 %) et de l'Artibonite (3 %) déplacées à cause de l'insécurité de la Capitale (IOM, 2024 : p. 1, 4)[553]. Ils viennent s'ajouter aux 774 976 populations locales du département du Sud (IHSI, 2015).

Les hôtels du PNN-IAV respectant les standards occidentaux ont dû fermer leur porte avec la dégradation du climat socio-politique d'Haïti : (1) l' « *Abaka*[554] *Bay resort* » de 30 chambres codétenu par l'États-Unien Robert Dietrich fermé depuis 2019, malgré le classement de ses 300 m de sable blanc 57eme parmi les 100 plus belles plages du monde par la CNN en 2013 ; (2) l' « Hôtel Port-Morgan » de 20 maisonnettes de style gingerbread (**Réf.** Photo 19) et avec la seule piscine traitée par dessalement du pays détenu par le Français Didier Boulard, fermé depuis 2020.

Photo 19. Offres d'hébergement des hôtels de plage à l'Île-à-Vache **(Abaka bay, Port Morgan)**

553 IOM (2024). *Haiti – Mobility Tracking : Internal displacement situation in Haiti (June 2024)*. Report produced in collaboration with UN Migration, Direction de la protection civile. 7p. https://dtm.iom.int/sites/g/files/tmzbdl1461/files/reports/Factsheet%20on%20Displacement%20situation%20in%20Haiti%20-%20June%202024.pdf (consulté le 11 Septembre 2024).
554 Abaka est le nom amérindien de l'Île-à-Vache.

Abaka Bay resort a accueilli dans ses murs le couple d'acteurs états-uniens Dwayne Wade et Gabrielle Union en Avril 2015[555]. L'Hôtel Port Morgan a reçu en Janvier 2015 la flotte d'accompagnement de la frégate française de 12 canons L'Hermione en service de 1779 à 1793[556]. Il a coorganisé en 2009 la première frégate de voiliers *peyi* de l'IAV avec la Mairie et le Conseil général pour le développement de l'IAV[557]. L'île elle-même a reçu la visite en 2014 du plus grand tour opérateur de l'industrie du voyage aux États-Unis : le Apple Leisure Group, représentant 60 % du marché caribéen[558]. Le PNN-IAV a donc été comptabilisé dans le potentiel touristique du pays valorisé par le message du Chef de direction Alex Zozaya : « *Haiti is the next great opportunity* »[559]. Étant donné le peu de services complémentaires de qualité à proximité (restaurants et bars locaux), les 2 hôtels de 4 hibiscus ~ 4 étoiles promeuvent des séjours en pension complète :

- pour des chambres rustiques à 110 dollars US ~ 99,8 euros, des chambres deluxe à 130 dollars US ~ 118,0 euros, des suites juniors à 150 dollars US ~ 136,1 euros, des suites luxe à 200 dollars US ~ 181,5 euros par nuitée par personne sur la plage[560] ;
- pour un minimum de 2 nuits de 218 dollars US ~ 197,8 euros à 322 dollars US ~ 292,2 euros par nuitée par adulte, de 140 dollars US ~ 127,0 euros par nuitée par enfant de 5 à 11 ans avec une réduction à 60 dollars US ~ 54,4 euros à partir de la 3eme nuitée (+ 10 % de taxes par personne)[561] dans des chambres en hauteur.

À part les repas, ces hôtels du Parc national naturel de l'Île-à-Vache ne présentent pas d'activités en immersion avec les populations locales comme au Parc national Ciénaga de Zapata de Cuba ou en rapport avec la culture locale comme au Parc national de la Guadeloupe. Les visiteurs sont cantonnés aux périmètres physiques de leurs hôtels avec : (i) des prestations de kayak, de snorkeling, de basket, de beach volley ; (ii) des excursions de pêche ou sur l'îlet inhabité des Amoureux en

555 Abaka Bay Resort (2015, 21 Avril). More fun on lover's island excursion with Abaka Bay Resort. Dwayne Wade and his lovely wife Gabrielle Union enjoy Paradise. *Publication Facebook*. https://www.facebook.com/share/qvVfejKUgEd3pftZ/ (consulté le 10 Septembre 2024).
556 Hotel Port Morgan (Janvier 2015, 31). A little corner of paradise. Un petit coin de paradis. *Publication Facebook*. https://www.facebook.com/photo/?fbid=818614834864157 (consulté le 10 Septembre 2024).
557 Le Nouvelliste (2009, 24 Août). *Première régate de voiliers pays à l'Île-à-Vache*. https://lenouvelliste.com/article/73451/premiere-regate-de-voiliers-pays-a-lile-a-vache (consulté le 12 Septembre 2024).
558 HaïtiLibre (2014, 1er Avril). *Haïti - Tourisme : Délégation d'investisseurs en visite dans le Sud*. https://www.haitilibre.com/article-10842-haiti-tourisme-delegation-d-investisseurs-en-visite-dans-le-sud.html (consulté le 11 Septembre 2024).
559 HaïtiLibre (2014, 23 Juillet). *Haïti - Tourisme : Haïti, la prochaine grande opportunité des Caraïbes*. https://www.haitilibre.com/article-11652-haiti-tourisme-haiti-la-prochaine-grande-opportunite-des-caraibes.html (consulté le 11 Septembre 2024).
560 le Petit Futé (2024). *ABAKA BAY RESORT*. https://www.petitfute.com/v46914-ile-a-vache/c1166-hebergement/c158-hotel/172042-abaka-bay-resort.html (consulté le 10 Septembre 2024).
561 le Petit Futé (2024). *PORT-MORGAN*. https://www.petitfute.com/v46914-ile-a-vache/c1166-hebergement/c158-hotel/172041-port-morgan.html (consulté le 11 Septembre 2024).

supplément ; calqués sur le « all inclusive » de la Dominicanie. Bien que ce modèle ait rapporté plus de 10 millions de touristes[562], plus de 11 milliards de dollars US de devise[563], l'emploi direct de 17 % de la population active et l'emploi global de 60 % de population active[564] en 2023, des limites environnementales ont été prématurément atteintes selon le Journaliste Clément Guillou pour le Monde :

> « Punta Cana, jadis une jungle inhabitée à la pointe est de la République dominicaine, est devenue un emblème mondial du tourisme de masse et des dégâts environnementaux que provoque son développement anarchique. » (2022, 26 Juillet)[565].

Vu l'impact positif des établissements hôteliers sur le secteur de l'emploi, un équilibre devra être trouvé entre leur installation et la protection environnementale. La chercheuse Caroline Blondy a démontré qu'ils peuvent concourir à l'« environnementalisation » des pratiques des populations locales (2016 : paragr. 3, 32)[566]. Son exemple illustratif a été l'ouverture du centre de conservation de tortues marines par l'hôtel Méridien dans une localité de Bora Bora ancienne consommatrice de l'animal.

Malgré la scission avec les populations locales, ces hôtels du PNN-IAV incarnent d'importantes sources de recette fiscale pour la Mairie de l'IAV. Parallèlement à des revenus usuels, Port-Morgan a piloté la gestion financière de la baie de Féret de la localité de Kakòk référencée marina internationale dans Google Maps. Cette marina n'agrémente d'aucune commodité pour prétendre à un tel classement en dépit de sa position stratégique entre la Caraïbe orientale et Cuba. Outre la protection naturelle de la baie et un petit quai d'accostage, elle est sans capitainerie, sans infrastructures de mouillage, sans ponton de ravitaillement en carburant, et sans services de proximité (**Réf**. Photo 20).

562 République Dominicaine Live (2024, 7 Janvier). *2023 : Une année historique pour le tourisme dominicain*. https://republiquedominicaine-live.com/tourisme/2023-une-annee-historique-pour-le-tourisme-dominicain/ (consulté le 11 Septembre 2024).
563 Voyages d'aujourd'hui (2024, 2 Janvier). *La République Dominicaine bat le record avec plus de 10 millions de visiteurs en 2023*. https://voyagesdaujourdhui.com/la-republique-dominicaine-bat-le-record-avec-plus-de-10-millions-de-visiteurs-en-2023/ (consulté le 11 Septembre 2024).
564 Mister Prepa (2024, 11 Février). *La République Dominicaine en 5 chiffres : tourisme, économie, pauvreté*. https://misterprepa.net/5-chiffres-republique-dominicaine-tourisme-economie-pauvrete/ (consulté le 11 Septembre 2024).
565 Guillou, C. (2022, 26 Juillet). En République dominicaine, une timide prise de conscience des dégâts environnementaux causés par le tourisme de masse. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/planete/article/2022/07/26/en-republique-dominicaine-une-timide-prise-de-conscience-des-degats-environnementaux-causes-par-le-tourisme-de-masse_6136225_3244.html (consulté le 11 Septembre 2024).
566 Blondy, C. (2016). Le tourisme, un facteur de développement durable des territoires insulaires tropicaux ? Tourisme, aménagement, environnement et société locale à Bora Bora (Polynésie française), *Mondes du Tourisme* [En ligne], Hors-série. https://doi.org/10.4000/tourisme.1283

Prétendue marina internationale du Parc national naturel de l'Île-à-Vache

Marina internationale de Saint-François dans le Parc national de la Guadeloupe

Photo 20. Décalage des investissements consentis entre la marina du Parc national naturel de l'Île-à-Vache et la marina de Saint-François de la Guadeloupe de **(Gabriola56[567], Bideaux[568], Marina Saint-Francois[569])**

Ces manquements du PNN-IAV agissent négativement sur la présence des plaisanciers naviguant dans la mer Caraïbe : de 8 à 10 bateaux en une journée d'affluence dans la marina « internationale » de l'Île-à-Vache contre 116 bateaux[570] sur 200 places disponibles amarrés en une journée dans le seul port de Baie Mahault de la Guadeloupe. La blogueuse de passage Christelle Manceau a témoigné lors de sa visite :

567 Max (2016, 26 Janvier). L'Île-à-Vache. *Blog Carnets de voyages*. https://gabriola56.com/2016/01/26/lile-a-vache/ (consulté le 16 Septembre 2024).
568 https://www.facebook.com/photo?fbid=10211081061091421&set=gm.2077094965908822 (consulté le 16 Septembre 2024).
569 https://www.facebook.com/photo/?fbid=172895914631407&set=a.172895904631408 (consulté le 16 Septembre 2024).
570 Ce comptage a été effectué lors de la visite de terrain du 18 Juillet 2022 en Guadeloupe.

> « Le mouillage dans la baie de Féret à l'Île à Vache est payant : 5 $US pour la sécurité soi-disant (pas de problème ici) et la logistique… mais « le chef de port » s'occupe aussi de récolter les poubelles du bord si besoin. À ce qu'on a compris, ces dernières sont récupérées par un Canadien[571] qui les brûle un peu plus haut… (2014, 22 Mars)[572] ».

Elle a affirmé être rentrée dans les eaux haïtiennes sans remplir de formalités d'entrée et de sortie en dépit de la proximité d'un peu plus de 10 km du port historique des Cayes. Le Directeur Général de l'Autorité Portuaire Nationale (APN) préconise que ses infrastructures fermées aux activités commerciales régulières depuis plus de 30 ans soient transformées en :

> « […] de vrais ports de plaisance et de croisière au vu du nombre de gens voulant visiter le paysage, les sites et les plages du Sud. Les activités découlant de la présence de ces ports sont plus agréables, agissent plus positivement sur la santé des gens et sont presque aussi bénéfiques économiquement qu'un port de commerce » (2024)[573].

À l'inverse, des frais ont été collectés dans les autres îles de la région en 2014 pour son bateau de 12 m : (a) dérisoires en Guadeloupe : 3 à 4 euros par endroit, (b) moyens à Cuba : 82 euros à Cienfuegos + prix du visa mensuel renouvelable, (c) importants aux Bahamas : 233 euros par bateau de plus de 10,50 m. Les 2 plus grands hôtels du PNN-IAV ont investi dans le social par le biais des initiatives ci-contre :

- Robert Dietrich a contribué à la construction et au soutien de l'École Bon Samaritain de Kakòk.
- Didier Boulard a géré et alimenté un fond de soutien aux initiatives communautaires telles, la rentrée scolaire, les championnats d'été de football.

À la question de savoir si Robert Dietrich s'est senti intégré dans la communauté au début de ses investissements en 2002, il a répondu :

> *[…] We worked together to create what we have and I respect them as they respect me. I love the people and they love me. Like I said: our*

571 Le Canadien est en réalité le Français de l'hôtel Port-Morgan, le seul hôtel de plage de la baie de Féret. Cet hôtel est connu pour ces services de marina.
572 Manceau, C. (2014, 22 Mars). Sur l'Île à Vache. *Blog Voyage de Renaissance : un voilier et bien plus*. https://voyage-de-renaissance.fr/haiti/sur-lile-a-vache/ (consulté le 13 Septembre 2024).
573 Le Nouvelliste (2024, 25 Janvier). *Quand le DG de l'APN évoque l'ancien port des Cayes*. https://lenouvelliste.com/article/246491/quand-le-dg-de-lapn-evoque-lancien-port-des-cayes (consulté le 13 Septembre 2024).

relationship is one of mutual respect. I have put my heart, mind, and soul into what it took to learn about Haitians and their culture, and of course I am still learning. I have become humbled as I watch how hard it is to survive with what limited resources each family has.
[…] I have been astonished at the determination they possess, it has transformed me, and I am grateful to them for this. Haitians are skillful, resilient, hard-working, motivated and kind people[574].

5.2. Une diaspora haïtienne dynamique à l'effacement de l'État dans le parc national

La diaspora haïtienne du Sud est très active dans le Parc national naturel de l'Île-à-Vache. Elle détient un hôtel moins fastueux que celui de Port-Morgan ou d'Abaka Bay à travers la Fondation EDEM mais, demeure parmi les 3 principaux établissements hôteliers de l'île : Village Vacances/Vacation Village (**Réf.** Photo 21).

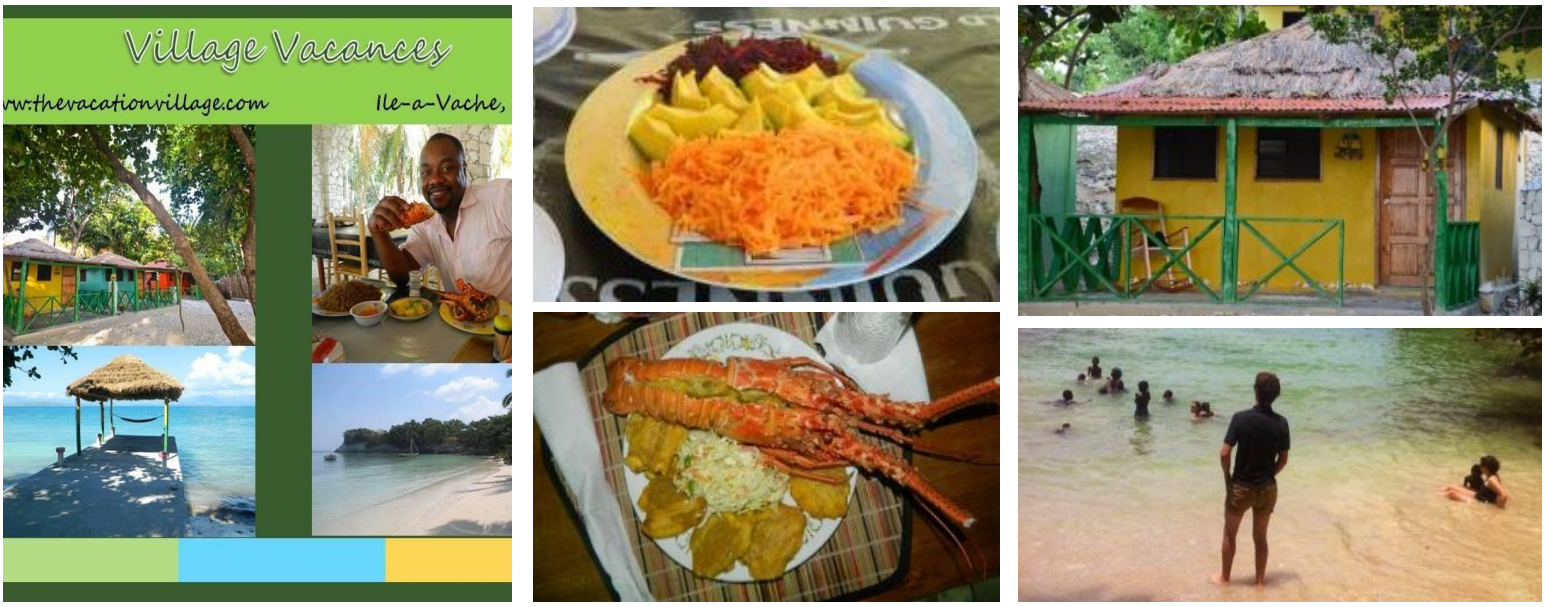


Photo 21. Prestation touristique de l'hôtel Village Vacances à l'Île-à-Vache **(Village Vacances)**

Village Vacances donne une portée départementale aux impacts de l'industrie touristique du PNN-IAV sur le département du Sud. En effet, cet hôtel a l'habitude de recevoir des étudiantes issues des écoles hôtelières du département en visite de

574 Chéry, D. (2014, 18 Mars). The fight for Haiti's Ile-a-Vache: an exclusive interview with Abaka Bay's Robert Dietrich. *News Junkie Post*. http://newsjunkiepost.com/2014/03/18/the-fight-for-haitis-ile-a-vache-an-exclusive-interview-with-abaka-bays-robert-dietrich/ (consulté le 9 Septembre 2024).

pratique. Il a organisé ses tarifs autour de la présence des enfants, probablement dans l'objectif de se démarquer de ses concurrents en attirant le marché de niche des familles et des couples en tourisme humanitaire auprès des orphelinats. Le coût du séjour est de l'ordre de : (i) 65 dollars US par personne par nuitée ; (ii) 45 dollars US par enfant de moins de 15 ans par nuitée ; (iii) gratuit par enfant de moins de 5 ans pour 1 adulte par nuitée[575]. Il inclut 3 repas par jour par personne. Village Vacances et ses 2 concurrents de Abaka Bay et Port Morgan sont les seuls établissements hôteliers alimentés en électricité 24/24 au PNN-IAV. À eux 3, ils ne combinent que 58 chambres standard.

Cuba et Guadeloupe ont comblé les efforts d'hébergement dans leurs parcs nationaux en même temps que les commodités d'accueil : (i) électricité permanente, (ii) réseau internet, (iii) climatisation/chauffage, (iv) douche et sanitaire à l'eau courante. À Cuba, 335 *casas particulares* de plus de 740 chambres de location touristique ont été recensées au Parc Cienaga de Zapata d'après l'Association France Amérique latine 33 (2018)[576]. En Guadeloupe, les communes de Deshaies et Sainte-Rose adjacentes à l'aire maritime du Parc national offrent 392 sur les 3 258 chambres de l'archipel - dépendances incluses (Insee, 2022). Les établissements Esprit Parc national de la Guadeloupe cohabitent avec une pléiade d'offres d'hébergements, à citer[577] :

- des auberges de jeunesse avec les communes de Deshaies et Saint-François contenant le plus d'établissements (31 et 64)[578] ;
- des terrains de camping dans 9 destinations dont celles de Deshaies et Pointe-Noire à proximité des cœurs de parc[579] ;
- des hôtels de 2 ou 3 étoiles à hauteur de 51 % de l'offre des chambres, 4 étoiles (16 %), 5 étoiles (2 %), non classés (31 %) (Insee, 2022) ;

575 The Vacation Village. *Hotel reservation*. https://thevacationvillage.com/reservation/ (consulté le 11 Septembre 2024).
576 FAL 33 (2020, 27 Février). *Cuba, Écotourisme dans la Ciénaga de Zapata*. https://www.fal33.org/cuba-matanzas-ecotourisme/ (consulté le 14 Septembre 2024).
577 Progedo-Adisp (2022). *Capacité des communes en hébergement touristique – 2022*. Données produites par l'INSEE localisées dans l'onglet Variables. https://data.progedo.fr/studies/doi/10.13144/lil-1514?tab=variables (consulté le 16 Septembre 2024).
578 Auberges de jeunesse (2024). *Auberges de jeunesse à Guadeloupe*. https://www.aubergesdejeunesse.com/Am%C3%A9rique+du+Nord/Guadeloupe (consulté le 16 Septembre 2024).
579 Camping Guadeloupe (2024). *Le Camping en Guadeloupe : Une Expérience Unique au Cœur des Caraïbes*. https://www.camping-guadeloupe.fr/ (consulté le 16 Septembre 2024).

- des villages vacances dont 47 inscrits sur le site cozycozy (adaptés aux familles et animaux, pourvus de piscines et de jacuzzis, des gammes de prix de moins de 100 à plus de 200 euros la nuitée)[580];
- des meublés de tourisme et hébergements assimilés[581] de 2 000 entreprises pour 7 000 lits de plus de 20 millions d'euros de chiffre d'affaire d'après la Fédération du tourisme de proximité et détentrices de labels (Clef Verte, Écolabel européen, Tourisme et handicap).

La Diaspora haïtienne du Sud a entamé d'autres investissements mieux acceptés par les populations locales de l'Île-à-Vache que le bras de force de 2014 de l'État central. La Fondation EDEM s'est jointe à la *Massachusetts's Phillips Academy* pour monter en 2010 un programme de microcrédit à destination des entrepreneurs indépendants. Les 10 000 dollars US collectés par la *Microcredit Initiative, Inc.* ont été gérés en toute autonomie par la *Kòdinasyon Fanm Sid* (KOFASI) jusqu'à ce que l'ouragan Mathew ait provoqué la perte de revenus des emprunteurs.euses. D'après les étudiants haïtiens Ancito Étienne et Katie Wesdyk de la *Harvard Kennedy School* (2021 : p. 23)[582], l'organisation de femmes KOFASI est parvenu à un exploit financier que l'institution reconnue *Fondasyon Kole Zepòl* (FONKOZE) n'a pas pu réaliser sur l'île : un modèle réussi d'Association Villageoise d'Épargne et de Crédit (AVEC). Il devra être repris avec des dispositifs de protection des fonds et de la clientèle pour sa pérennité. De tels dispositifs maintiendront le fonctionnement optimal de l'AVEC en cas d'occurrence d'évènements hydrométéorologiques extrêmes imputables aux changements climatiques.

La Fondation EDEM a mené les actions philanthropiques suivantes : (1) les banques locales de semences avec des enfants en soutien à l'agroforesterie locale ; (2) des collectes de fond pour la construction d'une académie de sport avec des instructeurs formés en collaboration avec la *Osaka Foundation* dans le Sud-Est ; (3) l'implantation de systèmes hydroponiques et d'une plantation agro-forestière. Une initiative de sauce piquante *Flanm* de la KOFASI soutenue par la Fondation et le Groupe de Développement de l'IAV a été décomptée en 2013 sans savoir si elle a pérennisé. Le projet phare de la Fondation EDEM demeure le Village pour l'Innovation, la Technologie, l'Éducation et le Sport (VITES). VITES se veut un centre de

580 Cozycozy (2024). *47 Villages vacances Guadeloupe et alentours*. https://www.cozycozy.com/fr/village-vacances-guadeloupe (consulté le 16 Septembre 2024).
581 Les meublés de tourisme sont en outre des gîtes, des villas, des appartements, des bungalows, des locations chez un particulier.
582 Étienne, A. et Wesdyk, K. (2021). *Development constraints & opportunities: Île-à-Vache, Haiti*. [Final work for a Master in Public Policy – Harvard Kennedy School]. 61 p. https://www.edem2.org/resource/iav_dev_const.pdf (consulté le 11 Septembre 2024).

développement touristique et communautaire de 1 200 m^2 (**Réf.** Photo 22) destiné à devenir un moteur économique, éducatif et culturel pour Île-à-Vache par :

- la mise en place de possibilités d'hospitalité, de recherche et de formation commerciale au profit des populations et des dirigeant.e.s locaux.les ;
- l'initiation aux technologies, au sport, à l'art et à la culture grâce à une galerie d'art et d'artisanat, un restaurant, un centre commercial, un centre de recherche ;
- la possibilité de pratiquer des activités culturelles et sportives sur un site extérieur tout au long de l'année[583].

Plan de masse du VITES

Bâtis du VITES construits par la Fondation EDEM

Photo 22. Concrétisation du Village pour l'Innovation, la Technologie, l'Éducation et le sport à l'Île-à-Vache **(EDEM Foundation)**

Depuis Mars 2023, le VITES compte : (1) un restaurant, (2) une salle de conférence et de technologie, (3) une salle de jeux, (4) un terrain de foot extérieur, (5) un salon de beauté et de coiffure, (6) une salle de spectacle, (7) une salle de couture où les couturiers confectionnent chaque année plus de 2 000 uniformes pour des élèves locaux[584]. Cette organisation à but non lucratif enregistrée aux États-Unis [501(c)3] et à l'IAV[585] impulse un partenariat public/privé générateur de 15 emplois stables et de plus de 50 emplois qualifiés temporaires en 2021[586]. Ses résultats incitent à des réflexions sur l'implication des populations dans le processus de développement local en appui aux efforts de la Mairie de l'IAV comme : l'initiative des 18

583 https://ile-a-vache.com/index.php/2016/04/15/neque-adipiscing-an-cursus/
584 Lucien, P. (2023, 22 Mars). VITES: The Village for Innovation, Technology, Education and Sport at Ile-a-Vache, by EDEM Foundation. *Publication Facebook*. https://www.facebook.com/share/p/XVijoc8QCvbnyXgE/
585 https://edem2.org/about/ (consulté le 11 Septembre 2024).
586 Lucien, P. (2022, 14 Janvier). EDEM FOUNDATION 2021 RECAP. *Publication Facebook*. https://www.facebook.com/share/p/wB18CU5JoAHHnC9h/ (consulté le 11 Septembre 2024).

maires du département du Sud sur le pacte d'intercommunalité et de gouvernance locale. La Fondation EDEM ambitionne de devenir aussi un incubateur de startups pour l'expansion des secteurs suivants à l'IAV :

- Tourisme : restauration, art et artisanat, guides touristiques, transport (moto-taxi), navigation de plaisance ;
- Alimentation/Emballage : transformation des fruits locaux et des ressources halieutiques ;
- Technologie/Énergie : énergie solaire, bornes de recharge solaires, scooters électriques, accès internet par satellite […][587].

La construction d'un centre de formations avancées dans le Parc national naturel de l'Île-à-Vache favorisera l'enseignement des métiers artisanaux et de la mer. Cette stratégie renforcera l'attractivité de l'île à l'échelle nationale. Un partenariat avec la Fondation EDEM est à envisager puisque que le VITES préconise une passerelle de transfert de technologies adaptables avec ses partenaires de la *US Naval Academy* et de la *Massachusetts Maritime Academy*. Entre 2019 et 2020, l'hôtel Port Morgan a été approché, selon son propriétaire, par une institution états-unienne désireuse de le louer pour ouvrir un centre local d'études maritimes. Le centre des métiers de la mer contribuera à accroître les 98 marins du pays pour une flotte nationale de 4 navires de taille minimale de 100 TJB en 2022[588]. À Cuba, ce nombre s'étend à 5 356 marins pour une flotte nationale de 64 navires la même année[589]. En Guadeloupe, il décompte 284 marins au 1er Janvier 2020 pour 48 navires armés au commerce au 19 Juillet 2019 (p. 11)[590].

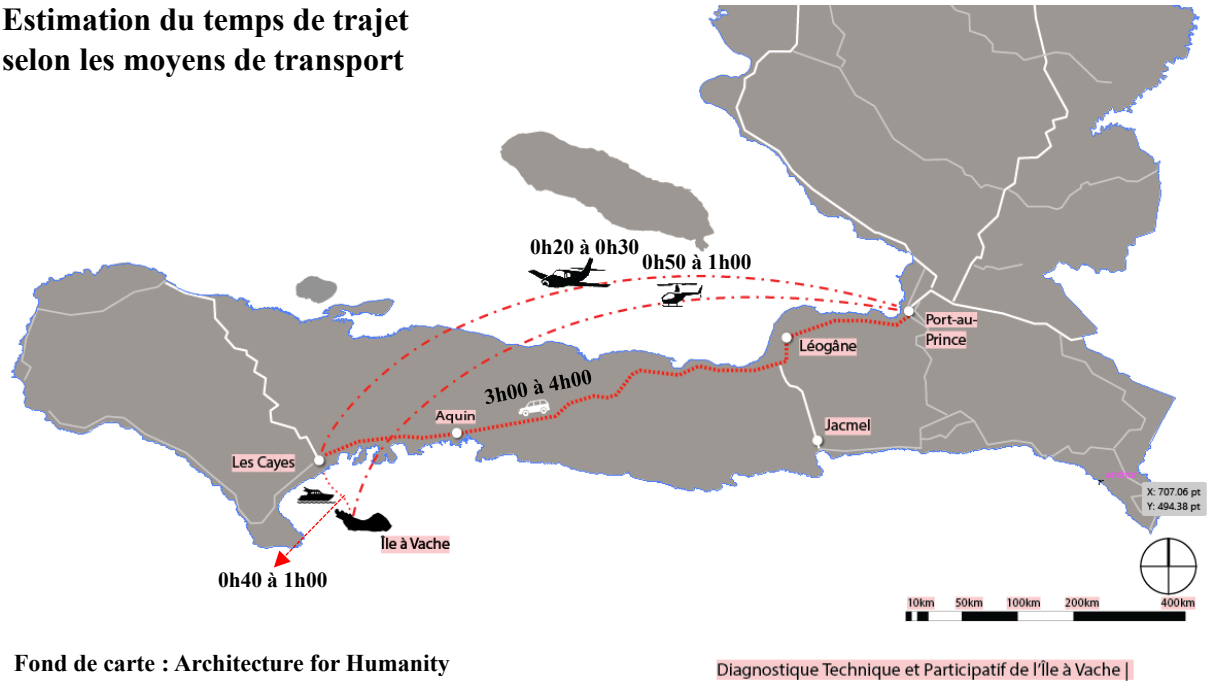
Un centre des métiers de la mer au PNN-IAV convergera vers les priorités d'éducation formulées par les populations locales. Lors des revendications de 2014, elles ont exprimé vouloir : « …une école pour la pêche, pour que les futurs pêcheurs apprennent le métier et acquièrent des connaissances pratiques ». Des études professionnelles sont essentielles, étant donné que les jeunes du PNN-IAV sont situés dans

587 https://edem2.org/vites/ (consulté le 11 Septembre 2024).
588 CNUCED (2024). *Profil maritime : Haïti*. https://unctadstat.unctad.org/CountryProfile/MaritimeProfile/fr-FR/332/index.html (consulté le 13 Septembre 2024).
589 CNUCED (2024). *Profil maritime : Cuba*. https://unctadstat.unctad.org/CountryProfile/MaritimeProfile/fr-FR/192/index.html (consulté le 13 Septembre 2024).
590 DM-Guadeloupe (2020). *Monographie maritime des Îles de Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy*. 63 p. https://www.dm.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/monographie_maritime_guadeloupe_vf.pdf (consulté le 13 Septembre 2024).

un des 5 départements au plus faible taux de réussite (39,54 %)[591] au baccalauréat en 2023. En s'appuyant sur les assertions de 2014, « Ce qui serait vraiment utile [d'après les populations locales] serait une école de pêche et une école d'agriculture pour perpétuer la vocation de l'île et offrir de la formation pertinente ». Les populations locales ont rejeté la proposition du gouvernement des campagnes d'alphabétisation et de l'augmentation des plus de 25 écoles existantes.

5.3. Un transport à adapter dans les parcs nationaux en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe

Les enquêtes de terrain ont relevé 2 types de transport au sein du Parc National Naturel de l'Île-à-Vache : (1) le transport intra-insulaire/intérieur à pied, à moto, par bateau ; (2) le transport intra-départemental/extérieur à l'égard d'une insertion géographique relative dans le département du Sud, considérant que l'île adjacente ne dispose d'aucune desserte aérienne publique (**Réf.** Carte 31).



Carte 31. Surinsularité de l'Île-à-Vache dans le système de transport haïtien **(Pierre, 2024)**

591 André, B. M. (2023, 27 Octobre). Éducation en Haïti : Les résultats du baccalauréat révèlent des défis persistants et exigent des réformes urgentes. *Le Scientifique*. https://lescientifique.org/education-en-haiti-les-resultats-du-baccalaureat-revelent-des-defis-persistants-et-exigent-des-reformes-urgentes (consulté le 12 Septembre 2024).

Le transport intra-insulaire est lié aux multiples activités identifiées auprès des populations locales dans une logique de mobilité à taille humaine sur une île adjacente en ségrégation spatiale. Il se veut sobre en consommation d'énergie fossile puisque l'IAV ne possède pas de pompe à essence, ni pour le consommateur régulier dans ses usages domestiques, ni pour des marins pêcheurs[592] et capitaines de bateau qui pourraient bénéficier de détaxe comme dans le Parc national de la Guadeloupe[593]. Partant de ce constat, IAV est dépourvue de transport public groupé par voie terrestre. La marche et les bateaux *peyi* sont les moyens privilégiés de déplacement, sachant que l'île ne communique pas d'est en ouest. Ils sont suivis par une mototaxi payante à partir de laquelle des distances sont couvertes rapidement pour les passagers et les sacs d'épicerie. D'après la journaliste Lestania Hevald (2024)[594] :

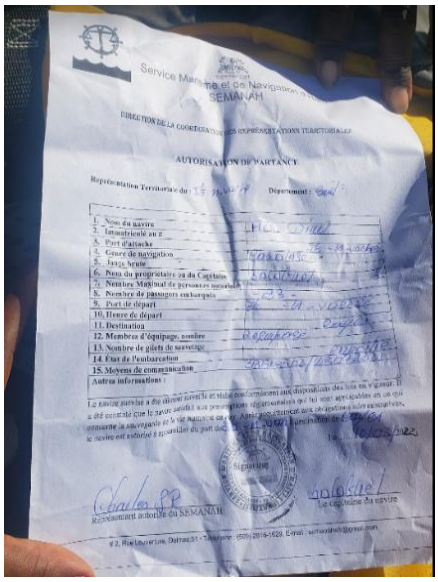
> « En Haïti, les routes sont fréquemment en mauvais état, particulièrement en dehors des grands axes urbains. Les motos, grâce à leur taille compacte et leur agilité, parviennent à naviguer facilement à travers les embouteillages, les nids-de-poule et les chemins de terre, là où les voitures et les transports en commun peinent à passer ».

Elles sont particulièrement sollicitées lors des pénuries de carburant dues au blocage des terminaux de stockage par les gangs armés. Bien qu'il soit responsable de 54 % des accidents de la voie publique d'après l'organisation *Zepòl* (2023)[595], ce mode de transport est une tradition installée dans le Sud dès les années 90[596]. C'est la raison pour laquelle la ville des Cayes compte les premières Haïtiennes conductrices de moto. À l'inverse du PNN-IAV, la démocratisation de la mototaxi[597] a déjà remplacé les animaux de trait consacrés au transport des produits agricoles dans d'autres localités rurales du pays.

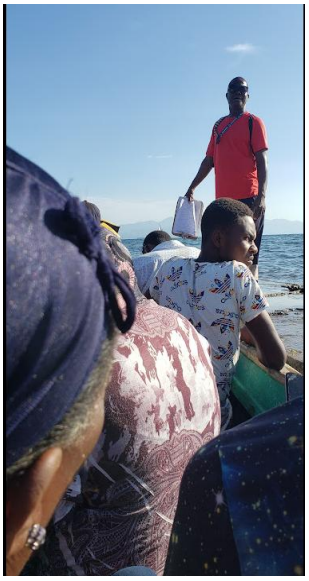
Le transport intra-départemental/extérieur du Parc national naturel de NN-IAV s'effectue sous la coordination du Service Maritime et de Navigation d'Haïti

592 D'après l'Institut d'Émission des Départements d'Outre-Mer (2021), ils ont même réussi à obtenir une aide de l'état sur la consommation de carburant entre Mars et Juillet 2022 en compensation de l'impact de la guerre de l'Ukraine sur le secteur.
593 Horne, C. et Fadel, N. (2024, 6 Mai). Hausse des prix des carburants détaxés : un syndicat d'artisans pêcheurs tire la sonnette d'alarme. *Guadeloupe 1ere*. https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/hausse-des-prix-des-carburants-detaxes-un-syndicat-d-artisans-pecheurs-tire-la-sonnette-d-alarme-1486124.html (consulté le 28 Août 2024).
594 Hevald, L. (2024, 16 Août). Haïti : que faire des moto-taxis? *HaitiExpress*. https://www.haitiexpress.net/2024/08/16/haiti-que-faire-des-moto-taxis/ (consulté le 11 Septembre 2024).
595 Rezo Nòdwès (2023, 22 Juillet). *Zepòl Ayiti : les motos sont impliquées dans 54 % des accidents de la route*. https://rezonodwes.com/?p=315933#:~:text=Cette%20r%C3%A9alit%C3%A9%20r%C3%A9sulte%20d'une,Ha%C3%AFti%20impliquent%20des%20motos%2Dtaxis. (consulté le 11 Septembre 2024).
596 MINUSTAH (2016, 7 Avril). *Cayes : la mototaxi, au-delà des saisons*. https://minustah.unmissions.org/cayes-la-mototaxi-au-del%C3%A0-des-saisons (consulté le 11 Septembre 2024).
597 Les chauffeurs ne sont pas forcément propriétaires. La moto peut être louée sur la base d'un montant fixe à verser chaque jour au/à la propriétaire. Elle peut être cédée au chauffeur sur la base d'un contrat de crédit avec le/la propriétaire à honorer entre 8 et 12 mois avant prise de possession.

(SEMANAH). 2 de ses agents territoriaux sont très actifs sur le quai public de Madame Bernard séparé de la ville des Cayes par près de 19 km à vol d'oiseau (**Réf.** Photo 23).



Autorisation de partance


Vérificateur attitré

Couvertures étanches

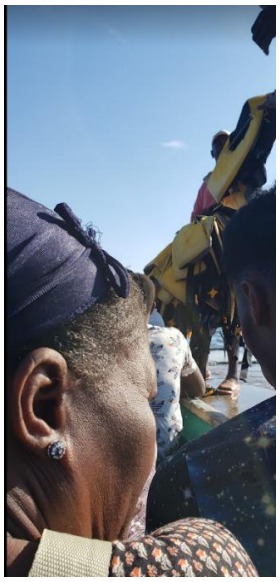

Gilets de sauvetage

Photo 23. Pratiques de partance instaurées par le Service de Maritime et de Navigation d'Haïti dans le Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Pierre, 2022)**

Ils vérifient systématiquement tous les bateaux de transport public en partance des Cayes : soit autour de 5 départs officiels par jour et le double les 2 jours de marchés pour 1 h de trajet. Leur travail consiste à enregistrer les informations suivantes :

- Nom du bateau qui prévaut face à l'absence d'immatriculation officielle pour les embarcations ;
- Genre de navigation, le cabotage, vu que les embarcations des pêcheurs et les navires de plaisance ne sont pas contrôlés à Madame Bernard ;
- Nom du propriétaire ou du capitaine, sachant que les hommes capitaines peuvent être propriétaires de leurs embarcations ou conduire des embarcations appartenant aux femmes *amatè*[598] (armateurs en Français). Les femmes ne sont pas très impliquées dans les métiers de la mer dans les 3 îles en étude s'il s'avère qu'elles ne représentent que 1,2 % de la main-d'œuvre mondiale des gens de mer

598 Ces femmes *amatè* peuvent être : (i) des commerçantes avec un important pouvoir d'achat comme les *Madan Sara*, (ii) des héritières directes de mari ou père défunts à avoir été propriétaire de bateau.

(2021)[599]. Aucune femme capitaine n'a été recensée au PNN-IAV. Cuba, premier territoire côtier de la Caraïbe insulaire et membre du *Red de Autoridades Marítimas de Mujeres de Latinoamérica y el Caribe*[600], ne renferme qu'une seule femme pilote maritime en 2022 : Tamara Cobas Columbié, pressentie « *futura Capitana de la marina mercante* »[601]. Guadeloupe a connu sa première femme pilote maritime en 2014, aussi première d'Outre-Mer et seconde à l'échelle de la France : Véronique Seremes[602].

- Nombre de passagers, dans une généralisation sans distinguer les femmes, des hommes, et des enfants.
- Port de départ, Île-à-Vache, plus précisément le wharf de Madame Bernard. Ni les petits ports de pêche, ni la marina de Kakòk ne sont considérés.
- Destination, les Cayes pour le transport public groupé, sachant que les îlets de l'Île-à-Vache, Saint-Jean du Sud, la Baie Dumesle sont des destinations principalement recherchées par les pêcheurs.
- Membres d'équipage, généralement 2 hommes : (1) le capitaine près du moteur à l'arrière, (2) le matelot à l'avant. Le matelot est surnommé « nen bato a[603] » étant donné qu'il a la responsabilité d'identifier des trajets libres de tous radeaux de sargasses.
- État de l'embarcation, en fonction de la flottabilité et de l'étanchéité de l'embarcation
- Moyens de communication, des numéros de téléphone accessibles dans la mesure où les embarcations ne sont pas équipées de radios de communication.

L'autorisation de partance délivrée au Capitaine est signée et authentifié du sceau du SEMANAH dans les 2 sens de départ et d'arrivée à l'IAV en contrepartie des acquittements versés. Il s'agit maintenant de se questionner sur la gestion des liquidités collectées par les représentants territoriaux du SEMANAH qui n'ont même pas un abri pour travailler. Les différentes étapes du trajet à partir de l'Île-à-Vache se trouvent dans la figure de la page suivante (**Réf.** Photo 24).

599 D'après le *Seafarer Workforce Report* (2021) publié par BIMCO et l'ICS sur les effectifs de gens de mer.
600 Barbosa, N. (2022, 18 Octobre). Mujeres cubanas marítimas y portuarias por su reivindicación profesional. *Excelencias del Motor*. https://www.excelenciasdelmotor.com/carga-y-pasaje/maritimo/mujeres-cubanas-maritimas-y-portuarias-por-su-reivindicacion-profesional (consulté le 13 Septembre 2024).
601 González, A. M. (2023, 14 Juin). La futura Capitana de la Marina Mercante. *Portal Cuba.cu*. http://www.cuba.cu/sociedad/2023-06-14/la-futura-capitana-de-la-marina-mercante/63129 (consulté le 13 Septembre 2024).
602 Le Marin (2014, 29 Septembre). *La seconde femme pilote en France exerce en Martinique*. https://lemarin.ouest-france.fr/shipping/la-seconde-femme-pilote-en-france-exerce-en-martinique-0a269ea4-0e3d-457b-9677-fb64a855bace (consulté le 13 Septembre 2024).
603 Traduit du créole haïtien en français par nez du bateau.

Photo 24. Conditions du cabotage maritime entre le Parc national naturel de l'Île-à-Vache et les Cayes **(Pierre, WFP. Logistics Cluster)**

Des gilets de sauvetage, bien qu'en nombre réduit, et des couvertures étanches de protection contre les flots et/ou le soleil ont été disponibles sur toutes les embarcations enregistrées à partir de et vers Madame Bernard. Toutefois, l'autorisation laisse entrevoir un État complaisant par rapport à la circulation d'embarcations irrégulières au sein du PNN-IAV : sans immatriculation, sans radio, sans le nombre règlementaire de gilets. Cette négligence s'étend à l'ensemble du territoire et atteste de 9 accidents en mer cumulant près de 10 mort.e.s et plus de 20 survivant.e.s pour la période d'Octobre 2022 à Juin 2023[604]. Les paramètres de l'autorisation de partance doivent être adaptés aux embarcations artisanales de tonnage modeste pour un indicateur de taille différent de celui de la jauge brute, ou un type de bateau relevant du voilier potentiellement mixte, des yachts et des navires en acier relevés dans le Parc.

Dans la liste des défis internes de l'institution publique, le Directeur Général du SEMANAH sous la tutelle du Ministère des travaux publics, du transport et des communications a admis les nécessités suivantes : « la formation des représentants, la modernisation du système de cabotage, le renforcement du système de surveillance maritime, l'automatisation du rôle des garde-côtes, l'application des exigences de voyage »[605]. En retour, le Directeur Général de l'APN entend relancer le cabotage haïtien avec le support de la BID en passant par l'amélioration des ressources et des infrastructures existantes[606]. Les voies maritimes ont été édifiées en alternative de circulation des personnes et des marchandises par rapport à la prolifération des groupes armés dans l'Aire métropolitaine de Port-au-Prince. L'APN est sous la tutelle du Ministère de l'Économie qui partage l'organisation du cabotage avec le Ministère des travaux publics, en plus de la gestion du domaine public du littoral.

D'après les résultats de l'atelier de Septembre 2022, le transport intra-départemental/extérieur du PNN-IAV a lieu avec le département du Sud pour des motifs de : (1) visite aux autres membre de la famille ; (2) tourisme ordinaire (loisir balnéaire dans les villes côtières, court séjour dans des lieux de villégiature) ; (3) universalité d'accès aux services bancaires : transaction avec livret, encaissement de chèque ; (4) approvisionnement en médicaments, poulets réfrigérés et bovins vivants destinés à la consommation, produits manufacturés (boissons gazeuses, produits

604 Legrand, J. (2023, 27 Octobre). Insécurité et corruption gangrènent la régulation du trafic maritime en Haïti. *Ayibopost*. https://ayibopost.com/insecurite-et-corruption-gangrenent-la-regulation-du-trafic-maritime-en-haiti/ (consulté le 28 Août 2024).
605 Rezo Nòdwès (2021, 11 Novembre). *Éric Prévost Junior se met à l'écoute des représentants territoriaux du SEMANAH*. https://rezonodwes.com/?p=258681& (consulté le 28 Août 2024).
606 Bazile, E. K. (2023, 21 Décembre). L'APN se met au défi de relancer le cabotage. *Le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/246023/lapn-se-met-au-defi-de-relancer-le-cabotage (consulté le 28 Août 2024).

cosmétiques, vêtements) ; (5) vente de produits agricoles et ressources halieutiques au marché ; (6) participation aux évènements festifs (mariage, fête patronale) et formations avancées ; (7) déplacement professionnel (réparation électrique, supervision pédagogique, réunion des sociétaires de mutuelles). Dès lors, ce type de transport est lié aux activités sociales, de vente et de ravitaillement venant combler les manques associés à l'île à l'échelle du département. Il laisse entrevoir des opportunités/nécessités d'investissement relatives à l'implantation :

- d'une banque commerciale en complément de la caisse populaire existante et d'une maison de transfert de fonds internationaux au service de particuliers intégrés dans la modernité ;
- d'une pharmacie et d'un dépôt de produits manufacturés au service des détaillants en guise des particuliers pour ne pas déstabiliser le commerce local ;
- d'une route de jonction des 26 localités de l'IAV entre elles pour un déplacement affranchi des saisonnalités ;
- d'un centre de formations avancées au service des élèves, bacheliers et adultes pour une rétention en soutien au développement rural.

Pendant que le Parc national naturel de l'Île-à-Vache se cherche une vocation marine, le Parc Cienaga de Zapata a endossé une vocation écologique en établissant 8 *estaciones de manejo* dans le suivi de ces écosystèmes, dont 3 en zone côtière : *Salina*s, *San Lázaro*, *R.F. Bermejas*. En Guadeloupe, la ville de Sainte-Rose signataire de la charte d'adhésion du Parc a entrepris en 2023 des initiatives de croissance bleue différentes des activités traditionnelles de croisière et du port Guadeloupe Caraïbe :

- le lancement du projet « Parrainage autour des métiers de la mer » avec le soutien de la Fondation du Crédit Agricole et les communications du projet « Insertion nautique » sur les difficultés des parcours des professionnels de la mer durant son Village des métiers de la mer[607] ;
- le Village de la biodiversité avec les acteurs du développement durable en vue d'une prise de conscience générale et de la responsabilisation de la nouvelle génération par le biais d'un programme : (i) d'interventions des acteurs

607 Association Nautic Nord Basse Terre (2023). *Village des métiers de la mer*. https://www.fetedelamer-nbt.com/village-des-metiers-de-la-mer/ (consulté le 12 Septembre 2024).

institutionnels de la transition écologique, (ii) de zone de shopping écoresponsable, (iii) de quartier pédagogique des alternatives[608] ;

- le Grand Prix de voile traditionnelle du Nord Basse Terre, sur une initiative de l'association Nautik Nord Basse Terre en collaboration avec la Classe des canots saintois à voile de Guadeloupe et de la ligue guadeloupéenne de voile[609] ;
- l'engagement de la commune dans le programme « Villes & Territoires Bleus d'Avenir » tourné vers : (i) un investissement favorable à la cohésion sociale et territoriale ; (ii) la mise en écotourisme du patrimoine naturel et culturel ; (iii) l'expérimentation « Territoires Zéro chômeur longue durée »[610] ;
- l'inauguration de la base nautique de 650 m^2 de Sainte-Rose[611] pour les jeunes d'une commune impliquée dans : (i) la requalification de son territoire par une réponse sportive et culturelle ; (ii) la création de pôle d'attractivité dans le centre-bourg ; (iii) le développement de la filière professionnelle de nautisme en lien avec le tourisme[612].

Après le transport intra-insulaire/intérieur et intra-départemental/extérieur, un 3eme type de transport vers le PNN-IAV a été considéré. L'alternative du passage en mer à partir de Port-au-Prince a été examinée devant de l'inaccessibilité de l'AMP à partir de la capitale de Port-au-Prince. Un 1er trajet de 12 mn a relié le port de Port-au-Prince au port privé de Bizoton de la péninsule Sud distant de 5 km. Néanmoins, le Directeur général du SEMANAH a divulgué : « Au cours des derniers mois, les pirates ont lancé de multiples offensives contre les voiliers assurant le cabotage »[613]. Le Coordonnateur des représentations territoriales du SEMANAH a admis : « L'institution ne dispose pas d'un bras armé, il incombe au service de Garde-Côte de prendre ses responsabilités », tandis que l'Inspecteur des garde-côtes a imputé son incapacité au manque persistant de carburant, à la défectuosité des bateaux de patrouille[614]. Devant l'impuissance de l'appareil répressif de l'État, les membres des

608 Association Nautic Nord Basse Terre (2023). *Village du développement durable et de la biodiversité*. https://www.fetedelamer-nbt.com/biodiversite/ (consulté le 12 Septembre 2024).
609 Association Nautic Nord Basse Terre (2023). *Compétition de voile en Guadeloupe*. https://www.fetedelamer-nbt.com/competition-de-voile/ (consulté le 12 Septembre 2024).
610 SCIC OdysSEA (2024). *Un projet de territoire intégré et durable pour Sainte-Rose, Ville Bleue d'Avenir*. https://www.villes-bleues-avenir.org/actualites/un-projet-de-territoire-integre-et-durable-pour-sainte-rose-ville-bleue-davenir/ (consulté le 12 Septembre 2024).
611 2,6 millions d'euros ont été investis : 0,45 de la Région Guadeloupe, 1,9 du FEDER/UE.
612 SEMSAMAR (2023, 19 Août). *Inauguration de la base nautique de Sainte-Rose*. https://semsamar.fr/actualites/inauguration-de-la-base-nautique-de-sainte-rose/ (consulté le 12 Septembre 2024).
613 Radio Métropole Haïti (2023, 28 Juin). *Les voiliers sont attaqués par des bandits*. https://metropole.ht/les-voiliers-sont-attaques-par-des-bandits/ (consulté le 9 Septembre 2024).
614 Norestyl, J. W. (2023, 16 Août). Les gangs multiplient les attaques contre les bateaux au large de Port-au-Prince. *Ayibopost*. https://ayibopost.com/les-gangs-multiplient-les-attaques-contre-les-bateaux-au-large-de-port-au-prince/ (consulté le 9 Septembre 2024).

gangs armés, auteurs d'enlèvements autant sur la voie maritime que sur la voie terrestre, se sont transformés en pirates des mers. Par conséquent, un 2eme trajet a relié le port de Port-au-Prince à un autre port de la péninsule sud distant de 79 km, celui de Miragoâne. Les proches des voyageurs qui ont quand même emprunté cette voie (**Réf.** Photo 25) ont eu à témoigner :

> « Mon frère Frantz vient de m'appeler. Il est sur un bateau qui devrait le laisser à Miragoâne où il prendrait un tap-tap jusqu'à Carrefour Dufort où il prendrait un second tap-tap pour se rendre à Jacmel. Hier soir, il a dormi sur le quai en attendant le départ du bateau à 4h de l'après-midi du jour suivant. Le voyage par bateau devrait durer de 7 à 8 heures mais, l'embarcation est tombée en panne en pleine mer et il n'y a pas une goutte d'eau à bord. J'ai essayé de le réconforter et puis n'ayant plus rien à faire, j'ai récité un Notre Père » (Large, 2024)[615].

Photo 25. Conditions de la traversée maritime en direction de la péninsule Sud **(Large, Pierre)**

Pour avoir emprunté le trajet par bateau d'Août à Septembre 2023, les armateurs du secteur privé haïtien ne perçoivent pas de frais auprès des passagers insérés en même temps que les convois de marchandise. Les bénéficiaires sont des personnes dotées de référence signifiées à l'armateur et des personnes de l'administration publique munies de leur badge. À cette époque, le point d'embarquement de l'APN a été accessible autrement qu'en compagnie des véhicules blindés de la

615 https://www.facebook.com/share/p/YBVedyw1gWwHLvYi/ (consulté le 11 Septembre 2024).

Police. Et, le point de débarquement du port de Khawly à Bizoton a été libre du cantonnement des gangs armés. Quoique la gratuité a prévalu pour les personnes, la traversée de 12 mn a coûté 600 dollars US aux véhicules privés, et au minimum 1 000 dollars US aux camions de marchandises à partir de 6 roues. Parallèlement, les voies terrestres pour se rendre dans le Sud sont impraticable aux particuliers. Les valeureux usagers de chauffeurs de bus doivent pourvoir aux 6 postes de péage des gangs armés sur les près de 25 km entre la route des Rails et Mariani. De plus, le syndicaliste de transport Jacques Anderson Deroches a eu à dénoncer des tarifs doublés à partir d'Août 2024[616].

La ville de Jacmel (Sud-Est) est prise en exemple en plus de celle des Cayes pour l'Île-à-Vache afin de démontrer les répercussions sur le prix des places de bus. Avant l'emprise des gangs armés, le trajet vers Jacmel (Sud-Est) a coûté 125 gourdes ~ 0,86 euros par personne en 2018. Avec les postes de péage au tarif initial de 25 000 gourdes ~ 172 euros, le trajet a coûté 1 250 gourdes ~ 8,6 euros par personne en 2023 : soit 10 fois le prix antérieur. Ce tarif initial est passé à 50 000 gourdes ~ 344 euros, combien coûtera désormais le trajet emprunté autant par les personnes, les marchandises, les médicaments pour se rendre dans le Sud (Jacmel, Cayes) ? En 2018, le trajet Port-au-Prince/Cayes a été de 10 dollars US ~ 9 euros par personne en bus climatisé[617]. Pour les mêmes raisons de péage, il est passé à 2 500 gourdes[618] ~ 17,2 euros en 2023 : soit 1,9 fois le prix antérieur. Juste avant les déclarations d'Août 2024 du syndicaliste, le tarif a augmenté à 3 500 gourdes[619] ~ 24 euros (**Réf.** Photo 26).

L'achat des billets d'avion vers le Sud est l'alternative la plus sécuritaire, mis à part le service à la clientèle défaillant de la compagnie en charge des vols régionaux à destination de la péninsule Sud. Le trajet de près de 160 km relie Port-au-Prince à la ville des Cayes voisine de l'Île-à-Vache.

616 Vant Bèf Info (2024, 16 Août). *Les tarifs des péages doublés dans les zones contrôlées par les gangs, alerte Jacques Anderson Deroshes*. https://vantbefinfo.com/les-tarifs-des-peages-doubles-dans-les-zones-controlees-par-les-gangs-alerte-jacques-anderson-deroshes/ (consulté le 9 Septembre 2024).
617 Dans les minibus de 9 places rentabilisés à 14 places sans air conditionné, le trajet a été de 515 gourdes ~ 3,5 euros par personne en 2018.
618 Vant Bèf Info (2023, 12 Avril). *Haïti : En moins d'un an, le prix du transport Cayes/Port-au-Prince a quintuplé*. https://vantbefinfo.com/haiti-en-moins-dun-an-le-prix-du-transport-cayes-port-au-prince-a-quintuple/ (consulté le 10 Septembre 2024).
619 Camilien, P. (2024, 17 Juin). Le billet Port-au-Prince-Cayes passe à 3500 gourdes pour répondre à l'augmentation des tarifs de péage des gangs. *La loi de ma bouche*. https://laloidemabouche.ht/2024/06/17/le-billet-port-au-prince-cayes-passe-a-3500-gourdes-pour-repondre-a-laugmentation-des-tarifs-de-peage-des-gangs/ (consulté le 10 Septembre 2024).

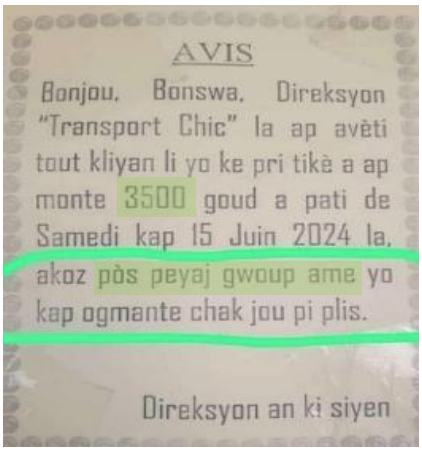


Photo 26. Annonce officielle de l'augmentation du prix des places de bus en direction des Cayes à cause des postes de péage des groupes armés **(Camilien, 2024)**

L'augmentation de la demande a certes, occasionné la création des compagnies Haïti Aéro Solution laissée sans référence internet et Helicopter Charter PS aux côtés de la traditionnelle compagnie Sunrise (**Réf.** Photo 27). Ce marché aérien est partagé entre les « oligarques » et des États-Uniens[620]. Néanmoins, le prix du billet est un second facteur limitant : minimum de 300 dollars US ~ 272 euros (aller-retour) par personne pour un vol charter de 20 mn en direction de l'aéroport Antoine Simon des Cayes contre 48 euros des 7 heures de route aller-retour en bus climatisé. Ses 272 euros ont été le coût des vols aller-retour de 90 mn Port-au-Prince/Miami avant le programme du *Humanitarian Parole*[621] dans lequel 120 000 Haïtiens sont bénéficiaires au 10 Janvier 2024 contre 600 000 demandes en attente[622]. Il subsiste l'opportunité du Service Aérien Humanitaire des Nations Unies (UNHAS). Ces vols sont réservés aux employés : (i) des Nations Unies, (ii) des ONG et associations locales accréditées auprès du système des Nations Unies en Haïti. Tout d'abord gratuit, la pression de la demande pour cause d'insécurité a provoqué des frais de 25 USD par vol et une disponibilité restreinte de vols pour les structures locales. À cela, il faudra ajouter des annulations de date de déplacement à la moindre notice du système des Nations Unies.

620 Helicopter Charter PS (2024). *À propos*. https://www.helicoptercharterps.com/about (consulté le 11 Septembre 2024).
621 Programme migratoire initié par le Président états-unien Joe Biden ciblant des citoyens de Cuba, Haïti, Nicaragua et Venezuela.
622 Pierre Louis, G. (2024, 10 janvier). Programme migratoire Biden : environ 120 000 Haïtiens approuvés. *Le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/246264/programme-migratoire-biden-environ-120-000-haitiens-approuves (consulté le 10 Septembre 2024).

Photo 27. Compagnies aériennes desservant les voies d'accès au plus proche du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Pierre, Helicopter Charter PS, Sunrise)**

Quel que soit la voie choisie, le montant stationnaire du trajet bateau Cayes/Île-à-Vache de 1 000 gourdes ~ 6,9 euros par personne pour 1 h est à incorporer. Le visiteur devra prévoir 100 gourdes ~ 0,7 euros supplémentaires étant donné que l'accès au bateau de partance est indirect. Des hommes transportent les passagers sur leur dos dans un premier bateau proche du quai sans ponton des Cayes et jonché d'immondice. Ce premier bateau se rapproche du second au large en attente de l'autorisation de départ du SEMANAH. La vingtaine de passagers y est transférée sans se tremper. Cette stratégie permet aux conducteurs de bateau des Cayes de

bénéficier du cabotage de l'Île-à-Vache à chaque traversée. Un autre quai réservé aux bateaux à faible tirant d'eau[623] et aux bateaux de tourisme se distingue par son ponton en béton armé. Il a été utilisé par les principaux hôtels de plage de l'IAV du temps de leur fonctionnement. À cause des désagréments de tarifs prohibitifs, de trajets segmentés et inconfortables, de conditions d'insécurité, les opérateur.trice.s touristiques et les visiteur.euse.s ne se rendent presque plus au PNN-IAV à moins de résider ou de travailler dans le Sud. Le Groupe d'Appui et de Réflexion sur le Tourisme Haïtien (GARTH) dira : « Tant que dure ce climat de terreur en Haïti, le développement du tourisme passera pour une vanité »[624]. Certaines ONG comme la Helvetas ont dû déplacer leurs bureaux opérationnels dans la région dans le but de s'affranchir des contraintes de transport du personnel.

Le Parc national Cienaga de Zapata est desservi par un transport en commun à partir d'une route nationale. Ces infrastructures sont de la responsabilité du Gouvernement provincial de Matanzas. La blogueuse Sandy (2021, 2 Mars)[625] a néanmoins rapporté que le parc est traversé par une route dans la trajectoire de migration terre-mer-terre de crabes toxiques. Leur traversée en masse pendant la période reproduction génère des accidents à cause du contact des roues des véhicules avec leur carapace glissante (**Réf.** Photo 28).

Photo 28. Traversée de la route du Parc Ciénaga de Zapata par des crabes **(Meneghini Reuters)**

623 D'après les riverains du quai, ces bateaux équipés de moteur hors-bord servent à décharger les plus gros navires de ciment en provenance de la République Dominicaine et de la Jamaïque.
624 Vant Bèf Info (2021, 27 Septembre). *Haïti/Tourisme:Relance du tourisme dans le grand Sud : un défi à relever selon le GARTH*. https://vantbefinfo.com/haiti-tourismerelance-du-tourisme-dans-le-grand-sud-un-defi-a-relever-selon-le-garth/ (consulté le 10 Septembre 2024).
625 Sandy (2021, 2 Mars). Cienaga de Zapata, la faune et la flore endémiques de Cuba. *Born to explore*. https://sandyborntoexplore.wordpress.com/2021/03/02/cienaga-de-zapata-la-faune-et-la-flore-endemiques-de-cuba/ (consulté le 30 Septembre 2024).

Les touristes préfèrent généralement prendre les services d'une agence, transport et nourriture inclus, pour la visite. Il est possible de venir avec un véhicule loué. Il faudra tout de même encore prévoir l'accompagnement d'un guide exigé par la règlementation. Le Parc national de la Guadeloupe étant inscrit dans un projet de territoire, la plupart de ses sites sont accessibles en transport en commun. Cependant, le réseau régional de transport interurbain de la Guadeloupe est peu fiable malgré ses tarifs avantageux et la gentillesse de ses conducteur.trice.s. L'enquête de terrain de 2022 a confirmé des horaires aléatoires amplifiés en fin de semaine et une disponibilité de bus exclusivement en journée. La plupart des touristes choisisse la location de véhicules ou l'usage de taxis pour toutes ces raisons.

Dans le Chapitre 5 ont été décryptées les activités sociales du Parc national naturel de l'Île-à-Vache en association avec le Parc Ciénaga de Zapata de Cuba et le Parc national de la Guadeloupe. Les analyses ont démontré l'écart à combler par Haïti en tenant compte des stratégies de *natura y tradiciones* de Cuba ou de *nati é kilti* de Guadeloupe. Le Chapitre 6 démontrera les activités économiques dans le Parc national naturel de l'Île-à-Vache parallèlement à celles générées par le Parc national Ciénaga de Zapata et le Parc national de la Guadeloupe.

Chapitre 6 : Des parcs nationaux dans les économies locales en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe

Le PNN-IAV renferme des activités économiques typiques des milieux ruraux haïtiens adossés à la mer des Caraïbes. Ce sont :

- une pêche artisanale pratiquée par 2 178 pêcheurs pour une flotte de 771 bateaux *peyi* répartis entre les 22 points de débarquement[626] de l'IAV, contre les 1 036 marins pêcheurs pour une flotte de 539 navires actifs[627] repartis entre 10 ports de pêche en Guadeloupe en 2018 (**Réf.** Photo 29)[628] ;

Photo 29. Dynamiques de la pêche artisanale dans les points d'embarquement du Parc national naturel de l'Île-à-Vache et dans le port de Sainte-Rose du Parc national de la Guadeloupe **(Clerici[629], Leclerc[630])**

626 HAÏTISTATAGRI (2018*). Listes des ports recensés*. https://haitistatagri.com/tableau.php (consulté le 12 Septembre 2024).
627 72 % de ses navires ont plus de 7 m de longueur.
628 D'après l'Enquête pour la production de données économiques dans le secteur des pêches maritimes 2021-2025
629 Clerici, C. (2016, 15 Janvier). Haïti, six ans après (3/4) Île-à-Vache, la nouvelle Punta Cana des Caraïbes ? *Libération*. https://www.liberation.fr/planete/2016/01/15/ile-a-vache-la-nouvelle-punta-cana-des-caraibes_1426607/ (consulté le 17 Septembre 2024).
630 Leclerc, M.-E. (2019, 14 Septembre). À la découverte de Sainte Rose, en Guadeloupe. *Blog De quoi je me M.E.L.* https://www.michel-edouard-leclerc.com/categorie/societe/bloc-notes/la-decouverte-de-sainte-rose-en-guadeloupe (consulté le 12 Septembre 2024).

- une agriculture de subsistance implantée sur 52 à 66 % de la superficie de la commune[631] ;
- un élevage d'un effectif de 7 500 à 18 000[632] animaux[633].

Les travaux de *Architecture for Humanity* y adjoindront une activité additionnelle : (4) le commerce, « auto-organisé » à hauteur de 60 % par les populations locales au lieu de l'attribut dépréciatif et occidentalo-centré d'« informel » (2013 : p. 137)[634]. Combinés aux entretiens et observations de Septembre 2022, ils ont révélé :

- un commerce local situé majoritairement au niveau de Madame Bernard (centre des affaires) et le long de l'axe Dentelle-la Fortune-la Fortune Est (commerce de détail) ;
- un commerce départemental pour des activités de vente et d'approvisionnement localisées dans les principaux marchés du Sud et calquées sur les activités de transport des 38 répondants.

Les villes du département du Sud dans lesquelles les transactions commerciales se déroulent sont celles des Cayes ; de Cavaillon ; de Torbeck ; de Chantal sur les pas des grands marchés du département du Sud.

6.1. Le patrimoine d'une agriculture biologique dans les 3 parcs nationaux

Le Parc national naturel de l'Île-à-Vache pratique une agriculture rudimentaire sans intrants chimiques qui rappelle l'agriculture biologique de l'Esprit Parc national-Guadeloupe. Toujours d'après Architecture for Humanity, 92 % des superficies agricoles du PNN-IAV ont été consacrées à une culture vivrière non mécanisée, sensible aux aléas climatiques et associée aux arbres fruitiers pour sa conservation (2013 : p. 154). Y sont disséminés les *jaden lakou* de l'agroforesterie avec des promesses de rendements édifiantes. Elles peuvent augmenter de 43 à 50 % en 1 an sur la base des résultats obtenus par des coopératives caféières du Centre (UCOCAB) et

631 MARNDR (2008). *La part de la superficie utilisée par l'agriculture*. https://agriculture.gouv.ht/statistiques_agricoles/EnqueteCommunautaire/documents/RUB3-C001.html
632 MARNDR (2008). *Élevage*. https://agriculture.gouv.ht/statistiques_agricoles/EnqueteCommunautaire/documents/DEP07.html (consulté le 12 Septembre 2024).
633 Les types d'animaux d'élevage pris en compte dans le cadre de l'enquête communautaire du Ministère de l'agriculture (2008) sur la commune de l'Île-à-Vache sont : bovins, caprins, ovins, porcins, équins.
634 Architecture for Humanity (2013). *Diagnostic technique et participative de l'Île-à-Vache, Haïti*. 198 p.

du Sud-Est (COOPCAB) d'Haïti[635]. Cette agroforesterie sur fond d'arbres fruitiers et de palmiers fruitiers renvoie aussi à des croyances populaires liées au vodou. La propension allouée aux cocotiers dans l'interpellation « d'esprits de l'air » grâce à un long stipe leur confère une sacralité favorable à la conservation environnementale. D'après les agriculteurs interviewés en focus-groupe en Septembre 2022, l'agriculture du PNN-IAV conditionnée au rendement des cultures et à une météo favorable demeure rentable. Le déroulement des activités culturales a été expliqué en ces termes :

Texte original

« *Nou gen bèf chari ki pou raboure tè a. Ou pran moun avè w pou kapab ede w plante mayi a. Non, nan mache a nou vann yo. Gen machann ki sòti lòt kote ki vin achte. Lè yo vini, yo achte yon pil mayi, anpil pitimi. Lè w genyen, ou gendwa vann menm 100 mamit mayi, 100 mamit pitimi, 200 mamit…Yo pran pa lanmè pou yo ka vin isi pou yo ka vin fè mache* ».

Texte traduit

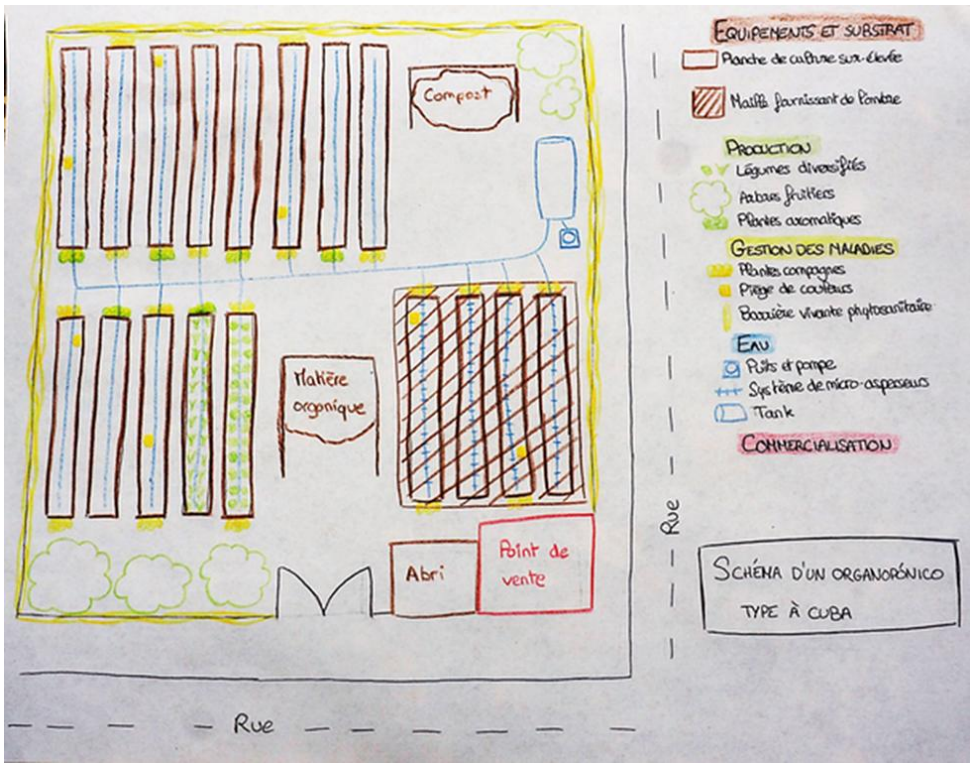
« Nous avons des bœufs comme animaux de trait pour labourer la terre. Tu prends des journaliers pour t'aider à planter le maïs…Nous vendons au marché [de Madame Bernard]. Il y a des marchandes d'autres localités qui viennent acheter [nos produits agricoles]… Quand tu as ce qu'il faut, tu peux vendre jusqu'à 100 marmites de maïs, 100 marmites de petit-mil, 200 marmites…Elles prennent la mer [affrètent leur bateau] pour venir faire leur marché ici ».

Les agriculteur.trice.s du PNN-IAV ont souligné la variation du prix des opérations culturales de petite échelle malgré les bénéfices. Ils ont différencié le coût moins important d'une agriculture pluviale avec des semences locales (maïs) d'une agriculture par arrosage manuel avec des semences importées (poivron, tomate, aubergine, carotte, betterave, choux). Ce qui fait que l'impact des changements climatiques risque de fragiliser des revenus dépendants de schémas pluviométriques.

À Cuba, le Parc national de Cienaga de Zapata renferme une agriculture urbaine ou de poches de concentration humaine. Cette agriculture concerne : (i) 460

635 https://narretonspasleprogres.org/nos-victoires/haiti/ (consulté le 14 Septembre 2024).

petites parcelles associées à 34 « *asentamientos humanos* » au taux d'occupation de 4,05 habitants au km^2 (Ordenamiento, 2020 : p. 11) ; (ii) 6 « *organopónicos* » et (iii) 10 « *huertos* » *que participan en el autoabastecimiento de la población* (DPPF Matanzas/INRH/CITMA/Gobierno Provincial Matanzas, 2020 : p. 9)[636]. Les *organopónicos* sont une invention cubaine d'agriculture biologique en milieu urbain (**Réf.** Carte 32) ou encore de poches de concentration humaine comme au Parc national Ciénaga de Zapata.



Carte 32. Schéma d'un *organopónico* type à Cuba **(Agro'nautes, 2019)**[637]

Elles ont été une réponse des populations locales, *les parceleros*, à la pénurie alimentaire de la « Période spéciale » de l'effondrement de l'Union soviétique. 900 familles du Parc national produisent des légumes pour leurs propres besoins alimentaires grâce à cette méthode. Elles utilisent des biofertilisants issus d'activités agricoles et zootechniques[638]. Ces *huertos intensivos* peuvent être assimilés aux jardins

636 DPPF Matanzas/INRH/CITMA/Gobierno provincial Matanzas (2020). *Plan de Ordenamiento Territorial de la Cuenca Hidrográfica Ciénaga de Zapata*. 38 p. https://www.inotu.gob.cu/sites/default/files/upload_files/documentos/PLAN%20DE%20OT%20CUENCA%20CIENAGA%20DE%20ZAPATA_Circulado%20y%20Conciliado_Final_ANEXO%20UNICO.pdf (consulté le 14 Septembre 2024).
637 Les Agro'nautes (2019, 15 Mai). *Organopónico, la star de l'agriculture urbaine à Cuba*. https://www.lesagronautes.org/index.php/2019/05/15/organoponico-la-star-de-lagriculture-urbaine-a-cuba/ (28 Septembre 2024)
638 https://www.parks.it/world/CU/pn.cienaga.de.zapata/Sedu.html (consulté le 14 Septembre 2024).

familiaux mieux connus sous le nom de « *conucos* ». Ils engendrent en plus des revenus complémentaires aux ménages cubains :

> « *Con una extensión cambiante, los huertos caseros se usan para obtener alimentos, comida para animales, condimentos, plantas medicinales, combustible y variedades ornamentales. Incluso genera ingresos adicionales, porque las familias venden entre cinco y 30 por ciento de la producción, según el estudio* »[639].

Les jardins créoles de la Guadeloupe existent parallèlement aux exploitations agricoles, souvent familiales, encouragées par l'Esprit Parc national-Guadeloupe. Certaines exploitations ont lieu directement dans les sous-bois du Parc sur concessions de l'Office National de la Forêt (ONF), à citer : l'exploitation Vanigwa de Cédric Coutellier sur un espace de forêt domaniale départementale de plus de 6 ha[640]. La qualité de sa *Vanilla Fragans planifolia* lui a valu la médaille d'or du Concours général agricole en 2020 avec un rendement de 80 à 140 kg par ha de sous-bois[641]. D'autres rappellent le jardin créole en tant que système socio-agricole rural de petite échelle dans lequel la triple fonction alimentaire, médicinale et ornementale a été combinée. La gérante Ashaya de Ital Bio Livity prône « un état d'esprit où le respect de la nature est primordial »[642]. Elle est reconnue conseillère en plantes médicinales et herboriste, considérant que la pharmacopée des Outre-Mers n'a intégré la liste formelle de la pharmacopée française qu'à partir de 2011 d'après le rapport d'activités du PNG (2023).

Jaden lakou au Parc national naturel de l'Île-à-Vache, *conuco* au Parc national Cienega de Zapata, jardin créole au PNG sont 3 modèles de jardins traditionnels caribéens retrouvés dans les parcs nationaux adjacents aux AMP en étude dans la thèse. Ils sont en même temps 3 modèles différents d'agriculture : (1) de subsistance au PNN-IAV, (2) urbaine du Parc national Cienaga de Zapata ; (3) biologique du Parc national de la Guadeloupe (**Réf.** Photo 30).

639 IPS (2016, 27 Avril). *La tradición del huerto se debilita en los campos cubanos*. https://ipsnoticias.net/2016/04/la-tradicion-del-huerto-se-debilita-en-los-campos-cubanos/ (consulté le 14 Septembre 2024).
640 Esprit Parc national-Guadeloupe (s.d.). *Découverte de la vanille produite en agroforesterie*. https://www.espritparcnational.com/preparer-sejour/visites-sites/toutes-visites-site/decouverte-vanille-produite-agroforesterie-29933 (consulté le 14 Septembre 2024).
641 Réussir (2021, 30 Mars). *Guadeloupe : la vanille se cultive en sous-bois*. https://www.reussir.fr/fruits-legumes/guadeloupeenne-la-vanille-en-sous-bois (consulté le 14 Septembre 2024).
642 Esprit Parc national-Guadeloupe (s.d.). *Infusions de plantes médicinales - Ital Bio Livity*. https://www.espritparcnational.com/consommer-local/epicerie-sucree/infusions-plantes-medicinales-ital-bio-livity-32851 (consulté le 14 Septembre 2024).

Photo 30. Modèles d'agroécologie d'Haïti, Cuba, Guadeloupe dans leurs Parcs nationaux **(Fondation EDEM, *Asamblea Municipal del Poder Popular* en Ciénaga de Zapata, Vanigwa)**

6.2. La sororité des commerçantes dans la pêche au parc national en Haïti

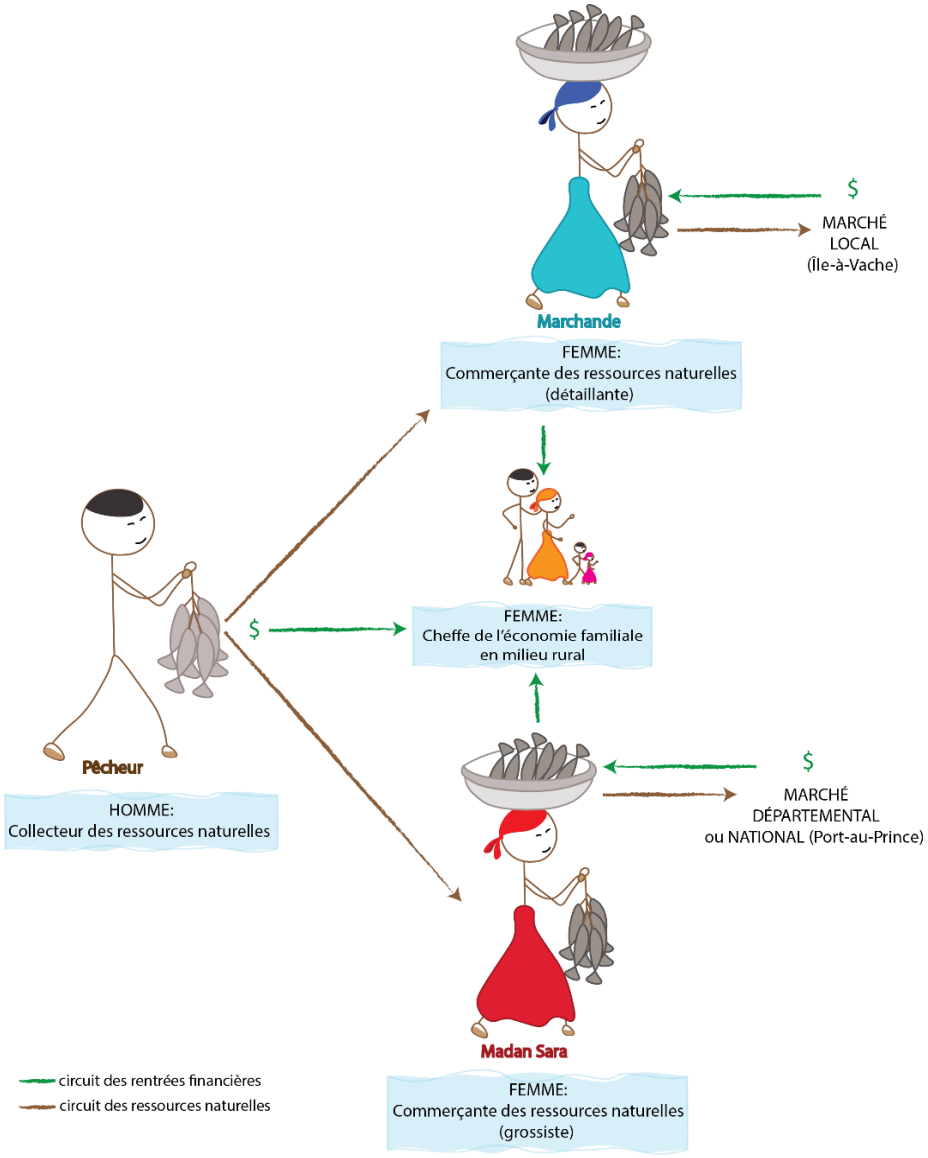
La division sexuée du travail de la pêche au Parc national naturel de l'Île-à-Vache a posé l'homme en collecteur des ressources halieutiques et la femme en commerçante des ressources aux niveaux local, départemental, national. Ces 2 groupes seront respectivement appelés « sororité de commerçantes » et « confrérie de pêcheurs vivriers » devant la solidarité qu'ils démontrent entre eux. Les femmes seront « des commerçantes » au lieu du parler commun de « marchandes de poissons » dévolu aux pays en développement. Elles se sont présentées en ces termes lors du focus-groupe de Septembre 2022 à l'IAV et n'ont pas hésité à corriger les enquêteur.trice.s au besoin. Le rôle majeur tenu par cette sororité de commerçantes dans l'écoulement des produits de pêche confère aux femmes une place importante dans l'économie du PNN-IAV (**Réf.** Figure 21). Elle contribue aux 12 000 marchandes et 7 000 Madan Sara[643] impliquées dans la commercialisation d'une pêche maritime générant 130 millions de dollars US par an en Haïti (BID, 2012)[644]. Sans savoir si elles sont originaires de l'IAV, la portée de ces Madan Sara est grandissante au point qu'elles écoulent leurs produits en Martinique[645]. La sororité des commerçantes

643 Les *Madan Sara* sont des commerçantes caractérisées par leur sens inné des affaires et une hypermobilité (nationale et internationale) dans l'écoulement des produits agricoles et d'importation. Malgré leur contribution dans l'économie haïtienne, ces matriarches sont stigmatisées pour leur origine rurale et dans une informalité relative de leurs pratiques commerciales. Le PNUD (2015) a eu à les classer en 2 catégories : (1) les *Madan Sara* nationales divisées en *Madan Sara* Locales Rurales et *Madan Sara* Urbaines ; (2) les *Madan Sara* Internationales. Les *Madan Sara* se sont organisées en plusieurs groupes reconnus, comme le *Rasanbleman Nasyonal Madan Sara* et la Fédération nationale des *Madan Sara*. Ces femmes entrepreneures en marge des systèmes de crédits traditionnels ont fait l'objet du documentaire « *Madan Sara* » (2021) réalisé et produit par Etant Dupain en collaboration avec FINCA Haïti.

644 Ces données ont été tirées de la description du programme de développement côtier durable (HA-L1095) financé par la BID au niveau des départements du Sud, du Sud-Est et des Nippes (Haïti Libre, 2015).

645 Milia-Marie-Luce, M. (2006, 27 Mars). *Les marchandes ambulantes : les « Madan Sara » à Fort-de-France* [Communication scientifique]. Histoire/Genre/Migration, École normale supérieure de Paris. http://barthes.enssib.fr/clio/dos/genre/panel4et5.html (consulté le 13 Septembre 2024).

d'Haïti et du PNN-IAV sont les actrices d'un système national de marché d'écoulements de ressources halieutiques.



La **sororité des commerçantes** du Parc national naturel de l'Île-à-Vache est un acteur clé de la filière pêche en Haïti. Tout comme dans un processus de mondialisation des pauvres avec un regard désoccidentalisé, elles servent d'ancrage à la circulation et à la commercialisation des ressources halieutiques (Choplin, Pliez ; 2018 : p. 14)[646]. À défaut du marché mondial, cette sororité dessert massivement des consommateurs à 2 niveaux : (1) les plus grands marchés départementaux de ressources halieutiques : IAV, Cayes et autres ; (2) les plus grands marchés nationaux : Aire métropolitaine de Port-au-Prince. L'ossature des routes du marché mondial devient les routes de jonction de l'île adjacente au reste du territoire haïtien. Et le marché d'écoulement des produits de pêche devient le marché du bas de la pyramide économique. Il est constitué d'une majorité de consommateurs « pauvres » mais, de consommateurs quotidiens. Le Parc national naturel de l'Île-à-Vache se transforme alors en un comptoir d'approvisionnement de ressources halieutiques.

Figure 21. Organisation genrée de la filière pêche au Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Pierre, 2024)**

Les revenus tirés des ventes sont réinvestis dans la cellule familiale et dans les activités de démarrage associées à la saison de pêche. Ils servent notamment : (i) de

646 Choplin, A. et Pliez, O. (2018). *La mondialisation des pauvres. Loin de Wall street et de Davos*. Édition du Seuil et la République des idées. 128 p.

garantie de prêts contractés auprès des coopératives et des usuriers ; (ii) de versement des contributions dans les AVEC.

Les revenus de la sororité des commerçantes du Parc national naturel de l'Île-à-Vache (PNN-IAV) sont altérés par la concurrence de la sororité des commerçantes de Port-au-Prince. Celle-ci les oblige à rejoindre les pêcheurs de l'IAV directement en mer pour s'approvisionner les premières. Leurs revenus sont tout autant altérés par une insécurité chronique qui entrave la vente des produits de pêche dans les marchés de l'Aire métropolitaine de Port-au-Prince. À la Croix-des-Bossales par exemple, le plus grand marché public du pays fondé depuis la colonisation française, 13 000 marchandes et Madan Sara ont été décapitalisées en 2024 d'après la Présidente du Rassemblement des Madan Sara d'Haïti Jocelyne Jean Louis. Leur périple pour sortir de la Péninsule Sud et rentrer dans le département de l'Ouest a été raconté en ces termes[647] :

> « Elles risquent souvent leur vie lors des échanges de tirs entre policiers et bandits, notamment à Mariani, au sud de Port-au-Prince…Elles sont ainsi forcées d'emprunter des itinéraires alternatifs pour éviter d'être assassinées. De plus, certaines ont passé de 3 à 4 jours sur la route avant d'atteindre leur destination ».

Le/la journaliste de Vant Bèf Info (2024, 19 Avril) continue de rapporter :

> « Pour échapper aux exactions des individus armés, certaines choisissent de fuir le centre-ville de la capitale. Victimes de rançonnements sur les routes contrôlées par les gangs aux points de péage, elles ne trouvent pas de lieu sûr pour mener leurs activités, ce qui les conduit à une décapitalisation progressive. En conséquence, bon nombre d'entre elles se retrouvent dans l'incapacité de rembourser des prêts contractés auprès des institutions de micro-crédit ».

La Madan Sara Louse Brinette de la péninsule Sud (Jacmel, département du Sud-Est)[648] a eu à relater en 2023 dans le sens des déclarations de la Présidente Jocelyne Jean Louis :

---

647 Vant Bèf Info (2024, 19 Avril). *Chaos à Port-au-Prince : près de 22 000 Madan Sara aux abois*. https://vantbefinfo.com/chaos-a-port-au-prince-pres-de-22-000-madan-sara-aux-abois/ (consulté le 14 Septembre 2024).

648 AQOCI (2023, 26 Avril). Moi, femme Madan Sara en temps de crise en Haïti. *Bulletin international du CQFD*, Rubrique Récit de vie. https://aqoci.qc.ca/moi-femme-madan-sara-en-temps-de-crise-en-haiti/#:~:text=Les%20Madan%20Sara%20sont%20des,place%20dans%20des%20march%C3%A9s%20publics. (consulté le 14 Septembre 2024).

> « […] Ma vie est devenue bien plus difficile maintenant, avec les gangs qui sont dans le pays. C'est devenu très risqué de faire le va-et-vient. C'est difficile de traverser les différentes zones dans ma région ! Les bases des gangs dans les quartiers de Martissant et Grand Ravine qui coupent la zone où je demeure, violent et tuent les femmes qui se déplacent pour le commerce des denrées dans des régions de province, c'est-à-dire dans les zones rurales. »
>
> « […] Avec la situation de crise et d'insécurité dans le pays, la vie est devenue si chère que je suis obligée de changer encore de commerce. Les femmes sont plus victimes de cette situation ; et moins vous avez de possibilités, plus vous avez de problèmes ! L'insécurité du pays menace l'existence même des Madan Sara puisque se déplacer d'un département à un autre est impossible. »

La situation décrite par la Présidente Jean Louis et la Madan Sara Louse est commune à toutes les marchandes et Madan Sara d'Haïti, dont la sororité des commerçantes du PNN-IAV. Pour y remédier, elles ont dû « réinventer les espaces commerciaux, contribuant de manière significative au maintien de l'activité économique au sein de ce système informel dynamique » (Jean-Gilles et Paul, 2023 : paragr. 55)[649].

La sororité des commerçantes du Parc national naturel de l'Île-à-Vache a clairement exprimé ses besoins et préoccupations lors des focus-groups de Septembre 2022. Elle aspire à un accès : (i) au crédit essentiel à l'acquisition des ressources halieutiques lors de l'ouverture de la saison de pêche ; (ii) aux méthodes de conservation par le froid à cause de la dévaluation du produit salé/séché[650] par rapport au produit frais et de la pénibilité du processus artisanal de transformation[651]. C'est pourquoi le Projet FADEKA II de l'ONU Femmes exécuté par l'AHFST de l'UniQ y a conduit une série de formations sur les dispositifs pêche. Elle a été animée pour les femmes du Parc par un pêcheur formateur de la péninsule Sud (originaire du département des Nippes) en collaboration avec la ORFAIV. Le document descriptif du module de formation vise l'autonomisation des femmes de l'IAV dans le domaine

649 Jean-Gilles, S. et Paul, B. (2023). Crise sécuritaire et transformation des places marchandes traditionnelles dans l'économie informelle en Haïti, *Études caribéennes* [En ligne], issue 56. https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.29039

650 À l'opposé de l'Île-à-Vache, ce travail est réalisé par des hommes dans la commune de Belle-Anse de la péninsule Sud (département du Sud-Est).

651 Après plus d'une heure de retard, elles ont voulu écourter le focus groupe parce qu'elles doivent ramasser les poisons séchés avant le coucher du soleil.

de la pêche « en leur fournissant les compétences nécessaires pour manipuler efficacement les poissons et utiliser les dispositifs de pêche de manière responsable et durable »[652]. Et a requis la présence des pêcheurs vivriers locaux dans le but de les sensibiliser aux contraintes de conservation de ces produits périssables après leur capture.

L'Association Haïtienne Femme Science et Technologies a aussi prévu la fabrication de séchoirs à poissons surélevés dans FADEKA II afin d'améliorer le rendement et les conditions hygiéniques de salage/séchage. La proposition suivra la méthode de recherche action participative expérimentée par le Centre Haïtien d'Innovation sur les Biotechnologies et l'Agriculture Soutenable (CHIBAS) de l'UniQ dans sa contribution au Programme d'Innovation Technologique pour l'Agriculture et l'Agroforesterie (PITAG) du Ministère haïtien de l'agriculture. Les marchandes et Madan Sara du PNN-IAV seront consultées dès la conception du séchoir surélevé en sus des essais participatifs pour un équipement : (1) de technologie facilement réplicable par les artisans, (2) constitué de matériaux disponibles localement dans la fabrication et la rechange ; (3) adapté aux besoins spécifiques des commerçantes (Névélus et al., 2023)[653]. La sororité des commerçantes du PNN-IAV souhaite également un marché aux poissons plus proche des activités commerciales de Madame Bernard. Le présent marché a été excentré par la mairie pour causes de nuisance olfactive, un éloignement défavorable aux ventes journalières. La notion de corps-territoire du féminisme communautaire de l'Amérique latine donne précisément des outils pour adresser les préoccupations matérialistes de cette sororité. Elle permet de dépasser une vision essentialiste de proximité avec la nature afin de repolitiser les relations entre les femmes et le milieu marin au sein du PNN-IAV (Blondin et al., 2023)[654].

Entre 3 et 6 commerçantes du Parc national naturel de l'Île-à-Vache ont dit pratiquer la pêche artisanale, comme jadis les femmes de Grande-Saline (département de l'Artibonite) d'après l'Association Nationale des Pêcheurs Haïtiens

652 AHFST (2024, 6 Mars). *Formation sur les dispositifs de la pêche dans le cadre de la célébration internationale des droits des femmes autour du thème : « Investir en faveur des femmes : accélérer le rythme »*. Module de formation rédigé par le chargé de formation – technicien de pêche en haute mer Rosier Elisca dans le cadre de l'activité *Fanm Zile Ilavach nan lapèch*. 2 p.

653 Névélus, S., Kouamé, S., Philippe, D., Chéry, A., Bernadin, A. C., Paul, B., Pressoir, G. H., Charles, J. R. (2023, Décembre), Conception et évaluation des outils de mécanisation agricole liés à la riziculture irriguée au niveau de la plaine des Cayes. Poster présenté dans le cadre des « Deuxièmes Journées Scientifiques du PITAG – Contribution de la recherche-développement-formation à la souveraineté alimentaire en Haïti », Port-au-Prince, Haïti. https://hal.science/hal-04349409

654 Blondin, S., Laketa, S., Mittmasser, C., Sandoz, L. (2023), Corps et espaces en temps de crises : perspectives féministes, *Géo-Regards*, 9(152022), pp. 5 à 11. https://doi.org/10.33055/GEOREGARDS.2022.015.05

(ANPH)[655]. Elles s'y emploient avec leur mari après avoir appris de leur frère ou de tradition de mère en fille. À Cuba, a été inventoriée une minorité de *mujeres pescadoras de Playa Nazábal*[656]. En France, les femmes ont été inscrites à hauteur de 1,4 % de l'effectif des plus de 15 000 marins pêcheurs de 2019[657]. Leur carence dans le secteur n'enlève rien à leur dynamisme en Guadeloupe. Ces femmes marins-pêcheurs président : (1) l'Association des marins-pêcheurs et amis du pays Marie-Galante en Guadeloupe avec Axelle Moutoucarpin et ses 40 marins-pêcheurs membres de 2016 à date[658], (2) le Cluster maritime de la Guadeloupe avec Marie-Laure Ciprin de 2014 à date. Elles sont des célébrités locales en plus de bénéficier d'une reconnaissance nationale :

- Chantal Duverceau, voulant passer de la pêche artisanale et traditionnelle au pesca-tourisme, a été reconnue comme la seule femme capitaine de pêche de la Guadeloupe en 2015[659].
- L'armatrice Ciprin a été décorée de l'Ordre du mérite maritime au grade de Chevalier en 2015 et nommée au grade de Chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur en 2021[660]. Cette « mémoire vivante de l'île » continue de proposer des « Marie-Laure Excursion »[661] à l'îlet Caret au sein du Parc national de la Guadeloupe.

Si au PNN-IAV la commercialisation des ressources halieutiques dépend exclusivement de l'auto-organisation des femmes, la responsabilité en incombe à la Société de pêche de Matanzas (Pescamat en Espagnol) au Parc Cienaga de Zapata. Pescamat gère l'ensemble des *Unidad Empresarial de Base* (UEB) de la province dont : (i) celle très productive d'Induciénaga[662] avec des objectifs de capture de 145

655 L'information a été obtenue en Juin 2021 à la suite d'un entretien avec l'Administrateur de l'Association Nationale des Pêcheurs Haïtiens (ANPH).
656 Naturaleza Secreta (2023, 17 Novembre). Las mujeres pescadoras de Playa Nazábal. *Publication Facebook*. https://www.facebook.com/NaturalezaSecretadeCuba/posts/pfbid02NgXsLuUfP2FG2TmmU1wcFbKmKJFnnveou2YnoRWqdEEWqzQRr6tQgN8kjdhmXpDrl?ref=embed_post (consulté le 28 Août 2024).
657 CNPMEM (2019). *Quelques chiffres — l'emploi à la pêche*. Données extraites de l'Observatoire des emplois et des qualifications à la pêche. 2 p. https://www.comite-peches.fr/wp-content/uploads/2023/09/Chiffres_emploi_.pdf (consulté le 14 Septembre 2024).
658 Télé Gwadloup (2021, 20 Juillet). *Axelle et les 40 marins pêcheurs de Marie-Galante*. https://tele-gwadloup.smartrezo.com/tv-axelle-et-les-40-marins-pecheurs-de-marie-galante.html?vod=18991 (consulté le 28 Août 2024).
659 Mapolin, H. (2015, 20 Janvier). Chantal Duverceau seule femme capitaine de pêche. *France Antilles-Guadeloupe*. https://www.guadeloupe.franceantilles.fr/actualite/economie/chantal-duverceau-seule-femme-capitaine-de-peche-59824.php (consulté le 14 Septembre 2024).
660 CMG (2021). *La présidente du CMG Chevalier de la légion d'honneur*. https://www.cluster-maritime-guadeloupe.fr/la-presidente-du-cmg-chevalier-de-la-legion-dhonneur/ (consulté le 28 Août 2024).
661 Ilet Caret (2024, 4 Juillet). Réservez sur notre site internet. *Publication photo de Facebook*. https://www.facebook.com/photo/?fbid=1059343272246585&set=a.566746774839573&locale=fr_FR (consulté le 28 Août 2024).
662 D'après Rodríguez, G. C. (2018, 6 Novembre), elle collecte et vend des poissons d'eau douce (aquaculture) et du crabe blanc mais, son objectif social concerne les espèces marines. C'est la raison pour laquelle elle sera fusionnée avec une autre UEB de la Province de Matanzas déjà impliquée dans la filière marine.

tonnes en 2018 incluant 60 tonnes de crabe[663] ; (ii) celle de Ciénaga de Zapata équipée d'une flotte de 80 pêcheurs et 10 bateaux à l'ouverture de la saison de pêche, surnommée *biajaiba*, à partir du 20 avril 2024[664]. L'entreprise d'état a produit 2 importants investissements au Parc Ciénaga de Zapata : (1) un centre de transformation de farine de poissons ; (2) une usine de 10 tonnes de production de glace[665] ; conformément à la *Estrategia Económica y Social del Estado cubano* de rehausser la production alimentaire. En Guadeloupe, le secteur régi par l'État comme à Cuba présente des chiffres faibles d'inclusion féminine contrairement au système autoorganisé d'Haïti. Ce qui fait que 21 % des dirigeants d'entreprises de commerce de poissons soient des femmes contre seulement 1 % dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture en général (Région Guadeloupe, 2022 : p. 5, 9)[666]. Les ressources halieutiques sont commercialisées dans un domaine dominé par des entreprises privées de type CARL (28 %), CAGSC (28 %), CANBT (17 %), CANGT (12 %), CAPEX (6 %), CCMG (8 %) d'après des chiffres de 2021. 28 entreprises sont dans l'agro-transformation des produits de la mer en 2021 contre aucune entreprise/centre de transformation en général et de produits de mer en particulier au PNN-IAV. La production des métiers de la pêche de la Guadeloupe a été estimée à hauteur de 23,4 millions d'euros en 2018 pour un débarquement de 3 500 tonnes par an. Elle n'arrive pas à satisfaire la consommation locale de 14 à 15 000 tonnes malgré ses avancées dans la transformation.

La pêche artisanale et polyvalente de la « confrérie des pêcheurs vivriers » du Parc national naturel de l'Île-à-Vache est une activité économique. Bien que rentable sur le court terme, elle n'arrive pas à satisfaire la demande locale. Haïti est obligé d'importer annuellement 75 % de sa demande pour une consommation déjà très faible :

> 2,83 kg par habitant par an à cause d'une production insignifiante de plans d'eau continentale ; contre 37 kg en Guadeloupe, placée parmi les plus gros consommateurs au monde ; de 16 à environ 3,8 kg à Cuba en

663 Rodríguez, G. C. (2018, 6 Novembre). Desde la Ciénaga de Zapata: El pescado nuestro de cada día…*Blog de WordPress*. https://gironnoticias.wordpress.com/2018/11/06/desde-la-cienaga-de-zapata-el-pescado-nuestro-de-cada-dia/ (consulté le 15 Septembre 2024).
664 Bonachea, B. (2024, 2 Avril). Empresa Pesquera se prepara para próxima campaña en Ciénaga de Zapata. *TV Yumurí*. https://www.tvyumuri.cu/matanzas/empresa-pesquera-proxima-campana-cienaga-zapata/ (consulté le 15 Septembre 2024).
665 Perdomo, J. (2021, 1er Juin). Impulsan producción de alimentos en la Ciénaga de Zapata. *Trabajadores*. https://www.trabajadores.cu/20210601/impulsan-produccion-de-alimentos-en-la-cienaga-de-zapata/ (consulté le 15 Septembre 2024).
666 Région Guadeloupe (2022). *Tableau de bord sur l'économie marine en Guadeloupe : la place des activités maritimes dans l'économie locale – le poids économique des entreprises dans la filière maritime*. 27 p. https://www.guadeloupe.cci.fr/sites/g/files/mwbcuj1136/files/2023-05/Tableau%20de%20bord_Economie%20maritime_COM.pdf (consulté le 15 Septembre 2024).

raison du retrait de la flotte nationale dans les eaux internationales de pêche.

La pêche artisanale et polyvalente de la « confrérie des pêcheurs vivriers » du Parc national naturel de l'Île-à-Vache est aussi une activité culturelle. Les embarcations à fond plat *bwafouye*/stargate qu'ils utilisent avec une pagaie sont un héritage de la société maritime des *kalinago* étudiée par le chercheur Benoît Bérard (2018). Comme le nom l'indique, les *bwafouye* ont été construites par « évidage du tronc » d'arbre, préférablement de manguiers. La pratique de cette pêche fait également référence à des techniques ancestrales de fabrication manuelle de filets et de coordination du travail collaboratif. Cette pratique démontre la force physique et la dextérité des pêcheurs dans le suivi des mouvements du filet et des poissons pour la capture de ressources vivantes. Elle dénote une connaissance empirique du comportement des espèces et de la circulation des courants marins. Et met le pêcheur principal dans une posture paternaliste de redistribution des prises entre les autres membres de son équipe. Un des pêcheurs a eu à décrire les tenants d'une pêche au filet de senne par ses propos :

Texte original

[…] Gen moun ki anba lanmè a ak flach pou l'gade si l'wè pwason. Si l'wè pwason, pou l'gade ki valè pwason. Li gen dwa gade…li wè li ka fè 50 000, li ka fè plis ke 60 000 [goud], li gen dwa di : ale ! Gen moun li menm ki dèyè batiman an, l'ap lage filè. Epi, 2 twa nan yo ap naje nan anviwon an pou pake pwason an. Lè yo fin pake, de twa lage kò yo nan lanmè a. Y'ap bat pou pwason yo ka naje antre nan filè a.

Texte traduit

[…] Des personnes vont sous l'eau avec une lampe de poche pour repérer du poisson. Si elles en trouvent, elles vérifient la quantité de poissons. Elles peuvent estimer [visuellement] leur prix…à 50 000 [~ 344 euros], à plus de 60 000 [~ 413 euros], et donner le signal : Allons-y ! D'autres personnes restent à l'arrière du bateau pour déployer le filet. Et puis, 2 autres nagent autour du filet pour lui permettre d'encercler les poissons. Une fois finis, quelques-unes se jettent à l'eau. Elles essaient d'attirer les poissons entre les mailles du filet.

La confrérie des pêcheurs vivriers du Parc national naturel de l'Île-à-Vache a dû adopter des savoir-faire en vue d'améliorer ses conditions de travail et sa productivité, essentielle à la sororité des commerçantes. La chercheuse Catherine Sabinot et al. (2021) en a recensés plusieurs observés au Parc : (1) des techniques de construction de *bwa fouye* renforcées de bordage, banc et ceinture centrale ; (2) des systèmes artisanaux de pêche au large repérables grâce aux flotteurs en bouteilles plastiques ; (3) des appâts artificiels fabriqués avec des fils à coudre de couleurs vives (p. 19, 24, 25)[667]. La brasse est une unité de mesure socialement acceptée. Les pêcheurs de la localité de Pointe-Est enduisent leurs filets de boue pour qu'ils soient moins réfléchissants sous l'eau. Les 121 voiliers et 644 *bwa fouye* des pêcheurs du PNN-IAV se sont insérés dans le paysage marin et créent des images de cartes postales. Ces sources d'énergie sans carbone sont primordiales aux pêcheurs locaux étant donné qu'ils ont transmis des besoins de textiles de voile plus résistants à la place de moteurs hors-bord durant un atelier conduit en 2017 par le MdE. Si les pirogues des Kalinagos sont les ancêtres des *bwafouye* en Haïti, les populations locales actuelles vivent de la mer sans se transformer en cette société maritime d'antan décrite par le chercheur Benoît Bérard (2018).

Dans une AMP voisine, celle de Port-Salut, les pêcheurs vivriers ont abouti à une version artisanale du fusil-harpon à partir de matériaux disponibles localement. La flèche de l'arbalète a été remplacée par une tige de fer rond lisse de diamètre de 1/4 de pouce, soit 6,35 mm, aiguisée à son extrémité. En raison d'un modèle d'organisation différent de celui du PNN-IAV, ces pêcheurs gardent leur prise dans des casiers plongés en mer en attendant de les vendre. À l'IAV, elles auraient été rapidement achetées par la sororité des commerçantes de Port-au-Prince. Leur pouvoir d'achat crée des offres plus élevées au détriment de la sororité locale les 2 jours de marché de Madame Bernard (lundi et jeudi). À Port-Salut, les commerçantes des petits restaurants de plage sont prioritaires puisqu'elles doivent s'approvisionner chaque jour de manière à satisfaire leur clientèle. Leurs restaurants ne sont pas alimentés en électricité pour une conservation par le froid en dépit des impôts versés à la Mairie et au Ministère du Commerce. En appréhendant les conclusions du chercheur Gilbert David et al. (2021 : p. 139)[668] au prisme du genre, la sororité des

667 Sabinot, C., Jean-Marie, S., Célestin, W., Jean-Baptiste, N., Désirade, A. (2021). S'appuyer sur les savoirs, savoir-faire des pêcheurs et normes locales pour penser la gestion de la pêche en Haïti. Dans G. David (dir.), *La pêche artisanale en Haïti*. (35 p.). IRD Horizon : Expertise Collective. https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/2023-08/010084777.pdf

668 David G. et al., (2021). *La pêche artisanale en Haïti/Small-Scale Fisheries in Haiti*. Marseille, IRD Éditions, coll. Expertise collective, bilingue français-anglais, 248 p. + clé USB.

commerçantes est l'un des groupes d'acteurs en amont de la filière pêche du PNN-IAV collectivement à l'agence de pêche de Trou l'Embarras[669].

La perception des algues sargasse par la confrérie des pêcheurs est surprenante. Certains les considèrent comme une nuisance à cause des émanations de sulfure d'hydrogène, d'autres comme une opportunité liée à l'augmentation des prises. Ces radeaux flottants d'algues sargasses attirent les espèces à la manière des dispositifs de concentration de poissons. La sénatrice martiniquaise Catherine Conconne les considère comme une catastrophe naturelle :

> « Il est urgent de venir en aide à ces familles qui, en plus des conséquences sanitaires dues aux émanations importantes de sulfure d'hydrogène, doivent en supporter les conséquences matérielles, se trouvant contraintes de changer souvent tout leur électroménager ou les pièces métalliques de leurs habitations » (2021, 21 Octobre)[670].

La technique des radeaux flottants est aussi utilisée à Cuba, mais par des pêcheurs au lieu d'être la conséquence d'un déséquilibre écologique : « les pêcheurs flottants »[671] de la Havane. « Un bateau normal coûte très cher. Nous ne pouvons pas nous le permettre », a déclaré Rivera, ajoutant que le radeau n'a pas besoin de carburant. « Avant, on pêchait beaucoup avec des chambres à air de camions, mais le danger était qu'elles éclatent. Avec ces radeaux, il n'y a aucun danger. Ils ne chavirent pas », a expliqué Coli Rivera, 54 ans, de retour de plusieurs heures de pêche au large du village de Santa Fe, près de La Havane. Leur débrouillardise sera immortalisée dans le documentaire de 23 mn « Les bouées de La Havane » réalisé par Olivier Roussin[672]. Par conséquent, la pêche sportive du Parc Ciénaga de Zapata est mieux équipée pour des touristes restreints au nombre de 10 en occupation simple ou 20 en occupation double par zone de pêche par jour que les populations locales (**Réf.** Photo 31).

669 D'après le Ministère de l'Agriculture (2010), ces agences de pêche sont en réalité des réseaux pyramidaux d'intermédiaires (100 réseaux ; 1 600 acheteurs) qui acheminent les ressources halieutiques fraiches vers les marchés de consommation de l'Aire métropolitaine de Port-au-Prince et vers les exportateurs.

670 Conconne, C. (2021, 21 Octobre). Sargasses : l'échouage des algues bientôt reconnu comme catastrophe naturelle. *ATV*. https://viaatv.tv/sargasses-lechouage-des-algues-bientot-reconnu-comme-catastrophe-naturelle/ (consulté le 06 Octobre 2024).

671 Havana-AFP (2024, 24 Juillet). With no money or fuel, Cuban fishermen improvise on floating rafts. *France 24*. https://www.france24.com/en/live-news/20240724-with-no-money-or-fuel-cuban-fishermen-improvise-on-floating-rafts (consulté le 28 Août 2024).

672 Slice People (2022). Pêcheurs flottants de La Havane|Documentaire complet de Olivier Roussin. *Chaîne YouTube*. https://www.youtube.com/watch?v=KBDX_znOPF8 (consulté le 20 Octobre 2024).

Photo 31. Contraste des pratiques entre la pêche de subsistance des populations locales de la Havane et la pêche récréative des touristes au Parc Cienaga de Zapata **(Yamile Lage, holipus PAC Voyages et Piam)**

La destination a ciblé des groupes de pêcheurs et la pêche à la mouche d'espèces comme l'albula vulpe, appelée localement « macabis », le snook, le permit, les barracudas avec la méthode *Catch & Release*. L'excursion de pêche à la mouche dans les *Salinas de Brito* du parc cubain a été présentée en ces termes par l'Agence Holiplus Travel :

> « Dans le plus grand respect de la conservation de l'environnement et des espèces, Cuba offre aux amateurs de pêche à la mouche la possibilité de pratiquer leur sport favori dans les meilleures conditions, dans un environnement authentique et hospitalier et toujours accompagnés de guides de pêche professionnels »[673].

6.3. Des métiers liés aux opportunités générées dans les 3 parcs nationaux

Au Parc national naturel de l'Île-à-Vache, a été instaurée une polyactivité caractéristique des pays en mal développement (**Réf.** Figure 22). Les consultant.e.s du GTAP ont parlé « d'universalité d'activités ». Les 38 répondant.e.s de l'enquête de terrain ont communiqué sur l'exercice d'une trentaine de métiers en 2022. Ils ont été divisés en 2 grandes catégories, selon que les populations locales :

- reçoivent le salaire d'une institution : des travailleur.euse.s salarié.e.s (comptable, enseignant.e, restaurateur, infirmière, pasteur, journaliste) pour la plupart ;

673 holiplus (2024). *Tour "Peche ala mouche dans le Salinas de Brito, Peninsule de Zapata »*. https://www.pacvoyages.fr/peche-a-cuba-la-salina/#start (consulté le 28 Août 2024).

- travaillent à leur compte : des travailleurs indépendants (agriculteur.trice.s, pêcheurs, éleveurs, artistes, électriciens, maçons, chauffeur de mototaxi).

Figure 22. Résultat de la diversité des activités économiques des répondants de l'Atelier au Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Pierre, 2024)**

Ces métiers peuvent être reclassés par secteur d'activités suivant qu'ils sont du secteur :

- primaire : activités agricole, de pêche, d'élevage, salariée (agronome) ;
- secondaire : activités de construction, confection, artisanat, installation et maintenance électriques ;
- tertiaire : activités salariées (comptable, enseignant.e, restaurateur, infirmière, pasteur, journaliste), de vente (commerce de produits agricoles et ressources halieutiques).

Certains métiers comme couturier.ère, artiste peuvent être à la fois du secondaire et du tertiaire par rapport à la commercialisation des produits obtenus. Par certains aspects, des métiers ont été calqués sur la saisonnalité des opportunités : (i) un revenu d'enseignant.e, de prêtre vodou pour permettre au/à la même agriculteur.trice

de survivre jusqu'à la récolte ; (ii) un revenu de messager pour permettre au même pêcheur de survivre pendant la saison morte ; (iii) un revenu de couturier.ère pour permettre au même enseignant.e de survivre pendant les vacances d'été ; (iv) un revenu de pasteur pour permettre au même maçon de survivre jusqu'au prochain chantier. Par d'autres aspects, les métiers traduisent une implication :

- dans la vie associative du PNN-IAV : salariée de comptable et conseillère d'association ; salariée d'enseignante et responsable d'organisation féministe ;
- dans la vie politique du PNN-IAV : Coordonnatrice CASEC-Responsable d'organisation féministe-Enseignante ; Maire-Enseignant-Économiste ; Enseignant-Arbitre-Coordonnateur ASEC.

Néanmoins, l'existence de ces métiers n'est nullement liée à la présence du Parc. Ils pourraient se déployer dans n'importe quelle autre collectivité territoriale du pays.
La majorité des 38 répondant.e.s (Figure 23) alterne 2 activités économiques au PNN-IAV :

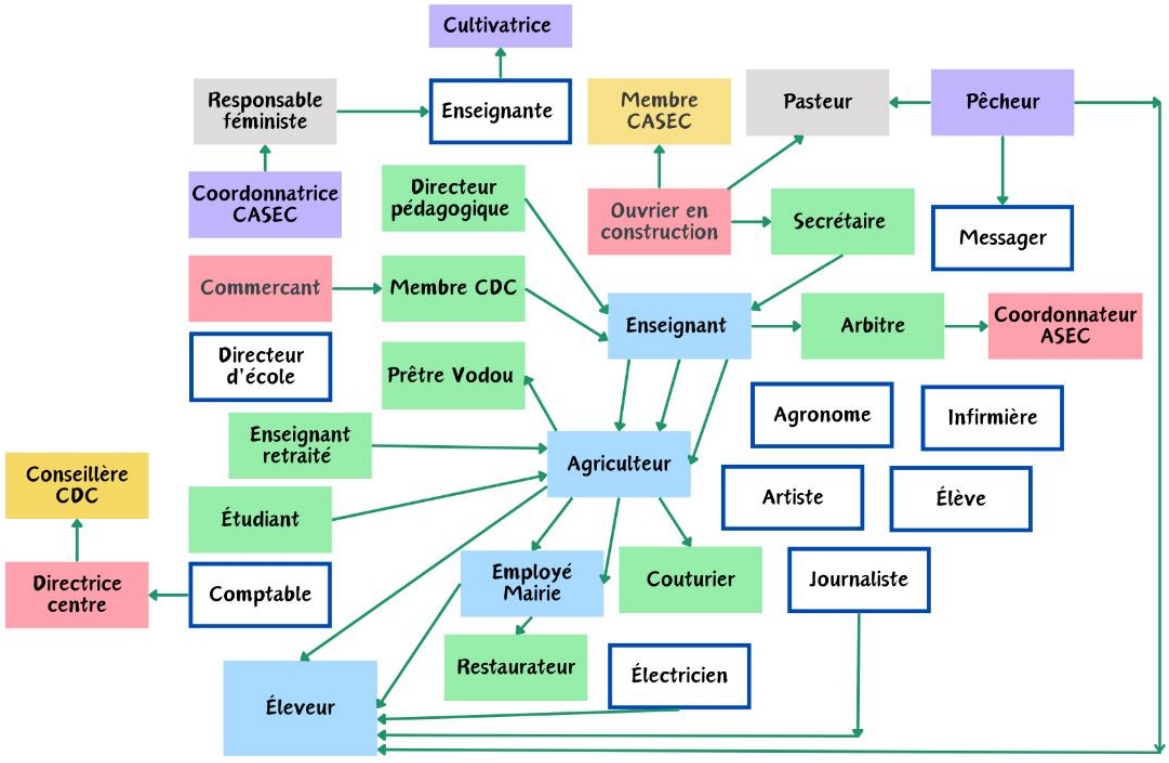


Figure 23. Résultat de la diversité des profils sociaux et des activités économiques des répondants de l'Atelier au Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Pierre, 2024)**

Les seuls métiers à auto-suffire au niveau local de vie semblent être ceux d'infirmière, d'agronome, de directeur d'école. La sororité des commerçantes du PNN-

IAV rentre dans cette catégorie étant donné le temps consacré à l'achat-transport-écoulement des produits. D'après les résultats de l'atelier, les premiers secteurs pourvoyeurs d'emplois sont celui du primaire (agriculture, élevage), du tertiaire (enseignement) et de la politique (mairie). Le secteur primaire est prévisible dans le contexte d'un milieu rural. Le secteur tertiaire est envisageable face à la demande de personnel émanant de plus de 25 établissements scolaires pour ~ 18 000 habitant.e.s. Néanmoins, des enquêtes supplémentaires doivent confirmer le résultat de la Mairie. Les chiffres peuvent avoir gonflé artificiellement parce que c'est la Mairie qui a organisé toutes les étapes de l'enquête de terrain ; ou peuvent être véridiques sachant que la fonction publique française est le premier pourvoyeur d'emplois en Guadeloupe. La Mairie de l'Île-à-Vache possède actuellement 34 employé.e.s en sus du programme *Humanitarian Parole*. Les 38 répondants.es dégagent en plus d'une polyactivité, une diversité :

- générationnelle : enseignant retraité, enseignante, directeur d'école et élève ; professionnels confirmés d'infirmière, de maçon et étudiant ;
- de profession de foi : Pasteur protestant et prêtre vodou réputés pour leurs conflits ouverts en Haïti ;
- de pratiques économiques : artiste et agronome ; électricien et restaurateur ; commerçant et maçon.

À Cuba, la reconversion professionnelle a été concédée avec l'ouverture économique du Gouvernement et l'essor du tourisme écologique au niveau international. Ces populations cubaines sont passées travailleurs indépendants[674] au Parc national Ciénaga de Zapata :

> « *Tras media vida como empleada de un banco, Teresa decidió trabajar por cuenta propia desde hace cuatro años. Hoy confiesa que nunca pensó que le iría tan bien alquilando habitaciones a turistas extranjeros en la Ciénaga de Zapata, antes considerado el lugar más pobre de Cuba. La familia de esta emprendedora administra dos casas con tres y cuatro habitaciones respectivamente, además de un restaurante en cada una, en este municipio de la occidental provincia de Matanzas.* »

674 IPS Cuba (2016, 26 Octobre). *Poblados de la Ciénaga de Zapata despiertan con el turismo*. https://www.ipscuba.net/economia/poblados-de-la-cienaga-de-zapata-despiertan-con-el-turismo/ (consulté le 15 Septembre 2024).

(Teresa)

> « *Mi esposa y yo trabajábamos en el turismo. Un día decidimos que uno de los dos debía dedicarse al arrendamiento. Ella se mantuvo en la Laguna del Tesoro y yo alquilo dos habitaciones. Pensamos llegar a cuatro en el futuro", cuenta este hombre con certificaciones de cajero, cantinero y dependiente.* »
>
> **(Roger Cabrera)**

Des projets gouvernementaux comme celui de *Transformación Comunitaria para el Desarrollo Local* y ont développé des « *fincas y patios agroecológicos* ». À « *El Patio de María* »[675], la propriétaire a expliqué :

> « *Nosotras mismas hacemos la tierra : vamos a la ciénaga y traemos turba, materia orgánica, hacemos compost y usamos mucho el aserrín ... También elaboramos nuestro propio fertilizante orgánico, como nos enseñaron en los talleres del Proyecto* ».
>
> **(María et ses filles Marbelis y Magalis)**

Avec ses 2 filles, elle a été formée aux techniques de service et d'actions durables pour le déploiement des activités : « *Han incursionado en el turismo, prestan servicios de gastronomía y tienen un sendero en su patio, donde explican su trabajo y exponen sus plantas medicinales y ornamentales* ».

La *finca agroecológica* Los Cocos est tenue par un couple original : Eddy, un militaire à la retraite ; sa femme Aliuska reconvertie dans l'agriculture après avoir travaillé dans le tourisme[676]. La pluriactivité de la finca *Fiesta Campesina* a mobilisé des compétences multiples des populations locales à travers les attractions touristiques suivantes : (i) l'élevage de l'animal aquatique *manjuarí* et du rongeur *jutía* ; (ii) le bar à boisson *guarapo* à base de jus de canne ; (iii) le restaurant de plein air servant une cuisine locale et un café cubain de haute qualité. L'agence Online Tours a défini la *finca agroecológico* en ces termes, dans cette alliance entre cadre naturel et traditions locales :

675 Rodríguez, D. E. (2024, 2 Février). Las Marías de los Hondones. *Fonoma Blog*. https://blog.fonoma.com/finca-cienaga-de-zapata-cuba-3ee539e7bfff (consulté le 15 Septembre 2024).
676 Collet, V. (2020, 7 Janvier). Ciénaga de Zapata, Cuba : le marais aux mille merveilles. *Hortus Focus*. https://magazine.hortus-focus.fr/blog/2020/01/07/cienaga-de-zapata-cuba-le-marais-aux-mille-merveilles-1/ (consulté le 28 Septembre 2024).

« *La finca es como un zoológico a pequeña escala donde los animales permanecen en su entorno natural, un lugar para conocer y disfrutar de un espacio natural ambientado por las tradiciones campestres cubanas la flora y la fauna originaria de la región* »[677].

En Guadeloupe, l'établissement public du Parc emploie localement du personnel en plus de promouvoir des métiers liés à la valorisation du Parc. L'ensemble des parcs nationaux de France ont élaboré un référentiel de métiers[678]. Croisés aux principaux enjeux du Parc national de la Guadeloupe, ils reflètent des prérogatives reclassées en 3 thématiques :

1. culture - l'appropriation des questions patrimoniales par la population locale : chargé de mission patrimoine culturel, responsable pôle connaissance du patrimoine, médiateur du patrimoine, chargé de mission éducation à l'environnement ;
2. nature - la préservation des patrimoines naturel, culturel et paysager : chargé de mission espèces/milieux/paysage, chargé de mission agriculture, chargé de mission signalétique/randonnée ;
3. économie - un développement endogène respectueux de l'environnement et des hommes : responsable pôle aménagement-développement, chargé de mission tourisme, chargé de mission de développement durable, agent de développement local.

Ces métiers s'ouvrent à la recherche avec un chef de projet scientifique et à une coopération interparc à l'échelle (inter)nationale avec un chargé de mission relations internationales : réseau des réserves de biosphère, réseau des aires marines protégées, réseaux de suivi des espèces marines (tortues marines, coraux, avifaune)[679]. Parallèlement aux métiers des parcs nationaux de France, la Guadeloupe compte un Directeur du pôle marin et son adjoint en dessous de la Directrice du parc et de son adjoint dans la gestion de l'aire maritime adjacente. 9 employés supplémentaires, soit 2 agents de développement local et 7 garde-moniteurs, ont suffi à la gestion de l'aire maritime adjacente sur le terrain. Les 2 pôles terrestre et marin du Parc ont

677 OnlineTours (2018, 23 Janvier). Camino a la Ciénaga de Zapata, una fiesta con sabor a campo. *Blog de voyage*. https://online-tours.es/blog/cuba/cienaga-de-zapata-3/ (consulté le 17 Septembre 2024).
678 Parcs nationaux de France (2011). *Référentiels des métiers – Parcs nationaux de France*. 164 p. https://www.parcsnationaux.fr/sites/parcsnationaux.fr/files/available_docs/referentiel_metiers.pdf
679 PNG (s.d.). *Les labels du Parc national*. https://www.guadeloupe-parcnational.fr/fr/des-actions/les-relations-internationales/les-labels-du-parc-national (consulté le 3 Octobre 2024).

préféré se relayer sur (i) les départements Patrimoines et appui aux territoires, Communication accueil et pédagogie ; (ii) le système d'information ; (iii) le secrétariat général du siège pour ses services essentiels.

La pratique des activités économiques au sein des parcs nationaux de l'Île-à-Vache en Haïti, de Ciénaga de Zapata à Cuba et de la Guadeloupe correspond à des modèles de développement différents. En Haïti, le Gouvernement a investi dans plusieurs plans de développement. Par conséquent, la péninsule Sud a été incluse dans les solidarités régionales du plan « Haïti Demain » : des alliances territoriales devant « servir de cadre au redéploiement des efforts de protection environnementale (CIAT, 2010 : p. 11)[680]. Le « Plan Stratégique de Développement d'Haïti » considère Île-à-Vache pôle de développement de la péninsule Sud. Ces plans constituent des documents de référence pour des institutions internationales ou encore pour les gouvernant.e.s haïtien.ne.s. Cependant, les populations locales se retrouvent plutôt dans le « konbitisme » : concept de base d'un contrat social fondé sur la coopération et la participation »[681]. Ce « faire-ensemble » poursuit un « vivre-ensemble » suivant, d'après l'autrice Odette Roy Fombrun, le principe généreux et spontané d'entraide à encourager en vue de promouvoir l'unité indispensable au développement. Cette unité vise la cohésion de 3 groupes d'acteur.trice.s retrouvé.e.s au PNN-IAV : (1) la paysannerie qui « vit en dehors » de l'État central et demeure attachée aux valeurs africaines d'origine ; (2) les citadins.es, attachés.es à la culture française par le biais de l'instruction ; (3) la diaspora attachée à la modernité qui « vit au dehors » ou encore « *lòtbò dlo* ». Le konbitisme s'appuie sur l'inclusion intergénérationnelle et un « *tourisme lakay* » fondé sur les attraits spécifiques du territoire de la collectivité. Le concept devient alors un outil de mutualisation de ressources qui tire ses racines des us et coutumes haïtiennes pour se mettre au service du développement rural[682].

Le konbitisme prôné pour la collectivité de l'Île-à-Vache se déploie dans une région du Sud dans laquelle les populations locales ont fixé 3 secteurs économiques prioritaires. Les ateliers de consultation du projet TNC de l'UniQ ont recensé : (1) l'agro-industrie, (2) le tourisme, (3) la construction. L'agro-industrie ou encore la transformation agroalimentaire est effectivement l'axe d'intervention des 2 seules

680 CIAT (2010). Haïti Demain : objectifs et stratégies territoriales pour la reconstruction. 37 p. https://www.oas.org/en/ser/dia/docs/haiti_demain.pdf (consulté le 21 Septembre 2024).
681 Fombrun, O. R., Etienne, J.-P. (2017). *Morale civique et éducation à la citoyenneté*. Causeries-débats-Actions, Haïti, FORF.
682 Fombrun, O. R. (2012, 25 Mars). *Le Konbitisme : de la théorie à l'action*. https://forf.v3w.net/konbit-ayiti-pwop/ (consulté le 12 Septembre 2024).

organisations de femmes formellement enregistrées à l'IAV : l'Organisation des Femmes Progressistes de l'Île-à-Vache (OFPIV), l'ORFAIV.

- L'OFPIV a adopté la mission « de travailler dans le domaine de la transformation agroalimentaire dans le but de promouvoir l'autonomisation économique des femmes au sein de sa communauté ». Elle vise l'objectif spécifique « d'implémenter un atelier de transformation et une mutuelle de solidarité en vue de générer plus de revenus et de supporter l'autofinancement des activités de l'organisation ».
- L'ORFAIV a adopté la mission de « permettre aux femmes de la communauté de l'Île-à-Vache de devenir plus autonomes économiquement en leur facilitant l'accès à des activités génératrices de revenu incluant la transformation agro-alimentaire ». Elle vise l'objectif spécifique d'acquérir des équipements de transformation et de réaliser des formations pour ses membres dans le but d'augmenter leur capacité de production d'au moins 30 %.

Aux secteurs économiques prioritaires, les populations locales du Grand Sud ont adjoint des sous-secteurs économiques : (a) l'agriculture-élevage, (b) la pêche, (c) le commerce, (d) le transport, (e) la fabrication des matériaux de construction, (f) l'habitat, (g) l'artisanat, (h) la santé, (i) l'éducation. Ces sous-secteurs sont :

Texte original
« *...sektè priyoritè ki dwe jwenn yon atansyon espesyal nan men pouvwa piblik yo ki gen responsabilite pou oryante epi soutni kwasans ekonomik la nan enterè jeneral la* ».

Texte traduit
« …secteurs prioritaires qui doivent obtenir une attention spéciale des pouvoirs publics dotés de la responsabilité de les orienter et de soutenir la croissance économique au profit de l'intérêt général ».

Ils correspondent aux activités locales :

- de l'OFPIV qui touchent : (i) à la formation de ses membres sur les techniques agricoles (agriculture-élevage), en entrepreneuriat et gestion des petites et moyennes entreprises-PME (commerce) ; (ii) à l'implantation d'une mutuelle de solidarité (produit financier pour le commerce).

- de l'ORFAIV qui touchent : (i) à la formation de ses membres en entrepreneuriat et gestion des petites et moyennes entreprises (commerce) ; (ii) au renforcement de leur mutuelle de solidarité (produit financier pour le commerce).

De plus, les résultats de l'atelier de Septembre 2022 ont déjà eu à faire ressortir l'importance des sous-secteurs suivants dans l'amélioration du cadre de vie des populations locales du PNN-IAV : a) l'agriculture-élevage, (b) la pêche, (c) le commerce, (d) le transport. Dans ces conditions, la réalité des populations locales de l'IAV se retrouve dans les secteurs économiques identifiés en vue du développement de la péninsule Sud par le konbitisme.

Des études menées par le consultant Nicolaï Seignon (2024) auprès de 26 organisations de femmes de la péninsule Sud (Grand-Anse, Sud, Nippes) ont reconfirmé la prépondérance de l'agriculture-élevage relevée par le projet TNC. Effectivement, 17 des 26 organisations de femmes étudiées concernent l'agriculture-élevage (production et vente de produits agroalimentaires/agricoles, élevage et produits provenant de l'élevage), soit plus de 50 % d'entre elles. 44 % d'entre elles accusent des problèmes de financement. 49 % d'entre elles ont posé les catastrophes naturelles en principales menaces à un fonctionnement pérenne, beaucoup plus que la crise socio-économique (19 %), les épidémies (15 %), la crise sécuritaire (10 %). Émerge alors la nécessité de prévoir le renforcement de la résilience économique et climatique des femmes de l'IAV parallèlement aux activités de conservation du PNN-IAV. En effet, l'IAV a auparavant expérimenté la dissolution d'une AVEC après le passage de l'ouragan Mattthew en 2016. En tenant compte des résultats de consultation de TNC (2022) et du consultant Nicolaï Seignon (2024) dans le Sud, y compris à l'IAV, l'activité principale d'agriculture identifiée dans le cadre de la thèse doit être nuancée par la transformation agroalimentaire. En retour, le sous-secteur économique du commerce du TNC devra s'enrichir de la contribution de la sororité des commerçantes de la filière pêche du PNN-IAV. Cette filière sollicite des équipements plus performants de sorte à déplacer l'effort de pêche vers le large et une chaîne de froid pour la conservation des ressources halieutiques lors de leur acheminement.

À l'échelle de la péninsule Sud, le transport (la route) et le crédit ont été avancés par TNC parmi les actions à engager en vue du développement économique des collectivités territoriales comme celle de l'IAV. Ont été considérés comme atouts :

(1) la diaspora, dont les capitaux peuvent expandre les secteurs secondaires et tertiaires ; (2) la Jamaïque à moins de 200 km, dont la proximité géographique facilite un nouveau marché de produits agricoles ou agro-industriels. L'Agronome géographe Jean François Tardieu a proposé le schéma d'un « *devlòpman akselere ak ekitab*/développement accéléré et équitable » tiré des 3 secteurs économiques prioritaires du réseau polarisé multidimensionnel de la péninsule Sud (2024). À partir de son raisonnement basé sur la hiérarchie démographique des agglomérations, la collectivité territoriale de l'IAV sera classée « petite ville », avec ses moins de 30 000 habitant.e.s. Son potentiel socio-économique sera reconnu en valeur ajoutée pour la région. L'île adjacente et son Parc national naturel dépendront administrativement de l'agglomération du grand pôle régional urbain des Cayes (**Réf.** Carte 33). Ensuite, le pôle des Cayes refermera l'un des 9 gouvernements régionaux[683] de la péninsule Sud adossée à une capitale de Port-au-Prince qui lui procure des opportunités métropolitaines. Dans ces conditions, le PNN-IAV pourra s'inscrire dans un projet de développement local dynamique accepté par les populations locales.

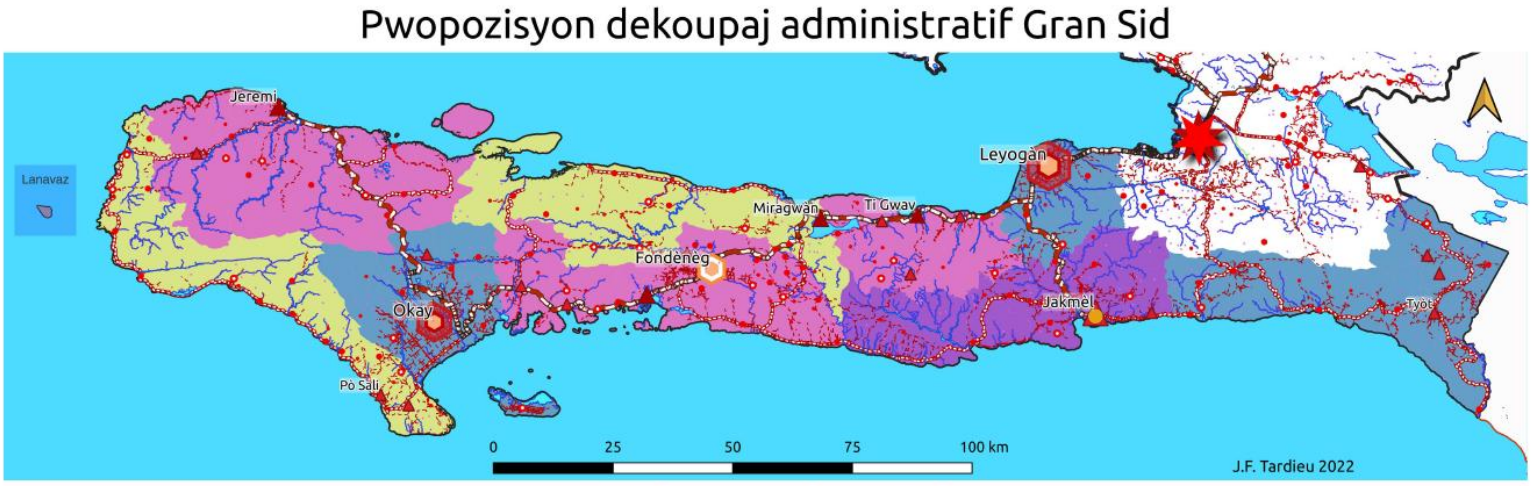


Figure 1: Pwopozisyon dekoupaj administratif Gran Sid

Carte 33. Proposition de découpage administratif de la Péninsule Sud avec la collectivité territoriale de l'Île-à-Vache **(Tardieu, 2022)**

La situation est similaire pour les parcs nationaux des 2 autres îles sœurs en étude dans la thèse. À Cuba, le Parc national de Ciénaga de Zapata est situé dans la municipalité du même nom sous la tutelle du Gouvernement provincial de Matanzas. Il s'aligne sur une vision de développement inspirée du programme cubain de

683 Les 9 gouvernements sous-régionaux se trouveront dans les capitales sous-régionales suivantes : (1) Leyogàn,(2) Okay,(3) Fondènèg,(4) Jakmèl,(5) Jeremi,(6) Miragwàn,(7) Ti Gwav, (8) Pò Sali, (9) Tyòt.

gestion des montagnes du *Plan Turquino-Manati*. Cette alliance volontaire de gouvernements provinciaux, d'autorités et d'organisations locales a été applaudie par le Secrétariat de la coalition des Nations Unies sur la montagne : Cuba a obtenu l'autonomisation des populations locales en leur donnant un rôle de premier plan dans le développement de ces espaces[684]. D'ailleurs, le « Rapport planète vivante » du Fonds mondial pour la nature (2006) a classé le seul pays qui « répond conjointement aux deux critères de développement durable ». En Guadeloupe, le parc national s'étale sur 20 communes de l'aire d'adhésion située dans un archipel sous la tutelle d'un Conseil régional. Il concourt à la concrétisation de la loi de 2016 pour la reconquête de la biodiversité, porteuse de l'ambition de réduire à zéro la perte nette de biodiversité sur le territoire français. Ce territoire français de la Caraïbe a adopté la « Trajectoire outre-mer 5.0 » structurée autour de 5 objectifs liés aux enjeux de développement durable à l'horizon de 2030 : (1) zéro exclusion ; (2) zéro carbone ; (3) zéro déchet ; (4) zéro polluant agricole ; (5) zéro vulnérabilité.

Conclusion de la deuxième partie

Le (sous)système d'aires marines protégées proposé pour Haïti devra être guidé par des objectifs : (1) de développement durable décliné selon les réalités locales ; (2) de résilience climatique nécessaire aux populations locales ; (3) de conservation de la biodiversité dans les espaces circonscrits. Les activités anthropiques ont été recensées au sein des parcs nationaux de la Caraïbe après leur description. En Haïti, le projet de parc a été isolé du développement local. À Cuba et en Guadeloupe, les parcs nationaux ont participé à l'amélioration des conditions de vie des populations locales en étant inscrits dans un projet de territoire. En Haïti, le manque d'engagement de l'État central a été suppléé par une diaspora originaire de la péninsule Sud. Le konbitisme suggéré porte sur un modèle de développement local construit sur les attributs culturels des populations locales du milieu rural.

684 Jacomino, P. (2016, 9 Août). UN Praises Cuba's Mountain Management Program. *Radio Habana Cuba*. https://www.radiohc.cu/fr/noticias/ciencias/105059-un-praises-cubas-mountain-management-program (consulté le 23 Octobre 2024).

Négresse[685], que fais-tu ?

Je plonge dans les méandres…
d'un peuple qui a dilué sa destinée
après avoir trahi son dévoué père ![686]

Troisième partie : Des autorités et populations locales dans des parcs nationaux de la Caraïbe

Introduction de la troisième partie
La mer, vitrine de l'application d'un cadre règlementaire dans la Caraïbe
Objectif de la troisième partie
Méthode de la troisième partie
Structure de la troisième partie

La conservation marine par le Ministère haïtien de l'Environnement : Chapitre 7
7.1.Les principales directions en lien avec la conservation marine
7.2. Les directions secondaires en lien avec la conservation marine
7.3. Une Agence haïtienne pour des aires marines protégées

Un plan de gestion en Haïti et à Cuba, une charte de territoire en Guadeloupe : Chapitre 8
8.1. L'articulation des documents de gestion avec les priorités nationales
8.2 Le décalage de l'inclusion institutionnelle dans les parcs nationaux
8.3. Un zonage de parc (dé)connecté avec le plan d'aménagement des collectivités
8.4. Les forces de surveillance du Parc national naturel de l'Île-à-Vache en Haïti

Les acteurs de la gouvernance des parcs en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe : Chapitre 9
9.1. La gouvernance institutionnelle des parcs en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe
9.2. La gouvernance locale du Parc national naturel de l'Île-à-Vache
9.3. Le contraste des actions climatiques entre Haïti, Cuba, Guadeloupe

© Precilia Sombo alias Precil'Art Design

[685] Si nègres et négresses charrient une connotation péjorative aux États-Unis et dans les îles françaises de la Caraïbe, « Négresse » est un compliment achalandé fait à une belle Haïtienne noire aux cheveux crépus, lèvres pulpeuses, et formes sensuelles. Dans les cultures hispaniques et afro latines, le diminutif *negrita* prend des tons affectueux pour désigner une femme noire.
[686] Alexandra V D Pierre, autrice du manuscrit de thèse

« The sea is a living thing.
It speaks to you in a language you don't understand,
but you know it is speaking »

Une citation de l'écrivaine états-unienne Edwige Danticat (1998),
née à Port-au-Prince (Haïti), dans son roman historique [687]

Introduction de la troisième partie

I.3. La mer, vitrine de l'application d'un cadre règlementaire dans la Caraïbe

La représentation normative de la gouvernance associe les populations qui influencent la prise de décisions sur la conservation des AMP des parcs nationaux de la thèse. Leur intégration par responsabilisation renvoie à « une citoyenneté locale » en rapport avec un référent identitaire (Nguinguiri, 2003 : paragr. 6)[688] : l'AMP, subordonnée au bien commun de la prix Nobel d'économie Elinor Ostrom (2009). Cette stratégie participe à la co-construction de valeurs derrière l'exercice de prospective des futurs possibles de la conservation côtière et marine. À la manière des entreprises, elle sous-tend la recherche d'une articulation entre permanence des actions en faveur de la biodiversité marine et transformation des communautés situées dans les AMP (Dameron, 2011 : p.13)[689]. En Haïti, les populations locales sont impliquées dans les mesures de conservation depuis la loi-mère de la Constitution de 1987. Car, elles ont délégué « l'exercice de la souveraineté nationale » à un état chargé de la mise en valeur des sites naturels, dont l'AMP (Art. 59, 254)[690]. De cette façon, les 3 Pouvoirs[691] de l'État doivent garantir des dispositions respectueuses de la protection de la faune et de la flore marines (Art. 257)[692]. Bien que les attributions du Législatif l'obligent à des lois sur tous les objets d'intérêt public (Art. 111)[693], le texte juridique qui a fixé le cadre général du secteur de l'environnement haïtien a

687 Danticat, E. (1998). *The Farming of Bones*. Soho Press. 304 p.
688 Nguinguiri, J.-C. (2003). Gouvernance des aires protégées : l'importance des "normes pratiques" de régulation de la gestion locale pour la faisabilité des réformes dans le Bassin du Congo, *Bulletin de l'APAD* [En ligne], issue 26. https://doi.org/10.4000/apad.3563
689 Dameron, S. (2011). Les dirigeants oublient-ils le long terme ? Dans E. Lamarque (dirs.), *Gouvernance et prise de décision : les questions qui dérangent* (pp.3-14). Eyrolles, Éditions d'Organisation.
690 Constitution nº 36 du 28 Avril 1987 de la République d'Haïti
691 Les 3 pouvoirs de l'État haïtien sont : (1) le législatif (Parlement : Chambre basse avec les députés, Chambre haute avec les sénateurs) ; (2) l'exécutif (le Président, le Premier Ministre à la tête d'un gouvernement) ; (3) le judiciaire (la Cour de cassation, les Cours d'appel, les tribunaux de première instance, les tribunaux de paix et les tribunaux spéciaux).
692 Selon l'Article 257 de la Constitution de 1987, « la loi détermine les conditions de protection de la faune et de la flore. Elle sanctionne les contrevenants ».
693 Selon l'Article 111 de la Constitution de 1987, « le Pouvoir législatif fait des lois sur tous les objets d'intérêt public ».

émané de l'Exécutif[694]. Le décret a constitué son recours de gouvernance face à « la suprématie du Parlement » muni de la possibilité de s'auto-assigner des attributions par la loi (Volcy, 2016 : p. 33[695] ; Art. 93[696], 97[697]).

D'après le spécialiste en droit public Emmanuel Raphaël (2020)[698], le geste d'usurpation de pouvoir par l'Exécutif[699] lui facilite la règlementation en toute matière et de façon autonome. Par conséquent, le décret présidentiel no 11 du 26 Janvier 2006 portant sur la gestion de l'environnement a initié un système national d'aires protégées ouvert à des unités spatiales de conservation présentes et futures en Haïti en se libérant d'un Parlement intransigeant (Art. 48)[700]. À Cuba, une loi d'orientation : la *Ley del Medio Ambiente*, a introduit le sous-système d'AMP ; et les ressources côtières et marines y ont été clairement spécifiées. Elle a été renforcée par la Loi nº 815 de 2016 sur les aires protégées nationales. Les grandes décisions relatives à l'institutionnalisation du secteur environnemental, y compris des aires côtières (**Réf.** Figure 24), à Cuba sont présentées à la page suivante. En Guadeloupe, la France a été dotée d'un code de l'environnement, inexistant en Haïti à part la compilation du chercheur haïtien Jean-André Victor dans le cadre d'un contrat de service du PNUD (1995)[701]. Le chapitre IV (Art. L334-1 à L334-8) et la section 1 (Art. L334-1 à L334-2-5) en vigueur pour les AMP guadeloupéennes ont été préférablement localisés dans la partie législative du code. Dans ces conditions, les

694 Le Président Boniface Alexandre (20024-2006) derrière cette initiative est le chef d'État haïtien connu pour avoir pris le plus grand nombre de décrets, soit près de 65 décrets-lois en 2 ans de mandat selon les propos de l'avocat Patrick Laurent rapportés par le journaliste Robenson Geffrard dans le Nouvelliste (2014, 3 Septembre) ou encore plus de 70 décrets-lois selon le journaliste Widlore Mérancourt de Ayibopost (2020, 8 Ocotbre).
695 Volcy, L. (2016). *L'inefficacité de l'État de droit en Haïti*. [Mémoire de licence. Université d'État d'Haïti, Faculté de droit et des sciences économiques, Option : Droit].
696 Selon l'article 93 de la Constitution de 1987, « La Chambre des Députés, outre les attributions qui lui sont dévolues par la Constitution en tant que branche du Pouvoir Législatif, a le privilège de mettre en accusation 1e Chef de l'État, le Premier Ministre., les Ministres, 1es Secrétaires d'État par devant la Haute Cour de Justice, par une majorité des 2/3 de ses Membres. Les autres attributions de la Chambre des Députés lui sont assignées par la Constitution et par la Loi.
697 Selon l'article 97 de la Constitution de 1987, « En addition aux responsabilités, qui lui sont inhérentes en tant que branche du Pouvoir Législatif, le sénat exerce les attributions suivantes : 1) Proposer à l'Exécutif la liste des Juges de la Cour de Cassation selon les prescriptions de la Constitution : 2) S'ériger en Haute Cour de Justice : 3) Exercer toutes autres attributions qui lui sont assignées par la présente Constitution et par la Loi. »
698 Raphaël, E. (2020, 29 Juillet). Le mot du droit sur la prise de décrets par l'exécutif haïtien. *PAP Post*. https://pappost.com/index.php/2020/07/29/le-mot-du-droit-sur-la-prise-de-decrets-par-lexecutif-haitien/ (consulté le 23 Mai 2024).
699 Le Parlement s'est également emparé du pouvoir d'initiative des lois budgétaires de l'Exécutif. Les pressions politiques de non-vote entraînent régulièrement la reconduction du budget de l'exercice fiscale passé dans les formes prévues par la loi.
700 Selon l'Article 48 de la Constitution de 1987, « le Système National des Aires Protégées (SNAP) est constitué d'un ensemble d'unités spatiales de conservation déjà créées ou qui seront créées dans le futur selon les règles et procédures adoptées en la matière. Le SNAP comprend actuellement les pares nationaux, les zones réservées, les réserves forestières, les sites naturels classés et les zones sous protection ».
701 Il s'agit du Projet PNUD/ECMU/HAI/92/001

préoccupations de Cuba et Guadeloupe sur les AMP ont été approchées par un processus juridique plus rigoureux et intégré que celui d'Haïti[702].

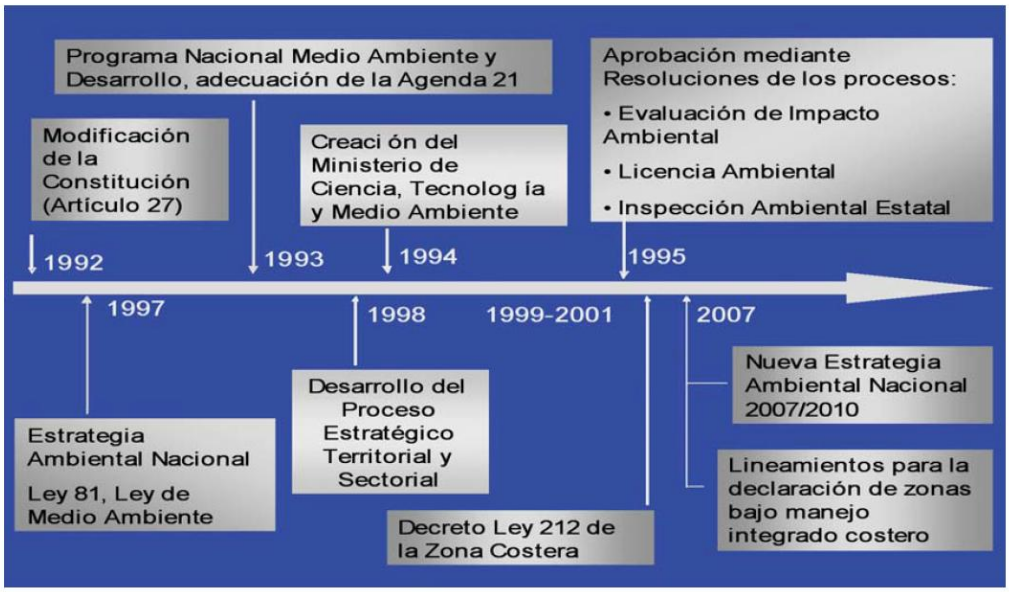


Figure 24. Marqueurs légaux de la gestion environnementale à Cuba **(Santos et al., 2008)**

Le décret 2006 est le principal texte de régulation du secteur de l'environnement, y compris du champ de la conservation côtière et marine en Haïti. Toutefois, il est contestable dans sa forme juridique malgré sa pertinence pour le PNN-IAV. Dans sa régulation du secteur environnemental, ce décret a mué en un acte règlementaire qui aurait dû venir en application d'une loi actée par le Parlement. Sans être une loi, il a porté sur des objets d'intérêt public du domaine législatif et détient une force de loi dont a découlé des décrets et arrêtés de déclarations. Cette pratique irrégulière fait que les AMP ont été justifiées, entre autres, par un décret-cadre[703] d'après le 7 février 1988[704].[705]. Ensuite, l'attribution de légiférer (Art. 111)[706] et l'interprétation des lois (Art. 128)[707] appartient exclusivement au Législatif au lieu d'un

702 Les préoccupations de Cuba et Guadeloupe sur les AMP ont été sanctionnées par : (1) la consultation du public et des autorités ministérielles de l'environnement et des outremers, (2) les travaux du Conseil national de la protection de la nature (France) ; ou (3) les injonctions d'une *Asamblea nacional del Poder popular* (Cuba), plutôt que par décision unilatérale d'un Président sans les compétences requises (Haïti).
703 Or, seul le Conseil national de gouvernement a été autorisé aux décrets à force de loi jusqu'à l'entrée en fonction des députés et sénateurs élus sous le régime de la nouvelle Constitution de 1987 (Art. 285.1)
704 Le 7 Février 1988 a été pris pour cible étant donné qu'il coïncide avec l'entrée en fonction de la première législature sous le régime de la Constitution de 1987
705 Selon l'Article 285.1 de la Constitution de 1987, Le Conseil National de Gouvernement est autorisé à prendre en Conseil des Ministres, conformément à la Constitution, des décrets ayant force de Loi jusqu'à l'entrée en fonction des députés et Sénateurs élus sous l'empire de la Présente Constitution.
706 Selon l'Article 111 de la Constitution de 1987, « Le Pouvoir légis1atif fait des lois sur tous les objets d'intérêt public ».
707 Selon l'Article 128 de la Constitution de 1987, « L'interprétation des Lois /par voie d'Autorité, n'appartient qu'au Pouvoir Législatif, elle est donnée dans la forme d'une Loi ».

Exécutif bicéphale. Le PNN-IAV s'est donc rapporté au « décret présidentiel » de 2006 sur le système national des aires protégées avant d'être formalisé par « arrêté présidentiel » nº 156 du 26 Août 2013.

L'ordre juridique sur les AMP est au contraire respecté et renforcé dans les 2 îles sœurs à l'étude dans la thèse. Le Parc national de la Guadeloupe a été créé par décision gouvernementale du décret n° 89-144 du 20 février 1989 du Premier Ministre Michel Rocard. Le décret est venu en application de la loi n° 60-708 du 22 juillet 1960 sur les parcs nationaux de France, modernisée par la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006. Le Parc national Ciénaga de Zapata de Cuba l'a été par le décret nº 170 du 28 Avril 1976 du Conseil des ministres. Il a été agrandi par la résolution nº 115 de 1992 prise en Conseil d'état, et classé nationalement REDS par le décret 197/96 du 29 juillet 1996 du Conseil d'état. La déclaration de ces 2 AMP à Cuba et à Guadeloupe s'est effectuée par des décrets gratifiés d'une force légale plus importante que l'arrêté publié en Haïti.

La discordance relative à la hiérarchie des normes avancée par la Constitution de 1987 s'est poursuivie avec le décret de 2006. Le décret s'est octroyé le privilège abrogatoire de textes juridiques : (1) de rang supérieur comme des lois ou dispositions de lois ; (2) de rang égal ou inférieur comme des décrets, décrets-lois ou dispositions de décrets-lois ; indépendamment de la fonctionnalité du Parlement (Art. 162)[708]. Ce qui occasionne que des lois votées par le Parlement soient modifiables par un décret à l'initiative de l'Exécutif : une inclinaison à l'encontre du parallélisme des formes et des procédures. Ou encore, la nécessité d'une norme sur l'environnement a prévalu sur la manière de l'introduire conformément à la Constitution. En adoptant le point de vue du bâtonnier de l'ordre des avocats de Port-au-Prince (Haïti) Monferrier Dorval[709], cette relativité a plus positionné le pays en état légal qu'en état de droit puisque l'application des textes juridiques prédomine sur la constitution elle-même. Une réhabilitation du décret de 2006 en loi opposable aux populations locales renforcera le cadre juridique relatif aux AMP. Selon l'avocat du barreau de

708 Selon l'Article 162 du Décret no 11 du 26 Janvier 2006, « Le présent Décret abroge toutes Lois ou dispositions de Lois, tous Décrets ou dispositions de Décrets, tous Décrets-Lois ou dispositions de Décrets-Lois qui lui sont contraires, et sera publié et exécuté à la diligence des Ministres de la Justice et de la Sécurité Publique, de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, de l'Économie et des Finances, de la Planification et de Ia Coopération Externe, de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme, des Travaux Publics, Transports et Communications, de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse, des Sports et de l'Éducation Civique, de la Communication et de la Culture, de la Santé Publique et de la Population, de l'Environnement, chacun en ce qui le concerne ».

709 Dorval, M. (2011, 17 Février). La hiérarchie des normes juridiques et la suprématie de la Constitution. *Le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/89249/la-hierarchie-des-normes-juridiques-et-la-suprematie-de-la-constitution (consulté le 11 Mai 2023).

Port-au-Prince (Haïti) Woodken Eugène[710], seule « une volonté politique » contribuera à restaurer l'ordre constitutionnel rompu, étant donné que la loi n'oblige pas un Parlement fonctionnel à de telles révisions.

D'autres défauts structurels dans l'organisation juridique du décret de 2006 ont été observés. Les travaux du chercheur Maismy-Mary Fleurant ont déploré, par exemple : l'absence d'un tribunal compétent en matière environnementale[711], aussi marine, au regard d'une loi d'application du décret en 5eme rang dans la hiérarchie des normes (2020 : p. 170, 171)[712]. Les conclusions du rapport de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) ont relevé l'inexistence de contenus sur un système d'évaluations environnementales[713]. Par contre, des textes sectoriels[714] ont préconisé la prise en compte de l'environnement, dont marin, dans les activités de développement ; et Haïti a ratifié des conventions internationales qui l'y oblige [715](2015, p. 29-33)[716]. L'arrêté présidentiel du PNN-IAV tend vers l'inconstitutionnalité au même titre que la problématique de l'ordonnancement du décret de 2006. De plus, il demeure exécutoire aussi longtemps qu'il n'a pas été déclaré illégal ou modifié, abrogé ou rapporté par des autorités compétentes[717]. Cet arrêté, majoritairement imposé par un décret-cadre d'après 1988 à défaut d'une norme législative, a été édicté par un Président rendu mineur par la loi. En vérité, le Président haïtien n'a droit qu'à des arrêtés de nomination des grands commis de l'État en Conseil des

710 Mérancourt, W. (2020, 8 Octobre). Les décrets-lois s sont une curiosité haïtienne antidémocratique et illégale. Tôt ou tard, il faudra faire le deuil de cette pratique. Qui sera le premier à dire non, ça suffit ? *AyiboPost*. https://ayibopost.com/les-decrets-mettent-lordre-juridique-en-danger-voila-comment-resoudre-ce-probleme/ (consulté le 16 Mai 2024).

711 qu'il s'agisse d'un tribunal environnemental ou d'une section des tribunaux ordinaires devant traiter des infractions environnementales.

712 Fleurant, M.-M. (2020). *Les changements climatiques à Haïti : pour la résilience socio-écologique des populations pour l'adaptation dans le domaine de l'agriculture. Possibilités et limites du droit national et international* [Thèse de doctorat, Université Laval, Faculté de droit]. CorpusUL. https://corpus.ulaval.ca/server/api/core/bitstreams/0bb25669-5ee1-4276-b806-fb5dd0bddf2a/content

713 Le système comprend l'évaluation environnementale stratégique, l'étude d'impact environnemental et social, l'audit environnemental ou la vérification environnementale simultanément aux enquêtes et audiences publiques.

714 Le Décret du 13 mai 1936 ratifiant la Convention internationale pour la protection des végétaux, le Décret du 31 mars 1971 portant organisation de la surveillance et de la police de la chasse conformément à la Convention pour la protection de la nature et la préservation de la faune sauvage dans l'hémisphère occidental, les textes réglementaires relatifs à l'agriculture qui intègrent assez bien les mesures de sauvegarde environnementale, la Loi du 9 juillet 2002 sur les zones franches et de l'Arrêté présidentiel du 16 mai 2012 fixant les conditions réglementaires de création, d'implantation, de gestion, d'exploitation et de contrôle des zones franches en Haïti, qui font référence à la réalisation d'études d'impacts sur l'environnement dans les secteurs du Commerce et l'Industrie sont listés parmi ces textes sectoriels.

715 Les conventions sur la diversité biologique, sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse, la Convention cadre des Nations-Unies contre les changements climatiques, le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, découlant de la Convention sur la diversité biologique, la Convention des Nations-Unies sur les cours d'eau de 1997, la Convention des Nations-Unies ESPOO de 1991 sur l'étude d'impact environnemental dans un contexte transfrontalier sont listées parmi les conventions internationales ratifiées.

716 OIF (2015). *Cadre juridique et institutionnel de l'évaluation environnementale en Haïti*. 196 p. https://www.mde.gouv.ht/phoca-download/Cadre_juridique%20et%20institutionnel%20de%20levaluation%20environnementale%20en%20Haiti.pdf (consulté le 20 Juillet 2023).

717 Les populations locales peuvent toujours exercer un recours auprès de la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif en cas de constat d'illégalité.

ministres ou après approbation du Sénat dans l'exercice d'une présence superfétatoire (Art. 142)[718].

En Haïti, les attributions du maire l'autorisent à prendre des arrêtés dans le but d'administrer les ressources naturelles de sa commune (Art. 73[719] ; Art. 65[720]). Le cas du Parc Cacique Henri (Anse-à-Pitre, Haïti) de 2014[721] est emblématique de cette réalité en considérant que la forêt côtière soit une AMP à l'instar de la *Bosque Estatal de Boquerón* de Porto-Rico. Ainsi, l'arrêté de création du Parc naturel communal Cacique Henri par le Chef de l'Exécutif communal respecte davantage le formalisme du pouvoir réglementaire que le PNN-IAV créé par le Chef de l'État. Ce paradoxe renvoie au questionnement de la préséance des pouvoirs de l'Exécutif sur ceux du Conseil municipal simultanément à l'usurpation des pouvoirs d'un Législatif puissant par l'Exécutif. Puis, cette instauration d'AMP par 2 autorités différentes (**Réf.** Tableau 6) – communale et nationale - aide à mieux saisir la pertinence de la posture consensuelle de Cuba sur des aires protégées à significations locale et nationale.

718 Selon l'Article 142 de la Constitution de 1987, « Par Arrêté pris en Conseil des Ministres, le Président de la République nomme les Directeurs Généraux de l'Administration Publique, les Délégués et Vice-Délégués des Départements et Arrondissements. II nomme également, après approbation du Sénat, les Conseils d'Administration des Organismes Autonomes ».

719 Selon l'Article 73 de la Constitution de 1987, « Le Conseil municipal administre ses ressources au profit exclusif de la municipalité… »

720 Selon l'Article 65 du Décret de 2006 portant organisation et fonctionnement des collectivités territoriales, « Le maire ou la mairesse est chargé de : 1) Veiller à l'exécution les lois, règlements, arrêtés et mesures prises par l'Exécutif, le Conseil départemental, le Conseil municipal et l'Assemblée municipale, au niveau de la Commune… »

721 Jean, P. M. (2024, 13 Juin). Des espèces de lézards endémiques menacés au Parc Cacique Henri à Anse-à-Pitres. *Enquet'Action*. https://www.enquetaction.com/post/des-esp%C3%A8ces-de-l%C3%A9zards-end%C3%A9miques-menac%C3%A9s-au-parc-cacique-henri-%C3%A0-anse-%C3%A0-pitres#:~:text=Le%20Parc%20communal%20naturel%20Cacique%20Henri%20est%20l'une%20des,toujours%20%C3%A9t%C3%A9%20une%20for%C3%AAt%20s%C3%A8che (consulté le 18 Juillet 2024).

	Président	Michel Joseph Martelly (2011-2016) mandat quinquennal	Jovenel Moïse (2017-2021) assassiné au pouvoir
Cadre règlementaire	Au niveau national	1. Arrêté présidentiel nº 156 du 26 Août 2013 déclarant aire protégée le Complexe marin et côtier situé dans le Sud-Ouest de la péninsule Sud sous la dénomination d' « Aire protégée de ressources naturelles gérées de Port-Salut/Aquin »	1. Arrêté nº 55-A du 7 Avril 2017 déclarant le complexe marin et côtier s'étendant de Jérémie aux Abricots « Aire protégée de ressources naturelles gérées de Jérémie-Abricots »
		2. Arrêté et décret présidentiel nº 230 du 11 Décembre 2013 créant un parc marin national appelé « Parc des Trois Baies et des Lagons aux Bœufs » [abrogé]	2. Arrêté nº 55-A du 7 Avril 2017 déclarant le complexe marin et côtier allant des Baradères aux Îles Cayemites « Aire Protégée de Ressources naturelles gérées de Baradères-Cayemites »
		3. Arrêté présidentiel nº 54 du 21 Mars 2014 déclarant d' « Aire protégée de ressources naturelles gérées des Trois Baies, le complexe marin, côtier et terrestre », situé dans la moitié est de la côte septentrionale d'Haïti	3. Arrêté nº 55 du 7 Avril 2017 créant et délimitant le Parc national naturel de lagon des Huîtres (PNN-LDH)
	Au niveau communal		4. Arrêté nº 13 du 15 Février 2021 déclarant le Complexe marin et côtier du Fort Royal « Aire protégée sous la dénomination de Parc national naturel du Fort Royal »
		Maire d'Anse-à-Pitre en 2014	
		Arrêté de mars 2014 déclarant aire protégée Le Parc communal naturel Cacique Henri	

Tableau 6. Principaux textes juridiques sur les aires marines protégées d'Haïti **(Pierre, 2024)**

Plutôt que des dispositions arbitraires de déclarations, les arrêtés présidentiels haïtiens doivent légalement incarner des décisions d'espèce du droit administratif. Le pouvoir réglementaire de l'Exécutif[722] revient d'ailleurs au seul Premier Ministre dont le champ de compétence matérielle reste à préciser dans la Constitution amendée de 1987[723]. Toujours selon Monferrier Dorval, assassiné un an avant le Président haïtien Jovenel Moïse (2021) dans le même quartier que celui-ci, y a été relevé un domaine règlementaire résiduel « purement aléatoire ». Son raisonnement provient

722 Le pouvoir réglementaire est de 2 types similairement au droit français : (1) celui d'exécution dans le prolongement de lois déjà en vigueur ; (2) celui d'édicter des règles de droit autonome dans les matières non attribuées (Benillouche et al., 2016). Néanmoins, à la différence du droit français, le pouvoir règlementaire de l'Exécutif devrait s'exercer par « Arrêté du Premier ministre », et sans jamais pouvoir suspendre, ni interpréter les lois, actes et décrets, ni se dispenser de les exécuter (Art. 159 de la Constitution amendée de 1987).

723 La version amendée a fait l'objet de nombreuses contestations : la circulation de la version créole de la Constitution de 1987, en vigueur pour n'avoir pas été amendée comme la version française et avec une jurisprudence muette sur la question ; des erreurs matérielles au niveau des articles votés en Assemblée Nationale ; les dénonciations du Président du Sénat Dieuseul Simon Desras sur l'omission d'une partie du libellé de l'article 137 sur les prérogatives de ratification du premier Ministre par le Parlement ; les amendements extraconstitutionnels matérialisés par des arrêtés présidentiels unilatéraux au lieu d'un processus participatif (Centre d'Analyse et de Recherche en Droit de l'Homme, 2018 ; Perspective Monde, 2012).

de l'éventualité que le Premier Ministre puisse intervenir de manière autonome dans des matières qui ne relèvent pas de la loi, sans toutefois s'y opposer (1987, p. 64)[724]. En revanche, le pouvoir règlementaire des arrêtés est partagé avec le Président à Cuba et en France pour la Guadeloupe. La différence entre ces 2 îles est que ce pouvoir s'exerce au travers d'une diversité d'autorités partant du Conseil d'état aux directions des institutions publiques ou entreprises privées à Cuba. En Guadeloupe, il s'exerce au travers d'une hiérarchie pyramidale partant de la présidence française aux mairies ultramarines.

La règlementation du secteur environnemental par décret a notamment entamé des innovations importantes dans le système juridique haïtien. La double responsabilité civile et pénale des personnes physiques et morales, applicable au PNN-IAV, a été établie lors des infractions environnementales ou encore des préjudices écologiques (Art. 155-158). Face à une responsabilité pénale, les juridictions pourront juger et sanctionner le « délinquant écologique »[725] d'après le type d'infraction commis au sein du Parc : le tribunal de police (contravention), le tribunal correctionnel (délit), la cour d'assises (crime) (**Réf.** Annexe Tableau 2 sur les infractions environnementales). Face à une responsabilité civile, est engagée la reconnaissance haïtienne de la réparation des torts qui pourra être comblée sur le plan individuel et collectif par, à titre d'illustration, la pratique d'une comptabilité environnementale évoquée au Chapitre 1. Cette comptabilité évaluera l'ampleur des dommages et intérêts des populations locales lésées, et des frais inhérents à la restauration de l'environnement marin causés par les auteurs, coauteurs et complices des infractions (Art. 155). Elle participera à (i) l'estimation des bénéfices des mesures de prévention par le calcul du « coût de l'action »[726] environnementale et climatique ; (ii) et à la mise en œuvre du principe pollueur-payeur par l'introduction d'outils économiques tels que :

- des solutions d'assurance pour les écosystèmes marins et les risques climatiques (*Caribbean Catastrophe Risk Insurance Facility, a segregated portfolio company*

724 Dorval, M (1997, 28-29 Avril). *La Constitution de 1987 et l'État de droit, Mission Civile Internationale, OEA/ONU Haïti : La Constitution de 1987 et les Droits de l'Homme*, [Actes de colloque]. Colloque international MICIVH-PNUD, pp. 63-73.

725 Ce terme a été emprunté à l'étudiante Farah Cadet dans son mémoire sur « La législation haïtienne au regard de la protection de l'environnement : une analyse systémique » (2006).

726 Le terme a été emprunté à la co-autrice du groupe 3 du Giec Céline Guivarch dans un entretien sur le plateau de Franceinfo le 4 Avril 2022 à Paris : Baïetto, T. & Baïetto, C. (2022, 5 Avril*). Crise climatique : "Le coût de l'action est moins important que celui de l'inaction", constate Céline Guivarch, coautrice du nouveau rapport du Giec*. Franceinfo. https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/crise-climatique/crise-climatique-le-cout-de-l-action-est-moins-important-que-celui-de-l-inaction-constate-celine-guivarch-coautrice-du-nouveau-rapport-du-giec_5062111.html (consulté le 26 Juillet 2024).

CCRIF SPC avec Haïti parmi les 19 gouvernements caribéens membres et la France parmi les pays donateurs)[727] ;

- des taxes et redevances écologiques liées à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, à la promotion et au développement des énergies propres, au traitement des déchets pour la protection de la biodiversité côtière et marine de la pollution tellurique, à l'exploitation harmonieuse des ressources marines vivantes et non vivantes[728] ;
- des mécanismes d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre soutenus par des crédits carbone issus des écosystèmes marins (crédit carbone bleu, obligations bleues), des instruments légaux et administratifs de certificats de réduction d'émissions du Décret de 2006 (Art. 84), des rachats de dettes extérieures en contrepartie de projets de conservation, des solutions de rupture de monétisation des actions de décarbonisation (la tokenisation des tonnes de CO2[729] sur un marché dédié régi par la blockchain[730]) .

Les travaux de l'étudiante Farah Cadet (2006 : p. 91)[731] ont démontré une 3eme responsabilité en matière de législation environnementale imputable au PNNIAV : la responsabilité administrative des agents des institutions publiques aux niveaux central et local ; et des personnes privées en charge de service public pour des faits commis à l'occasion de leur activité et de leur prérogative de service. Le décret du 1er février 2006 fixant l'organisation et le fonctionnement de la collectivité municipale précise notamment :

> La responsabilité de la commune est également engagée à l'occasion des préjudices causés à toute personne physique ou morale par les agents de la commune dans l'exercice de leurs fonctions ou de tout autre dommage subi par la négligence de l'administration municipale (Art. 117-3).

La chercheuse Nadia Belaïdi (2014) a fait intervenir une 4eme responsabilité, « éthique », fondée sur la relation homme/femme-nature et les valeurs

727 CCRIF SPC (2023). *2024 Caribbean Regional Workshops, Development Partner Roundtable and Conference*. https://www.ccrif.org/fr (consulté le 26 Juillet 2024).
728 Ressources marines non vivantes sont des ressources minérales et minières marines : sable, gravier, hydrocarbures.
729 Maldonato, J. (2024). La tokenisation au service de la décarbonisation. *Deloitte*. https://www2.deloitte.com/fr/fr/pages/services-financier/articles/tokenisation-service-decarbonisation.html (consulté le 27 Juillet 2024).
730 Selon l'expert Julien Maldonato (2024), la blockchain est une solution sécurisée et transparente permettant de résoudre les biais de double comptage rencontrés sur les marchés classiques d'émissions carbone et de fiabiliser les déclarations des entreprises concernant leurs suppressions d'émissions carbone.
731 Cadet, F. (2006). *La législation haïtienne au regard de la protection de l'environnement : une analyse systémique* [Mémoire pour l'obtention du grade de licencie en droit, Université d'État d'Haïti – Faculté de droit et des sciences économiques].

fondamentales y afférentes relevées dans les conventions internationales. Cette responsabilité à l'échelle planétaire met en relief le principe de précaution sur la base « d'obligations nécessaires » à la préservation du bien commun du PNN-IAV en tant qu'« intérêt général transgénérationnel » (Vandevoorde**,** 2023 : p.3[732] ; Belaidi, 2014 : paragr. 40-41[733]). L'intégralité des 4 responsabilités produites par la législation haïtienne et internationale transposée en droit interne requièrent une protection à l'exercice et à la jouissance des droits fondamentaux, et des obligations « consenties et nécessaires ». La protection juridique devra être accessible aux populations et organisations locales du PNN-IAV par le bais d'une justice à même de garantir la défense des droits environnementaux et des valeurs sociales rattachées aux AMP.

Le décret de 2006 a campé le cadre règlementaire nécessaire à l'opérationnalisation d'un système national des aires protégées en Haïti-y compris des aires marines protégées. Ce même décret a donné naissance à l'Agence nationale des aires protégées (ANAP) sous la tutelle du Ministère de l'Environnement (Art. 53). **Comment s'exerce les attributions de ces 2 institutions sur les AMP protégées en général, et sur le PNN-IAV en particulier ?** Le Parc national Ciénaga de Zapata et le Parc national de la Guadeloupe ont initié des mesures de gestion et de gouvernance avec des résultats tangibles. **Comment décrire les mesures de gestion et les schémas de gouvernance utilisés ?** La thèse doctorale étudiera les réponses institutionnelles de Cuba et Guadeloupe, en comparaison avec les réponses institutions et les réponses locales observées au sein du PNN-IAV d'Haïti.

I.3.1. Méthode de la troisième partie

La méthode utilisée en troisième partie de thèse consiste en l'analyse des différents documents de planification relatifs aux aires marines protégées en Haïti, à Cuba, et en Guadeloupe : des documents de gestion, d'aménagement et de politiques nationales (environnement, gestion côtière, aires marines protégées, changements climatiques). L'analyse a permis : (1) d'esquisser l'architecture institutionnelle qui soutient la valorisation écologique du Parc national Ciénaga de Zapata et du Parc national de la Guadeloupe ; (2) d'identifier les manques à combler dans l'architecture institutionnelle publique relative au PNN-IAV. Les principales unités du

732 Vandevoorde, L. (2023). L'éthique de responsabilité au service de l'intérêt environnemental. *Revue Lexsociété*. https://hal.science/hal-04226616/document

733 Belaïdi, N. (2014). Identité et perspectives d'un ordre public écologique. *Droit et cultures* [En ligne], 68 | 2014-2. https://doi.org/10.4000/droitcultures.3401

Ministère haïtien de l'Environnement à influence sur le PNN-IAV ont été recensées et placées dans un contexte de gestion et de gouvernance d'AMP dans un pays en mal développement. Les modalités de gestion du Parc national Ciénaga de Zapata à Cuba et du Parc national de Guadeloupe ont été examinées afin de souligner les apports pertinents au cas haïtien. En plus des documents, des observations et enquêtes de terrain ont soutenu la description des axes de gouvernance effectives au Parc national Ciénaga de Zapata et au Parc national de la Guadeloupe. Elles ont mis en lumière les pratiques de gouvernance en vigueur au PNN-IAV en Haïti.

I.3.2. Objectif de la troisième partie

Analyser le jeu des acteurs impliqués dans la gestion et la gouvernance des aires marines protégées des parcs nationaux dans les 3 îles sœurs en étude dans la thèse.

I.3.2. Structure de la troisième partie

Du fait de son titre, « Des autorités et des populations locales dans des Parcs nationaux », la troisième partie de la thèse entend recenser les mesures de gestion et de gouvernance conçues et appliquées dans des parcs nationaux de la Caraïbe insulaire. Structurée 3 chapitres, la revue de la littérature problématise sur le rôle tenu par les principaux acteurs de la conservation côtière et marine en Haïti. Elle a été rédigée par le biais d'une vision positiviste focalisée sur les réalisations du MdE. Le Chapitre 7 liste les unités du ministère impactant la gestion et la gouvernance du PNN-IAV par rapport à un statut (inter)national de Parc national et de réserve biosphère. Il évalue la desserte de service public environnemental auprès des populations locales à travers les activités réalisées par le ministère sur le terrain. Le chapitre 8 analyse les documents de gestion des parcs nationaux en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe en interrelation avec le plan d'aménagement des collectivités territoriales, parties intégrantes de l'aire protégée. Il positionne les parcs nationaux dans un contexte de développement territorial pour les populations locales. Le Chapitre 9 décrit une gouvernance institutionnelle des parcs nationaux en Haïti, à Cuba, Guadeloupe, avec en plus l'autogouvernance instaurée au Parc national naturel de l'Île-à-Vache en Haïti. Le croisement d'Haïti avec Cuba et la Guadeloupe poursuit l'objectif de promouvoir auprès d'Haïti les actions de gestion et de gouvernance ayant fait leur preuve à Cuba et en Guadeloupe.

Dans l'Introduction de la troisième partie ont été décrits les controverses et les innovations du cadre règlementaire relatif aux aires marines protégées en Haïti. Les analyses ont démontré l4 types de responsabilité en matière de législation environnementale, applicables aux AMP et la place accessoire donnée aux femmes dans la prise de décision relatif au secteur. Le Chapitre 5 démontrera l'engagement du Ministère de l'Environnement envers le PNN-IAV en même temps les directives des politiques de conservation de Cuba et de la Guadeloupe dans leurs parcs nationaux respectifs.

Chapitre 7 : La conservation marine par le Ministère haïtien de l'environnement

Le Ministère haïtien de l'Environnement est l'institution responsable de la conservation côtière et marine du PNN-IAV placée en acteur fort du champ d'intervention. Il doit appliquer ses attributions en résonance avec des populations locales réunies en collectivités territoriales et une communauté scientifique rattachée à des centres de recherche. Son rôle dans la coordination des actions publiques ou privées a été justifié par des attributions spécifiques de :

- « préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, côtiers et marins ;
- encourager et orienter la recherche dans le domaine de l'environnement ;
- appuyer et encadrer les collectivités territoriales dans leurs activités de développement en lien avec ses attributions ;
- assurer la protection, la réhabilitation et la mise en valeur des sites et des paysages naturels de grande importance, notamment les réserves de biosphère et les aires protégées d'Haïti ;
- faciliter la participation des populations concernées, des organisations civiques, des institutions non gouvernementales et des collectivités territoriales aux consultations menant à des décisions pouvant améliorer le cadre de vie des communautés » … (Art. 3)[734].

Elle l'oblige à travailler de concert avec le Ministère de l'Intérieur qui exerce le contrôle de tutelle de la commune de l'Île-à-Vache à travers ses autorités locales.

734 Selon le décret de 2020 portant organisation le Ministère de l'Environnement.

Tout en renfermant une AMP à portée nationale, Île-à-Vache est une circonscription administrative issue d'une république qui envisage « […] la concertation et la participation de toute la population aux grandes décisions engageant la vie nationale, par une décentralisation effective » (Préambule de la Constitution de 1987 en vigueur).

Le rôle de veille des accords internationaux signés et/ou ratifiés par Haïti a placé le MdE à l'avant-garde de la participation et du suivi des négociations environnementales et climatiques en tant que représentant de l'État parti. Il est rempli en collaboration avec (i) la chancellerie haïtienne : le Ministère des Affaires étrangères, point focal politique de toutes les Conventions internationales du pays (ii) et le corps législatif, un des 3 pouvoirs du pays : le Parlement. Les 3 conventions de Rio ; les conventions sur les polluants organiques persistants (non ratifiée), sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (non ratifiée) ; les protocoles relatifs à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, à la prévention des risques biotechnologiques relatifs à la Convention sur la diversité biologique (non ratifié) sont de l'ordre des textes internationaux à ses dépens et importants au PNN-IAV. Le MdE devra donc sensibiliser le Parlement à la ratification des accords internationaux affectant la conservation côtière et marine dans ses attributions de : (1) mise en place d'une politique nationale environnementale à l'échelle nationale ; (2) élaboration d'avant-projets de normes facilitant la protection de l'environnement applicables au PNN-IAV (Art. 3).

Le Ministère de l'Environnement devra pareillement sensibiliser le Parlement haïtien à la signature et à la ratification de conventions, telles celles pour :

- la protection et la mise en valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes (de Carthagène) ;
- relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme les habitats des oiseaux d'eau (de Ramsar) ;
- pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL), sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES).

Ces textes constituent une véritable opportunité pour le PNN-IAV puisqu'ils permettent de bénéficier d'une coopération technique et financière indispensable à l'avancement de la conservation côtière et marine. Le financement de la coopération qui

en découlera se combinera à la faible quote-part de budget allouée au secteur de l'environnement par le Trésor public.

En revenant aux institutions actrices de la conservation côtière et marine en Haïti, le MdE a été organisé en un ensemble de services centraux, techniquement et territorialement déconcentrés (Art. 23) dont les plus pertinents au PNN-IAV sont évoqués ci-dessous :

La Direction générale travaille « sous l'autorité du Ministre [de l'Environnement] » (Art. 40). Les circonstances derrière la nomination du Ministre de l'Environnement diffèrent de celles du.de la Directeur.trice général.e. Le premier est nommé par arrêté présidentiel après un consensus « largement large »[735] entre les principaux partis politiques du pays. Le second l'est par arrêté présidentiel laissé à la discrétion du Président malgré des affirmations théoriques « sur proposition du Ministre » du décret (Art. 39). Quand l'appartenance à des familles politiques différentes est un obstacle, 2 cas de gouvernance risquent de surgir :

- un.e Directeur.trice général.e affaibli.e dont le vide se traduit par une proximité non conventionnelle entre les Directeurs et le Ministre ;
- un.e Directeur.trice général.e fort.e auprès des services du Ministère, conciliant dans son rapport avec le Ministre et comptant plus d'une dizaine d'années d'expérience à son actif [736].

En plus de la permanence de la Direction générale, le Ministre de l'Environnement peut s'accompagner d'un ou plusieurs secrétaires d'état « lorsque les priorités gouvernementales le requièrent » (Art. 42)[737]. Pierre André Gédéon a été Secrétaire d'état à l'environnement du Ministre Jean Vilmond Hilaire, PhD dans le Gouvernement Martelly-Lamothe en 2014[738], l'unique secrétaire d'état connu par le MdE depuis sa création. Selon la loi organique du MdE, la Direction générale est « le principal organe de gestion, de pilotage, de coordination et de contrôle des différentes

735 Ce terme a été utilisé par l'opposant André Michel (2021, 19 Juillet) pour décrire la pertinence d'un large consensus en vue du rétablissement de l'ordre constitutionnel en Haïti à la suite de l'assassinat du Président Jovenel Moïse.
736 C'est le cas du parcours exemplaire de : (1) Yves Robert Jean au sein du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe avec 13 ans de service au poste de Directeur général et une expérience mobilisée ultérieurement en tant que Conseiller spécial de Ministre ; (2) Astrel Joseph devenu Directeur général après 21 ans de service dans la fonction publique au sein du Ministère de l'environnement et actuellement membre du Cabinet du Ministre rentrant.
737 Selon le décret portant organisation de l'administration centrale de l'état.
738 MdE (2014, 8 Juillet). *M. Pierre André Gédéon, Secrétaire d'Etat à l'Environnement*. [Images] Publication Facebook. https://www.facebook.com/photo.php?fbid=791033164260603&id=467708873259702&set=a.791032997593953 (consulté le 10 Août 2024).

directions centrales, unités et entités territoriales déconcentrées appelées à mettre en œuvre la politique sectorielle du Ministère » (Art. 39). Par rapport au PNN-IAV, la Direction générale est le principal organe technique de pilotage des structures internes du MdE sur sa conservation côtière et marine. Elle sera aidée dans ses attributions par les services suivants :

7.1. Les principales directions centrales en lien avec la conservation marine

– l'Unité de coordination des conventions internationales relatives à l'environnement

L'Unité de coordination a été créée parallèlement à l'Unité juridique dans le but d'adresser de « manière structurelle »[739] la mission des points focaux des conventions et protocoles internationaux. Elle vient en réponse à la bataille d'influence derrière ces désignations pour cause d'avantages sociaux[740] et de rayonnement international[741]. Cette unité doit aider à juguler des dérives internes suivantes : (1) l'opacité sur le nombre des points focaux et des dossiers à charge ; (2) la tendance de certains.es à s'adresser directement au Ministre sans impliquer les directions centrales concernées par les textes juridiques ; (3) la gestion des affaires environnementales du pays - dont marines, par des cadres non affectés au Ministère, c'est-à-dire libérés des contraintes de hiérarchie et de discrétion exigées par leurs responsabilités ; (4) les conflits d'intérêt de compilation de représentations au sein de l'Administration publique (ministre et point focal ; consultant-cadre temporaire et point focal ; point focal transféré dans une direction distincte de sa thématique). Ainsi, l'Unité de coordination doit :

- « appuyer les directions et unités concernées, pour assurer l'interface technique avec la coopération bilatérale et multilatérale dans la conception, la formulation et la mise en œuvre de programmes et projets d'intérêt sur l'environnement ;
- veiller au respect des engagements techniques et financiers pris par l'État haïtien dans le cadre de la mise en œuvre des conventions internationales relatives à l'environnement et dans le cadre des programmes et projets financés par les mécanismes financiers internationaux » (Art. 51 – paragr. 5).

739 D'après le rapport du 10 Décembre 2018 du Groupe de réflexions sur les points focaux du Ministère de l'Environnement.
740 La participation à des conférences internationales, à des missions de terrain en dehors de la capitale, aux montages de projets de conservation
741 Une expérience avérée de travail en ligne de front avec une structure internationale.

Ses attributions devront inclure les points focaux des *Big International* NGOs (BINGO) comme celle de l'UICN avec un budget annuel de 597 millions de francs suisses en 2024.

– l'Unité de Gestion des Réserves de Biosphère d'Haïti (UGRBH)

L'Unité tire son origine de la déclaration de la première Réserve de Biosphère (RB) haïtienne en 2013. Ce résultat a été obtenu grâce au soutien de l'Organisme Autonome des Parcs Nationaux (OAPN) responsable de l'animation du réseau des réserves de biosphère pour le compte du Ministère espagnol de la transition écologique[742]. Au nombre de ses attributions, l'Unité doit : « assurer, de concert avec les organismes internationaux, bilatéraux et nationaux, notamment la Commission nationale haïtienne de coopération avec l'UNESCO, les directions et unités techniques concernées, la mise en œuvre effective des mécanismes internationaux du Programme sur l'Homme et la Biosphère de l'UNESCO, dit Programme MAB » (Art. 53 – paragr. 7). Elle a été ciblée parce que le PNN-IAV fait partie de l'aire centrale de la RB la Hotte d'une superficie totale de 435 193,54 ha dans le Sud. Sa coopération avec l'UNESCO ouvre ainsi le PNN-IAV :

1. à un jeune public en vue de « l'apprentissage du développement durable »[743] dans les (1) les 25 écoles haïtiennes associées de l'UNESCO fonctionnant selon les priorités d'éducation au développement durable, d'éducation à la citoyenneté mondiale, d'apprentissage interculturel et du patrimoine ; (2) les 700 écoles haïtiennes évaluées selon la méthodologie VISUS afin de transformer le système de l'enseignement formel par l'éducation à l'environnement, la gestion des risques et l'éducation aux changements climatiques d'ici 2030 (UNESCO, 2023 : p. 10)[744].

2. à l'apport du patrimoine immatériel dans le développement durable des communautés, valorisé par :

   - la liste du patrimoine mondial avec la ville créative de Jacmel, l'aire protégée du Parc national historique Citadelle, Sans Souci, Ramier ;

742 RERB (2024). *Qué es la RERB*. http://rerb.oapn.es/red-espanola-de-reservas-de-la-biosfera/que-es-la-rerb (consulté le 11 Août 2024).
743 Les réserves de biosphère ont été décrites par l'UNESCO comme des « lieux d'apprentissage du développement durable », des endroits qui apportent des solutions locales à des problèmes mondiaux.
744 UNESCO (2023). *Initiative nationale sur l'éducation pour le développement durable : Haïti 2023*. Rapport soumis par les États membres pour rendre compte des initiatives nationales en matière d'éducation au développement durable pour 2030 sur la base du modèle fourni par l'UNESCO. https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000389491.locale=en

- la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité avec la soupe au giraumon inscrite sous le leadership de l'Ambassadrice déléguée Dominique Dupuy ;

sachant combien les populations locales sont considérées comme gardiennes de leur cadre de vie et des pratiques économiques traditionnelles dans une interrelation dynamique entre nature et culture (Turgeon et Divers, 2010 : p. 117[745]).

3. aux initiatives des chaires de recherche, en plus des bourses à destination des jeunes scientifiques[746] :

   - la chaire « Femmes et sciences pour le développement » de l'Institut [privé] des sciences, des technologies et des études avancées d'Haïti censée « accroître la présence des femmes dans les domaines des Sciences, de la Technologie, de l'Ingénierie et des Mathématiques (STIM) » et obliger les scientifiques haïtiennes à s'engager dans la sensibilisation des filles aux carrières scientifiques (Smith, 2021 ; Muphtah, 2021)[747] ;
   - la chaire « Histoire et Patrimoine » de l'Université d'État d'Haïti visant « à développer les connaissances et les compétences académiques, scientifiques et techniques en histoire et patrimoine afin de renforcer les actions de l'État et des communautés… »[748].

4. aux dispositifs de gestion d'aires protégées, tels :
   - le montage d'une structure de gestion des RB apparentée au modèle espagnol après la création du Comité [consultatif] scientifique et technique[749] grâce à l'OPAN, à savoir : (a) le Secrétariat national du programme MaB ; (b) le Comité national du MaB sous la coordination du MdE ; (c) le Comité [consultatif] de gestion des RB à raison d'un représentant technique par réserve ;

745 Turgeon, L. et Divers, M. (2010). Le Patrimoine culturel immatériel pour la refondation de Jacmel: Jakmèl kenbe la, se fòs peyi a! *Museum International*, *LXII(4)*, pp. 113-123. https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000211870_fre.locale=en

746 UNESCO (2011, 1er Juillet). *L'UNESCO annonce les lauréats de bourses pour de jeunes scientifiques*. https://news.un.org/fr/story/2011/07/221572 (consulté le 11 Août 2023).

747 UNESCO (2021, 17 Juin). *L'Institut des sciences, des technologies et des études avancées d'Haïti (ISTEAH) a lancé le jeudi 17 juin 2021, la Chaire UNESCO "Femmes et sciences pour le développement", première Chaire UNESCO initiée en Haïti*. https://www.unesco.org/fr/articles/lancement-de-la-premiere-chaire-unesco-en-hai-ti#:~:text=L'Institut%20des%20sciences%2C%20des,Chaire%20UNESCO%20initi%C3%A9e%20en%20Ha%C3%AFti. (consulté le 11 Août 2024).

748 César, J. (2022, 24 Octobre). Lancement de la Chaire UNESCO en Histoire et Patrimoine de l'Université d'Etat d'Haïti. *UEH*. https://ueh.edu.ht/lancement-de-la-chaire-unesco-en-histoire-et-patrimoine-de-luniversite-detat-dhaiti/ (consulté le 11 Août 2023).

749 https://www.miteco.gob.es/es/parques-nacionales-oapn/proyectos-de-cooperacion/haiti.html (consulté le 11 Août 2024).

- le financement des projets de conservation tels la restauration de la Forêt des pins (2016-2020)[750], la formation des cadres du MdE sur l'élaboration d'un plan d'action binational de RB transfrontalière Haïti (la Selle) – République Dominicaine (Jaragua-Bahoruco Enriquillo)[751].

5. à la coopération internationale sur des aires protégées, à savoir : (i) la mobilisation du réseau ibéro-américain des expert.e.s du MaB[752] sachant que la Caraïbe insulaire[753] dispose de 18 RB[754]; (ii) la possibilité d'influencer les décisions de fonctionnement du réseau des RB étant donné qu'Haïti a été élu membre du Conseil de coordination jusqu'en 2021[755] ; (iii) les initiatives régionales d'intégration[756] de la jeunesse des RB[757] ; (iv) l'implémentation de l'unique RB transfrontalière de la Caraïbe insulaire, innovant dans l'incitation à la « *concertación mutua*[758] *para asegurar la conservación de los recursos naturales de la isla* » (Salinas, 2014-2015 : p. 77)[759].

L'Unité de Gestion des Réserves de Biosphère d'Haïti doit « remplir la fonction de point focal pour les réserves de biosphère d'Haïti » (Art. 53 – paragr. 7). Étant donné la mobilité des fonctionnaires haïtiens au sein de l'administration

750 MITECO (2016). *Haiti*. https://portal-miteco-stage.adobecqms.net/gl/parques-nacionales-oapn/proyectos-de-cooperacion/haiti.html
751 AECID (2021). *Appel à proposition : recrutement d'un(e) consutant(e) expert(e) en élaboration de plan d'action pour la formation des cadres du Ministère de l'Environnement et leur accompagnement dans l'élaboration du plan d'action binational pour la réserve de biosphère transfrontalière la Selle - Jaragua-Bahoruco Enriquillo*. Projet financé par *Koperasyon Espànyòl AYITI*, CESAL, Programme CONVIVE de réserve de biosphère transfrontalière. https://cliohaiti.net/wp-content/uploads/2021/08/TDR-FORMATION-EN-ELABORATION-DE-PLAN-DACTION-BINATIONALE-COMITE-MaBs-aout-2021-VF.pdf
752 UNESCO (2015, 6 Août). *Enrichir les connaissances à travers l'échange entre les réserves de biosphère en Haïti et au Chili*. https://www.unesco.org/fr/articles/enrichir-les-connaissances-travers-lechange-entre-les-reserves-de-biosphere-en-haiti-et-au-chili
753 https://www.unesco.org/en/mab/map?hub=66369 (consulté le 11 Août 2024).
754 Ces 18 réserves sont : 6 de Cuba (Sierra del Rosario, Cuchillas del Toa, peninsula de Guanahacabibes, Baconao, Ciénaga de Zapata, Buenavista), 2 de Haïti (La Selle, La Hotte), 1 de Trinité-et-Tobago (North-East Tobago), 2 de Porto-Rico (Luquillo, Guanica), 1 du Mexique (Isla Cozumel), 1 de la Colombie (Seaflower), 1 Saint-Kitt & Nevis (St Mary's), 2 de France (Guadeloupe, Martinique), 2 de Dominicanie (Jaragua-Bahoruco-Enriquillo, Madre de las Aguas), + 1 d'Haïti et de la Dominicanie (La Selle- Jaragua-Bahoruco-Enriquillo).
755 Haïti Libre (2018, 27 Juillet). *Haïti - Environnement : 30ème session du Programme sur l'Homme et la biosphère*. https://www.haitilibre.com/article-25077-haiti-environnement-30eme-session-du-programme-sur-l-homme-et-la-biosphere.html (consulté le 11 Août 2023).
756 Au cours de ce forum, les jeunes ont rédigé dans leur déclaration : « Nous souhaitons solidifier nos liens et renforcer nos relations pour faire face aux défis présents et à venir, en accord avec nos valeurs et notre culture caribéenne ». Ils ont eu à proposer 4 projets de coopération au sein du réseau des réserves de biosphère : (1) la valorisation des pratiques agricoles et alimentaires traditionnelles de 3 îles caribéennes (Haïti, Martinique, Guadeloupe) ; (2) La route des Caraïbes vers un tourisme soutenable, avec l'élaboration d'un guide de bonnes pratiques et la mise en place de comités de tourisme soutenable ; (3) un festival de solidarité transcaribéenne, *Caribbean Power*, destiné à lever des fonds pour le développement des énergies renouvelables dans les îles d'accueil de l'évènement ; (4) le rallye inter-îles Caraïbes Biodiversité afin d'informer les 18 à 35 des enjeux liés à biodiversité et les encourager à agir pour sa préservation et sa valorisation.
757 Roth, A. Grellet, A. (2022). *Compte-rendu du 1er Forum des jeunes des réserves de biosphère de la Caraïbe*. Activité réalisée les 2 et 3 Décembre 2022 à Fort-de-France, la Réserve de biosphère de la Martinique avec le concours de MaB France, la Réserve de biosphère de Martinique, le Parc national de la Guadeloupe, la Réserve de biosphère de l'archipel de la Guadeloupe. 37 p. https://www.mab-france.org/workspace/uploads/mab/documents/rapport-forumdesjeunescaraibe.pdf
758 Cette consultation mutuelle n'est pas respectée puisque les agents du Parc Cacique Henry de la réserve transfrontalière de biosphère se sont plaintes du côté haïtien de l'impact négatif « du mur » sur la population des iguanes rhinocéros et de ricord endémiques à l'île (Jean ; 2024). Le mur frontalier est une construction arbitraire de la République dominicaine dans l'objectif de renforcer le contrôle de ses points d'accès avec Haïti.
759 Salinas, A. H. (2014-2015). ¿Es posible una Reserva de Biosfera Transfronteriza entre la República de Haití y la República Dominicana? *Forum de Sostenibilidad : Revista de la Cátedra UNESCO sobre Desarrollo Sostenible de la UPV/EHU*, *7*, pp.61-81. https://www.ehu.eus/cdsea/web/wp-content/uploads/2016/12/Revista7.pdf

publique, que se passerait-il si le Directeur point focal devient Directeur général, Ministre, ou est affecté à la tête d'une autre direction ? En plus des directives techniques pour les RB, le PNN-IAV rentre en interaction avec les points focaux d'autres textes internationaux poursuivant le même objectif d'intégration harmonieuse de l'Homme/Femme et de la nature pour un développement durable. Sont au nombre de ces textes :

(i) la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique

Les Parties contractantes préservent les connaissances des populations locales qui incarnent des modes de vie traditionnels à intérêt pour la conservation - incluant la conservation côtière et marine (Art. 8, j)[760].

(ii) la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel

La Convention considère le patrimoine culturel immatériel en « creuset de la diversité culturelle et garant du développement durable », en profonde interdépendance avec le patrimoine matériel culturel et naturel (Préambule)[761].

(iii) la Convention de l'UNESCO sur la diversité des expressions culturelles

La Convention reconnaît l'importance des savoirs traditionnels en tant que source de richesse immatérielle et matérielle, et leur contribution positive au développement durable (Préambule).

Ces 3 conventions internationales soulignent l'importance des populations locales et des savoirs locaux dans la conservation des RB – y compris du PNN-IAV dans la RB la Hotte. Par conséquent, l'UGRBH devra travailler en collaboration avec les points focaux des conventions des institutions suivantes : (1) le MdE et sa Direction de la biodiversité ; (2) le Ministère de la Culture. Le Ministère de la Culture en profitera pour désigner une Autorité nationale en charge de l'utilisation de l'emblème de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel d'Haïti. Le

760 Selon la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique, chaque Partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra : « […] j) Sous réserve des dispositions de sa législation nationale, respecte, préserve et maintient les connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui incarnent des modes de vie traditionnels présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et en favorise l'application sur une plus grande échelle, avec l'accord et la participation des dépositaires de ces connaissances, innovations et pratiques et encourage le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances, innovations et pratiques […] » (Art. 8-j).

761 Selon la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, « […] Considérant l'importance du patrimoine culturel immatériel, creuset de la diversité culturelle et garant du développement durable, telle que soulignée par la recommandation de l'UNESCO sur la sauvegarde de la culture traditionnelle et populaire de 1989, par la déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle de 2001 et par la Déclaration d'Istanbul de 2002 adoptée par la troisième table ronde des ministres de la culture ; Considérant la profonde interdépendance entre le patrimoine culturel immatériel et le patrimoine matériel culturel et naturel […] » (Préambule)

geste soutiendra la visibilité des activités ponctuelles correspondant à l'identité culturelle des populations locales du PNN-IAV.

Le Ministère de la Culture intervient dans le PNN-IAV en raison de son rôle-clé dans la patrimonialisation de la nature. En plus des 2 conventions de l'UNESCO, il est le point focal de la Convention sur la défense du patrimoine archéologique, historique et artistique des nations américaines. Le Bureau National d'Éthnologie (BNE) et l'ISPAN sont des institutions publiques avec des attributions communes à celles du ministère de la Culture. La culture est très présente dans les AMP du Parc national Ciénaga de Zapata de Cuba et dans le Parc national de la Guadeloupe. Cuba a formalisé des activités de tourisme de nature, d'aventure et rural, à citer :

- des observations d'oiseaux ; de la plongée sous-marine ; de la pêche sportive, la visite de saline ; des excursions spéléologiques opérées par l'agence ECOTUR S.A. dans l'AMP du Parc Ciénaga de Zapata aussi RB[762].

L'Université centrale « Marta Abreu » de la Villas de Cuba s'est penchée sur les « *Ecodiversión* » (divertissements écologiques) dans le mémoire de l'étudiant Yandy Suárez Piñeiro (2013)[763]. En Guadeloupe, le Parc national a lancé en 2023 son programme d'animation sous le thème « Le Parc *an Lyannaj Nati é Kilti* » et le label de la RB de l'Archipel de la Guadeloupe. L'édition 2023 a réussi le pari de 285 animations proposées entre 20 communes participantes pendant 6 semaines d'activités d'après le rapport d'activités 2023 du Parc. Elle a déplacé 3 000 visiteurs sur les villages, 1 500 participant.e.s aux ateliers et animations, 300 participant.e.s aux ateliers généalogiques. L'objectif a été de répondre à la mission de valorisation des espaces naturels à valeur patrimoniale dans une démarche de proximité avec les communes adhérentes à la Charte de territoire.

L'Unité de Gestion des Réserves de Biosphère d'Haïti doit « renforcer le cadre de gouvernance des réserves de biosphère par l'activation et la mise en fonctionnement des entités de gestion locale de chaque réserve de biosphère, notamment les conseils interdépartementaux et les comités locaux de gestion » (Art. 53 – paragr. 7). Le PNN-IAV en étude dans la thèse est concernée par cette attribution de

762 ECOTUR (s.d.). *El turismo de naturaleza de Cuba*. 204 p. https://www.conocecuba.com.mx/Descargas/PDF/Catalogo%20Naturaleza%20de%20Cuba%20ECOTUR.pdf (consulté le 12 Août 2024).
763 Piñeiro, Y. S. (2013). *Programa Recreativo "Ecodiversión" para el Área Protegida de Recursos Manejados Jobo Rosado* [Travail de fin d'études pour l'obtention de la licence en tourisme - Universidad central "Marta Abreu" de las Villas, Facultad de ingeniería industrial y turismo, Centro de estudios turísticos]. https://dspace.uclv.edu.cu/server/api/core/bitstreams/4fe1db01-fa8b-4cb0-ad1e-af55da8b722b/content (consulté le 12 Août 2024).

gouvernance au sein de la RB de la Hotte. Le rapport 2015 sur la RB a dénombré « des structures annexes » d'appui à la gouvernance néanmoins, sans l'harmonisation d'un plan général de gestion[764] des aires protégées. À citer :

- le Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire (CIAT), coiffé de Novembre 2011 à Septembre 2024[765] par la Secrétaire exécutive à rang de ministre Michèle Oriol, Dr ;
- la Table régionale de coordination [des actions liées à l'environnement et au développement] du Grand Sud ;
- le Groupe technique d'appui à la création de la RB de la Hotte.

Ce plan général de gestion des aires protégées ou encore des directives nationales relatives à la gestion des aires protégées devra être le cadre de référence des RB haïtiennes. Il orientera les plans de gestion spécifiques aux multiples aires protégées – dont marines - des RB. Dans le cas de l'IAV, l'AMP pourra être sous le suivi du plan de gestion de la RB de la Hotte et de celui des parcs nationaux haïtiens par l'entremise de son double statut (inter)national de protection. Le plan général de gestion pourra aussi suivre la déclinaison régionale du SRCAE-Guadeloupe en PCAET locaux impliqués dans une relation de réciprocité. Puis, aidera à parer à la demande de déclaration de « l'urgence écologique » faite par les organisations environnementales du Sud[766]. Dans le contexte haïtien, cette urgence écologique s'imprégnera d'une quête d'un monde défait de ses inégalités et de rapports de pouvoir dans le cadre environnementaliste d'une écologie décoloniale (Ferdinand, 2019)[767]. Elle convergera aussi vers un écoféminisme réadapté de Françoise d'Eaubonne[768] : l'exhortation des Haïtiennes à endosser la charge politique d'une société matriarcale afin de participer à sauver des populations locales d'un désastre écologique annoncé et de son corollaire de crise humanitaire (Goldblum, 2019)[769].

764 Toutefois, un plan spécifique de gestion a été en cours d'élaboration pour la zone centrale du parc Macaya. Des zones dédiées au tourisme ont été identifiées par Reef Check sur les complexes Baradères – Cayemites et Anse d'Azur – Abricots, des zones prioritaires de protection par TNC sur le réseau d'AMP du Grand Sud. L'Unité de gestion des réserves de biosphère d'Haïti n'a pas été installée jusqu'en Août 2024 dans le but de faciliter l'implémentation du plan de gestion qui n'existe pas encore pour l'ensemble des 13 unités de la zone centrale.

765 Dr Michèle Oriol a remis sa lettre de démission nº BPM-CIAT/MO-cc/5322 au Premier Ministre de transition Garry Conille le 9 Août 2024. La copie a été partagée avec la presse haïtienne.

766 Le National (2023, 14 Mars). *Haïti-Urgence : SOS de plusieurs organisations de la société civile pour sauver des aires protégées appartenant aux deux importantes réserves de biosphère d'Haïti (La Selle et La Hotte).* https://www.lenational.org/post_article.php?tri=1037 (consulté le 12 Août 2024).

767 Ferdinand, M. (2019). *Une écologie décoloniale. Penser l'écologie depuis le monde caribéen*. Seuil. 464 p.

768 D'après Caroline Goldblum (2019), Françoise d'Eaubonne est une théoricienne française de la seconde moitié du 20eme siècle dont le discours remet en question la mainmise des hommes sur la nature (écoféminisme) et les principes illimitistes de la croissance et du progrès à tout prix (décroissance).

769 Goldblum, C. (2019). *Françoise D'Eaubonne et L'Écoféminisme*. Le Passager Clandestin. 128 p.

Quand l'Unité de Gestion des Réserves de Biosphère d'Haïti deviendra fonctionnelle, le PNN-IAV sera assujetti au Comité national du MaB (**Réf.** Figure 25) actuellement sous la direction d'un cadre du MdE.

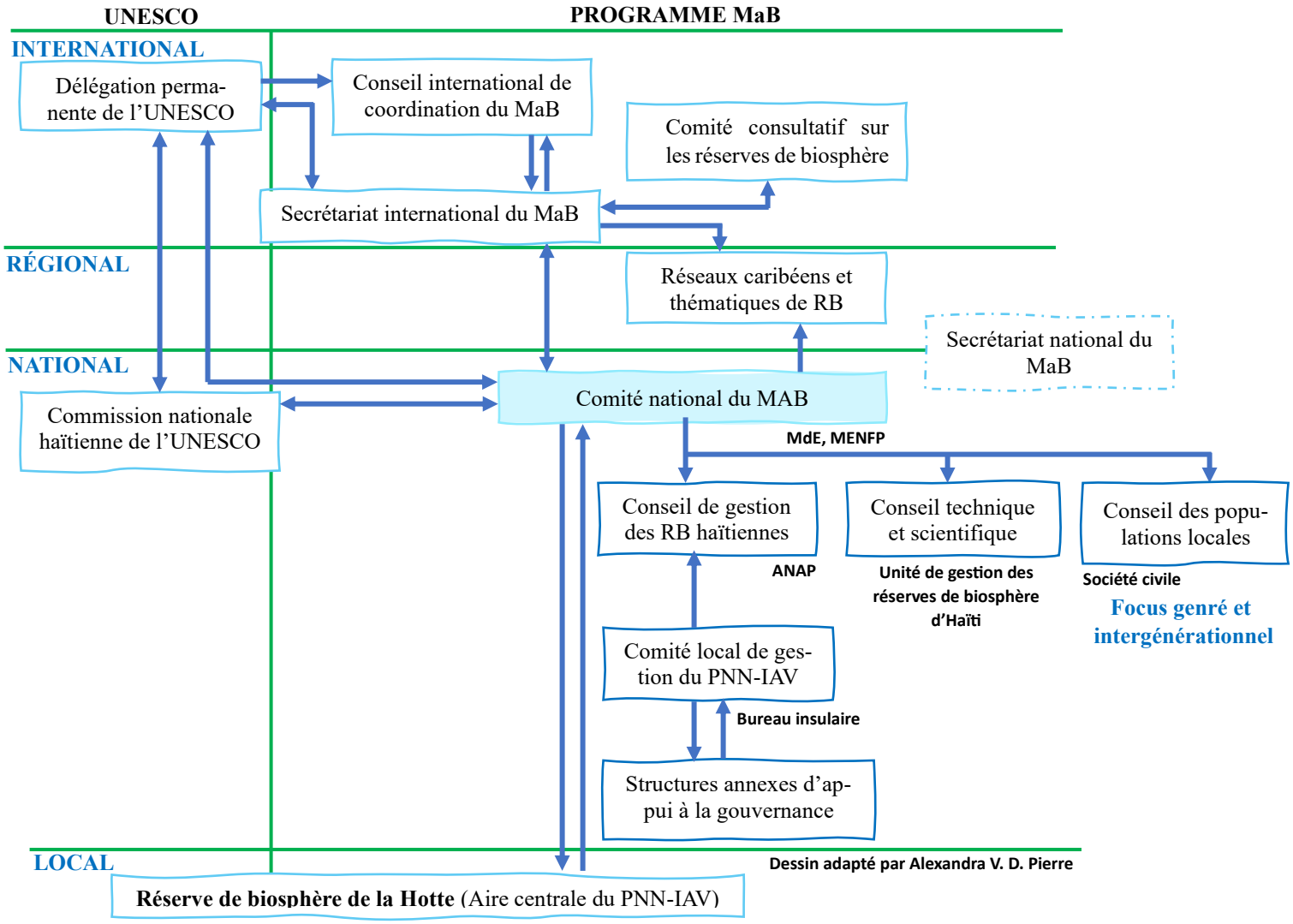


Figure 25. Schéma de gouvernance du PNN-IAV dans la RB de la Hotte **(Salinas, 2014-2015 ; OAPN)**

Le Parc sera représenté par des technicien.ne.s de la RB de la Hotte au Conseil de gestion en se réappropriant le modèle espagnol de gouvernance des RB. Le Conseil de gestion des RB sera alimenté en outre par le Comité local de gestion du PNN-IAV inscrit dans une dynamique de système national d'aires protégées opérationnel comme à Cuba et en Guadeloupe. Un Secrétariat national du MaB n'est pas essentiel à ce stade parce qu'Haïti ne possède que 3 RB (2 nationales + 1 transfrontalière)

contre les 53 de l'Espagne. Ces dernières sont sous la responsabilité de l'organisme autonome OAPN consignées dans la conservation des parcs nationaux espagnols. Dans le cas d'Haïti, cela aurait dû être l'ANAP à l'UGRBH : l'équivalent haïtien de l'OAPN. Puisque le MdE assure la coordination du Comité national MaB avec le Ministère de l'Éducation, l'Unité devra tout aussi considérer le décret du 15 janvier 2021 portant intégration de l'éducation relative à l'environnement dans le système éducatif haïtien. Orientée par les textes règlementaires, le PNN-IAV de la RB de la Hotte devra collaborer avec la DERE du MdE, le Ministère de l'Éducation et le Ministère de la Culture en plus de l'UGRBH.

La réserve de biosphère de la Hotte incluant le PNN-IAV dépend indirectement de la Délégation permanente de l'UNESCO en Haïti. De cette façon, l'organisation onusienne pourra servir de relais de coopération environnementale entre les 3 îles de la thèse à travers le programme MaB. L'un des résultats pourra être le parcours MaB d'un master à l'interface de la recherche-gestion entre les 3 îles, comme celui des universités Paul Sabatier de France (Toulouse) et d'Eberswalde d'Allemagne[770]. Ce sera l'occasion de rediriger la collaboration universitaire des 3 îles de la thèse vers « un échange de savoir-faire transcaribéen ». Des initiatives en cours prédisposent ce changement de paradigme :

- Avec Cuba

  le développement de synergies académiques entre les institutions cubaines et l'Université d'État d'Haïti avec le soutien de l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur (ARES) de Wallonie-Bruxelles en Belgique[771] ; l'établissement de l'*International Research Network* CUBAYITI dont l'IRD est partenaire[772] ; la mobilisation des chercheurs haïtiens et cubains aux côtés de ceux de l'Amérique centrale dans le cadre du Laboratoire Mixte International (LMI) « Mobilités, gouvernance et ressources dans le bassin méso-américain (MESO)[773].

- Avec Guadeloupe

770 UNESCO MAB France (20221). *Le master MAB*. https://www.mab-france.org/fr/la-jeunesse/le-master-mab/ (consulté le 12 Août 2024).
771 MOOVE (s.d.). Une mission académique à Cuba, avec le regard tourné vers le contexte haïtien. *Le blog de la coopération académique et scientifique au développement.* https://moove.ares-ac.be/actu/une-mission-academique-cuba-avec-le-regard-tourne-vers-le-contexte-haitien (consulté le 14 Août 2024).
772 IRD (s.d.). *Lancement de l'IRN CUBAYITI : constructions nationales et anthropologie à Cuba et Haïti*. https://www.ird.fr/lancement-de-lirn-cubayiti-constructions-nationales-et-anthropologie-cuba-et-haiti (consulté le 14 Août 2024).
773 IRD (2023, 21 Décembre). *LMI MESO : mobilités, gouvernance et ressources dans le bassin méso-américain*. https://www.ird.fr/lmi-meso-mobilites-gouvernance-et-ressources-dans-le-bassin-meso-americain (consulté le 14 Août 2024).

les programmes de mobilités[774] : (1) de doctorat en cotutelle dans des universités françaises dont l'Université des Antilles, à travers la bourse « Anténor Firmin » qui a contribué au financement de mes 4 mobilités à Nantes ; (2) de master 2 et (3) d'« Échanges linguistiques et apprentissage novateur » (ELAN-Interreg) pour la poursuite des études dans des universités françaises dont l'Université des Antilles. La notoriété de ses formations a favorisé son introduction dans le classement international 2023 de Shanghai en même temps que 84 établissements d'enseignement supérieur français[775].

– la Direction des Changements Climatiques (DCC)

La DCC doit « assurer la mise en œuvre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, des protocoles et accords relatifs aux changements climatiques » (Art. 63, sous-section 6). L'attribution a été si bien comprise que sur les 143 publications Facebook du MdE entre le 12 Janvier 2023 et le 25 Juillet 2024, 70 concernent les changements climatiques avec des mots-clés tels que : #résilience climatique, #changement(s) climatique(s), #risque(s) climatique(s), #climat, #atténuation, #adaptation. Ce sont près de 49 % de communications officielles comptabilisées dans ses réseaux sociaux et sans référence immédiate aux îles adjacentes du pays – incluant IAV. Le Ministère a profité de la mobilisation climatique mondiale pour acquérir plus de 1 800 millions de dollars US en projets d'adaptation entre 2000 et 2022 à partir de fonds bilatéraux et, multilatéraux à plus de 77 % d'apport (MdE, 2023 : p. 50)[776]. Ces montants auraient pu être judicieusement investis dans l'amélioration du cadre de vie des près de 18 000 habitants du PNN-IAV. Toutefois, leur impact serait demeuré aléatoire étant donné que le MdE a admis la difficulté « […] d'évaluer de façon robuste leurs impacts sur l'augmentation de la résilience générale du pays ».

Pour le Ministre haïtien de l'Environnement :

> « La transformation des ambitions d'atténuation et d'adaptation en des actions concrètes à l'échelle du pays nécessite des ressources

774 Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche (2021, 25 Novembre). *Le partenariat universitaire et scientifique franco-haïtien : une coopération mobilisée, active et multiforme*. https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/fr/le-partenariat-universitaire-et-scientifique-franco-haitien-une-cooperation-mobilisee-active-et-51811 (consulté le 14 Août 2024).
775 France-Antilles. (2023, 29 Octobre). *L'université des Antilles entre dans le palmarès classement international de Shanghaï*. https://www.martinique.franceantilles.fr/actualite/education/luniversite-des-antilles-entre-dans-le-palmares-classement-international-de-shanghai-959957.php (consulté le 15 Août 2024).
776 MdE (2023). *Plan national d'adaptation au changement climatique (PNA) : Haïti / 2022-20230*. 92 p. https://unfccc.int/sites/default/files/resource/PNA_HAITI.pdf (consulté le 29 Juillet 2024).

> financières, humaines et technologiques qui dépassent généralement les capacités du pays » (2023)[777].

Malgré l'incertitude des résultats, le MdE continue de demander une enveloppe supplémentaire de 980 015 184 millions de dollars US sur 9 ans pour une adaptation à l'échelle nationale. Ce montant est bien supérieur à celui dépensé sur les 23 ans non concluants calculés pour être ramenés aux 9 ans du PNA. De plus, il préconise un coût de l'action climatique de 110 millions par an entre 2022 et 2023 contre les 78 millions par an de 2000 à 2022. Des efforts de financement d'actions climatiques ont été consentis par la France en Guadeloupe. 3[778] « territoires d'Industrie »[779] seront financés à hauteur minimale de 400 000 euros à la production de biens et de services afin de transformer et décarboner l'économie locale à partir de chaînes de valeur industrielles clés[780]. L'utilisation du « Fonds vert [national] » de 13 millions d'euros en 2023 n'a pas forcément reçu l'adhésion des populations locales. Selon une habitante, il a été utilisé pour démultiplier des éclairages nocturnes de manière irréfléchie :

> « Après, à grand coup de communiqués "développement durable" et "transition écologique", elles [les Communes] diront qu'elles œuvrent activement à la protection de la planète, du ciel et de la biodiversité... »[781].

La mesure Territoires d'industries de la Guadeloupe permet que ce fonds soit en partie adressé aux entreprises privées, aux groupements d'employeurs, aux associations ou établissements de formation tout en demeurant un dispositif des collectivités territoriales.

Après toutes ces années et dépenses dans la lutte contre les changements climatiques en Haïti, une reddition financière et environnementale des comptes

777 Cadet, J. (2023, 9 Décembre). *Allocution prononcée par le ministre James CADET à l'occasion de la 28eme Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques. UNFCCC*. Consulté le 12 Août 2024, de https://unfccc.int/sites/default/files/resource/HAITI_cop28cmp18cma5_HLS_FR.pdf

778 D'après le DEAL de la Guadeloupe, les 3 territoires sont : (i) CAPEX, (ii) Communauté de communes de Marie-Galante / Communauté d'agglomération du Nord Grande Terre, (iii) Communauté de communes Grand Sud Caraïbes / Communauté de communes Nord Basse-Terre.

779 Les territoires d'industrie sont des territoires labélisés par l'État et la Région qui se sont engagés dans des enjeux de décarbonation et de sobriété foncières.

780 Guadeloupe la 1ère (2024, 24 Mars). *Un fonds vert pour accélérer la transition écologique dans les territoires*. https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/un-fonds-vert-pour-accelerer-la-transition-ecologique-dans-les-territoires-1474719.html (consulté le 16 Août 2024).

781 Le témoignage a été tiré de la liste des commentaires sur l'article de France-Antilles titré « Le fonds vert participe à la transition écologique dans les territoires d'industrie (2024, 25 Juillet).

s'impose sur la base de l'Accord d'Escazú signé par le pays. Elle accordera la vérification de : (i) la performance des fonds internationaux dans les politiques publiques sur les changements climatiques ; (ii) l'efficacité et l'efficience des projets auprès des populations locales bénéficiaires – incluant celles vivant dans des AMP vulnérables aux changements climatiques. La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratifs (CSCCA) pourra être sollicitée à travers son service de contrôle financier en raison de sa mission de vérification de la conformité des finances publiques (CSCCA, 2016[782] ; Art. 200-3[783]). La requête administrative donnera lieu à l'évaluation du mode de gestion appliqué par le MdE dans les projets climatiques afin d'anticiper des scandales de corruption touchant au secteur environnemental. L'instabilité politique et le mal développement chronique diffusent d'Haïti la perception d'un pays de « 27 750 km^2 de corruption »[784] à l'échelle internationale.

La DCC doit « renforcer les capacités locales, en matière d'adaptation au climat et de réduction des risques climatiques » (Art. 63). Des initiatives se sont pour lors répandues dans 3 départements Nord, Sud et Ouest du pays, à savoir :

- le Forum sur la finance climatique et la budgétisation sensible aux changements climatiques - Mars 2023 ;
- des formations (sur les mécanismes de suivi-évaluation de la mise en œuvre de la CDN – Juillet 2024, l'adaptation et l'atténuation dans la CDN – Juin 2024, la couche d'ozone – Septembre 2023, les inventaires des gaz à effet de serre – Juillet 2023) ;
- des ateliers (sur les nouvelles modalités opérationnelles de l'Autorité Nationale Désignée - Juillet 2024, les solutions fondées sur la nature et le développement des infrastructures vertes - Juin 2023, la vulgarisation des résultats du 6ème cycle d'évaluation du GIEC - Mai 2023).

Les connaissances acquises participeront à « développer un cadre national de planification et de recherche pour des stratégies de réponses appropriées aux changements climatiques » (**Art.** 63). Les formations sur le nouveau système national sur les projections des émissions s'instaureront à la fois en outil d'aide à la décision et en

782 CSCCA (2016). *Missions de la CSCCA au regard de la Constitution de 1987*. https://www.cscca.gouv.ht/missions_cscca.php (consulté le 13 Août 2024).
783 Constitution de 1987
784 Le terme a été employé dans un chant engagé haïtien d'un artiste dont le nom est inconnu.

moyen d'inventaire des gaz à effet de serre (Art. 63), sans oublier le guide local et régional d'intégration de l'adaptation aux changements climatiques.

Dans l'intervalle, l'attribution de la DCC de « diffusion à l'échelle nationale des technologies de lutte contre les changements climatiques » a été matérialisée dans le rapport de l'expert national Pachuco Jean-Baptiste (2020)[785]. Ses consultations des participants.es au Projet « Évaluation des Besoins en Technologies » financé par le Fonds pour l´Environnement Mondial ont abouti à la sélection de 2 secteurs à prioriser pour une adaptation en Haïti : l'« agriculture-ressources en eau », les « zones côtières ». Le choix expose des préoccupations communes rattachées à la gestion des ressources hydriques du pays faites d'eau douce et d'eau de mer (ressources en eau, zone côtière) ; à la sécurité alimentaire (agriculture) ; à l'aménagement du territoire – Habiter postcolonial en bord de mer (zone côtière). Il inclut des zones côtières à fort enjeu écologique du territoire national à partir d'une vision héritée de la panification spatiale marine. Le PNN-IAV peut constituer une zone cible, sachant le MdE et le PNUD ont prévu l'intrusion marine de plus de 50 % de la superficie de la collectivité territoriale[786].

Les technologies identifiées pour l'adaptation des zones côtières – y compris du PNN-IAV (p. 40) ont été classées en 2 catégories dans la thèse, assignées chacune du rang hiérarchique donné par les participant.e.s :

- les technologies simples (savoir-faire artisanal), à coût moins important : (1) gabionnage ; (5) batardeaux ; (7) végétalisation des rives ; (9) digues de sacs de sable.
- les technologies sophistiquées (savoir-faire spécialisé), à coût plus important : (2) constructions surélevées ; (3) drainage périphérique ; (4) digues de protection contre les inondations ; (6) tranchées longitudinales ; (8) barrages ; (10) zones de refuge.

Les technologies sophistiquées et pérennes de génie civil ont été plus nombreuses, tandis que les solutions d'adaptation fondées sur la nature démontrent un rapport

785 Jean-Baptiste, P. (2020). *Rapport sur l'identification et la hiérarchisation des technologies*. Rapport produit pour la Partie Adaptation du Projet d'évaluation des besoins en technologie, financé par le Fonds pour l´Environnement Mondial (en anglais Global Environment Facility, GEF) et mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l´Environnement (UNEP) et le centre UNEP DTU Partnership (UDP) en collaboration avec le centre régional ENDA Energie (Environnement et Développement du Tiers Monde - Energie). 98 p. https://tech-action.unepccc.org/wp-content/uploads/sites/2/2020/07/tna-adaptation-haiti.pdf (consulté le 15 Août 2024).
786 MDE et PNUD. (2012). *Surveillance côtière et système d'alerte / Réseau pour l'adaptation au changement climatique*. 93 p.

coût/bénéfice plus avantageux sur le long terme et une flexibilité plus importante en présence des variabilités climatiques.

Le Fonds mondial pour la nature (WWF en anglais) a recensé à travers le monde une diversité de cas pertinents[787] au présent argumentaire :

- La création de 36 corridors de pluie et de 65 ha de forêt à Medellín (Colombie) Elle a favorisé une réduction de 2ºC de la température moyenne, la séquestration de 160 787 kg de CO^2 par an, le recrutement de 75 jardinier.ère.s. locaux. Ce sont 16,3 millions de dollars US investis pour des avantages estimés à 136 millions de dollars US entre 2020 et 2030. (p. 10)
- La restauration de 200 ha de mangrove et la protection de 88 615 ha de végétation dans le Parc naturel des mangroves du fleuve Cacheu (Guinée-Bissau) Elles ont réduit les risques d'inondation, d'intrusion saline et d'acidification des sols. L'approche écologique de rétablissement des conditions hydrodynamiques favorables à la repousse naturelle des mangroves a doublé le rendement du riz et procuré des moyens de subsistance responsables alternatifs à 7 villages. (p. 7)

7.2. Les directions secondaires en lien avec la conservation marine

– les autres directions centrales (DGIZCM, DB, DERE)

La DCC doit « faciliter, en liaison avec les universités et les centres de recherche spécialisés, la production de connaissances sur les techniques d'adaptation et d'atténuation » ; « développer un cadre national de planification et de recherche pour des stratégies de réponses appropriées aux changements climatiques ». En raison du caractère transversal de la recherche et de sa synergie avec l'éducation environnementale - incluant l'éducation à l'océan et aux changements climatiques-, cette attribution de la DCC sera abordée en corrélation avec les attributions de la Direction de Gestion Intégrée des Zones Côtières et Marines (DGIZCM) ; la Direction de la biodiversité (DB) ; la Direction de l'Éducation Relative à l'Environnement (DERE) dans les AMP haïtiennes. Partant de ce constat :

787 WWF (2021). *Des solutions fondées sur la nature en milieu urbain : les villes montrent la voie*. 24 p. https://wwfint.awsassets.panda.org/downloads/exe_wwf_a4_template_sbn_final_fr.pdf (consulté le 15 Août 2024).

- 3 projets de recherche sur l'adaptation aux changements climatiques[788] (2 de l'Université d'État d'Haïti et 1 de l'UniQ impliquée dans la cotutelle internationale de la présente thèse[789]) ;
- 1 directive pour la formulation et la mise en œuvre d'une politique scientifique et technique

ont été financés dans le cadre du projet PNA (2019-2023). De ces 3 projets, au moins un touche à une AMP : le système aquifère côtier Massacre localisé dans le complexe marin, côtier et terrestre de l'Aire protégée de Ressources Naturelles Gérées des 3 Baies. Le MdE devra penser à des opportunités d'insertion attractives pour ces chercheur.euse.s puisque le concepteur d'un des 3 projets a déjà migré. Ce qui représente 1/3 du financement consenti par un état en mal développement expatrié au potentiel d'un autre pays développé plein de talents.

Un protocole de coopération a été signé avec le Centre de recherche et d'enseignement supérieur en agriculture tropicale (CATIE) sur plusieurs thématiques environnementales[790]. Des données d'inventaire et de collecte quant à la 3eme communication nationale sur les changements climatiques d'Haïti sont en train d'être réalisées par la Faculté d'Agronomie de l'Université d'État d'Haïti avec le support du Bureau des mines et de l'énergie[791]. Des universités du Sud peuvent être mises à contribution dans la conservation d'une AMP régionale, à savoir : Université Notre Dame d'Haïti (UDERS des Cayes, Faculté d'Agronomie et des Sciences de l'Environnement), Université Publique du Sud aux Cayes (UPSAC), Université Américaine de la Caraïbe-UAC (Cayes), Université Polyvalente d'Haïti (Sud). Par exemple, le projet de Centre d'Atténuation, d'Adaptation et de Résilience au Changement Climatique en Haïti (HAUP-CEMARCH) a choisi l'UAC au nombre de ses bénéficiaires. HAUP-CEMARCH coordonné par le Dr. Absalon Pierre est financé par l'USAID et Quisqueya sert aussi d'université d'ancrage. Le projet est en train d'établir des parcs technologiques impliqués dans la recherche et la diffusion de

788 PNUD Haïti (2024*). Intégration des risques liés au changement climatique dans les processus de planification du développement national en Haïti – PNA*. https://www.undp.org/fr/haiti/projets/integration-des-risques-lies-au-changement-climatique-dans-les-processus-de-planification-du-developpement-national-en-haiti-pna (consulté le 16 Août 2024).

789 L'Université Quisqueya (85,5 sur 100) devancée par l'Université d'Etat d'Haïti (89,2 sur 100) ont été classés parmi les 2 meilleures universités haïtiennes en 2024 d'après le Centre de Recherche Intégrée et Scientifique d'Haïti (CRISH).

790 PNUD (2023*). Intégration des risques liés au changement climatique dans les processus de planification du développement national en Haïti – PNA*. https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2024-01/Fiche%20de%20projet%20PNA_mars%202023_revue%20MSU_vr122023.pdf (consulté le 16 Août 2024).

791 Lopidas, E. (2022, 5 Mai). Climat : quelles avancées avec le Plan national d'adaptation (PNA) ? *Haïti Climat*. https://haiticlimat.org/site/climat-quelles-avancees-avec-le-plan-national-dadaptation-pna/ (consulté le 16 Août 2024).

technologies adaptées capables d'atténuer les impacts des changements climatiques[792].

Entretemps, le cadre d'actions visant la vulgarisation et l'application du Décret nº 3 du 15 Janvier 2021 portant intégration de l'Éducation Relative à l'Environnement (ERE) dans le système éducatif haïtien est rédigé en atelier par le MdE (la DERE) et le Ministère de l'Éducation (Juillet, Décembre 2023). Selon le Directeur Général du MdE :

> « […] l'application de ce décret est un atout pour les générations actuelles et futures en vue de mettre en valeur les bonnes pratiques environnementales pour le développement durable » (Décembre 2023).

Il continue en soulignant que sa mise en application doit obligatoirement passer par l'implication des parties prenantes qui transmettent aux apprenant.e.s les valeurs de l'écocitoyenneté et du civisme. L'affirmation converge vers l'obligation du décret d'intégrer des cours sur l'environnement et le civisme dans le cursus scolaire haïtien (**Réf.** Art. 6). Sur cette même lancée, la DERE s'est intéressée aux ressources pédagogiques d'éducation à l'océan qui seront conçues dans le cadre du Projet Haiti-CSciPro[793] de l'UniQ à l'Île-à-Vache[794]. Par sa posture, la Direction apporte une valeur ajoutée au décret focalisé sur des activités de reboisement et de reforestation dans une pensée terrienne de la conservation : augmentation de la couverture végétale (Art. 2, 10)[795]. Elle se réapproprie une ERE « dynamique, flexible, créative, active et pratique », avec des outils permettant aux écolier.ère.s de résoudre des problèmes environnementaux de grande importance (Art. 7), comme le suivi des écosystèmes côtiers (mangrove, récifs coralliens) et des espèces emblématiques (tortues marines, oiseaux tangara à couronne grise) dans Haiti-CSciPro au PNN-IAV.

---

792 Pierre, A. (2024, 2 Septembre). *La contribution de la diplomatie scientifique dans la protection de l'agriculture face aux changements climatiques: l'expérience du projet HAUP-CEMARCH*. Colloque international d'éducation aux changements climatiques. Université Quisqueya, Port-au-Prince, Haïti

793 Haiti-CSciPro est financé sur 18 mois à hauteur de 150 000 euros par le Fonds d'aide irlandais sous la gestion de l'Institut marin irlandais. Il sera exécuté par l'Université Quisqueya dans l'AMP du PNN-IAV en collaboration avec la « Haiti Ocean Project » dans l'AMP Baradères-Cayemites et l'École de médecine vétérinaire de l'Université Ross à St-Kitts et Nevis.

794 UniQ (2024). *Compte-rendu de la rencontre du 25 Juillet 2024 entre le Ministère de l'Environnement et l'Université Quisqueya dans le cadre du Projet Haiti-CsciPro*. 9 p.

795 D'après l'Article 2 du Décret no 3 du 15 Janvier 2021 portant intégration de l'éducation relative à l'environnement dans le système éducatif haïtien, « l'Éducation relative à l'Environnement contribue à éveiller la conscience de l'élève et de l'étudiant haïtiens sur la nécessité de protéger l'environnement en tant que patrimoine commun de la nation. Elle favorise également l'augmentation de la couverture végétale du pays ». D'après l'Article 10, « l'État recommande aux institutions scolaires, universitaires, techniques et professionnelles la création d'espaces verts pour des activités liées au reboisement et à la reforestation ».

Des initiatives privées corroborent la définition de l'ERE du décret considérée comme « un besoin essentiel d'éveil du sens de la responsabilité de chaque citoyen sur l'état de l'environnement ». Une journée nationale d'éducation aux changements climatiques a été instaurée le 1er Septembre par l'UniQ en accord avec la Présidence de la COmmission NAtionale de la Science, la Technologie, l'Innovation (CONASTI) du Ministère haïtien de l'Éducation et la Fondation Sogebank représentée par Nadège B. Jacques. Elle est célébrée chaque année depuis 2023 en « reconnaissant le rôle fondamental de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique dans l'éducation formelle et informelle de la population dans son ensemble et, des enfants, en particulier sur les changements climatiques »[796]. L'édition 2024 sous la coordination du Dr. David Noncent a innové en créant une Session 6 : « Savoir local, expérience et biodiversité ». La session est une vitrine des projets de recherche-action de l'ERC2 dans la co-construction de solutions face aux enjeux climatiques du pays : l'éducation populaire pour le renforcement de la gouvernance de l'AMP du Parc national naturel de Lagon des huîtres[797] ; une application mobile alimentée par les populations locales pour la gestion des ressources côtières du PNN-IAV. Elle a simultanément donné la parole aux chercheur.e.s, aux acteurs locaux des AMP, et aux techniciens exécutant les projets. Le cheminement de l'ERE en Haïti dont l'éducation aux changements climatiques est un axe clé, a suivi les étapes illustrées à la page suivante (**Réf.** Figure 26).

796 D'après le texte de la Déclaration de Turgeau signé dans le cadre du Colloque international d'éducation aux changements climatiques de l'ERC2/UniQ sous le thème « Les changements climatiques et l'espace haïtien : enjeux et perspectives »

797 Elle sera réalisée dans le cadre d'une collaboration de l'ERC2 au Projet Initiative pour la Nature et l'Optimisation des Valeurs Écologiques et Économiques (INOVEE) à titre d'associée. INOVEE a été co-déposé par les organisations HELVETAS Swiss Intercooperation et AHAAMES auprès du Programme d'appui de l'Alliance Mondiale contre le Changement Climatique (AMCC+) pour l'adaptation et le développement des énergies vertes en Haïti.

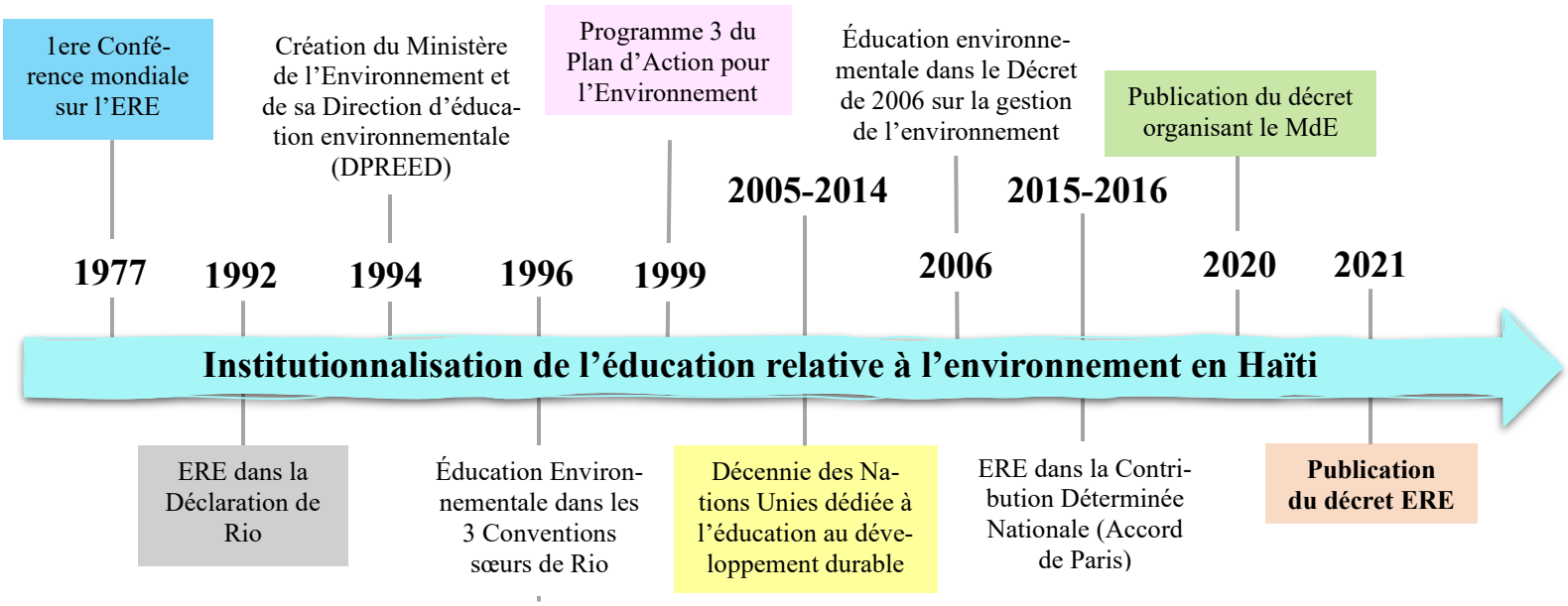


Figure 26. Mise en place de l'éducation relative à l'environnement en Haïti **(Horat, 2024)**[798]

Les collaborations du MdE en matière d'éducation environnementale se sont poursuivies au cours de l'année 2023. L'Association [écologique] des Visionnaires pour le Développement Socio-économique a organisé un camp d'été sous le thème : « Implication des jeunes et des enfants dans la dynamique de protection de l'environnement » en collaboration avec la Direction départementale de l'Ouest (Août 2023). La 2eme édition du concours Éco-génie « *Yon batay lespri pou yon lòt anviwonman an Ayiti*[799] » a mobilisé 800 écolier.ère.s à travers le territoire national avec l'appui du Fonds National de l'Éducation (FNE) et de l'UNESCO. D'après le Directeur du DERE, son objectif a été « …de sensibiliser plus de jeunes, soit plus de 50 000 autour des thématiques environnementales. C'est pourquoi le concours s'est transformé en une compétition nationale cette année »[800]. Éco-génie s'est réduit aux écolier.ère.s de la grande terre malgré l'organisation d'une finale aux Cayes[801], à proximité des îles adjacentes de l'Île-à-Vache et des Cayemites aussi AMP dans le Sud. Le magazine trimestriel « *Kalson Wouj* » du MdE a été lancé (Août 2023). Le MdE a mobilisé le public autour de cet outil de communication en ces termes :

798 Horat, R. (2024, 2 Septembre). *Éducation aux changements climatiques : axe clé de l'ERE*. [Table ronde]. Journée nationale haïtienne d'éducation aux changements climatiques, Université Quisqueya.
799 Traduit du créole haïtien en français par une bataille d'esprit pour un autre environnement en Haïti.
800 David, K. E. L. (2023, 12 Août). Le concours « Eco-génie » revient pour une deuxième édition cette année. *Haïti Climat*. https://haiticlimat.org/site/le-concours-%E2%80%89eco-genie%E2%80%89-revient-pour-une-deuxieme-edition-cette-annee/ (consulté le 17 Août 2024).
801 HaïtiLibre (2023, 13 Mars). *Haïti - Environnement : Gagnants de la 1ère Edition du Concours Éco-Génie*. https://www.haitilibre.com/article-39053-haiti-environnement-gagnants-de-la-1ere-edition-du-concours-eco-genie.html (consulté le 27 Août 2024).

> « Les institutions environnementales, les universités, les écoles, les partenaires techniques et financiers du MdE, les organisations internationales, nationales et locales sont appelés à appuyer ce projet et jouer un rôle de premier plan dans les réflexions, les discussions, les recherches pour la diffusion d'informations environnementales façonnées par des multiples acteurs de l'État et ceux de la société civile œuvrant dans le secteur de l'environnement à travers le pays ».

Quelques actions de sensibilisation du MdE sur la coupe des arbres ont été rapportées au sein du PNN-IAV. Elles ont été réalisées parallèlement à celles du SEMANAH sur les conditions de voyage du cabotage maritime : le port obligatoire du gilet de sauvetage et de la carte d'identité ; les surcharges de bateaux. La Direction de la protection civile vient y faire de la sensibilisation sur l'importance de s'éloigner des côtes lors du passage des évènements hydrométéorologiques extrêmes sur la région. Outre l'éducation environnementale à destination du public, le MdE cultive l'ambition de produire les données du secteur sous sa gouvernance. La décision structurelle de transformer la Direction des ressources en eau en Institut INARHY en est une preuve. Sa plateforme numérique de Système d'Information Environnementale Haïti (SIE Haïti)[802] a été une des démarches honorables de diffusion des informations environnementales dépendant de la perfusion financière du PNUD. Une mise à jour régulière du site doit être envisagée dans l'ordre des attributions de l'Observatoire National de la Qualité de l'Environnement et de la Vulnérabilité (ONQEV) de « 3°) concevoir et créer un système de gestion de l'information environnementale » (Art. 87, Section 4) en collaboration avec le Centre National d'Informations GéoSpatiales (CNIGS) du Ministère de la Planification.

D'un côté, la Direction de gestion intégrée des zones côtières et marines du Ministère de l'Environnement doit « fournir l'appui technique nécessaire pour la création du Conservatoire du Littoral » (Article 67, sous-section 9). Combiné à son attribution de régularisation des interventions le long des bandes côtières et marines, ce Conservatoire devra aider à combler le vide juridique de la définition du littoral haïtien sous privatisation[803] dénoncée par le feu chercheur Pierre Dit Jorès Mérat

802 https://www.sie-haiti.org/#/home
803 Même si le littoral n'est pas clairement défini, son libre accès a été protégé par le décret du 9 Février 1964 sur les terres de l'État dans une application nationale du principe grotien.

(2018 : p. 318)[804]. La privatisation est visible sur la côte des Arcadins, initialement prévue pour être un Parc marin dans les années 80-90. À d'autres endroits a émergé « un littoral de survie »[805] aggravé par la paupérisation des pôles urbains littoraux et l'implantation de groupes armés à la suite des instabilités politiques, à savoir : la ville des Cayes et les quartiers précaires de *Nan Savann* ; la ville de Jérémie et les quartiers précaires de La Pointe[806] dans la péninsule Sud d'Haïti. Le Conservatoire du Littoral influencera la délimitation du foncier et la définition des droits d'usage des côtes dans les AMP en concertation avec le CIAT. Celui-ci prône la réalisation d'un plan foncier de base dans un processus de cadastrage de 2 000 km de côte sur 200 m de profondeur pendant 3 ans (Comeau, 2021 : p. 3, 5)[807]. La mission du Conservatoire restera toutefois à préciser en Haïti. La même structure en Guadeloupe est propriétaire de 8 140 ha d'espaces littoraux en vue de la préservation du capital naturel et historique des territoires français. Le Ministère haïtien de l'Économie a suggéré la création d'une Agence du littoral dont il faudra déterminer des missions distinctes de celles du Conservatoire du Littoral et de la Direction du domaine. La Direction du domaine du Ministère de l'Économie concède l'affermage du littoral aux particuliers ; l'Office National du Cadastre (ONACA), des données actualisées sur les propriétés et parcelles du pays.

D'un autre côté, la Direction de la Biodiversité (DB), à cause de ses attributions de « 10º) conduire des recherches avec les universités… » et de « 4º) veiller à la préservation des espèces… » a souhaité établir des Observatoires locaux de la biodiversité avec le concours des populations locales. Il a réitéré « l'urgente nécessité de création et d'opérationnalisation d'un observatoire local pour la collecte, le suivi et le monitoring d'informations autour de la biodiversité et des écosystèmes associés »[808] dans le Projet Haiti-CsciPro. L'observatoire concèdera un panorama de la biodiversité dans les AMP haïtiennes de sorte à faciliter les décisions des politiques sur la conservation côtière et marine. Ils pourront fonctionner suivant le modèle État-Pression-Réponse expérimenté dans les observatoires guadeloupéens de biodiversité. D'autres institutions publiques peuvent aider à alimenter les données

804 Mérat, P. dit J. (2018). *Le littoral, le cœur de la pauvreté en Haïti : Quand les politiques publiques appauvrissent les territoires* [Thèse de doctorat, Institut de Géographie et d'Aménagement Régional - Nantes Université].572 p.
805 Desse, M. (2003). Les difficultés de gestion d'un littoral de survie à Haïti : l'exemple du golfe de la Gonâve. *Cahiers de géographie du Québec*, *47*(130), pp. 63-83. https://doi.org/10.7202/007969ar
806 Joseph, R. T. (2017, 7 Mars). Les oubliés de La Pointe. *Ayibopost*. https://ayibopost.com/les-oublies-de-la-pointe/ (consulté le 29 Août 2024).
807 Comeau, M. (2021). *Que va faire le Ministère de l'Economie et des Finances ? Le moyen et le long termes* [PowerPoint slides]. Ministère de l'Économie et des Finances dans le cadre de l'atelier « Le Littoral en Haïti : enjeux fonciers et économiques, menaces environnementales. 7 p.
808 Le texte a été tiré des échanges entre l'ERC2 et le MdE dans le cadre du Projet Haiti-CSciPro au Parc national naturel de l'Île-à-Vache.

recherchées par le MdE : le BNE, ENARTS, le Ministère de la Culture, le Centre de Techniques de Planification et d'Économie Appliquée du Ministère de la Planification, le Bureau des Mines et de l'Energie.

– la Direction d'Inspection et de Surveillance Environnementale (DISE)

La DISE a été montée pour être une structure de défense environnementale chargée d'« assurer la protection durable des aires protégées, des réserves de biosphère et des forêts » (Art. 71, Sous-section 13). L'importance du PNN-IAV est double pour la DISE puisque le parc est adjacent à une AMP et à l'aire centrale de la RB de la Hotte. La Direction a toujours gardé sa mission de surveillance lorsque son nom a changé en Direction de l'Éducation, d'Inspection et de Surveillance Environnementale (DEISE)[809] pour redevenir DISE avec la création de la DERE. Ses services directs de surveillance des aires protégées-dont marines et/ou transfrontalières sont cogérés avec le Ministère de la Justice – la Police Nationale d'Haïti (PNH) comprise. Ses services d'appoint relèvent des fonctionnaires d'autres institutions publiques en partant du principe que la surveillance environnementale est de la responsabilité de tous.tes. (Art. 62, 63)[810]. Les attributions de la DISE sont atteintes par : (i) la mise en place d'un Service d'Inspection (SI) agissant sur des axes frontaliers, forestiers et des aires protégées, urbains, maritimes et côtiers ; (ii) la gestion d'un Corps de Surveillance Environnementale (CSE) pourvu de fonctions préventives, curatives, coercitives (MdE, 2014 : p. 6, 7)[811]. Elles s'étendent évidemment à la surveillance de la biosphère et à la verbalisation des contrevenant.e.s mais aussi, à la participation à l'information et sensibilisation du public, à la recherche sur les populations dans les aires protégées, à la gestion des réseaux de stations pluviométriques et météorologiques (Art. 64)[812]. Ces tâches allant au-delà de la mission sécuritaire

809 HaïtiLibre (2018, 3 Mai). *Haïti - Environnement : Le Ministère renforce la capacité de ses agents environnementaux de l'Ouest*. https://www.haitilibre.com/article-24276-haiti-environnement-le-ministere-renforce-la-capacite-des-ses-agents-environnementaux-de-l-ouest.html (consulté le 18 Août 2024).

810 Selon l'article 63 du décret no 11 du 26 Janvier 2006 portant sur la gestion de l'environnement et de régulation de la conduite des citoyens et citoyennes pour le développement durable : La surveillance environnementale incombe à tous les services publics, chacun en ce qui le concerne. Les services directs de surveillance sont cogérés par le Ministère de la Justice et le Ministère de l'Environnement tandis que les services d'appoint relèvent exclusivement d'autres institutions publiques.

811 MdE (2014). *Surveillance environnementale* [PowerPoint slides]. DISE, MdE. 17 p. https://www.slideshare.net/slideshow/prsentation-des-activits-ralises-par-le-ministre-de-lenvironnement-surveillance-environnementale-29-octobre-2014-hati/41002744 (consulté le 18 Août 2024).

812 Décret no 11 du 26 Janvier 2006 portant sur la gestion de l'environnement et de régulation de la conduite des citoyens et citoyennes pour le développement durable

transforment les agents de la DISE en de véritables éco-gardes (OBMEC, 2016 : p. 48)[813].

La mission de la DISE est illustrée dans la page suivante (**Réf.** Figure 27). Son impact sur le PNN-IAV doit être compris dans le sens que l'insularité du parc lui confère des caractéristiques interfrontalières partagées entre l'île adjacente et la grande terre d'Haïti.

813 OBMEC (2016). *Diagnostic environnemental binational : République d'Haïti et République dominicaine*. Rapport du Comité thématique environnement sous la coordination de Joaneson Lacour, PhD. https://uniq.edu.ht/upload/inside_articles_document/3599_diagnostic%20environnement%20obmec.pdf (consulté le 4 Juillet 2024).

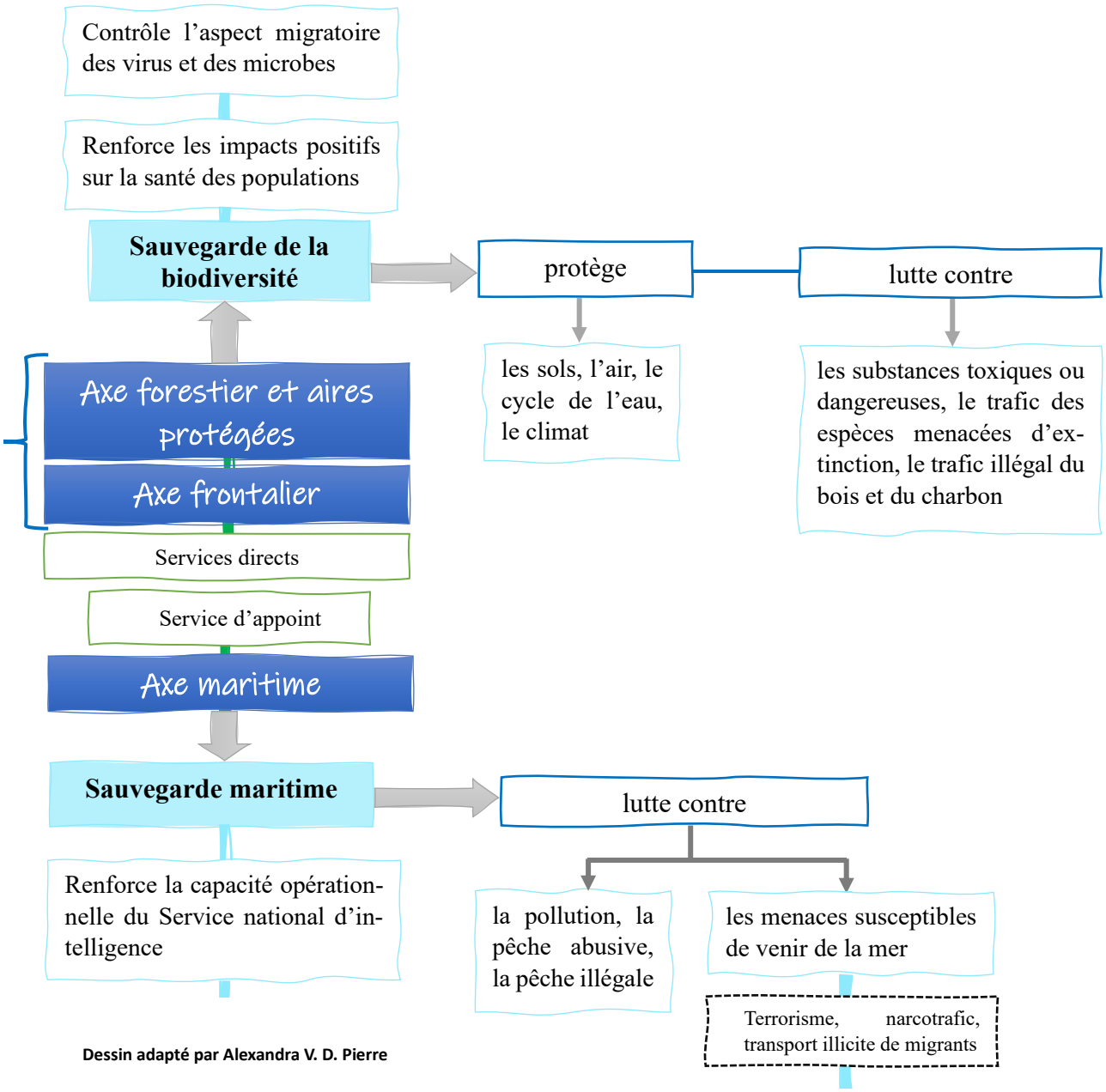


Figure 27. Les axes d'intervention de la Direction de l'Inspection et de la Surveillance Environnementale sur le Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(MdE, 2014 : p. 8-10)**

7.3. Une Agence haïtienne pour des aires marines protégées

Le Parc national naturel de l'Île-à-Vache dépend de l'ANAP en tant qu'aire protégée simultanément à son interdépendance avec d'autres structures internes du MdE (**Réf.** Figure 28). L'Agence de service public jouit d'une autonomie

administrative et financière sous la tutelle du MdE (Art. 116-118, 120)[814]. À la faveur d'un bien commun environnemental, elle a été conçue de manière : (a) à s'arroger une puissance publique dans la coordination centrale des aires protégées – dont le PNN-IAV ; (b) à bénéficier de l'innovation des savoir-faire et de la répartition des risques offertes par un partenariat public-privé dynamique et transparent.

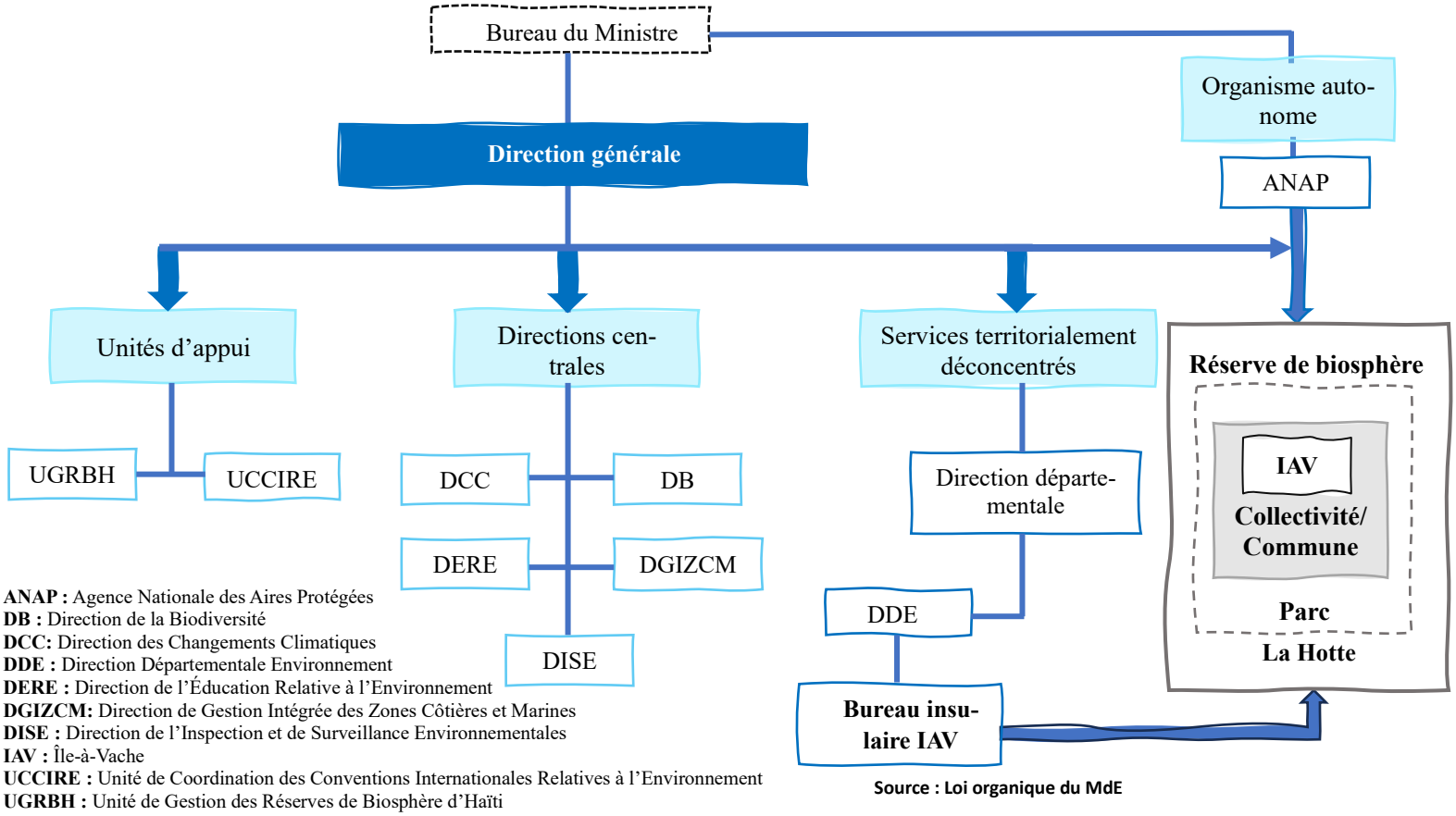


Figure 28. Place de l'île adjacente de l'Île-à-Vache dans l'organigramme du Ministère de l'Environnement **(Pierre, 2024)**

Créée en 2006, l'ANAP a été opérationnelle en tant qu'agence à la nomination de son premier Directeur Général par arrêté pris en Conseil des Ministres au 10 Mai 2017. Sa structuration institutionnelle et sa légitimité technique auprès des partenaires ont été rendues possibles par les différents cycles du Projet d'Établissement d'un SNAP depuis 2011.

814 Décret n° 6 du 20 Juillet 2005 portant organisation de l'Administration centrale de l'État

L'ANAP a disposé de 92 employés administratifs en 2018[815] répartis entre les unités et directions suivantes :

(i) la Direction des ressources humaines, veillant à la diffusion et à l'application des normes de gestion pour le personnel ;
(ii) la Direction des affaires administratives et financières, gérant les ressources matérielles et financières de l'ANAP dans le respect de la loi;
(iii) la Direction des études et recherches scientifiques[816], contribuant à la préservation des aires protégées par la production de données scientifiques fiables ;
(iv) la Direction de coordination des aires protégées ;
(v) la Direction de surveillance des aires protégées ;
(vi) l'Unité d'Études et de Programmations (UEP), formulant les recommandations appropriées aux implications budgétaires, économiques et sociales des programmes et des projets d'investissement public.

En tant qu'organisme autonome, la Direction Générale doit s'adjoindre d'un Conseil de direction et d'un Conseil d'administration de 3 à 9 membres. Le Premier Ministre Conille considère le fonctionnement régulier du Conseil d'administration de ces organismes autonomes comme une action susceptible d'engendrer des résultats rapides et tangibles dans chacun des domaines prioritaires[817] de son gouvernement.

Le Consultant David Meyers (2013) a eu à proposer des départements pertinents façonnés en directions dans l'Administration publique haïtienne. Ils ont été corrélés à la classification des écosystèmes haïtiens d'intérêts pour la conservation du chercheur Jean Vilmond Hilaire, PhD (2009) afin de mieux identifier les axes structurels et spatiaux d'intervention. Ce sont :

(i) une Direction de développement durable avec des services (1) d'éco-tourisme, (2) de communication/éducation, (3) de développement local en accord avec le portefeuille d'alternatives économiques à promouvoir auprès des populations locales du PNN-IAV ;

815 D'après le rapport « Stratégie de financement durable de l'Agence Nationale des Aires Protégées : HAÏTI (2019 – 2025) », ces 92 employés sont : 18 fonctionnaires, 74 contractuels administratifs. Les 164 contractuels additionnels, gardes de surveillance pour les aires protégées, n'ont pas été pris en compte étant donné que l'actualité sur les discordes publiques entre le Ministre de l'Environnement et le Directeur général de l'ANAP a démontré que leur nombre exact n'est pas connu par le Ministère haïtien de l'Environnement.
816 La Direction des études et recherches scientifiques a été divisée en 4 services : le service de laboratoire, le service de climatologie et de topographie, le service de productions géomatiques, le service herbier et conservation de la biodiversité.
817 D'après la lettre de cadrage du budget 2023-2024 du Gouvernement Conille, « Améliorer les conditions sécuritaires, Organiser des élections, renouer avec la croissance économique, assurer la stabilité sociale et Améliorer la gouvernance sont d'une importance capitale et constituent nos priorités pour l'exercice fiscal 2023-2024 ».

(ii) une Direction de conservation avec (1) un service de conservation et reforestation terrestre focalisé sur la neutralité de la dégradation du sol, la végétation de basse altitude et de montagne, les écosystèmes anthropisés de culture intensive et d'agroforesterie ; (2) un service de conservation marine visant le plateau continental, l'écotone de la mangrove, les écosystèmes côtiers de plage et de falaise du PNN-IAV.

Des considérations sur un service additionnel « genre et changements climatiques » à la Direction de conservation seront bénéfiques à l'appréciation de l'impact différencié des politiques publiques liées à la conservation et au climat sur les femmes du PNN-IAV en particulier. Le service de conservation marine devra s'agrandir aux écosystèmes majeurs d'herbiers marins et de récifs coralliens de la Caraïbe insulaire[818] ; et aux écosystèmes de mammifères marins de la ZEE à l'exemple du sanctuaire d'Agoa de la Guadeloupe. Sans qu'il soit nécessaire d'en instaurer un dans chacune des aires protégées du pays, une meilleure intégration du Groupe de Travail sur les Aires Protégées (GTAP) sera bénéfique au SNAP. Permanent et fonctionnel, il habilitera un appui externe à la conception et à l'implémentation de toutes actions visant la gestion des aires protégées[819]. Les propositions (a) de suivi et évaluation, (b) de recherche, (c) de gestion des données/SIG de Meyers n'ont pas été prises en compte puisque (i) le département de recherche existe déjà, (ii) le suivi et évaluation peuvent être effectués par l'UEP.

L'organigramme de l'ANAP a fait ressortir 3 niveaux de gouvernance (**Réf.** Figure 29) déterminant à la coordination du SNAP et à la mise en œuvre du plan national de gestion des aires protégées en concertation avec les populations locales et les collectivités territoriales (Art. 85, Section 4). Seules les directions essentielles à la conservation du PNN-IAV ont été annotées. Les 3 niveaux de gouvernance sont : (1) un niveau décisionnel animé par le Conseil d'Administration du SNAP (CASNAP) ; (2) un niveau administratif composé des unités et directions techniques ; (3) un niveau opérationnel réservé aux Directeurs des aires protégées – dont marines (Hilaire, 2009 : p. 46)[820].

818 Augier, D. (2010). Les écosystèmes marins de la Caraïbe : identification, diffusion et modes de gestion, *Études caribéennes* [En ligne], *15*, https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.4343

819 La responsabilité du GTAP a été tirée des termes de référence du Projet SNAP conçus pour définir le rôle et les responsabilités du GATP, la composition et le fonctionnement du GTAP.

820 Hilaire, J. V. (2009). *Stratégie de montage de l'Agence Nationale des Aires Protégées (ANAP)*. 55 p. https://taiguey.org/forum-ap-haiti/files/ANAP%20%20final%20r%C3%A9vis%C3%A9.pdf (consulté le 20 Août 2024).

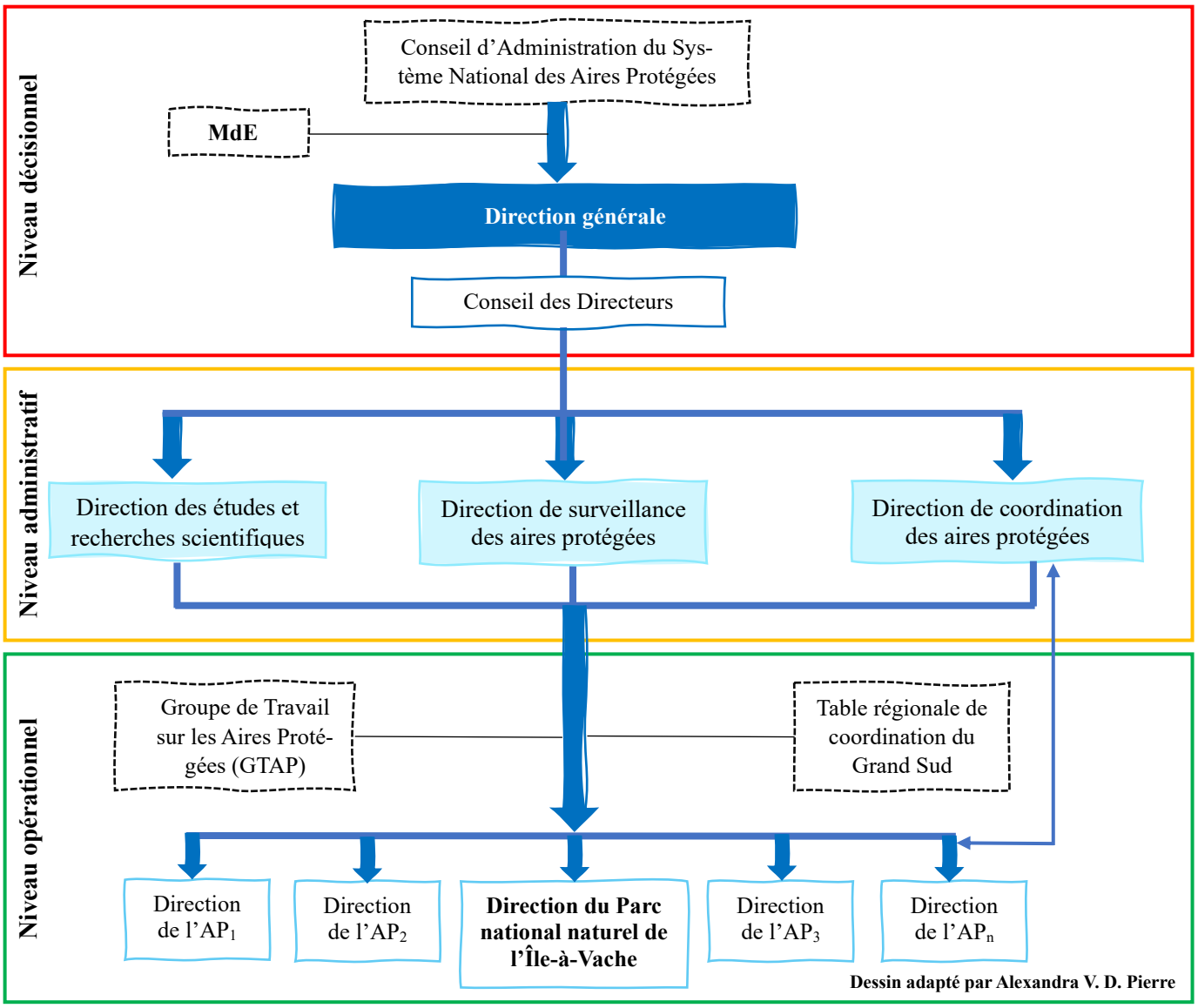


Figure 29. Les modalités d'organisation de l'Agence Nationale des Aires Protégées par rapport au Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(ANAP ; Hilaire, 2009 ; Décret de 2005)**

Toujours d'après le chercheur Jean Vilmond Hilaire, chaque niveau requiert :

- un ensemble de personnalités désignées par les acteurs institutionnels du SNAP, à savoir (a) un.e représentant.e : du Ministère de l'Agriculture, du Ministère de la Culture, du Ministère de l'Intérieur, du Ministère de la Planification, du Ministère du tourisme (b) un.e délégué.e : des collectivités territoriales, d'un groupe de base, des ONGs ayant un contrat de cogestion - niveau décisionnel - , sans solliciter le Ministère à la condition féminine (p. 44).

- un ensemble de compétences essentielles au fonctionnement et à la performance de l'ANAP générées par les sciences administratives, les sciences humaines, la biologie de conservation, l'agriculture et l'éducation.- niveaux administratifs et opérationnels - (p. 47).

Les ressources humaines, ainsi que les ressources matérielles de l'ANAP en quête d'infrastructures d'accueil du personnel, de moyens de déplacement rapide dans les aires protégées, de matériels technologiques pour la recherche, le monitoring et la communication, ont été financées par le Trésor public haïtien depuis l'exercice fiscal 2009-2010. Sur les 5 derniers exercices fiscaux de 2019 à 2024, aucune projection d'investissement n'a été consentie à cette agence limitée à un budget de fonctionnement. Cette posture institutionnelle de l'État rend l'ANAP dépendante des apports internationaux dans ses activités de conservation.

Pour l'exercice fiscal 2023-2024, l'ANAP a rejoint les institutions indépendantes/autonomes haïtiennes qui ne valent que 1,6 % du budget national. D'autres institutions publiques dont la mission converge vers la sienne dans les AMP ont été parmi les mieux dotées en suivant le raisonnement du journal Télégramme 360[821]. Le Ministère de la Justice avec les tribunaux de paix, la police (locale, maritime)[822] a représenté 10,7 % du budget national et 10 % pour le Ministère des Travaux publics avec le SEMANAH[823]. Si les directives de la lettre de cadrage du budget 2023-2024 du Premier Ministre ont été respectées, le budget du Ministère de la Justice aurait dû être déconcentré dans le département du Sud selon des besoins de sécurité territoriale et de lutte contre le trafic illicite à proximité des îles adjacentes telles l'Île-à-Vache. L'accent gouvernemental sur l'axe 3 du Plan de Relèvement Intégré de la Péninsule Sud (PRIPS) a débouché sur des opportunités pour le PNN-IAV : (i) la restauration d'écosystèmes dans des zones reculées peuplées de populations vulnérables comme l'Île-à-Vache ; (ii) l'établissement de modèles de co-investissement des autres secteurs en appui aux priorités climatiques et environnementales des AMP (MPCE, 2022 : p. 44)[824]. L'objectif de prise en compte du genre dans les politiques publiques

821 Télégramme 360 (2024, 26 Août). *Budget rectificatif : en pleine crise sécuritaire aigüe, le Gouvernement définit ses priorités*. https://www.telegramme360.com/budget-rectificatif-en-pleine-crise-securitaire-aigue-le-gouvernement-definit-ses-priorites/ (consulté le 30 Août 2024).
822 Le budget d'investissement de la PNH a été rehaussée à 39 % de l'enveloppe du Trésor public de sorte qu'une nouvelle promotion a été recrutée.
823 Avec le Ministère de l'Education (13,5 %) et le Ministère des Affaires sociales, ils représentent 43,3 % du budget national à eux 4.
824 MPCE (2022). *Plan de relèvement intégré de la Péninsule Sud, Département du Sud, de la Grand-Anse et des Nippes : Tremblement de terre du 14 Août 2021*. Plan rédigé par le Ministère de la Planification avec l'appui de l'ONU, de l'UE, de la Banque Mondiale et de la BID. 120 p. https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2022-11/PLAN%20DE%20REL%C3%83_VEMENT%20INT%C3%83_GR%C3%83_.pdf

est perceptible dans le crédit d'investissement doublé du Ministère à la condition féminine. Cependant, le budget de ~ 545 672,57 euros alloué aux 6 242 857 Haïtiennes[825], y compris aux femmes du PNN-IAV, sera insuffisant pour leur implication dans toutes les sphères de la vie nationale – y compris dans les stratégies climatiques et de conservation.

Toutes actions de réforme du Gouvernement haïtien quant à l'amélioration du cadre de gestion financière sont avantageuses à l'accès direct du pays au financement climatique public et à la durabilité du financement international de la conservation dans les AMP – incluant le PNN-IAV. Ces actions comprennent : (1) la mise en œuvre du Code fiscal de Décembre 2022 ; (2) l'interconnexion et l'échange des informations entre les organismes de perception et la Direction du Trésor ; (3) la révision du Plan stratégique de développement d'Haïti ; (4) le renforcement de la réponse aux risques de catastrophe naturelle ; (5) les plans d'action associés à la Politique nationale de promotion et de protection sociale. En reportant le discours du Gouverneur de la Banque de la République d'Haïti (BRH) au contexte des AMP, l'outil financier ne saurait à lui seul conduire à l'autonomie des aires protégées :

> « […] sans l'harmonisation des politiques publiques, la résorption d'un ensemble de déséquilibres, le redressement des conditions sécuritaires, qui sont toutes des conditions nécessaires, non suffisantes, pour garantir la résilience... » des sources et mécanismes de financement[826].

Le PIB du pays a justement chuté à - 1,9 % en 2023 en même temps que les taux de croissance négatifs de -5,6 %, -3,7 % et de -2,9 %, respectivement pour les secteurs primaire, secondaire et tertiaire[827]. Ce qui fait que les priorités gouvernementales (2023-2024) de (i) renouer avec la croissance économique, (ii) assurer la stabilité sociale, (iii) améliorer la gouvernance sont d'une importance capitale pour le financement des AMP haïtiennes, incluant le PNN-IAV. Cette transversalité de l'environnement assimile la protection du PNN-IAV à un droit humain par le biais de la garantie du droit à la vie, du droit à la santé, du droit à la sécurité sociale des populations locales. Le Premier Ministre Conille a admis :

825 D'après les projections et estimations 2024 de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique consultables sur son site internet.
826 BRH (2024). *Allocution du Gouverneur de la BRH, Monsieur Ronald Gabriel, à l'occasion du Mercredi de réflexion de la BID du 26 Juin 2024* [Discours]. https://www.brh.ht/allocution-du-gouverneur-de-la-brh-monsieur-ronald-gabriel-a-loccasion-du-mercredi-de-reflexion-de-la-bid-du-26-juin-2024/ (consulté le 31 Août 2024).
827 Direction générale du Trésor (2024). *Haïti, indicateurs et conjoncture : Difficiles perspectives de sortie de crise économique en Haïti*. https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/HT/indicateurs-et-conjoncture (consulté le 31 Août 2024).

> « Ensemble, nous devons œuvrer à l'amélioration de la situation des droits de l'homme en Haïti afin de construire une société plus juste et plus équitable. Nous devons créer des conditions nécessaires pour le respect des droits de chacun »[828].

Les propos du Premier Ministre Conille gagneraient à être plus inclusifs aux femmes et aux jeunes.

D'après les chiffres de 2018, le plus grand financeur d'aires protégées de l'ANAP est la coopération norvégienne à hauteur de 47 %. La Secrétaire d'état et chercheuse Laila Bokhari a exprimé en 2013 combien « La Norvège est là pour accompagner le Gouvernement d'Haïti dans le développement résilient de la région Grand Sud… »[829]. Le partenaire européen a (co)créé la coalition Initiative Côte Sud (ICS)[830] par le biais d'une approche territoriale de développement. Dans ces conditions, l'ICS a contribué à l'aboutissement des opérations suivantes[831] : (i) la déclaration des 9 premières AMP haïtiennes ; (ii) le premier plan de gestion des bassins versants du département du Sud ; (iii) la première coopérative électrique : Coopérative électrique de l'arrondissement des Coteaux et le premier mini-réseau prépayé du pays dans la commune les Anglais[832] ; (iv) la première table décentralisée des bailleurs dans le Sud. Le plus faible financeur de l'ANAP est le MdE à hauteur de 1 %, constitué des dotations du Trésor public et des subventions. Une étude de la BID a émis des réflexions prévisionnelles sur le financement de la conservation des aires protégées haïtiennes en général – y compris des AMP (**Réf.** Figure 30).

828 Justin, J. S. (2024, 12 Juillet). Les droits de l'homme au centre des priorités du gouvernement Conille. *Le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/249114/les-droits-de-lhomme-au-centre-des-priorites-du-gouvernement-conille (consulté le 30 Août 2024).
829 Collectif Haïti de France (2017, 29 Juin). *La Norvège réaffirme son soutien à Haïti*. https://www.collectif-haiti.fr/la-norvege-reaffirme-son-soutien-a-haiti/#:~:text=%C2%AB%20La%20Norv%C3%A8ge%20est%20un%20soutien,%C2%BB%2C%20a%20rappel%C3%A9%20Laila%20Bokhari. (consulté le 20 Août 2024).
830 D'après le document du Projet de développement durable du Sud-Ouest d'Haïti, l'Initiative Côte Sud est une vision de 20 ans pointant 10 communes étalées sur 780km2 dans le Département du Sud (ONU, 2011 : p.3).
831 Cincir, A. (2014, 11 Décembre). L'ONU et la Norvège appuient le gouvernement haïtien. *Le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/139207/lonu-et-la-norvege-appuient-le-gouvernement-haitien (consulté le 22 Août 2024).
832 Le Nouvelliste (2014, 26 Février). *La coopérative, pour innover dans le secteur de l'énergie*. https://lenouvelliste.com/article/127925/la-cooperative-pour-innover-dans-le-secteur-de-lenergie (consulté le 22 Août 2024).

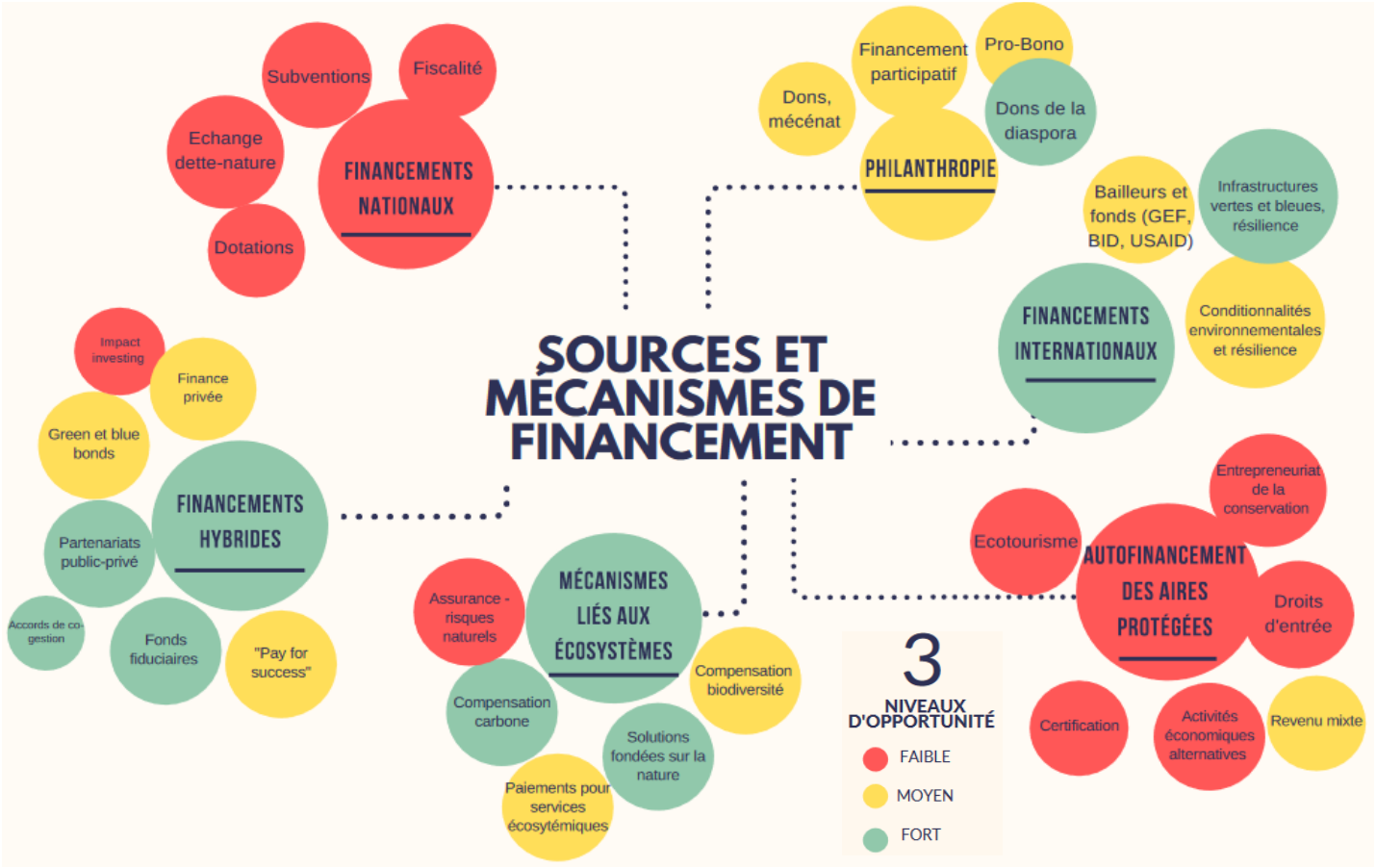


Figure 30. Sources et mécanismes de financement applicables à la conservation des aires marines protégées en Haïti **(MdE/ANAP/BID, 2019 : p. 25)**

Les besoins financiers de l'ANAP[833] dont bénéficiera sûrement le PNN-IAV ont été estimés de la sorte :

> entre 917 millions de gourdes ~ 10 millions de dollars US par an[834] et 4 002 millions de gourdes ~ 43,6 millions de dollars US par an[835],
> pour une valeur intermédiaire de 2 523 millions de gourdes ~ 27,5 millions de dollars US par an[836] à l'horizon de 2025 (MdE/ANAP/BID, 2019 : p. 12)[837].

6 sources et mécanismes de financement à 3 niveaux d'opportunités ont été répertoriés. Les sources internes de financement sont faibles mais, plus durables.

833 Le calcul a été effectué à partir d'un scénario d'évolution du réseau haïtien à 36 aires protégées terrestres et marines pour la période allant de 2019 à 2025.
834 pour des aires protégées génériques assurant principalement des activités de surveillance et de conservation.
835 pour des aires protégées de type parc national avec une large palette d'activités : activités de conservation, de restauration, de développement économique, d'éducation et de sensibilisation.
836 pour des aires protégées intermédiaires, menant des activités de surveillance, de restauration et d'appui au développement d'activités économiques alternatives.
837 MDE/ANAP/BID (2019). *Stratégie de financement durable de l'Agence Nationale des Aires Protégées. Haïti 2019-2025*. 27 p.

Pour les sources externes de financement des aires protégées haïtiennes, elles sont plus importantes mais, ponctuelles. Des bailleurs traditionnels du MdE comme la BID, l'UE, le GEF (*Global Environment Facility*) ont été mis à contribution de l'ANAP. Les résultats des 14 millions de dollars US du Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) pour le Projet d'Économie Bleue Inclusive (acronyme I-BE en anglais) dans l'AMP des 3 Baies dans le Nord sont attendus en 2024. L'intérêt pour le PNN-IAV dans le Sud est que :

> « Le projet I-BE permettra de renforcer les capacités de l'Agence nationale des aires protégées (ANAP) d'Haïti et de mettre à jour le plan de gestion de l'AP3B. Il facilitera l'adaptation de la législation nationale afin d'appuyer la pêche artisanale en veillant à la durabilité des pratiques de pêche »[838].

Le projet a prévu : (a) des échanges d'expérience avec les AMP du Sud et la Dominicanie dans sa sous-composante 1.1 de Renforcement et gouvernance de l'aire protégée ; (b) la formalisation d'une brigade communautaire en remplacement des lanceurs d'alerte formés par la FoProBim dans sa sous-composante 1.3 de Surveillance de l'aire protégée. Jusqu'ici, le renforcement des capacités de l'ANAP semble s'être soldé avec l'acquisition de près de 80 matériels et d'équipements informatiques de bureaux et de terrain[839]. Et les retombées sur la législation nationale relative à la pêche artisanale ne sont pas encore visibles depuis la signature de l'accord de financement du 22 Avril 2022 avec le Ministère de l'Économie et son Unité Technique d'Exécution (UTE).

L'Union Européenne pour sa part, a conféré un budget de 420 millions d'euros en Haïti pour la période de 2014 à 2020 à travers le 11eme Fonds Européen de Développement (FED). Les aires protégées haïtiennes – dont marines - ont été financées à hauteur de 12 % de contribution dans le budget de l'ANAP en 2018 à travers les axes transversaux d'égalité de genre, de résilience, de risques et désastres, d'environnement et changements climatiques[840]. Des projets comme « Consolidation de

838 FIDA (2022, 22 Avril). *Le FIDA finance un projet de protection de l'environnement en Haïti et d'amélioration des moyens d'existence des petits exploitants agricoles et des pêcheurs artisanaux - Communiqué de presse n°: IFAD/13/2022*. https://www.ifad.org/fr/web/latest/-/le-fida-finance-un-projet-de-protection-de-l-environnement-en-haiti-et-d-amelioration-des-moyens-d-existence-des-petits-exploitants-agricoles-et-des-pecheurs-artisanaux (consulté le 29 Août 2024).

839 MEF-UTE (2024). *Appel d'offres AON-BS-I BE-005 pour acquisition de matériels et d'équipements pour l'ANAP*. Projet « Économie Bleue Inclusive » (I-BE) - Accord de don No 2000004110 avec le Fonds International de Développement Agricole (FIDA). 83 p. https://www.ute.gouv.ht/wp-content/uploads/2024/06/20240621-aon-bs-i-be-005-acquisition-de-materiels-et-dequipements-pour-lanap-pour-publication.pdf

840 BONFED (2017). *Coopération Union Européenne – Haïti*. https://bonfedhaiti.gouv.ht/presentation-fed (consulté le 30 Août 2024).

la gouvernance participative de l'aire protégée terrestre et marine « Parc National Naturel Lagon des Huîtres » de Belle-Anse – CoGAP (2017-2020) »[841] ; INOVEE (2024 à date) sous financement de l'UE ciblent directement des AMP. D'autres programmes de développement comme UrbAyiti (2018-2025)[842] ciblent la résilience de villes localisées dans des aires protégées comme Cayes, Jérémie et la RB côtière de la Hotte. Lors de la journée mondiale de l'environnement en 2023, l'Ambassadeur et le personnel de la Délégation de l'UE en Haïti se sont déclarés « …engagés à soutenir les efforts institutionnels et communautaires visant une gestion responsable de l'environnement »[843].

Le GEF ou Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) en français a apporté 22 % de la trésorerie de l'ANAP en 2018. Les projets GEF/LDCF/UNEP « *Ecosystem Approach to Haiti's* Côte Sud » (2016-2022)[844] et GEF/LCDF/PNUD « *Ecosystem Based Adaptation* » (2016-2020)[845] ont permis des réalisations de : (1) validation des plans de gestion des aires protégées de ressources naturelles gérées de Port-Salut, d'habitats/espèces de Pointe Abacou et de la plaine de la Cahouane, du PNN-IAV par le GTAP ; (2) établissement de dispositifs de concentration de poissons dans les RB de la Selle (Belle-Anse) et de la Hotte (Cayemites) ; (3) réhabilitation des mangroves dans les aires protégées de ressources naturelles gérées de Baradères-Cayemites (Baradères), d'habitats/espèces de Pointe Abacou et de la plaine de la Cahouane ; (4) formation de 16 agents sur les suivis écologiques marins, de 56 pêcheurs à la gestion côtière et marine, des associations de 3 communes du Sud sur l'aquaculture en eau douce (St Jean du Sud, Torbeck, Port-Salut) ; (5) l'instauration de nouvelles activités économiques pour 518 bénéficiaires dont 55 % de femmes. Le fond fiduciaire a accordé 11 671 015 dollars US[846] de financement au pays dans les secteurs Biodiversité[847] (3 616 352 dollars US) et Dégradation des terres[848] (8 054 663

841 HELVETAS (2024). Haïti : Tous ensemble pour les aires protégées (CoGAP). https://www.helvetas.org/fr/haiti/ce-qu-on-fait/comment-on-travaille/nos-projets/amerique-latine/haiti/CoGAP-Belle%20Anse-Haiti (consulté le 30 Août 2024).
842 Expertise France (2020, 17 Février). *Urbayiti – Gouvernance urbaine et villes résilientes*. https://www.expertisefrance.fr/fiche-projet?id=688443 (consulté le 30 Août 2024).
843 Délégation de l'UE en Haïti (2023). *Déclaration de l'Union européenne en Haïti à l'occasion de la journée internationale de l'environnement* [Discours]. https://www.eeas.europa.eu/delegations/haiti/d%C3%A9claration-de-lunion-europ%C3%A9enne-en-ha%C3%AFti-%C3%A0-loccasion-de-la-journ%C3%A9e-internationale-de-lenvironnement_fr (consulté le 30 Août 2024).
844 UNEP/GEF (2022). *UNEP GEF PIR Fiscal Year 2022: Reporting from 1 July 2021 to 30 June 2022*. 45 p.
845 Hearns, G. & Satyr, D. (2020). *Enhancing the resilience of vulnerable ecosystems and communities to climate change and anthropoic threats through a "ridge to reef" approach to biodiversity conservation and watershed management (EBA Project), PID 90545 / PIMS 4648, Terminal Evaluation*. Rapports produits pour le MdE, GEF, PNUD Haiti, AbE. 94 p. https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/HTI/PID00081100_Ecosystem-Based%20Adaptation_Terminal%20Evaluation_2020.pdf
846 GEF (2024). *Haiti: Country-At-A-Glance*. https://www.thegef.org/projects-operations/country-profiles/haiti (consulté le 31 Août 2024).
847 Objectif général du domaine d'intervention de la Biodiversité : Conservation, utilisation durable et restauration de la biodiversité revêtant une importance à l'échelle mondiale (GEF-8).
848 Objectif général du domaine d'intervention de la Dégradation des terres : Contribuer à arrêter et inverser les tendances mondiales actuelles en matière de dégradation des sols, essentiellement la désertification et la déforestation (GEF-8).

dollars US) au cours de son 8eme cycle de réapprovisionnement : GEF-8 (2022-2026). À noter que des projets visant des aires protégées ont été exécutés par des directions centrales du MdE à partir d'autres sources sans pour autant intégrer les ressources financières de l'ANAP.

Des sources complémentaires aux financements (inter)nationaux et à la philanthropie comme le financement participatif et les fonds fiduciaires réclament la rénovation du cadre légal et règlementaire financier d'Haïti pour atteindre les AMP - dont le PNN-IAV. 2 cas ont été pris en exemple :

1. Le Fonds Haïtien pour la Biodiversité
   Le Fonds Haïtien pour la Biodiversité a dû être enregistré en tant que fondation dans la poursuite d'un intérêt général à but non lucratif puisque la législation nationale ne reconnaît pas encore les fonds fiduciaires. L'institution privée, indépendante et multipartenaire[849]a été montée de sorte que les rentrées soient intégralement réinvesties dans la conservation et que des avantages comme des exonérations douanières et la reconnaissance d'utilité publique soient envisageables[850]. Bien qu'elle ne soit pas un fonds public comme le Fonds National de l'Éducation (FNE), elle remplit une mission de service public dans sa parité avec le *Haiti National Trust* aux États-Unis.

2. Le financement participatif (en ligne)
   Le financement participatif peut mobiliser les fonds d'une diaspora de plus de 4 millions de personnes[851] à travers le monde. Il donne une notoriété à tous projets de conservation auprès de cette même audience toutefois, il demeure très limité à partir d'Haïti. La faiblesse des dispositifs de lutte contre la criminalité financière[852] et du taux de pénétration d'internet (38,9 % en Haïti contre 73,2 % à Cuba, 67,0 % en Guadeloupe)[853] a déclassé et/ou annulé les cartes et comptes bancaires haïtiens à leur inscription dans ces plateformes.

849 La lettre n°MDE/SDD/BM/MEMO/0364 en date du 30 Janvier 2017 titrée « Mémorandum sur le Fonds fiduciaire pour la Biodiversité d'Haïti »
850 Commission de mise en œuvre du Fonds haïtien pour la biodiversité (2017). *Fonds haïtien pour la biodiversité : Aide-mémoire sur le processus de mise en œuvre - État d'avancement des travaux*. 17 p.
851 L'estimation a été avancée par le Collectif Haïti de France, GARR, le Groupe d'information et de soutien des immigres (gisti) dans son « Carnet de route d'une année d'expérience » de Mars 2012.
852 BRH (s.d.). *Discours du Gouverneur de la BRH Monsieur Jean Baden Dubois sur les enjeux économiques et financiers liés à la lutte contre le blanchiment des avoirs et le financement du terrorisme*. https://www.brh.ht/discours-du-gouverneur-de-la-brh-monsieur-jean-baden-dubois-sur-les-enjeux-economiques-et-financiers-lies-a-la-lutte-contre-le-blanchiment-des-avoirs-et-le-financement-du-terrorisme/ (consulté le 31 Août 2024).
853 We are social & Meltwater (2024). *Digital 2024 Global Overview Report*. 561 p. https://indd.adobe.com/view/8892459e-f0f4-4cfd-bf47-f5da5728a5b5?allowFullscreen=true&wmode=opaque

L'autofinancement des aires protégées est une décision relative à l'autonomie financière des AMP au-delà du cycle d'intervention des projets de conservation. L'État haïtien a déjà instauré des pratiques de paiement de droits d'entrée, comme les 10 USD ~ 9 euros par personne du Parc national historique – Citadelle, Sans Souci, Ramiers (sans guide et sans cheval) collectés par le Ministère du Tourisme[854] ; les 100 gourdes ~ 0,7 euro par personne du Parc national des Forts Jacques et Alexandre[855], et 150 gourdes ~ 1,0 euro par personne de la chute du Saut-Mathurine[856] collectés par les populations locales en auto-gestion. Par conséquent, l'ANAP pourrait percevoir un droit d'entrée destiné à l'entretien des sites du PNN-IAV en collaboration avec la mairie. La Mairie de l'IAV pourra tirer parti de la hausse prévisionnelle de fréquentation du Parc pour entreprendre la collecte des taxes suivantes :

- une taxe d'embarquement et de débarquement de concert avec le SEMANAH en charge du cabotage maritime ;
- une taxe auprès des opérateurs touristiques exploitant les sites de la collectivité territoriale et de son AMP de concert avec l'ANAP.

Cette collecte viendra compléter les recettes ponctuelles des jours de marché, à savoir les taxes de vente sur le bétail ; les taxes sur les bateaux de transport de marchandise. L'autofinancement du PNN-IAV influencera positivement l'autonomie financière de l'IAV dépendante à plus de 50 % : (1) du Fond Gouvernemental pour le Développement de la Collectivité Territoriale (FGDCT) dans son budget communal ; (2) de la Cotisation Foncière des Bâtiments Publics (CFBP) dans ses recettes fiscales. Il apportera une diversification des recettes aux services déconcentrés de l'État. Ces dispositifs devront être conçus avec le support du Ministère haïtien de l'Économie.

À Cuba, l'entrée du Parc Ciénaga de Zapata est réglementée par l'obligation de verser 15 CUC ~ 13,5 euros par personne et de visiter avec un guide assigné (Mademoiselle Voyage, 2020). Il est possible d'y accéder par des excursions tout

854 Historic Haiti (2022). *Citadelle Henri*. https://www.historic-haiti.com/decouvrir/patrimoine-et-culture/patrimoine/citadelle-henri/ (consulté le 31 Août 2024).
855 Le montant a été connu après une visite de terrain effectuée en Juin 2024.
856 Le montant a été connu après une visite de terrain effectuée en Mars 2022.

incluses à la (demi-)journée à partir de la Havane (Civilatis[857], Cuba Autrement[858]). En Guadeloupe, l'accès aux AMP du Parc national de la Guadeloupe est gratuit[859] néanmoins, « les hébergements écotouristiques », et « les sorties et découvertes », « les produits », « la restauration », « les visites de sites » sous le label « Esprit Parc » sont payants. Plus de 103 résultats sur 12 thèmes, dont « littoral et falaise », « étang et zone humide » ont été dénombrés à proximité des aires centrales sur le site Rando Guadeloupe en Septembre 2024[860]. C'est ainsi que ce Parc national génère chaque année des retombées économiques marchandes à hauteur de 1,1 à 2,2 millions d'euros de valeur ajoutée pour les entreprises locales (hôtels, restaurants, transporteurs), correspondant de 4,4 à 8,9 millions d'euros de dépense directement attribués à l'existence du parc (2013 : p. 5)[861].

La position géographique de l'Île-à-Vache au nord de l'Amérique du Sud a instauré le PNN-IAV en plaque tournante dans le commerce illicite de stupéfiants en provenance de la Jamaïque et de la Colombie, à savoir la marijuana et la cocaïne (**Réf.** Carte 31). Le Bureau haïtien de Lutte contre le Trafic de Stupéfiants (BLTS) de la Police Nationale d'Haïti y a effectué des saisies récentes : (1) de 4,5 kg de marijuana après l'arrestation des ressortissants jamaïcains Wilchel Dominique et Dudley Omar en Octobre 2021[862] ; (2) de plus de 2 kg de cocaïne, de 4 000 dollars US et de 1 886 950 gourdes en Décembre 2020[863] ; (3) d'argent après l'arrestation du citoyen Jean Délens Loubeau en Avril 2020[864]. Selon les extraits du rapport des Nations Unies relayés par la presse en ligne, la drogue originaire de Guajira (Colombie) se rend par la suite par voie terrestre à Punta Cana (Dominicanie) pour arriver à Porto Rico. Sur cette lancée, le Député de la 49eme législature des Cayes/IAV Jean Fénel Thanis et le Jamaïcain Keshuss Cambell, ont été arrêtés en direction de la

857 Civitatis (s.d.). *Excursion au parc national du marais de Zapata*. https://www.civitatis.com/fr/la-havane/excursion-marais-zapata/?aid=12147 (consulté le 31 Août 2024).
858 Cuba Autrement (2023). *Cubanité : Zapata Autrement*. https://www.cubaautrement.com/produit/zapata-autrement-cuba/ (consulté le 31 Août 2024).
859 La BRL Ingénierie a conjointement relevé un consentement à payer moyen établi à 48 euros par an et par individu pour un programme de 5 ans permettant de préserver les espaces naturels protégés (2013).
860 https://www.randoguadeloupe.gp/search?districts=2,4
861 Hamade, F. & Hétier, J.-P. (2013). *Synthèse de l'étude « Approche des éléments de valeur du Parc national de la Guadeloupe »*. Rapport rédigé par BRL Ingénierie pour les Parcs nationaux de France - Parc national de la Guadeloupe. 8 p. https://www.parcsnationaux.fr/sites/parcsnationaux.fr/files/available_docs/131206synthese_communicante-etude_png.pdf (consulté le 1er Septembre 2024).
862 Ici Haiti (2021, 15 Octobre). *Île-à-Vache : 2 Jamaïcains arrêtés pour trafic de stupéfiants*. https://www.icihaiti.com/article-34997-icihaiti-ile-a-vache-2-jamaicains-arretes-pour-trafic-de-stupefiants.html (consulté le 25 Août 2024).
863 Réalité Info (2020, 11 Decembre). *Importante saisie de produits illicites, d'argent et d'arrestation de personnes à l'Île-à-Vache*. https://realiteinfo.com/importante-saisie-de-produits-illicites-dargent-et-darrestation-de-personnes-a-lile-a-vache/ (consulté le 25 Août 2024).
864 Vant Bèf Info (2020, 12 Avril). Île-à-Vache / Sécurité : Un présumé narcotrafiquant appréhendé. https://vantbefinfo.com/ile-a-vache-securite-un-presume-narcotrafiquant-apprehende/ (consulté le 25 Août 2024).

Dominicanie en Mars 2019 avec 491 kg de produits stupéfiants[865]. La visite exploratoire du 7 Octobre 2021 a révélé un second trajet à partir du PNN-IAV, celui de la baie Dumesle pour arriver à l'île de la Gonâve et repartir vers le Cap-Haïtien pour arriver aux États-Unis.

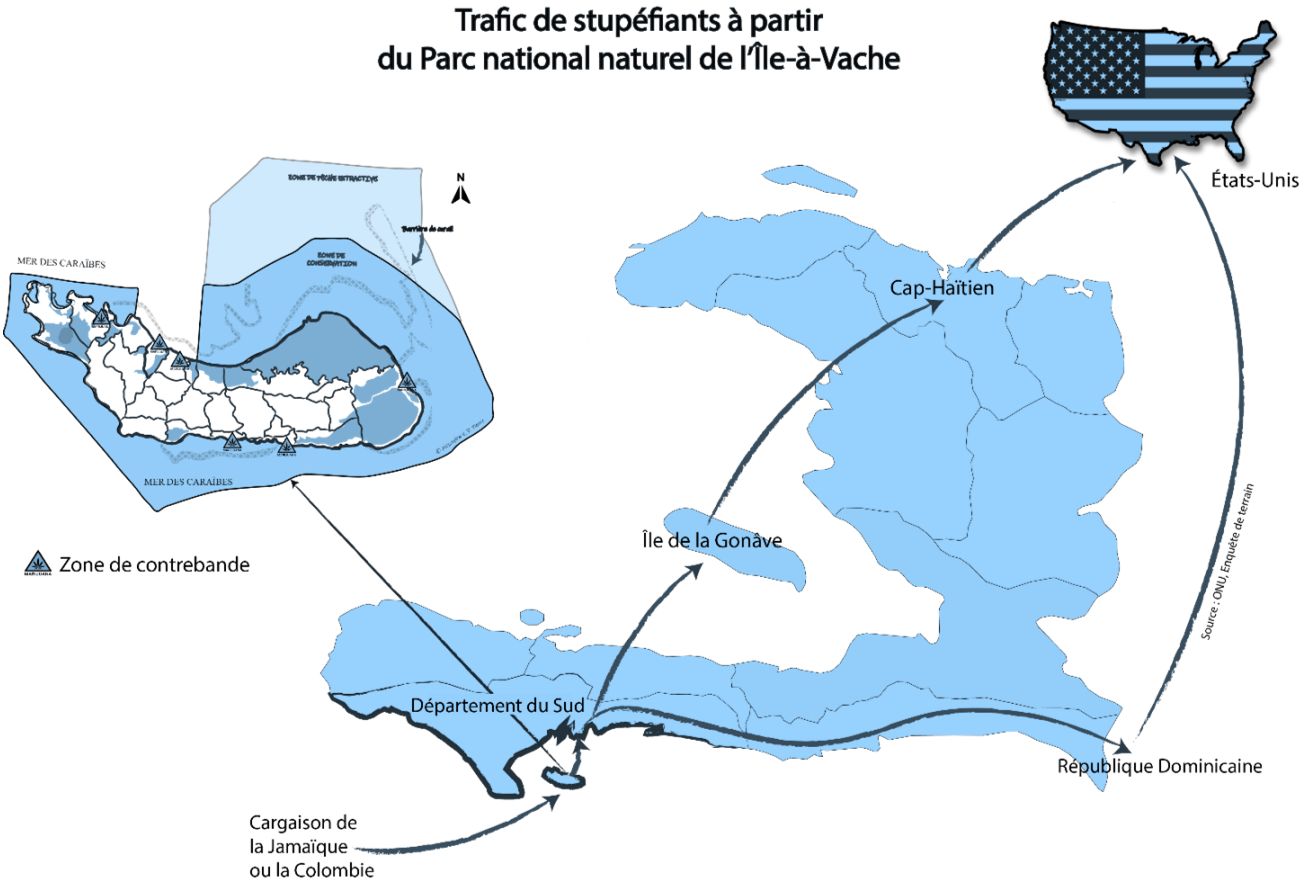


Figure 31. Étapes du trafic illicite de stupéfiants dans le Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Pierre, 2024)**

Ce n'est pas sans raison qu'Haïti a été reconfirmé dans la liste des pays de transit ou de production de la drogue établie par les États-Unis pour l'année fiscale 2024[866]. 6 points d'entrée de produits stupéfiants ont été identifiés au sein du seul PNN-IAV, dont 3 à proximité des plages et 3 à proximité des aires humides de mangrove de la zone marine de conservation du parc. Les populations locales sont habituées à y trouver des cargaisons lors de leurs activités de pêche. Celles du sud de

865 Le Nouvelliste (2019, 6 Mars). *Un ex-député arrêté pour trafic de drogue*. https://lenouvelliste.com/article/198814/un-ex-depute-arrete-pour-trafic-de-drogue (consulté le 25 Août 2024).
866 Mémorandum no 2023-12 du 15 Septembre 2023 sur *Presidential Determination on Major Drug Transit or Major Illicit Drug Producing Countries for Fiscal Year 2024*

l'île semblent être les principales bénéficiaires de ces trouvailles. Bien que les populations du nord s'en défendent, elles ont admis en entretien :

> **Texte original**
> *Si se nan zòn lan li[dwòg] tonbe, la a nou bon. Yo [moun nan sid zile a] ap sèvi avè l'. Men kote l'tonbe a, nou pa ladann.*
>
> **Texte traduit**
> Si ça [la drogue] tombe dans notre zone, cela nous sera profitable. Ils [les habitants du sud de l'île] s'en serviront. Mais, là où ça a été abandonné, nous ne nous en mêlons pas.

2 Agents de la *Drug Enforcement Agency* (DEA) affectés en Haïti ont évoqué la défaillance du BLTS dans la sécurité des ports, par conséquent des côtes. Ils ont accusé des superviseurs du bureau haïtien « de mauvais comportement et même de connivence »[867]. Pendant que les États-Unis sanctionnent la complicité des autorités politiques[868] transformant le pays en « narco-État » d'après Jean-Marie Théodat (2024, 13 Mars)[869], le passage des trafiquants dans le PNN-IAV augmente artificiellement les dépenses de consommation nécessaires à la survie des chambres d'hôte et des petits commerces de l'île. Des individus recherchés par la police (présumés kidnappeurs, évadés de prison) sur la grande terre allongent la liste des associations de criminels sévissant à IAV. Ils finissent généralement par louer des maisons paysannes en retrait du centre administratif de Madame Bernard. L'antimonde génère des revenus complémentaires aux populations locales du PNN-IAV et soutient une économie locale axée sur le secteur primaire.

Les résultats de l'étude de la BID sur les sources et mécanismes de financement des aires protégées (2019) ont été combinés aux réflexions du Consultant Benjamin Landreau sur le financement durable des systèmes d'aires protégées (2014)[870]. Ils ont débouché sur une proposition de financement du PNN-IAV centralisée sur le

867 Alphone, R. (2023, 12 Décembre). Haïti ou le destin funeste d'un « pays de transit pour la drogue ». *Le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/245901/haiti-ou-le-destin-funeste-dun-pays-de-transit-pour-la-drogue (consulté le 25 Août 2024).
868 Selon les communiqués de presse du 4 Novembre 2022, du 2 Décembre 2022 et du 19 Août 2024 du Département du Trésor américain au Bureau des Affaires publiques consultables sur le site internet de l'Ambassade des États-Unis en Haïti.
869 Le Monde (2024, 13 Mars). Comment Haïti est passé sous le contrôle de gangs, en infographies. https://www.lemonde.fr/international/article/2024/03/13/comment-haiti-est-passe-sous-la-coupe-des-gangs-en-infographies_6221846_3210.html (consulté le 25 Août 2024).
870 Landreau B. (2014). *Révision à mi-parcours du projet : « Établissement d'un Système National d'Aires Protégées financièrement soutenable en Haïti » (PID 72801/ PIMS 4150)*. Mission d'évaluation Octobre 2013 – Rapport final Janvier 2014 rédigé pour le Ministère de l'Environnement et le PNUD dans le cadre du Programme stratégique du GEF. 58 p. https://erc.undp.org/evaluation/documents/download/8148

FRE, inséré dans un (sous)système national proposé en première partie et dans la complexité de la réalité de l'IAV (**Réf.** Figure 32). Elle se déploiera à une échelle locale sous la coordination de la collectivité territoriale et à une échelle nationale sous la coordination du MdE. L'ANAP jouera un rôle de médiation dans l'alignement des acteurs conformément aux politiques publiques de conservation côtière et marine.

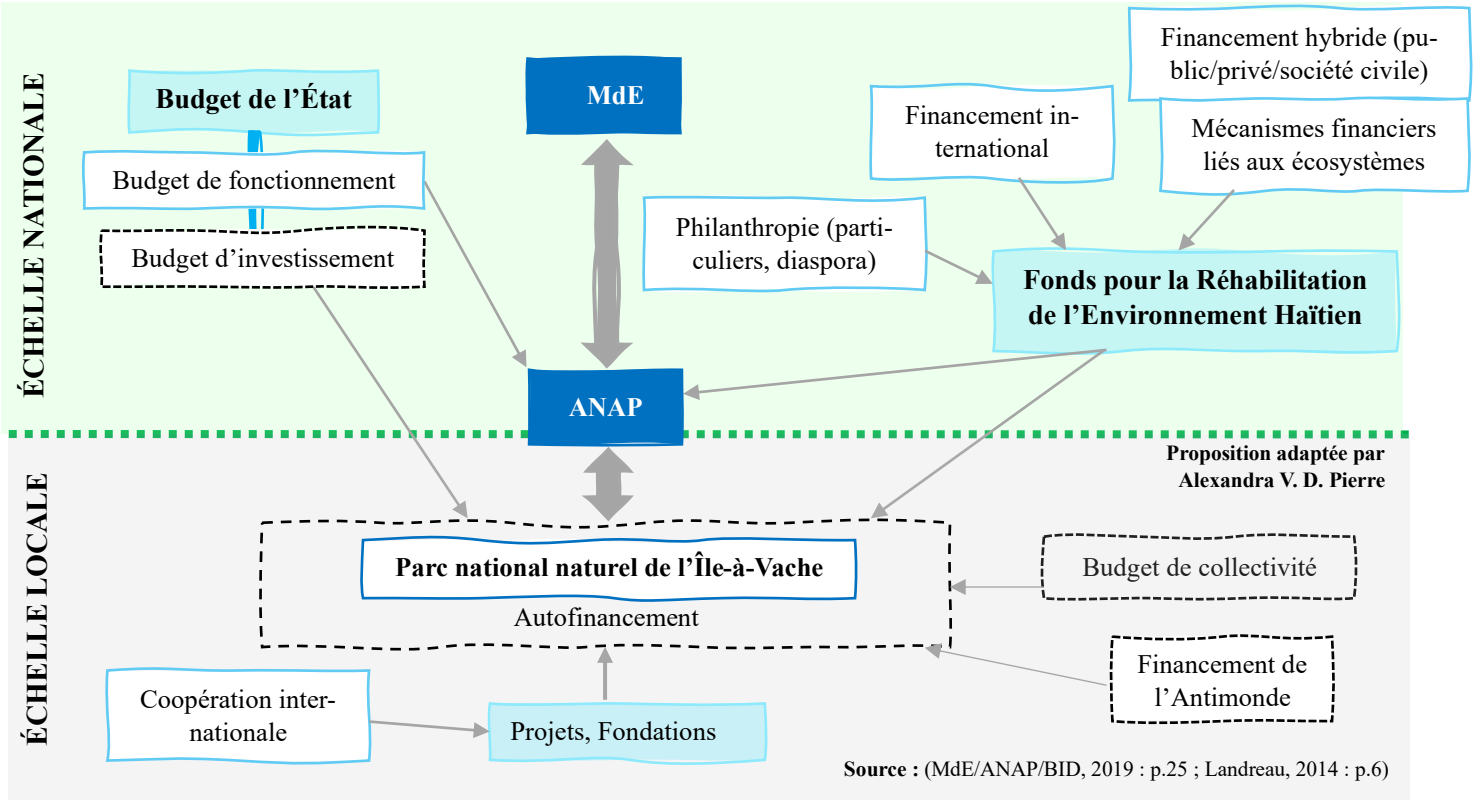


Figure 32. Proposition de modèle de financement du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Landreau, 2014)**

Dans le chapitre 7 a été évoqué le mille-feuille administratif des actions du Ministère haïtien de l'Environnement sur le Parc national naturel de l'Île-à-Vache dans un enchevêtrement de responsabilités partagées et d'engagements internationaux. Le Chapitre 8 examinera le réalisme du plan de gestion du parc national haïtien en tirant parti de l'expérience des 2 îles sœurs dans les parcs nationaux Cienaga de Zapata et de la Guadeloupe. Il précèdera le chapitre 9 sur l'identification des acteurs de la gouvernance dans les 3 parcs nationaux à l'étude dans la thèse.

Chapitre 8 : Un plan de gestion en Haïti, à Cuba et, une charte de territoire en Guadeloupe

Les documents de gestion des parcs nationaux en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe sont rentrés en vigueur par l'entremise d'une diversité d'approches. En Haïti, le plan de gestion du PNN-IAV tire sa légalité du décret n° 11 du 26 Janvier 2006 portant sur la gestion de l'environnement. Il est mentionné en outil « pour l'aider [la surveillance environnementale] à organiser une meilleure gestion de l'environnement » (Art. 62). Le plan de gestion a été validé par un ensemble de réunions plénières tirées plus de pratiques institutionnelles que de directives formelles pensées au su d'un système national d'aires protégées. L'ANAP a rapporté en Mai 2022 :

> « Ce sont des documents [les plans de gestion] qui ont connu plusieurs étapes de validation :
>
> - puisque… le Ministère de l'environnement a validé le document de façon participative ;
> - puisque… toute la communauté, toutes les parties prenantes ont participé à l'élaboration du document et ont fourni leurs conseils.
>
> L'ANAP et le Ministère de l'Environnement ont validé d'abord. Et ensuite, on est allé voir les communautés… soit Île-à-Vache, pour qu'elles valident. Et maintenant, le GTAP [Groupe de Travail pour les Aires Protégées] vient de mettre le clou. Donc, comme ça, nous voulons croire que les trois documents ont obtenu l'approbation technique de tous nos partenaires. Et il revient maintenant de les mettre en œuvre. Donc, nous sollicitons encore le support de tous ces partenaires de la communauté

> locale. Leurs supports sont extrêmement importants, puisque c'est avec les communautés locales qu'on va faire la mise en œuvre de toutes les activités. »

L'Agence n'a adopté ni la démarche de l'aval institutionnel de Cuba ni la démarche de concertation structurée de Guadeloupe. La finalisation du plan de gestion du PNN-IAV pour une période de 5 ans (2022-2027) a ainsi été conduite par un processus en dehors d'un cadre sanctionné par un texte juridique, contrairement à la forte adhésion étatique démontrée dans les parcs nationaux Ciénaga de Zapata de Cuba et de la Guadeloupe.

À Cuba, le plan de gestion du Parc Ciénaga de Zapata a été assimilé au *Decreto - ley nº 201 de 24 de Diciembre de 1999 del sistema nacional de areas protegidas*. La définition juridique a fait de celui-ci un « *instrumento rector que establece y regula el manejo de los recursos de un área protegida y el desarrollo de las acciones requeridas para su conservación y uso sostenible …* » (Art. 4). Il a fait l'objet d'une validation à 3 étapes sanctionnées par la *Resolución nº 341/15 de 30 de Octubre de 2015 de los Procedimientos para la presentación y aprobación de los planes de manejo y planes operativos de las areas protegidas* :

1. une soumission par l'Administrateur de l'aire protégée (Art. 3) ;
2. l'approbation des Ministère cubain de l'environnement (CITMA en espagnol), Délégué territorial du CITMA ou le Président du Conseil d'administration provinciale, Directeur du Centre national des aires protégées selon le type de plan de gestion[871] (Art. 2) ;
3. une transmission à l'avis technique du Directeur du Centre national des aires protégées (Art. 3).

Le processus coordonné par CITMA a nécessité l'aval institutionnel : (i) des ministères de *las Fuerzas armadas revolucionarias y del Interior* ; (ii) de l'Institut de *planificación física, de la agricultura, de la industria alimentaria* ; (iii) de l'*Estado mayor nacional de la defensa civil* en raison de ses espaces marins ; (iv) de la *Delegación territorial* du CITMA ou de la *Dirección de ciencia, tecnología y medio ambiente* du *Consejo de la administración provincial* (Art. 3)[872]. Le plan de gestion

871 *plan de manejo y operativo especial de las áreas protegidas de significación local, plan operativo anual de todas las áreas protegidas que se encuentren ubicadas en su territorio, plan operativo especial*
872 D'après la résolution nº 341/2015 du 30 Octobre 2015 du CITMA

du Parc national Ciénaga de Zapata a été pensé pour 5 ans, suivi par des plans opérationnels annuels issus du plan quinquennal[873].

La Guadeloupe a abandonné le modèle du plan de gestion à partir de sa 2eme production, celle de 2009-2013. Le décret français nº 2014-48 du 21 janvier 2014 l'a remplacé par une Charte de territoire de parc national composée de 3 volumes et d'une annexe cartographique (Art. 1). L'« annexe cartographique » citée nommément dans le décret a fait de « la carte de vocation » un document officiel à part entière, bien que les 3 îles de la thèse aient en plus inséré des cartes dans leurs plans de gestion et équivalents. La rédaction de la Charte de territoire de ce Parc national a requis la concertation :

- des populations locales, visiteurs réguliers et citoyens dont l'intérêt pour le devenir du Parc a été exprimé dans l'enquête publique ;
- des autres personnes et organismes consultés d'après la liste du Président du Conseil d'administration de l'établissement public du Parc établie conjointement avec le Préfet de la région Guadeloupe ;
- du Conseil d'administration de l'établissement public du Parc national de la Guadeloupe ;
- des acteurs territoriaux locaux tels que les communes incluses dans le cœur du parc et ayant vocation à adhérer à la charte du Parc national, les établissements publics de coopération intercommunale, le département de Guadeloupe, la région de Guadeloupe, le Centre national de la propriété forestière et des chambres consulaires intéressées ;
- des représentants gouvernementaux (Préfet de la Guadeloupe, de la Martinique pour l'action de l'État français en mer aux Antilles) ;
- des structures administratives (Conseil national de protection de la nature, Comité interministériel des parcs nationaux) et de la section des travaux publics du Conseil d'état consulté en dernier ressort[874].

La version en vigueur de la Charte de territoire du Parc national de la Guadeloupe a été étayée sur 15 ans avec des rapports annuels d'activités consultables en ligne. Elle a été formalisée par le Ministère français de l'écologie, du développement durable et de l'énergie sous la forme du décret précité. Le Préfet de la région

873 D'après le contenu de l'entretien conduit par la stagiaire Ana Quintela en 2022.

874 D'après le décret n° 2014-48 du 21 janvier 2014 portant approbation de la charte du Parc national de la Guadeloupe.

Guadeloupe a publié un premier avis nº 59 du 11 Mars 2015 sur les 16 communes ayant adhéré à la Charte[875] et un second avis nº 23 du 28 Janvier 2022 sur les 4 communes additionnelles[876]. Au total, 20 des 21 communes ciblées de l'aire d'adhésion ont intégré la superficie du Parc. Selon le Président du Parc national Ferdy Louisy (2021, 14 mars), « 95 % d'adhésions au territoire du parc national, ça défie tous les chiffres possibles »[877]. La seule commune à ne pas adhérer est celle dans laquelle est localisé le siège du Parc national : Saint-Claude. Sa demande a été rejetée par le Conseil d'administration du Parc par vote majoritaire en séance du 29 Novembre 2019. Le Conseil a considéré en outre que « les orientations de développement de la ville restent à préciser auprès du Parc national de la Guadeloupe pour identifier les points de convergences ainsi que les éventuelles incompatibilités avec la réglementation en cœur d'un parc national »[878].

8.1. L'articulation des documents de gestion avec les priorités nationales

Les documents de gestion des parcs nationaux en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe sont rentrés en vigueur par l'entremise d'une pluralité d'approches. En Haïti, la production du plan de gestion du PNN-IAV a été conduite par un processus en dehors du cadre règlementaire. Elle n'a adopté ni la démarche de l'aval institutionnel de Cuba ; ni la démarche de concertation structurée de Guadeloupe. Le processus de validation par le GTAP a été lancé par le discours d'ouverture du Directeur Général de l'ANAP. Comme pour la plupart des documents stratégiques du pays, le DG a jugé « […] opportun pour l'ANAP d'adresser ces remerciements au Programme des Nations Unies pour l'Environnement pour ces accompagnements… aux consultants et aux équipes d'élaboration […] ». Il a rappelé le rôle du GTAP en tant qu'« une des instances de validation de ces principaux outils de gestion élaborés de manière participative ». La structure a été ainsi perçue dans ses propos :

> « […] sa mission consiste à jouer un rôle de conseiller auprès de l'ANAP en matière de politique d'orientation de la gestion de proximité des aires protégées à structurer. Parmi les attributions et rôles du

875 Avis du 11 Mars 2015 relatif à un arrêté constatant les adhésions des communes à la charte du Parc national de la Guadeloupe : https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=1gmioK_f8SCXlOw11qplJ_bvQzGw44nhqfamttfCQHQ=
876 Avis du 28 Janvier 2022 relatif à un arrêté constatant les adhésions des communes à la charte du Parc national de la Guadeloupe : https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=zLL1yR42r7X0n3HvQy65-UYLTQFtyqpKfv3rVEF8Au0=
877 Pelmard, B. et Philippe, T. (2021, 14 Mars). Parc national : Baie-Mahault et Basse-Terre intègrent la charte de territoire. *Guadeloupe 1ere*. https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/parc-national-baie-mahault-et-basse-terre-integrent-la-charte-de-territoire-958504.html (consulté le 25 Septembre 2024).
878 Selon la Délibération no D-19-19 de la séance du 29 Novembre 2019 du Conseil d'administration du Parc national de la Guadeloupe.

> GTAP…, il est clairement dit que le GTAP… se prononce sur les activités qui se développent dans les aires protégées, et propose aux autorités de tutelle des éléments de réglementation relatifs à la protection, à la gestion ainsi qu'à la surveillance des aires protégées ».

Les travaux du GTAP ont compris les présentations des livrables par les consultants (in)ternationaux ; les questions et suggestions d'amélioration de contenus des membres. Un des consultants de l'ONU Environnement a eu à souligner combien l'élaboration des plans de gestion est un processus long et complexe parce que :

> « elle vise, à chaque fois, le difficile arbitrage entre des éléments de restrictions d'usage par rapport à ce que la communauté fait généralement et, l'appropriation générale de ce plan par cette même communauté avec qui les conflits émergent ».

Ces travaux ont abouti à une révision de chacun des 3 plans de gestion[879] du Sud par le biais de 4 ateliers de validation en 2022. Les ateliers, en ligne et en présentiel, se sont déroulés dans le Sud, plus précisément à Bourdet, même s'ils n'ont pas été réalisés sous le leadership des directeurs de parc. La réquisition des locaux de la direction départementale du Ministère de l'Agriculture pour l'évènement laisse présager de la carence des infrastructures de l'établissement public en charge des parcs nationaux haïtiens, que ce soit : (i) de la direction départementale en tant que représentation territoriale du MdE ; (ii) de l'ANAP dans ses attributions spécifiques ; (iii) du MdE dans sa mission régalienne. Les remarques du GTAP ont été intégrées dans la version finale des 3 plans de gestion, ramenant « à 8 le nombre de plans de gestion validés sur les 33 aires protégées du pays », pour répéter le Directeur Général de l'ANAP. Le GTAP a validé un plan de gestion de 5 ans (2022-2027), à alimenter par des plans opérationnels annuels et un programme de recherche scientifique pour le PNN-IAV.

L'ANAP a résumé le processus en ces termes, en sollicitant l'appui financier de la communauté internationale dans la prochaine étape d'implémentation :

> « Ce sont des documents [les plans de gestion] qui ont connu plusieurs étapes de validation :

879 Les 3 plans de gestion ont concerné les AMP de Port-Salut, la Cahouane, Île-à-Vache financés dans le cadre du Projet Macaya de l'ONU Environnement.

- puisque… le Ministère de l'Environnement a validé le document de façon participative ;
- puisque… toute la communauté, toutes les parties prenantes ont participé à l'élaboration du document et ont fourni leurs conseils.

L'ANAP et le Ministère de l'Environnement ont validé d'abord. Et ensuite, on est allé voir les communautés… soit Île-à-Vache, pour qu'elles valident. Et maintenant, le GTAP [Groupe de Travail pour les Aires Protégées] vient de mettre le clou. Donc, comme ça, nous voulons croire que les 3 documents ont obtenu l'approbation technique de tous nos partenaires. Et il revient maintenant de les mettre en œuvre. Donc, nous sollicitons encore le support de tous ces partenaires de la communauté locale. Leurs supports sont extrêmement importants, puisque c'est avec les communautés locales qu'on va faire la mise en œuvre de toutes les activités. »

Le plan de gestion du Parc national naturel de l'Île-à-Vache a ainsi mobilisé : (i) les contributions des populations et associations locales ; (ii) l'expertise de consultants en environnement et de cadres de ministères sectoriels ; (iii) les remarques des membres du GTAP.

À Cuba, le plan de gestion du Parc national Ciénaga de Zapata a fait l'objet d'une validation à 3 étapes sanctionnées par la *Resolución nº 341/15 de 30 de Octubre de 2015 de los Procedimientos para la presentación y aprobación de los planes de manejo y planes operativos de las areas protegidas* :

4. une soumission par l'Administrateur de l'aire protégée (Art.3) ;
5. l'approbation du Ministère cubain de l'Environnement (CITMA en Espagnol), du Délégué territorial du CITMA ou du Président du Conseil d'administration provinciale, du Directeur du Centre national des aires protégées selon le type de plan de gestion[880] (Art.2) ;
6. une transmission à l'avis technique du Directeur du Centre national des aires protégées (Art.3).

880 *plan de manejo y operativo especial de las áreas protegidas de significación local, plan operativo anual de todas las áreas protegidas que se encuentren ubicadas en su territorio, plan operativo especial*

Le processus coordonné par CITMA a nécessité l'aval institutionnel : (i) des ministères de *las Fuerzas armadas revolucionarias y del Interior* ; (ii) de l'Institut de *planificación física, de la agricultura, de la industria alimentaria* ; (iii) de l'*Estado mayor nacional de la defensa civil* en raison de ses espaces marins ; (iv) de la *Delegación territorial* du CITMA ou de la *Dirección de ciencia, tecnología y medio ambiente* du *Consejo de la administración provincial* (Art.3)[881]. Le plan de gestion du Parc national Ciénaga de Zapata a été pensé pour 5 ans, suivi par des plans opérationnels annuels issus d'un plan quinquennal[882].

Les assertions sur les documents de gestion des 3 îles sœurs à l'étude dans la thèse ont été récapitulées dans le tableau de la page suivante (**Réf.** Tableau 7) :

	HAÏTI	**CUBA**	**GUADELOUPE**
Document de gestion	Plan de gestion	Plan de gestion	Charte de territoire
Contenu	Partie I : Diagnostic, problématique, objets de conservation Partie II : Règlements, zonage et programmes de gestion	Phase de diagnostic (caractérisation et problématiques) Phase normative (catégorisation, zonage et réglementation) Phase programmatique (programmes, chronogrammes et budgets) Phase d'évaluation et de suivi	Cahier 1 « Diagnostic, caractère et enjeux du territoire » Cahier 2 « le projet du territoire » Cahier 3 « Annexes »
Suivi	Plan opérationnel annuel	Plan opérationnel annuel	Rapports annuels d'activités
Durée	5 ans (2022-2027) calqués sur un quinquennat présidentiel	5 ans pour le Parc Ciénaga de Zapata	15 ans pour le Parc national de la Guadeloupe

Tableau 7. Description des spécificités des documents de gestion des parcs nationaux d'Haïti, de Cuba et de la Guadeloupe **(Pierre, 2024)**

Les documents de gestion des parcs nationaux en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe sont constitués d'objectifs à partir desquels se transmet la vision de conservation souhaitée pour leurs AMP respectives. Les objectifs du PNN-IAV sont trop

881 D'après la résolution n° 341/2015 du 30 Octobre 2015 du CITMA.
882 D'après le contenu de l'entretien conduit par la stagiaire Ana Quintela en 2022.

détaillés pour adopter l'approche cubaine centralisée sur l'optimisation des ressources d'un état sous embargo. Ils ne sont pas assez explicites pour adopter l'approche territoriale de la Guadeloupe, puisque les objectifs du PNN-IAV n'ont été ni mis sur une carte ni reliés aux 6 aires de vocation ou zones de gestion du Parc. Les 36 objectifs du plan de gestion du PNN-IAV, opérationnels (22) et à long terme (14), pour 11 200 ha d'AMP semblent très ambitieux ou irréalistes par rapport à la sobriété du Parc national de la Guadeloupe : 4 objectifs pour 21 394 ha[883] de cœurs de parc dont 4 094 ha de cœur marin ; 6 orientations pour 94 000 ha d'aire d'adhésion[884] et environ 135 000 ha d'aire maritime adjacente[885] ; 3 axes de portée générale pour 170 200 ha de territoire archipélagique[886]. Néanmoins, les mesures des objectifs/orientations/axes de la Charte de territoire du Parc national de la Guadeloupe sont d'une exhaustivité de 83 pages.

À Cuba, le plan d'aménagement du bassin versant de 500 700 ha de Cienaga de Zapata qui tient compte du plan de gestion décrit un objectif général et des objectifs spécifiques. La forme condensée renvoie à des objectifs synthétisés applicables collectivement aux multiples aires de gestion du Parc, parmi lesquelles : (a) des zones de conservation marine ; (b) des zones historico-culturelles ; (c) des zones socio-économiques ; (d) des zones de restauration. Ses *programa de actuación* ont été rassemblés en sous-systèmes : *subsistema físico ambiental ; subsistema económico-productivo ; subsistema asentamientos humanos y población ; subsistema infraestructura técnica*. En Guadeloupe, les objectifs/orientations/axes de la Charte de territoire ont été déclinés en « mesures » qui interpellent une variété d'instruments de gestion. Par exemple :

- la mesure 1.1.1.3 - Étudier le fonctionnement des écosystèmes de l'objectif 1.1.1[887], a pour instruments de gestion la mise en place de protocoles de suivis pérennes des écosystèmes et la définition d'indicateurs d'évaluation d'impact ;

883 Les parcs nationaux de France (s.d.). *Parc national de la Guadeloupe*. https://www.parcsnationaux.fr/fr/des-decouvertes/les-parcs-nationaux-de-france/les-11-parcs-nationaux/parc-national-de-la-guadeloupe (consulté le 24 septembre 2024).
884 Magnin, H. (2018). Le Parc national de la Guadeloupe : un territoire insulaire unique dédié à la protection de la biodiversité, *Études caribéennes* [En ligne], issue 41. https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.13187
885 Le Parc national de la Guadeloupe (s.d.). *Espaces maritimes du Parc national*. https://www.guadeloupe-parcnational.fr/fr/des-decouvertes/les-sites/espaces-maritimes-du-parc-national#:~:text=D'une%20superficie%20d'environ,nord%20de%20la%20grande%20terre (consulté le 24 septembre 2024).
886 DAC de Guadeloupe (s.d.). *La Guadeloupe en bref*. https://www.culture.gouv.fr/regions/Dac-Guadeloupe/la-direction-des-affaires-culturelles-dac-de-guadeloupe/La-Guadeloupe-en-bref (consulté le 23 septembre 2024).
887 Mieux connaître et partager la connaissance sur les patrimoines naturel, culturel et paysager

- la mesure 2.1.1.4 - Protéger la flore et la faune remarquables et leurs habitats de l'orientation 2.1.1[888], la consolidation des moyens du conservatoire botanique de Guadeloupe
- la mesure 3.1.1.1 - Définir dans chaque collectivité un référent chargé d'animer la mise en œuvre de la charte localement de l'axe 3.1.1[889], la désignation d'un.e référente chargé.e d'informer et de promouvoir au sein de la collectivité les partenariats liés à la mise en œuvre de la Charte de territoire.

En tenant compte du modèle cubain, les programmes de gestion du Parc National Naturel de l'Île-à-Vache se clarifieront par un découpage en sous-systèmes au plus proche du contexte de l'IAV (**Réf.** Tableaux 8 et 9). Ce qui fait que ces programmes devront intégrer le sous-système « du transport », parallèlement : (i) aux sous-systèmes social et associatif, économique relevés dans les entretiens de Septembre 2022 ; (ii) aux sous-systèmes règlementaire et environnementaux typiques des AMP. Le sous-système de transport se dotera alors d'objectifs à long terme, d'objectifs opérationnels, de programmes de gestion rattachés à des Objectifs de Développement Durable (ODD). L'approche souligne l'importance du flux d'échanges intra-départementaux et de la mobilité intra-insulaire des populations locales, sachant que le parc est une île sans route bitumée, adjacente au reste du territoire haïtien.

Les programmes de gestion du Parc National Naturel de l'Île-à-Vache ont été subdivisés en projets à soutenir par du financement externe, attendu que l'ANAP ne dispose pas de budget d'investissement. Le programme socioéconomique : économie bleue et verte, gestion des risques et adaptation prévoit en outre : (i) un projet de réduction de la vulnérabilité et de développement d'un système d'alerte précoce et de réponse immédiate ; (ii) un projet d'adaptation au changement climatique. Le Projet *Haiti Citizen Science Sea Project* de l'UniQ sera en mesure de contribuer à ces 2 besoins. Car, il produira une application mobile, alimentée par les populations locales avec contre-validation scientifique, dans le suivi d'écosystèmes particuliers comme les récifs coralliens et les palétuviers. L'application pourra diffuser des alertes instantanées sur les risques naturels et climatiques, en complément des systèmes traditionnels de radio et dans les limites du financement de l'Aide publique

888 Préserver les milieux et espèces les plus sensibles
889 Établir une relation privilégiée entre les équipes du parc, les différentes collectivités territoriales et leurs structures associées

irlandaise. Le regroupement des objectifs du plan de gestion du Parc national naturel de l'Île-à-Vache en sous-systèmes d'activités est présenté dans les 2 tableaux ci-dessous et à la page suivante.

Sous-système	Objectifs à long terme	Objectifs opérationnels	Programme d'actions	ODD
réglementaire	**(A)** Instituer une bonne gouvernance	**(A1)** Établir un système de gouvernance approprié basé dans le principe de cogestion	ADMINISTRATION	14, 15, 16, 17
	(B) Mettre en œuvre un cadre légal	**(B1)** Rédiger les règles d'usage de l'aire protégée / Améliorer le schéma de zonage pour atteindre les niveaux minimums requis pour une aire marine protégée : 30 % du territoire marin dans les zones de conservation	ADMINISTRATION	14, 15, 16, 17
	(E) Résoudre les problèmes fonciers	**(E1)** Identifier les terres publiques et privées / Identifier et ordonner le régime foncier et l'utilisation des ressources naturelles	ADMINISTRATION	14, 15, 16, 17
environnemental	**(F)** Préserver les habitats et les espèces	**(F1)** Établir un système de surveillance et protection pour le PNN-IAV afin d'arrêter l'exploitation abusive de la mangrove ; Établir un système de surveillance et de protection pour l'PNNÎÀV afin d'arrêter le braconnage et l'empoisonnement des oiseaux ; Établir un système de surveillance et de protection pour l'PNNÎÀV afin d'arrêter les pratiques inappropriées qui affectent la conservation et l'utilisation durable des ressources marines ; Établir un système de surveillance et de protection pour le PNN-IAV afin d'arrêter les pratiques inappropriées qui affectent la conservation et l'utilisation durable des ressources marines **(F2)** Diminuer les pressions sur les écosystèmes **(F3)** Lutter contre l'érosion côtière **(F4)** Reconnaissance réglementaire et environnementale **(F5)** Contrôler l'élevage	PROTECTION ET SURVEILLANCE	14, 15
	(G) Maintenir la diversité biologique	**(G1)** Développer des activités alternatives. Renforcer les capacités des agriculteurs et promouvoir les systèmes de culture durable de ricin et des autres cultures, principalement ceux liés aux zones humides et aux dunes	GESTION DES RESSOURCES MARINES ET TERRESTRES	1, 14, 15

Tableau 8. Synthèse des activités du plan de gestion du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(MdE, 2022)**

Sous-système	Objectifs à long terme	Objectifs opérationnels	Programme d'actions	ODD
environnemental (suite)	**(H)** Diminuer les pressions sur les écosystèmes	**(H1)** Promouvoir des activités génératrices de revenus qui affectent à leur tour la régénération des écosystèmes, telles que la pêche **(H2)** Promouvoir des activités génératrices de revenus qui affectent à leur tour la régénération des écosystèmes, telles que le reboisement, l'agroforesterie, la pisciculture, l'apiculture, la filière du ricin, etc	GESTION DES RESSOURCES MARINES ET TERRESTRES	1, 14, 15
	(I) Restaurer le couvert végétal	**(I1)** Replanter les zones dégradées adéquates **(I2)** Développer des activités alternatives	CONSERVATION ET RESTAURATION	4, 14, 15
social	**(D)** Appropriation du PNN-IAV par des parties prenantes	**(D1)** Impliquer et soutenir les parties prenantes	ADMINISTRATION	14, 15, 16, 17
	(J) Impliquer et sensibiliser les parties prenantes à la conservation	**(J1)** Développer les actions de sensibilisation et communication **(J2)** Promouvoir l'intégration et la responsabilisation communautaire dans la gestion du PNN-IAV	CONSERVATION ET RESTAURATION	4, 14, 15
	(N) Développer des services de base	**(N1)** Contribuer à la formation sensibilisation de la jeunesse **(N2)** Augmenter l'accès à l'eau potable	SOCIO-ÉCONOMIQUE : ÉCONOMIE BLEUE ET VERTE, GESTION DES RISQUES ET ADAPTATION	4, 14, 15, 11
	(L) Connaître le patrimoine de l'AP	**(L1)** Réaliser des inventaires faunistiques et floristiques **(L2)** Connaître les ressources en eau **(L3)** Valoriser le potentiel national environnemental et humain **(L4)** Développer la recherche au sein du PNN-IAV	RECHERCHE ET SUIVI	14, 15
économique	**(C)** Disposer d'un plan de financement durable	**(C1)** Mise en œuvre des opérations décrites	ADMINISTRATION	14, 15, 16, 17
	(K) Développer l'écotourisme/tourisme durable	**(K1)** Promouvoir le PNN-IAV pour sensibiliser la population et générer des revenus **(K2)** Générer des revenus alternatifs à l'exploitation des ressources	D'UTILISATION PUBLIQUE, ÉDUCATION, SENSIBILISATION, COMMUNICATION ET VALORISATION DES RESSOURCES	11, 4, 14, 15
	(M) Promouvoir le développement durable des communautés / Augmenter la résilience des communautés aux aléas climatiques	**(M1)** Augmenter le revenu annuel des parties prenantes **(M2)** Permettre le développement d'activités alternatives / Développer les plans d'adaptation aux changements climatiques / Développer les programmes de gestion de déchets	SOCIO-ÉCONOMIQUE : ÉCONOMIE BLEUE ET VERTE, GESTION DES RISQUES ET ADAPTATION	4, 14, 15, 11

Tableau 9. Synthèse des activités du plan de gestion du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(MdE, 2022)**

Les documents de gestion des parcs nationaux des 3 îles sœurs en étude dans la thèse sont rattachés à plusieurs autres documents nationaux. En Haïti, Le décret de 2006 a préconisé la mise en place d'un Système national de gestion de l'environnement (Art. 28) facilité par les instruments de gestion suivants :

- la planification environnementale, en déclarant d'utilité publique des mécanismes de coordination et de mise en œuvre des programmes prioritaires[890] pour la période 2005 – 2020 ;

- les schémas directeurs et les plans d'aménagement du territoire par bassins versants ou districts hydrographiques (Art. 31 à 35), dans une posture semblable à la *Cuenca Hidrográfica Ciénaga de Zapata* de Cuba et reprise dans la loi organique du MdE sur la création de la Direction de gestion intégrée des montagnes et des bassins hydrographiques (Art. 65) ;

- un système national des aires protégées (Art. 48 à 55) pour lequel une proposition adaptée à la réalité haïtienne et aux écosystèmes du pays a été rédigée dans la thèse ; et un système national d'informations environnementales (Art. 68 à 73) concrétisé par le Système d'Information Environnementale (SIE) Haïti actuel de l'ONQEV ;

- des évaluations environnementales (Art. 30, 56 à 61) à la charge du Bureau national des évaluations environnementales doté de l'attribution de « s'assurer de la prise en compte des préoccupations environnementales dans l'élaboration des politiques, plans, programmes et projets, stratégique des documents de politique ou programme sectoriel » dans la loi organique du MdE ;

- une surveillance environnementale (Art. 62 à 67) en cohabitation avec les forces traditionnelles de la Police nationale d'Haïti et de l'embryon des Forces armées d'Haïti ; les forces ministérielles du corps de surveillance environnementale de la DISE du MdE en concurrence avec la brigade de surveillance des aires protégées de l'ANAP ; les forces complémentaires de la police administrative

890 D'après le décret de 2006, les programmes prioritaires sont : le renforcement des capacités institutionnelles de gestion de l'environnement aux différents niveaux de gouvernance ; l'énergie pour le développement durable ; l'information, l'éducation et la formation relatives à l'environnement ; la conservation et la gestion durable de la biodiversité ; l'aménagement et la gestion intégrée des bassins-versants et des ressources côtières et marines ; la prévention et la mitigation des risques liés aux phénomènes météorologiques, climatiques et sismiques ; l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie urbain ; l'assainissement de l'environnement ; la gestion rationnelle des ressources minérales du sous-sol (Art. 29).

municipale en application controversée du décret sur les collectivités territoriales (Art. 116) ; les forces parallèles de vigilance citoyenne et des « contrepouvoirs » de la terreur face à la défaillance de l'État ;

- l'éducation relative à l'environnement (Art. 74, 75) cadrée par le décret n° 3 du 15 Janvier 2021 considérant « du devoir de l'État de promouvoir l'éducation écologique pour l'amélioration de l'environnement et le développement durable », et finançable par le dispositif de collecte et de redistribution du FNE en tant qu'activité importante au développement de l'éducation en général[891] ;

- la recherche scientifique et technique (Art. 87, 88), soutenable par la CONASTI dont « la cérémonie de lancement des travaux … peut être considérée – à juste titre – comme un congrès qui veut mettre la science au service de la patrie » selon le Ministre de l'éducation Nesmy Manigat (2023, 3 Janvier)[892] ;

- des fonds à vocation écologique (Art. 77-79) et une fiscalité écologique (Art. 80-85) reconnus d'utilité publique dans une complémentarité entre le Trésor public, le financement international, les contributions de la diaspora haïtienne ;

- des prix d'excellence environnementale au nom de Schiller Nicolas, Erick Eckman, et le prix pour l'éducation environnementale au nom d'Elie Dubois (Art. 76, 86) en omettant des contreparties féminines inspirantes comme : Jayne Wynne (protection environnementale), Corinne Symietz (production de chocolat bio), Duckencia Fleurival (traitement des déchets), Came Stefada Poulard (journalisme), Odette Roy Fombrun (*konbit*).

- les sanctions administratives, civiles et pénales dans les termes prévus par le décret de 2006 et le Code pénal haïtien.

À Cuba, le plan de gestion du Parc national Ciénaga de Zapata s'est accompagné en tant que bassin hydrographique :

891 FNE (2018). *Mission du FNE*. https://fne.ht/mission-du-fne-2/ (consulté le 27 Septembre 2024).
892 Le Nouvelliste (2023, 3 Janvier). *Les travaux de la Commission nationale de la science, la technologie et l'innovation sont lancés*. https://lenouvelliste.com/article/239830/les-travaux-de-la-commission-nationale-de-la-science-la-technologie-et-linnovation-sont-lances (consulté le 27 Septembre 2024).

1. de plan de développement : *Programa de Atención al Desarrollo Integral de las Regiones Montañosas* ou encore Plan Turquino conçu *para conjugar armónicamente los requerimientos productivos con el desarrollo social, la conservación de la naturaleza y el fortalecimiento de la defensa del país* dans les zones montagneuses et difficiles d'accès[893] ;
2. de plans d'aménagement : *esquema nacional de ordenamiento territorial, plan provincial de ordenamiento territorial, planes generales de ordenamiento territorial de los municipios implicados, plan de manejo del área protegida de recursos manejados Península de Zapata y diagnóstico* ;
3. de plans climatiques : *Macroproyecto de cambio climático de la zona costera cubana, estudios de peligro vulnerabilidad y riesgos.*

Il est soutenu par une législation environnementale abondante complétée de textes juridiques sur la pêche ; les arbres ; le tourisme ; l'aménagement ; les investissements étrangers (Santos et al., 2008 : p. 15)[894]. Leur pertinence pour le Parc national Ciénaga de Zapata a été décrite ci-dessous :

- La *Ley nº 81 del 11 de julio de 1997 de medio ambiente* a accordé la protection des eaux marines au moyen des instruments de gestion suivants : *planificación* (Art. 19, 20) ; *ordenamiento ambiental* (Art. 21 à 23) ; *licencia ambiental* (Art. 19-20) ; *evaluación de impacto ambiental* (Art. 27 à 33) ; *sistema nacional de inspección ambiental* (Art. 39 à 45) ; *sistema nacional de información ambiental* (Art. 34-38) ; *educación ambiental* (Art. 46 à 56) ; *investigación científica e regulación económica* (Art. 57-60) ; *regulación económica* (Art. 61 à 64) ; *Fondo nacional del medio ambiente* (Art. 65-66); *sanciones administrativas* (**Art.** 67 à 69); *sistema de responsabilidad Civil* (Art. 70-74) ; *sistema de responsabilidad penal* (Art. 75).
  La *Ley nº 81* a approuvé un *tourismo sostenible* respectueux *por la cultura nacional y sus expresiones territoriales y en la integración de las poblaciones locales al desarrollo de sus actividades* (Art. 139-141). La région touristique de Ciénaga de Zapata formellement établie se rapportera aux orientations incluses

893 Marrero, C. S. (2024, 2 Juin). Paso adelante al Plan Turquino. *Periódico Sierra Maestra*. https://www.sierramaestra.cu/index.php/titulares/item/10856-paso-adelante-al-plan-turquino (consulté le 19 Septembre 2024).
894 Santos, R. O., Sardiñas, T. C., López García, Anyeli de la C., Whittle, D., Kanepa, C. (2008). *Manual de legislación ambiental para la gestión de la zona costera de Cuba*. 60 p.

dans les plans d'aménagement, l'étude d'impact environnemental et le système national d'aires protégées.

- La *Ley forestal 85 del 21 de julio de 1998* a défini 3 types de forêt applicables au Parc Ciénaga de Zapata où l'exploitation forestière des charbonniers sévit en principale activité économique :

    1. les *bosques de producción*, pour la satisfaction d'une demande nationale en bois et en produits forestiers conformément aux règlements en vigueur ;
    2. les *bosques de protección*, divisées en *bosques protectores de las aguas y los suelos*, *bosques protectores del litoral* intégrant les forêts des îles adjacentes ;
    3. les *bosques de conservación* divisées en : *bosques de manejo especial* des aires protégées, *bosques para la protección y conservación de la fauna*, b*osques recreativos y bosques educativos y científicos* (Art. 15, 17, 22).

- La *Ley nº 77 de 5 de septiembre de 1995 de la Inversión Extranjera* cadre les investissements étrangers qui *se concibe y estimula en el contexto del desarrollo sostenible del pais, lo que implica que durante su ejecución se atenderá cuidadosamente a la conservación del medio ambiente y el uso racional de los recursos naturales* (Art. 54).

En Guadeloupe, la Charte de territoire du Parc national a été articulée aux documents de planification de plusieurs échelles territoriales. Ce sont des stratégies nationales ou régionales dans une Caraïbe française et une région ultrapériphérique de l'UE ; des plans et programmes locaux dans une logique de « démocratie de proximité »[895]; des engagements internationaux et communautaires dans la région ultrapériphérique de l'Europe. Les stratégies nationales ou régionales comprennent :

la Stratégie nationale de développement durable (SNDD) 2010/2013 et celle de la biodiversité (2011-2020) ; le Plan climat et engagements Grenelle, le Conseil

895 Une référence à la loi de 2002 sur la démocratie de proximité appliquée par le décret nº 2005-491 du 18 mai 2005.

Interministériel de l'Outre-Mer (CIOM) ; le Schéma d'aménagement régional de la Guadeloupe (SAR).

Les plans et programmes locaux relatifs à l'agriculture, à la sylviculture, à l'énergie mécanique du vent, aux carrières, à l'accès à la nature et aux sports de nature, à la gestion de l'eau, à la gestion cynégétique, à la gestion de la faune sauvage, au tourisme, à la mise en valeur de la mer perdent de leur préséance règlementaire dans les cœurs de parc pour une comptabilité absolue à leurs objectifs de protection (Art. L331-3)[896].

La Charte de territoire a aussi convergé ses objectifs vers des engagements internationaux et communautaires regroupés en : (1) patrimoine naturel, (2) patrimoine culturel, (3) patrimoine paysager, (4) conventions régionales, (5) instruments européens. Au regard de la multiplicité d'instruments de protection, la question suivante a été posée aux employés du pôle marin : « Comment faites-vous pour vous en sortir avec la superposition de toutes ces mesures de protection sur l'aire maritime adjacente du Parc ? ». La réponse a été simple : « On fait ce qu'on peut ! ». Elle a été renforcée par des explications pragmatiques telles que les résultats des mesures de conservation sont interprétés au regard de la fiche de suivi à remplir. Cuba a rempli plusieurs fiches de suivi également avec la particularité d'arborer plusieurs plans de gestion sur le même site : *plan de manejo de Ciénaga de Zapata*, *plan de manejo de la Reserva de biosfera Ciénaga de Zapata* ; *plan de manejo Elemento natural destacado Sistema espeleolacustre de Zapata*.

Plusieurs manquements ont été observés dans le plan de gestion du PNN-IAV en Haïti. Ce plan n'a mentionné que le décret de création dans sa partie I, plus précisément dans le sous-point de 169 mots et 13 lignes du statut juridique. Il a négligé la contribution de textes juridiques et réglementaires d'importance, tels : le Décret de 2006 sur la gestion de l'environnement ; la loi nº 81 du 20 Novembre 1978 sur l'exercice du droit de pêche ; l'arrêté du 10 Juillet 2013 interdisant les constructions dans les mangroves ; le Plan stratégique de développement d'Haïti ; le Cadre intégré national de financement du développement durable d'Haïti ; les conventions internationales touchant aux AMP. Devant l'étendue de l'AMP du PNN-IAV, ce plan peut être l'occasion d'attirer l'attention sur la nécessité d'une loi littorale « qui consistera

896 D'après le code français de l'environnement dans sa version en vigueur depuis le 1er Avril 2021.

en un ensemble de mesures relatives à la protection et à l'aménagement du littoral, des rivages lacustres et des principaux plans d'eau en liaison avec la mer »[897]. Ce texte juridique viendra actualiser la loi sur les domaines du 22 septembre 1964 du Président François Duvalier. La diversité des documents nationaux en appui aux documents de gestion des parcs nationaux des 3 îles de la thèse a été exposée dans le tableau ci-dessous (**Réf.** Tableau 10). Elle présente en bleu la sélection de documents à laquelle le plan de gestion du PNN-IAV ne s'est pas explicitement référé en Haïti.

	HAÏTI	CUBA	GUADELOUPE
Objectifs	Objectifs opérationnels et à long terme	Objectif général et objectifs spécifiques	• Objectifs pour les cœurs de parc • Orientations pour l'aire d'adhésion et l'aire maritime adjacente • Axes de portée générale sur le territoire
Engagements nationaux	Plan local, régional et national d'aménagement	Plans d'aménagement au niveau provincial et national	Schéma d'aménagement régional de la Guadeloupe (SAR)
	Plan national de lutte contre le changement climatique	Plans climatiques (*Tarea Vida*)	Plan climat et les engagements Grenelle
	Plan stratégique de Développement d'Haïti Plan communal de développement	Plan *Turquino* de développement des zones montagneuses	Conseil interministériel de l'outre-mer Stratégie nationale de développement durable (2010/2013)
	Stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité	Plans d'action nationaux en matière environnementale	Stratégie nationale de la biodiversité (2011-2020)
Engagements internationaux et communautaires	Conventions internationales et régionales	Conventions internationales et régionales	• Conventions internationales et régionales • Instruments européens

Tableau 10. Inventaire non exhaustif des documents de planification absents du plan de gestion du Parc national naturel de l'Île-à-Vache par rapport à ceux présents dans les documents de gestion de Cuba et Guadeloupe **(Pierre, 2024)**

897 Creocean (2021). Caractérisation du littoral haïtien – Haïti. https://api.groupe-keran.com/api/upload/63dd4688e412d190e2c6fda9ead02a53.pdf (consulté le 13 Octobre 2024).

	HAÏTI	CUBA	GUADELOUPE
Instruments de gestion	• Planification environnementale, • Schémas directeurs et les plans d'aménagement du territoire, • Système national des aires protégées, • Système national d'informations environnementales, • Évaluations environnementales, • Surveillance environnementale, • Éducation relative à l'environnement, • Recherche scientifique et technique, • Fonds à vocation écologique, • Fiscalité écologique, • Prix d'excellence environnementale, • Sanctions administratives, civiles et pénales	• *Planificación* • *Ordenamiento ambiental* • *Licencia ambiental* • *Evaluación de impacto ambiental* • *Sistema nacional de inspección ambiental* • *Sistema nacional de información ambiental* • *Educación ambiental* • *Investigación científica e regulación económica* • *Regulación económica* • *Fondo nacional del medio ambiente* • *Sanciones administrativas* • *Sistema de responsabilidad civil* • *Sistema de responsabilidad penal*	Des mesures spécifiques : • aux objectifs pour les cœurs de parc • aux orientations pour l'aire d'adhésion et l'aire maritime adjacente • aux axes de portée générale sur le territoire

Tableau 10-suite. Inventaire non exhaustif des documents de planification absents du plan de gestion du Parc national naturel de l'Île-à-Vache par rapport à ceux présents dans les documents de gestion de Cuba et Guadeloupe **(Pierre, 2024)**

8.2. Le décalage de l'inclusion institutionnelle dans les parcs nationaux

Les bureaux du Parc national naturel de l'Île-à-Vache appartiennent à une agence et un ministère de tutelle dépourvus des moyens nécessaires à la concrétisation de sa mission. En Guadeloupe, le Parc national bénéficie de la contribution de l'OFB à hauteur de 81 % pour l'ensemble des parcs nationaux de France[898] (2019)[899]. Le manque de moyens financiers de l'ANAP, l'équivalent haïtien de l'OFB, a entraîné que le Parc ne dispose pas de bureaux physiques à l'IAV. Sur la base de la mise en place des bureaux insulaires dans les îles adjacentes du pays, l'ANAP pourrait encourager le MdE à la construction des locaux du Parc sur le site de l'aire protégée. L'ANAP pourrait aussi orienter le financement de ses partenaires internationaux à la faveur de l'implémentation des projets de conservation. Elle a eu à entreprendre des démarches abouties pour le Parc national de Lagon des huîtres (Sud-Est,

898 Le financement public des parcs nationaux français a été estimé à hauteur de 95 % en 2019 selon l'OFB.
899 OFB (2021, Juin). *Les Parcs nationaux de France, Chiffres clés – Édition 2021*. https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/edition-numerique/parcs-nationaux-2021/29-sources-de-financement (consulté le 22 Août 2024).

Belle-Anse) auprès de l'ONG suisse Helvetas dans le cadre du Projet INOVEE. Entre-temps, la Direction du parc est logée dans le complexe administratif de la délégation départementale du Sud aux Cayes. Ce n'est pas sans raison que le Maire a affirmé n'avoir pas été formellement informé de la nomination d'un Directeur de parc dans la collectivité territoriale qu'il dirige. Non seulement, ses propos traduisent combien l'ANAP maintient une communication verticale ou opaque avec les collectivités territoriales. Ensuite, ils aident à prendre conscience de combien l'existence des bureaux facilitera le rapprochement institutionnel autour de la conservation côtière et marine. Le Maire de l'IAV s'est ainsi exprimé en Septembre 2022 :

Texte original :
« *Non [Mwen pa konnen si Ministè anviwonman an nome yon direktè pou pak la]. Ebyen si se isi yo nome w spesifikman kòm direktè, ebyen se isit pou w fonksyone…E menm lè tou, kounye a la fò w ta vin nan Meri a pou vin prezante w.*

Texte traduit :
« Non [Je ne sais pas si le Ministère de l'Environnement a nommé un Directeur de parc]. S'il a été nommé spécifiquement ici [sur l'île] en tant que Directeur, c'est ici qu'il doit fonctionner. Et puis après, il lui faut venir se présenter à la Mairie…

Son intervention rappelle celle du juge de l'IAV dans la même situation d'absence de communication sur la désignation d'un Directeur de parc.

Puisqu'il n'a pas de bureaux sur site, le Directeur du parc doit à chaque fois pendre les bateaux *peyi* pour se rendre à l'IAV selon les besoins. Il en a recouru dans le but de participer à l'telier sur la gouvernance mais, a dû repartir vers 14 h (avant la marée haute). Étant donné que le Parc n'est pas opérationnel jusqu'à date, l'absence du Directeur de parc sua l'IAV est pratiquement de permanence à moins de sollicitations ponctuelles. Se développe alors le risque que celui-ci ne soit pas intégré dans l'aire protégée, avec un impact avéré sur l'acceptabilité sociale de l'aire protégée. C'est ce que se traduisent à demi-mot les paroles du Maire :

Texte original :
O fen de kont, yo gen yon tit…men si moun nan vle entegre l'vre, se sa l ap fè. Mwen menm, m' vin entegre m', m' pa gen moun isit…men si gen yon moun ki gen antèman m' byen avè l', m' vini ».

Texte traduit :
En fin de compte, ils [employés de l'administration publique/directeur] ont des titres. Mais, si la personne [le Directeur de parc] veut vraiment s'intégrer, c'est ce qu'elle doit faire. Moi-même, j'ai fini par m'intégrer. Je n'ai pas de famille ici…mais, si une personne que je connais à un enterrement, je viens ! »

Entre-temps, les agents de la BSAP sont les seuls marqueurs visibles de l'ANAP à l'IAV. Ils sont logés par la Mairie, comme il est de coutume dans d'autres communes renfermant des aires protégées dans le pays (Belle-Anse). Mais ces agents ont été recrutés par qui ? La complexité de cette brigade armée sera abordée en point 6.2.3. sur la surveillance des aires protégées.

Le manque de moyens financiers de l'ANAP nuit à la performance des bureaux du PNN-IAV. Le Directeur de coordination des aires protégées de l'ANAP (2022) a évoqué la difficulté de notamment recruter le personnel essentiel à l'opérationnalisation des directions d'aires protégées, à commencer par le Directeur :

« …Il a fallu prendre du temps pour mettre en place une unité de gestion, pour mettre un responsable d'aire protégé qui a suivi différentes étapes. Et ça, il faut remercier le PNUE qui a pris le soin de payer les salaires pendant plus d'un an à ces cadres…le temps pour l'ANAP de nommer ces cadres [sur le budget national]. »

Malgré cette contrainte, l'ANAP s'est attelée à la conception d'une structure de gestion qui requiert l'emploi supplémentaire de 8 responsables de postes[900]. À ceux-là, il faudra affecter du personnel technique, administratif, et de terrain

900 Les 8 responsables de poste sont : 1 directeur ; 1 chef technique et des partenaires ; 1 responsable de protection et surveillance ; 1 responsable de l'économie verte et bleue ; 1 chef de service de conservation ; 1 chef de service de recherche, suivi et évaluation ; 1 chef de service de développement durable ; 1 chef de service éducation, sensibilisation, communication. 1 administrateur, 1 comptable, 1 logistique et personnel n'ont pas été considérés puisqu'ils font partie des unités de soutien à la gestion du PNN-IAV au lieu des unités actives sur le terrain du parc.

supplémentaire (**Réf.** Figure 33). D'après les pratiques du MdE, le personnel sera contractuel jusqu'à l'intervention d'un ministre sensible à l'incertitude d'emploi et de salaire régulier de la formule statutaire. Si les mensualités ne sont pas prises en charge par le MdE ou la communauté internationale, l'ANAP devra opérer des changements de postes dans la limite des fonds disponibles. Car, l'Agence ne dispose pas de budget d'investissement, contrairement aux 3,5 millions d'euros hors charges du personnel du Parc national de la Guadeloupe en 2023[901]. Par souci de déconcentration, la Direction du PNN-IAV a été élaborée en autonomie administrative de l'ANAP sans les ressources financières associées.

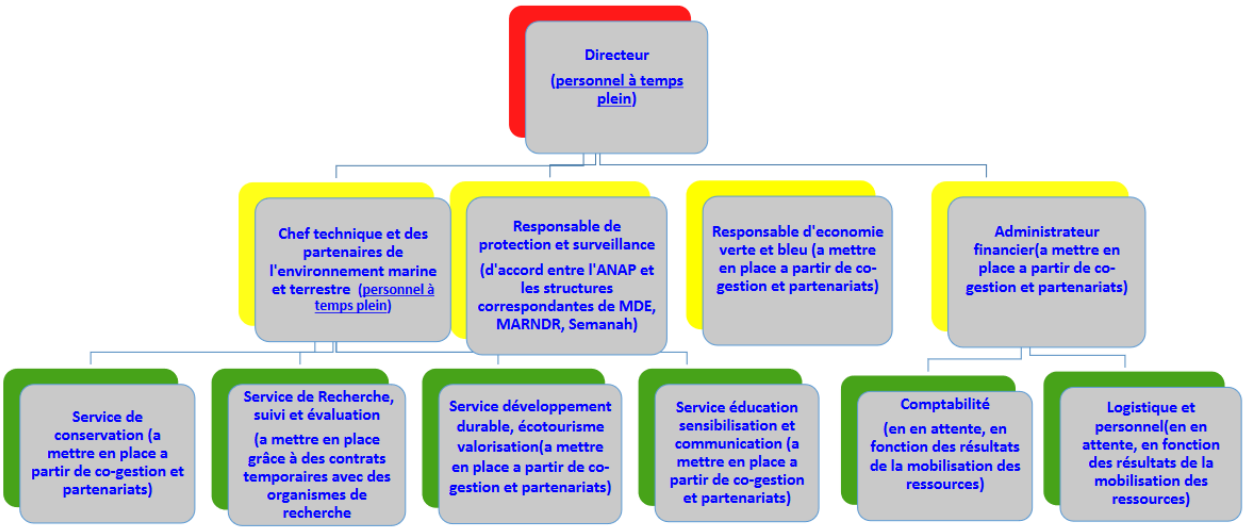


Figure 33. Structure administrative conçue pour la gestion du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(MdE, 2022)**

Le manque de personnel pour le PNN-IAV pourrait être compensé par le transfert d'employés déjà nommés dans l'administration publique, à partir de la direction départementale du Sud, par exemple, ou des directions centrales de Port-au-Prince. Même le MdE peine à se doter des expertises pertinentes à sa mission de protection environnementale. En plus de servir d'agence de recrutement aux sympathisants peu qualifiés des parlementaires, le MdE n'est pas assez attractif à une population active compétente. Les 2 principales causes sont : le montant des salaires et avantages associés versés dans une monnaie locale fluctuante ; les faibles possibilités d'évolution de carrière à cause de la politisation marquée du ministère. Une liste de 9 disciplines essentielles à la bonne marche de l'institution publique a été transmise à la Direction

901 FranceAntilles (2023, 17 Mars). *Le Parc national a tenu son premier conseil d'administration de l'année*. https://www.guadeloupe.franceantilles.fr/actualite/societe/le-parc-national-a-tenu-son-premier-conseil-dadministration-de-lannee-928289.php (consulté le 2 Octobre 2024).

générale. L'objectif poursuivi a été « de doter le MdE de cadres techniques adéquats et de dynamiser ainsi les Directions techniques à partir du prochain exercice 2024-2025 »[902] (**Réf**. Tableau 11).

Discipline	Métier	Présence	Nécessité
1. Droit	Agrojuriste		√
	Juriste environnemental		√
2. Maths/Génie	Ingénieur chimiste		√
	Ingénieur des mines		√
	Ingénieur rural	√	
	Ingénieur sanitaire		√
	Ingénieur en dépollution de sites		√
	Statisticiens		√
3. Géographie	Aménagiste		√
	Cartographe		√
	Géographe		√
	Paysagistes		√
4. Chimie/Botanique	Biologiste		√
	Botaniste		√
	Chimiste		√
	Climatologue		√
	Écotoxicologue		√
	Analyste de l'air		√
	Météorologue		√
5. Économie	Économiste vert		√
	Gestionnaire/ passation de marchés		√
6. Environnement	Agronome	√	
	Écologiste		√
	Environnementaliste		√
	Éducateur environnemental	√	
	Zoologistes		√
	Acousticien de l'environnement		√
	Gestionnaire / parcs et aires protégées		√
7. Géologie	Géologue		√
	Hydrogéologue		√
8. Médecine	Médecins communautaires		√
	Médecins de santé publique		√
9. Documentation	Documentaliste		√
	Bibliothécaire		√

Tableau 11. Liste des compétences nécessaires au fonctionnement du Ministère de l'Environnement **(MdE, 2024)**

902 Selon le mémo MdE/RH/0015 du 2 Juillet 2024 de la Direction de l'éducation relative à l'environnement ayant pour objet : la liste des compétences.

La liste du MdE a reconnu le besoin de gestionnaires de parcs et d'aires protégées dans les disciplines environnementales. Mais, elle manque cruellement des disciplines d'anthropo-sociologie à même de travailler sur l'interdépendance des faits sociaux et de la conservation dans les AMP.

Le plan de gestion du Parc national naturel de l'Île-à-Vache a été conçu sans le support des documents de planification imposés par la législation haïtienne : un plan d'aménagement inexistant et un plan de développement communal non vulgarisé. De manière induite, l'ANAP est en train d'orienter l'aménagement des collectivités territoriales inclus dans les aires protégées en attendant que la démarche soit inscrite dans un cadre règlementaire formel. L'approche rappelle : (a) la législation cubaine de conformer les plans d'aménagement aux priorités environnementales ; (b) la préséance de la règlementation du parc sur celle des collectivités dans les cœurs du Parc national de la Guadeloupe. Or, dans une vision macro étayée par la consultante Chantal Laurent (2006)[903], la gestion du Parc touche :

(1) aux enjeux de déconcentration de pouvoirs liés à une répartition équilibrée des moyens au bénéfice des structures publiques de conservation du Sud et de la collectivité de l'IAV ;
(2) aux enjeux de décentralisation de pouvoirs liés à l'autonomie de la collectivité de l'IAV au bénéfice d'une priorisation des besoins en fonction des problématiques locales.

L'optimisation des investissements publics par le biais d'une association des communes proposée en stratégie est comparable : (i) à l'approche par bassin versant de Cuba dans *la Cuenca Hidrográfica de Ciénaga de Zapata,* (ii) et à l'intégration de la communauté des communes du Nord Grande-Terre et des communautés d'agglomération du Nord Basse Terre, du Sud Basse-Terre et d'une partie de Cap' Excellence dans la zone périphérique ou l'aire d'adhésion du Parc national de la Guadeloupe. La démarche rejoint l'initiative d'intercommunalité du Maire de l'IAV dans une démarche collective de désenclavement et de communautarisation face à la monopolisation de la capitale de Port-au-Prince.

L'association des communes du Sud sensibilise à la mise en place de l'Autorité régionale d'aménagement à travers laquelle le PNN-IAV sera localisé à la fois

903 Laurent, C. (2006). Haïti : Proposition pour une politique de l'aménagement du territoire et la décentralisation. *AlterPresse*. https://www.alterpresse.org/spip.php?article4799 (consulté le 22 Septembre 2024).

dans la région et le département du Sud. Tout comme la Guadeloupe qui bénéficie de dispositifs métropolitains en tant que Département et Région d'Outre-mer (DROM) de la France, l'alternative de la régionalisation renferme le motif « d'harmoniser les ressorts territoriaux des services déconcentrés de l'État aux fins […] de favoriser la convergence des actions répondant aux intérêts des populations » (Préambule)[904]. En d'autres termes, son application facilitera la mutualisation des investissements publics et l'exécution d'un budget national au plus près de la réalité de la collectivité de l'IAV. L'Autorité régionale d'aménagement du Sud deviendra cet outil de déconcentration et de décentralisation (Art. 4)[905] alimenté par les compétences d'une commune insulaire à partir de politiques « ascendantes » d'aménagement (Alténor, 2020 : p. 243)[906]. Mais en se réappropriant des réflexions du chercheur Sacha Sydoryk (2022)[907], l'État central est confronté à la faiblesse de son appareil administratif édictant les normes d'aménagement et au manque de recours ouverts devant les juridictions locales. Ces déficiences seront exacerbées par les changements climatiques à cause du fait d'habiter des îles adjacentes à risques. Le Président ad intérim de l'Association nationale des maires a eu à souligner, en prenant en exemple sa propre commune : « La municipalité de Belle-Anse est laissée sans ressources nationales pour parer à un phénomène climatique d'ampleur planétaire »[908]. Le chercheur Amos Maurice (2023) [909] préconise alors « une adaptation territoriale aux objectifs de développement durable » qui implique une réinvention de l'État, des collectivités territoriales, des populations locales bénéficiaires à l'égard du mode d'utilisation du sol, au PNN-IAV notamment.

Le plan de gestion du Parc national naturel de l'Île-à-Vache a été rédigé sans « l'engagement » du Maire au processus en tant qu'acteur public territorial de proximité. « La participation » instaurée par l'ANAP rend les autorités locales davantage « observateurs » de la gestion environnementale de leur propre collectivité territoriale, avec en plus la discontinuité de la circulation des informations

904 Loi nº 77 du 8 Novembre 1982 relative à l'adoption d'une politique cohérente d'aménagement du territoire et de développement à partir des entités régionales issues du regroupement des départements géographiques et des arrondissements de la République
905 Arrêté nº 54 du 5 Avril 2017 sur les Autorités régionales d'aménagement
906 Alténor, A. (2020). Les causes économiques et socio-politiques du passage de la régionalisation à la départementalisation en Haïti. *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, 16(1), pp. 217 à 248. https://doi.org/10.7202/1075860ar
907 Sydoryk, S. (2022). Les lacunes de l'aménagement du territoire comme facteur de crise : l'exemple des greffes juridiques du droit de l'urbanisme en Haïti, *Revue Crises et Société* [En ligne], *1 (2022)*. https://www.crisesetsociete.com/Les-lacunes-de-l-amenagement-du-territoire-comme-facteur-de-crise
908 Anténor, D. (2024). *Expérience du Projet INOVEE et Perception des acteurs locaux de la commune de Belle-Anse (Sud-Est) sur les effets du changement climatique* [Discours].
909 Maurice, A. (9 décembre 2023). L'urbanisme et l'aménagement du territoire adaptés aux ODD : le défi d'Haïti. *Juste droit*. https://doi.org/10.58079/qlfl

environnementales évoquée par le Maire de la commune voisine de Port-Salut. Lors de la réunion du GTAP sur la validation du plan de gestion de l'AMP de Port-Salut, il a eu à intervenir en ces termes :

> « […] On dit que ce projet était élaboré en 2017. Malheureusement, j'ai pris fonction en novembre 2020. Pour cela, je ne sais pas vraiment grand-chose concernant ce projet. Donc, je suis très content d'être avec vous. Je vous remercie, premièrement les partenaires internationaux, de nous avoir donné l'opportunité d'obtenir un si beau projet cher à notre commune Port-Salut. Donc, je vous remercie ! Merci à tous les membres de tous les cadres de l'ANAP, ceux et celles qui ont travaillé pour élaborer ce plan. Merci, bonne journée à tous et bon travail ! ».

De plus, avec la présence des représentants internationaux, le Maire de Port-Salut a confondu la production du document administratif du plan de gestion avec un projet. Toutefois, il faut reconnaître à l'ANAP sa judicieuse décision d'un résumé exécutif à destination des autorités locales (2022), dans la mesure où le PNN-IAV est « un nouvel outil au service des acteurs locaux » à l'exemple du Parc national de la Guadeloupe :

> « Par exemple pour les Maires, nous avons un résumé exécutif qu'on va transmettre avec très peu de pages, qui contient les éléments essentiels. Ça, c'est l'effort que le PNUE et l'ANAP vont faire pour que vous ayez en mains un document de plan de gestion… qui peut vous éclairer sur les interventions à faire dans les prochaines années et sur les nouvelles planifications basées sur les nouveaux plans de gestion ».

L'ANAP a-t-elle vraiment besoin de l'appui de l'ONU Environnement pour rédiger ce résumé exécutif ? Le document devra de toute façon exister dans les 2 langues officielles du pays : le créole haïtien et le français pour une appropriation respectueuse de la diversité culturelle d'un espace créole. C'est une obligation de la Constitution de 1987 en vigueur en Haïti.

Les idées qui traversent présentement le plan de gestion du PNN-IAV posent le parc comme un territoire hermétique au reste du pays. Au contraire de Cuba et de la Guadeloupe, cette gestion a été pensée indépendamment de l'apport d'autres institutions publiques, à savoir : les forces de surveillance (la Police nationale d'Haïti

et les garde-côtes, les FAd'H ; les centres de recherche (les universités publiques en concertation avec des universités privées du Sud) ; les collectivités territoriales (la Mairie de l'Île-à-Vache en interaction avec la Mairie des Cayes) ; les Ministères sectoriels (éducation, tourisme, communication, agriculture) ; le transport maritime (le SEMANAH). L'approche de cogestion visée « pour des raisons d'importance de la participation active de la population locale dans la gestion et pour compenser le déficit budgétaire en matière de gestion du territoire » est demeurée inaboutie (ANAP, 2022 : p. 32)[910]. Car, les collectivités territoriales, la société civile, le Comité local d'appui passent pour « des participants » au lieu des « *entidades responsables* » de Cuba ou « des personnes compétentes » de Guadeloupe. À ce stade, l'invitation du Maire à intégrer le Comité de pilotage du PNN-IAV devra aussi s'étendre au Parlementaire et au Vice-délégué du département du Sud dans une perception régionale de la conservation côtière et marine.

La problématique de la coopération publique dans le domaine environnemental relevée en Haïti a été adressée en Guadeloupe. Elle a donné lieu à la création de l'instrument français d'Établissement Public de Coopération Environnementale (EPCE) : L'Agence Régionale de la Biodiversité des Îles de Guadeloupe (ARB-IG). D'après la notice du décret n° 2017-402 du 27 mars 2017, l'ARB-IG est « le support d'un partenariat entre l'État, les collectivités territoriales et d'autres acteurs concernés par la protection de l'environnement » ou un « cadre institutionnel réunissant plusieurs acteurs publics ». Pour l'OFB, ces agences régionales jouent « un rôle de catalyseur des énergies et des compétences territoriales et impulsent une dynamique partenariale collaborative pour généraliser au plus près du terrain les bonnes pratiques de préservation et de restauration de la biodiversité »[911].

La partie II du plan de gestion du Parc National Naturel de l'Île-à-Vache ne laissent nullement transparaître la cible des populations locales nécessaire à l'acceptabilité du parc. Elle aurait dû contenir une section « méthodologie ». En tirant parti de la mobilisation citoyenne démontrée par les considérants du décret français n° 2014-48 du 21 janvier 2014, la section valorisera les consultations effectuées par l'ANAP/ONU Environnement auprès des populations et autorités locales de l'Île-à-Vache. L'inclusion des populations locales prônée est questionnable puisque les

910 ANAP (2022). *Parc national naturel de l'Île-à-Vache : plan de gestion (2022-2027)*. Partie II : Règlements, zonage et programmes de gestion. 54 p.
911 OFB (s.d.). *Les Agences régionales de la biodiversité*. https://www.ofb.gouv.fr/les-agences-regionales-de-la-biodiversite (consulté le 29 Septembre 2024).

textes ont été rédigés seulement en français, une langue non maîtrisée par des créolophones du milieu rural. La fidélité des traductions dans la transmission et la retranscription des inclinaisons locales n'ont pas non plus été précisées.

Aucune diffusion et mise en œuvre du plan de gestion du Parc national naturel de l'Île-à-Vache n'a été opérée auprès des populations locales de 2022 à date. Aucun communiqué officiel de l'ANAP et du MdE n'a été publié dans ses réseaux sociaux officiels ou dans les médias traditionnels[912]. D'ailleurs, les focus-groups et ateliers de 2022 ont démontré que les populations locales du parc ne savent pas si leur île, adjacente en Haïti ou encore *isla, cayos y península*s à Cuba, dépendances en Guadeloupe, est une aire protégée. Un d'entre eux a répondu :

> « Madame, je ne sais pas si Île-à-Vache est une aire protégée. Et d'ailleurs, elle ne peut pas l'être puisqu'il n'y a aucune action visible de protection…Rien n'est protégé ici ! ».

La déclaration renseigne combien « les populations non fédérées » ne sont pas touchées par le plan de gestion du PNN-IAV, tandis qu'elles incarnent une majorité de bénéficiaires des services écosystémiques des AMP dans leur cadre de vie. Un des membres du Projet scientifique GIS HomMer sur les AMP françaises, dont celle de la Guadeloupe, a eu raison de recentrer son entretien sur « les populations locales non fédérées », c'est-à-dire les personnes non-membres d'une structure organisée (2022). Au PNN-IAV, ce sont des pratiquants libres qui se représentent eux-mêmes dans leurs activités tournées vers la mer. Il peut s'agir des baigneurs du dimanche ; des pêcheurs occasionnels ; des randonneurs en bord de mer et/ou dans les sentiers de mangrove. Cette tranche superpose : (a) des « acteurs absents » pour avoir été négligés à la table des négociations sur la conservation marine de l'île adjacente, en rappel de la théorie de la chercheuse Léa Sebastien sur l'acteur en 4 dimensions (2011)[913] ; (b) des « acteurs silencieux » dans une rétention volontaire de la parole à cause des passifs de conflits avec l'État sur le régime de propriété de l'île adjacente, ou encore sur la destination touristique de l'Île-à-Vache.

Les jeunes et les femmes sont parmi les personnes non fédérées négligées du plan de gestion du PNN-IAV. Certes, le plan de gestion du parc a prévu leur

912 Si les jeunes sont très consommateurs des médias sociaux, les adultes sont très consommateurs des audios. Les radios renferment l'avantage d'une écoute [sans lecture] en créole dans un pays où plus de 57 % des populations de plus de 13 ans ne savent ni lire, ni écrire (SNA-EPT, 2007 ; RMS, 2010).

913 Sebastien, L. (2011). Quand les acteurs faibles et absents s'immiscent dans la négociation environnementale, *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement* [En ligne], issue 11. https://doi.org/10.4000/tem.1262

intégration dans la composition du Comité local d'appui. Néanmoins, les jeunes ne sont pris en compte que dans le cadre de formations et de sensibilisations. Or, le pays connaît actuellement un bonus démographique avec 70 % des jeunes de 15 à 24 ans révolus en état d'inactivité d'après le Fonds des nations Unies pour la Population (FNUAP)[914]. Les projets des programmes auraient dû considérer : (i) la dispense de formation professionnelle demandée par les populations locales, (ii) le développement d'incubateurs et d'accélérateurs en lien avec le développement local. L'approche encouragera la créativité des jeunes et leur rétention dans leur localité d'origine tout en faisant du PNN-IAV un établissement public pourvoyeur d'emplois comme la mairie de la commune.

Le plan de gestion du PNN-IAV a notifié avoir consulté des femmes dans l'identification des programmes de gestion. Toutefois, la démarche ne s'est pas reflétée dans les projets tandis que les femmes représentent 50,5 % de la population haïtienne[915] et 47,4 % de sa population active[916] en 2023. Au PNN-IAV, les projets du programme socio-économique auraient dû compter la commercialisation des ressources halieutiques vu la prépondérance de la sororité des commerçantes. La sororité a été anonymisée par des projets sur des thématiques de neutralité masculine telles que : le renforcement de la filière pêche ; les nouvelles alternatives économiques ; la résilience des communautés. À l'exemple de la taxe rose, la chaise rose donnée aux femmes de l'IAV à la table des entretiens et du Comité local d'appui devient un marqueur d'inégalités femme-homme. Ce marqueur a été relevé dans la conception du plan de gestion du PNN-IAV en particulier et dans l'élaboration des politiques publiques de conservation côtière et marine en général, sans oublier la permanente pénalisation de la ségrégation territoriale de l'île adjacente de l'IAV.

En plus du statut d'aire protégée, les personnes non fédérées ont indiqué ne pas avoir été mis au courant de l'existence du plan de gestion du PNN-IAV en Septembre 2022. Or, le MdE a décrété avoir utilisé une démarche participative et inclusive dans l'élaboration du plan de gestion. La question a été posée sur les raisons de cette méconnaissance. Un des intervenants du focus-groupe a renchéri :

914 UNFPA Haiti (s.d.). *La jeunesse en chiffres*. 12 p. https://haiti.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/La%20jeunesse_en_chiffre%28UNFPA%29.pdf (consulté le 13 Octobre 2024).
915 Banque Mondiale (2023). *Population, femmes (% du total) – Haiti*. https://donnees.banquemondiale.org/indicator/SP.POP.TOTL.FE.ZS?locations=HT (consulté le 13 Octobre 2024).
916 Banque Mondiale (2023). *Population active, femmes (% de la population active) – Haiti*. https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.TLF.TOTL.FE.ZS?locations=HT (consulté le 13 Octobre 2024).

> « Le Ministère a travaillé avec des dirigeants d'organisation ou encore des autorités locales qui ne sont plus à ces postes. Ils partent en gardant l'information avec eux tout simplement ».

Cette situation est d'autant plus vraie dans un pays en mal développement et politiquement instable dans lequel les populations locales se déplacent au gré des opportunités socio-économiques (vers Port-au-Prince[917] ou l'étranger).

En Haïti, la gestion du Parc national naturel de l'Île-à-Vache est dans sa phase préliminaire de développement contrairement aux 2 îles sœurs en étude dans la thèse. À Cuba, la gestion du Parc national Ciénaga de Zapata reste inclusive du point de vue des institutions publiques, bien qu'elle soit centralisée par l'État. Cette gestion s'accomplit sous la coordination du CITMA en concertation avec le Ministère de l'Agriculture. L'interaction de 4 types d'établissements publics a été identifiée :

1. des établissements centraux de protection : CITMA, *Ministerio de la Agricultura* ;
2. des établissements nationaux de recherche : *Estación de Reproducción de Ictiofauna Indígena* - Ministerio de la Agricultura ; *Instituto de Medicina Veterinaria Ciénaga de Zapata* ; *Estación Meteorológica de Playa Girón provincial* – CITMA ;
3. des établissements locaux de production économique : *Empresa municipal Agropecuaria* (EMA. Victoria de Girón) - *Ministerio de la Agricultura* ; *Criadero de cocodrilos - Ministerio de la Industria Pesquera* ;
4. des établissements centraux de valorisation touristique : *Empresa para la Conservación de la Ciénaga de Zapata* (Ecocienzap) devant desservir 80 000 touristes annuellement[918] par (i) des contrats-cadres avec des entreprises publiques (*Empresa Turística Cubanacán Península de Zapata*), des agences de tourisme (Cubatur, Havanatur) ; (ii) l'apport du secteur privé avec les *negocios privados* retrouvés sur des pages internet et des agences étrangères de

917 L'entretien a été réalisé en Septembre 2022, bien avant que le programme d'émigration du Président Biden et l'engorgement sécuritaire de l'Aire métropolitaine de Port-au-Prince aient poussé les populations locales en exode urbain.

918 Echarri Chávez, M., Lois González, R.C. y Pérez Guilarte, Y. (2016). Experiencias turísticas colaborativas en el área protegida Península de Zapata (Cuba). In Blàzquez, M., Mir-Gual, M., Murray, I. y Pons, G.X. (eds.). *Turismo y crisis, turismo colaborativo y ecoturismo*. XV Coloquio de Geografía del Turismo, el Ocio y la Recreación de la AGE. Mon. Soc. Hist. Nat. Balears, 23 : pp. 237-246.

voyage[919], des complexes hôteliers (*Empresa Integral Turística Ciénaga de Zapata*).

D'après le plan de gestion, ces établissements doivent tenir compte des activités économiques suivantes dans le Parc :

(1) *la agricultura*, principalement liée à l'exploitation du *patrimonio forestal* ;

(2) *el turismo* ;

Le Parc national Ciénaga de Zapata fait partie de la région touristique de l'ouest de Cuba entrecoupée par la capitale la Havane.

(3) *la pesca* ;

Le *Decreto-Ley nº164 del 28 de mayo de 1996 Reglamento de Pesca* y a défini 4 types de pêche : *zonas de gran interés económico pesquero*[920] comme celles s'étalant de *El Cabo Francés* à *Playa Girón* ; *zonas abiertas de menor interés económico pesquero*[921] comme celle s'étalant de la *Playa Girón* à la *Punta de María Aguilar* ; *zonas vedadas*[922] ; *zonas bajo régimen especial de uso y protección*[923] (Art. 20-22). Des résolutions d'organismes centraux sont venues renforcer le décret-loi, à savoir : celles de la Direction générale des ressources naturelles renouvelables sur l'interdiction d'exploitation d'espèces marines de tailles inférieures à celles fixées officiellement à l'échelle nationale (*nº 561 de 24 de diciembre de 1996*), les limites d'utilisation des engins de pêche (*nº 74 del 17 de febrero de 1997*) *;* celle du Ministère des industries de pêche sur le montage de la *Comisión Consultiva de Pesca* en application du *Decreto-Ley nº164.*

(4) *la apicultura*

L'apiculture du Parc national Ciénaga de Zapata[924] est tributaire d'une tradition familiale de production, héritière de la méliponiculture maya d'après la thèse de

919 Des pages internet (cubaacomodation, cubadestination, bbinviñales, cubarentaroom, casecubane) ; des agences de voyage (Habana Holding, Sol y Arenas, Le Comptoir des Caraïbes et Cuban Touristics Centers) ; des revues (Cuba Contemporánea et Lonely Planet) ont été répertoriées par la chercheuse Maité Echarri Chávez et al. (2016).

920 Elles sont des zones soumises à des régimes généraux dans lesquels la pêche commerciale est privilégiée et nécessite une autorisation annuelle du Ministère de l'industrie de la pêche – [eaux situées au-dessus du plateau sous-marin jusqu'à l'isobathe des 200 mètres].

921 Elles sont des zones dans lesquelles la pêche sportive et la pêche pour l'autoconsommation sociale ont été privilégiées – [eaux marines comprises dans une trame littorale spécifique].

922 Elles sont des zones dans lesquelles toute pêche est interdite dans l'intérêt national de la protection des ressources naturelles et du patrimoine, [eaux marines comprises dans les zones d'intérêt économique majeure pour la pêche].

923 Elles sont des zones protégées légalement établies dans lesquelles les activités de pêche sont régies par des dispositions spéciales.

924 Samón, L. S. (2024, 3 Mai). Mi produccion desde Cienaga de Zapata. *Publication Facebook*. https://www.facebook.com/groups/283313789772935/posts/956339375803703/?_rdr (consulté le 1er Octobre 2024).

Michener (1982 : p. 37-46)[925]. Elle repose sur la domestication et l'élevage de l'abeille indigène sans dard *Melipona Beecheii* à partir desquels ont été tirés 18 millions de dollars de chiffre d'affaires en 2017[926]. La coexistence des agriculteurs, apiculteurs, sylviculteurs/charbonniers du Parc similaire au contexte de la plaine du río Mayabeque et de la réserve de la biosphère Sierra del Rosario tend à illustrer la dualité ethnozoologique suivante : « entre des populations vivant ou ayant vécu de l'exploitation forestière et, par tradition, attachées à la cueillette du miel sauvage ; et des populations agricoles, par vocation beaucoup plus sensibles aux exigences de l'élevage de ces insectes ». (Le Rouzic et al. 2014 : paragr. 24)[927].

En Guadeloupe, la gestion du Parc national est inclusive du point de vue des collectivités territoriales et des populations locales sans négliger l'apport institutionnel. Le Parc national de la Guadeloupe est géré collectivement avec des associations et des bénévoles, des laboratoires de recherche, des services de l'état avec des compétences communes, des acteurs relais (la police, la gendarmerie), des opérateurs économiques, des propriétaires fonciers, des usagers selon la mesure rattachée à l'objectif/orientation/axe de la Charte de territoire visé. Son Conseil d'administration est présidé par un expert-comptable Ferdy Louisy : Maire de la ville de Goyave et premier élu d'outre-mer à la présidence des parcs nationaux de France, selon le Comité du tourisme des îles de Guadeloupe. Le Président de la Région Guadeloupe a émis des commentaires élogieux sur l'issue de l'élection :

> « Cette continuité [la réélection du Président du Conseil d'administration] est le signe d'une belle reconnaissance du travail accompli et affiche la volonté de poursuivre une démarche de positionnement de l'action publique dans le développement de la croissance verte et la restauration de la biodiversité exceptionnelle de notre territoire » (2021, 27 Octobre)[928].

925 Michener, C.D. (1982). « A new interpretation of fossil social bees from the Dominican Republic », *Sociobiology*, 7(1), pp. 37-46.
926 AFP (2019, 10 Avril). À Cuba, les abeilles butinent heureuses et leur miel ravit l'Europe. *Géo*. https://www.geo.fr/environnement/a-cuba-les-abeilles-butinent-heureuses-et-leur-miel-ravit-leurope-195210 (consulté le 1er Octobre 2024).
927 Le Rouzic, S. P., Peña, W. L., et Lorenzo, J. D. (2014). L'élevage des abeilles mélipones sur l'île de Cuba : une enquête ethnozoologique réalisée dans la plaine du río Mayabeque et la forêt de la Sierra del Rosario, *Études caribéennes* [En ligne], pp.27-28. https://doi.org/10.4000/etudes-caribeennes.6967
928 Guadeloupe la 1ere (2021, 27 Octobre). *Ferdy Louisy et Charly Vincent, nouveau tandem à la tête du Parc National de la Guadeloupe*. https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/ferdy-louisy-et-charly-vincent-nouveau-tandem-a-la-tete-du-parc-national-de-la-guadeloupe-1139836.html (consulté le 1er Octobre 2024).

Le Président du Parc national est assisté dans sa tâche par le Président des marins-pêcheurs Charly Vincent, premier Vice-Président ; et la 4eme Adjointe du Maire de Gourbeyre Nicole Erdan, deuxième Vice-Président.

La composition[929] du Conseil d'administration[930] dont le nombre des membres est fixé par le décret de création de l'établissement public est dépeinte ci-dessous :

- des représentants de l'État central sur proposition des ministres intéressés, comme les fonctionnaires des forces armées aux Antilles-Guyane ; des directions régionales des affaires culturelles, des services fiscaux, de l'agriculture et de la forêt, des affaires maritimes, du tourisme de la Guadeloupe ; de la préfecture de la Guadeloupe.
- des représentants des collectivités territoriales intéressées et de leurs groupements, comme ceux de l'aire d'adhésion.
- du représentant du personnel, élu par l'ensemble du personnel permanent de l'établissement public du Parc.
- de membres choisis pour leur compétence nationale et locale dans le domaine d'activité de l'établissement public du Parc sur proposition du préfet, comme ceux du Conseil national de la protection de la nature ; de l'Université des Antilles ; du Museum national d'histoire naturelle ; des secteurs de pêche, agriculture, tourisme, protection de la nature.

La gestion de l'établissement public par le Conseil d'administration est partagée avec les instances consultatives : (1) du conseil scientifique ; (2) des commissions thématiques dans des domaines variés[931]. Elle est mise en œuvre par 2 pôles d'expertise (terrestre, marin) affectés sur le terrain et 2 départements (patrimoines et appui aux territoires ; communication, accueil et pédagogie) logés au siège du Parc[932].

929 Arrêté du 1er mars 1993 portant nomination des membres du conseil d'administration du Parc national de la Guadeloupe.
930 Article L331-8 du Code de l'environnement dans sa version en vigueur depuis le 15 avril 2006.
931 l'eau et les milieux aquatiques, l'agriculture et la forêt, la chasse, l'architecture, le tourisme et l'accès à la nature, la culture et l'éducation, les relations internationales.
932 PNG (s.d.). *Organigramme du Parc national de la Guadeloupe*. 1 p. https://guadeloupe-parcnational.fr/sites/guadeloupe-parcnational.fr/files/2024-01/20231206%20organigramme%20PNG.pdf (consulté le 2 Octobre 2024).

8.2. Un zonage de parc (dé)connecté avec le plan d'aménagement des collectivités

Le plan de gestion du Parc national naturel de l'Île-à-Vache a réuni les contributions de la direction départementale du Sud de 2 ministères sectoriels[933] et d'une structure locale de la société civile[934], sans valoriser l'apport des structures intervenant dans l'aménagement de l'IAV. Il est en train de suppléer aux outils inexistants de planification territoriale, étant donné que la répartition spatiale des vocations du Parc a été établie dans les limites d'une collectivité territoriale. Pareille situation traduit un empiétement des compétences de l'ANAP et de ses techniciens centraux sur celles de la collectivité territoriale et de son Conseil municipal, ou encore une préséance involontaire du plan de gestion sur le plan d'aménagement par faute de plan d'aménagement. Par conséquent, le plan de gestion du PNN-IAV traduit la nécessité de doter Haïti d'un plan national d'aménagement venant en appui :

1. à l'effort étatique derrière l'ouverture de l'Institut supérieur de l'environnement et de l'aménagement du territoire du Campus Henry Christophe de Limonade (Nord) en 2013.
   Selon le professeur Claudel Noël, l'Institut consent à s'attaquer au « sous-développement chronique d'Haïti directement lié à la mauvaise gestion de l'environnement et à l'absence de politiques publiques en matière d'aménagement du territoire national »[935].

2. à la dynamisation d'une coopération favorable au perfectionnement des cadres haïtiens dans des centres universitaires à la pointe des pensées et savoir-faire sur la thématique.
   La présente thèse est réalisée selon des prescrits du MdE retrouvés dans les formations de l'Institut National de Géographie et d'Aménagement Régional de l'Université de Nantes (IGARUN). Il a été financé en partie par la coopération (Ambassade de France en Haïti, Nantes Université) et le secteur privé haïtien (l'UniQ) sur un sujet de préoccupation nationale et d'intérêt public pour le pays.

933 Ministère de l'Environnement et le Ministère de l'Agriculture
934 Plate-forme pour l'amélioration de la pêche artisanale et du développement intégré (PADI)
935 Noël, W. (2016, 23 Mai). Le campus de Limonade forme des cadres en environnement et aménagement du territoire. *Le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/159000/le-campus-de-limonade-forme-des-cadres-en-environnement-et-amenagement-du-territoire (consulté le 21 Septembre 2024).

3. à la mise en œuvre d'une définition du littoral en Haïti pour une protection efficace des zones côtières, avec un focus sur les îles adjacentes.
   La définition du littoral plaide en faveur de l'étalement des pouvoirs du Maire sur une partie des eaux côtières au lieu de se limiter à la forêt de mangrove dans une approche terrienne de la superficie d'une collectivité. Elle précisera des attributions de prises de mesures conservatoires à l'égard de la nature et de protection du patrimoine commun applicables à l'océan (Art. 64). La graduelle conscientisation des autorités haïtiennes sur l'importance de la mer a été partagée par l'un des 9 Présidents du Conseil de transition Edgard Leblanc Fils, à la 79e session de l'Assemblée générale de l'ONU (2024, 26 Septembre)[936] :

> « […] j'annonce aujourd'hui, avec fierté, que Haïti signera l'Accord sur la Biodiversité Marine au-delà des Juridictions Nationales (BBNJ)…Cet accord est un outil crucial pour garantir la protection de la biodiversité marine, promouvoir une exploitation durable des ressources marines et renforcer la résilience des États insulaires comme le nôtre face aux défis du changement climatique… »

   Elle se perçoit aussi dans les dernières activités du MdE, à citer : (i) la célébration de la Journée mondiale de la mer les 25 et 26 Septembre 2024 sous le thème : « Naviguer vers l'avenir : la sécurité d'abord »[937]; (ii) la journée de sensibilisation sur la protection des mangroves dans la péninsule Sud (Corail, Grand-Anse) le 10 Août 2024[938].

À Cuba, le plan d'aménagement est l'un des instruments de politique et de gestion environnementale du Parc national de Ciénaga de Zapata (**Réf.** Photo 32). Il est de la responsabilité du Ministère de l'économie et de la planification à travers l'*Instituto de planificación física*. L'Institut oriente la *Dirección provincial de planificación física de Matanzas* subordonnée au *Gobierno provincial de Matanza*. La *ley 81 del medio ambiante* exige la conformité des plans d'aménagement avec « *las*

936 Karib'Info (2024, 26 Septembre). *Haïti. Discours d'Edgard Leblanc Fils à la 79e session de l'Assemblée générale de l'ONU*. https://www.karibinfo.com/news/haiti-discours-dedgard-leblanc-fils-a-la-79e-session-de-lassemblee-generale-de-lonu/ (consulté le 27 Septembre 2024).
937 Lettre nº MdE/DG/JEP-24-09-082 du 18 Septembre 2024 ayant pour objet : Invitation à la célébration de la journée mondiale de la mer
938 MdE (2024, 17 Août). Journée de sensibilisation sur la protection des mangroves à Corail. *Publication Facebook*. https://www.facebook.com/share/p/ZpVRrsFHt45BRcWq/ (consulté le 27 Septembre 2024).

políticas, estrategias y programas ambientales » et la primauté des mesures de protection sur « *la ejecución de proyectos de obras o actividades* » (Art. 19, 20). C'est la raison pour laquelle le *Plan de ordenamiento territorial de la Cuenca Hidrográfica Ciénaga de Zapata* a dû considérer le zonage du plan de gestion du Parc national dans sa proposition (DPPF Matanzas et al., 2020 : p. 22, 23)[939] :

- *Zona agrícola (3,2 % del territorio), coincide con la zona de amortiguamiento del área protegida de recursos manejados*. Elle est lieu d'expansion d'une agriculture urbaine constituée d'*organopónicos* et de *huertos intensivos*, lieu d'implantation des *fincas y patios agroecológicos*.

Photo 32. Implantation des d'*organopónicos* et de *huertos intensivos* au Parc national Ciénaga de Zapata de Cuba **(Sandy, 2021)**

- *Zona forestal (28,8 % del área de la cuenca) coincide con la zona socioeconómica del área protegida de recursos manejados*. La production annuelle des 600 tonnes de charbon destinées à l'exportation vers l'Europe est la principale activité économique du Parc. Le journal Ouest France (2021, 8 Juillet)[940] a rédigé un article sur les *carboneros* du Parc national Ciénaga de Zapata utilisant la méthode traditionnelle de combustion lente du bois en ces termes :

939 DPPF Matanzas/ Delegación Provincial de Recursos Hidráulicos Matanzas/CITMA/ Gobierno Provincial Delegación Territor Matanzas (2020). *Plan de Ordenamiento Territorial de la Cuenca Hidrográfica Ciénaga de Zapata*. 38 p.
940 Agustín, S. (2021, 8 Juillet). Au coeur de Cuba, du charbon de bois produit à l'ancienne. *Ouest France*. https://www.ouest-france.fr/economie/au-coeur-de-cuba-du-charbon-de-bois-produit-a-l-ancienne-7339101 (consulté le 28 Septembre 2024).

« Cela fait 33 ans que je travaille comme charbonnier », confie Daniel Diaz, 59 ans, qui vit avec sa famille dans une maison proche des fours de charbon. « C'est un peu difficile, mais j'aime ça », ajoute-t-il.

« Le but de notre entreprise est de continuer à produire du charbon en cherchant un équilibre écologique entre la nature et l'homme », explique Yoel Salgado, directeur d'une des unités sylvicoles de l'entreprise d'état de gestion du Parc : Ecocienzap.

« Le charbon est une production emblématique de cette région », un symbole de la Ciénaga de Zapata comme le crocodile, souligne Oscar Verdeal.

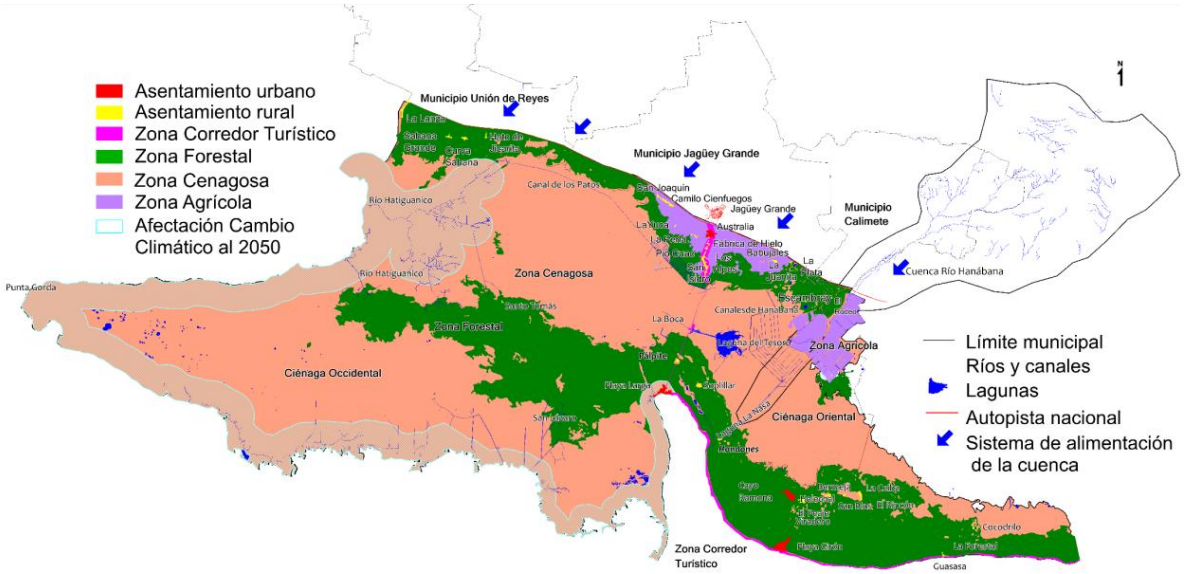
La bloggeuse Sandy (2021, 2 Mars) a rapporté que ces charbonniers gagnent ~ 25 euros le mois en cédant une production mensuelle de 150 sacs à l'État cubain.

- *Zona cenagosa (toda la zona pantanosa – 67,35 % de la mayor área de la cuenca) coincide con la zona de conservación del área protegida de recursos manejados.* Le Parc national Ciénaga de Zapata de Cuba est la plus grande zone humide de la Caraïbe insulaire grâce à une superficie de 418 925 ha, dont 137 060 ha marine.

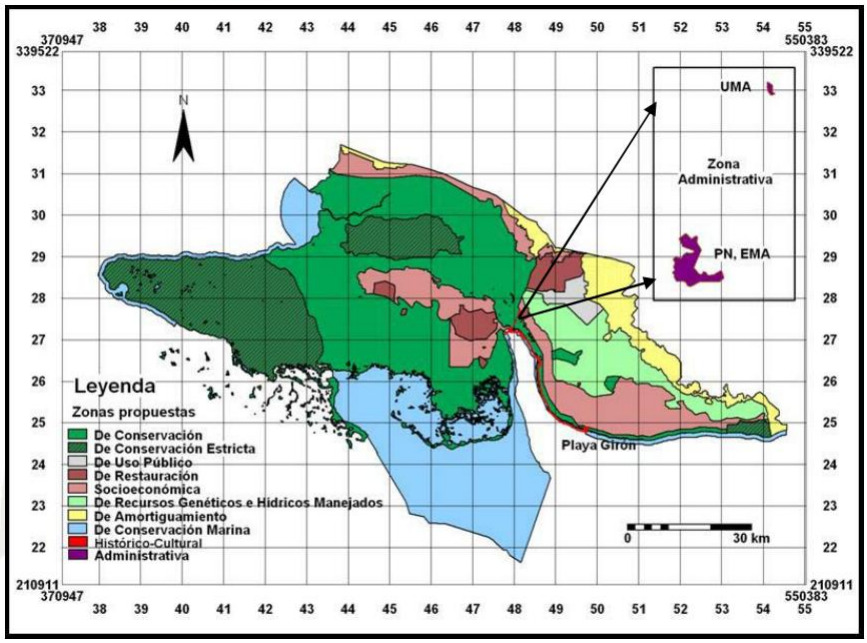
- *Zona corredor turístico (0,7 % del área de la cuenca) abarca la zona de uso público intensivo del plan de manejo del área protegida de recursos manejados*. Elle abrite les hôtels de plage et les *casas particulares* de la nouvelle classe de travailleurs indépendants sur la côte de la *Bahia de Cochinos*. La *Bahia de Cochinos* est *una zona histórico-cultural* au passé sanglant : l'échec états-unien de renversement du régime castriste du *Triunfo* le 17 Avril 1961 ; la décapitation du pirate français Gilbert Giron au 17eme siècle à ses tentatives de pillage de la région. Actuellement, la zone côtière est gérée par le *Decreto-Ley 212* qui y régule des usages communs laissés à l'administration centrale du CITMA (Art. 12). Le texte juridique tient compte de la fragilité des *cayerias y peninsulas* Cayo Diego Pérez et Cayos Blancos del Sur en y imposant *un estudio de impacto ambiental* aux travaux ou activités permanentes (Art. 24-28).

Le contenu du document d'aménagement ne démontre pas d'un positionnement genré. Pourtant, les blogs de voyage, les sites d'agences, les chaînes Youtube des projets gouvernementaux sur le Parc national Ciénaga de Zapata attestent de l'implication de : (1) femmes agricultrices ; (2) femmes hôtes et/ou propriétaires de *fincas y patios agroecológicos* ; (3) femmes hôtes et/ou propriétaires d'hôtels de plage et de *casas particulares* dans le déploiement des activités économiques liées au Parc.

Anexo 1. MODELO DE ORDENAMIENTO TERRITORIAL PROPUESTO.



Plan d'aménagement du bassin versant de Ciénaga de Zapata



Zonage fonctionnel de la réserve de biosphère de Ciénaga de Zapata

Carte 34. Cartographie de la répartition spatiale du Parc Ciénaga de Zapata de Cuba **(DPPF Matanzas, CNAP)**

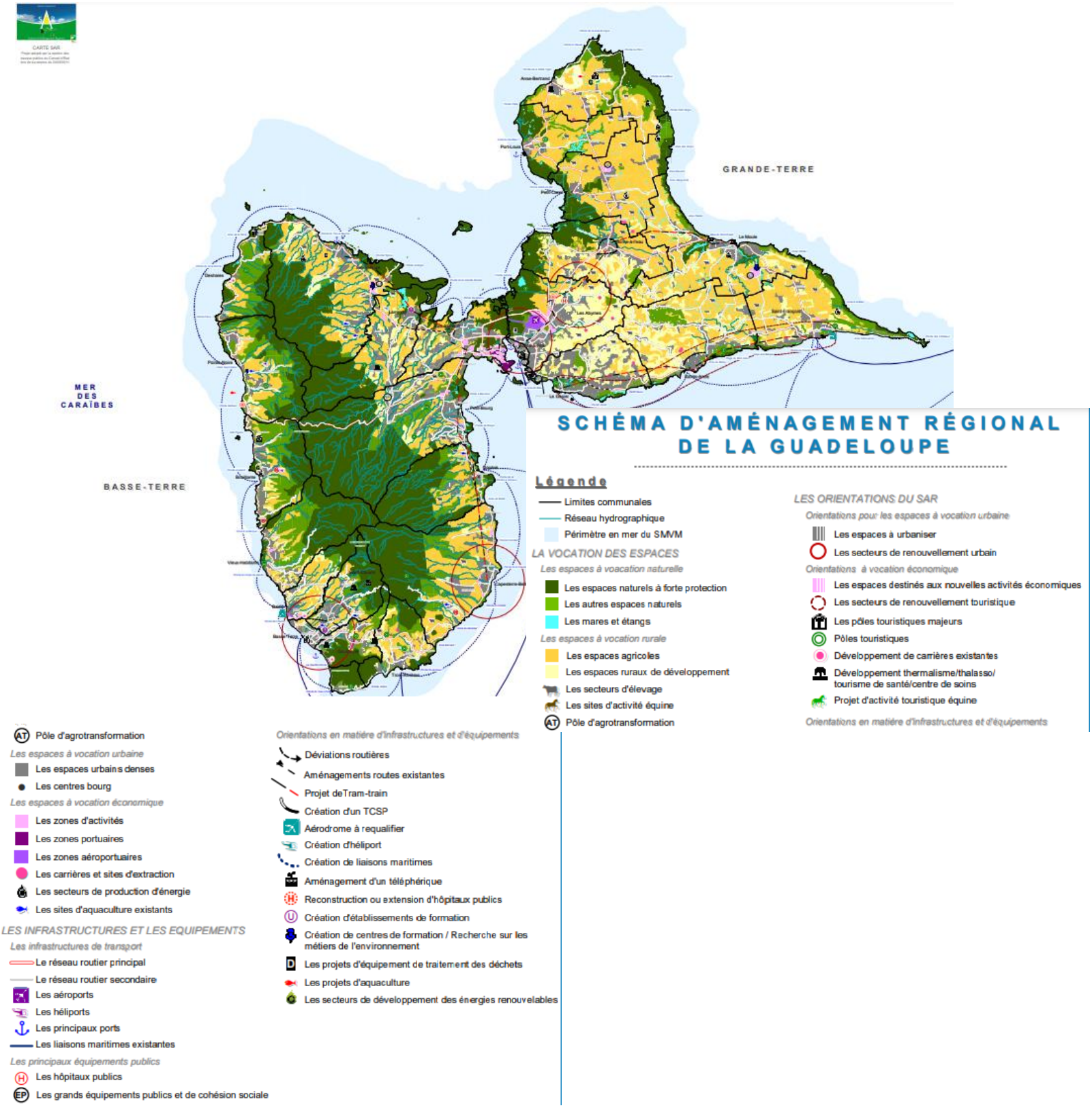
En Guadeloupe, la Charte de territoire du Parc national a été élaborée en veillant à sa compatibilité avec le Schéma d'Aménagement Régional-SAR (**Réf.** Carte 34). Elle s'impose sur le Schéma de mise en valeur de la mer portant « sur une partie du territoire qui constitue une unité géographique et maritime et présente des intérêts liés, concurrents ou complémentaires, au regard de l'aménagement, de la protection et de la mise en valeur du littoral. » (Art. 1)[941] lorsque celui-ci est associé à un cœur de Parc. Le document de planification du SAR sanctionné par le décret n° 2011-1610 du 22 novembre 2011 du Conseil d'État français renferme :

> « La vision […] d'une Guadeloupe, territoire d'excellence et véritable référence dans la Caraïbe et dans le monde dans chacun des trois piliers du développement durable : une croissance économique basée sur une richesse et une vraie valeur ajoutée, le respect et la valorisation de l'environnement en liaison avec nos voisins de la Caraïbe, la volonté d'une équité sociale, véritable mesure de nos progrès. »

Avec, en plus… « la diversité culturelle, parce que l'homme guadeloupéen reste au cœur de mes préoccupations » pour citer le Président du Conseil régional Victorin Lurel (2011)[942]. Cette vision masculiniste de l'« homme guadeloupéen » dans la diversité culturelle a été remplacée par une narration genrée plus inclusive dans les autres parties du document. La femme et l'homme guadeloupéens ont été ultérieurement posés au centre de la stratégie économique ; en véritable richesse et potentiel pour le territoire régional dans un SAR qui « doit permettre de favoriser l'égalité des chances et de participer à une parité soutenue… » (p. 153, 157, 180)[943]. Le parti pris théorique se matérialise par la diversité de femmes dans les entreprises locales rattachées au Parc national de la Guadeloupe, et ceci, dans les mêmes secteurs que ceux du Parc national Cienaga de Zapata : agriculture *peyi*, hébergements créoles, cuisine métissée.

Le SAR de la Guadeloupe (**Réf.** Carte 35) contient des espaces à vocation naturelle et à vocation économique, des pôles touristiques ; au même titre que la *zona cenagosa*, *la zone forestal* (sylviculture), la *zona corredor turístico* du plan d'aménagement de Ciénaga de Zapata.

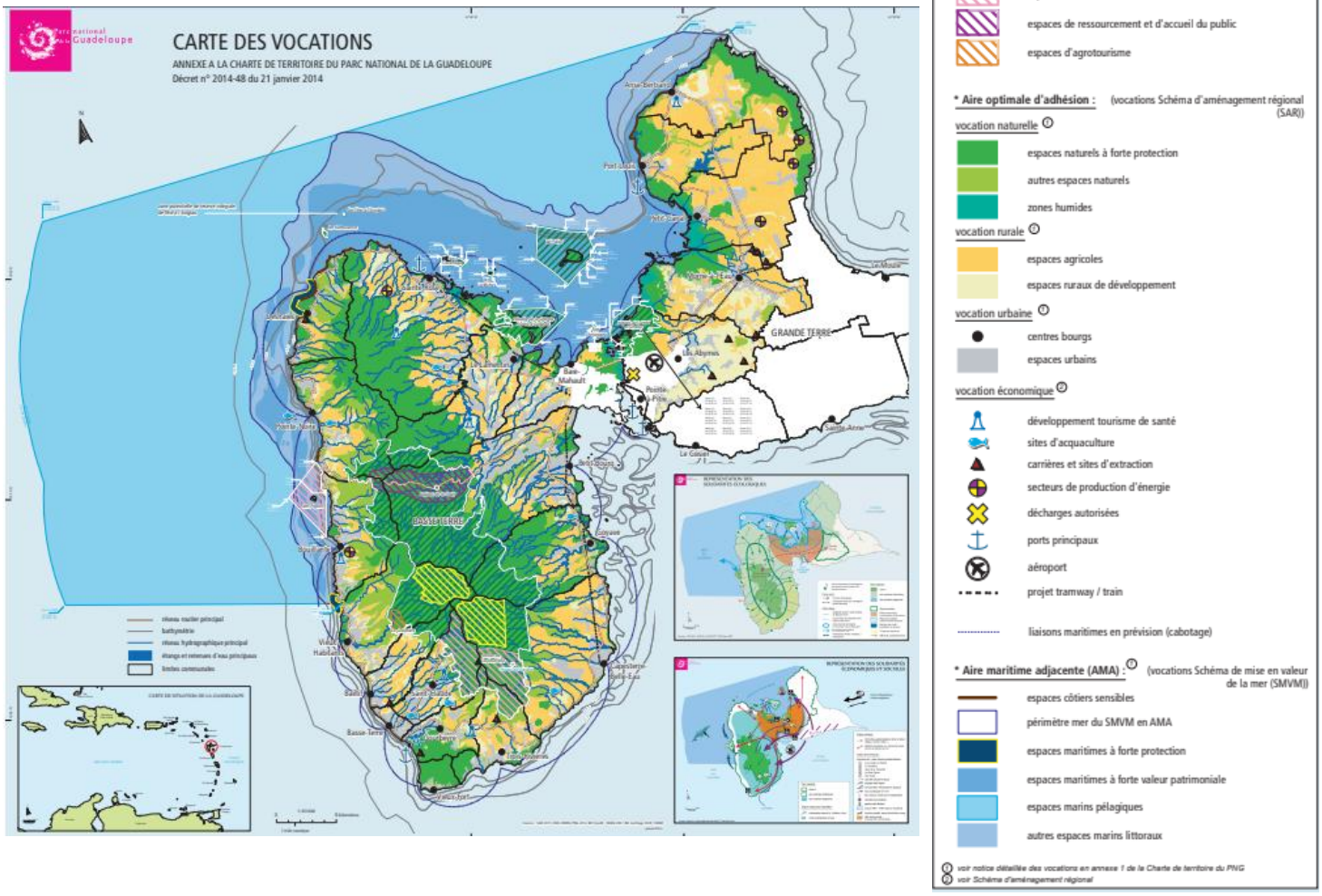
941 Décret n°86-1252 du 5 Décembre 1986 dans sa version modifiée.
942 Région Guadeloupe (2011). *Schéma d'aménagement régional de la Guadeloupe*. 481 p. https://www.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/RAPPORT.pdf
943 Selon le Schéma d'Aménagement Régional de la Guadeloupe en vigueur.



Carte 35. Schéma d'aménagement régional de la Guadeloupe

Les cœurs de parc (**Réf.** Carte 36) correspondent aux espaces naturels à forte protection du SAR. Les aires optimales d'adhésion du parc correspondent aux mêmes

espaces à vocations naturelle, rurale, urbaine, économique du SAR. Elles dévoilent une cohabitation entre l'économie et l'environnement ; entre la population caribéenne et la nature dans le projet de territoire de l'archipel de la Guadeloupe.



Carte 36. Carte des vocations du Parc national de la Guadeloupe **(PNG)**

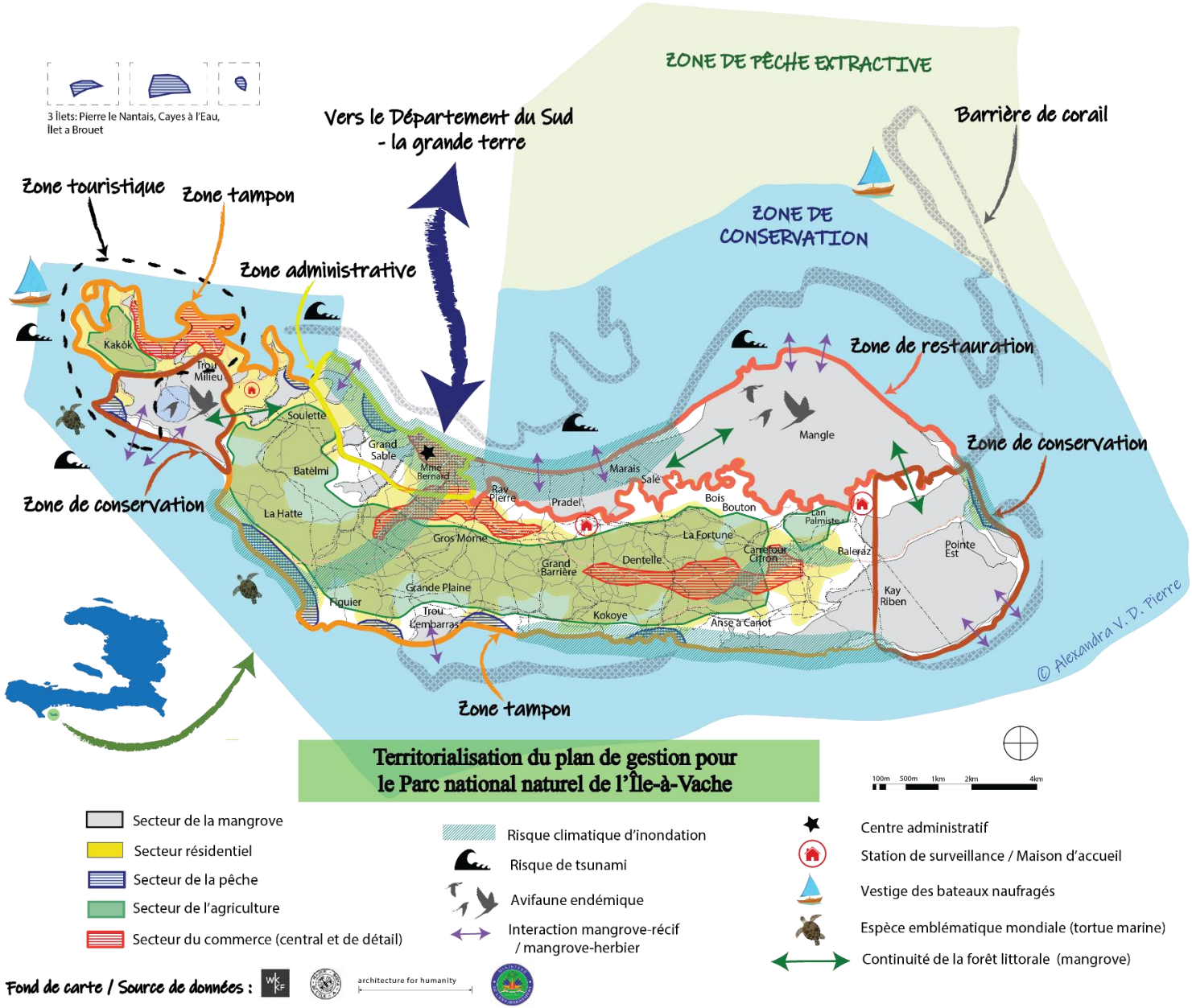
L'Île-à-Vache ne possède pas de plan d'aménagement. La carte de zonage de son Parc national pourra servir d'entrée à une répartition spatiale des activités anthropiques. Une proposition de carte de vocation du PNN-IAV a été illustrée à la page suivante. Elle est une combinaison des résultats des ateliers d'*Architecture for Humanity* (2013), de l'enquête de terrain de Septembre 2022 et de la carte de zonage issue du plan de gestion. Plus encore, la conception est une posture mitoyenne entre

les documents de planification du Parc national Ciénaga de Zapata à Cuba et du Parc national de la Guadeloupe. Elle renferme des espaces autoorganisés en secteur au lieu d'espaces à vocation et de pôles d'activités.

La territorialisation du plan de gestion (**Réf.** Carte 37) sera à compléter des principes à mettre en œuvre dans chaque aire de répartition du PNN-IAV à la manière des parcs nationaux de France. Sachant que le PNN-IAV doit être conçu dans une démarche d'appropriation de la protection par les populations locales et les visiteur.euse.s et poussant les réflexions de Giran (2003), les principes suivants devront être appliqués :

- le principe d'adhésion (politique inclusive et transversale de protection) relatif à une démarche de développement durable dans les aires culturo-centrées ;
- le principe d'autorité (politique réglementaire de protection) relatif à une démarche de conservation de la biodiversité dans des aires bio-centrées ;
- le principe de coopération (politique publique de la collectivité) relatif à une démarche de conciliation environnementale et de résilience climatique dans les aires anthropocentrées.

Le zonage des parcs nationaux concerne aussi ses espaces marins. Au Parc national naturel de l'Île-à-Vache, l'aire marine protégée a été divisée en zone de conservation et zone de pêche extractive sans une pensée poussée de planification spatiale.



Carte 37. Schématisation d'une proposition de plan de gestion pour l'Île-à-Vache **(Pierre, 2024)**

À Cuba, le zonage de l'aire marine protégée (**Réf.** Carte 38) du Parc national Ciénaga de Zapata a été illustré ci-dessous :

Carte 38. Offre de tourisme de nature du parc Cienega de Zapata de Cuba **(Mademoiselle Voyage, TODOCUBA, Valérie Collet, Altiplano, love traveling family, P.A.C Voyages, Civitalis)**

À noter que la carte expose des zones de pêche sportive plus étalées que les zones extractives, considérant que la pression très règlementée des touristes est plus faible. La géomorphologie sous-marine du Parc national, constituée de 3 sous-types[944], a conduit aux délimitations suivantes :

(1) *una zona no extractiva*

Une zone non extractive de 11 741 ha de sites ou biotopes fragiles, soit 8,69 % de la superficie marine, divisée en :

- zone de conservation stricte constituée de terrasses marines avec les récifs coralliens de 4 685 ha de Nirvana considérés comme les mieux préservés de

944 (1) *Abrasivas aterrazadas* dans des profondeurs allant de 18 à 40 m ; (2) *Abrasivo-acumulativas* dans des profondeurs allant de 0 à 18 m ; (3) *Acumulativas planas* dans des profondeurs allant de 0 à 3 m.

Cuba et, les récifs coralliens de 7 056 ha situés sur la marge occidentale de l'entrée de Cayo Piedras.
Objectif : Servir de référence et assurer la protection de ressources dans un état relativement intact.

- réserve de pêche de 59 653 ha, soit 44,14 % de la superficie marine, importante au maintien des populations reproductrices d'espèces capturées par les coopératives de pêche.
- Objectif : Assurer les conditions nécessaires à la reproduction des espèces, notamment l'albula vulpes, le vivaneau et la langouste ; et servir de « stocks » aux géniteurs, aux larves et de refuges.

(2) *una zona recreativo – contemplativas* :

- zone de pêche sportive (récréative), de 38 387 ha de lagunes de basse altitude, soit 28,41 % de la superficie marine.
  Objectif : Pratiquer des activités de pêche sportive de capture et de remise à l'eau du tourisme.
- zone de baignade et d'observation de la faune et de la flore de 1 357 ha, soit 1 % de la superficie marine.
  Objectif : Pratiquer des activités de baignade dans des plages présentant des conditions optimales (pente et qualité de l'eau appropriées) ; Observer la faune marine et terrestre depuis la surface.
- zone de plongée sous-marine et de plongée contemplative avec tuba de 21 845 ha, soit 16,16 % de la superficie marine.
  Objectif : Réaliser l'activité de plongée conformément aux directives de gestion durable de la zone.

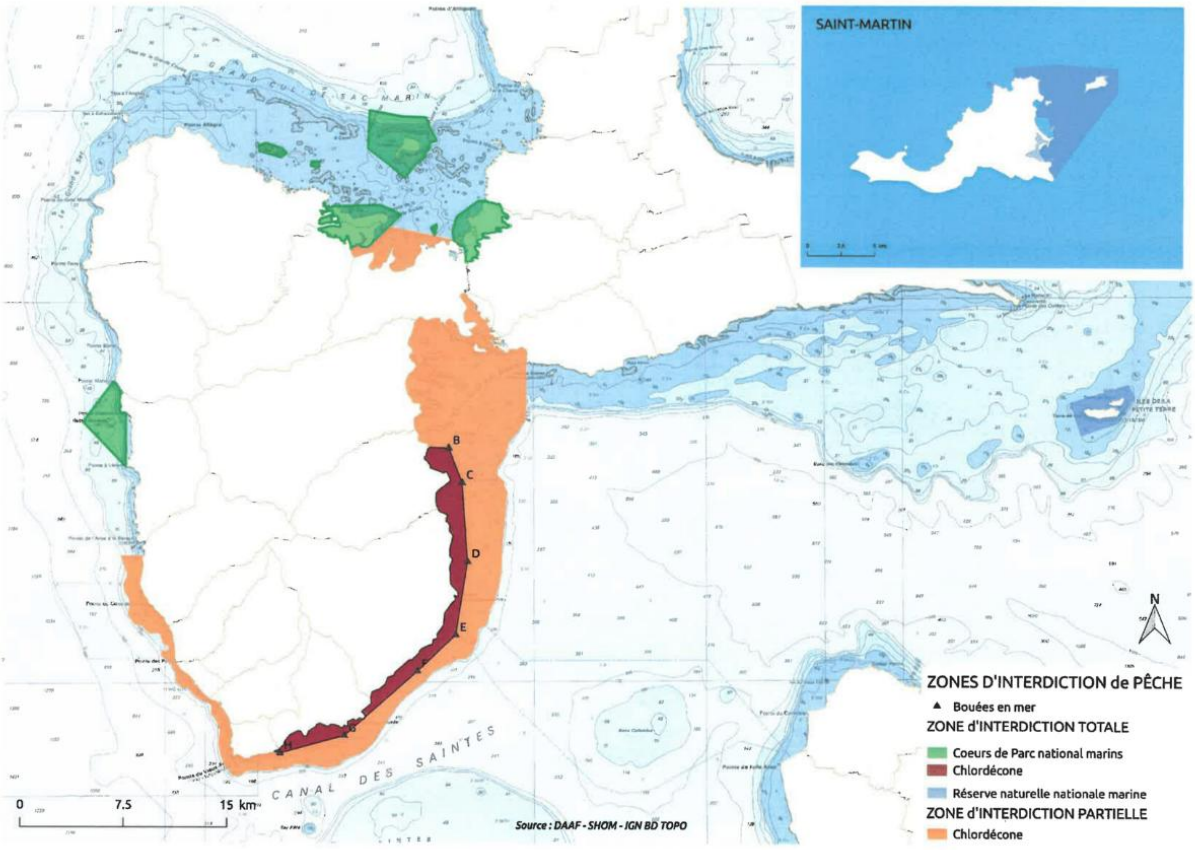
(3) *una zona administrativa* :

- zone de mouillage des navires, constituée de points répartis dans l'ensemble de la superficie marine.
  Objectif : Proposer des points d'ancrage causant des dégâts moindres au milieu marin.
- zone de trafic maritime, constituée du couloir de circulation des bateaux de la coopérative de pêche et autres navires de/vers la baie des Cochons.
  Objectif : Permettre un couloir de circulation de bateaux dans l'AMP.

(4) *las zonas extractivas*

- zone de pêche artisanale de subsistance de 2 158 ha, soit 1,60 % de la superficie marine.
  Objectif : Maintenir une zone de pratique de la pêche par les populations locales.

En Guadeloupe, les eaux du Parc national sont soumises à l'arrêté n° 971-2019-08-20-003 / S25C-919082015150 portant réglementation de l'exercice de la pêche maritime côtière dans les eaux du département de la Guadeloupe (**Réf.** Carte 39). La règlementation a établi des zones d'interdiction totale et partielle de pêche de loisirs. Elle porte également sur les espèces autorisées à la pêche de loisir, la taille minimum autorisée et le nombre de captures autorisé.



Carte 39. Répartition des zones d'interdiction de pêche à la Guadeloupe

En Haïti, l'organisation Reef Check a fait une proposition d'activités alternatives au MdE (**Réf.** Carte 40) sachant que les eaux marines du PNN-IAV sont divisées en zone de conservation et zone de pêche extractive.

Carte 40. Proposition de planification spatiale des eaux marines du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Reef Check, Haïti)**

8.3. Les forces de surveillance du Parc national naturel de l'Île-à-Vache en Haïti

La surveillance du Parc National Naturel de l'Île-à-Vache incombe : (i) aux agents du Corps de Surveillance Environnementale (CSE) affecté à la DISE du MdE, et (ii) aux agents de la BSAP de la Direction de Surveillance des Aires Protégées de l'ANAP. À la nomination du premier Directeur général de l'Agence, 100 agents du CSE y ont été transférés en 2018 dans le but de constituer la BSAP : « La version actuelle de la BSAP qui supplante, aux yeux de l'opinion publique haïtienne, le Corps de Surveillance Environnementale (CSE)… » selon le membre de cabinet Ronald Toussaint (2024)[945]. D'après le Centre d'Analyse et de Recherche en Droits de l'Homme - CARDH (2021), la BSAP sert aussi aux activités criminelles. Les autorités et les populations locales ont attiré l'attention sur les agissements d'extrapolation de leur mission « de surveillance environnementale des unités d'aires protégées et des sites écologiques en Haïti »[946]. Selon l'ancien Sénateur du Nord-Est Jean Baptiste Bien-Aimé :

> « Cette structure a raté sa vocation et s'est transformée en un véritable corps paramilitaire, sorte de « milice du PHTK[947] » qui opère dans ce département du Nord-Est… »

plus encore :

> « La BSAP est une milice forte de plus de 1 500 hommes à la solde du pouvoir en place dont la mission principale serait de conduire la répression contre les paysans dont la famille présidentielle et ses proches ont dépossédé de leurs terres dans les communes de Caracol, de Terrier-Rouge, de Trou du Nord (Nord-Est), de Quartier-Morin et de Limonade (Nord) »[948].

Le Directeur général de l'ANAP de l'époque s'est défendu d'une BSAP travaillant sous l'autorité de l'agence et sous supervision de la PNH sur le terrain. Il a rappelé

945 Haïti Climat (2024, 18 Mars). *L'Agence Nationale des Aires Protégées, entre l'urgence d'agir et la politisation*. https://haiticlimat.org/site/la-gence-nationale-des-aires-protegees-entre-lurgence-dagir-et-la-politisation/ (consulté le 18 Août 2024).
946 ANAP (2024). *Gestion de la surveillance environnementale des unités d'aires protégées et des sites écologiques en Haïti*. https://anap.gouv.ht/index.php/abe-comite-pilotage/77-slide-show/693-gestion-de-la-surveillance-environnementale-des-unites-d-aires-protegees-et-des-sites-ecologiques-en-haiti (consulté le 19 Août 2024).
947 Selon le Directeur général du Ministère de la Justice Jean Roudy Aly, le Parti Haïtien *Tèt Kale* (PHTK) est « un parti de centre droit à tendance libérale, favorable au désengagement de l'État dans l'économie, à la transformation profonde et durable du pays ». Le Parti a été proche du Président Joseph Michel Martelly qui a facilité la création de l'Académie *Mouvman Tèt Kale* dont la principale mission a été de voler au secours des personnes en difficulté. Il a endossé la candidature du Président feu Jovenel Moïse aux élections de 2015 reprises en 2016.
948 Geffrard, F. B. (2020, 3 Juin). La Brigade de Sécurité des Aires Protégées (BSAP), est-elle une milice ? *RHI News*. https://www.rhinews.com/actualites/la-brigade-de-securite-des-aires-protegees-besap-est-elle-une-milice/ (consulté le 19 Août 2024).

qu'elle a été mise sur pied pour combler un vide créé par la démobilisation des FAd'H[949].

Les multiples rappels à l'ordre des autorités centrales ont été insuffisants pour contenir les débordements opérationnels de la BSAP :

- la note circulaire du 10 Décembre 2020 de la DG de l'ANAP sur la non-substitution du badge de service au permis de port d'arme et l'utilisation d'armes de service exclusivement dans l'espace de leurs travaux[950] ;
- la révocation des badges des agents et l'établissement, le 18 Mars 2022[951], de la Commission[952] d'évaluation et de restructuration du CSE avec la Directrice des ressources humaines du MdE comme Secrétaire[953];
- l'interdiction par le Gouvernement de circulation des agents avec des armes à feu dans les villes à partir du 29 Janvier 2024[954].

Parmi les exactions reprochées à la BSAP peuvent être énumérées : une introduction illégale au sous-commissariat de l'hôpital Justinien du Cap-Haïtien dans le but de libérer l'agent Youdlex Sylvestre en garde à vue pour détention illégale d'arme à feu[955] ; l'interpellation de l'agent Kesnel Joseph arrêté à Delmas 31 pour trafic illégal d'armes à feu[956] ; les accusations de menaces du Responsable Nord-Est de la BSAP proférées à l'encontre du journaliste Jean Rony Augustin de Ouanavision[957] ; le désarmement et le cambriolage d'un convoi de 8 agents de l'Unité de Sécurité Générale du Palais National (USGPN) à Morne à Cabris[958]. En attendant, la BSAP a été,

949 Anmwe News (2021, 5 Janvier). *Haïti : Le directeur de la BSAP nie l'implication de ces membres dans les violences à Canaan*. https://news.anmwe.com/haiti-le-directeur-de-la-bsap-nie-limplication-de-ces-membres-dans-les-violences-a-cannaan/ (consulté le 19 Août 2024).
950 Numa, L. S. (2020, 12 Décembre). Haïti / Sécurité : Le chef de la BSAP tente de ramener à l'ordre, les agents se rebellent. *Impulse Webmedia*. https://www.impulsewebmedias.com/?p=9600 (consulté le 19 Août 2024).
951 Press Lakay (2022, 18 Mars). *Haïti: présentation des membres de la commission d'évaluation du corps de surveillance environnementale*. https://presslakay.net/haiti-presentation-des-membres-de-la-commission-devaluation-du-corps-de-surveillance-environnementale/#google_vignette (consulté le 19 Août 2024).
952 D'après Haïti Climat (2022), les membres de la Commission sont : Jean François Thomas, ancien Ministre de l'Environnement et ancien Directeur de la DISE (président) ; Jeantel Joseph, Directeur général de l'ANAP (vice-président) ; Musette Thomas, Directrice des ressources humaines du MDE (secrétaire) ; Thermonfils Petit, Directeur des Ressources humaines de l'ANAP ; Joarilus Placide, Responsable de la BSAP ; Frantz Daniel Pierre et Floréal Lubin (membres).
953 Communiqué MDE/JC/BM-mjp/02-22-569 titré « Le Ministère de l'Environnement annule tous les badges des agents et agentes de la Brigade de Surveillance des Aires Protégées (BSAP) pour un filtrage et un examen appropriés ».
954 Boisrond, R. (2024, 30 Janvier). Les agents armés de la BSAP interdits de circuler dans les villes. *Haiti.Loopnews.* https://haiti.loopnews.com/content/le-gouvernement-interdit-aux-agents-bsap-de-circuler-avec-des-armes (consulté le 19 Août 2024).
955 Celiné, S. (2020, 24 Décembre). La liste des exactions attribuées à la BSAP s'allonge. *Ayibopost*. https://ayibopost.com/la-liste-des-exactions-attribuees-a-bsap-sallonge/ (consulté le 19 Août 2024).
956 Police Nationale d'Haïti – PNH (2021, 28 Septembre). *Suite à une filature, la Police Nationale, à travers la Direction Centrale de la Police Judiciaire (#DCPJ), a interpellé, en date du 21 septembre 2021…* [Vidéo attachée] [Publication]. Facebook. https://fb.watch/u2W07s-D99/ (consulté le 19 Août 2024).
957 Numa, L. S. (2020, 20 Novembre). OUANAMINTHE/ MENACE-PRESSE : Des menaces proférées à l'encontre du journaliste Jean Rony AUGUSTIN de Ouanavision. *Impulse Webmédia*. https://www.impulsewebmedias.com/?p=9317 (consulté le 19 Août 2024).
958 Rezo Nòdwès (2020, 23 Décembre). *Attaque BSAP (milice privée) contre un convoi de l'USGPN ; conspiration ou mise en scène ?* https://rezonodwes.com/?p=212205 (consulté le 19 Août 2024).

jusqu'en 2021, absente de l'AMP Baradères-Cayemites parmi les 26 aires protégées sur lesquelles elle aurait dû être déployée[959]. Le feu de forêt de 2023 du Parc Macaya a été attribué par l'Ingénieur-Agronome Anel Dorléan à l'absence de surveillance étatique[960]. Les perceptions de « milice privée en gestation », « d'entité paramilitaire à la solde des politiques » sont confortées par une méthode de recrutement en dehors des normes de l'Office de Management et des Ressources Humaines (OMRH) pour l'administration publique haïtienne : l'intégration payante.

Les montants de cette intégration payante varient. Certains ont divulgué avoir déboursé jusqu'à 40 000 gourdes ~ 275 euros pour intégrer la brigade d'un pays où le salaire moyen est de 134 euros par mois[961]. D'autres ont divulgué 300 000 gourdes ~ 2 057 euros réparties comme suit : 15 000 ~ 103 euros pour l'uniforme ; 75 000 ~ 514 euros en moyenne pour l'inscription ; 220 000 ~ 1 508 euros pour l'acquisition d'une arme personnelle sur le marché informel et d'autres accessoires[962]. Ces recrutements en série ont activement contribué aux 4 000 agents à porter l'uniforme et à être armés en 2021 d'après les propos recueillis par le quotidien Le Nouvelliste auprès d'un ancien Ministre. Officiellement, les agents ne seraient que 1 207 dont les traitements bénéficient de sources diverses de financement qui contribuent à créer le flou sur leur effectif réel. Quelques 500 d'entre eux ont même été formés par l'Association Militaire d'Haïti[963] dans laquelle ils sont membres. 300 ont été en entraînement dans la commune de Camp-Perrin du Sud d'Haïti après l'installation de 15 devant des autorités départementales en Novembre 2023[964].

La BSAP a acquis une réputation « de héros », de « protecteur autoproclamé »[965] en Août 2023 durant la construction du canal de Ouanaminthe (Nord d'Haïti) à partir de la rivière Massacre[966] entre Haïti et la Dominicanie. La reprise

959 Rezo Nòdwès (2021, 2 Août). *Une « aire protégée » sans aucune protection à Pestel*. https://rezonodwes.com/?p=246395 (consulté le 19 Août 2024).
960 AlterPresse (2023, 13 Mars). *Haïti-Environnement : Une absence de surveillance étatique à l'origine du feu au Parc national de Macaya*. https://www.alterpresse.org/spip.php?article29123 (consulté le 20 Août 2024).
961 Données mondiales (2024). *Haïti, République semi-présidentielle*. https://www.donneesmondiales.com/amerique/haiti/index.php (consulté le 19 Août 2024).
962 CARDH (2021). Haïti **:** Hégémonie de la criminalité et responsabilité de protéger. 29 p. https://cardh.org/wp-content/uploads/2021/06/Haiti-regne-de-la-criminalite-et-responsabilite-de-proteger.pdf (consulté le 19 Août 2024).
963 D'après la note du 6 Février 2024 de l'Association Militaire d'Haïti signée par le Major Dieunor J. Alexandre, Secrétaire exécutif et le Léopard Ashley Laraque, Porte-Parole.
964 Louis-Jeune, R. et Phontus, J. (2024, 16 Janvier). Guy Philippe à tout prix : la BSAP se renforce et se dit prête pour la lutte. *Ayibopost*. https://ayibopost.com/guy-philippe-a-tout-prix-la-bsap-se-renforce-et-se-dit-prete-pour-la-lutte/ (consulté le 19 Août 2024).
965 François, S. J. (2024, 19 Janvier). Révolution à la Guy Philippe, le problème BSAP refait surface. *Le Courrier de la nation*. https://www.le-courrierdelanation.com/societe/article/2024/01/19/revolution-a-la-guy-philippe-le-probleme-bsap-refait-surface (consulté le 20 Août 2024).
966 La rivière Massacre doit son nom au destin funeste de plus de 12 000 Haïtiens et Dominicains noirs installés sur le côté dominicain de la rivière nommée *Dajabon* sur la terre voisine. Leur assassinat a été orchestré en 1937 par le dictateur Rafael Trujillo poussé par une vague de nationalisme dominicain anti-haïtien.

de ces travaux devenue un enjeu diplomatique binational s'est consignée dans la suite des actions du feu Président Moïse concernant l'irrigation de 3 000 ha de terre dans la plaine de Maribaroux. Elle s'est transformée en une initiative citoyenne financée par les efforts musculaires d'ouvrier.ère.s bénévoles et l'apport monétaire de 194 505 dollars US[967] reçus de plus de 2 000 donateur.trice.s haïtien.ne.s et étrangers : le Mouvement *Kanal la P'ap Kanpe* (KPK)[968]. À défaut du CSE, de la PNH et de l'embryon des FAd'H, la BSAP a été la première structure étatique armée à défendre les Haïtiens.ennes des démonstrations de force des militaires dominicains. Elle s'est identiquement interposée aux Haïtien.ne.s pour les empêcher de lancer des pierres contre les militaires voisins ayant pénétré le territoire national[969].

Pendant que l'ANAP a prôné de la BSAP une profession hiérarchisée assignée de 5 grades allant de Chef d'équipe à Commandant départemental[970], le Cabinet du Ministre opte pour une nouvelle architecture du CSE au complet. Il entend la repartir en : (1) brigade des aires protégées terrestres et maritimes ; (2) brigade de surveillance de l'espace urbain et du littoral ; (3) brigade d'appui au relèvement des catastrophes ; (4) brigade de protection du cadre de vie en milieu rural[971]. Au report du DG de l'ANAP par le Premier Ministre, la BSAP a visiblement manifesté des prétentions politiques. Elle a exprimé son soutien à l'opposant Guy Philippe expulsé en Haïti après avoir été emprisonné aux États-Unis pour blanchiment d'argent. Le responsable de la BSAP du Nord-Est Pierre Fritzner a affirmé que « son unité, inscrite comme organe juridique dans la constitution haïtienne, ne déposera pas les armes, mobilisant ses agents à travers le pays pour renverser le pouvoir d'Ariel Henry »[972]. Lors des manifestations politiques du 7 Février 2024, les populations du Grand Nord encadrées par la BSAP ont eu à scander : « Vive BSAP ! À bas la police ! » ; « Si la police nous tire dessus, on appellera la BSAP »[973]. D'après le défenseur des droits humains Pierre Espérance, ce corps avec moins de 200 armes fonctionnelles pourrait

967 Pierci, W. (2024, 16 Mai). 200 000 dollars reçus pour le canal: P4H insiste sur la transparence. *Ayibopost*. https://ayibopost.com/200-000-dollars-recus-pour-le-canal-p4h-insiste-sur-la-transparence/ (consulté le 19 Août 2024).
968 Traduit du créole haïtien en français par « Le canal ne s'arrêtera pas ».
969 RTMétropole (2023, 8 Novembre). *La BSAP empêche des heurts entre des haïtiens et des militaires dominicains*. https://metropole.ht/la-bsap-empeche-des-heurts-entre-des-haitiens-et-des-militaires-dominicains/ (consulté le 19 Août 2024).
970 D'après le site de l'ANAP (2024), la BSAP a une structure hiérarchisée avec les grades ainsi définis : i) Garde Environnemental I (GI) Chef d'équipe ; ii) Garde Environnemental II (GII) Chef d'escouade ; iii) Garde Environnemental III (GIII) Assistant Commandant de peloton ; iv) Garde Environnemental IV (GIV) Commandant de peloton ; vi) B Chef de Brigade (C.B) Commandant Départemental
971 Duffault, W. (2024, 18 Mars). *L'Agence Nationale des Aires Protégées, entre l'urgence d'agir et la politisation*. https://haiticlimat.org/site/la-gence-nationale-des-aires-protegees-entre-lurgence-dagir-et-la-politisation/ (consulté le 19 Août 2024).
972 Villardouin, C. (2024, 31 Janvier). Bras de fer à Ouanaminthe : La Brigade des Aires Protégées défie l'autorité ce mercredi 31 janvier 2024 et exige le départ d'Ariel Henry ! *Explosion Info.* https://www.explosioninfo.com/2024/01/bras-de-fer-ouanaminthe-la-brigade-des.html?m=0 (consulté le 19 Août 2024).
973 Numa, M. L. (2024, 7 Février). La BSAP avec le peuple dans les rues ! *Haïti Liberté*. https://haitiliberte.com/la-bsap-avec-le-peuple-dans-les-rues/ (consulté le 19 Août 2024).

devenir une menace importante s'il arrive vraiment à s'allier avec des agents de la PNH et les gangs[974].

La BSAP a été un sujet de discorde flagrant entre le Bureau du Ministre de l'Environnement et la Direction générale de l'ANAP. En ayant outrepassé ses responsabilités confinées aux aires protégées, elle a fait ressortir la faiblesse des corps traditionnels du pays (la PNH et les FAd'H remobilisées en 2017) et l'importance de la présence d'un CSE dans la sécurisation des ressources naturelles. Les agents ont supplanté les missions de garantie de l'ordre[975] et de l'intégrité du territoire[976] des forces publiques pendant le mouvement citoyen KPK et autres revendications sociales des populations locales. Ils ont eu des échanges de tirs nourris avec des agents du sous-commissariat de Pétion-Ville, dont des rafales d'armes automatiques : 5 d'entre eux ont été tués par la PNH à Laboule et 3 d'entre eux, dont l'agente Sindia Paul ont été interpellés[977]. L'Association Militaire d'Haïti a mis en garde [les acteurs politiques] « contre toute infiltration ou instrumentalisation de la BSAP dans des actions de provocation avec les FAd'H et la PNH » dans sa note du 6 Février 2024. Les agents de la BSAP se sont emparés de la mission d'alerte environnementale de la DISE opérationnalisée par le CSE dans un espace non protégé par ces affirmations :

> « Notre rôle est de protéger l'environnement. Le canal sera une bonne cause pour l'environnement, le pays, les paysans. Quelle que soit l'initiative positive qui est entreprise à travers le pays, la BSAP sera aux côtés de la population »[978].

Bien que le défenseur des droits humains Antonal Mortimer les considère « au service de l'État au même rang que les policiers »[979], leur provenance insolite et leur

974 Gazette Haïti (2024, 24 Janvier). *Pierre Espérance : « La BSAP, sans une alliance avec les gangs et la complicité de la police n'est rien … »*. https://www.gazettehaiti.com/node/10712 (consulté le 19 Août 2024).
975 D'après l'Article 269.1 de la Constitution de 1987, « elle [la PNH] est créée pour la garantie de l'ordre public et la protection de la vie et des biens des citoyens ».
976 D'après l'Article 264 de la Constitution de 1987, « Les Forces Armées d'Haïti sont instituées pour garantir la sécurité et l'intégrité du Territoire de la République ».
977 Laroche, A. (2024, 7 Février). Haïti-Mobilisation : 5 agents de la BSAP tués à Laboule 11. *Haiti Press Network*. https://www.hpninfo.com/post/ha%C3%AFti-mobilisation-deux-agents-de-la-bsap-tu%C3%A9s-%C3%A0-laboule-11 (consulté le 19 Août 2024).
978 Daudier, V. (2023, 28 Septembre). Canal sur la rivière Massacre: des agents de la BSAP et des membres de la population en protecteurs des travaux. *Le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/244639/canal-sur-la-riviere-massacre-des-agents-de-la-bsap-et-des-membres-de-la-population-en-protecteurs-des-travaux (consulté le 20 Août 2024).
979 Vant Bèf Info (2024, 9 Février). *5 agents de la BSAP tués : des organisations de droits humains réclament l'ouverture d'une enquête*. https://vantbefinfo.com/5-agents-de-la-bsap-tues-des-organisations-de-droits-humains-reclament-louverture-dune-enquete/ (consulté le 23 Août 2024).

statut en dehors de la loi les positionnent en « délinquants écologiques ». Effectivement, leur composition payante relève :

(i) de populations locales motivées par un vigilantisme individuel dans la défense de leurs biens ;
(ii) d'alliés du régime au pouvoir en perspective du prochain cycle des élections législatives et présidentielles ;
(iii) d'individus mêlés dans des activités criminelles[980] favorisées par l'isolement géographique des aires protégées, en s'inspirant de la catégorisation du CARDH (2021 : p.12).

Ces agent.e.s non strictement encadré.e.s par l'État ont en prime la responsabilité de «…constater les infractions liées à l'environnement et faire des suivis judiciaires contre les auteurs » en tant que CSE. Dans une proposition d'institutionnalisation, l'Association Militaire d'Haïti a invité le Premier Ministre Ariel Henry à « […] passer les instructions nécessaires pour que la BSAP soit transférée sans délai sous le commandement des FAd'H ». Car, les 2 seules forces reconnues par la Constitution de 1987 en vigueur en Haïti sont les FAd'H et les Forces de Police (Art. 263)[981].

> « Les Forces armées d'Haïti détiennent un rôle régalien de défense civile et du territoire national. De concert avec la Police Nationale d'Haïti, elles travaillent à la sécurisation et à la défense nationale »[982].

Des enquêtes de terrain auprès de l'ANAP ont révélé qu'un processus a été lancé en ce sens avec l'accord du Directeur Général. Le processus a avorté parce que l'ANAP n'a pas souhaité transférer la trésorerie associée en même temps que le personnel désaffecté.

Plus que les révocations de badges et les interdictions de circulation, les populations locales ont exprimé leurs inquiétudes face aux difficultés de contrôle de l'artillerie lourde de ces agents[983]. Ils utilisent des armes de guerre de provenance incertaine et sans réel entraînement dans un pays où circulent environ 500 000 armes

980 Des activités criminelles de drogues, de trafic d'armes, de blanchiment et autres.
981 D'après l'Article 263 de la Constitution de 1987, « La Force Publique se compose de deux (2) corps distincts : a) les Forces Armées d'Haïti ; b) les Forces de Police ».
982 Pierre, E. (2022). *Cérémonie de graduation de la 2eme promotion de soldats des Forces armées d'Haïti, baptisée Dutty Boukman* [Discours de graduation]. Clercine, Haïti.
983 Explosion Info (2022, 23 Février). *Haïti/ Insécurité : Selon un communiqué du Ministère de l'Environnement, les badges de la BSAP (Brigade de Sécurité des Aires Protégées) sont désormais annulés.* https://www.explosioninfo.com/2022/02/haiti-insecurite-selon-un-communique-du.html?m=1 (consulté le 19 Août 2024).

à feu illégales en 2019 et environ 45 000 armes légalisées en 2020[984]. L'un des leurs a été impliqué dans la mort d'un jeune homme de 16 ans dénommé Kendy Jérémy à Cayes-Jacmel (Sud-Est) dans la nuit du 11 au 12 Août 2024, à la suite d'un différent entre l'(ex)agent Jérôme Benel et un autre citoyen[985]. Un autre, Terde Beaublanc, a été arrêté à Fonds des nègres (Nippes) pour avoir cambriolé 455 000 gourdes ~ 3 115 euros dans une station d'essence à Kafou Zaboka[986]. Une commission technique de restructuration de l'ANAP composée notamment de représentants masculins de l'Agence, de la PNH et des FAd'H a été nommée à la tête de l'ANAP en report du Directeur Général.

L'inefficacité de la Commission a été prévisible depuis sa constitution. Des noms ont été publiés dans l'arrêté adopté en Conseil des Ministres en date du 23 Janvier 2024 sans le consentement préalable des concernés. Et, aucun des états d'avancement imposés par l'arrêté n'a été communiqué au public, ni les mesures potentiellement entreprises dans le délai réglementaire d'un mois arrivé à échéance le 23 Février 2024. Le Ministre James Cadet, ancien agent de la PNH, a été incapable de résultats dans la gestion de la crise de l'ANAP malgré l'établissement de 2 commissions devenues fantômes. Il démontre un manque avéré de leadership politique avec des répercussions flagrantes sur la sécurisation des AMP à l'échelle nationale. De là, la sympathie de l'opinion publique a poussé la diaspora haïtienne à s'engager dans la construction de la première base de la brigade près de la rivière Massacre[987]. Grâce à une solidarité citoyenne, la BSAP est en train de disposer de bureaux formels avant : (a) l'ANAP, hébergée dans une maison-bureau louée à un particulier à Tabarre ; (b) et le MdE transféré dans les containers allergènes du Parc industriel métropolitain de Port-au-Prince. Au PNN-IAV, la BSAP renferme une vingtaine d'agents travaillant en collaboration avec le Maire. Ces agents ont été formés par des membres du corps affectés aux Cayes et à Port-au-Prince. Ils ont été entrainés sur les pistes de l'aviation civile des Cayes et ont versé une cotisation pour intégrer la brigade.

984 Celiné, S. (2021, 18 Janvier). 500 000 armes à feu circulent dans le pays. Seulement 45 000 sont légales. *Ayibopost*. https://ayibopost.com/500-000-armes-a-feu-circulent-dans-le-pays-seulement-45-000-sont-legales/ (consulté le 20 Août 2024).
985 Réalité Info (2024, 16 Aout). *Haïti : Un agent de la (BSAP) a mortellement blessé un adolescent d'une balle à la tête*. https://realiteinfo.com/haiti-un-agent-de-la-bsap-a-mortellement-blesse-un-adolescent-dune-balle-a-la-tete/ (consulté le 19 Août 2024).
986 Journal Haïtien (2024, 29 Août). *Lapolis mare yon Ajan BSAP tankou krab, li vòlè 91 mil dola nan yon ponp Gazolin* [Vidéo]. Youtube. https://www.youtube.com/watch?v=_yAT2-pMbpA
987 Lauture, L. (2024, 18 Août). La première base de BSAP en Haïti, en construction. *Le Placentin*. https://leplacentin.com/post/18-08-2024-la-premiere-base-de-bsap-en-haiti-en-construction (consulté le 19 Août 2024).

La Mairie de l'Île-à-Vache détient le privilège d'instaurer une brigade municipale à même d'influencer aussi la surveillance du PNN-IAV. La brigade municipale pourra agir parallèlement aux 4 policiers et à la vingtaine d'agents de BSAP. Elle serait instaurée en attendant l'établissement de la Police administrative municipale reconnue par le décret du 1er Février 2006 avec la mission suivante :

> « La Police Administrative Municipale (PAM) est déployée dans les Sections communales et s'occupe de la circulation, de l'assistance dans les rues aux enfants, aux vieillards et aux personnes handicapées, de la police des mœurs, de l'exécution des mandats des juges de paix de la commune, de la surveillance des bureaux publics communaux, du respect des arrêtés communaux notamment en ce qui concerne l'environnement » (Art. 116).

Il a fallu attendre 2018 pour rendre cette force opérationnelle voulue « Policom » par la Fédération NAtionale des Maires d'Haïti (FENAMH). Selon le Nouvelliste (2018, 22 Mars)[988], le Directeur général de la PNH a émis des réserves dans un premier temps, « s'inquiétant de la création d'une milice municipale à la merci des desideratas d'un maire ou d'une mairesse ». Pour le Président de la FENAMH, cette force doit aider la Mairie à empêcher les constructions anarchiques et les dépôts sauvages, à collecter les impôts locatifs. Faute de brigade municipale, le Maire de l'IAV est aidé par la BSAP dans le nettoyage des espaces publics, la sécurisation des activités publiques (retraite religieuse, reboisement).

Les craintes du DG de la PNG concernant cette police municipale se confirmeront avec la montée de l'insécurité. La mairie de l'île adjacente de la Gonâve a gradué une cinquantaine de policiers municipaux, dont 3 femmes, en Mars 2024. La provenance de l'armement alloué à la suite du mois d'entraînement est inconnue à ce jour. D'après l'avocate au Barreau des Gonaïves et criminologue Youdeline Chérizard Joseph (2024, 20 Juin)[989] : « Dans un contexte de trafic d'armes, elles peuvent être « instrumentalisées ou se retrouver dans des conflits de rôles avec la police nationale d'Haïti ». La mairie d'Aquin de la péninsule Sud prendra l'arrêté du 10 Avril 2024 portant sur la création de la Police municipale d'Aquin. L'appel à candidature

988 Moussignac, D. (2018, 22 Mars). La Police communale enfin approuvée et bientôt en marche, selon la FENAMH. *Le Nouvelliste*. https://le-nouvelliste.com/article/184978/la-police-communale-enfin-approuvee-et-bientot-en-marche-selon-la-fenamh (consulté le 6 Octobre 2024).
989 Pélissier, F. (2024, 20 Juin). La Gonâve crée sa propre police, avec des armes d'origine inconnue. *AyiboPost*. https://ayibopost.com/la-gonave-cree-sa-propre-police-avec-des-armes-dorigine-inconnue/ (consulté le 6 Octobre 2024).

justifiera d'un recrutement pour « effectuer des missions de prévention ; lutter contre les incivilités ; assurer la sécurité des citoyens des sections communales et du centre-ville ; assurer la gestion et la sécurité des biens publics. La Mairie de Petit-Goâve de la Péninsule Sud a eu à créer un groupe armé dénommé « haute tension », auteur d'exactions de brutalité ; de tirs sur les membres de la population ; d'implication présumée dans des actes d'enlèvement[990]. Cette brigade municipale a dû être dissoute pour être reconstituée. En attendant, les modalités de recrutement, d'effectif, d'organisation de cette brigade municipale restent à déterminer par la loi.

Parallèlement aux dérives de fonctionnement de la Brigade de Sécurité des Aires Protégées, les défenseurs d'une police municipale de proximité sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur prônent l'argumentaire suivant :

> « Une police municipale permet une gestion plus proche et directe des problématiques locales. En étant ancrée dans la communauté, elle peut mieux comprendre et répondre aux besoins spécifiques des résidents. Cette proximité facilite la communication et la coopération entre la police et les citoyens, renforçant ainsi la confiance et le sentiment de sécurité. En revanche, une police nationale peut souvent sembler éloignée et déconnectée des réalités quotidiennes des différentes communautés locales.
>
> Les avantages d'une police municipale dans le maintien de l'ordre, la paix et la sécurité sont nombreux. Premièrement, elle favorise une réponse rapide et adaptée aux incidents locaux, grâce à une connaissance approfondie du terrain et des dynamiques communautaires. Deuxièmement, elle encourage une approche proactive de la prévention de la criminalité, avec des programmes de sensibilisation et de collaboration communautaire. Enfin, elle permet une gestion décentralisée et plus flexible des ressources et des priorités de sécurité, s'ajustant en fonction des besoins spécifiques de chaque localité » (2024, 30 Juin)[991].

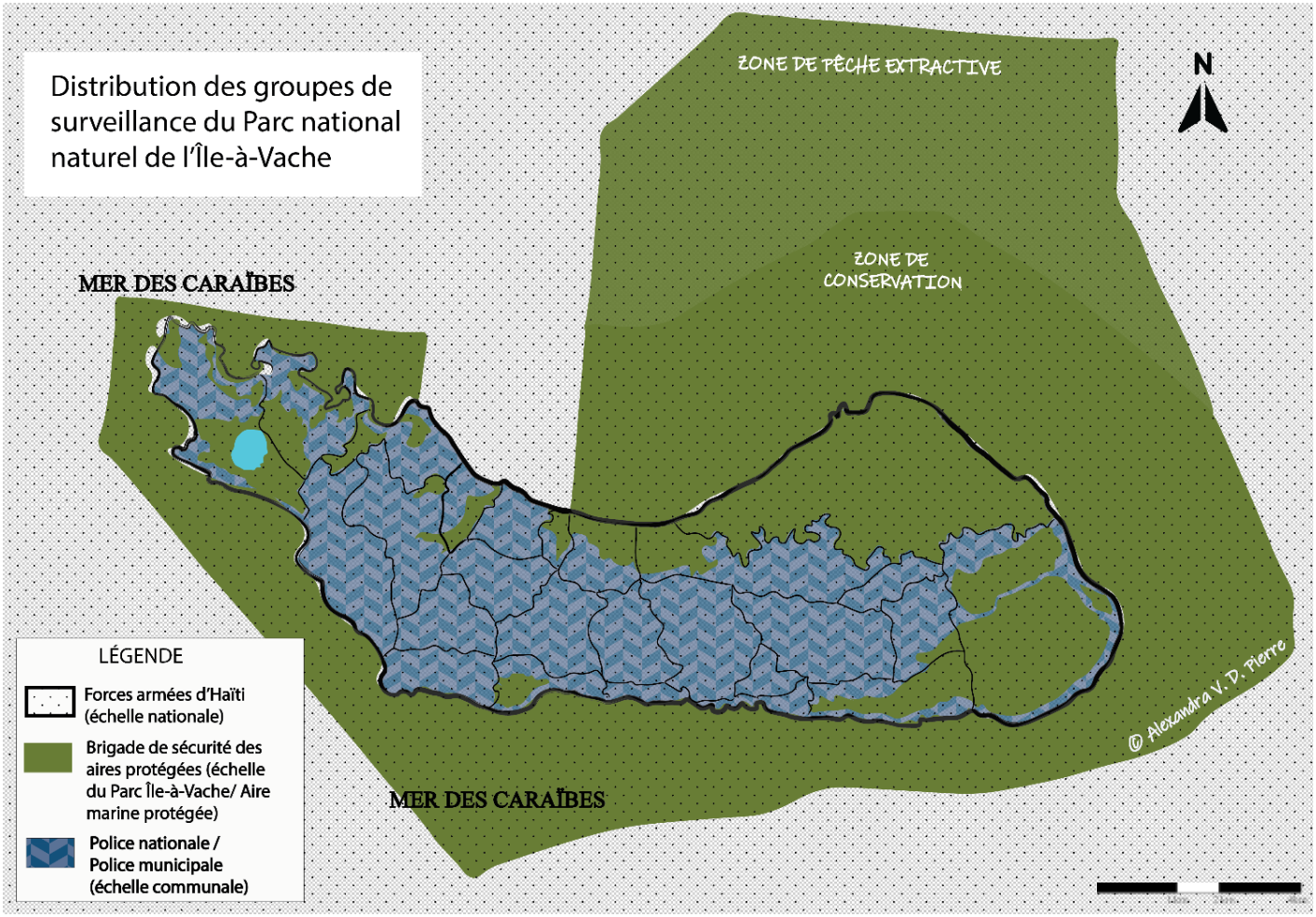
990 Adely, M. (2022, 10 Juillet). Petit-Goâve avait créé sa propre police. Ce groupe est vite devenu une menace pour la population. *Le Nouvelliste*. https://ayibopost.com/petit-goave-avait-cree-sa-propre-police-ce-groupe-est-vite-devenu-une-menace-pour-la-population/ (consulté le 6 Octobre 2024).

991 Geffrard, F. B. (2024, 30 Juin). De la nécessité d'une reforme policière en Haïti : L'urgence de passer d'une police nationale à un système de police municipale de proximité…*RHI News*. https://www.rhinews.com/opinion/de-la-necessite-dune-reforme-policiere-en-haiti-lurgence-de-passer-dune-police-nationale-a-un-systeme-de-police-municipale-de-proximite/ (consulté le 6 Octobre 2024).

La carte ci-dessous montre l'interférence des groupes de surveillance du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Réf.** Carte 41). L'analyse spatiale préfigure des conflits susceptibles d'émerger entre :

a) la PNH et la police municipale avec des aires identiques d'intervention mais, différents niveaux d'autorités. La police nationale a la priorité, étant donné des compétences plus vastes.

(b) la PNH, la police municipale et la BSAP. Vu les différentes zones de protection du PNN-IAV, les bureaux du Directeur de l'aire protégée et du Directeur de la surveillance des aires protégées devront dorénavant conjointement penser à leur déploiement en mer. Les activités de nettoyage et de sécurisation des activités publiques dépassent les compétences de la BSAP cantonnées aux aires protégées.



Carte 41. Répartition spatiale des forces de surveillance du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Pierre, 2024)**

Dans l'intervalle, le Ministre de la Justice a entrepris une tournée dans le nord du pays en vue d'encourager, en outre, la mise en place de « comités de sécurité municipale » contre l'expansion de l'insécurité et dans la lutte contre la grande criminalité[992]. Ce comité devra être composé : (i) du Maire principal ; (ii) du Commissaire de Police municipale ou du plus haut gradé dans la commune ; (iii) du Commissaire du gouvernement ; (iv) du vice-délégué ; (v) du juge de paix ; (vi) d'un représentant de la société civile d'après la législation haïtienne. En reprenant les réflexions du chercheur Dominique Wisler (2021), le Comité servira à lier les actions du commissariat, de la police de proximité et des partenaires. De leur côté, les autorités locales de Conseillers de l'Assemblée de la Section Communale (CASEC) et les membres de l'Assemblée de la Section Communale (ASEC) de la collectivité de l'IAV continuent à intervenir en priorité dans la résolution des conflits, et dans les arrangements sécuritaires locaux (CARDH, 2021 : p. 73)[993]. Toujours selon Wisler, ils organisent la sécurité locale en renseignant la police, en arrêtant des suspects. Les ASEC jouent le rôle d'interface entre les populations locales et une force de l'ordre qui se déplace systématiquement à leur sollicitation. Les méthodes de justice communautaire autour des autorités locales (Maire, CASEC, ASEC) sont plus prisées par les populations. Elles sont moins coûteuses et marginales, en plus d'attester de souplesse et d'ancrage dans le milieu local (Fortin et Raffestin, 2017 : p. 200)[994].

Les forces légales de police et de brigade ont certes une mission de surveillance qui s'étend à l'AMP du PNN-IAV. Cependant, les populations locales exercent tout aussi des actions de surveillance avec des résultats effectifs. Les enquêtes de terrain ont relevé des initiatives citoyennes de particuliers, haïtiens et français, impliqués dans la surveillance effective des mangroves. Tout d'abord, les riverains des mangroves empêchent les coupes parce qu'ils ont remarqué : (1) un sol dénudé les rend plus vulnérables au vent ; (2) un sol dénudé les rend vulnérables aux inondations. Ensuite, un Français nommé Biseth Ibert a eu pour habitude de s'interposer dans la zone touristique de Trou Milieu. À sa mort, il a été remplacé par Vilnord Delva qui, de plus, est un représentant territorial du SEMANAH. Dans la zone touristique de Cacoq, l'agent de sécurité de l'hôtel Port Morgan, sensible à la beauté du

992 Vant Bèf Info (2024, 2 Septembre). Insécurité en Haïti : appel à la création de comités de sécurité municipale. https://vantbefinfo.com/insecurite-en-haiti-appel-a-la-creation-de-comites-de-securite-municipale/ (consulté le 6 Octobre 2024).
993 CARDH (2021). *Haïti : Hégémonie de la criminalité et responsabilité de protéger*. 29 p. https://cardh.org/wp-content/uploads/2021/06/Haiti-regne-de-la-criminalite-et-responsabilite-de-proteger.pdf
994 Fortin, V. & Raffestin, I. (2017). Le Programme d'accompagnement justice-itinérance à la cour municipale de Montréal (PAJIC) : un tribunal spécialisé ancré dans le communautaire. *Revue générale de droit*, *47*, 177–208. https://doi.org/10.7202/1040522ar

site, a porté une surveillance. Il est aidé par d'autres membres de la population comme le pêcheur Jérôme Genest, pêcheur et propriétaire de chambres d'hôte ; le citoyen Dieuve Ligondé. Ces derniers continuent même après la mort de l'agent de sécurité. Un ancien maire, Nestor Destil, est aussi de ce groupe de volontaires conscientisés.

Dans le chapitre 8 ont été analysées les propositions des documents de gestion des parcs nationaux, qu'il s'agisse des plans de gestion en Haïti et à Cuba, de la charte de territoire en Guadeloupe. Le Chapitre 9 recensera les acteurs de la gouvernance des parcs nationaux, dans un double regard institutionnel et d'auto-gouvernance selon les réalités rattachées aux aires marines protégées des parcs nationaux. Il bouclera la recherche doctorale sur la gestion et la gouvernance des aires marines protégées dans la Caraïbe, avec Haïti, Cuba et Guadeloupe en études de cas.

Chapitre 9 : Les acteurs de la gouvernance des parcs en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe

En Haïti, la coordination de la conservation côtière et marine rentre dans les attributions du Ministère de l'Environnement. Les femmes n'y sont pas assez représentées dans la chaîne décisionnelle, tandis qu'elles constituent 51 % des populations locales. Elles seront davantage en position de défendre les intérêts généraux d'une majorité dont elles font partie à défaut des postes de subordination dans lesquels les stéréotypes de genre les ont enfermées, à savoir : secrétaires, assistantes de (ministre, directeurs, chefs de service), agents de propreté. En Guadeloupe, a été constatée une féminisation de la fonction publique à hauteur de 62 % en 2018. Mais, des écarts de rémunération de 14 % ont été enregistrés avec les hommes, expliqués par la sous-représentation des femmes dans les postes de direction et d'encadrement supérieur[995]. Au demeurant, aucune des 5 femmes honorées lors de la célébration 2023 de la Journée mondiale de la fonction publique du MdE[996] n'ont été à la tête d'une direction/unité, contrairement aux 4 sur les 7 hommes honorés[997] en Haïti. À l'échelle de l'administration publique, elles ne sont que 29 % des cadres d'après la Primature (2024). Ce total de 103 545 fonctionnaires souffre en plus d'une déperdition évaluée entre 8 000 et 10 000 fonctionnaires[998] devant l'attractivité des programmes d'immigration de la région[999] face à l'instabilité d'Haïti. Le crédit

995 INSEE (2018). *Guadeloupe - 14 % d'écart de salaires entre les femmes et les hommes au sein de la fonction publique d'État*. https://www.insee.fr/fr/statistiques/5230614 (consulté le 10 Août 2024).
996 La Journée mondiale de la fonction publique est célébrée par la Direction des ressources humaines dirigée par une femme jusqu'en Juin 2024.
997 MdE (2023, 30 Juin). *Journée mondiale de la fonction publique : onze employés honorés par le Ministère de l'Environnement*. https://www.mde.gouv.ht/index.php/fr/nos-publications/our-publications/241-journee-mondiale-de-la-fonction-publique-onze-employes-honores-par-le-ministere-de-l-environnement (consulté le 10 Août 2024).
998 Césaire, M. (2024, 8 Août). Entre 8 000 et 10 000 fonctionnaires de l'administration publique ont quitté le pays sur 103 000. *le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/249601/entre-8-000-et-10-000-fonctionnaires-de-ladministration-publique-ont-quitte-le-pays-sur-103-000 (consulté le 10 Août 2024).
999 À savoir : les autorisations de voyage du programme Biden et l'entrée des migrants pressés à la frontière mexicaine aux États-Unis ; le processus d'entrée Express du Canada ; la demande de statut de résident du Chili, la demande de visa humanitaire du Brésil ; les demandes d'asile en Europe et en Amérique du Nord.

d'investissement de 0,0 à 0,1 %[1000] du Ministère à la condition féminine sur les 5 derniers exercices fiscaux a dévoilé les sommes négligeables consenties par l'État central au renforcement des Haïtiennes en général, et à leur intégration dans les actions environnementales et climatiques relatives au PNN-IAV en particulier.

Même l'intégration des femmes diplômées de centres universitaires fait l'objet d'une intersectionnalité face au croisement des différents modes de domination. Elles sont discriminées en fonction de leur âge, gabarit/taille, lieu de naissance (milieu rural/milieu urbain), statut matrimonial (marié/célibataire avec/sans enfants), université d'origine. Ces femmes ont été utilisées dans la structuration interne du MdE sans possibilité concrète d'évolution de carrière :

- L'unique directrice générale du Ministère a participé à la création du Ministère. Après plus de 20 ans d'une carrière de fonctionnaire, elle finira Ministre des affaires sociales. Ce Ministère n'a connu aucun titulaire féminin contrairement à Cuba et la Guadeloupe (France).
- L'ANAP a été montée par une jeune agronome. Au changement de ministre, elle a été évincée du poste puis, la direction grandira en agence. Aujourd'hui, la prééminence des hommes armés de la BSAP écartera définitivement toutes femmes à la tête de cette agence. La situation changera dans une dizaine d'années puisque les FAd'H recrutent des femmes dans les fonctions militaires, comme jadis l'Armée indigène. En Guadeloupe, le dernier directeur du Parc national a été une femme jusqu'en Juillet 2024. Il s'agit de Valérie Séné.

Les femmes sont mises en avant : (1) des directions bénéficiant d'importants soutiens internationaux tandis qu'elles ne détiennent pas le pouvoir de leur poste ; (2) des directions nécessitant une expansion pour être remplacées ultérieurement par leurs collègues masculins. Quand elles sont poursuivies pour leur posture politique ou technique, leur recours réside dans des congés d'étude d'un an pour les fonctionnaires de plus de 2 ans de service.

Le comportement institutionnel du Ministère haïtien de l'Environnement est en contradiction avec la culture matriarcale d'une société caribéenne (*kreyòl*, créole, *criollo*) régie par des femmes dans sa sphère privée : les femmes « *potomitan* »[1001]

1000 Le Gouvernement de Garry Conille a été le seul à avoir atteint les 0,1 %. Le résultat a été obtenu à la validation d'un budget rectificatif à 80 000 000 gourdes ~ 545 672,57 euros de crédit d'investissement du Ministère à la condition féminine en remplacement des 32 000 000 gourdes ~ 218 269,03 euros initialement prévus.

1001 « *Potomitan* » peut être traduit du Créole haïtien en Français par pilier central, d'où femme *potomitan* : femme courage en Haïti.

en Haïti, les femmes « *mambí* »[1002] à Cuba, les femmes « *doubout* »[1003] en Guadeloupe. Bien qu'elles ne paraissent pas assez dans les données officielles, les actions des femmes haïtiennes ont été retracées dès l'ère plantationocène. Leurs exploits passés et récents légitiment leur place dans les postes de décision relatifs au déploiement des politiques publiques. À Cuba, les ambitions genrées ont dépassé l'Administration publique pour atteindre les organes supérieurs de l'État. Les chiffres des chercheurs.es Teodoro Yan Guzman Hernández et Amanda Laura Prieto Valdés (2021)[1004] pour la période 2018-2023 sont impressionnants d'inclusion dans un pays à parti politique unique :

> 47,61 % de femmes membres du *Consejo de Estado* ; un peu plus de 25 % de femmes membres du Conseil exécutif des Ministres dont CITMA dirigé par Elba Rosa Pérez Montoya (de Janvier 2012 à Février 2024) ; 53,22 % de femmes membres de la *Asamblea Nacional del Poder Popular* (ANPP) et 50,75 % membres des *Asambleas Provinciales del Poder Popular* (APPP) ; 48,41 % de femmes membres du Comité central du PCC contre 21,42 % engagées dans le Bureau politique et aucun dans le Secrétariat.

Les acteurs de la gouvernance des aires marines protégées dans les états insulaires d'Haïti et de Cuba, et dans la région française de la Guadeloupe obéissent à une caractérisation répartie sur 3 échelles :

- Collectivités territoriales, au plus proche de l'AMP : les comités consultatifs sur les AMP ; les autorités locales en Haïti / provinciales à Cuba / régionales en Guadeloupe ; les populations locales non fédérées ; les groupes associatifs sensibles à la conservation marine et aux projets de territoire ; les centres d'enseignement et de recherche sur les problématiques territoriales et marines.
- Structures nationales de tutelle donnant les directives de conservation marine : Ministères sectoriels (MdE en Haïti, CITMA à Cuba, Ministère de la transition écologique en France / Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement en Guadeloupe) en interaction avec d'autres ministères.

1002 « Mambí » est un mot africain qui vient du Mbi bantu d'après l'historien cubain Fernando Ortiz en référence aux origines de l'État afro-latin. Il a été réapproprié par les Cubains après les Espagnols pour désigner fièrement les troupes insurgées dans un premier temps, les femmes indépendantistes cubaines dans un second temps : « *La mujer-bandera como imagen de la nación* » de la chercheuse Danislady Mazorra Ruiz (2021). « Mambí » peut être traduit de l'espagnol latino-américain en Français par « Combattive », d'où femme *mambisa* : femme courage à Cuba.
1003 « Doubout » peut être traduit du créole guadeloupéen en français par « Debout », d'où femme *doubout* : femme courage en Guadeloupe
1004 Hernández, T. Y. G. et Valdés, A. L. P. (2021). La mujer en las estructuras del poder político en Cuba: cifras y contexto normativo (1974-2021), *Cuadernos Inter.c.a.mbio sobre Centroamérica y el Caribe*, *18*(2), pp. 1-35. https://doi.org/10.15517/c.a..v18i2.47990

- Autorité centrale / régionale de validation des décisions de conservation marine : Conseil ministériel / régional décisionnaire aidé dans sa tâche par la communauté internationale dont l'influence dépend de la force de négociation de l'État (une communauté internationale directrice dans la république des ONG d'Haïti, accompagnatrice des projets gouvernementaux sur l'environnement à Cuba et en Guadeloupe).

Le schéma institutionnel est présenté suivant les spécificités dévolues à chacune des 3 îles sœurs à l'étude dans la thèse. En Haïti, la communauté internationale prédomine puisque c'est elle qui donne le ton et le financement des politiques de conservation marine dans une « République des ONG » (**Réf.** Figure 34). Le Ministère de l'Intérieur a été placé délibérément au même rang d'acteurs de premier ordre que le MdE à la faveur de l'implication institutionnelle des collectivités territoriales et de l'implication collective des populations locales du PNN-IAV. La démarche rejoint (1) la logique cubaine de déconcentration du Gouvernement de la province de Matanzas en charge de l'élaboration du *Modelo de ordenamiento territorial propuesto* sur son territoire de juridiction en conformité avec *la Zonificación funcional de la reserva de la biosfera Ciénaga de Zapata* ; (2) la logique guadeloupéenne d'inscription du Parc national dans un projet de territoire ayant obtenu l'adhésion des collectivités territoriales de communes. Les Ministères suivants ont été placés en second rang pour les raisons évoquées ci-contre : (1) Agriculture, acteur historique de la conservation environnementale ; (2) Planification, acteur de la planification du développement et de l'apport externe en support à l'effort national de développement[1005] ; (3) Travaux publiques, acteur dans la gestion et la construction des infrastructures de transport essentielles au contexte d'île adjacente de l'IAV ; (4) Justice, acteur garant de l'application de la règlementation environnementale sous couvert de la modernisation à effectuer et de la confiance du public à restaurer ; (5) Condition féminine, acteur de la promotion des droits des femmes devant le rôle prépondérant de la sororité des commerçantes dans la gestion financière des ménages de l'IAV.

1005 ECLAC (s.d.). *Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) d'Haïti*. https://observatorioplanificacion.cepal.org/en/node/269 (consulté le 4 Octobre 2024).

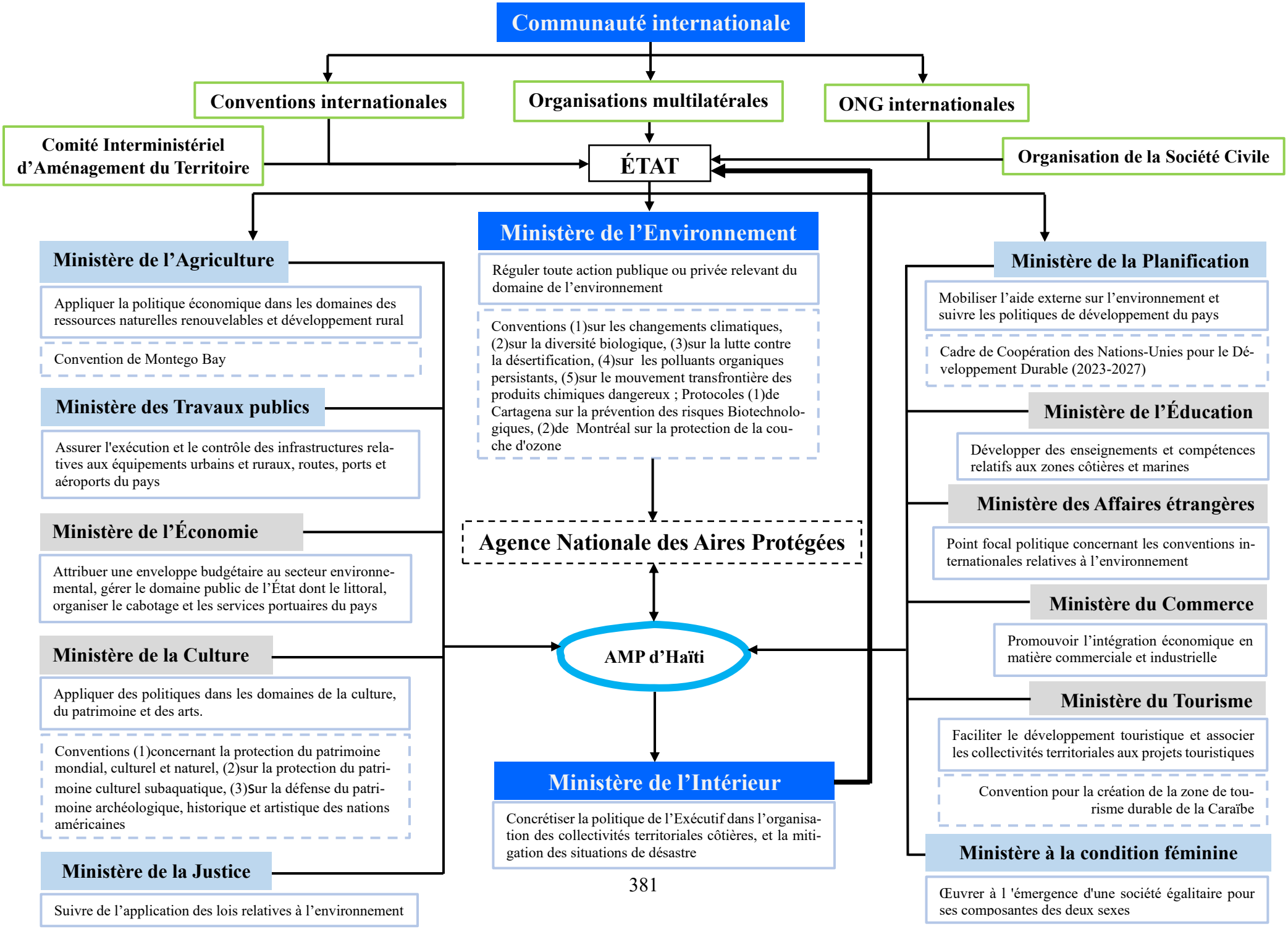


Figure 34. Cartographie des acteurs institutionnels de la conservation marine et côtière en Haïti **(Pierre, 2023)**

LÉGENDE

À Cuba, l'État central prédomine dans l'orientation des politiques publiques sur la conservation côtière et marine. Le *Manual de legislación ambiental para la gestión de la zona costera de Cuba* fait état de la mise en œuvre d'une règlementation environnementale partant des institutions sectorielles de tutelle pour aboutir à la *Asamblea Nacional del Poder Popular* (2008 : p. 13). L'État central est assisté dans ses prérogatives d'instauration d'un cadre légal relatif à la conservation côtière et marine par un Comité exécutif du Conseil des Ministres. Celui-ci donne une portée politique aux décisions induites par les ministères de tutelle par la promulgation de *acuerdos de gran trascendencia en la esfera ambiental*. Les décrets du Conseil des Ministres viennent *regular y reglamentar sobre la base y en cumplimiento de las leyes y decretos-leyes vigentes*. Le Conseil d'état publie des *decreto-ley de même rango que las leyes* avec l'obligation de rendre compte à la *Asamblea Nacional del Poder Popular*. La *Asamblea Nacional del Poder Popular* est chargée de ratifier, modifier ou révoquer les lois après consultation populaire ou référendum le cas échéant. À noter que *les jefes de los Organismos de la Administración Central del Estado* comme les responsables des ministères et des directions générales détiennent le privilège de publier des *resoluciones, instrucciones* à caractère obligatoire.

Le Ministère cubain de l'environnement – CITMA détient le rôle de régulation du secteur environnemental. Tout en collaborant avec le Ministère de l'Agriculture, il détient le droit de véto sur des projets de développement jugés non conformes à la législation environnementale en vigueur. Le CITMA est accompagné dans ses tâches par : (i) une communauté internationale et des ONG orientées par les pouvoirs centraux ; (ii) un groupe national côtier constitué de ministères et d'instances administratives additionnelles ; (iii) des structures internes, à savoir des instituts spécialisés, des centres de recherche ; (iv) des structures de gouvernance spécialisées, à savoir le Gouvernement provincial de Matanzas, le Conseil d'administration des AMP. Son

Agence de l'Environnement gère le Centre national des aires protégées, l'équivalent de l'ANAP en Haïti et de l'ARB-IG en Guadeloupe.

En Guadeloupe, l'État central est suppléé par « la Région » dans la portée de ses actions pour le Département et la Région d'Outre-Mer (DROM) que représente la Guadeloupe dans une France Caraïbe. Des Assemblées consultatives et Commissions sectorielles facilitent la participation des populations locales dans les décisions de conservation côtière et marine à partir des collectivités territoriales. Le Président de la Région a clairement exprimé ses objectifs de faire de la Guadeloupe « une zone d'excellence » et sa volonté de « Changer de méthode : faire avec et pour les Guadeloupéens. Les politiques sont désormais élaborées en concertation avec les acteurs et menées en partenariat avec les collectivités territoriales » (2020)[1006]. La Région bénéficie du financement national du Trésor public, international de la région des Caraïbes et de l'UE pour mener ses actions de fonctionnement et d'investissement. Le Ministère de la transition écologique de la France agit sur la conservation côtière et marine à travers ses bureaux déconcentrés comme la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) ; ses offices, conservatoires et centre de documentation. Son ARB-IG anime le réseau des aires protégées dont celui du Parc national de la Guadeloupe. L'établissement public du Parc national entretient des relations avec différents types de partenaires, à savoir : des élus locaux, des services de l'État, le milieu universitaire scientifique local et international, des représentants de la société civile, le pouvoir judiciaire.

1006 Région Guadeloupe (2020). *Pour un archipel durable, compétitif et attractif – Budget primitif 2020*. 11 p. https://www.regionguadeloupe.fr/fileadmin/Site_Region_Guadeloupe/Mediatheque/Textes_Politique/2020_Budget_primitif_-_WEB.pdf (consulté le 4 Octobre 2024).

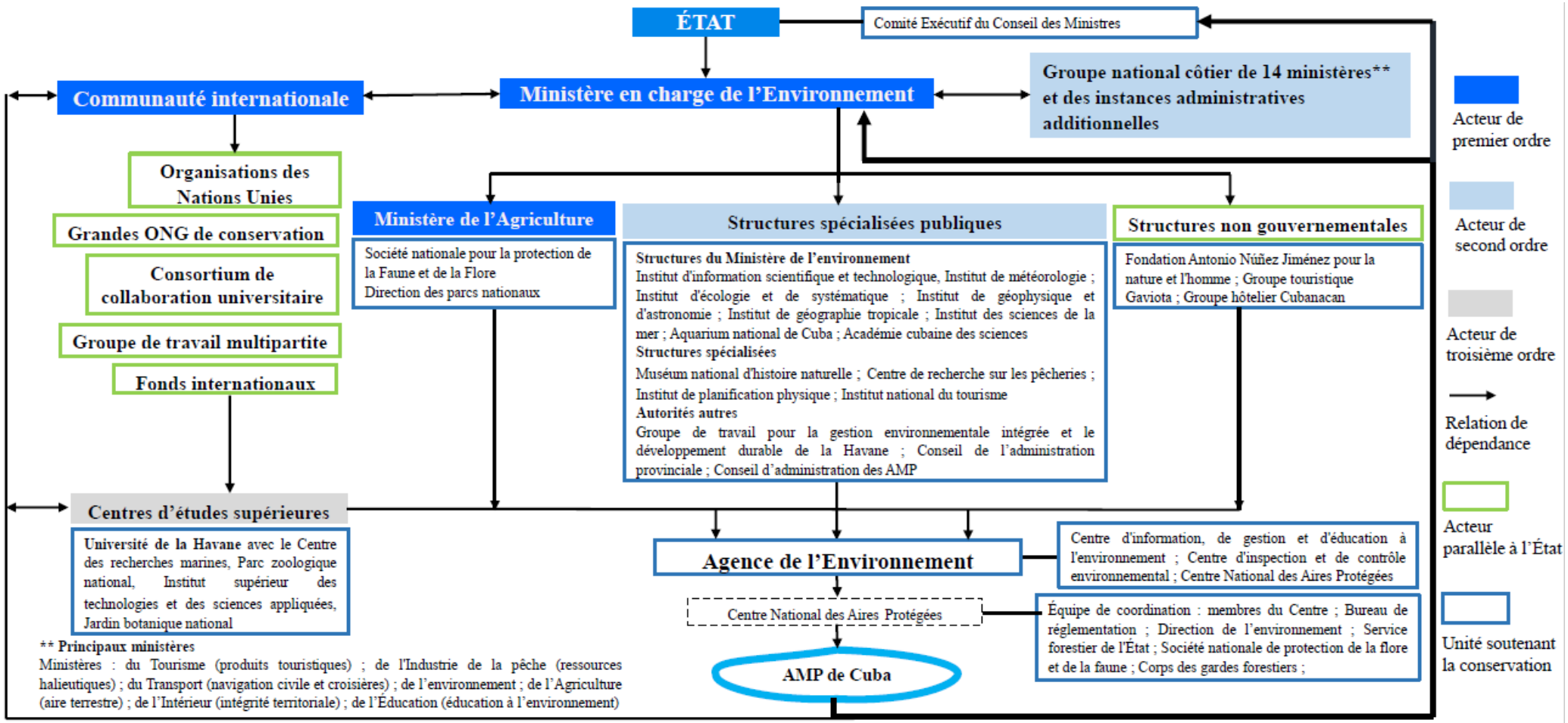


Figure 35. Cartographie des acteurs institutionnels de la conservation marine et côtière à Cuba **(Pierre, 2023)**

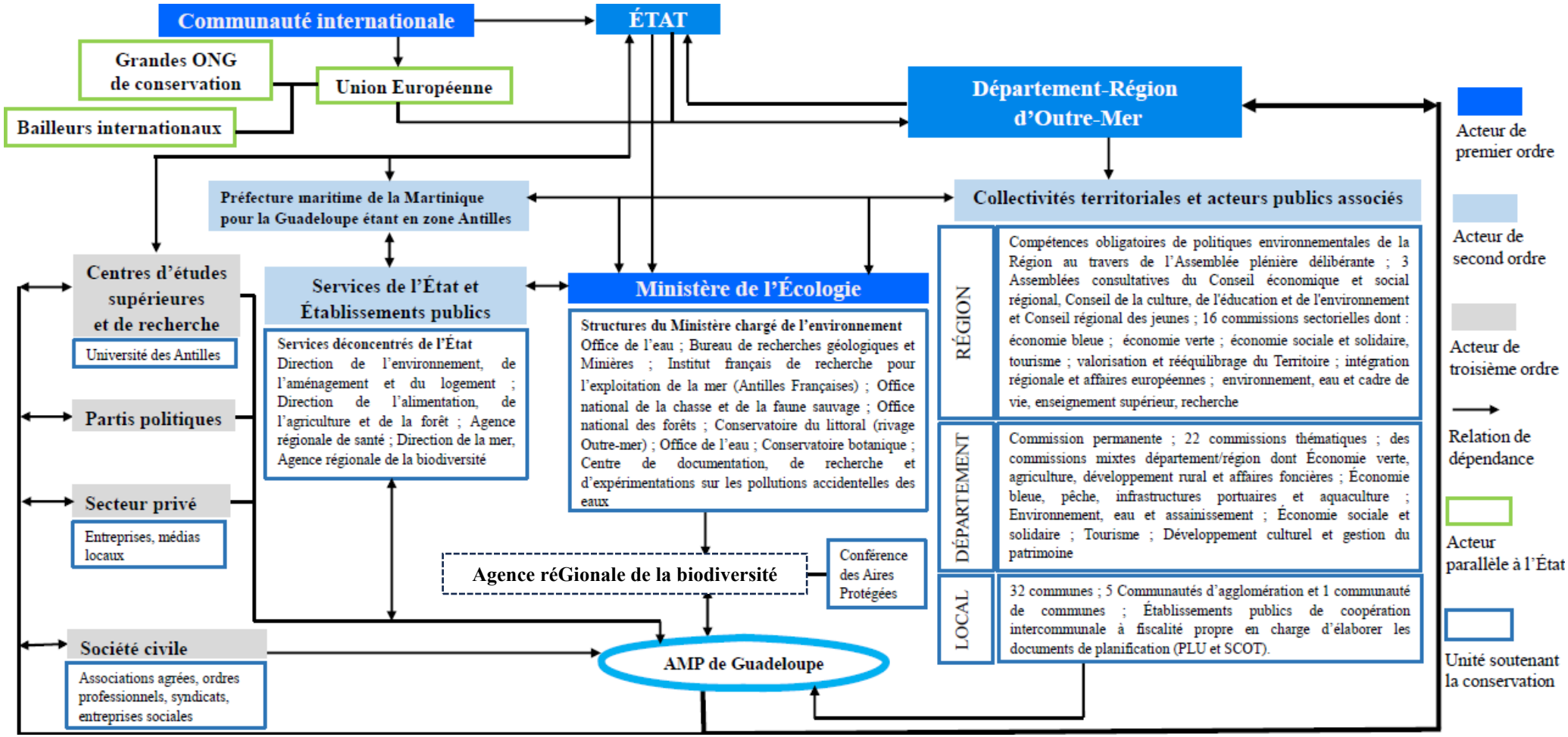


Figure 36. Cartographie des acteurs institutionnels de la conservation marine et côtière en Guadeloupe **(Pierre, 2023)**

9.1. La gouvernance institutionnelle des parcs en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe

Le Parc national naturel de l'Île-à-Vache présente un modèle de gouvernance à 3 niveaux sans une inclusion dans un système national d'aires protégées. L'implémentation d'un tel système renferme l'avantage d'une mise en cohérence et d'une synergie de mesures de conservation côtière et marine dans l'optique d'une visibilité accrue et de l'optimisation des investissements. D'après le plan de gestion (2022), les 3 niveaux portent sur l'établissement :

(i) d'un comité de pilotage de gestion du PNN-IAV suivant une stratégie d'implémentation et d'arbitrage ;
(ii) de la direction du PNN-IAV et le Comité local d'appui suivant une planification et programmation ;
(iii) des services et interventions sur le terrain pour la mise en œuvre des activités.

Le Comité de pilotage a été doté d'une composition sans spécifier les personnes physiques et morales. De quels direction et secteurs proviennent les représentant.e.s de la Direction générale et du Comité Local d'Appui (CLA) ? Pourquoi il n'y a pas un.e représentant.e du MdE sachant que le Ministère de tutelle dispose d'un service déconcentré dans le Sud dans le Comité de pilotage ? C'est la direction départementale du Sud, l'équivalent de la délégation territoriale du Ciénaga de Zapata du CITMA à Cuba ou du DEAL de la Guadeloupe. Les consultant.e.s à la réunion du GTAP de Mai 2022 ont affirmé avoir consulté des communautés de pêcheurs, pêcheurs fédérés et non fédérés, sans explicitement les mentionner dans le Comité de pilotage et/ou le CLA. Ils ont été déterminants dans la délimitation des aires de pêche extractive par rapport aux aires de conservation. Cette situation est tout aussi vraie pour la sororité des commerçantes devant leur importance dans la gestion financière des ménages en milieu rural. La confrérie des pêcheurs, la sororité des commerçantes, le regroupement des agriculteurs et éleveurs sont les principales activités économiques de l'IAV sans une place réfléchie dans le Comité de pilotage et le CLA. Le Comité de pilotage a annoncé une composition sans spécifier la procédure de désignation. À l'inverse, le Parc national de la Guadeloupe a départagé la transmission des désignations du préfet, des ministres intéressés, des collectivités territoriales, du représentant élu du personnel du Parc. Pourquoi avoir impliqué des

directeurs nationaux des membres du CLA en même temps que le CLA ? Le PNN-IAV est localisé en particulier dans la péninsule Sud. Des explications supplémentaires sont nécessaires pour comprendre la pertinence de cette échelle nationale dans un territoire régional.

Des paradoxes ont été relevés dans les structures de gouvernance du plan de gestion parallèlement aux incompréhensions. Le Comité de pilotage requiert des représentants d'organisations liés à la gestion du territoire sans intégrer un plan d'aménagement de l'IAV dans la rédaction du plan de gestion. Si la collectivité territoriale n'en possède pas, ce sera l'occasion de profiter des lignes budgétaires de financement d'élaboration de plan de gestion pour la doter. Ce Comité de pilotage n'intègre nullement les institutions publiques partageant des attributions avec la Direction du parc : les ministères sectoriels, leurs unités d'appui, leurs directions centrales et leurs services déconcentrés. Les acteurs ministériels de premier ordre de la cartographie peuvent être inscrits dans le Comité de pilotage, ceux de second et troisième ordre dans le CLA. L'ANAP n'a pas su appliquer des actions concrètes en rapport avec sa vision de gouvernance :

> « Et nous [ANAP] comptons sur le gouvernement en général. Et, on va faire un plaidoyer au niveau de tous les autres secteurs : la justice, le tourisme, la culture, l'agriculture pour avoir leurs collaborations. On va également faire le plaidoyer au niveau des autorités locales et ainsi que nos partenaires internationaux nos partenaires financiers et technique ».

Les partenaires techniques et financiers, acteurs parallèles de l'État haïtien, n'ont pas été listés dans le Comité de pilotage tandis que le pays vit sous perfusion de l'aide internationale. Les autorités locales ont été omises, quoique le maire soit l'un des principaux gestionnaires des ressources naturelles de sa collectivité territoriale. Les compétences de la commune[1007] qu'il dirige s'étendent à :

Nature

- l' élaboration et la mise en œuvre des plans communaux d'action pour l'environnement, dans le respect des normes nationales ;

1007 Décret du 1er Février 2006 définissant le cadre général de la décentralisation, les principes de fonctionnement et d'organisation des collectivités territoriales haïtiennes.

- la protection de la faune et des ressources halieutiques en fonction des règlements adoptés par l'État ;
- la définition des politiques de conservation et de gestion des ressources naturelles, dans le respect des normes nationales ;
- la participation à la mise en place du comité d'alerte et de gestion des risques naturels (Art. 97).

Culture

- la valorisation des potentiels historiques, naturels, archéologiques, culturels et artistiques ;
- la promotion de l'écotourisme et de l'artisanat ;
- la promotion d'activités culturelles, sportives et de jeunesse d'envergure communale;
- la construction et la gestion des musées et bibliothèques communaux ;
- la gestion des sites et monuments historiques ;
- la création des espaces verts (Art. 106).

En plus d'avoir été posé « participant » dans le processus d'élaboration du plan de gestion, le Maire n'a pas été « officiellement » informé du recrutement du Directeur de parc dans la collectivité territoriale qu'il dirige. Il s'est exprimé selon ces propos en Septembre 2022 :

Texte original :
« *Non [Mwen pa konnen si Ministè anviwonman an nome yon direktè pou pak la]. Ebyen si se isi yo nome w spesifikman kòm direktè, ebyen se isit pou w fonksyone…E menm lè tou, kounye a la fò w ta vin nan Meri a pou vin prezante w. O fen de kont, yo gen yon tit…men si moun nan vle entegre l'vre, se sa l ap fè. Mwen menm, m'vin entegre m', m' pa gen moun isit…men si gen yon moun ki gen antèman m'byen avè l', m'vini* ».

Texte traduit :
« Non [Je ne sais pas si le Ministère de l'Environnement a nommé un Directeur de parc]. S'il a été nommé spécifiquement ici [sur l'île] en

tant que Directeur, c'est ici qu'il doit fonctionner. Et puis après, il lui faut venir se présenter à la Mairie…En fin de compte, ils [employés de l'administration publique/directeur] ont des titres. Mais, si la personne [le Directeur de parc] veut vraiment s'intégrer, c'est ce qu'elle doit faire. Moi-même, j'ai fini par m'intégrer. Je n'ai pas de famille ici…mais, si une personne que je connais à un enterrement, je viens ! »

Son intervention rappelle celle du juge de l'IAV qui a également affirmé n'avoir pas été informé officiellement de la désignation d'un directeur de parc. Elle révèle la nécessité pour le Directeur du parc de créer une proximité étatique avec les acteurs institutionnels locaux de la Mairie et de la Justice, dont l'importance dans l'adhésion et la réglementation locales relatives aux AMP est consignée dans les attributions respectives. La confrérie des pêcheurs du PNN-IAV reconnaît déjà l'autorité du Maire dans l'entretien du patrimoine écologique à travers cet extrait des discussions du focus groupe :

Texte original

« *Ou konnen Ilavach se Majistra a ki responsab. Ou gendwa al pot plent ba Majistra a [sou yon konfli sou lapèch]... Men tèl sa m' rankontre nan tèl zòn... Epi Majistra a li menm, li ka mande w esplikasyon : kiyès moun ki ba w pwoblèm nan. Epi li menm, li pral rankontre moun sa a pou l ka konnen kisa moun sa a fè w, ki rezon ki fè moun sa a li fè w tèl bagay* »

Texte traduit

« Tu sais, à Île-à-Vache, le Magistrat est un responsable [une autorité]. Tu peux porter plainte au Magistrat [sur un conflit de pêche] … Voilà ce que j'ai rencontré dans telle zone... Et puis, le Magistrat, lui, il peut te demander des explications : qui te donne des problèmes ? Et puis, lui, il va rencontrer la personne pour savoir ce qu'elle t'a fait, quelles sont les raisons derrière de tels agissements. »

D'ailleurs, le Magistrat de l'IAV a affirmé avec sérénité : « *Si gen yon pwoblèm [nan lanmè a oswa yon dezòd nan pak la] y'ap rele m' kanmenm* / S'il y a un différent [en mer ou un conflit dans le Parc], les populations locales vont toujours me contacter ».

Or, les observations du processus de création du PNN-IAV par l'État central et d'élaboration du plan de gestion par le MdE ont démontré le rôle sous-estimé du maire. Devant la prépondérance de son influence, celui-ci devra être traité en instigateur de l'acceptation sociale du parc dans le paysage sociopolitique et d'une vision partagée de développement avec les populations locales. D'ailleurs, la commune dirigée par un Conseil de 3 membres avec l'obligation d'y inclure une femme est la seule collectivité territoriale complètement opérationnelle du pays au détriment du département et de la section communale.

La requête du Maire de la présence physique du Directeur du Parc traduit la faiblesse structurelle d'une direction administrative faisant du PNN-IAV « un parc sur papier ». La raison de cette absence réside dans le défaut de bureau physique à l'IAV. La BSAP est la seule structure de terrain du Parc. L'ANAP pourra encourager : (i) le MdE dans la mise en place d'un bureau insulaire afin de bénéficier de locaux pour son personnel ; (ii) ou un partenaire international en vue de la construction de bureaux à l'exemple de Helvetas et du Parc national de Lagon des huîtres (Sud-Est, Belle-Anse) dans le Projet INOVEE. Entre-temps, les agents de la BSAP sont logés par la Mairie, aussi bien à Belle-Anse qu'à l'IAV. L'invitation du Maire à intégrer le Comité de pilotage du PNN-IAV devra s'étendre au Parlementaire et au Vice-délégué du département du Sud dans une perception régionale de la conservation côtière et marine.

9.2. La gouvernance locale du Parc national naturel de l'Île-à-Vache

Le Parc national naturel de l'Île-à-Vache présente un modèle de gouvernance à 3 niveaux (**Réf.** Figure 37) sans l'inclusion dans un système national d'aires protégées. L'implémentation d'un tel système renferme l'avantage d'une mise en cohérence et synergie de mesures de conservation côtière et marine dans l'optique d'une visibilité accrue et de l'optimisation des investissements. D'après le plan de gestion (2022), les 3 niveaux portent sur l'établissement :

(iv) d'un comité de pilotage de gestion du PNN-IAV suivant une stratégie d'implémentation et d'arbitrage ;
(v) de la direction du PNN-IAV et le Comité local d'appui suivant une planification et programmation ;
(vi) des services et interventions sur le terrain pour la mise en œuvre des activités.

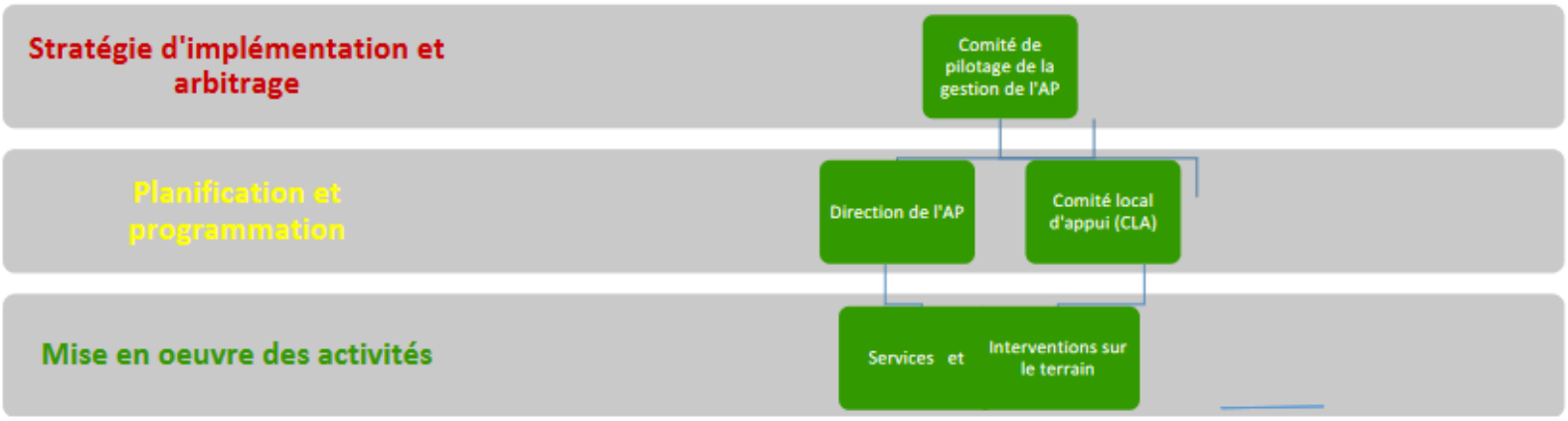


Figure 37 : Structure de gouvernance conçue pour le Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(MdE, 2022)**

Le Comité de pilotage du Parc national naturel de l'Île-à-Vache a été doté d'une composition sans spécifier les personnes physiques et morales. De quelles direction et quels secteurs proviennent les représentant.e.s de la Direction générale et du Comité Local d'Appui (CLA) ? Pourquoi il n'y a pas un représentant du MdE dans le Comité de pilotage sachant que le Ministère de tutelle dispose d'un service déconcentré dans le Sud ? Il s'agit bien de la direction départementale du Sud, l'équivalent de la délégation territoriale du Ciénaga de Zapata du CITMA à Cuba ou du DEAL de la Guadeloupe. Les consultant.e.s à la réunion du GTAP de Mai 2022 ont affirmé avoir consulté des communautés de pêcheurs (fédérés et non fédérés), sans explicitement les mentionner dans le Comité de pilotage et/ou le CLA. Ils ont été déterminants dans la délimitation des aires de pêche extractive par rapport aux aires de conservation. Cette situation est vraie pour la sororité des commerçantes devant leur importance dans la gestion financière des ménages ruraux. La confrérie des pêcheurs, la sororité des commerçantes, le regroupement des agriculteurs et éleveurs sont les principales activités économiques de l'IAV sans une place réfléchie au sein du Comité de pilotage et du CLA. Le Comité de pilotage a annoncé une composition sans spécifier la procédure de désignation. À l'inverse, le Parc national de la Guadeloupe a départagé la transmission des désignations du préfet, des ministres intéressés, des collectivités territoriales, du représentant élu du personnel du Parc. Pourquoi avoir impliqué des directeurs nationaux des membres du CLA en même temps que le CLA dans le Comité de pilotage ? Le PNN-IAV est localisé en particulier dans la péninsule Sud. Des explications supplémentaires sont nécessaires pour comprendre la pertinence de cette échelle nationale dans un territoire régional.

Des paradoxes ont été relevés dans les structures de gouvernance du plan de gestion parallèlement aux incompréhensions. Le Comité de pilotage requiert des représentants d'organisations liés à la gestion du territoire sans intégrer un plan d'aménagement de l'IAV dans sa rédaction. Si la collectivité territoriale n'en possède pas, ce sera l'occasion de profiter du financement de l'élaboration du plan de gestion pour la doter. Ce Comité n'intègre nullement les institutions publiques partageant des attributions avec la Direction du parc : les ministères sectoriels, leurs unités d'appui, leurs directions centrales et leurs services déconcentrés. Où placer le juge : dans le Comité de pilotage ? dans le CLA ? Les acteurs ministériels de premier ordre de la cartographie (**Réf.** Figure 35) peuvent être inscrits dans le Comité de pilotage, ceux de second et troisième ordre dans le CLA. Par conséquent, l'ANAP n'a pas su appliquer des actions concrètes en rapport avec sa vision de gouvernance :

> « Et nous [ANAP] comptons sur le gouvernement en général. Et, on va faire un plaidoyer au niveau de tous les autres secteurs : la justice, le tourisme, la culture, l'agriculture pour avoir leurs collaborations. On va également faire le plaidoyer au niveau des autorités locales et ainsi que nos partenaires internationaux nos partenaires financiers et technique ».

Les partenaires techniques et financiers, acteurs parallèles de l'État haïtien, n'ont pas été listés dans le Comité de pilotage tandis que le pays vit sous perfusion de l'aide internationale. Les autorités locales ont été omises, quoique le maire soit l'un des principaux gestionnaires des ressources naturelles de sa collectivité territoriale. Les compétences de la commune[1008] qu'il dirige s'étendent à :

Nature

- l' élaboration et la mise en œuvre des plans communaux d'action pour l'environnement, dans le respect des normes nationales ;
- la protection de la faune et des ressources halieutiques en fonction des règlements adoptés par l'État ;
- la définition des politiques de conservation et de gestion des ressources naturelles, dans le respect des normes nationales ;

1008 Décret du 1er Février 2006 définissant le cadre général de la décentralisation, les principes de fonctionnement et d'organisation des Collectivités territoriales haïtiennes.

- la participation à la mise en place du comité d'alerte et de gestion des risques naturels (Art. 97).

Culture

- la valorisation des potentiels historiques, naturels, archéologiques, culturels et artistiques ;
- la promotion de l'écotourisme et de l'artisanat ;
- la promotion d'activités culturelles, sportives et de jeunesse d'envergure communale;
- la construction et gestion des musées et bibliothèques communaux ;
- la gestion des sites et monuments historiques ;
- la création des espaces verts (Art.106)

Les autorités locales et le juge sont importants pour l'adhésion et la règlementation relatives aux parcs nationaux consignées dans leurs attributions respectives. Ils sont déjà reconnus pour leur rôle dans l'entretien du patrimoine écologique. Cet extrait des discussions en focus groupe avec un pêcheur du PNN-IAV le confirme :

Texte original

« *Ou konnen Ilavach se Majistra a ki responsab. Ou gendwa al pot plent ba Majistra a [sou yon konfli sou lapèch] ... Men tèl sa m' rankontre nan tèl zòn... Epi Majistra a li menm, li ka mande w esplikasyon : kiyès moun ki ba w pwoblèm nan. Epi li menm, li pral rankontre moun sa a pou l ka konnen kisa moun sa a fè w, ki rezon ki fè moun sa a li fè w tèl bagay* »

Texte traduit

« Tu sais, à Île-à-Vache, le Magistrat est un responsable [une autorité]. Tu peux porter plainte au Magistrat [sur un conflit de pêche] …Voilà ce que j'ai rencontré dans telle zone... Et puis, le Magistrat, lui, il peut te demander des explications : qui te donne des problèmes ? Et puis, lui, il va rencontrer la personne pour savoir ce qu'elle t'a fait, quelles sont les raisons derrière de tels agissements. »

D'ailleurs, le Magistrat de l'IAV a affirmé avec sérénité : « *Si gen yon pwoblèm [nan lanmè a oswa yon dezòd nan pak la] y'ap rele m' kanmenm* / S'il y a un différend [en mer ou un conflit dans le Parc], les populations locales vont toujours me contacter ». Or, les observations du processus de création du PNN-IAV par l'État central et d'élaboration du plan de gestion par le MdE ont démontré le rôle sous-estimé du maire. Devant la prééminence de son influence, celui-ci devra être traité en instigateur de l'acceptation sociale du parc dans le paysage sociopolitique et d'une vision partagée de développement avec les populations locales. D'ailleurs, la commune dirigée par un Conseil de 3 membres avec l'obligation d'y inclure une femme est la seule collectivité territoriale complètement opérationnelle du pays au détriment du département et de la section communale.

Les populations locales du Parc national naturel de l'Île-à-Vache ont entrepris des mesures exclusives de conservation côtière et marine parallèlement aux bureaux du Parc logés aux Cayes. La confrérie des pêcheurs du sud de l'IAV s'est réappropriée du « commun environnemental » des ressources halieutiques, habituée dans une perspective locale à revendiquer les biens propres de la collectivité territoriale. L'affaire de la « Destination touristique de l'Île-à-Vache » illustre cet exemple évocateur. Par conséquent, la dimension générative et mobilisatrice de ce « genre d'agir » a induit, par les savoirs et règles que la confrérie s'est fixées, des résultats généralement plus convaincants que l'intervention du seul État (2018 : p. 5)[1009]. En reprenant les idées du chercheur Ianello (2017 : p. 59)[1010], elle devient une alternative à la logique marchande de surexploitation des ressources côtières au péril de l'équilibre de la planète, vu que la déclaration de l'AMP du PNN-IAV est une garantie insuffisante à la protection des intérêts des populations locales liés aux services écosystémiques de la mer. La confrérie des pêcheurs des localités au sud de l'IAV s'est alors réunie pour imposer ses règles de conservation à celle des pêcheurs installée au nord de l'IAV. La conversation suivante en focus-groupe atteste des faits avancés :

Texte original
Question : *Pa gen kote yo konn di nou piga nou peche la a tou nan lanmè a ?*
Réponse : *Wi gen kote wi yo entèdi.*

1009 Misonne, D (2018). La définition juridique des communs environnementaux. *Annales des Mines - Responsabilité & amp ; environnement,* 2018/4 n° 92, pp. 5-9. https://doi.org/10.3917/re1.092.0005
1010 Iannello, C. (2017). L'environnement en tant que bien commun. *Droit et Ville*, 2017/1 n° 83. pp. 59-85. https://doi.org/10.3917/dv.083.0059

Q : *Eske w ka montre nou ki kote yo di ki entèdi?*
R : *Nan zòn dèyè Ilavach w ap jwenn li. moun al fè pèch la anpil….sou zòn resif la, nan zòn Kokoye…Bon, yo gendwa menm chire filè a menm.*

Texte traduit
Q : N'y aurait-il pas des endroits où la pêche est interdite ?
R : Oui, il y a des zones interdites à la pêche.

Q : Est-ce que vous pourriez nous parler de ces zones d'interdiction ?
R : Dans les localités au sud de l'IAV, il y en a. Les pêcheurs s'y rendent souvent…vers la barrière de corail, dans la zone de Nan Kokoye…Bon, ils peuvent même déchirer les filets.

Réclamer des communs devient un engagement d'efficacité contre l'extractivisme à outrance et une prise en charge collective de l'exploitation des ressources halieutiques par les populations locales (Larrère, 2023 : paragr. 5)[1011]. La démarche tend vers l'équité environnementale autant pour les exploitants de la confrérie des pêcheurs et de la sororité des commerçantes que pour les usagers du PNN-IAV. Elle pourra s'ouvrir au refus de l'invisibilité des luttes féministes sous prétexte de défense de la Terre. En considérant les facteurs énoncés, des mesures coercitives ont été appliquées :

Texte original
Q : *Kiyès k'ap fè sa [chire filè] ?*
R : *Lòt moun ki rete nan zòn nan…Men se pa meri an an swa. Se moun nan zòn nan ki pa vle lòt moun soti lòt kote…Bon, talè a la gen yon eleman ki vire la a, yo sezi kannòt li a.*

Texte traduit
Q : Qui fait cela [déchirer les filets] ?
R : Les populations avoisinantes…Mais, ce n'est pas la mairie en soi. Ce sont les populations avoisinantes qui ne veulent pas de celles d'autres localités. Tout à l'heure, il y a quelqu'un qui s'est fait saisir son bateau de pêche.

1011 Larrère, C. (2023). Les communs environnementaux. Dans A. Gefen (éd.), *Un monde commun* (1-). CNRS Éditions. https://doi.org/10.4000/books.editionscnrs.57411

Les raisons derrière cette position radicale ont été questionnées :

Texte original
Q : *Moun nan Kokoye ki fè sa [dechire filè]? Poukisa yo fè sa?*
R : *Yo pa vle sa.*

Q : *Yo pa di poukisa yo pa vle moun yo fè sa?*
R : *Yo pa vle di. M pa konnen si se paske yo vle kenbe pwason yo pou yo sèlman. Sèl yo menm ki dwe pou kenbe pwason an.*

Q : *Men meri an pa di anyen sou sa?*
R : *Non li pa sou zòd de sa ...Yo fè m sa plizyè fwa pou mwen pa peche nan zòn dèyè a.*

Traduction
K : Les populations de Nan KoKoye qui ont fait cela [déchirer les filets] ? Pourquoi ?
R : Elles ne veulent pas.

K : Elles [Les populations de Nan KoKoye] n'ont pas dit pourquoi elles ont posé ces interdictions ?
R : Elles ne veulent pas dire. Je ne sais pas si c'est parce qu'elles veulent garder les poissons pour elles. Elles seules peuvent pêcher le poisson.

K : La Mairie n'a fait aucune intervention sur la situation ?
R : Non, la Mairie n'a pas pris d'action en ce sens… Elles [populations de Nan Kokoye] m'ont fait cela [déchirer les filets] à plusieurs reprises pour que je ne pêche pas dans ces eaux.

Des restrictions similaires ont été répertoriées dans une seconde localité au sud de l'IAV. Les deux communautés de pêcheurs sont voisines et situées en face d'une barrière de corail :

Texte original
Q : *E moun Ans Kannòt?*
R : *Se menm jan an yo ye tou wi.*

Q : *Ans kannòt pa vle tou?*

R : *Se menm jan an yo ye…Yo pa vle moun bò isi travèse, yo fè gwo dyèl avèk yo.*

Q : *An ok ! Se moun ki nan zòn Madame Bernard pa anlè yo pa vle pou yo vini anba a ?*
R : *Wi*

Texte traduit
K : Et les populations de Ans Kannòt ?
R : Elles sont pareilles.

K : Anse Kannòt a également posé des interdictions ?
R : Elles sont pareilles…Elles ne veulent pas que les populations d'ici [Nord de l'IAV] traversent leurs eaux, elles rentrent en duel.

K : An ok ! Ce sont les populations de Madame Bernard au nord qu'ils ne veulent pas au Sud ?
R : Oui.

La confrérie des pêcheurs du nord de l'IAV a affirmé avoir un comportement opposé :

Texte original
Q : *Men nou menm tou, nou pa fè menm jan avèk yo nan zòn pa nou an?*
R : *Nan zòn pa nou an pa gen sa non.*

Texte traduit
K : Et vous, vous ne réagissez pas de la même manière que les zones du Sud ?
R : Il n'y a pas cela dans notre zone.

9.3. Le contraste des actions climatiques entre Haïti, Cuba, et la Guadeloupe

Simultanément au cadre législatif et règlementaire sur la conservation côtière et marine, les politiques climatiques ont été abordées dans les 3 îles de la thèse. Elles faciliteront la compréhension des impacts des changements climatiques sur les AMP en étude et le relevé des actions prévues par les États (Haïti, Cuba) et la Région

(Guadeloupe). En Haïti, les principaux textes relatifs à la lutte contre les changements climatiques sont rentrés dans le droit interne avant la loi organique du ministère institué Autorité Nationale Désignée [sur les changements climatiques]. La Convention de 1992 sur les changements climatiques et le contraignant Accord de 2016 de Paris ont été ratifiés alternativement les 26 Septembre 1996 et 1er Février 2017. Le décret de fonctionnement du point focal institutionnel en charge de la coordination des actions climatiques a été voté le 16 Août 2020, après une création en 1995. Cette lenteur du Parlement envers le MdE traduit le manque de volonté politique à la transposition des conventions internationales et au renforcement des institutions d'intérêt public.

Les Convention de 1989 sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination ; de 2001 sur les polluants organiques persistants ; de 2003 sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée) ; de 2006 du travail maritime ; de 2007 sur le travail dans la pêche sont de ces conventions non ratifiées en lien avec le secteur marin[1012]. Une loi sur le Code de l'environnement, le vote du projet de loi portant code maritime et de navigation déposé en 2017[1013] seront bénéfiques à la régulation du secteur. Le MdE devancera donc la sanction parlementaire de son fonctionnement afin de rédiger les rapports pays en lien (in)directs avec les changements climatiques. Ces rapports techniques acquiescent du suivi des conventions internationales signées et/ou ratifiées par le pays. Ont été considérés :

- le Plan National de lutte contre les Changements Climatiques (PNCC), muni de l'échéance utopique d'une Haïti émergente en 2030 et guidé par des principes directeurs de décentralisation, participation, transparence, équité dans le deuxième pays le plus corrompu du continent américain en 2023[1014] d'après la *Transparency International* (MdE, 2019 : p. 21)[1015] ;

1012 ILO (2024). *Conventions et protocoles à jour non ratifiées par Haïti*. https://normlex.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:11210:0::NO::P11210_COUNTRY_ID:102671 (consulté le 8 Août 2024).
1013 Jacques, P. R. (2021, 26 Mars). Haïti et la législation maritime internationale. Où en est-on ? – 2eme partie. *Blogue de la Fondation Haïti Maritime*. https://haiti-maritime.org/2021/03/26/2e-partie-haiti-et-la-legislation-maritime-internationale-ou-en-est-on/#:~:text=Convention%20Internationale%20de%201978%20sur,ratifi%C3%A9e%20le%2031%20juillet%201996.
1014 Transparency International (2024). IPC 2023 pour les Amériques : l'absence d'un système judiciaire indépendant entrave la lutte contre la corruption. https://www.transparency.org/en/news/cpi-2023-americas-lack-independent-judiciary-hinders-fight-against-corruption (consulté le 4 Août 2024).
1015 MdE (2019). *Politique Nationale de lutte contre les Changements Climatiques (PNCC) 2019*. 52 p.

- le Plan national d'adaptation (2022-2030) à 4 secteurs prioritaires (agriculture, eau, santé, infrastructures) dont le budget d'implémentation des 21 mesures les plus prioritaires a été estimé à 980 millions de dollars[1016] ;
- le sixième rapport national sur la diversité biologique renfermant des lacunes sur l'état d'avancement de la conservation par fautes de suivi (MdE : 2019, p.xv)[1017] mais, avec des mentions formelles aux AMP ;
- le Programme d'action national aux fins de l'adaptation de 2006, objet en 2017 d'un atelier de validation d'une version actualisée[1018] non encore endossée par l'État central.

À Cuba, les enjeux climatiques ont été appropriés par des textes politiques fédérateurs à portée nationale et en interaction avec un contexte international dynamique sur la problématique (CITMA, 2019 : p. 7)[1019], à savoir :

- la nouvelle Constitution de 2019 adoptée en referendum populaire

> « *promueve la protección y conservación del medio ambiente y el enfrentamiento al cambio climático, que amenaza la sobrevivencia de la especie humana, sobre la base del reconocimiento de responsabilidades comunes, pero diferenciadas; el establecimiento de un orden económico internacional justo y equitativo y la erradicación de los patrones irracionales de producción y consumo* » (Art. 16) ;

- les documents du 7eme Congrès du *Partido comunista de Cuba* de l'Axe stratégique « Ressources naturelles et environnement » approuvés par la IIIe séance plénière du 18 Mai 2017 du Comité central et, soutenus par l'Assemblée nationale du 1er juin 2017 du Pouvoir populaire

> « *elevar la eficiencia energética y el desarrollo de fuentes renovables de energía, lo que contribuye, entre otros beneficios, a reducir la generación de gases de efecto invernadero, a mitigar el cambio*

1016 NAP Global Network (2023, 30 Janvier). *Haïti a soumis son plan national d'adaptation*. https://napglobalnetwork.org/2023/01/haiti-a-soumis-son-pna/ (consulté le 30 Juillet 2023).
1017 MdE (2019). *Sixième rapport national sur la biodiversité*. 229 p. https://www.cbd.int/doc/nr/nr-06/ht-nr-06-fr.pdf (consulté le 30 Juillet 2023).
1018 Ici Haïti (2017, 19 Juin). *Atelier de validation du PANA aux changements climatiques*. https://www.icihaiti.com/article-21277-icihaiti-environnement-atelier-de-validation-du-pana-aux-changements-climatiques.html (consulté le 30 Juillet 2024).
1019 CITMA (2019). *Cuba. Un plan ambicioso frente al cambio climático : "Tarea Vida"*. 17 p. https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/migration/cu/37087517a9a914cecc181e5d2d6962ceea0d14e5e24ccb0dee3299c33f196df8.pdf (consulté le 29 Juillet 2024).

climático y a promover un desarrollo económico menos intenso en carbono » (Objectif spécifique 11).

« *implementar de manera eficaz y eficiente los programas y acciones para el enfrentamiento al cambio climático, con énfasis en la adaptación, la reducción de la vulnerabilidad y la introducción de estrategias sistémicas e intersectoriales* » (Objectif spécifique 12).

Les textes politiques sur les changements climatiques de Cuba renvoient à un plus large consensus auprès des populations locales et de leurs représentant.e.s sans négliger qu'ils puissent évoluer en outil d'activisme environnemental. À l'opposé, les rapports techniques sur les changements climatiques en Haïti sont restrictifs dans le sens qu'ils sont principalement adressés à un public averti (décideur.euse.s, spécialistes). Ces rapports peuvent s'écarter des aspirations premières des populations locales sous prétexte d'objectivité.

Guadeloupe, pour sa part, a hérité du rôle historique de la France dans la mobilisation internationale et l'intensification des activités diplomatiques sur la limitation du réchauffement climatique. Elle devient, via son gouvernement central, initiatrice de « l'Accord [à portée universelle] de Paris » dans lequel un cadre d'actions de lutte contre les changements climatiques a été fourni. Pendant qu'Haïti s'est borné à une vision rhétorique associée à une timide démarche pionnière dans sa PNCC 2019, le Plan climat 2017 de la France et l'Axe stratégique « Ressources naturelles et environnement » 2017 de Cuba ont affiché des visées ambitieuses de « *erradicación de los patrones irracionales de producción y consumo* » / promotion « des modes de consommation plus durables ». À un nouveau cap « de la neutralité carbone à horizon 2050 » de la France, Cuba a conjugué « *un desarrollo económico menos intenso en carbono* » dans la « *reconocimiento de responsabilidades comunes, pero diferenciadas* ». L'État français de Guadeloupe et l'État cubain de la Caraïbe se sont engagés à soutenir respectivement le secteur énergétique par : « *la eficiencia energética y el desarrollo de fuentes renovables de energía* » / « l'innovation et la transformation du système énergétique vers les énergies renouvelables et davantage d'efficacité énergétique… ». En revenant au Plan Climat 2017, la France a émis vouloir s'appuyer sur « l'intelligence collective de l'ensemble des acteurs, pour coconstruire des solutions à l'échelle… » dans son point de départ. Cuba, de son côté, s'est adjoint une position pragmatique de pays en développement. Il a

compté sur « *la introducción de estrategias sistémicas e intersectoriales…* » dans l'implémentation efficace et efficiente de ses programmes et actions climatiques selon l'Objectif 12 de l'Axe stratégique.

Haïti est celle des 3 îles sœurs pour qui les voyants de variabilités climatiques sont le plus au rouge. D'après l'indicateur *Notre Dame Global Adaptation Initiative's* (ND-GAIN)[1020], c'est le 169eme/185 pays le plus vulnérable aux perturbations climatiques et autres changements globaux, et le moins apte à mobiliser des investissements en vue de l'amélioration de sa résilience. Pendant que les données haïtiennes reflètent l'urgence d'agir, Cuba occupe une position intermédiaire de 107eme place. Son faible niveau de vulnérabilité climatique a été conjugué à un faible niveau de mobilisation des investissements imputable à un isolement diplomatique. Guadeloupe serait le grand champion de la 16eme place à travers la France avec une faible vulnérabilité climatique et une forte capacité de mobilisation financière à l'échelle nationale/macro. À l'inverse, les 3 grands domaines de l'archipel sont en situation de vulnérabilité climatique à l'échelle ultramarine/méso. D'après l'Observatoire Régional de l'Énergie et du Climat (OREC), les populations[1021] remportent un risque critique de vulnérabilité climatique, les milieux[1022] et les activités économiques[1023] un risque significatif (2018 : p. 54)[1024]. L'université états-unienne Notre Dame et l'association écologique GermanWatch se sont accordées pour conclure que les pays en mal développement sont les plus vulnérables aux évènements climatiques[1025] et, les moins préparés aux conséquences. D'ailleurs, Haïti a été parmi les 3 territoires[1026] les plus touchés au monde par les évènements météorologiques extrêmes entre 2000 et 2019[1027]. Les catastrophes naturelles ont concouru conjointement à une crise pluridimensionnelle persistante à une contraction de 1,7 % de l'économie en 2019[1028]. L'assertion de l'université et de l'association s'est vérifiée pour Cuba après Haïti avant de se heurter à la particularité de la Guadeloupe. Le

1020 ND-GAIN (2024). *Classements*. https://gain.nd.edu/our-work/country-index/rankings/ (consulté le 27 Juillet 2024).
1021 Les populations regroupent les secteurs de l'aménagement du territoire et de la santé.
1022 Les milieux regroupent la biodiversité et les ressources en eau.
1023 Les activités économiques regroupent les secteurs du tourisme, de l'agriculture, des activités industrielles, de l'énergie, de la pêche et de l'aquaculture.
1024 OREC Guadeloupe (2018). *Profil territorial de vulnérabilité de la Guadeloupe au changement climatique*. 56 p. https://guadeloupe.ademe.fr/sites/default/files/profil-vulnerabilite-guadeloupe-changement-climatique-2018.pdf (consulté le 29 Juillet 2024).
1025 Buitekant, E. (2021, 25 Janvier). *Le classement 2021 des pays les plus menacés par le changement climatique*. GEO. https://www.geo.fr/environnement/le-palmares-2021-des-pays-les-plus-menaces-par-le-changement-climatique-203518 (consulté le 27 Juillet 2024).
1026 2 de ses 3 territoires, Haïti et Porto-Rico, ont été répertoriés dans la Caraïbe insulaire selon l'Indice mondial des risques climatiques à long terme du GermanWatch.
1027 Eckstein, D., Künzel, V., Schäfer, L. (2021). *Global Climate Risk Index 2021: Who suffers Most from Extreme Weather Events? Weather-related Loss Events in 2019 and 2000 to 2019*. 52 p.
1028 Banque Mondiale (2024). *Haïti Présentation*. https://www.banquemondiale.org/fr/country/haiti/overview (consulté le 29 Juillet 2024).

territoire développé de la France est vulnérable aux changements climatiques étant donné sa taille et sa localisation géographique. N'empêche qu'il conserve sa capacité de mobilisation financière pour sa résilience en tant que région ultrapériphérique de l'UE.

Les résultats des études ont démontré la vulnérabilité d'Haïti aux conséquences des perturbations climatiques. D'ailleurs, le Programme de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles - ACP, UE, Banque Mondiale - a été jusqu'à affirmer que 93 % de son territoire et plus de 96 % de sa population sont exposées au risque d'au moins 2 aléas naturels[1029] (GDFRR, 2017)[1030]. Le journal Le Devoir a fini par le qualifier de « Perle ternie par les catastrophes naturelles » en référence à son nom colonial de « Perle des Antilles » à cause de la litanie de désastres naturels génératrice de précarité aggravante et de sous-développement auto-entretenu (Lalime, 2021)[1031]. De tels facteurs ont convergé vers la vision corrective de la PNCC d'Haïti. Car, celles-ci corroborent « une grande capacité de réponse aux conditions climatiques défavorables… » et … « l'adoption de technologies sobres en carbone…qui favorisent plutôt la création de richesses » « …sur la voie d'une croissance verte… » d'ici 2030 (MdE, 2019 : p. 24)[1032]. Toutefois, les considérations sur les conditions climatiques n'apparaissent nullement dans les 4 grands piliers de la PNCC au mépris de l'ampleur des dommages provoqués. Elles peuvent être passablement associées aux déclinaisons des piliers en mesures de politique au titre de : (i) l'affectation de ressources financières dans le budget national (Pilier de financement climatique endogène) ; (ii) du développement d'actions de co-bénéfices (Pilier de l'efficacité dans les actions de lutte contre les changements climatiques). Ces conditions climatiques ont plutôt été étayées dans les principaux objectifs du Plan National d'Adaptation en ce qui a trait au développement d'infrastructures résilientes (MdE, 2023 : p. 65)[1033]. Elles ont été retrouvées dans les actions prioritaires de renforcement des capacités techniques des agriculteur.trice.s par une agriculture climato-intelligente (p. 68).

1029 Les aléas répertoriés sont les ouragans, inondations, sécheresses, tremblements de terre, glissements de terrain.
1030 GFDRR. (2017). *Haïti: Renforcement de la résilience face aux catastrophes et au changement climatique*. https://www.gfdrr.org/fr/haiti-renforcement-de-la-resilience-face-aux-catastrophes-et-au-changement-climatique#:~:text=Ha%C3%AFti%20est%20extr%C3%AAme-ment%20vuln%C3%A9rable%20aux,de%20terrain%20et%20des%20s%C3%A9cheresses. (consulté le 27 Juillet 2024).
1031 Lalime, T. (2021, 19 Aout). *Haïti, la perle ternie par les catastrophes naturelles*. Le Devoir. https://www.ledevoir.com/opinion/idees/625932/haiti-la-perle-ternie-par-les-catastrophes-naturelles (consulté le 29 Juillet 2024).
1032 MdE (2019). *Politique Nationale de lutte contre les Changements Climatiques (PNCC) 2019*. 52 p. https://faolex.fao.org/docs/pdf/hai201936.pdf (consulté le 27 Juillet 2024).
1033 MdE (2023). *Plan national d'adaptation au changement climatique (PNA) : Haïti / 2022-20230*. 92p. https://unfccc.int/sites/default/files/resource/PNA_HAITI.pdf (consulté le 29 Juillet 2024).

La PNCC d'Haïti a été produite en collaboration avec des consultant.e.s externes et validée par un atelier de travail en petit comité de cadres techniques et membres de la société civile. Elle est paradoxalement l'équivalent du plan d'état : le « *Tarea vida* » *para el enfrentamiento al cambio climático*[1034] de Cuba approuvé en Conseil des Ministres le 25 Avril 2017. Sa traduction française en « Objectif de vie » traduit combien le plan cubain représente « une nouvelle référence de développement » puis, une nécessité face aux impacts actuels des changements climatiques sur une île en transition d'un climat tropical humide à subhumide (Yaffe, 2022)[1035]. Il a dépassé le long terme de 2030 d'Haïti pour s'étaler sur des intervalles de temps plus longs de 2020 (court terme), 2030 (moyen terme), 2050 (long terme), 2100 (très long terme). Et s'est montré plus explicite que les scénarios climatiques de Guadeloupe à 2 échelles de grandeur : à l'horizon de 2100 selon les données à grande résolution du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) ; à l'horizon de 2070-2100 selon les travaux de Météo-France. Tout bien considéré, Haïti se distingue par 7 secteurs prioritaires d'interventions climatiques contre 12 à Cuba, et 7 en Guadeloupe (**Réf.** Tableau 12).

	HAÏTI		**CUBA**		**GUADELOUPE**
Secteurs d'exposition aux changements climatiques analysés	1. Agriculture/Elevage 2. Sécurité alimentaire et pêche 3. Santé et changement climatique 4. Tourisme et changement climatique 5. Transport et développement urbain 6. Ressources en eau 7. Gestion des risques et des désastres	Secteurs des principales actions d'adaptation et d'atténuation	1. Sécurité alimentaire 2. Énergie 3. Pêche 4. Aménagement territorial 5. Santé 6. Tourisme 7. Industries 8. Agriculture et Élevage 9. Construction 10. Transport 11. Forêts 12. Eau	Thématiques sectorielles des impacts liés au changement climatique	1. Agriculture-Pêche 2. Biodiversité 3. Cadre bâti et Transports 4. Énergie 5. Ressource eau 6. Santé publique 7. Tourisme
Document de référence :	Politique nationale de lutte contre le changement climatique		*Tarea vida*		Schéma Régional Air Climat Énergie

Tableau 12. Principaux secteurs considérés dans la lutte contre les changements climatiques en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe **(Pierre, 2024)**

1034 Mined Cuba (2024). *Tarea Vida - Ministerio de Educación de la República de Cuba*. https://www.mined.gob.cu/direccion-de-ciencia-y-tecnica/tarea-vida/ (consulté le 29 Juillet 2024).
1035 Yaffe, H. (2022, 6 Février). Cuba montre l'exemple en matière de changement climatique. *Les Crises*. Traduit de l'Anglais par les lecteurs du site Les-Crises. https://www.les-crises.fr/cuba-montre-l-exemple-en-matiere-de-changement-climatique/ (consulté le 4 Août 2024).

Les considérations sur le genre ne transparaissent pas non plus dans la PNCC. Seules les femmes ont été abordées aux côtés des enfants, des jeunes, des personnes âgées, et des personnes à mobilité réduite dans 2 situations spécifiques : (1) d'invitation à leur participation et concertation pour la mise en œuvre de la PNCC ; (2) de focus sur elles en tant que groupe vulnérable sur des actions suggérées pour le renforcement des réponses en santé et changements climatiques (MdE, 2019 : p. 21, 45). Les considérations sur le genre apparaissent dans le Plan National d'Adaptation au changement climatique (PNA). Le PNA pose des actions d'adaptation sensibles au genre et aux plus vulnérables en principe directeur dans l'exécution de projets/programmes visant l'augmentation de la résilience et dans le renforcement du capital humain pour une planification de l'adaptation à l'échelle des collectivités les plus vulnérables (MdE, 2023 : p. 60, 61). Il préconise le critère « Amélioration des conditions des femmes », des indicateurs sensibles aux conditions des filles et des femmes dans la diversité des actions d'adaptation (p.66). L'ajout d'une perspective intersectionnelle aidera à mieux appréhender l'incidence des dimensions d'identité sur les réalités climatiques des populations locales.

Au lieu des 4 grands piliers[1036] de la PNCC d'Haïti, le *Tarea vida* de Cuba a adopté 5 actions stratégiques décomposées en 11 tâches dont la tâche 3 des P*layas*[1037], la tâche 6 des *Corales*[1038], la tâche 8 de *Adaptación y mitigación*[1039] (aux changements climatiques). Pendant que les tâches cubaines ont été rattachées aux écosystèmes caractéristiques des AMP : plages et coraux, Guadeloupe les a généralisées sous le vocable de « Biodiversité » dans son Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie (SRCAE-Guadeloupe)[1040] approuvé par arrêté préfectoral du 20 décembre 2012[1041]. Haïti a préféré relier ses écosystèmes à un secteur d'activité économique pris pour leurs attraits balnéaires : « Tourisme et changements

1036 Les 4 grands piliers (PNCC, 2019 : p.25-27) sont : (1) le renforcement institutionnel, pour un personnel local qualifié, à fidéliser par la stabilité d'une carrière et de meilleures conditions de travail ; (2) l'amélioration de la gouvernance, par la révision des processus nationaux en matière d'initiatives publiques impactant et l'actualisation de l'arsenal juridico-légal environnemental ; (3) le financement climatique endogène, par l'identification des mécanismes et sources nationaux de financement à privilégier de concert avec la société civile ; (4) l'efficacité dans les actions de lutte contre les changements climatiques, par la priorisation d'interventions fondées sur la science combinée à des processus et règles appropriés à l'utilisation optimale du peu de fonds disponible.

1037 *Tarea 3. Conservar,mantener y recuperar integralmente las playas arenosas del archipiélago cubano, priorizando las urbanizadas de uso turístico y reduciendo la vulnerabilidad estructural del patrimonio construido.*

1038 *Tarea 6. Detener el deterioro, rehabilitar y conservar los arrecifes de coral en todo el ar chipiélago , con prioridad en las crestas que bordean la plataforma insular y protegen playas urbanizadas de uso turístico. Evitar la sobrepesca de los peces que favorecen a los corales.*

1039 *Tarea 8. Implementar y controlar las medidas de adaptación y mitigación al cambio climático derivadas de las políticas sectoriales en los prog ramas,planes y pro yectos vinculados a la seguridad alimentaria, la energía reno vable , la eficiencia energética, el ordenamiento territorial y urbano , la pesca , la agropecuaria, la salud, el turismo , la construcción, el transporte , la industria y el manejo integ ral de los bosques.*

1040 En tant qu'outil de planification, le SRCAE-Guadeloupe est une déclinaison locale et régionale des plans nationaux de France – climat, biodiversité, adaptation aux changements climatiques, santé-environnement – à la suite des engagements pris aux niveaux (inter)nationaux.

1041 De Saint Quentin, Amaury (s.d.). Schéma régional climat - air - énergie (SRCAE). *Préfet de la Région Guadeloupe*. https://www.guadeloupe.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Archives/Schema-regional-climat-air-energie-SRCAE (consulté le 8 Juillet 2024).

climatiques ». La PNCC a fini par dénombrer des manifestations locales en rapport avec la biodiversité côtière et marine : la prolifération d'algues sargasse et de méduses ; l'acidification de la mer ; la disparition de certains îlets ; l'inondation des plages ; l'altération des sites touristiques, y compris côtiers et marins (p. 47).

Si Haïti a adopté sa politique climatique 2 ans après les efforts de 2017 des 2 îles sœurs, il faut lui attribuer en premier l'insertion du paramètre de la sécurité. En raison d'un contexte de revendications sociales et de mobilisations populaires, les changements climatiques ont dû être examinés aussi bien suivant des impacts environnementaux que politiques. L'article de Pierre et Prince (2023) a été resitué pour attester des impacts politiques conformément au triplex AMP-changements climatiques-criminalité, à savoir : (a) l'introduction de la dimension violence et criminalité dans la diffusion des informations climatiques et environnementales ; (b) la substitution des gangs en contre-pouvoir de l'État dans l'enceinte d'aires protégées exacerbées par les changements climatiques ; (c) l'effacement et/ou la restriction des usages et pratiques liés aux aires protégées à cause de la terreur des gangs et des effets des changements climatiques ; (d) la dépréciation de l'historiographie environnementale locale devant l'ampleur des opérations de violence et des conséquences des changements climatiques (paragr. 2, 24, 25)[1042]. C'est pourquoi un Groupe de travail sur la sécurité climatique a été créé en Haïti en 2022.

La situation sécuritaire est distincte dans les 2 autres îles sœurs en étude dans la thèse. La stabilité relative des institutions cubaines sous l'égide du parti unique PCC fait que son plan climatique a prévu des « investissements » progressifs au lieu de « projets » et/ou de programmes subdivisés en projets calqués au maximum sur des quinquennats présidentiels en Haïti. La Guadeloupe bénéficie de la stabilité politique de la France, favorable au fonctionnement de structures « catalyseur d'actions en réponse aux impacts des changements climatiques ». Les structures climatiques dénombrées sont : (1) le Groupe Régional d'Experts sur le Climat de la Guadeloupe (GREC Guadeloupe) entouré d'experts issus du monde la recherche, du milieu socio-professionnel et des collectivités ; (2) l'Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM) au sein de de l'Eurosystème composé de la Banque centrale européenne et des banques centrales nationales de la zone euro ; (3) le Haut Conseil

1042 Pierre, A. V. D. & Prince N., (2023) « Ressources naturelles et stratégie de positionnement des « gangs » dans la Région Métropolitaine de Port-au-Prince (Haïti) », *Études caribéennes* [En ligne], issue 56. https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.29649

pour le climat chargé d'évaluer l'action publique française en matière de climat en toute indépendance ; (4) l'Université des Antilles en complémentarité d'expertises avec des Universités métropolitaines de renommée internationale sur le climat : la Sorbonne, Campus de Pierre et Marie Curie – Laboratoire BOREA, Université de Montpellier – Géosciences Montpellier, Université de la Rochelle – Évolution Paris Seine, et autres).

Les 3 îles sœurs de la thèse ont perçu le rôle de la science dans le développement des solutions et des décisions politiques relatives aux changements climatiques à différents niveaux. Dans la PNCC, Haïti a reconnu « la priorisation des actions fondées sur la science » en référence au pilier 4 sur l'efficacité dans les actions de lutte contre les changements climatiques (p. 27). Pourtant, cette science demeure un objectif non atteint, à détenir par « des cadres hautement qualifiés » de l'administration publique. Quelques cadres arrivent encore à bénéficier de congés de formation pour poursuivre des études diplômantes au niveau supérieur. Néanmoins, la majorité a plus accès aux formations certifiantes. Qu'il s'agisse de grades universitaires ou de valorisation d'acquis professionnels, les possibilités d'évolution de carrière sont trop restreintes dans l'administration publique pour profiter à l'État central. Sachant que la structure haïtienne pionnière des études scientifiques sur les changements climatiques est privée, quel serait le partenariat à engager entre l'État haïtien et l'Université d'État d'Haïti d'avec l'ERC2 de l'UniQ ?

Les 2 universités, membres fondateurs du Collège doctoral [multidisciplinaire] d'Haïti, sont pourvoyeuses d'une éducation scientifique « […] indispensable pour rendre les sociétés de demain capables d'aborder la transition écologique et de s'approprier les éléments de base nécessaires à la comprendre et à y agir » (Léna et Wilgenbus, 2020 : p. 295)[1043]. En 2024, l'UniQ a intitulé son colloque d'éducation aux changements climatiques « Changement climatique en Haïti : impacts, atténuation, adaptation et positionnement à la COP 30 ». L'objectif derrière est d'attirer l'attention de l'État sur l'intégration des universités locales dans l'élaboration de la réponse pays d'Haïti aux changements climatiques. Et puis, l'Université d'État d'Haïti est membre du Réseau National de l'Enseignement Supérieur Public (ReNES)[1044].

1043 Léna, P. et Wilgenbus, D. (2020). Changement climatique et éducation. *Géoscience, sciences de la planète, 352, Issue 4-5 (2020)*, pp. 285-296. https://doi.org/10.5802/crgeos.26

1044 UEH (2023, 16 Mai). *Lancement du Réseau National de l'Enseignement Supérieur Public (ReNES)*. https://ueh.edu.ht/lancement-du-reseau-national-de-lenseignement-superieur-public-renes/#:~:text=Il%20s'agit%20de%20l,Nord%2DOuest%20%C3%A0%20Port%2Dde (consulté le 11 Octobre 2023).

Le ReNES compte des universités publiques en région comme celle du Sud, au plus proche du PNN-IAV. Elles ont été instaurées le lendemain du séisme dévastateur de 2010 dans un souci de promotion de coopération interuniversitaire ; de contrôle de qualité de l'enseignement-apprentissage et des services à la collectivité (Voltaire, 2013 : p. 268)[1045].

Dans les *Proyecciones TAREA VIDA 2021-2025*, Cuba a évoqué : (i) son savoir scientifique dans l'adhésion aux prévisions climatiques du GIEC ; (ii) le parti pris d'une mise en œuvre et d'une évaluation systématique fondées sur les connaissances scientifiques ; (iii) son appréciation des horizons temporels considérés par la science dans les changements exigés par l'adaptation et l'atténuation (2020 : p. 7, 16)[1046]. Dans le SRCAE, Guadeloupe a souligné : (i) le déficit des réponses de la recherche institutionnelle et des sciences océanographiques dans les mesures d'adaptation du secteur de la pêche ; (ii) la nécessité des sciences participatives dans l'observation et le suivi à large échelle des effets induits du réchauffement climatique sur les espèces (p. 152). Le financement des actions climatiques a également été traité par les 3 îles de la thèse. Haïti a opté pour un « financement endogène » par l'identification de mécanismes et de sources nationaux dans le pilier 3 de sa PNCC. Cette stratégie paraît inappropriée sachant combien le pays fonctionne sous la perfusion de ressources externes, à savoir :

- l'aide internationale au développement « des entrepreneurs de politiques publiques » (Pacquement, et Lombard, 2018 : p. 9)[1047]dans une « république des ONG »

  Les calculs d'Elga Exil et Marc-Aurèle Mercier (2022) ont démontré que cette aide nette s'est pratiquement réduite à 900 millions de dollars états-uniens en 2018[1048]. Elle a occasionné une prolifération d'ONG dans le cadre global d'une gouvernance territoriale au nom de principes de proximité et produisant des externalités de réseaux de projets et d'acteurs (Providence, 2020 : p. 214)[1049]. Lors

1045 Voltaire, Y. (2013). Vers l'Harmonisation et la Consolidation du Réseau des Universités Publiques Régionales d'Haïti. *Journal of Haitian Studies*, *19*(1), pp. 258 à 270. http://www.jstor.org/stable/24344221 (consulté le 11 Octobre 2023).
1046 CITMA (2020). *Proyecciones TAREA VIDA 2021-2025*. https://siteal.iiep.unesco.org/sites/default/files/sit_accion_files/proyecciones-tarea-vida.pdf (consulté le 29 Juillet 2024).
1047 Pacquement, F., et Lombard, M. (2018). *L'histoire de l'AFD en Haïti. À la recherche de la juste distance*. Karthala. 263 p.
1048 Exil, E. et Mercier, M.- A. (2022). *La problématique de l'efficacité de l'aide internationale en Haïti pour la période allant de 1995 à 2018* [Mémoire de licence en sciences économiques, Université Quisqueya – Haïti]. Mémoire online. https://www.memoireonline.com/11/22/13495/La-problematique-de-lefficacite-de-laide-internationale-en-Hati-pour-la-periode-allant-de.html (consulté le 5 Août 2024).
1049 Providence, C. (2020). L'aide au développement en Haïti : des réponses paradoxales aux déséquilibres territoriaux. *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, 16(1), pp.181–216. https://doi.org/10.7202/1075859ar

de la mise en œuvre, ces ONG sont priorisées sur les communes qui estiment souffrir de la substitution de leur rôle et deviennent des bénéficiaires au lieu d'être acteurs de ces projets.

- les envois de fonds des travailleurs haïtiens à l'étranger « bouffée d'oxygène aux ménages » (IHSI, 2023) d'un pays en « déconfiture »[1050]

  Les transferts sans contrepartie de 2,986 milliards de dollars états-uniens en 2018 selon la Banque mondiale ont alloué à la diaspora haïtienne un poids relatif de 32,5 % du PIB, ou encore fait d'elle :

  > « […] la principale source de devises du pays, soit 3,6 fois la valeur des exportations, 10 fois celle des flux d'aide au développement et 37 fois le montant des investissements directs étrangers » ou encore (Augustin et Prophète, 2019)[1051].

Malgré l'affirmation contraire de la PNCC, Haïti gagnerait à maintenir « un financement exogène » par le biais de mécanismes nationaux garantissant la durabilité du financement international dans les interventions climatiques[1052]. Ou plus largement, il s'agirait d'instaurer l'État central en acteur viable de coordination de l'aide climatique pour les populations locales dans la lignée de l'éditorial de la revue Esprit sur la réinvention de l'aide internationale en Haïti (2010)[1053]. Cuba a bien compris l'importance du *Financiación internacional* dans la tâche 11[1054] de son *Tarea vida*, financement bilatéral et onusien pour lui face aux sanctions et à l'impérialisme bleu des États-Unis. Son approche suggère, toujours d'après Yaffe (2022), une alternative aux paradigmes dominants de partenariat avec le secteur privé en s'appuyant sur des solutions nationales peu coûteuses. Guadeloupe a privilégié la coopération au strict financement climatique dans son SRCAE :

1050 Théodat, J.-M. (2019). Éditorial. *Les Cahiers d'Outre-Mer [En ligne], LXXII (279),* pp. 7-9. https://doi.org/10.4000/com.9786
1051 Augustin, D. et Prophète, C.-H. (2019). *Transferts de la diaspora et taux de change réel : le cas d'Haïti*. Rapport préparé par la Direction Monnaie et Analyse Économique de la Banque de la République d'Haïti. https://frd.brh.ht/fichiers_coin/Transferts%20de%20la%20diaspora%20et%20taux%20de%20change%20r%C3%A9el-Le%20cas%20dHa%C3%AFti.pdf (consulté le 5 Août 2024).
1052 Pierre, A. V. D., Desse M. (2022, Juin), S'adapter sans l'État dans des aires marines protégées sur papier. Poster présenté dans le cadre du colloque « La mer monte : des espaces naturels aux territoires littoraux, quelles stratégies d'adaptation ? », La Cité des Congrès de Nantes, France. https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03708957/document
1053 (2010). Éditorial. Haïti. L'aide internationale à réinventer. *Esprit*, *2*, pp.4-5. https://doi.org/10.3917/espri.1002.0004
1054 *Tarea 11. Gestionar y utilizar los recursos financieros internacionales disponibles, tanto los provenientes de fondos climáticos globales y regionales, como los de fuentes bilaterales; para ejecutar las inversiones, proyectos y acciones que se derivan de cada una de las tareas del Plan de Estado.*

- une coopération entre départements d'outre-mer au niveau national, afin de porter un discours commun sur des problématiques de transition énergétique semblables ;
- la coopération économique d'Eric Williams au niveau régional, afin de bénéficier des opportunités d'intégration des organes régionaux, et des programmes de coopération décentralisée aux échelles française et européenne (p. 271).

D'ailleurs, le double statut de région et de département confère à la Guadeloupe de nombreux avantages, comme l'accès aux 250 millions d'euros du Fonds vert gouvernemental français pour animer les plans territoriaux climat-air-énergie des intercommunalités en 2024[1055].

L'incidence des politiques climatiques sur le PNN-IAV (**Réf.** Figure 38) est illustrée à partir d'une version remodelée de l'arrangement institutionnel du processus PNA[1056].

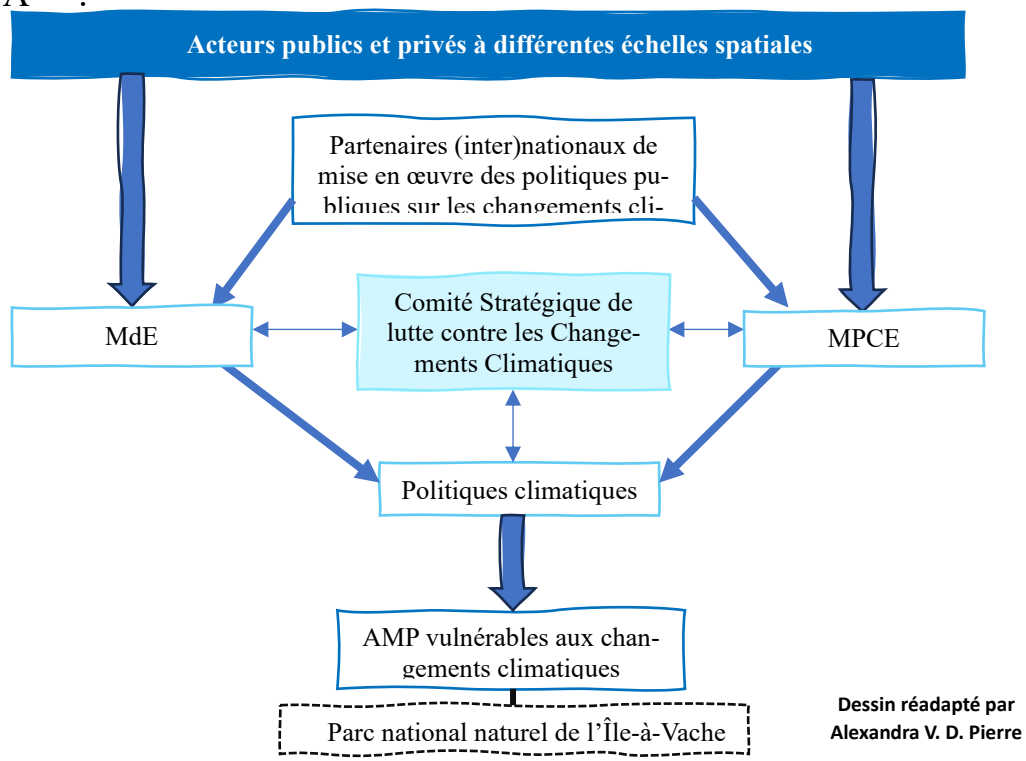


Figure 38. Insertion des aires marines protégées dans les politiques climatiques **(MdE, 2022 : p. 18)**

1055 France-Antilles (2023, 26 Décembre). PCAET : 250 millions d'euros pour animer les plans territoriaux climat-air-énergie. https://www.guadeloupe.franceantilles.fr/regions/departementales/pcaet-250meur-pour-animer-les-plans-territoriaux-climat-air-energie-968009.php (consulté le 5 Août 2024).
1056 MdE (2022). *Communication d'Haïti relative à l'adaptation*. 49 p. https://unfccc.int/sites/default/files/2022-08/Communication%20d%20Haiti%20relative%20a%20l%20adaptation_rev.pdf (consulté le 18 Août 2024).

Ce processus suggère l'instauration d'un Comité Stratégique de lutte contre les Changements Climatiques (CSCC) gratifié de la « fonction principale d'assurer la coordination, le suivi et l'évaluation des politiques et des plans d'action nationaux concernant la lutte contre les changements climatiques » (Art. 2)[1057]. Le MdE agira de concert avec le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE)[1058] muni de la mission d'animer la planification du développement et de coordonner l'apport externe en support à l'effort national de développement en Haïti.

Haïti a été traversé par 2 mouvements de dénonciation financière dans son histoire : (1) l'Affaire de la Consolidation[1059] sur le procès du Président Nord Alexis contre des grands commis de l'État accusés de dilapidation de fonds publics (1903-1904) ; (2) l'Affaire *PetroCaribe*[1060] sur les plaintes de malversation devant une juridiction criminelle par des citoyen.ne.s concernant la gestion du fond de coopération énergétique entre Haïti et Venezuela[1061] (2018) ; sans oublier l'hécatombe non revendiquée de la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH)[1062] à la suite du séisme de 2010. Les enquêtes de 1903 ont eu à épingler des ressortissants français et allemands employés de la Banque nationale ; celles de 2020, des firmes canadiennes et dominicaines opérant par des filiales locales (SNC-Lavalin, Estrella) et mêlées dans des procès de corruption dans leur pays d'origine[1063] ; celles de 2011 à nos jours, les États-Unis et la famille Clinton accusés de reprise et vols des dons du Fonds pour la reconstruction d'Haïti[1064]. Des slogans comme « *Kot kòb chanjman klimatik la* ?[1065] », « *Kòd la oswa kòb la !* »[1066] pourraient rapidement

1057 D'après le Projet d'arrêté sur l'organisation et le fonctionnement du Comité Stratégique de lutte contre les Changements Climatiques (CSCC) rédigé par le consultant Jean André Victor, Dr (2020) dans le cadre du Projet PNA.
1058 Le MdE et le MPCE sont les points focaux institutionnels déjà établis du Plan National d'Adaptation en Haïti.
1059 Hermogène, F. (2019, 24 Avril). Comprendre le Procès de la Consolidation dans l'histoire d'Haïti. *Ayibopost*. https://ayibopost.com/comprendre-le-proces-de-la-consolidation-dans-lhistoire-dhaiti/ (consulté le 13 Août 2024)
1060 Gagnon, S. (2019, 3 Février). Scandale de corruption en Haïti : Kot kòb Petwo Karibe a ? *Blogue de l'organisation Avocats sans frontières Canada*. https://asfcanada.ca/medias/scandale-de-corruption-en-haiti-kot-kob-petwo-karibe-a/ (consulté le 13 Août 2024).
1061 Les Fonds PetroCaribe de l'Accord du même nom sont des prêts de 25 ans concédés par l'entremise d'un mécanisme de livraison de pétrole à conditions préférentielles en échange du financement de projets sociaux et de développement dans les pays bénéficiaires. Soutenus par la vision commune des Présidents Fidel Castro (Cuba) et Hugo Chávez (Vénézuela), ils prônent la souveraineté énergétique de la région ALC sur la base des principes d'intégration de la « *Alianza Bolivariana para los Pueblos de Nuestra América* » (ALBA, avec une branche Caraïbe) : solidarité, complémentarité, justice et coopération. D'après le Journaliste de l'Exemplaire Guillaume Mazoyer (2018), « L'idée de l'accord est de faire du Venezuela une plateforme pétrolière au service des pays importateurs pauvres des Caraïbes, pour favoriser leur développement tout en s'affranchissant de l'aide occidentale ».
1062 Seitenfus, R. (2020). Pourquoi la CIRH a échoué? Analyses de Ricardo Seitenfus. Ayibopost. https://ayibopost.com/pourquoi-la-cirh-a-echoue-analyses-de-ricardo-seitenfus/ (consulté le 13 Août 2024).
1063 Johnston, J. (2019, 6 Juin). The Overpass to Nowhere. *Center for economic and policy research*. https://cepr.net/the-overpass-to-nowhere/ (consulté le 13 Août 2024).
1064 Charles, J. (2020, 14 Janvier). Bill Clinton a eu pendant longtemps une très bonne image en Haïti. Puis est venu le séisme de 2010. *Miami Herald*. https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article239066188.html (consulté le 13 Août 2024).
1065 Traduit du Créole haïtien en Français par « Où est passé l'argent des changements climatiques ? », une analogie à la question « Kot Kòb Petrokaribe a » du mouvement citoyen PetroCaribe.
1066 Traduit du Créole haïtien en Français par « L'argent ou la corde ! », une reprise du slogan « Kòb la oswa Kòd la » du mouvement citoyen PetroCaribe.

émerger et devenir virales. Ils seront probablement diffusés par des jeunes militants écologistes *KlimaChallenger*[1067] dans les réseaux sociaux X et Facebook de la même façon qu'en 2018.

Entre-temps, les manquements d'Haïti en traçabilité financière par son Ministère de l'Économie l'ont encarté de l'accès direct au financement climatique public. Le pays ne peut notamment pas justifier des principes exigés de complémentarité de fonds, de transparence et redevabilité, d'adéquation et précaution. Ce qui sous-entend que ses «…*capacity and level of preparedness of countries to act as implementing and executing bodies of international public funding* »[1068] sont nettement défaillants. Ce triste constat s'éloigne des exploits 2016 de l'État d'Antigua-et-Barbuda de la Caraïbe orientale. Parmi les premiers à compléter sa feuille de route[1069], il est de surcroît le premier pays de la Caraïbe insulaire à accéder au Fonds vert pour le climat. Le résultat a été obtenu en 2018 par le Département de l'Environnement sous la conduite de la Directrice Dianne Black, aussi Ambassadeur des changements climatiques[1070] pour le Ministère de l'Agriculture, de l'Aménagement du territoire, du Logement et de l'Environnement. L'Ambassadeur a eu à écrire sur le site du *The Commonwealth* :

> « *The effort is clearly country driven but international partners have a role to play. The Commonwealth Climate Finance Access Hub, building on its experience of technical assistance in the past year, is deepening its support and collaboration with the country.*
> *[…]*
> *Antigua and Barbuda's efforts to mobilize international climate finance is domestically driven, this is an important factor in its success thus far.* »[1071].

1067 *KlimaChallenger* a été créé par analogie à *PetroChallenger* : les porteurs du mouvement PetroCaribe sur la toile avant de s'ouvrir au terrain.
1068 Lacoste, M. (2015, 18 Novembre). Direct access to international climate finance - a view from Latin America and the Caribbean. *Blogue du Climate & Development Knowledge Network*. https://cdkn.org/story/opinion-enjoying-direct-access-to-international-climate-finance (consulté le 13 Août 2024).
1069 GCF (s.d.). *GCF Readiness Results - Antigua and Barbuda*. https://www.greenclimate.fund/news/gcf-readiness-results-antigua-and-barbuda
1070 Le titre d'Ambassadeur semble être celui de point focal pratiqué en Haïti. Selon le Journal *Daily Observer* (2024, 1er Juin), elle a eu à s'exprimer en ses termes sur son travail avant de quitter en Juillet 2024 : « You can't go into it without proper research and the right numbers. You have to go through a very rigorous process of getting the details so you can speak with authority. That takes up a lot of time »…« The position of ambassador for climate change is non-paid. You have to be dedicated, which I clearly am and I'm really grateful for the opportunity to be able to do it, but the work-life balance is just not there ».
1071 The Commonwealth (2018, 18 Juin). *Antigua and Barbuda: Destined for climate finance success*. https://thecommonwealth.org/news/antigua-and-barbuda-destined-climate-finance-success#:~:text=Since%202016%2C%20it%20has%20secured,USD%20%24245%20million%20for%20funding. (consulté le 13 Août 2024).

Le Fonds Vert pour le Climat n'est pas le seul fonds de ce type pour lequel Haïti a besoin de l'intermédiaire d'une entité accréditée. Il est absent de la carte des Institutions Nationales de Mise en Œuvre (INM) du Fonds d'adaptation complémentaire au Fonds Vert pour le Climat, contrairement à la Jamaïque et la Dominicanie. Ce second fonds dédié aux communautés les plus vulnérables des pays en développement a compté jusqu'en Juin 2020, 50 % de ses INM issues de pays moins avancés et de petits états insulaire en développement[1072]. Il est encore plus applicable au PNN-IAV en raison de la vulnérabilité supplémentaire associée au milieu rural haïtien. Au regard de sa réputation factuelle d'opacité financière, Haïti mérite d'adopter une communication claire sur les différentes composantes de son budget d'adaptation aux changements climatiques. Tel que soutenu par la DCC, il révèle des lignes redondantes qui interrogent sur sa pertinence, à moins d'explications supplémentaires (**Réf.** Annexe) : (a) 2 lignes budgétaires identiques intitulées « Reforestation » et une troisième avec des montants inférieurs pour des raisons non communiquées ; (b) 1 ligne « Reforestation adaptée et appropriée » simultanément aux lignes « Reforestation », « Reforestation et conservation de sols », « Reforestation avec accent sur l'agroforesterie » ; (c) 1 ligne « Protection de l'environnement » tandis que le budget entier doit garantir la protection de l'environnement ; (d) 1 ligne « Retour à la Terre » et 1 ligne « Mobilisation et actions dans le secteur agricole » ; (e) 1 ligne « Développement et Gestion des bassins versants », 1 ligne « Gestion intégrée des bassins versants » et 1 ligne « Protection des bassins versants ». Ce sont autant de rubriques dont les descriptions sont très proches, sinon similaires. En contactant un administrateur, il a aussi remarqué que la ventilation du budget n'informe pas assez sur le mécanisme d'utilisation de fonds attribué à chaque poste de dépense.

Le budget du PNA expose vraisemblablement 3 de ses secteurs prioritaires, à savoir : (a) l'Agriculture, (b) la Santé, (c) les Ressources en eau ». Pourtant, il ne valorise pas assez le secteur des « Infrastructures » d'après sa synthèse d'actions nationales :

> « Pour ce secteur, les actions touchent l'élaboration de normes de construction adaptées au climat, la sensibilisation, le renforcement des capacités, la mise en place et le respect des zonages, le renforcement des

1072 Adaptation Fund (2020). Climate Adaptation Finance : DIRECT ACCESS. https://www.adaptation-fund.org/wp-content/uploads/2019/11/Direct-Access-June-2020.pdf (consulté le 13 Août 2024).

> infrastructures et des structures de gestion des risques et désastres (curage et drainage, l'aménagement des bassins versants - en amont des infrastructures- et le redimensionnement des infrastructures de drainage), une budgétisation appropriée pour un entretien effectif et efficace des infrastructures, élaboration et mise en place de politiques et plans d'aménagement et d'urbanisme avec une vulgarisation des normes de construction parasismique » (p. 65).

La primeur des bassins versants dans les lignes semble être profitable, puisque le MdE a décroché en 2023 un financement de 22,4 millions dollars US sur 8 ans en vue de l'« Amélioration de la résilience climatique dans la région de Trois-Rivières en Haïti grâce à la gestion intégrée des inondations »[1073]. Le Projet lancé le 27 Juin 2024 vise des stratégies durables de gestion des inondations et de restauration des écosystèmes à l'échelle du bassin versant des Trois-Rivières[1074]. Cette priorisation dans le budget dévoile néanmoins une démarche terrienne de rédaction dans laquelle les caractéristiques insulaires d'Haïti ont été négligées. « La mise en place et le respect des zonages » des actions donnerait par exemple, l'opportunité de (re)penser l'aménagement territorial du pays par le biais de la planification spatiale marine. Par cette démarche, l'usage de l'espace de la terre sera rationnalisé en même temps que celui de l'espace de la mer qui renferme des AMP, et des îles satellites dont Île-à-Vache et son Parc en étude. La conservation du PNN-IAV pourra alors être adressée par le biais d'écosystèmes côtiers perçus en tant que systèmes socio-écologiques et fonctionnels essentiels aux mesures de protection, et limitant les impacts [anthropiques] des utilisations multiples (Reimer et al., 2023 : p. 16)[1075]. La distribution du budget du PNA sur les 9 ans est tout aussi discutable : 1 année sur 2 dépasse systématiquement les 150 000 USD ; les secondes années représentent approximativement 1/5 des premières années. Si ce ne sont pas des exigences normatives du Fonds vert, une conception graduelle considérant que les résultats des projets sont atteints au fur et à mesure de leur exécution est plus appropriée. En d'autres termes, la

1073 HaïtiLibre (2023, 5 Décembre). *Haïti - Environnement : 22,4 millions US$ pour le bassin versant des Trois-Rivières*. https://www.haitilibre.com/article-41136-haiti-environnement-22-4-millions-us$-pour-le-bassin-versant-des-trois-rivieres.html (consulté le 13 Août 2024).
1074 PNUD Haïti (2024, 28 Juin). *Haïti : Vers la résilience climatique de la région de Trois-Rivières*. https://www.undp.org/fr/haiti/communiques/haiti-vers-la-resilience-climatique-de-la-region-de-trois-rivieres (consulté le 13 Août 2024).
1075 Reimer, J., Devillers, R., Trouillet, Ban, N., Agardy, T., Claudet, J. (2023). Conservation ready marine spatial planning. *Marine Policy*, 153(2023)105655, pp.1-6. https://doi.org/10.1016/j.marpol.2023.105655

stratégie de gestion financière suggérée serait un décaissement dégressif jusqu'à la clôture du Projet sans compromettre la continuité des activités.

Conclusion de la troisième partie

Haïti, Cuba et la Guadeloupe ont mis en place des structures institutionnelles responsables de la conservation marine, coordonnées par leurs ministères de l'environnement respectifs, à travers des agences spécialisées : l'Agence nationale des aires protégées en Haïti, l'Agence de l'environnement à Cuba, et l'Agence régionale de biodiversité des îles de la Guadeloupe. Les plans de gestion des aires marines protégées ont été élaborés dans le cadre d'une réglementation décentralisée et inclusive clairement définie à Cuba et en Guadeloupe, contrairement aux pratiques non formalisées d'Haïti. L'absence de gouvernance effective des aires marines protégées a occasionné une forme d'autogouvernance des autorités locales et des populations de l'Île-à-Vache. Elle s'est déployée dans un contexte de concurrence matérielle entre les bureaux centraux de l'ANAP et, les bureaux du parc localisés aux Cayes au lieu de l'île adjacente. Les aires marines protégées d'Haïti sont d'autant plus vulnérables dans un pays où l'accès au financement climatique reste limité. Cuba a opté pour une gestion optimisée de ses ressources financières en matière de lutte, tandis que la Guadeloupe bénéficie des avantages de région ultrapériphérique de l'UE.

Conclusion

La thèse s'intitule « la course aux aires marines protégées dans la Caraïbe insulaire : Cap sur les enjeux de gestion et de gouvernance en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe ». La forte progression de la protection marine est connue à travers le monde depuis les années 2016, 2017, notamment à la suite du phénomène El Niño[1076]. 5 millions de km^2 de superficie, supplémentaires d'au moins un million des années 1990 à 2005, ont été déclarées AMP en une année[1077]. Dans la Caraïbe insulaire, Haïti a formulé ses 9 premières AMP par le biais d'un seul arrêté. Il a été récompensé pour avoir consacré 24,16 % de son territoire à la protection de la biodiversité marine[1078]. Et aura dépassé l'objectif régional 20x20 de la Caribbean Challenge Initiative, c'est-à-dire 20 % de protection du milieu marin d'ici 2020. Cuba a atteint en 2022 la couverture de 28,5 % de protection avec, en outre, la création de l'AMP *Este del Archipiélago de Los Colorados*[1079]. La Guadeloupe se trouve en 3eme position parmi les 10 plus grandes AMP de l'Amérique latine et de la Caraïbe, soit 99,4 % de sa zone économique exclusive mise sous protection[1080].

Ces déclarations d'aires marines protégées sont le résultat de la prise de conscience et de la mobilisation collectives autour de l'océan et des changements climatiques. L'Agenda 2030 adopté par les 193 états membres de l'ONU a produit l'objectif 14 sur la vie aquatique : « Conserver et exploiter de manière durable les océans et les mers aux fins du développement durable ». En rappel de l'apport des océans en développement local, le Directeur général adjoint de l'UNESCO dira :

> « …pour la première fois, le rôle clé de l'océan en matière de développement durable, de réduction de la pauvreté et de développement humain a été reconnu au plus haut niveau… »[1081].

1076 Selon la FAO, le phénomène El Niño de 2015-2016 a provoqué une inversion saisonnière affectant gravement la sécurité alimentaire dans la Caraïbe insulaire. Une baisse de 93 % de la production des larves des coraux du genre *Acropora* y a été enregistrée contre un épisode de blanchiment coralien à hauteur de 56 % à l'échelle planétaire (Ocean-Climate, Statista et German Ocean Foundation).
1077 Statista et German Ocean Foundation (2024). State of the oceans 2024. 62 p.
1078 TNC (2022). *Marine Protected Areas*. https://www.arcgis.com/apps/dashboards/3972653829fb4a54a678f78ad637a227 (consulté le 14 Octobre 2024).
1079 MONGABAY (2022, 27 Janvier). Cuba boosts marine protected coverage with new area spanning reefs to mangroves. https://news.mongabay.com/2022/01/cuba-boosts-marine-protected-coverage-with-new-area-spanning-reefs-to-mangroves/ (consulté le 14 Octobre 2024).
1080 UNEP-WCMC et UICN (2024). *Protected Planet: The World Database on Protected Areas (WDPA) and World Database on Other Effective Area-based Conservation Measures (WD-OECM) [En ligne]*. Cambridge, Royaume-Uni : UNEP-WCMC et UICN. https://www.protectedplanet.net/en/thematic-areas/marine-protected-areas (consulté le 14 Octobre 2024).
1081 Le Monde (2016). *Océan et Climat : passer de l'Accord de Paris à l'action*. https://www.lemonde.fr/blog/oceanclimat/2016/06/ (consulté le 14 Octobre 2024).

La Ministre française de l'environnement Ségolène Royal soutiendra le rôle de thermorégulation des océans dans le cadre de l'Accord de Paris. Elle s'exprimera en ces termes sur « ce régulateur climatique hors pair » :

> « Ce gigantesque puits de carbone est aussi une partie importante de la solution. L'océan est un immense réservoir de croissance bleue et d'innovation, pour la santé, l'alimentation, l'industrie, les énergies renouvelables ».

La recherche doctorale s'est concentrée sur ces 2 questions : Comment intégrer les populations locales dans la gestion et la gouvernance des AMP de la Caraïbe ? Vu les projections macroéconomiques, comment les AMP peuvent être moteur du développement local dans la Caraïbe ? Les résultats ont démontré qu'aucune des AMP haïtiennes ne sont opérationnelles. Dans le cas particulier du Parc national naturel de l'Île-à-Vache, cette AMP est un exemple édifiant de « *paper park* » / parc sur papier. L'État haïtien, le MdE, et son ANAP sont conjointement dans une abstraction de mesures institutionnelles et d'actions de conservation côtière et marines. L'absence de cadre règlementaire est un des premiers obstacles d'application concrète du concept des AMP dans le pays. Soit la hiérarchie des normes n'est pas respectée à cause de la puissance autoritariste d'un Parlement davantage penché sur des intérêts de partis ; soit les quelques textes juridiques et réglementaires existants ne sont pas appliqués et nécessitent une actualisation. À défaut de textes juridiques, l'ANAP peut commencer à établir les directives et procédures nécessaires à la coordination harmonieuse du secteur et à la construction de l'identité des parcs nationaux haïtiens. Plusieurs outils seraient pertinents à sa mission, à savoir : (1) un guide d'élaboration de plans de gestion des AMP ; (2) des directives de suivi d'AMP ; (3) un référentiel de métiers dans la gestion des AMP ; (3) des stratégies de communication avec les autorités locales et les populations locales ; (4) des méthodes de surveillance des AMP. Le personnel de l'ANAP gagnera ainsi en autonomie dans l'élaboration et l'application des outils de gestion quotidienne d'AMP.

L'Agence Nationale des Aires Protégées dépend d'un Ministère de l'Environnement qui peine à répondre à ses sollicitations en attendant que l'organisme autonome s'autofinance. Plus encore, l'Agence planifie un (sous)système national des AMP en gestation, en se référant à une situation idéaliste où l'État haïtien remplirait ses obligations envers les populations locales. Sa politique institutionnelle se déploie

par le biais d'une lourde bureaucratie pour laquelle des investissements ne seront pas consentis, parce que budgétivores. Ces parcs nationaux ne côtoient nullement les dispositifs financiers du Parc national Ciénaga de Zapata ainsi que celles du Parc national de la Guadeloupe. Le Parc national Ciénaga de Zapata est financé par le *Fondo Nacional de Desarrollo Forestal* (FONADEF) sachant que la sylviculture est la principale activité économique. Le Parc national de la Guadeloupe bénéficie de la contribution de l'OFB déboursant 81 % du financement de l'ensemble des parcs nationaux de France. Et il possède des matériels promotionnels destinés à la vente, comme des livres, des t-shirts, des tasses et autres produits d'artisanat à son effigie.

L'absence de gestion de l'ANAP sur le terrain de l'IAV laisse entrevoir une gestion centralisée des ressources à Port-au-Prince au lieu de les délocaliser dans le Sud. Les projets de conservation financés par les institutions internationales sont négociés en priorité dans les bureaux centraux au détriment des bureaux locaux. Ces circonstances prévalent à cause d'une concurrence interne pour des moyens de fonctionnement et une visibilité auprès de partenaires étrangers. L'ANAP souffre à son tour de ces mêmes privations par rapport aux directions centrales du MdE avec des missions communes à la sienne sur la conservation marine, la biodiversité, les changements climatiques. Les projets de conservation sont donc une opportunité d'acquisition de matériels de travail et d'avantages sociaux (frais de mission, voyages à l'étranger, formation certifiante) pour ces différentes unités. La faiblesse institutionnelle du MdE entraînera pour sa part la gestion des négociations sur les projets de conservation par le Ministère de l'Économie en tant que vis-à-vis des banques internationales. Cette consultation superficielle du MdE compliquera la mise en œuvre en termes de résultats pour la biodiversité et de procédures de décaissement. Ce qui provoquera des retards dans l'exécution des projets sur le terrain, des dépenses rejetées pour cause de non-conformité.

Les acteur.trice.s de la gestion du PNN-IAV (**Réf.** Figure 39) sont illustrés à la page suivante. Ils dénotent de la place d'acteurs virtuels des institutions publiques et d'acteurs réels des autorités locales et des populations locales.

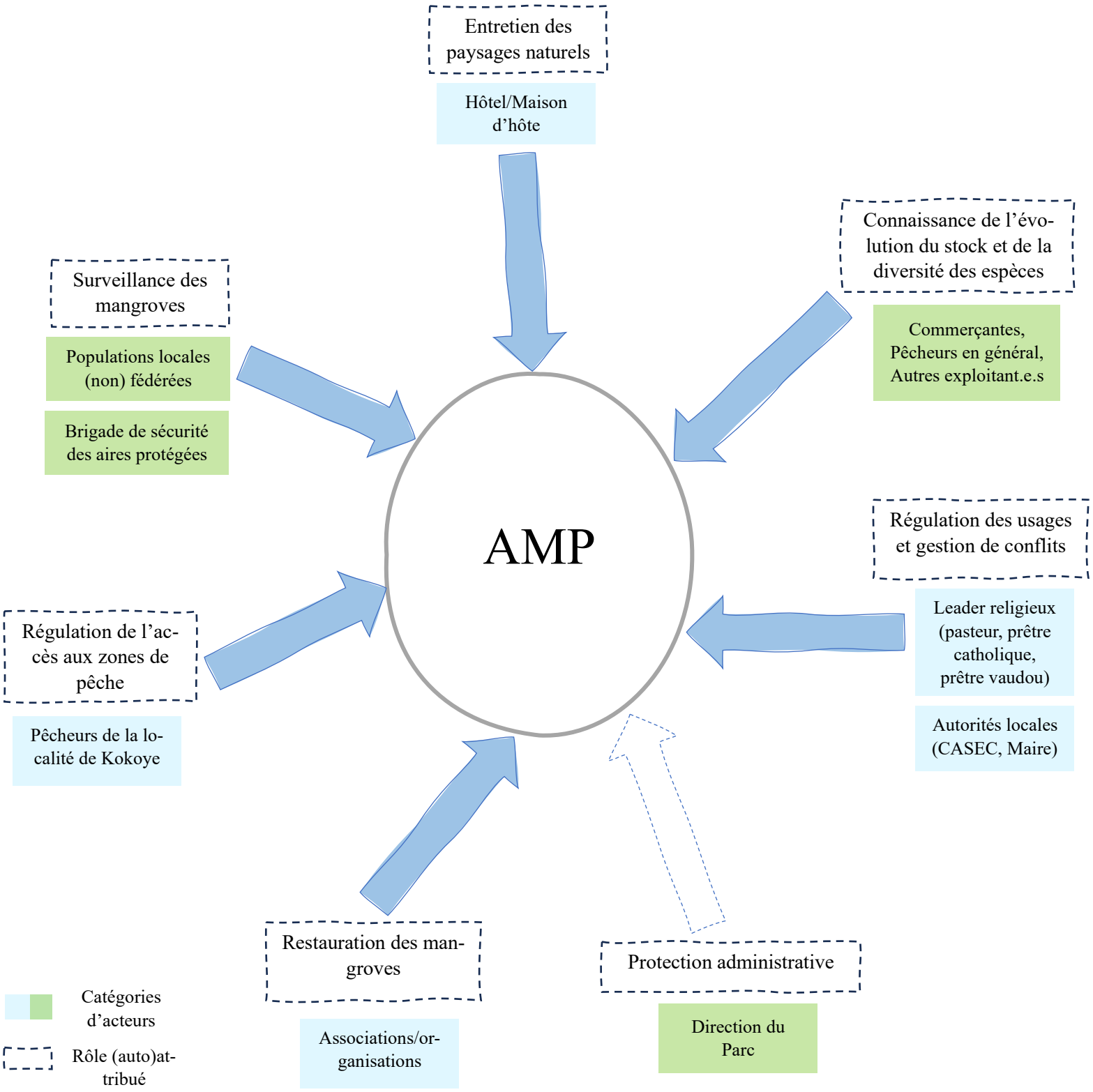


Figure 39. Contribution des acteurs impliqués dans la gestion du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Pierre, 2024)**

Sans ressources matérielles et humaines, la Direction du PNN-IAV se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa mission. Entretemps, elle est remplie par d'autres acteur.trice.s en fonction de leurs activités respectives. De même, la gouvernance de l'ANAP dans ce parc ne s'exerce que par une portée administrative (**Réf.** Figure 40).

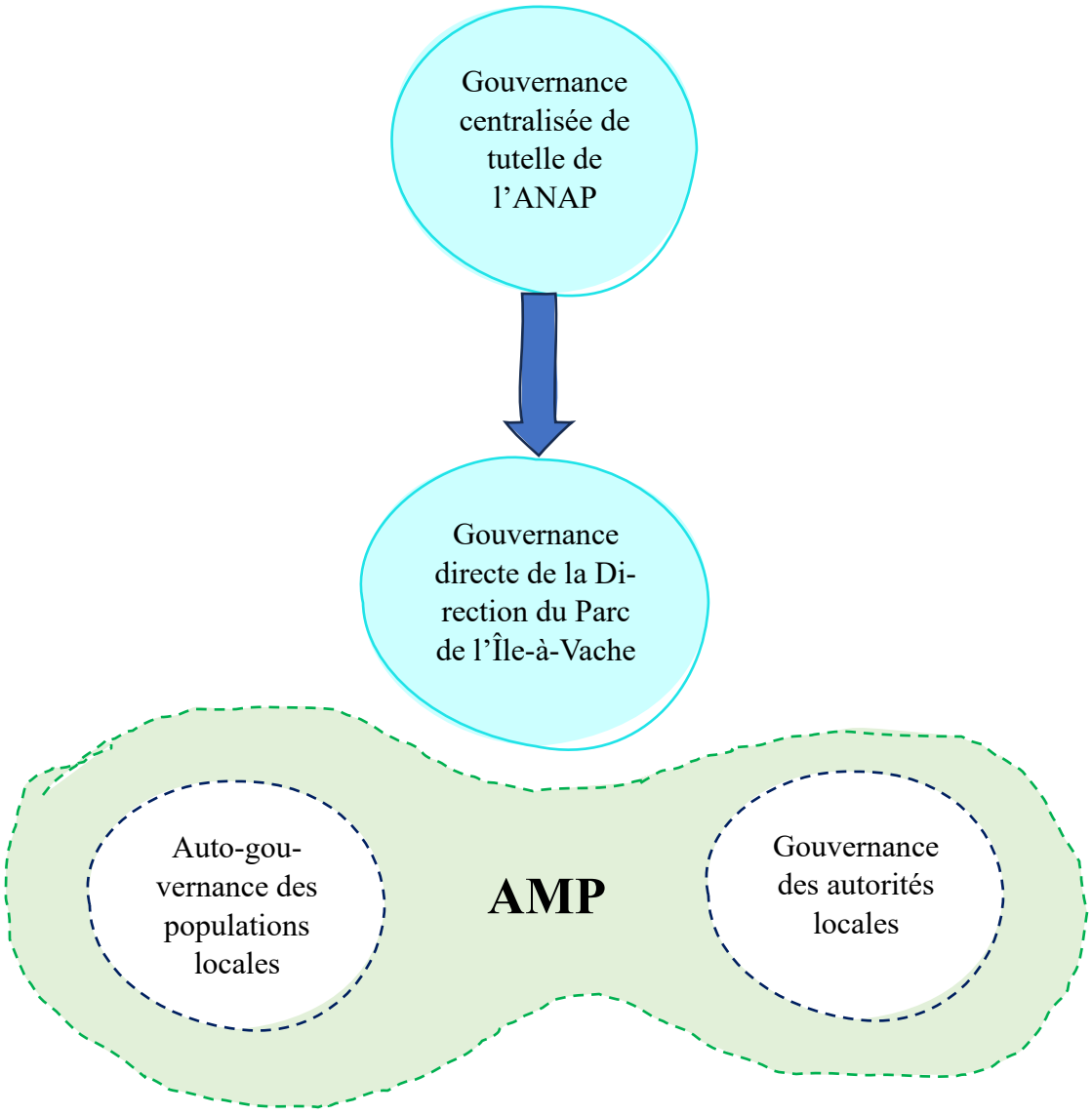


Figure 40. Modèle actuel de gouvernance du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Pierre, 2024)**

L'ANAP exerce une tutelle administrative sur la Direction du Parc qui retient l'AMP dans ses attributions. Puisque l'AMP appartient à une collectivité territoriale, les autorités locales y exercent une gouvernance dans l'ordre des attributions de leur

mandat. Et puisque l'État central est impuissant, les populations locales entraînent leurs propres actions de gestion en plus d'instaurer une autogouvernance. L'interrelation entre la gouvernance des autorités locales et l'autogouvernance des populations locales n'est pas évidente. Car, le Maire peut orienter un membre d'une structure d'autogouvernance en tant qu'habitant sans pour autant appuyer les activités de ladite structure. Les enquêtes de terrain de Septembre n'ont pas été assez approfondies pour permettre d'établir un lien entre les autorités locales et les leaders communautaires.

Dans ces conditions de substitution de l'État central, les populations locales seront intégrées dans les stratégies de conservation du PNN-IAV par le biais d'un modèle formalisant le rôle d'acteur.trice.s qu'ils remplissent déjà.

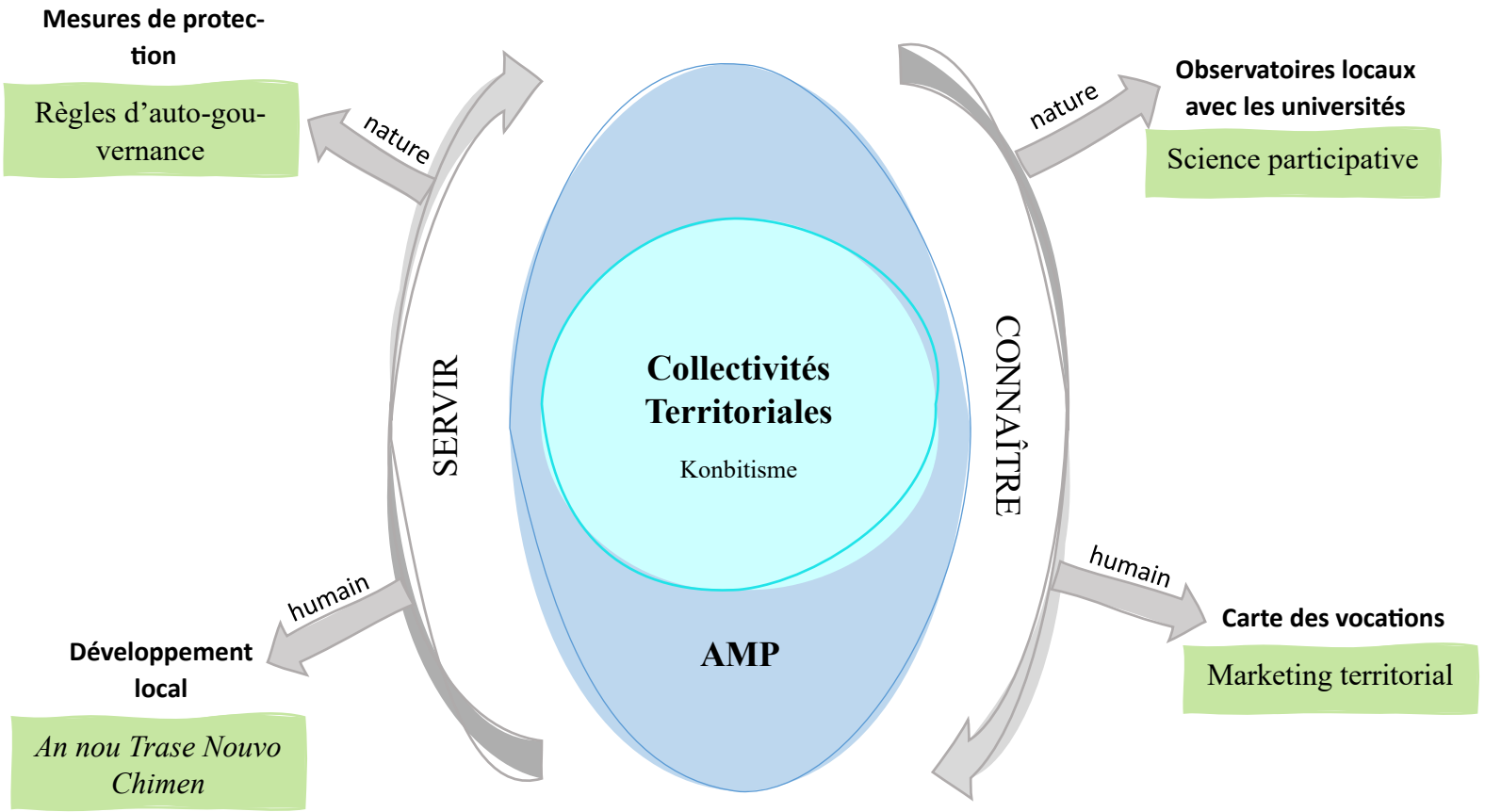


Figure 41. Modèle de gestion et de gouvernance pour le Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Pierre, 2024)**

Une approche de (co)gestion et de (co)gouvernance favorisera également l'acceptabilité sociale du parc par une appropriation des mesures auxquelles elles auront contribué (**Réf.** Figure 41). En effet, le Directeur du parc a évoqué : « …la réticence de certaines communautés à s'impliquer pleinement dans les initiatives de conservation, principalement en raison d'une méfiance envers les autorités et d'une perception selon laquelle les efforts de protection pourraient restreindre leur accès aux ressources marines » (2024). En considérant la devise de la FAd'H et de la PNH, le modèle poursuivra 2 objectifs : Connaître et Servir.

Connaître sa biodiversité : le milieu naturel sous protection

La science participative devra être mobilisée pour accompagner les populations locales dans l'inventaire écologique de leurs aires protégées. Ce travail d'inventaire détaillé fournira, d'après le Directeur du parc, « …des bases solides pour le suivi écologique et pour orienter les actions de conservation… Une approche participative permettrait non seulement de renforcer les capacités locales en matière de gestion environnementale, mais aussi de créer un sentiment de responsabilité et de propriété des initiatives de conservation ». Plusieurs projets ont déjà fait leurs preuves en ce sens dans le pays. Par exemple, l'ONG Reef Check dispose d'un programme d'*eco-diver* en vue de la formation des non-scientifiques à la collecte de données sur des écosystèmes côtiers. Ses expéditions en Haïti ont permis à 2 groupes de jeunes locaux (Nord, Ouest) de compléter l'inventaire biologique des côtes haïtiennes grâce à des indicateurs standardisés. Les résultats obtenus ont informé l'État sur les sites renfermant les meilleurs taux de couverture corallienne. Les plongées de ces jeunes ont alimenté le cahier technique en support à la déclaration des premières AMP haïtiennes. Le réseau de sismomètres citoyens « Ayiti-Séismes », cofinancé par l'IRD et le CNRS, a contribué à déterminer l'épicentre et la magnitude du séisme du 14 Août 2021 dans le Sud[1082]. Dans le cas du PNN-IAV, un observatoire de la biodiversité pourra être monté conformément à la suggestion de la Direction de la biodiversité du Ministère. Cet observatoire combinera des informations sur des écosystèmes d'intérêt du parc sous la coordination des centres de recherche du pays. Le Projet Haiti-CsciPro pourra permettre une première expérience, parce qu'il prévoit la conception d'une application mobile à alimenter de données fournies par les

1082 IRD le Mag (2024, 8 Octobre). Haïti : la « sismologie citoyenne » aide à décrypter un séisme majeur. https://lemag.ird.fr/fr/haiti-la-sismologie-citoyenne-aide-decrypter-un-seisme-majeur (consulté le 23 Octobre 2024).

populations locales de l'IAV. Les formations qui précèderont l'utilisation de l'application aideront à « ouvrir l'espace aux gens par la pédagogie »[1083].

Connaître l'humain : les traditions, la culture des populations locales

L'angle du tourisme culturel adopté antérieurement par le Gouvernement haïtien ou du *tourisme lakay* de l'autrice Odette Roy Fombrun pourra être adoptée au PNN-IAV. Il permettra d'accroître l'attractivité du parc en valorisant l'identité du territoire auprès d'un tourisme ordinaire. Ce qui nécessitera la conception d'un parcours de visites avec des artefacts culturels ou selon les évènements locaux comme : la saison des bandes à pied (rara) ; les dégustations de produits à base de noix de coco (tablettes/douceurs) ; les fêtes patronales ; les vins de fruits et de riz. Le parcours sera étudié de sorte à mettre en scène des porteur.euse.s de traditions et, nombre de ressources culturelles immatérielles du pays victimes de préjugés et inconnues[1084]. Ainsi, le Directeur du parc pourra communiquer sur la diversité culturelle du site sous sa supervision en partenariat avec les autorités locales.

La conservation côtière et marine est un service public environnemental autour du bien commun du PNN-IAV. Par conséquent, le modèle propose de :

Servir la biodiversité : les mesures de protection

Des mesures de protection sont déjà mis en place par les populations locales : la gestion de la forêt de mangrove en particulier dans la zone touristique ; la gestion de la taille des filets à Kokoye. Il s'agit à l'État d'encadrer ces initiatives citoyennes en renforçant les capacités des populations concernées et en formalisant les actions envisagées en collaboration avec les populations locales. La démarche pragmatique peut s'appuyer sur les 8 principes d'Elinor Ostrom sachant combien les populations locales du PNN-IAV sont méfiantes envers l'État central après l'épisode de la « Destination Île-à-Vache ». À l'échelle de la péninsule Sud, le projet TNC a démontré que le CASEC (32 %) et le Maire (7 %) sont les autorités locales les mieux perçues par les populations locales contrairement au Président (0 %), au Sénateur (2 %), au député (1 %). La polycentricité sera profitable à la création de centres de décisions reflets des principales activités économiques de la collectivité dans une dynamique de coopération autant horizontale que verticale.

1083 Tiré de l'entretien conduit le 28 Avril 2021 auprès d'un gestionnaire de parc français
1084 Dautruche, J. (2013). Tourisme culturel et patrimoine remodelé : dynamique de mise en valeur du patrimoine culturel immatérie1 en Haïti. Ethnologies, 35(1), 145–161. https://doi.org/10.7202/1026455ar

Servir l'humain : le développement des populations locales de la collectivité

L'apport utilitaire du Parc sera exploité dans le but de démontrer sa contribution au développement de la collectivité territoriale. En fournissant des services écosystémiques, les mesures de protection du PNN-IAV finiront par accroître les rendements des principales activités économiques de pêche et d'agriculture. Les problèmes écologiques ne doivent pas annuler les solutions d'équité de genre. Un tourisme durable engendrera des revenus comme au parc Ciénega de Zapata et au Parc national de la Guadeloupe sous réserve de l'instabilité d'Haïti. Le Parc peut être doté de budget pour investir dans des activités en rapport avec sa conservation dans la collectivité : des subventions aux paysans pour maintenir le couvert végétal de leur parcelle, des subventions aux associations de jeunes et de l'environnement. En créant un label comme Esprit parc national en Guadeloupe, il pourra investir ses rentrées dans des infrastructures publiques. D'après le projet TNC, les populations locales de la péninsule Sud, y compris celles de l'IAV préconisent un développement passant par le renforcement des associations locales (28 %) ; du CASEC (22 %) ; de l'église (8 %) ; des ONG nationales (7 %). Elles demandent même que ce soient les collectivités territoriales qui gèrent en premier les ressources de l'État au détriment de la centralisation actuelle de Port-au-Prince. Ces collectivités devront être réorganisées au-delà d'un découpage statistique pour adopter un échelon de gouvernance : soit, à partir de la section communale selon les requêtes des populations locales ; soit à partir de la commune, devant la faiblesse du trésor public (Lombart et al., 2014 : paragr. 5)[1085].

Ce développement privilégiera la construction des voies de circulation des ressources (agricoles, halieutiques) destinées à la vente. Il sera inclusif en initiant des partenariats publics, privés, communautaires. Autant les entrepreneur.e.s traditionnel.le.s du secteur privé que les notables ruraux, les membres de la diaspora que les étranger.ère.s devront être mis.e.s à contribution. Mais, pendant combien d'années faudra-t 'il utiliser ce modèle pour garantir la durabilité des résultats de conservation côtière et marine ? Pendant combien d'années faudra-t-il maintenir IAV sous le statut d'AMP ? Le Parc national naturel de l'Île-à-Vache dispose d'une zone de conservation et d'une zone de pêche extractive. Quelles sont les alternatives économiques à mettre en œuvre afin de préserver la matrice écologique de la zone marine

1085 Lombart**, M.,** Pierrat, K. **et** Redon, M. (2014). "Port-au-Prince : un « projectorat » haïtien ou l'urbanisme de projets humanitaires en question", *Cahiers des Amériques latines* [Online], issue 75. https://doi.org/10.4000/cal.3142

de conservation ? Comment la planification spatiale marine peut-elle parvenir à ce compromis ? Le PNN-IAV est situé dans une région du Sud amputée de son île de la Navase arbitrairement appropriée par les États-Unis. Comment Haïti pourrait rapatrier son territoire ? Ce sont autant de questions qui ouvriront les perspectives de ma recherche doctorale sur les autres îles adjacentes d'Haïti sous protection.

Bibliographie

Articles de presse

A part, but apart (2012, 21 Sept.). *The Cleaner*. https://jamaica-gleaner.com/gleaner/20120921/cleisure/cleisure3.html

Adely, M. (2022, 10 Juillet). Petit-Goâve avait créé sa propre police. Ce groupe est vite devenu une menace pour la population. *Le Nouvelliste*. https://ayibopost.com/petit-goave-avait-cree-sa-propre-police-ce-groupe-est-vite-devenu-une-menace-pour-la-population/ (consulté le 6 Octobre 2024).

Agustín, S. (2021, 8 Juillet). Au cœur de Cuba, du charbon de bois produit à l'ancienne. *Ouest France*. https://www.ouest-france.fr/economie/au-coeur-de-cuba-du-charbon-de-bois-produit-a-l-ancienne-7339101 (consulté le 28 Septembre 2024).

Alphone, R. (2017, 12 Décembre). Île-à-Vache : petit portrait d'un « gaspillage » des fonds Petro-Caribe…*Le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/180422/ile-a-vache-petit-portrait-dun-gaspillage-des-fonds-petrocaribe (consulté le 24 Août 2024).

Alphone, R. (2023, 12 Décembre). Haïti ou le destin funeste d'un « pays de transit pour la drogue ». *Le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/245901/haiti-ou-le-destin-funeste-dun-pays-de-transit-pour-la-drogue (consulté le 25 Août 2024).

AlterPresse (2010, 12 Août). *12 août, journée internationale de la jeunesse. L'Unfpa-Haïti préconise un dialogue avec les jeunes pour faire face, entre autres, aux vulnérabilités post-séisme*. https://www.alterpresse.org/spip.php?article9829 (consulté le 22 Août 2024).

AlterPresse (2014, 10 Février). *Haïti-Manifestation : Troisième mouvement de protestation des habitants de l'Île-à-Vache*. https://www.alterpresse.org/spip.php?article15955 (consulté le 24 Août 2024).

AlterPresse (2023, 13 Mars). *Haïti-Environnement : Une absence de surveillance étatique à l'origine du feu au Parc national de Macaya*. https://www.alterpresse.org/spip.php?article29123 (consulté le 20 Août 2024).

André, B. M. (2023, 27 Octobre). Éducation en Haïti : Les résultats du baccalauréat révèlent des défis persistants et exigent des réformes urgentes. *Le Scientifique*. https://lescientifique.org/education-en-haiti-les-resultats-du-baccalaureat-revelent-des-defis-persistants-et-exigent-des-reformes-urgentes (consulté le 12 Septembre 2024).

Anmwe News (2021, 5 Janvier). *Haïti : Le directeur de la BSAP nie l'implication de ces membres dans les violences à Canaan*. https://news.anmwe.com/haiti-le-directeur-de-la-bsap-nie-limplication-de-ces-membres-dans-les-violences-a-cannaan/ (consulté le 19 Août 2024).

Auguste, M. (1970, 6 Mai). La mutinerie de la marine haïtienne. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/archives/article/1970/05/06/la-mutinerie-de-la-marine-haitienne_2667689_1819218.html (consulté le 11 Mars 2023).

Barbosa, N. (2022, 18 Octobre). Mujeres cubanas marítimas y portuarias por su reivindicación profesional. *Excelencias del Motor*. https://www.excelenciasdelmotor.com/carga-y-pasaje/maritimo/mujeres-cubanas-maritimas-y-portuarias-por-su-reivindicacion-profesional (consulté le 13 Septembre 2024).

Bazile, E. K. (2023, 21 Décembre). L'APN se met au défi de relancer le cabotage. *Le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/246023/lapn-se-met-au-defi-de-relancer-le-cabotage (consulté le 28 Août 2024).

Beaulière, A. (2016, 5 Avril). Haïti : Les inégalités socio-économiques, un frein au développement. *AlterPresse*. https://www.alterpresse.org/spip.php?article19991

Beebe, W. (1927, 24 Juillet). In the Wonderland below tropic seas. *New-York Times*. https://www.nytimes.com/1927/07/24/archives/in-the-wonderland-below-tropic-seas-william-beebe-describes-the.html (consulté le 12 Mars 2023).

Beebe, W. (1931, 31 Mai). Bolted inside a steel sphere deep underwater, these explorers made history: To see a "world of life almost as unknown as that of Mars," two explorers climbed inside the bathysphere and descended into the sea's cold depths in 1931. *National Geographic*. https://www.nationalgeographic.com/magazine/article/bolted-inside-steel-sphere-underwater-explorers-made-history (consulté le 13 Mars 2023).

Boisrond, R. (2024, 30 Janvier). Les agents armés de la BSAP interdits de circuler dans les villes. *Haiti.Loopnews*. https://haiti.loopnews.com/content/le-gouvernement-interdit-aux-agents-bsap-de-circuler-avec-des-armes (consulté le 19 Août 2024).

Bonachea, B. (2024, 2 Avril). Empresa Pesquera se prepara para próxima campaña en Ciénaga de Zapata. *TV Yumurí*. https://www.tvyumuri.cu/matanzas/empresa-pesquera-proxima-campana-cienaga-zapata/ (consulté le 15 Septembre 2024).

Celiné, S. (2020, 24 Décembre). La liste des exactions attribuées à la BSAP s'allonge. *Ayibopost*. https://ayibopost.com/la-liste-des-exactions-attribuees-a-bsap-sallonge/ (consulté le 19 Août 2024).

Celiné, S. (2021, 18 Janvier). 500 000 armes à feu circulent dans le pays. Seulement 45 000 sont légales. *Ayibopost*. https://ayibopost.com/500-000-armes-a-feu-circulent-dans-le-pays-seulement-45-000-sont-legales/ (consulté le 20 Août 2024).

Césaire, M. (2024, 8 Août). Entre 8 000 et 10 000 fonctionnaires de l'administration publique ont quitté le pays sur 103 000. *le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/249601/entre-8-000-et-10-000-fonctionnaires-de-ladministration-publique-ont-quitte-le-pays-sur-103-000 (consulté le 10 Août 2024).

Charles, J. (2020, 14 Janvier). Bill Clinton a eu pendant longtemps une très bonne image en Haïti. Puis est venu le séisme de 2010. *Miami Herald*. https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article239066188.html (consulté le 13 Août 2024).

Chéry, D. (2014, 18 Mars). The fight for Haiti's Ile-a-Vache: an exclusive interview with Abaka Bay's Robert Dietrich. *News Junkie Post*. http://newsjunkiepost.com/2014/03/18/the-fight-for-haitis-ile-a-vache-an-exclusive-interview-with-abaka-bays-robert-dietrich/ (consulté le 9 Septembre 2024).

Chéry, D. (2014, 31 May). *Bataille pour l'Île-à-Vache: Interview avec Jérôme Genest de KOPI*. https://www.dadychery.org/2014/05/31/bataille-pour-lile-a-vache-interview-avec-jerome-genest-de-kopi/ (consulté le 14 Septembre 2024).

Chéry, D. (2014, 8 Avril). Organisations de défense des droits de l'homme : abus et brutalités policières généralisés à l'Île-à-Vache en Haïti. *News Junkie Post*. https://canada-haiti.ca/content/human-rights-organizations-widespread-abuse-and-police-brutality-haiti%E2%80%99s-ile-vache (consulté le 24 Août 2024).

Cincir, A. (2014, 11 Décembre). L'ONU et la Norvège appuient le gouvernement haïtien. *Le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/139207/lonu-et-la-norvege-appuient-le-gouvernement-haitien (consulté le 22 Août 2024).

Clerici, C. (2016, 15 Janvier). Haïti, six ans après (3/4) Île-à-Vache, la nouvelle Punta Cana des Caraïbes ? *Libération*. https://www.liberation.fr/planete/2016/01/15/ile-a-vache-la-nouvelle-punta-cana-des-caraibes_1426607/ (consulté le 17 Septembre 2024).

CMG (2021). *La présidente du CMG Chevalier de la légion d'honneur*. https://www.cluster-maritime-guadeloupe.fr/la-presidente-du-cmg-chevalier-de-la-legion-dhonneur/ (consulté le 28 Août 2024).

Collet, V. (2020, 7 Janvier). Ciénaga de Zapata, Cuba : le marais aux mille merveilles. *Hortus Focus*. https://magazine.hortus-focus.fr/blog/2020/01/07/cienaga-de-zapata-cuba-le-marais-aux-mille-merveilles-1/ (consulté le 28 Septembre 2024).

Conconne, C. (2021, 21 Octobre). Sargasses : l'échouage des algues bientôt reconnu comme catastrophe naturelle. *ATV*. https://viaatv.tv/sargasses-lechouage-des-algues-bientot-reconnu-comme-catastrophe-naturelle/ (consulté le 06 Octobre 2024).

Constant, A. (2019). « Cuba, révolution sauvage » : un paradis naturel préservé. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/culture/article/2019/06/25/cuba-revolution-sauvage-un-paradis-naturel-preserve_5481271_3246.html (consulté le 20 Octobre 2024).

Corneille, W., Lebrun, M.-E. (2020, 18 Février). Haïti/Île-à-Vache : Les dégâts sociaux très réels de la corruption. *AlterPresse*. https://www.alterpresse.org/spip.php?article25279 (consulté le 24 Août 2024).

Daudier, V. (2023, 28 Septembre). Canal sur la rivière Massacre: des agents de la BSAP et des membres de la population en protecteurs des travaux. *Le Nouvelliste*.

https://lenouvelliste.com/article/244639/canal-sur-la-riviere-massacre-des-agents-de-la-bsap-et-des-membres-de-la-population-en-protecteurs-des-travaux (consulté le 20 Août 2024).

David, K. E. L. (2023, 12 Août). Le concours « Eco-génie » revient pour une deuxième édition cette année. *Haïti Climat*. https://haiticlimat.org/site/le-concours-%E2%80%89eco-genie%E2%80%89-revient-pour-une-deuxieme-edition-cette-annee/ (consulté le 17 Août 2024).

Dépestre, R. (1981). Un arc et ses flèches, *Le Courrier de l'Unesco*, pp. 16-28. https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000074754_fre.locale=fr (consulté le 29 Janvier 2023).

Dominican Today (2023, March 4). *Border wall damage regretted*. https://dominicantoday.com/dr/local/2023/03/04/border-wall-damage-regretted/ (consulté le 14 Mars 2023).

Dorval, M. (2011, 17 Février). La hiérarchie des normes juridiques et la suprématie de la Constitution. *Le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/89249/la-hierarchie-des-normes-juridiques-et-la-suprematie-de-la-constitution (consulté le 11 Mai 2023).

Duffault, W. (2024, 18 Mars). *L'Agence Nationale des Aires Protégées, entre l'urgence d'agir et la politisation*. https://haiticlimat.org/site/lagence-nationale-des-aires-protegees-entre-lurgence-dagir-et-la-politisation/ (consulté le 19 Août 2024).

Elnadi, B. et Rifaat A. (1991). Entretien Jacques-Yves Cousteau. *Le Courrier de l'UNESCO : Environnement et Développement, un pacte planétaire*. pp. 8-13. https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000090242_fre.locale=fr (consulté le 17 Mars 2023).

Explosion Info (2022, 23 Février). *Haïti/ Insécurité : Selon un communiqué du Ministère de l'Environnement, les badges de la BSAP (Brigade de Sécurité des Aires Protégées) sont désormais annulés.* https://www.explosioninfo.com/2022/02/haiti-insecurite-selon-un-communique-du.html?m=1 (consulté le 19 Août 2024).

Fleury, J.-R. (2017). La problématique de la justice environnementale : quelles perspectives ? *Le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/173761/la-problematique-de-la-justice-environnementale-quelles-perspectives (consulté le 4 Août 2024).

France 24 (2015, 12 Mai). *Après son discours fracassant sur la dette, Hollande arrive en Haïti*. https://www.france24.com/fr/20150512-dette-haiti-hollande-reparation-visite-officielle-debat-moral-financier-france (consulté le 6 AVril 2024).

France-Antilles (2023, 17 Mars). *Le Parc national a tenu son premier conseil d'administration de l'année*. https://www.guadeloupe.franceantilles.fr/actualite/societe/le-parc-national-a-tenu-son-premier-conseil-dadministration-de-lannee-928289.php (consulté le 2 Octobre 2024).

France-Antilles (2023, 26 Décembre). PCAET : 250 millions d'euros pour animer les plans territoriaux climat-air-énergie. https://www.guadeloupe.franceantilles.fr/regions/departementales/pcaet-250meur-pour-animer-les-plans-territoriaux-climat-air-energie-968009.php (consulté le 5 Août 2024).

France-Antilles. (2023, 29 Octobre). *L'université des Antilles entre dans le palmarès classement international de Shanghaï*. https://www.martinique.franceantilles.fr/actualite/education/luniversite-des-antilles-entre-dans-le-palmares-classement-international-de-shanghai-959957.php (consulté le 15 Août 2024).

Francisique, J. (2021, 10 Juin). L'oiseau Kanson Wouj, emblème national d'Haïti, menacé de disparition. *Ayibopost*. https://ayibopost.com/loiseau-kanson-wouj-embleme-national-du-pays-menace-de-disparition/ (consulté le 6 Avril 2024).

Francisque, J. (2021, 17 Juin). Un oiseau qu'on croyait disparu a trouvé refuge en Haïti. Il est aujourd'hui menacé. *Ayibopost*. https://ayibopost.com/un-oiseau-quon-croyait-disparu-a-trouve-refuge-en-haiti-il-est-aujourdhui-menace/ (Consulté le 6 Avril 2024).

François, S. J. (2024, 19 Janvier). Révolution à la Guy Philippe, le problème BSAP refait surface. *Le Courrier de la nation*. https://www.lecourrierdelanation.com/societe/article/2024/01/19/revolution-a-la-guy-philippe-le-probleme-bsap-refait-surface (consulté le 20 Août 2024).

Gazette Haïti (2024, 24 Janvier). *Pierre Espérance : « La BSAP, sans une alliance avec les gangs et la complicité de la police n'est rien … »*. https://www.gazettehaiti.com/node/10712 (consulté le 19 Août 2024).

Geffrard, F. B. (2020, 3 Juin). La Brigade de Sécurité des Aires Protégées (BSAP), est-elle une milice ? *RHI News*. https://www.rhinews.com/actualites/la-brigade-de-securite-des-aires-protegees-besap-est-elle-une-milice/ (consulté le 19 Août 2024).

Geffrard, F. B. (2024, 30 Juin). De la nécessité d'une reforme policière en Haïti : L'urgence de passer d'une police nationale à un système de police municipale de proximité…*RHI News*. https://www.rhinews.com/opinion/de-la-necessite-dune-reforme-policiere-en-haiti-lurgence-de-passer-dune-police-nationale-a-un-systeme-de-police-municipale-de-proximite/ (consulté le 6 Octobre 2024).

González, A. M. (2023, 14 Juin). La futura Capitana de la Marina Mercante. *Portal Cuba.cu*. http://www.cuba.cu/sociedad/2023-06-14/la-futura-capitana-de-la-marina-mercante/63129 (consulté le 13 Septembre 2024).

Guadeloupe la 1ere (2021, 27 Octobre). *Ferdy Louisy et Charly Vincent, nouveau tandem à la tête du Parc National de la Guadeloupe*. https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/ferdy-louisy-et-charly-vincent-nouveau-tandem-a-la-tete-du-parc-national-de-la-guadeloupe-1139836.html (consulté le 1er Octobre 2024).

Guadeloupe la 1ère (2024, 24 Mars). *Un fonds vert pour accélérer la transition écologique dans les territoires*. https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/un-fonds-vert-pour-accelerer-la-transition-ecologique-dans-les-territoires-1474719.html (consulté le 16 Août 2024).

Guillou, C. (2022, 26 Juillet). En République dominicaine, une timide prise de conscience des dégâts environnementaux causés par le tourisme de masse. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/planete/article/2022/07/26/en-republique-dominicaine-une-timide-prise-de-conscience-des-degats-

environnementaux-causes-par-le-tourisme-de-masse_6136225_3244.html (consulté le 11 Septembre 2024).

Haïti, Magazine (1837). *Le Magasin pittoresque*, Tome Cinquième, Volume 6, Breda-Librairie de Broese et Cie.

HaïtiLibre (2013, 2 Septembre). *Haïti - Environnement : 12 millions pour le Parc National naturel Macaya*. https://www.haitilibre.com/article-9356-haiti-environnement-12-millions-pour-le-parc-national-naturel-macaya.html (consulté le 18 Décembre 2023).

HaïtiLibre (2013, 21 Août). *Haïti - Tourisme : Lancement officiel du projet « Destination touristique Ile-à-Vache »*. https://www.haitilibre.com/article-9270-haiti-tourisme-lancement-officiel-du-projet-destination-touristique-ile-a-vache.html (consulté le 23 Août 2024).

HaïtiLibre (2014, 1er Avril). *Haïti - Tourisme : Délégation d'investisseurs en visite dans le Sud*. https://www.haitilibre.com/article-10842-haiti-tourisme-delegation-d-investisseurs-en-visite-dans-le-sud.html (consulté le 11 Septembre 2024).

HaïtiLibre (2014, 23 Juillet). *Haïti - Tourisme : Haïti, la prochaine grande opportunité des Caraïbes*. https://www.haitilibre.com/article-11652-haiti-tourisme-haiti-la-prochaine-grande-opportunite-des-caraibes.html (consulté le 11 Septembre 2024).

HaïtiLibre (2015, 23 Mai). *Haïti - Environnement : Fin de mission d'une délégation haïtienne en Guadeloupe*. https://www.haitilibre.com/article-13971-haiti-environnement-fin-de-mission-d-une-delegation-haitienne-en-guadeloupe.html (consulté le 6 Avril 2024).

HaïtiLibre (2015, 8 Décembre). *Haïti - Tourisme : Ouverture officiel du Decameron hôtel, déjà plus de 7,000 réservations*. https://www.haitilibre.com/article-15996-haiti-tourisme-ouverture-officiel-du-decameron-hotel-deja-plus-de-7-000-reservations.html

HaïtiLibre (2018, 27 Juillet). *Haïti - Environnement : 30ème session du Programme sur l'Homme et la biosphère*. https://www.haitilibre.com/article-25077-haiti-environnement-30eme-session-du-programme-sur-l-homme-et-la-biosphere.html (consulté le 11 Août 2023).

HaïtiLibre (2018, 3 Mai). *Haïti - Environnement : Le Ministère renforce la capacité de ses agents environnementaux de l'Ouest*. https://www.haitilibre.com/article-24276-haiti-environnement-le-ministere-renforce-la-capacite-des-ses-agents-environnementaux-de-l-ouest.html (consulté le 18 Août 2024).

HaïtiLibre (2019, 8 Avril). *Haïti - FLASH : Le RD entame les processus de délimitation de ses frontières maritimes*. https://www.haitilibre.com/article-27407-haiti-flash-le-rd-entame-les-processus-de-delimitation-de-ses-frontieres-maritimes.html (consulté le 7 Mars 2023).

HaïtiLibre (2023, 13 Mars). *Haïti - Environnement : Gagnants de la 1ère Edition du Concours Éco-Génie*. https://www.haitilibre.com/article-39053-haiti-environnement-gagnants-de-la-1ere-edition-du-concours-eco-genie.html (consulté le 27 Août 2024).

HaïtiLibre (2023, 5 Décembre). *Haïti - Environnement : 22,4 millions US$ pour le bassin versant des Trois-Rivières*. https://www.haitilibre.com/article-41136-haiti-environnement-22-4-millions-us$-pour-le-bassin-versant-des-trois-rivieres.html (consulté le 13 Août 2024).

Havana-AFP (2024, 24 Juillet). With no money or fuel, Cuban fishermen improvise on floating rafts. *France 24*. https://www.france24.com/en/live-news/20240724-with-no-money-or-fuel-cuban-fishermen-improvise-on-floating-rafts (consulté le 28 Août 2024).

Hermogène, F. (2019, 24 Avril). Comprendre le Procès de la Consolidation dans l'histoire d'Haïti. *Ayibopost*. https://ayibopost.com/comprendre-le-proces-de-la-consolidation-dans-lhistoire-dhaiti/ (consulté le 13 Août 2024).

Hevald, L. (2024, 16 Août). Haïti : que faire des moto-taxis? *HaitiExpress*. https://www.haitiexpress.net/2024/08/16/haiti-que-faire-des-moto-taxis/ (consulté le 11 Septembre 2024).

Horne, C. & Fadel, N. (2024, 6 Mai). Hausse des prix des carburants détaxés : un syndicat d'artisans pêcheurs tire la sonnette d'alarme. *Guadeloupe 1ere*. https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/hausse-des-prix-des-carburants-detaxes-un-syndicat-d-artisans-pecheurs-tire-la-sonnette-d-alarme-1486124.html (consulté le 28 Août 2024).

Ici Haïti (2017, 19 Juin). *Atelier de validation du PANA aux changements climatiques*. https://www.icihaiti.com/article-21277-icihaiti-environnement-atelier-de-validation-du-pana-aux-changements-climatiques.html (consulté le 30 Juillet 2024).

Ici Haïti (2021, 15 Octobre). *Île-à-Vache : 2 Jamaïcains arrêtés pour trafic de stupéfiants*. https://www.icihaiti.com/article-34997-icihaiti-ile-a-vache-2-jamaicains-arretes-pour-trafic-de-stupefiants.html (consulté le 25 Août 2024).

In the Wonderland below tropic seas, William Beebe dans le New-York Times, paru le 24 Juillet 1927. https://www.nytimes.com/1927/07/24/archives/in-the-wonderland-below-tropic-seas-william-beebe-describes-the.html (consulté le 12 Mars 2023).

IPS (2016, 27 Avril). *La tradición del huerto se debilita en los campos cubanos*. https://ipsnoticias.net/2016/04/la-tradicion-del-huerto-se-debilita-en-los-campos-cubanos/ (consulté le 14 Septembre 2024).

IPS Cuba (2016, 26 Octobre). *Poblados de la Ciénaga de Zapata despiertan con el turismo*. https://www.ipscuba.net/economia/poblados-de-la-cienaga-de-zapata-despiertan-con-el-turismo/ (consulté le 15 Septembre 2024).

IPS Français (2000, 19 Août). *Coopération-Haïti : près de 600 Cubains sont impliqués dans des projets de coopération bilatérale*. http://ipsnews.net/francais/2000/08/19/cooperation-haiti-pres-de-600-cubains-sont-impliques-dans-des-projets-de-cooperation-bilaterale/ (consulté le 5 Avril 2024).

IRD le Mag (2024, 8 Octobre). *Haïti : la « sismologie citoyenne » aide à décrypter un séisme majeur*. https://lemag.ird.fr/fr/haiti-la-sismologie-citoyenne-aide-decrypter-un-seisme-majeur (consulté le 23 Octobre 2024).

Jacomino, P. (2016, 9 Août). UN Praises Cuba's Mountain Management Program. *Radio Habana Cuba*. https://www.radiohc.cu/fr/noticias/ciencias/105059-un-praises-cubas-mountain-management-program (consulté le 23 Octobre 2024).

Jean, P. M. (2024, 13 Juin). Des espèces de lézards endémiques menacés au Parc Cacique Henri à Anse-à-Pitres. *Enquet'Action*. https://www.enquetaction.com/post/des-esp%C3%A8ces-de-l%C3%A9zards-end%C3%A9miques-menac%C3%A9s-au-parc-cacique-henri-%C3%A0-anse-%C3%A0-pitres#:~:text=Le%20Parc%20communal%20naturel%20Cacique%20Henri%20est%20l'une%20des,toujours%20%C3%A9t%C3%A9%20une%20for%C3%AAt%20s%C3%A8che (consulté le 18 Juillet 2024).

Joseph, R. T. (2017, 7 Mars). Les oubliés de La Pointe. *Ayibopost*. https://ayibopost.com/les-oublies-de-la-pointe/ (consulté le 29 Août 2024).

Journal Haïtien (2024, 29 Août). *Lapolis mare yon Ajan BSAP tankou krab, li vòlè 91 mil dola nan yon ponp Gazolin* [Vidéo]. Youtube. https://www.youtube.com/watch?v=_yAT2-pMbpA

Justin, J. S. (2024, 12 Juillet). Les droits de l'homme au centre des priorités du gouvernement Conille. *Le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/249114/les-droits-de-lhomme-au-centre-des-priorites-du-gouvernement-conille (consulté le 30 Août 2024).

La loi de ma bouche (2018, 1er Octobre). *Odit Kolektif : Île à Vache*. https://laloidemabouche.ht/2018/10/01/odit-kolektif-ile-a-vache/ (consulté le 24 Août 2024).

Lalime, T. (2021, 19 Aout). *Haïti, la perle ternie par les catastrophes naturelles*. Le Devoir. https://www.ledevoir.com/opinion/idees/625932/haiti-la-perle-ternie-par-les-catastrophes-naturelles (consulté le 29 Juillet 2024).

Lamoureux, N. (2024, 28 Janvier). Les sargasses, nouveau cauchemar des Caraïbes ! *Le Point*. https://www.lepoint.fr/sciences-nature/les-sargasses-nouveau-cauchemar-des-caraibes-28-01-2024-2550879_1924.php (consulté le 8 Avril 2024).

Laroche, A. (2024, 7 Février). Haïti-Mobilisation : 5 agents de la BSAP tués à Laboule 11. *Haiti Press Network*. https://www.hpninfo.com/post/ha%C3%AFti-mobilisation-deux-agents-de-la-bsap-tu%C3%A9s-%C3%A0-laboule-11 (consulté le 19 Août 2024).

Laurent, C. (2006). Haïti : Proposition pour une politique de l'aménagement du territoire et la décentralisation. *AlterPresse*. https://www.alterpresse.org/spip.php?article4799 (consulté le 22 Septembre 2024).

Lauture, L. (2024, 18 Août). La première base de BSAP en Haïti, en construction. *Le Placentin*. https://leplacentin.com/post/18-08-2024-la-premiere-base-de-bsap-en-haiti-en-construction (consulté le 19 Août 2024).

Lavocat, L. (2021, 22 Avril). *Les aires protégées sont « le plus grand accaparement de terres de l'histoire »*. *Reporterre*. https://reporterre.net/Les-aires-protegees-sont-le-plus-grand-accaparement-de-terres-de-l-histoire (consulté le 23 Août 2024).

Le Figaro (2022). *Un premier vol russe arrive à Cuba en contournant les sanctions contre Moscou*. https://www.lefigaro.fr/flash-eco/un-premier-vol-russe-arrive-a-cuba-en-contournant-les-sanctions-contre-moscou-20221006 (consulté le 1er Mars 2023).

Le Marin (2014, 29 Septembre). *La seconde femme pilote en France exerce en Martinique*. https://lemarin.ouest-france.fr/shipping/la-seconde-femme-pilote-en-france-exerce-en-martinique-0a269ea4-0e3d-457b-9677-fb64a855bace (consulté le 13 Septembre 2024).

Le Monde (2016). *Océan et Climat : passer de l'Accord de Paris à l'action*. https://www.lemonde.fr/blog/oceanclimat/2016/06/ (consulté le 14 Octobre 2024).

Le Monde (2024, 13 Mars). *Comment Haïti est passé sous le contrôle de gangs, en infographies*. https://www.lemonde.fr/international/article/2024/03/13/comment-haiti-est-passe-sous-la-coupe-des-gangs-en-infographies_6221846_3210.html (consulté le 25 Août 2024).

Le National (2023, 14 Mars). *Haïti-Urgence : SOS de plusieurs organisations de la société civile pour sauver des aires protégées appartenant aux deux importantes réserves de biosphère d'Haïti (La Selle et La Hotte)*. https://www.lenational.org/post_article.php?tri=1037 (consulté le 12 Août 2024).

Le Nouvelliste (2009, 24 Août). *Première régate de voiliers pays à l'Île-à-Vache*. https://lenouvelliste.com/article/73451/premiere-regate-de-voiliers-pays-a-lile-a-vache (consulté le 12 Septembre 2024).

Le Nouvelliste (2014, 1er Décembre). *L'exploit de l'amiral Hammerton Killick*. https://www.lenouvelliste.com/article/138726/lexploit-de-lamiral-hammerton-killick (consulté le 10 Mars 2023).

Le Nouvelliste (2014, 26 Février). *La coopérative, pour innover dans le secteur de l'énergie*. https://lenouvelliste.com/article/127925/la-cooperative-pour-innover-dans-le-secteur-de-lenergie (consulté le 22 Août 2024).

Le Nouvelliste (2019, 1er Février). *Haïti National Trust achète en partenariat avec la Société Audubon Haïti le site de Grand Bois, créant une réserve naturelle privée*. https://lenouvelliste.com/article/197785/haiti-national-trust-achete-en-partenariat-avec-la-societe-audubon-haiti-le-site-de-grand-bois-creant-une-reserve-naturelle-privee (consulté le 25 Mars 2024).

Le Nouvelliste (2019, 6 Mars). *Un ex-député arrêté pour trafic de drogue*. https://lenouvelliste.com/article/198814/un-ex-depute-arrete-pour-trafic-de-drogue (consulté le 25 Août 2024).

Le Nouvelliste (2022). *À la recherche du magnolia perdu et retrouvé*. https://lenouvelliste.com/article/237653/a-la-recherche-du-magnolia-perdu-et-retrouve (consulté le 2 Avril 2023).

Le Nouvelliste (2023, 3 Janvier). *Les travaux de la Commission nationale de la science, la technologie et l'innovation sont lancés*. https://lenouvelliste.com/article/239830/les-travaux-de-la-

commission-nationale-de-la-science-la-technologie-et-linnovation-sont-lances (consulté le 27 Septembre 2024).

Le Nouvelliste (2024, 25 Janvier). *Quand le DG de l'APN évoque l'ancien port des Cayes*. https://lenouvelliste.com/article/246491/quand-le-dg-de-lapn-evoque-lancien-port-des-cayes (consulté le 13 Septembre 2024).

Legrand, J. (2023, 27 Octobre). Insécurité et corruption gangrènent la régulation du trafic maritime en Haïti. *Ayibopost*. https://ayibopost.com/insecurite-et-corruption-gangrenent-la-regulation-du-trafic-maritime-en-haiti/ (consulté le 28 Août 2024).

Leparmentier, A. (2010, 17 Février). Visite historique de quatre heures de Sarkozy en Haïti. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2010/02/17/visite-historique-de-quatre-heures-de-sarkozy-en-haiti_1307559_3222.html (consulté le 5 Avril 2024).

Ligondé, F. W. (1970, 29 Avril). Lettre au Président François Duvalier, après la mutinerie des garde-côtes d'Haïti. *Le Nouvelliste*, tiré du site Haïti-Référence. https://www.haiti-reference.info/pages/notables/showmedia.php?mediaID=463&medialinkID=286 (consulté le 11 Mars 2023).

Lopidas, E. (2022, 5 Mai). Climat : quelles avancées avec le Plan national d'adaptation (PNA) ? *Haïti Climat*. https://haiticlimat.org/site/climat-quelles-avancees-avec-le-plan-national-dadaptation-pna/ (consulté le 16 Août 2024).

Louis-Jeune, R. et Phontus, J. (2024, 16 Janvier). Guy Philippe à tout prix : la BSAP se renforce et se dit prête pour la lutte. *Ayibopost*. https://ayibopost.com/guy-philippe-a-tout-prix-la-bsap-se-renforce-et-se-dit-prete-pour-la-lutte/ (consulté le 19 Août 2024).

Malandre, D. V. (2016, 11 Mars). Mennen m la, une expérience 100 % locale ! *Le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/156570/mennen-m-la-une-experience-100-locale (consulté le 9 Septembre 2024).

Maldonato, J. (2024). La tokenisation au service de la décarbonisation. *Deloitte*. https://www2.deloitte.com/fr/fr/pages/services-financier/articles/tokenisation-service-decarbonisation.html (consulté le 27 Juillet 2024).

Manigat, N. (2021, 7 Janvier). Haïti 2021 : Bonus ou bombe démographique des jeunes ? *Le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/224991/haiti-2021-bonus-ou-bombe-demographique-des-jeunes (consulté le 22 Août 2024).

Mapolin, H. (2015, 20 Janvier). Chantal Duverceau seule femme capitaine de pêche. *France Antilles-Guadeloupe*. https://www.guadeloupe.franceantilles.fr/actualite/economie/chantal-duverceau-seule-femme-capitaine-de-peche-59824.php (consulté le 14 Septembre 2024).

Marrero, C. S. (2024, 2 Juin). Paso adelante al Plan Turquino. *Periódico Sierra Maestra*. https://www.sierramaestra.cu/index.php/titulares/item/10856-paso-adelante-al-plan-turquino (consulté le 19 Septembre 2024).

Mérancourt, W. (2020, 8 Octobre). Les décrets-lois s sont une curiosité haïtienne antidémocratique et illégale. Tôt ou tard, il faudra faire le deuil de cette pratique. Qui sera le premier à dire non, ça suffit ? *AyiboPost*. https://ayibopost.com/les-decrets-mettent-lordre-juridique-en-danger-voila-comment-resoudre-ce-probleme/ (consulté le 16 Mai 2024).

Meyze, C. (2017, 19 Juillet). Une demi-tonne d'écailles de tortues saisie à Roissy-Charles de Gaulle. *Franceinfo*. https://france3-regions.francetvinfo.fr/paris-ile-de-france/paris/grand-paris/demie-tonne-ecailles-tortues-saisie-roissy-charles-gaulle-1299739.html (consulté le 8 Avril 2024).

MONGABAY (2022, 27 Janvier). *Cuba boosts marine protected coverage with new area spanning reefs to mangroves*. https://news.mongabay.com/2022/01/cuba-boosts-marine-protected-coverage-with-new-area-spanning-reefs-to-mangroves/ (consulté le 14 Octobre 2024).

Moukanda, N. (2023, 7 Juin). Un doctorat honoris causa s'abat sur Dany Laferrière « comme une pluie tropicale ». *Radio Canada*. https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1986124/dany-laferriere-doctorat-honoris-causa-sfu (consulté le 8 Juin 2023).

Moussignac, D. (2018, 22 Mars). La Police communale enfin approuvée et bientôt en marche, selon la FENAMH. *Le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/184978/la-police-communale-enfin-approuvee-et-bientot-en-marche-selon-la-fenamh (consulté le 6 Octobre 2024).

Noël, W. (2016, 23 Mai). Le campus de Limonade forme des cadres en environnement et aménagement du territoire. *Le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/159000/le-campus-de-limonade-forme-des-cadres-en-environnement-et-amenagement-du-territoire (consulté le 21 Septembre 2024).

Norestyl, J. W. (2023, 16 Août). Les gangs multiplient les attaques contre les bateaux au large de Port-au-Prince. *Ayibopost*. https://ayibopost.com/les-gangs-multiplient-les-attaques-contre-les-bateaux-au-large-de-port-au-prince/ (consulté le 9 Septembre 2024).

Notre-planete.info (2006, 6 Sept). Les grandes lignes de la liste des Nations Unies des aires protégées de 2003. *Notre-planete.info*. https://www.notre-planete.info/actualites/227-liste_aires_protegees (consulté le 26 Janvier 2024).

Numa, L. S. (2020, 12 Décembre). Haïti / Sécurité : Le chef de la BSAP tente de ramener à l'ordre, les agents se rebellent. *Impulse Webmedia*. https://www.impulsewebmedias.com/?p=9600 (consulté le 19 Août 2024).

Numa, L. S. (2020, 20 Novembre). OUANAMINTHE/ MENACE-PRESSE : Des menaces proférées à l'encontre du journaliste Jean Rony AUGUSTIN de Ouanavision. *Impulse Webmédia*. https://www.impulsewebmedias.com/?p=9317 (consulté le 19 Août 2024).

Numa, M. L. (2024, 7 Février). La BSAP avec le peuple dans les rues ! *Haïti Liberté*. https://haitiliberte.com/la-bsap-avec-le-peuple-dans-les-rues/ (consulté le 19 Août 2024).

Oriol, M. (2010). La Tentation de l'an zéro, *Le Courrier de l'UNESCO*. pp. 15-18, https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000189538_fre.locale=fr (consulté le 21 Mars 2023).

Paget, C. (2022, 14 Septembre). À la une : en Haïti, manifestations et violences après l'annonce de la hausse du prix du carburant. *RFI*. https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20220914-%C3%A0-la-une-en-ha%C3%AFti-manifestations-et-violences-apr%C3%A8s-l-annonce-de-la-hausse-du-prix-du-carburant (consulté le 22 Octobre 2023).

Pélissier, F. (2024, 20 Juin). La Gonâve crée sa propre police, avec des armes d'origine inconnue. *AyiboPost*. https://ayibopost.com/la-gonave-cree-sa-propre-police-avec-des-armes-dorigine-inconnue/ (consulté le 6 Octobre 2024).

Perdomo, J. (2021, 1er Juin). Impulsan producción de alimentos en la Ciénaga de Zapata. *Trabajadores*. https://www.trabajadores.cu/20210601/impulsan-produccion-de-alimentos-en-la-cienaga-de-zapata/ (consulté le 15 Septembre 2024).

Pierci, W. (2024, 16 Mai). 200 000 dollars reçus pour le canal: P4H insiste sur la transparence. *Ayibopost*. https://ayibopost.com/200-000-dollars-recus-pour-le-canal-p4h-insiste-sur-la-transparence/ (consulté le 19 Août 2024).

Pierre Louis, G. (2024, 10 janvier). Programme migratoire Biden : environ 120 000 Haïtiens approuvés. *Le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/246264/programme-migratoire-biden-environ-120-000-haitiens-approuves (consulté le 10 Septembre 2024).

Press Lakay (2022, 18 Mars). *Haïti: présentation des membres de la commission d'évaluation du corps de surveillance environnementale*. https://presslakay.net/haiti-presentation-des-membres-de-la-commission-devaluation-du-corps-de-surveillance-environnementale/#google_vignette (consulté le 19 Août 2024).

Radio Métropole Haïti (2023, 28 Juin). *Les voiliers sont attaqués par des bandits*. https://metropole.ht/les-voiliers-sont-attaques-par-des-bandits/ (consulté le 9 Septembre 2024).

Radio Télé Métropole (2015, 20 Octobre). *Cuba accompagne Haïti dans l'établissement du système national des aires protégées du pays*. https://metropole.ht/cuba-accompagne-haiti-dans-letablissement-du-systeme-national-des-aires-protegees-du-pays/ (consulté le 6 Avril 2024).

Raphaël, E. (2020, 29 Juillet). Le mot du droit sur la prise de décrets par l'exécutif haïtien. *PAP Post*. https://pappost.com/index.php/2020/07/29/le-mot-du-droit-sur-la-prise-de-decrets-par-lexecutif-haitien/ (consulté le 23 Mai 2024).

Réalité Info (2020, 11 Décembre). *Importante saisie de produits illicites, d'argent et d'arrestation de personnes à l'Île-à-Vache*. https://realiteinfo.com/importante-saisie-de-produits-illicites-dargent-et-darrestation-de-personnes-a-lile-a-vache/ (consulté le 25 Août 2024).

Réalité Info (2024, 16 Aout). *Haïti : Un agent de la (BSAP) a mortellement blessé un adolescent d'une balle à la tête*. https://realiteinfo.com/haiti-un-agent-de-la-bsap-a-mortellement-blesse-un-adolescent-dune-balle-a-la-tete/ (consulté le 19 Août 2024).

République Dominicaine Live (2024, 7 Janvier). *2023 : Une année historique pour le tourisme dominicain*. https://republiquedominicainelive.com/tourisme/2023-une-annee-historique-pour-le-tourisme-dominicain/ (consulté le 11 Septembre 2024).

Réussir (2021, 30 Mars). *Guadeloupe : la vanille se cultive en sous-bois*. https://www.reussir.fr/fruits-legumes/guadeloupeenne-la-vanille-en-sous-bois (consulté le 14 Septembre 2024).

Rezo Nòdwès (2020, 23 Décembre). *Attaque BSAP (milice privée) contre un convoi de l'USGPN ; conspiration ou mise en scène ?* https://rezonodwes.com/?p=212205 (consulté le 19 Août 2024).

Rezo Nòdwès (2021, 11 Novembre). *Éric Prévost Junior se met à l'écoute des représentants territoriaux du SEMANAH*. https://rezonodwes.com/?p=258681& (consulté le 28 Août 2024).

Rezo Nòdwès (2021, 2 Août). *Une « aire protégée » sans aucune protection à Pestel*. https://rezonodwes.com/?p=246395 (consulté le 19 Août 2024).

Rezo Nòdwès (2023, 22 Juillet). *Zepòl Ayiti : les motos sont impliquées dans 54 % des accidents de la route*. https://rezonodwes.com/?p=315933#:~:text=Cette%20r%C3%A9alit%C3%A9%20r%C3%A9sulte%20d'une,Ha%C3%AFti%20impliquent%20des%20motos%2Dtaxis. (consulté le 11 Septembre 2024).

Roc, N. (2019, 13 Septembre). Massacre d'un bébé lamantin, espèce protégée et en extinction, à Grand Boucan. *Juno7*. https://www.juno7.ht/exclusif-massacre-dun-bebe-lamantin-espece-protegee-et-en-extinction-a-grand-boucan/ (consulté le 9 Octobre 2024).

Rochefort, J. (2013, 2 Septembre). Le « projet Macaya » passe à la 2e phase. *Le Nouvelliste*. https://lenouvelliste.com/article/120741/le-projet-macaya-passe-a-la-2e-phase (consulté le 3 Janvier 2024).

RTMétropole (2013, 22 Août). *Lancement des travaux de construction de l'aéroport international de l'Île à Vache*. https://metropole.ht/lancement-des-travaux-de-construction-de-laeroport-international-de-lile-a-vache/ (consulté le 23 Août 2024).

RTMétropole (2014, 3 Mars). *Île-à-Vache : l'arrestation du policier Jean Maltunès Lamy ne fait qu'envenimer la situation*. https://metropole.ht/ile-a-vache-larrestation-du-policier-jean-maltunes-lamy-ne-fait-quenvenimer-la-situation/ (consulté le 24 Août 2024).

RTMétropole (2023, 8 Novembre). *La BSAP empêche des heurts entre des haïtiens et des militaires dominicains*. https://metropole.ht/la-bsap-empeche-des-heurts-entre-des-haitiens-et-des-militaires-dominicains/ (consulté le 19 Août 2024).

Seitenfus, R. (2020). Pourquoi la CIRH a échoué? Analyses de Ricardo Seitenfus. *Ayibopost*. https://ayibopost.com/pourquoi-la-cirh-a-echoue-analyses-de-ricardo-seitenfus/ (consulté le 13 Août 2024).

Shah (2022, 9 Mars). De l'économie bleue au « colonialisme bleu ». *Le Journal des Archipels*. https://www.lejournaldesarchipels.com/2022/03/09/de-leconomie-bleue-au-colonialisme-bleu-par-le-docteur-nirmal-jivan-

shah/#:~:text=De%20l'%C3%A9conomie%20bleue%20au%20%C2%AB%20colonialisme%20bleu%20%C2%BB,-L'assujettissement%20est&text=Il%20aboutit%20en%20pratique%20%C3%A0,%2C%20exclusifs%2C%20%C2%AB%20finalis%C3%A9s%20%C2%BB. (consulté le 28 Mars 2024).

Télé Gwadloup (2021, 20 Juillet). *Axelle et les 40 marins pêcheurs de Marie-Galante*. https://tele-gwadloup.smartrezo.com/tv-axelle-et-les-40-marins-pecheurs-de-marie-galante.html?vod=18991 (consulté le 28 Août 2024).

Télégramme 360 (2024, 26 Août). *Budget rectificatif : en pleine crise sécuritaire aigüe, le Gouvernement définit ses priorités*. https://www.telegramme360.com/budget-rectificatif-en-pleine-crise-securitaire-aigue-le-gouvernement-definit-ses-priorites/ (consulté le 30 Août 2024).

The Commonwealth (2018, 18 Juin). *Antigua and Barbuda: Destined for climate finance success*. https://thecommonwealth.org/news/antigua-and-barbuda-destined-climate-finance-success#:~:text=Since%202016%2C%20it%20has%20secured,USD%20%24245%20million%20for%20funding. (consulté le 13 Août 2024).

The New York Times (1894, 14 Mars). *The story of the Natalie*. https://timesmachine.nytimes.com/timesmachine/1894/03/14/106096947.pdf (consulté le 11 Mars 2023).

Thomas, F. (2020, 9 Janvier). Comment Haïti est devenu la « république des ONG ». *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/01/09/comment-haiti-est-devenu-la-republique-des-ong_6025258_3232.html (consulté le 23 Mars 2023).

Valo, M. (2016, 19 Août). L'ONU admet sa responsabilité dans l'épidémie de choléra en Haïti. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/planete/article/2016/08/19/l-onu-admet-sa-responsabilite-dans-l-epidemie-de-cholera-en-haiti_4985249_3244.html (consulté le 4 Août 2023).

Vant Bèf Info (2020, 12 Avril). Île-à-Vache / Sécurité : Un présumé narcotrafiquant appréhendé. https://vantbefinfo.com/ile-a-vache-securite-un-presume-narcotrafiquant-apprehende/ (consulté le 25 Août 2024).

Vant Bèf Info (2021, 27 Septembre). *Haïti/Tourisme:Relance du tourisme dans le grand Sud : un défi à relever selon le GARTH*. https://vantbefinfo.com/haiti-tourismerelance-du-tourisme-dans-le-grand-sud-un-defi-a-relever-selon-le-garth/ (consulté le 10 Septembre 2024).

Vant Bèf Info (2023, 12 Avril). *Haïti : En moins d'un an, le prix du transport Cayes/Port-au-Prince a quintuplé*. https://vantbefinfo.com/haiti-en-moins-dun-an-le-prix-du-transport-cayes-port-au-prince-a-quintuple/ (consulté le 10 Septembre 2024).

Vant Bèf Info (2024, 16 Août). *Les tarifs des péages doublés dans les zones contrôlées par les gangs, alerte Jacques Anderson Deroshes*. https://vantbefinfo.com/les-tarifs-des-peages-doubles-dans-les-zones-controlees-par-les-gangs-alerte-jacques-anderson-deroshes/ (consulté le 9 Septembre 2024).

Vant Bèf Info (2024, 19 Avril). *Chaos à Port-au-Prince : près de 22 000 Madan Sara aux abois*. https://vantbefinfo.com/chaos-a-port-au-prince-pres-de-22-000-madan-sara-aux-abois/ (consulté le 14 Septembre 2024).

Vant Bèf Info (2024, 2 Septembre). Insécurité en Haïti : appel à la création de comités de sécurité municipale. https://vantbefinfo.com/insecurite-en-haiti-appel-a-la-creation-de-comites-de-securite-municipale/ (consulté le 6 Octobre 2024).

Vant Bèf Info (2024, 9 Février). *5 agents de la BSAP tués : des organisations de droits humains réclament l'ouverture d'une enquête*. https://vantbefinfo.com/5-agents-de-la-bsap-tues-des-organisations-de-droits-humains-reclament-louverture-dune-enquete/ (consulté le 23 Août 2024).

Villardouin, C. (2024, 31 Janvier). Bras de fer à Ouanaminthe : La Brigade des Aires Protégées défie l'autorité ce mercredi 31 janvier 2024 et exige le départ d'Ariel Henry ! *Explosion Info.* https://www.explosioninfo.com/2024/01/bras-de-fer-ouanaminthe-la-brigade-des.html?m=0 (consulté le 19 Août 2024).

Yaffe, H. (2022, 6 Février). Cuba montre l'exemple en matière de changement climatique. *Les Crises*. Traduit de l'Anglais par les lecteurs du site Les-Crises. https://www.les-crises.fr/cuba-montre-l-exemple-en-matiere-de-changement-climatique/ (consulté le 4 Août 2024).

Articles de revues scientifiques et de revues à comité de lecture

(2010). Éditorial. Haïti. L'aide internationale à réinventer. *Esprit*, *2*, pp.4-5. https://doi.org/10.3917/espri.1002.0004

AFP (2019, 10 Avril). À Cuba, les abeilles butinent heureuses et leur miel ravit l'Europe. *Géo*. https://www.geo.fr/environnement/a-cuba-les-abeilles-butinent-heureuses-et-leur-miel-ravit-leurope-195210 (consulté le 1er Octobre 2024).

Alténor, A. (2020). Les causes économiques et socio-politiques du passage de la régionalisation à la départementalisation en Haïti. *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, *16*(1), pp. 217 à 248. https://doi.org/10.7202/1075860ar

Andreu-Boussut, V., Rufin-Soler, C., et Chadenas C. (2018). Entre patrimonialisation et ouverture au tourisme : un équilibre en question(s) dans le lagon du Grand Cul-de-Sac Marin en Guadeloupe, *IdeAs* [En ligne], issue 12, https://doi.org/10.4000/ideas.3834

AQOCI (2023, 26 Avril). Moi, femme Madan Sara en temps de crise en Haïti. *Bulletin international du CQFD*, Rubrique Récit de vie. https://aqoci.qc.ca/moi-femme-madan-sara-en-temps-de-crise-en-haiti/#:~:text=Les%20Madan%20Sara%20sont%20des,place%20dans%20des%20march%C3%A9s%20publics. (consulté le 14 Septembre 2024).

Augier, D. (2010). Les écosystèmes marins de la Caraïbe : identification, diffusion et modes de gestion, *Études caribéennes* [En ligne], *15*, https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.4343

Baer, J. G. (1968). Aperçu historique de la protection de la nature. *Biological Conservation, 1*(1), pp. 7-11. https://doi.org/10.1016/0006-3207(68)90004-9

Bednarz, N., Desgagné, S., Maheux, J.-F., et Zajc L. S. (2012). La mise au jour d'un contrat réflexif comme régulateur de démarches de recherche participative : le cas d'une recherche-action et d'une recherche collaborative, *Recherches en éducation* [En ligne], issue 14. https://doi.org/10.4000/ree.5894

Bellayer-Roille, A. (2014). « Entre souveraineté et transnationalité, les défis du droit de la mer ». *Revue internationale et stratégique*, 95 (pp. 111-119). https://doi.org/10.3917/ris.095.0111

Benessaieh, A. (2020). « Je suis noire et multiple : dire autrement le métissage dans la Caraïbe », *Archipélies* [En ligne], issue 10. https://www.archipelies.org/945 (consulté le 30 mars 2021).

Benoît, B., Billard, J.-Y., L'Etang, T., Lalubie, G., Nicolizas, C., Ramstein, B. et Slayton, E. (2016). Technologie du fait maritime chez les Kalinago des Petites Antilles aux XVIe et XVIIe siècles, *Journal de la Société des américanistes* [En ligne], issue 102-1. https://doi.org/10.4000/jsa.14688

Blondin, S., Laketa, S., Mittmasser, C., Sandoz, L. (2023), Corps et espaces en temps de crises : perspectives féministes, *Géo-Regards*, 9(152022), pp. 5 à 11. https://doi.org/10.33055/GEOREGARDS.2022.015.05

Brander, L. M., van Beukering, P., Nijsten, L., McVittie, A., Baulcomb, C., Eppink, F. V., & Cado van der Lelij, J. A. (2020). The global costs and benefits of expanding Marine Protected Areas. *Marine Policy*, 116, pp. 1-12. [103953]. https://doi.org/10.1016/j.marpol.2020.103953

Bustamente, G., Purificación, C., Di Carlo, G., Gomei, M., Romani, M., Souan H. et Vanzella-Khouri, A. (2014). Marine protected areas management in the Caribbean and Mediterranean seas: making them more than paper parks. *Aquatic Conservation : marine and freshwater ecosystems, 24*(Suppl. 2), pp. 153-165, https://doi.org/10.1002/aqc.2503

Cánovas, M. F. (2018). Cuba. Llave de América, perla del Caribe*, Revista de Ingeniería y Humanidades*, 29, pp. 40-59

Carrión, J. M. (2005). Two variants of Caribbean nationalism: Marcus Garvey and Pedro Albizu Campos*. Centro Journal*, XVII (I).

Castellanos Iglesias, S., Lopeztegui-Castillo, A., et de la Guardia Llansó, E. (2004). Monitoreo Reef Check en el arrecife coralino "Rincón de Guanabo", *Cuba. Rev. Invest*. Mar. *25*(3), pp. 219-230.

Cazalet, B. (2007). Les droits d'usage territoriaux, de la reconnaissance formelle à la garantie juridique. Le cas des aires marines protégées ouest-africaines. *Mondes en développement*, 138, pp. 61-76. https://doi.org/10.3917/med.138.0061

Célius, S. R., Durand, S., Noncent, D., Césars, J., Emmanuel, E., (2023). *Analyse scientométrique de la production scientifique en changement climatique sur la Caraïbe : cas d'Haïti* [Poster de présentation]. Colloque « Les changements climatiques et l'espace haïtien : enjeux et perspectives », Port-au-Prince, Haïti. https://hal.science/hal-04232612 (consulté le 5 Avril 2024).

Césars, J., Alexis, M. et Emmanuel, E. (2021). Use of altmetric and bibliometric indicators to measure scientific productivity in the fields of life and earth sciences: case study from Haiti. *European Scientific Journal*, ESJ, *17*(21), 316. https://doi.org/10.19044/esj.2021.v17n21p316

Chaboud, C., Galleti, F., David, G., Brenier, A., Méral, P., Andriamahefazafy, F., Ferraris, J. (2008). Aires marines protégées et gouvernance : contributions des disciplines et évolution pluridisciplinaire. Dans C. Aubertin, E. Rodary (eds.). *Aires protégées : espaces durables ?* IRD, pp. 55-81. (Objectifs Suds).

Chapman, F. A., Fitz-Coy, S. A., Thunberg, E. M., et Adams, C. M. (1997). United States of America trade in ornamental fish. *Journal of the World Aquaculture Society*, *28*(1), pp.1–10. https://doi.org/10.1111/J.1749-7345.1997.TB00955.X

Civil, E.B. (2021). « Les zones humides d'Haïti : Quelle gouvernance ? », *Liaison Énergie-Francophonie*, 116, pp. 68-72. https://www.ifdd.francophonie.org/wp-content/archived-uploads/2021/04/LEF-116_p68-72_Edna-Blanc-Civil.pdf

Corey, J., Wang, Q., Zheng, J., Sun, Y., Du, H. et Zhu, Z., (2022). Container transshipment via a regional hub port: A case of the Caribbean Sea region, *Ocean & Coastal Management*, 217, 105999. https://doi.org/10.1016/j.ocecoaman.2021.105999

Coron, A. (2010). Le « système de défense » du roi Christophe, *Revue de la BNF*, 36, pp.74-81. https://doi.org/10.3917/rbnf.036.0074

d'Alessandro, R., et Thierry Linck, T. (2017). Diversité, variabilité, connectivité : Mobiliser les savoirs locaux pour cultiver la biodiversité, *Développement durable et territoires* [En ligne], *8*(1). https://doi.org/10.4000/developpementdurable.11548

Dalton, T., Forrester, G. et Pollnac, R. (2015). Are Caribbean MPAs making progress toward their goals and objectives? *Marine Policy,* 54(2015), pp. 69-76. https://doi.org/10.1016/j.marpol.2014.12.009

Dangles O, Struelens Q, Ba M-P, Bonzi-Coulibaly Y, Charvis P, Emmanuel E, González Almario, C., Hanich, L., Koita, O., León-Velarde, F., Mburu, Y. K., Ntoumi, F., Restrepo, S. et Vidal, L. (2022). Insufficient yet improving involvement of the global south in top sustainability science publications. *PLoS ONE*, *17*(9). https://doi.org/10.1371/journal.pone.0273083

David, G., Mirault, E., Quod, J. P., Thomassin, A. (2006). Les concordances territoriales au cœur de la gestion intégrée des zones côtières : l'exemple de La Réunion, *Documentation Ifrecor*, 6 p. http://ifrecor-doc.fr/items/show/1382

de Almeida, F. O. (2024). La carte n'est pas le territoire, Pourquoi et à quelle fin penser et s'approprier le territoire par la cartographie ? *América* [En ligne], issue 57. https://doi.org/10.4000/america.7189

de Cacqueray, M., Barthon, C., Chadenas, C., Xavier, M. X., Andreu-Boussut, V. et Arnaud de Lajartre, A. (2018). Le patrimoine, un élément fédérateur pour la gouvernance des espaces protégés ? L'exemple du marais de Brouage (Charente-Maritime), *Norois* [En ligne], pp. 7-27. https://doi.org/10.4000/norois.6280

Delfour-Samana, O. (2013). Les aires marines protégées, outil de conservation de la biodiversité en haute mer. *Neptunus*, 19, pp. 1-10. https://cdmo.univ-nantes.fr/medias/fichier/o_1358155479217.pdf

Descola, P. (2022). Anthropologie de la nature, *L'annuaire du Collège de France* [En ligne], 119, pp. 603-616. https://doi.org/10.4000/annuaire-cdf.17380

Desse, M. (2003). Les difficultés de gestion d'un littoral de survie à Haïti : l'exemple du golfe de la Gonâve. *Cahiers de géographie du Québec*, *47*(130), pp. 63-83. https://doi.org/10.7202/007969ar

Desse, M. (2005). Perception et pratiques territoriales des littoraux de la Caraïbe, *Études caribéennes* [En ligne], issue 5. https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.583

Desse, M. (2006). La plage : reflet des fractures sociales et ethniques aux Antilles, *Études caribéennes* [En ligne], issue 4. https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.693

Desse, M., et Legé, R. (2019). « L'Association des États de la Caraïbe et la planification spatiale marine », *Études caribéennes* [En ligne], pp. 43-44. https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.16514

Desse, M., Rodné-Jeanty, J., Gherardi, M., et Charrier, S. (2018). Le tourisme dans la Caraïbe, un moteur du développement territorial, *IdeAs* [En ligne], issue 12. https://doi.org/10.4000/ideas.4239

DeVore, J., Hirsch, E. et Paulson, S. (2019). Conserver la nature humaine et non humaine : un curieux cas de conservation conviviale au Brésil. *Anthropologie et Sociétés*, *43*(3), pp. 31–58. https://doi.org/10.7202/1070148ar

Dionne, P., Baribeau, C. et Savoie-Zajc, L. (2022). L'activité de recherche qualitative à un carrefour de visées transformatrices et émancipatrices. *Recherches qualitatives*, *41*(1), pp.1–12. https://doi.org/10.7202/1088792ar (consulté le 15 Juin 2023).

Domergue, S. (2021). « Le régionalisme sécuritaire maritime des petits et micro-États de la grande région caraïbe : entre vulnérabilités, autonomisation, et dépendances », *Belgeo* [En ligne], issue 1. https://doi.org/10.4000/belgeo.46720

Dreyfus, S. (1980). Notes sur la chefferie taino d'Aiti : capacités productrices, ressources alimentaires, pouvoirs dans une société précolombienne de forêt tropicale. *Journal de la Société des Américanistes*, *67*, pp. 229–248. http://www.jstor.org/stable/24610117

Dumez, R., Roué, M., et Bahuchet, S. (2014). Conservation de la nature : quel rôle pour les sciences sociales ? Vers une anthropologie de la conservation, *Revue d'ethnoécologie* [En ligne], issue 6. https://doi.org/10.4000/ethnoecologie.2089

Féral F., Cazalet, B., Guèye, B., Mouhamedou, M. F. O., et Quade, D. (2007). Les objectifs et les fonctions des aires marines protégées. Dans J.-Y. Weigel, F. Féral, B. Cazalet (éd.), *Les aires marines protégées d'Afrique de l'Ouest* (pp. 25-38), 208 p. https://doi.org/10.4000/books.pupvd.2317

Fins, A. G. (2018). Créolité et voix de résistance chez Édouard Glissant, *Carnets* [En ligne], Deuxième série – 13. https://doi.org/10.4000/carnets.2563

Fortin, V. et Raffestin, I. (2017). Le Programme d'accompagnement justice-itinérance à la cour municipale de Montréal (PAJIC) : un tribunal spécialisé ancré dans le communautaire. *Revue générale de droit*, *47*, 177–208. https://doi.org/10.7202/1040522ar

Gabriel, A. D. (2017). Les sous-entendus de l'Arrêt TC/0168/13 du Tribunal constitutionnel dominicain. *Anthropologie et Sociétés, 41*(1), pp. 203-220. https://doi.org/10.7202/1040274ar. : https://id.erudit.org/iderudit/1040274ar (consulté le 2 Mars 2023).

Galy, K. (2022). La gestion des afflux massifs de sargasses dans la grande Caraïbe : nouvel enjeu de la coopération régionale, *Études caribéennes*, issue 53. https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.24248

Gautreau, P. (2009). Les forêts de l'Uruguay (1590-1820) entre « destruction » et « dérèglement des usages ». *Histoire & Sociétés Rurales*, 31, pp. 45-66. https://doi.org/10.3917/hsr.031.0045

Graham, E. J., Langhammer, P. F., Gerry, A., Brooks, T., Brodie, J., Crosse, W., Silva, N. D., Fishpool, L. D. C., Foster, M. N.; Knox, D. H., Mccosker, J. E., Mcmanus, R., Millar, A. J. K., Mugo, R. (2008). Key biodiversity areas as globally significant target sites for the conservation of marine biological diversity. *Aquatic Conservation: Marine and Freshwater Ecosystems*. pp. 969-983

Grorud-Colvert, K. et al. (2021). The MPA Guide: A framework to achieve global goals for the ocean. *Science, 373, issue 6560*. https://doi.org/10.1126/science.abf0861

Grove, R. (2018). Science coloniale et naissance de l'écologie. *Écologie & politique*, 56, pp. 83-102. https://doi.org/10.3917/ecopo1.056.0083

Gunnell, Y. (2009). Chapitre 9 - La nature comme ressource : conserver les biens et services écosystémiques, discipliner la gourmandise humaine. Dans Y. Gunnell (dir.), *Écologie et société* (pp. 186-222). Armand Colin. https://doi.org/10.3917/arco.gunne.2009.01.0186

Heidmann, U. (2020). Différenciation, dialogisme, diversalité. Paradigmes pour un comparatisme différentiel et plurilingue. *Revue de littérature comparée*, 376, pp. 487-497. https://doi.org/10.3917/rlc.376.0106

Hémery, D. (1998). « Richard H. Grove, Green Imperialism. Colonial Expansion, Tropical Island Edens and the Origins of Environmentalism, 1600-1860. [compte-rendu] », *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine*, *45*(2), pp. 489-492. www.persee.fr/doc/rhmc_0048-8003_1998_num_45_2_1922_t1_0489_0000_5

Hernández, T. Y. G. et Valdés, A. L. P. (2021). La mujer en las estructuras del poder político en Cuba: cifras y contexto normativo (1974-2021), *Cuadernos Inter.c.a.mbio sobre Centroamérica y el Caribe*, *18(2)*, pp. 1-35. https://doi.org/10.15517/c.a..v18i2.47990

Iannello, C. (2017). L'environnement en tant que bien commun. *Droit et Ville*, 2017/1 n° 83. pp. 59-85. https://doi.org/10.3917/dv.083.0059

Jacob, S. (2020). Massification et financement public de l'enseignement supérieur en Haïti : problèmes et défis. *Revue Internationale des Sciences Administratives*, 86, pp. 365-383. https://doi.org/10.3917/risa.862.0365

Jean-Gilles, S. et Paul, B. (2023). Crise sécuritaire et transformation des places marchandes traditionnelles dans l'économie informelle en Haïti, *Études caribéennes* [En ligne], issue 56. https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.29039

Katz, C. (2023). Amérique latine : essor et déclin de la doctrine Monroe. Dans F. Thomas (éd.), *Anticolonialisme(s) : Point de vue du Sud* (pp. 65-78). Éditions Syllepse. https://doi.org/10.3917/syll.cetri.2023.03.0065

Klein, J.-K. et Tremblay, D.-G. (2020). Activités culturelles et développement local : remarques introductives, *Revue Interventions économiques* [En ligne], issue 63. https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.8097

Knowles, J. E., Doyle, E., Schill, S. R., Roth, L. M., Milam, A. et Raber, G. T. (2015). Establishing a marine conservation baseline for the insular Caribbean, *Marine Policy*, *60*(2015), pp. 84-97. https://doi.org/10.1016/j.marpol.2015.05.005

Le Rouzic, S. P., Peña, W. L., et Lorenzo, J. D. (2014). L'élevage des abeilles mélipones sur l'île de Cuba : une enquête ethnozoologique réalisée dans la plaine du río Mayabeque et la forêt de la Sierra del Rosario », *Études caribéennes* [En ligne], pp. 27-28. https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.6967

Leclerc, Y. (2017). Le développement local par la culture : cinq propositions pour des villes culturelles. *Revue Gouvernance / Governance Review*, *14*(2), pp.72–89. https://doi.org/10.7202/1044936ar

Léna, P. et Wilgenbus, D. (2020). Changement climatique et éducation. *Géoscience, sciences de la planète, 352,* issue 4-5 (2020), pp. 285-296. https://doi.org/10.5802/crgeos.26

Léo, E. (2001). Géopolitique de la mer des Antilles, de la fin de 17e siècle à la guerre d'indépendance américaine, *Dix-huitième Siècle*, 33, L'Atlantique. pp. 133-148. https://doi.org/10.3406/dhs.2001.2404

Lombart, M., Pierrat, K. et Redon, M. (2014). Port-au-Prince : un « projectorat » haïtien ou l'urbanisme de projets humanitaires en question, *Cahiers des Amériques latines* [Online], issue 75. https://doi.org/10.4000/cal.3142

Magnin, H. (2018). Le Parc national de la Guadeloupe : un territoire insulaire unique dédié à la protection de la biodiversité, *Études caribéennes* [En ligne], issue 41. https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.13187

Magnin, H. (2018). Le Parc national de la Guadeloupe : un territoire insulaire unique dédié à la protection de la biodiversité, *Études caribéennes*, issue 41. https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.13187

Manigat, L. F. (1969). Les États-Unis et le secteur caraïbe de l'Amérique latine. *Revue française de science politique*, *19*(3), pp. 645-683. https://doi.org/10.3406/rfsp.1969.393172

Maris, V. (2018). Chapitre 16. Les aires protégées dans l'Anthropocène : Quelques pistes pour penser l'adaptation aux changements climatiques. Dans R. Beau (éd.), *Penser l'Anthropocène* (pp. 265-282). Presses de Sciences Po. https://doi.org/10.3917/scpo.beaur.2018.01.0265

Martin, L. et Ricci, M. (2020). Le tourisme littoral post-COVID-19 : renouveau des pratiques touristiques ? *Téoros* [En ligne], *39* (3). http://journals.openedition.org/teoros/5902

Maurice, A. (9 décembre 2023). L'urbanisme et l'aménagement du territoire adaptés aux ODD : le défi d'Haïti. *Juste droit*. https://doi.org/10.58079/qlfl

Michener, C.D. (1982). A new interpretation of fossil social bees from the Dominican Republic », *Sociobiology*, *7*(1), pp. 37-46.

Misonne, D (2018). La définition juridique des communs environnementaux. *Annales des Mines - Responsabilité et amp ; environnement,* 2018/4 n° 92, pp. 5-9. https://doi.org/10.3917/re1.092.0005

Murphy, K. (2008). Magic and Mesmerism in Saint Domingue. *Paroles gelées*, *24*(1). http://dx.doi.org/10.5070/PG7241003182

Nguinguiri, J.-C. (2003). Gouvernance des aires protégées : l'importance des "normes pratiques" de régulation de la gestion locale pour la faisabilité des réformes dans le Bassin du Congo, *Bulletin de l'APAD* [En ligne], issue 26. https://doi.org/10.4000/apad.3563

Pageaux, D.-H. (2009). La mer, l'esclavage et l'imaginaire des "isles" : (Antilles, Réunion), *Carnets* [En ligne], première série - 1, pp. 151-161. https://doi.org/10.4000/carnets.3357

Parrain, C. (2012). La haute mer : un espace aux frontières de la recherche géographique, *Echo-Géo* [En ligne], issue 19. https://doi.org/10.4000/echogeo.12929

Paul, J. M., Saint-Louis, L. J., et Cezilly, F. (2023). Commercialization, Voodoo Ritual, and Use of the Endangered Hispaniolan Slider, Trachemys decorata, in Haiti: Implications for Conservation, *Chelonian Conservation and Biology 22*(1), pp. 68-79. https://doi.org/10.2744/CCB-1558.1

Pierre, A. V. D. et Prince N., (2023). Ressources naturelles et stratégie de positionnement des « gangs » dans la Région Métropolitaine de Port-au-Prince (Haïti), *Études caribéennes* [En ligne], issue 56. https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.29649

Pinton, F. (2014). De la période coloniale au développement durable : le statut des savoirs locaux sur la nature dans la sociologie et l'anthropologie françaises. *Revue d'anthropologie des connaissances*, *8*(2), pp. 425-450. https://doi.org/10.3917/rac.023.0425

Porcher, K. (2020). « Faire le métier de pirate » dans les Antilles, l'exemple de Thomas Dulain (1728-1729), *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], issue 127-1. https://doi.org/10.4000/abpo.5532

Pouchepadass, Jacques (1993). Colonisations et environnement. *Société française d'histoire d'outre-mer*, 13, pp. 5-22. www.persee.fr/doc/sfhom_1768-7144_1993_ant_13_1_1019

Privat, J.-M. (2019). Oralité, *Pratiques* [En ligne], issue 183-184. https://doi.org/10.4000/pratiques.6772

Providence, C. (2020). L'aide au développement en Haïti : des réponses paradoxales aux déséquilibres territoriaux. *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, 16(1), pp.181–216. https://doi.org/10.7202/1075859ar

Reimer, J., Devillers, R., Trouillet, Ban, N., Agardy, T., Claudet, J. (2023). Conservation ready marine spatial planning. *Marine Policy*, 153(2023)105655, pp.1-6. https://doi.org/10.1016/j.marpol.2023.105655

Reyes, N., Garineaud, C. et Chlous, F. (2018). « Défis scientifiques et sociaux de l'anthropologie maritime », *Revue d'ethnoécologie* [En ligne], issue 13. https://doi.org/10.4000/ethnoecologie.3485

Reyes, N., Garineaud, C. et Chlous, F. (2018). Défis scientifiques et sociaux de l'anthropologie maritime, *Revue d'ethnoécologie* [En ligne], issue 13. https://doi.org/10.4000/ethnoecologie.3485

Rodrigue, J.-P. et Ashar, A. (2016). Transshipment hubs in the New Panamax Era: The role of the Caribbean, *Journal of Transport Geography*, 51, pp. 270-279. https://doi.org/10.1016/j.jtrangeo.2015.10.002

Rosemberg, M. (2016). La géopoétique d'Édouard Glissant, une contribution à penser le monde comme Monde. *L'Espace Géographique*, *45*(4), pp. 321–334. https://www.jstor.org/stable/26393374 (consulté le 17 Juin 2023).

Sabinot, C., Delebecque, S., Cillaurren, E., Fossier, C., Pennober, G., Rodary, E. et David, G. (2021). Espèces emblématiques et gestion de la mer, regards pluridisciplinaires en sciences sociales et nouvelles approches méthodologiques dans l'outre-mer indo-pacifique. *Norois*, 259-260, pp. 181-203. https://doi.org/10.4000/norois.11164

Salinas, A. H. (2014-2015). ¿Es posible una Reserva de Biosfera Transfronteriza entre la República de Haití y la República Dominicana? *Forum de Sostenibilidad : Revista de la Cátedra UNESCO sobre Desarrollo Sostenible de la UPV/EHU*, *7*, pp. 61-81. https://www.ehu.eus/cdsea/web/wp-content/uploads/2016/12/Revista7.pdf

Schill, S. R., Raber, G. T., Roberts, J. J., Treml, E. A., Brenner, J. and Halpin, P. N. (2015). No reef is an island: integrating coral reef connectivity data into the design of regional-scale marine protected area networks. *PLOS ONE*. https://doi.org/10.1371/journal.pone.0144199

Schnitzlera, A., Génotb, J-C., Wintzc, M. (2008). Espaces protégés: de la gestion conservatoire vers la non-intervention, *Courrier de l'environnement de l'INRA*, 56, pp. 29-43, TEL archives ouvertes (01197319). https://hal.science/hal-01197319v1/file/C56Genot.pdf

Sebastien, L. (2011). « Quand les acteurs faibles et absents s'immiscent dans la négociation environnementale », *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement* [En ligne], issue 11, pp. 66-81. https://doi.org/10.4000/tem.1262

Sénécal, G. (2006). Synthèse : Entre structure et action : nouvelles perspectives en géographie, *Cahier de géographie du Québec*, *50*(141), pp. 283-287.

Sills, J., Gallagher, A. J., Amon, D. J., Bervoets, T., Shipley, O. N., Hammerschlag, N. et Sims, D. W. (2020). The Caribbean needs big marine protected areas, *Science, 367*(6479), pp. 749-749. https://doi.org/10.1126/science.abb0650

Silvestre, V. (1974). Différenciations socio-économiques dans une société à vocation égalitaire : Masaka dans le paysannat de l'Icyanya. *Cahiers d'études africaines*, *14*(53), pp. 104-169. https://doi.org/10.3406/cea.1974.2666

Sydoryk, S. (2022). Les lacunes de l'aménagement du territoire comme facteur de crise : l'exemple des greffes juridiques du droit de l'urbanisme en Haïti, *Revue Crises et Société* [En ligne], *1 (2022)*. https://www.crisesetsociete.com/Les-lacunes-de-l-amenagement-du-territoire-comme-facteur-de-crise

Théodat, J.-M. (1998). Chapitre 3. Haïti et la mer : une insularité ambiguë Dans A. Musset, V. Brustlein-Waniez (dirs.), *Les littoraux latino-américains* (pp. 56-68). Éditions de l'IHEAL. https://doi.org/10.4000/books.iheal.2845

Théodat, J.-M. (2019). Éditorial. *Les Cahiers d'Outre-Mer [En ligne], LXXII (279),* pp. 7-9. https://doi.org/10.4000/com.9786

Theys, J. (2020). Le développement durable face à sa crise : un concept menacé, sous-exploité ou dépassé ? *Développement durable et territoires* [En ligne], *11*(2). https://doi.org/10.4000/developpementdurable.17468

Turgeon, L. et Divers, M. (2010). Le Patrimoine culturel immatériel pour la refondation de Jacmel: Jakmèl kenbe la, se fòs peyi a! *Museum International*, *LXII(4)*, pp. 113-123. https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000211870_fre.locale=en

Vallat, C., Semmoud, N., Lefrançois D. (2008). Constructions illégales, activités informelles, interstices urbains : La ville, indomptable territoire. *Historiens et géographes*, 403, pp.113-123.

Vergé-Dépré, C. R. et Roth, P. (2017). « L'avion, facteur d'unification du Bassin caraïbe ? » *Mappemonde* [En ligne], issue 120. https://doi.org/10.4000/mappemonde.2759

Victor, J.-A. (2004). La problématique foncière et l'écotourisme en Haïti. Dans J.-M. Breton (dir.), *Tourisme, environnement et aires protégées (Antilles-Guyane / Haïti / Québec)* (pp. 249-270). KARTHALA-CREJETA.

Villiers, P. et Duteil, J. (1997). 2 - *Commerce maritime et guerres sur les océans 1680-1713*. Dans P. Villiers et J. Duteil (Dirs.), *L'Europe, la mer et les colonies (XVIIe-XVIIIe siècle)* (pp. 28-69). Hachette Éducation.

Voltaire, Y. (2013). Vers l'Harmonisation et la Consolidation du Réseau des Universités Publiques Régionales d'Haïti. *Journal of Haitian Studies*, *19*(1), pp. 258 à 270. http://www.jstor.org/stable/24344221 (consulté le 11 Octobre 2023).

Zea, C. C. et Lecuyer, L. (2018). Fabrique Sud-Sud de référentiels internationaux de développement. *Revue internationale des études du développement*, 234, Varia (2018), pp. 99-122. https://www.jstor.org/stable/10.2307/26579902 (consulté le 22 Février 2024).

Ouvrages

Alexis, J. S. (1957). *Les arbres musiciens*. Gallimard. 392 p.

Appadurai, A. (2007*). Géographie de la colère, la violence à l'âge de la globalisation*. Éditions Payot et Rivages, collection Petite Bibliothèque Payot Anthropologie. 208 p.

Ardouin, B. (1855). *Études sur l'Histoire d'Haïti, suivies de la vie du General J.-M. Borgella*, (Tome 8). Lib.-Éditeurs Dezobry et E. Magdeleine. 884 p.

Ardouin, B. (1860). *Études sur l'histoire d'Haïti suivies de la vie du général J.M. Borgella*. Dézobry, Magdeleine et Cie, 403 p.

Arthus, W. W. (2021). *Haïti et le monde : Deux siècles de relations internationales*. Bibliothèque Nationale d'Haïti. 363 p.

Barthélémy, G. (1990). *L'univers rural haïtien. Le pays en dehors*. L'Harmattan. 192 p.

Beebe W. (1928). *Beneath tropic seas: a record of diving among the coral reefs of Haiti*. Department of tropical research of the New-York Zoological Society. G.P. Putnam's sons publisher. 310 p. https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/5/54/Beneath_tropic_seas%3B_a_record_of_diving_among_the_coral_reefs_of_Haiti_%28IA _beneathtropicsea00beeb%29.pdf (consulté le 12 Mars 2023).

Bonneau, A. (1862). *Haïti : ses progrès, son avenir ; avec un précis historique sur ses constitutions, le texte de la constitution actuellement en vigueur, et une bibliographie d'Haïti*. E. Dentu. 176 p.

Carrión, A. M. (1995). *Puerto Rico y la lucha por la hegemonía en el Caribe, colonialismo y contrabando, siglos XVI-XVIII*. Editorial de la Universidad de Puerto Rico. 244 p.

Catlin, G. (1841). *Letters and Notes on the Manners, Customs, and Condition of the North American Indians: Vol.1*. Tosswill et Myers, 264 p.

Casseus, J. V. (2024). *C'est d'une ruelle que naît l'amour : Se n'on riyèl lanmou pran van*. Les Éditions Griyo, 100 p.

Colonies France (1755). *Observations critiques et politiques sur le commerce maritime dans lesquelles on discute quelques points relatifs à l'industrie et au commerce des colonies françoises de colonies (France)*, numérisé le 4 Octobre 2010, original provenant de l'Université de Gand, 135 p.

Condé, M. (2007). *La vie sans fard*. Gallimard. 288 p.

Cruse R. (2014). *Une géographie populaire de la Caraïbe*. Mémoire d'encrier, 590 p.

D'Ans, A.-M. (1987). *Haïti, paysage et société.* Karthala. 341 p.

Danticat, E. (1998). *The Farming of Bones*. Soho Press. 304 p.

David G. et al. (2021). *La pêche artisanale en Haïti. Small-Scale Fisheries in Haiti*. IRD Éditions, collection Expertise collective, bilingue français-anglais, 248 p. + clé USB.

David G. et al., (2021). *La pêche artisanale en Haïti/Small-Scale Fisheries in Haiti*. Marseille, IRD Éditions, coll. Expertise collective, bilingue français-anglais, 248 p. + clé USB

David, G. (2020). *Les AMP et la gestion des pêches*.

de Clippele, S. (2020). *Protéger le patrimoine culturel : à qui incombe la charge ?* Presses universitaires Saint-Louis Bruxelles. Collection générale | 157. 805 p. https://doi.org/10.4000/books.pusl.26644

Desse, M. (2013). *Les îles de la Caraïbe, enjeux et perspectives*, collection itinéraires géographiques, L'Harmattan, 290 p.

Dumez, H. (2017). *Méthodologie de la recherche qualitative : Les questions clés de la démarche compréhensive*. Vuibert (3e Édition). 288 p.

Étienne, S. P. (2007). *L'énigme haïtienne : Échec de l'État moderne en Haïti*. Presses de l'Université de Montréal. 417 p.

Ferdinand, M. (2019). *Une écologie décoloniale. Penser l'écologie depuis le monde caribéen*. Seuil. 464 p.

Gillman S. K. (2022). *American Mediterraneans: a study in geography, history, and race*. The University of Chicago Press. 208 p.

Hambler, C., Canney, S. M. (2013). *Conservation* (2e éd.). Cambridge University Press.

Hector, M., Hurbon, L. (2018). *Genèse de l'État haïtien (1804-1859)*. Éditions de la Maison des sciences de l'homme. 366 p.

Janvier, L. J. (1883). *La République d'Haïti et ses visiteurs (1840-1882) : Réponse à M. Victor Cochinat (de la Petite presse) et à quelques autres écrivains*. Marpon et Flammarion. 636 p.

Jerad, R. (2014). *Les États-Unis et Cuba au XIXe siècle : Esclavage, abolition et rivalités internationales*. Presses universitaires de Rennes. 250 p. https://doi.org/10.4000/books.pur.42616

Marcelin, L. (1892). *Haïti : ses guerres civiles--leurs causes, leurs conséquences présentes, leurs conséquences futures et finales : moyens d'y mettre fin et de placer la nation dans la voie du progrès et de la civilisation : études économiques, sociales et politiques.* A. Rousseau. 365 p.

Mauvois, G. (2017). *Les Marrons de la mer : évasions d'esclaves de la Martinique vers les îles de la Caraïbe (1833-1848)*. KARTHALA Éditions. 128 p.

Molinari, G. (1887). *À Panama : l'isthme de Panama - la Martinique – Haïti : lettres adressées au Journal des débats*. Guillaumin et cie. 324 p.

Montpetit, S. (2013*). Les aires protégées transfrontalières : au-delà de la conservation de la biodiversité*. Université de Sherbrooke.

Ollivro, J. (2016). *De la mer au méritoire, Faut-il aménager les océans ?* Éditions Apogée. 180 p.

Pacquement, F., et Lombard, M. (2018). *L'histoire de l'AFD en Haïti. À la recherche de la juste distance*. Karthala. 263 p.

Pitron, F. et Jolivet, V. (2007). *La gestion du littoral et des espaces marins*. Éditions Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Éditions Juridiques Associées (LGDJ-EJA), Collection Politiques locales. 109 p.

Reclus, E. (1891). *Nouvelle Géographie universelle, la Terre et les Hommes*. Libraire Hachette et Cie. 932 p.

Theureau, L. (1875). *Haïti et ses emprunts*. 29 p.

Verne, J. (1828-1905). *Vingt mille lieues sous les mers* (Volume 48, Version 2.0 de la Bibliothèque économique du Québec). Collection : À tous les vents. 924 p. https://beq.ebooksgratuits.com/vents/Verne-mers.pdf (consulté le 12 Mars 2023)

von Humboldt, A. (1826). *Essai politique sur l'île de Cuba, avec une carte et un supplément qui renferme des considérations sur la population, la richesse territoriale et le commerce de l'Archipel des Antilles et de Colombia* (Tome I). Libraire de Gide Fils. 364 p.

Zambrano, F. et Bernard, O. (1993). *Ciudad y territorio : El proceso de poblamiento en Colombia*. Institut français d'études andines. Travaux de l'IFEA. https://doi.org/10.4000/books.ifea.2094

Chapitres d'ouvrage

Bion, J.-Y. (2001). Que peut apporter l'analyse du système d'acteurs au diagnostic de territoire ? Dans J-Y. Bion, M. Meunier-Chabert (dirs.). *L'analyse des systèmes d'acteurs*. (pp. 4 à 8). Cahier n°1 : Diagnostics de territoire et systèmes d'acteurs. Rapport de recherche produit par le Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (CERTU). https://hal-lara.archives-ouvertes.fr/hal-02162045

Calderaro, N. (2017). Accès universel au domaine public littoral malgré quelques restrictions bien encadrées. Dans A. Rainaud (dir.), *Ségrégation territoriale en France, Manifestations et corrections* (pp. 231-241). Éditions mare & martin, Collection Droit et science politique

Castro, E (2003). Chapitre 18. Territoire d'usage commun et savoirs des populations traditionnelles. Dans C. Gendron et J.-G. Vaillancourt (dirs.), *Développement durable et participation publique* (pp. 343-359). Presses de l'Université de Montréal, collection : Thématique Sciences sociales, 408 p. https://doi.org/10.4000/books.pum.15022

Cauchy, E. (2017). *Sur la question de la liberté des mers, telle qu'on la posait au commencement du XVII Siècle*, mare liberum de Grotius, mare clausum de Selden. Rev. Rom. Drept Mar., 89.

Cazalet, B., Féral, F., et Weigel, J.-Y. (éds.). (2007). *Les aires marines protégées d'Afrique de l'Ouest (1-)*. Presses universitaires de Perpignan. https://doi.org/10.4000/books.pupvd.2317

Chaboud, C., Galletti, F., David, G., Brenier, A., Méral, P., Andriamahefazafy, F. et Ferraris, J. (2009). Chapitre 2. Aires marines protégées et gouvernance : contributions des disciplines et évolution pluridisciplinaire. Dans C. Aubertin et E. Rodary (dirs.), *Aires protégées, espaces durables ?* (pp. 55-81), 260 p. https://doi.org/10.4000/books.irdeditions.5655

Chonchol, J. (1995). *I - L'agriculture des civilisations amérindiennes avant la conquête*. Éditions de l'IHEAL. https://doi.org/10.4000/books.iheal.3111

Choplin, A. et Pliez, O. (2018). *La mondialisation des pauvres. Loin de Wall street et de Davos*. Édition du Seuil et la République des idées. 128 p.

Clerc, S. (2015). La recherche-action : ancrages épistémologique, méthodologique et éthique Dans Ph. Blanchet et P. Chardenet (dirs.), *Guide pour la recherche en didactique des langues et des cultures. Approches contextualisées* (pp. 112-121). Édition des Archives Contemporaines.

Colin de Verdière, K., Binot, A., Caron, A., de Garine-Wichatitsky, M. et Leroy, A. (2017). Chapitre 24 - Les aires protégées, des opportunités de développement socio-économique des territoires ? Dans : P. Caron (dirs.), *Des territoires vivants pour transformer le monde*, (pp. 151-158). Éditions Quæ. https://doi.org/10.3917/quae.caron.2017.01.0151

Dameron, S. (2011). Les dirigeants oublient-ils le long terme ? Dans E. Lamarque (dirs.), *Gouvernance et prise de décision : les questions qui dérangent* (pp. 3-14). Eyrolles, Éditions d'Organisation.

Danroc, G. (2002). Métissages d'écriture et de sacré dans la Caraïbe francophone, Glissant, Chamoiseau. Dans J.F. Durand (dirs.), *L'écriture et le sacré : Senghor, Césaire, Glissant, Chamoiseau*. (pp. 235-245). Presses universitaires de la Méditerranée. http://books.openedition.org/pulm/1587 (consulté le 4 Mai 2023).

David, G., Chabanet, P., Lagabrielle, E., Pennober, G. et Quod, J. P. (2017). Chapitre 3. Les aires marines protégées face au changement climatique : de la résilience écosystémique à la résilience des territoires. Dans M. Bonnin, R. Laë et M. Behnassi (dirs.), *Aires marines protégées ouest-africaines : Défis scientifiques et enjeux sociétaux*, (pp. 67-80). IRD Éditions. https://doi.org/10.4000/books.irdeditions.8966

Di Méo, G. (2014). *Introduction à la géographie sociale*. Armand Colin, Dunod Éditeur. 192 p.

Doudnikoff, M. (2018). Chapitre 4. Réduire les émissions du transport maritime : politiques publiques et stratégies des armateurs. Dans Y. Alix (dirs.), *Prospective maritime et stratégies portuaires* (pp.105-126). Collection Les Océanides. https://www.projet-devport.fr/PDF/80.pdf (consulté le 1er Mars 2023).

Echarri Chávez, M., Lois González, R.C. y Pérez Guilarte, Y. (2016). Experiencias turísticas colaborativas en el área protegida Península de Zapata (Cuba). In Blàzquez, M., Mir-Gual, M., Murray, I. y Pons, G.X. (eds.). *Turismo y crisis, turismo colaborativo y ecoturismo*. XV Coloquio de Geografía del Turismo, el Ocio y la Recreación de la AGE. Mon. Soc. Hist. Nat. Balears, 23 : pp. 237-246.

Ferdinand, M. (2019). 2. Les matricides du Plantationocène. Dans M. Ferdinand (dir.), *Une écologie décoloniale : Penser l'écologie depuis le monde caribéen*, (pp. 69-86). Éditions du Seuil, Collection Anthropocène.

Galván, J.R. (2016). La terre dans la cosmovision aztèque. Dans D. de Courcelles (dir.), *Gôuter la terre : Histoire culturelle et philosophique des éléments* (pp. 29-36). Publications de l'École nationale des chartes. https://doi.org/10.4000/books.enc.12559

Grove, R. (2017). The culture of islands and the history of environmental concerns. Dans A. Elliot, J. Cullis, V. Damodaran (dirs.), *Climate Change and the Humanities: Historical, Philosophical and Interdisciplinary Approaches to the Contemporary Environmental Crisis* (pp. 69-91). Macmillan Publishers Ltd / Springer Nature. https://doi.org/10.1057/978-1-137-55124-5

Guichard, J. (2007). Acteur social (social actor). Dans Guichard, J. et Huteau, M. (dirs.), *Orientation et insertion professionnelle 75 concepts clés*. (pp. 3-10). Dunod. https://doi.org/10.3917/dunod.guich.2008.01.0003

Harper, M. et White, R. (2012). How National Were the First National Parks? Comparative Perspectives from the British Settler Societies. Dans B. Gissibl, S. Höhler, P. Kupper (dirs.), *Civilizing nature: national parks in global historical perspective* (pp. 50-67). Berghahn Books. https://doi.org/10.1515/9780857455277-006

Journals of the Continental Congress, 1774-1789, ed. Worthington C. Ford et al. (Washington, D.C., 1904-37), 879 p. https://memory.loc.gov/cgi-bin/ampage?collId=llsl&fileName=011/llsl011.db&recNum=140 (consulté le 4 Mars 2023).

Lahaye, N. (2011). La conservation de la biodiversité comme facteur de coopération pour une Grande Caraïbe ? Dans E. Dubesset et R. Lucas (dirs.), *La Caraïbe dans la mondialisation : quelles dynamiques régionalistes ?* (pp.143-158). L'Harmattan. hal-01531284. https://hal.science/hal-01531284/file/N%20Lahaye_la%20conservation%20de%20la%20biodiversit%C3%A9%20Grande%20Cara%C3%AFbe_%202011.pdf (consulté le 23 Mars 2023).

Larrère, C. (2023). Les communs environnementaux. Dans A. Gefen (éd.), *Un monde commun* (1-). CNRS Éditions. https://doi.org/10.4000/books.editionscnrs.57411

Lienart, L. (2020). IV. Tribalisme dans Les lieux-dits. *Écrire pour inventer À partir des travaux de Jean Ricardou*. Hermann, pp. 311-329. https://doi.org/10.3917/herm.calle.2020.01.0311

Ménanteau L., Thomas Y.-F., Vanney J.-R. (2002). La télédétection spatiale du littoral nord-est d'Haïti : comparaison avec les cartographies ancienne et actuelle. Dans J.-P. Bois (dir.), *Défense des côtes et cartographie historique* (pp. 277 à 295). Éditions du CTHS.

Monzote, R. F. (2021). Cuba-US working together again: lessons from environmental cooperation / Cuba-Estados Unidos volviendo a trabajar conjuntamente: lecciones de la cooperación Ambiental. Dans Dr. M. E. Crahan (éditeur), *Breve repaso histórico al intercambio en temas ambientales entre Estados Unidos y Cuba* (pp.72-80). Columbia University.

Pagney, F. P. (2014). La mer Caraïbe : dynamiques, enjeux passés, présents et à venir. Dans A. Miossec (dirs.), *Géographie des mers et des océans* (pp. 469-491). Presses Universitaires de Rennes. https://hal.univ-antilles.fr/hal-02507253

Pierre, A. V. D. et Pierre, C. E. D. (2020). La biodiversité, la mer et les Caraïbes. Dans D. Rovenţa-Frumuşani, et V. Marinescu (Éds.), *Concepts-clés de la communication environnementale et du développement durable*, Presa Universitară Clujeană, (pp. 18-25). http://www.editura.ubbcluj.ro/bd/ebooks/pdf/2818.pdf (consulté le 26 Décembre 2023).

Pierre, C. E. D. (2020). La colonisation et le désastre écologique d'Haïti. Dans D. Rovența-Frumușani, V. Marinescu (dirs.), *Concepts-clés de la communication environnementale et du développement durable*, Presse universitaire Clujeană (pp. 128-134). https://agris.fao.org/agris-search/search.do?recordID=BE2021108339

Pinton, F., Grenand, P. (2007). Savoirs traditionnels, populations locales et ressources globalisées. Dans C. Aubertin, F. Pinton (dirs.), *Les marches de la biodiversité* (pp. 165-194). Institut de Recherche pour le développement. https://doi.org/10.4000/books.irdeditions.2318

Ponge, B. et Vaschalde D. (2020). « Une belle plage bien propre » VS « un réservoir de biodiversité », Regards croisés sur les aires marines protégées françaises. Dans Y. Bouvet et K. Page- Jones (dirs.), *Discours sur la mer, Résistances des pratiques et des représentations* (pp. 29-50). Presses Universitaires de Rennes.

Ramdeen, R., Belhabib, D., Harper, S. et Zeller, D. (2012). Reconstruction of total marine fisheries catches for Haiti and Navassa Island (19502010). Dans S. Harper, K. Zylich, L. Boonzaier, F. Le Manach, D. Pauly, et D. Zeller (eds.). *Fisheries catch reconstructions: Islands, Part III* (pp. 37-45). Fisheries Centre Research Reports *20*(5). Fisheries Centre, University of British Columbia [ISSN 1198-6727].

Ricard, P. (2019). Les aires marines protégées en haute mer et la difficile conciliation entre droit de la mer et droit de l'environnement. Dans P. Chaumette (coord.), *Transforming the Ocean Law by Requirement of the Marine Environment Conservation - Le droit de l'océan transformé par l'exigence de conservation de l'environnement marin* (pp. 249-268). Université de Nantes, Marcial Pons : Ediciones jurídicas y sociales, S. A., TEL archives ouvertes (02395852). https://shs.hal.science/halshs-02395852

Roellinger, A. (2019). L'utilisation pacifique de la Zone et l'exploitation de ses ressources. Dans P. Chaumette (coord.), *Transforming the Ocean Law by Requirement of the Marine Environment Conservation - Le droit de l'océan transformé par l'exigence de conservation de l'environnement marin* (pp. 361-380). Université de Nantes, Marcial Pons : Ediciones jurídicas y sociales, S. A., TEL archives ouvertes (02395852). https://shs.hal.science/halshs-02395852

Sabinot, C., Jean-Marie, S., Celestin, W., Jean-Baptiste, N., et Désirade, A. (2021). S'appuyer sur les savoirs, savoir-faire des pêcheurs et normes locales pour penser la gestion de la pêche en Haïti. Dans G. David (dir.), *La pêche artisanale en Haïti*. (35 p.). IRD Horizon : Expertise Collective. https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/2023-08/010084777.pdf

Shelford, A. G. (2015). Civiliser le savoir créole : l'acclimatation métropolitaine des savoirs locaux. Dans P. González-Bernaldo et L. Hilaire-Pérez (dirs.), *Les savoirs-mondes : Mobilités et circulation des savoirs depuis le Moyen Âge* (pp. 173-182). Presses universitaires de Rennes. 514 p. https://doi.org/10.4000/books.pur.94113

Vergé-Dépré C. R. (2021). Du transport aérien au transport maritime : quelles organisation et dynamiques des réseaux de transport dans l'espace caraïbe ? Dans Y. Alix, M. Montantin, J. M. Pagés Sánchez (dirs.), *Dinámicas portuarias en el caribe y américa latina - Ports in transition to face global challenges*. https://www.researchgate.net/profile/Jose-Pages-Sanchez-2/publication/349590340_Dinamicas_portuarias_en_el_Caribe_y_America_Latina_Ports_in_transition_to_face_global_challenges/links/60b655e1a6fdcc476bde3387/Dinamicas-portuarias-en-el-Caribe-y-America-Latina-Ports-in-transition-to-face-global-challenges.pdf (consulté le 21 Février 2023).

Rapports techniques et scientifiques

AEC (2016). *Étude de marché : le Tourisme de croisière dans la région de la Grande Caraïbe*, 47 p. http://www.acs-aec.org/sites/default/files/tourisme_de_croisiere_dans_la_grande_caraibe_0.pdf (consulté le 23 Février 2023).

AHFST (2024, 6 Mars). *Formation sur les dispositifs de la pêche dans le cadre de la célébration internationale des droits des femmes autour du thème : « Investir en faveur des femmes : accélérer le rythme »*. Module de formation rédigé par le chargé de formation – technicien de pêche en haute mer Rosier Elisca dans le cadre de l'activité *Fanm Zile Ilavach nan lapèch*. 2 p.

ANAP (2022). *Parc national naturel de l'Île-à-Vache : plan de gestion (2022-2027)*. Partie II : Règlements, zonage et programmes de gestion. 54 p.

APN (2015-16). *Les ports maritimes d'Haïti / The Haiti Seaports*. Manuel handbook, 68 p. https://issuu.com/landmarine/docs/haitiportshandbook_2015-16_ebook (consulté le 5 Mars 2023).

Architecture for Humanity (2013). *Diagnostic technique et participative de l'Île-à-Vache, Haïti*. 198 p.

Astier, M. (2016). *Évaluation à mi-parcours du Projet d'Appui au Renforcement des capacités du Ministère de l'environnement (PARC), Janvier 2013 – Décembre 2015*. Rapport d'évaluation. PNUD Haïti. 50 p. https://erc.undp.org/evaluation/documents/download/9964 (consulté le 9 Juillet 2023).

Augustin, D. et Prophète, C.-H. (2019). *Transferts de la diaspora et taux de change réel : le cas d'Haïti*. Rapport préparé par la Direction Monnaie et Analyse Économique de la Banque de la République d'Haïti. https://frd.brh.ht/fichiers_coin/Transferts%20de%20la%20diaspora%20et%20taux%20de%20change%20r%C3%A9el-Le%20cas%20dHa%C3%AFti.pdf (consulté le 5 Août 2024).

Banque Interaméricaine de Développement et République d'Haïti (2015). *Termes de références : Gestion des aires marines protégées Aquin / Saint-Louis du Sud*. 50 p. https://ewsdata.rightsindevelopment.org/files/documents/36/IADB-HA-G1036.pdf (consulté le 9 Juillet 2023)

Banque Mondiale (2019, 30 Mai). *Un nouveau rapport appelle à agir d'urgence pour s'attaquer à la pollution marine, une menace croissante pour la mer des Caraïbes*. https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2019/05/30/new-report-calls-for-urgent-action-to-tackle-marine-pollution-a-growing-threat-to-the-caribbean-sea

BirdLife International (2008). Important Bird Areas in the Caribbean: Key Sites for Conservation. *BirdLife Conservation*, Series 15, 348 p.

Borde, A., Huber, M., Goburdhun, A., Guidoux, A., Revoyron, E., Nsimba, E., Louis, J. A., Augustin, D., et Jean-Louis, K. *Estimation des coûts des impacts du changement climatique en Haïti*, Projet de renforcement des capacités adaptatives des communautés côtières d'Haïti aux changements climatiques (GEF ID n°3733/PIMS ID n°3971), 93 p.

Burke, L., et Maidens, J. (2004). *Reefs at Risk in the Caribbean*. World Resources Institute. 84 p. https://files.wri.org/s3fs-public/pdf/reefs_caribbean_full.pdf (consulté le 29 Septembre 2020).

CARDH (2021). Haïti **:** Hégémonie de la criminalité et responsabilité de protéger. 29 p. https://cardh.org/wp-content/uploads/2021/06/Haiti-regne-de-la-criminalite-et-responsabilite-de-proteger.pdf (consulté le 19 Août 2024).

CBC (2009). *Plan d'action relatif au corridor biologique des Caraïbes*. Document élaboré avec l'appui technique et financier du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE/BRALC), 160 p.

CEPF (2019). *Profil d'écosystème, le hotspot de biodiversité des îles des Caraïbes*, 569 p. https://www.cepf.net/sites/default/files/cepf-caribbean-islands-ecosystem-profile-2020-french.pdf (consulté le 16 Février 2023).

CIAT (2010). *Haïti Demain : Objectifs et stratégies territoriales pour la reconstruction*. Dossier financé par la Banque Mondiale, 71 p. http://www.oas.org/en/ser/dia/docs/haiti_demain.pdf (consulté le 22 Mars 2023).

CITMA (2019). *Cuba. Un plan ambicioso frente al cambio climático : "Tarea Vida"*. 17 p. https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/migration/cu/37087517a9a914cecc181e5d2d6962ceea0d14e5e24ccb0dee3299c33f196df8.pdf (consulté le 29 Juillet 2024).

CITMA (2020). *Proyecciones TAREA VIDA 2021-2025*. https://siteal.iiep.unesco.org/sites/default/files/sit_accion_files/proyecciones-tarea-vida.pdf (consulté le 29 Juillet 2024).

CNPMEM (2019). *Quelques chiffres — l'emploi à la pêche*. Données extraites de l'Observatoire des emplois et des qualifications à la pêche. 2 p. https://www.comite-peches.fr/wp-content/uploads/2023/09/Chiffres_emploi_.pdf (consulté le 14 Septembre 2024).

Colchester, M. (2003). *Nature sauvage, nature sauvée ? Peuples autochtones, aires protégées et conservation de la biodiversité*. Mouvement mondial pour les forêts tropicales produit dans le cadre du Forest Peoples Programme, 154 p.

Commission de mise en œuvre du Fonds haïtien pour la biodiversité (2017). *Fonds haïtien pour la biodiversité : Aide-mémoire sur le processus de mise en œuvre - État d'avancement des travaux*. 17 p.

Commission des pêches pour l'Atlantique Centre-Ouest/FAO (2022). *Situation des pêches et de l'aquaculture dans la région de la COPACO, Dix-huitième session (virtuelle), Managua, Nicaragua, 26-29 Juillet 2022*, 69 p. https://docplayer.fr/231233626-Commission-des-peches-pour-l-atlantique-centre-ouest-copaco-dix-huitieme-session-virtuelle-managua-nicaragua-juillet-2022.html (consulté le 24 Février 2023).

Côté, V. (2009). *La prise en compte des populations locales dans la mise en place d'aires protégées : études de cas au Guatemala et au Maroc.* [essai de maîtrise, Université de Sherbrooke]. http://hdl.handle.net/11143/8092 (consulté le 26 Janvier 2024).

Creocean (2021). *Caractérisation du littoral haïtien – Haïti*. https://api.groupe-keran.com/api/upload/63dd4688e412d190e2c6fda9ead02a53.pdf (consulté le 13 Octobre 2024).

Damais, G. V., Simon, P. A. et Célestin, D.S. (2007). *Étude de la filière de pêche en Haïti*, IRAM /INESA, Rapport provisoire, 116 p.

Del Castillo, M. (2014). *Mapeo de actors, Procesos y mecanismos de concertación*. 28 p. https://www.studocu.com/es-ar/document/universidad-nacional-de-lanus/planeamiento-del-desarrollo-turistico/u2-helvetas-mapeo-de-actores/78601495 (consulté le 6 Janvier 2024).

DESAFRODH, DOP, FRAKKA, GARR, JILAP, PAPDA, POHDH, RNDDH (2014, 2 Avril). *Rapport d'enquête sur la situation de tension à Ile à Vache*. 10 p. http://newsjunkiepost.com/wp-content/uploads/2014/04/Rapport_Ileavache_2avril2014.pdf (consulté le 24 Août 2024).

DM-Guadeloupe (2020). *Monographie maritime des Îles de Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy*. 63 p. https://www.dm.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/monographie_maritime_guadeloupe_vf.pdf (consulté le 13 Septembre 2024).

DPFF Matanzas, INRH Matanzas, CITMA et Gobierno Provincial Matanzas (2020). *Plan de Ordenamiento Territorial de la Cuenca Hidrográfica Ciénaga de Zapata*. 38 p. https://www.inotu.gob.cu/sites/default/files/upload_files/documentos/PLAN%20DE%20OT%20CUENCA%20CIENAGA%20DE%20ZAPATA_Circulado%20y%20Conciliado_Final_ANEXO%20UNICO.pdf

DPPF Matanzas/ Delegación Provincial de Recursos Hidráulicos Matanzas/CITMA/ Gobierno Provincial Delegación Territor Matanzas (2020). *Plan de Ordenamiento Territorial de la Cuenca Hidrográfica Ciénaga de Zapata*. 38 p.

DPPF Matanzas/INRH/CITMA/Gobierno provincial Matanzas (2020). *Plan de Ordenamiento Territorial de la Cuenca Hidrográfica Ciénaga de Zapata*. 38 p. https://www.inotu.gob.cu/sites/default/files/upload_files/documentos/PLAN%20DE%20OT%20CUENCA%20CIENAGA%20DE%20ZAPATA_Circulado%20y%20Conciliado_Final_ANEXO%20UNICO.pdf (consulté le 14 Septembre 2024).

ECOTUR (s.d.). *El turismo de naturaleza de Cuba*. 204 p. https://www.conocecuba.com.mx/Descargas/PDF/Catalogo%20Naturaleza%20de%20Cuba%20ECOTUR.pdf (consulté le 12 Août 2024).

Ehrlich, M., Conway, F., Adrien, N., Lewis L., Lauwerysen, H., Lowenthal I., Mayda Y., Paryski P., Smucker G., Talbot, J., Wilcox E. (1985). *Haiti, country environmental profile : a field study*. Rapport financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), 120 p.

FEM (2016). *Note d'engagement de Projet : Programme d'appui aux filières durables et à l'aménagement des bassins versants, Département du Sud Haïti*. 132 p. https://www.agroforesterie-bassinsversants.ht/IMG/pdf/ffem_2016.pdf (consulté le 3 Janvier 2024).

FoProBim et ReefFix (2013). *Toward the development of Haiti's system of Marine Protected Areas (MPAs), an ecosystem services assessment for the creation of Haiti's system of MPAs*, 35 p. https://rris.biopama.org/sites/default/files/2021-02/An%20Ecosystem%20Services%20Assessment%20for%20the%20Creation%20of%20Haitis%20%20System%20of%20Marine%20Pro.pdf (consulté le 27 Février 2024).

Glazer, R.A. (1991). *Inclusion of Strombus gigas in Appendix II of CITES*. Proposition soumise à la révision de l'IUCN : SSC Trade Specialist Group. 15 p.

Hamade, F. et Hétier, J.-P. (2013). *Synthèse de l'étude « Approche des éléments de valeur du Parc national de la Guadeloupe »*. Rapport rédigé par BRL Ingénierie pour les Parcs nationaux de France - Parc national de la Guadeloupe. 8 p. https://www.parcsnationaux.fr/sites/parcsnationaux.fr/files/available_docs/131206synthese_communicante-etude_png.pdf (consulté le 1er Septembre 2024).

Hearns, G. et Satyr, D. (2020). *Enhancing the resilience of vulnerable ecosystems and communities to climate change and anthropoic threats through a "ridge to reef" approach to biodiversity conservation and watershed management (EBA Project), PID 90545 / PIMS 4648, Terminal Evaluation*. Rapports produits pour le MdE, GEF, PNUD Haiti, AbE. 94 p. https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/HTI/PID00081100_Ecosystem-Based%20Adaptation_Terminal%20Evaluation_2020.pdf

Hilaire, J. V. (2009). *Stratégie de montage de l'Agence Nationale des Aires Protégées (ANAP)*. 55 p. https://taiguey.org/forum-ap-haiti/files/ANAP%20%20final%20r%C3%A9vis%C3%A9.pdf (consulté le 20 Août 2024).

Hill, J. et Wilkinson, C. (2004). *Methods for ecological monitoring of coral reefs: a resource for managers*. Rapport commandité par le Gouvernement australien et l'Institut australien des sciences marines avec le support technique de Reefbase, Global Coral Reef Monitoring Network, Reef Check, 123 p. https://portals.iucn.org/library/efiles/documents/2004-023.pdf (consulté le 29 Mars 2023).

https://www.foprobim.org/ (consulté le 15 Mars 2023)

https://www.iucn.org/ru/node/34448 (consulté le 28 Mars 2023).

https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2022-11/PLAN%20DE%20REL%C3%83_VEMENT%20INT%C3%83_GR%C3%83_.pdf

Huggins, A. E., Keel, S., Kramer, P., Òez, F. N, Schill, S., Jeo, R., Chatwin, A., Thurlow, K., McPearson, M., Libby, M., Tingey, R., Palmer, M., et Seybert, R. (2007). *Biodiversity conservation assessment of the insular Caribbean using the Caribbean decision support system*, summary report, The Nature Conservancy.

IOM (2024). *Haiti – Mobility Tracking: Internal displacement situation in Haiti (June 2024)*. Report produced in collaboration with UN Migration, Direction de la protection civile. 7p. https://dtm.iom.int/sites/g/files/tmzbdl1461/files/reports/Factsheet%20on%20Displacement%20situation%20in%20Haiti%20-%20June%202024.pdf (consulté le 11 Septembre 2024).

Jean-Baptiste, P. (2020). *Rapport sur l'identification et la hiérarchisation des technologies*. Rapport produit pour la Partie Adaptation du Projet d'évaluation des besoins en technologie, financé par le Fonds pour l´Environnement Mondial (en anglais Global Environment Facility, GEF) et mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l´Environnement (UNEP) et le centre UNEP DTU Partnership (UDP) en collaboration avec le centre régional ENDA Energie (Environnement et Développement du Tiers Monde - Energie). 98 p. https://tech-action.unepccc.org/wp-content/uploads/sites/2/2020/07/tna-adaptation-haiti.pdf (consulté le 15 Août 2024).

Landreau B. (2014). *Révision à mi-parcours du projet : « Établissement d'un Système National d'Aires Protégées financièrement soutenable en Haïti » (PID 72801/ PIMS 4150)*. Mission d'évaluation Octobre 2013 – Rapport final Janvier 2014 rédigé pour le Ministère de l'Environnement et le PNUD dans le cadre du Programme stratégique du GEF. 58 p. https://erc.undp.org/evaluation/documents/download/8148

Lejonc, G., et Palazy, L. (2018). *Final Evaluation of the Sustainable Land Management of the Upper Watersheds of South Western Haiti Program*. 153 p. https://www.gefieo.org/sites/default/files/documents/projects/tes/3132-terminal-evaluation.pdf (consulté le 27 Décembre 2023).

Lugo, E., Undurraga, A., Sánchez, R. J. et Lupano, J. A. (2022). *Evaluación preliminar técnica, económica e institucional para la implementación de un servicio de ferris en el Caribe Oriental*, Documentos de Proyectos (LC/TS.2022/62), Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), 103 p. https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/48058/S2200183_es.pdf?sequence=1&isAllowed=y (consulté le 26 Février 2023).

MacKinnon, J., MacKinnon, K., Child, G., et Thorsell, J. (1990). *Aménagement et gestion des aires protégées tropicales*. Rapport produit d'après les ateliers sur la gestion des aires protégées tropicales du congrès mondial des parcs nationaux organisé par la Commission des parcs nationaux et des aires protégées de I'UICN, 307 p. https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/1986-Mack-001-Fr.pdf

Malvido, M. Á., Lázaro, C., De Lamo, X., Juffe-Bignoli, D., Cao, R., Bueno, P., Sofrony, C., Maretti, C. et Guerra, F. (2021). *Informe Planeta Protegido 2020 : Latinoamérica y el Caribe*. RedParques, UNEP-WCMC, CMAP-UICN, WWF, CONANP y Proyecto IAPA. 148 p. https://redparques.com/modules/ecom/documentos/publicacion/INFORME-2020-final.pdf (consulté le 16 Février 2023).

MdE (2013). *Analyse des lois haïtiennes en relation avec la biodiversité avec emphase sur les ressources naturelles et les aires protégées*. Travail préparé dans le cadre de l'atelier du 26 au 30 août 2013 sur l'analyse institutionnelle du Corridor Biologique dans la Caraïbe (CBC) par l'Avocat consultant Daniel Jeudy, 21 p. https://cbcreuniontm.files.wordpress.com/2014/01/haiti-cbc-analyse-des-lois-hac3b8tiennes-ap.pdf (consulté le 20 Mars 2023).

MdE (2019). *Politique Nationale de lutte contre les Changements Climatiques (PNCC) 2019*. 52 p. https://faolex.fao.org/docs/pdf/hai201936.pdf (consulté le 27 Juillet 2024).

MdE (2019). *Sixième rapport national sur la biodiversité*. 229 p. https://www.cbd.int/doc/nr/nr-06/ht-nr-06-fr.pdf (consulté le 30 Juillet 2023).

MdE (2022). *Communication d'Haïti relative à l'adaptation*. 49 p. https://unfccc.int/sites/default/files/2022-08/Communication%20d%20Haiti%20relative%20a%20l%20adaptation_rev.pdf (consulté le 18 Août 2024).

MdE (2023). *Plan national d'adaptation au changement climatique (PNA) : Haïti / 2022-20230*. 92 p. https://unfccc.int/sites/default/files/resource/PNA_HAITI.pdf (consulté le 29 Juillet 2024).

MDE et PNUD. (2012). *Surveillance côtière et système d'alerte / Réseau pour l'adaptation au changement climatique*. 93 p.

MDE/ANAP/BID (2019). *Stratégie de financement durable de l'Agence Nationale des Aires Protégées. Haïti 2019-2025*. 27 p.

MEF-UTE (2024). *Appel d'offres AON-BS-I BE-005 pour acquisition de matériels et d'équipements pour l'ANAP*. Projet « Économie Bleue Inclusive » (I-BE) - Accord de don No 2000004110 avec le Fonds International de Développement Agricole (FIDA). 83 p. https://www.ute.gouv.ht/wp-content/uploads/2024/06/20240621-aon-bs-i-be-005-acquisition-de-materiels-et-dequipements-pour-lanap-pour-publication.pdf

MPCE (2022). *Plan de relèvement intégré de la Péninsule Sud, Département du Sud, de la Grand-Anse et des Nippes : Tremblement de terre du 14 Août 2021*. Plan rédigé par le Ministère de la Planification avec l'appui de l'ONU, de l'UE, de la Banque Mondiale et de la BID. 120 p.

OBMEC (2016). *Diagnostic environnemental binational : République d'Haïti et République dominicaine*. Rapport du Comité thématique environnement sous la coordination de Joaneson Lacour, PhD. https://uniq.edu.ht/upload/inside_articles_document/3599_diagnostic%20environnement%20obmec.pdf (consulté le 4 Juillet 2024).

OCDE (2017). *L'économie de la mer en 2030*, OECD Publishing, 287 p. https://doi.org/10.1787/9789264275928-fr

OIF (2015). *Cadre juridique et institutionnel de l'évaluation environnementale en Haïti*. 196 p. https://www.mde.gouv.ht/phocadownload/Cadre_juridique%20et%20institutionnel%20de%20levaluation%20environnementale%20en%20Haiti.pdf (consulté le 20 Juillet 2023).

OREC Guadeloupe (2018). *Profil territorial de vulnérabilité de la Guadeloupe au changement climatique*. 56 p. https://guadeloupe.ademe.fr/sites/default/files/profil-vulnerabilite-guadeloupe-changement-climatique-2018.pdf (consulté le 29 Juillet 2024).

Ottenwalder, J.A. (1987). *Ad Hoc National Report to WATS II for Haiti*. Rapport préparé pour le Second Western Atlantic Turtle Symposium (WATS II), 12-16 Octobre 1987, Mayagüez, Porto-Rico. Doc. 044. 29 p. https://www.widecast.org/Resources/Docs/WATS/WATS2/NatReports/Haiti_National_Report_to_WATS_II_Ottenwalder_1987_w_orig.pdf (consulté le 20 mars 2023).

Parcs nationaux de France (2011). *Référentiels des métiers – Parcs nationaux de France*. 164 p. https://www.parcsnationaux.fr/sites/parcsnationaux.fr/files/available_docs/referentiel_metiers.pdf

Pascal, N., Leport, G., et Allenbach, M. (2013). *Valeur économique des services écosystémiques (récifs, herbiers, mangroves) de Guadeloupe : valeurs d'usages directs et indirects*, Documentation Ifrecor. http://ifrecor-doc.fr/items/show/1659

PNG (s.d.). *Organigramme du Parc national de la Guadeloupe*. 1 p. https://guadeloupe-parcnational.fr/sites/guadeloupe-parcnational.fr/files/2024-01/20231206%20organigramme%20PNG.pdf (consulté le 2 Octobre 2024).

PNUD Haïti (2017). *Plan d'Initiation PID 105577*. Rapport final, période d'implémentation : Janvier 2017 – Décembre 2017. 318 p. https://info.undp.org/docs/pdc/Documents/HTI/RAPPORT%20FINAL%20IP2017.pdf (consulté le 9 Juillet 2023).

Port Miami (2019). *Port Guide : 2018-2019*, 21 p. https://www.miamidade.gov/portmiami/library/stats-brochure-2019.pdf (consulté le 24 Février 2023).

Projet CBC (2009). *Plan d'action relatif au Corridor Biologique des Caraïbes*. Document élaboré par les groupes techniques de la République de Cuba, d'Haïti et Dominicaine, avec l'appui technique et financier du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE/BRALC), 160 p.

Reef Check Haïti. (2021). *Caractérisation de l'état de santé des écosystèmes côtiers et marins (récifs coralliens, mangroves et lits d'herbes marines) et évaluation de la population de poissons au niveau des Trois Complexes d'intervention*. Rapport final pour le PNUD, 149 p.

Région Guadeloupe (2011). *Schéma d'aménagement régional de la Guadeloupe*. 481 p. https://www.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/RAPPORT.pdf

Région Guadeloupe (2020). *Pour un archipel durable, compétitif et attractif – Budget primitif 2020*. 11 p. https://www.regionguadeloupe.fr/fileadmin/Site_Region_Guadeloupe/Mediatheque/Textes_Politique/2020_Budget_primitif_-_WEB.pdf (consulté le 4 Octobre 2024).

Région Guadeloupe (2022). *Tableau de bord sur l'économie marine en Guadeloupe : la place des activités maritimes dans l'économie locale – le poids économique des entreprises dans la filière maritime*. 27 p. https://www.guadeloupe.cci.fr/sites/g/files/mwbcuj1136/files/2023-05/Tableau%20de%20bord_Economie%20maritime_COM.pdf (consulté le 15 Septembre 2024).

Reuchlin-Hugenholtz, E., et McKenzie, E. (2015). *Aires marines protégées : un investissement judicieux pour la santé des océans*. Rapport du World Wide Fund for Nature, 20 p. https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2017-07/150604_aires_marines_protegees.pdf

Santos, R. O., Sardiñas, T. C., López García, Anyeli de la C., Whittle, D., Kanepa, C. (2008). *Manual de legislación ambiental para la gestión de la zona costera de Cuba*. 60 p.

Statista et German Ocean Foundation (2024). State of the oceans 2024. 62 p.

The MPA Guide (2024). *Travail soutenu par la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN, Pristine Seas de la Société National Geographic, Université de l'État d'Oregon, la base de données mondiales sur les aires protégées Protected Planet, World Conservation Monitoring*

Centre de l'ONU Environnement, Marine Protection Atlas du Marine Conservation Institute. https://mpa-guide.protectedplanet.net/explore/levels-of-protection/by-level

Timyam, J. et Hilaire J. V. (2011). *Les zones clés de la biodiversité d'Haïti*. Étude réalisée avec le concours du Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques (CEPF en Anglais) à travers BirdLife International, la Société Audubon d'Haïti, Rezo Ekolo, FoProBim, Reef Check, Development Alternatives Inc., PSU, Projet Système National des Aires Protégées du PNUD. 53 p.

UICN (1982). *La protection de la nature et des ressources naturelles : Dixième anniversaire de la Charte mondiale de la nature*. Actes du colloque international organisé par l'UICN à l'occasion du dixième anniversaire de la Charte mondiale de la nature, 48 p.

UICN (2005*). Les aires marines protégées : un outil pour la conservation de la biodiversité marine*. 48 p.

UNEP/GEF (2022). *UNEP GEF PIR Fiscal Year 2022: Reporting from 1 July 2021 to 30 June 2022*. 45 p.

UNFPA Haiti (s.d.). *La jeunesse en chiffres*. 12 p. https://haiti.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/La%20jeunesse_en_chiffre%28UNFPA%29.pdf (consulté le 13 Octobre 2024).

USAID (1990-1991). *Projet de création d'un parc marin aux Arcadins et de développement communautaire avec les pêcheurs de Lully*. Projet financé en espèce par l'USAID, et en nature par le World Wildlife Fund (WWF), la firme de Wilcox Associates, l'association Hôtelière d'Haïti, la compagnie d'aviation American Airlines ainsi que deux hôtels haïtiens (la Villa Créole et l'Hôtel de Kaliko Beach) et le Kaliko Club de Plongée Sous-Marin. 15 p. https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/pdabf183.pdf (consulté le 20 Mars 2023).

We are social & Meltwater (2024). *Digital 2024 Global Overview Report*. 561 p. https://indd.adobe.com/view/8892459e-f0f4-4cfd-bf47-f5da5728a5b5?allowFullscreen=true&wmode=opaque

Wege, D.C., Ryan, D., Varty N., Anadón-Irizarry V., Pérez-Leroux, A. (2010). Profil d'écosystème-hotspot de la biodiversité des îles des Caraïbes, CEPF. Rapport rédigé par BirdLife International en collaboration avec Durrell Wildlife Conservation Trust / Bath University, The New York Botanical Garden, et avec l'appui technique de *Conservation International-Center for Applied Biodiversity Science*. 163 p. https://www.cepf.net/sites/default/files/final_french_caribbean_ep.pdf

World Travel and Tourism Council (2022). *Travel & Tourism in the Caribbean: Prospects for growth*. Éditeurs Nejc Jus, Chok Tsering, Jonathan Mitcham, 20 p. https://wttc.org/Portals/0/Documents/Reports/2022/Travel-and-tourism-in-the-caribbean.pdf (consulté le 18 Février 2023).

WWF (2021). *Des solutions fondées sur la nature en milieu urbain : les villes montrent la voie*. 24 p. https://wwfint.awsassets.panda.org/downloads/exe_wwf_a4_template_sbn_final_fr.pdf (consulté le 15 Août 2024).

Posters scientifiques

Névélus, S., Kouamé, S., Philippe, D., Chéry, A., Bernadin, A. C., Paul, B., Pressoir, G. H., et Charles, J. R. (2023, Décembre), Conception et évaluation des outils de mécanisation agricole liés à la riziculture irriguée au niveau de la plaine des Cayes. Poster présenté dans le cadre des « Deuxièmes Journées Scientifiques du PITAG – Contribution de la recherche-développement-formation à la souveraineté alimentaire en Haïti », Port-au-Prince, Haïti. https://hal.science/hal-04349409

Pierre, A. V. D. et Desse M. (2022, Juin), S'adapter sans l'État dans des aires marines protégées sur papier. Poster présenté dans le cadre du colloque « La mer monte : des espaces naturels aux territoires littoraux, quelles stratégies d'adaptation ? », La Cité des Congrès de Nantes, France. https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03708957/document

Travaux universitaires (licence, master, doctorat, habilité à diriger la recherche)

Angulo-Valdés, J. A. (2005). *Effectiveness of a cuban marine protected area in meeting multiple management objectives* [Thèse de doctorat. Université de Dalhousie, Département/École : Faculty of Graduate Studies]. http://hdl.handle.net/1834/5483 (consulté le 1er Mars 2023).

Berthier, C. (2018). *Histoire et représentations au cinéma : Cuba dans l'imaginaire américain au regard des relations américano-cubaines (1898-2014)* [Mémoire de master, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne]. HAL archives (dumas-02861080f). https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02861080v1

Cadet, F. (2006). *La législation haïtienne au regard de la protection de l'environnement : une analyse systémique* [Mémoire pour l'obtention du grade de licencie en droit, Université d'État d'Haïti – Faculté de droit et des sciences économiques].

Desse, M. (2004). *Les littoraux de la Caraïbe insulaire, des territoires en mutation* [Habilitation à Diriger la Recherche, tome 2, Université Paris IV-Sorbonne], 285 p. https://hal.science/tel-03709045v1/file/HDR_M.Desse.pdf

Étienne, A. et Wesdyk, K. (2021). *Development constraints & opportunities: Île-à-Vache, Haiti*. [Final work for a Master in Public Policy – Harvard Kennedy School]. 61 p. https://www.edem2.org/resource/iav_dev_const.pdf (consulté le 11 Septembre 2024).

Exil, E. et Mercier, M.- A. (2022). *La problématique de l'efficacité de l'aide internationale en Haïti pour la période allant de 1995 à 2018* [Mémoire de licence en sciences économiques, Université Quisqueya – Haïti]. Mémoire online. https://www.memoireonline.com/11/22/13495/La-problematique-de-lefficacite-de-laide-internationale-en-Hati-pour-la-periode-allant-de.html (consulté le 5 Août 2024).

Fleurant, M.-M. (2020). *Les changements climatiques à Haïti : pour la résilience socio-écologique des populations pour l'adaptation dans le domaine de l'agriculture. Possibilités et limites du droit national et international* [Thèse de doctorat, Université Laval, Faculté de droit].

CorpusUL. https://corpus.ulaval.ca/server/api/core/bitstreams/0bb25669-5ee1-4276-b806-fb5dd0bddf2a/content

Houdin, S. (2020). *Urbanisation et aménagement en zones littorales ultramarines : exemple de la Martinique* [Mémoire présenté en vue d'obtenir le diplôme d'Ingénieur CNAM, Spécialité : Géomètre et Topographe. École supérieure des géomètres et topographes, CNAM]. TEL archives ouvertes (031187190). https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03118719/document (consulté le 27 Mars 2024).

Lozano-Almario, A. (2019). *L'articulation entre universalisme et régionalisme dans la protection de l'environnement marin et côtier des mers régionales : l'exemple de la Région de la Grande Caraïbe* [Thèses de doctorat, Droit, Université de Nanterre - Paris X]. TEL archives ouvertes (02929688). https://theses.hal.science/tel-02929688 (consulté le 01 mars 2023).

Mérat, P. dit J. (2018). *Le littoral, le cœur de la pauvreté en Haïti : Quand les politiques publiques appauvrissent les territoires* [Thèse de doctorat, Institut de Géographie et d'Aménagement Régional - Nantes Université]. 572 p.

Milian, J. (2004). *Protection de la nature et développement territorial dans les Pyrénées* [Thèse de doctorat, Géographie. Université Toulouse le Mirail – Toulouse II]. TEL archives ouvertes (00009976). https://theses.hal.science/tel-00009976/document (consulté le 25 Février 2024).

Piñeiro, Y. S. (2013). *Programa Recreativo "Ecodiversión" para el Área Protegida de Recursos Manejados Jobo Rosado* [Travail de fin d'études pour l'obtention de la licence en tourisme - Universidad central "Marta Abreu" de las Villas, Facultad de ingeniería industrial y turismo, Centro de estudios turísticos]. https://dspace.uclv.edu.cu/server/api/core/bitstreams/4fe1db01-fa8b-4cb0-ad1e-af55da8b722b/content (consulté le 12 Août 2024).

Pinguet, L. (2019). *Attractivité touristique et mise en tourisme des lieux ordinaires* [Travaux de fin d'étude, Master de développement du tourisme durable, Université Le Havre Normandie]. Studocu. https://www.studocu.com/fr/document/universite-le-havre-normandie/transition-touristique/tourisme-ordinaire/7157660?page=1 (consulté le 11 Septembre 2024).

Rodné-Jeanty, J. (2020). *Le littoral haïtien entre développement et dégradation : le cas des baies de Caracol et de Fort-Liberté*. [Thèse de doctorat, Université de Nantes]. https://theses.fr/2020NANT2045

Temdaoui, J.-C. (2017). *L'espace colonial caraïbe de la Couronne de France (1625-1791)* [Mémoire de licence, Université de Poitiers]. TEL archives ouvertes (03090645). https://shs.hal.science/halshs-03090645 (consulté le 6 Juillet 2023).

Volcy, L. (2016). *L'inefficacité de l'État de droit en Haïti*. [Mémoire de licence. Université d'État d'Haïti, Faculté de droit et des sciences économiques, Option : Droit].

Colloques/Séminaires/Ateliers/Présentations

Bueno, R., Herzfeld, C., Stanton, E. A., Ackerman, F. (2008). *The Caribbean and climate change. The cost of inaction.* [Présentation PowerPoint]. Stockholm environment institute-US center & global development and environment Institute, Tufts University. https://www.researchgate.net/publication/237321245_The_Caribbean_and_climate_change_The_costs_of_inaction

Cantave, T. (2013). La section communale est-elle la section rurale ? Rencontre no 28-29. https://biblioteca-repositorio.clacso.edu.ar/bitstream/CLACSO/6407/1/art24.pdf (consulté le 15 Octobre 2024).

Comeau, M. (2021). *Que va faire le Ministère de l'Economie et des Finances ? Le moyen et le long termes* [PowerPoint slides]. Ministère de l'Économie et des Finances dans le cadre de l'atelier « Le Littoral en Haïti : enjeux fonciers et économiques, menaces environnementales. 7 p.

Dorval, M (1997, 28-29 Avril). *La Constitution de 1987 et l'État de droit, Mission Civile Internationale, OEA/ONU Haïti : La Constitution de 1987 et les Droits de l'Homme*, [Actes de colloque]. Colloque international MICIVH-PNUD, pp. 63-73.

Fombrun, O. R. et Etienne, J.-P. (2017). Morale civique et éducation à la citoyenneté. Causeries-débats-Actions, Haïti, FORF.

Hamadé, F. et Landrieu, G. (2013). *Étude des valeurs du Parc National de la Guadeloupe* [Présentation PowerPoint]. BRL Ingénierie et CRP Consulting en collaboration avec l'Université de Montpellier et l'IFRECO, avec des financements du Ministère de l'écologie et de l'Union Européenne. https://www.academia.edu/39236108/Etude_des_valeurs_du_Parc_National_de_la_Guadeloupe

Horat, R. (2024, 2 Septembre). *Éducation aux changements climatiques : axe clé de l'ERE*. [Table ronde]. Journée nationale haïtienne d'éducation aux changements climatiques, Université Quisqueya.

Jeudy D., (2013). *Analyse des Lois Haïtiennes en relation avec la biodiversité avec emphase sur les ressources naturelles et les aires protégées*. Travail préparé pour le Ministère de l'environnement dans le cadre de l'atelier du 26 au 30 Août 2013 sur l'analyse institutionnelle du Corridor

MdE (2014). *Surveillance environnementale* [PowerPoint slides]. DISE, MdE. 17 p. https://www.slideshare.net/slideshow/prsentation-des-activits-ralises-par-le-ministre-de-lenvironnement-surveillance-environnementale-29-octobre-2014-hati/41002744 (consulté le 18 Août 2024).

Milia-Marie-Luce, M. (2006, 27 Mars). *Les marchandes ambulantes : les « Madan Sara » à Fort-de-France* [Communication scientifique]. Histoire/Genre/Migration, École normale supérieure de Paris. http://barthes.enssib.fr/clio/dos/genre/panel4et5.html (consulté le 13 Septembre 2024).

Pierre, A. (2024, 2 Septembre). *La contribution de la diplomatie scientifique dans la protection de l'agriculture face aux changements climatiques : l'expérience du projet HAUP-CEMARCH.*

Colloque international d'éducation aux changements climatiques. Université Quisqueya, Port-au-Prince, Haïti

Roth, A. et Grellet, A. (2022). *Compte-rendu du 1er Forum des jeunes des réserves de biosphère de la Caraïbe*. Activité réalisée les 2 et 3 Décembre 2022 à Fort-de-France, la Réserve de biosphère de la Martinique avec le concours de MaB France, la Réserve de biosphère de Martinique, le Parc national de la Guadeloupe, la Réserve de biosphère de l'archipel de la Guadeloupe. 37 p. https://www.mab-france.org/workspace/uploads/mab/documents/rapport-forumdesjeunesca-raibe.pdf

UNESCO (1998). *Les côtes d'Haïti - Évaluation des ressources et impératifs de gestion*. Résultats d'un séminaire et des activités de terrain correspondantes. Dossiers régions côtières et petites îles 2, UNESCO, Paris, vi + 32 p.

UniQ (2024). *Compte-rendu de la rencontre du 25 Juillet 2024 entre le Ministère de l'Environnement et l'Université Quisqueya dans le cadre du Projet Haiti-CsciPro*. 9 p.

Valmé, G. (1994, 8-10 Avril). *La situation des aires à conserver en Haïti : bilan-perspectives* [Séminaire]. Séminaire Environnement sans frontière : Perspectives sur un dialogue, Barahona, République Dominicaine. pp. 28-38.

Wainright, Y.-A. (2014). *Le Fonds pour la Réhabilitation de l'Environnement Haïtien (FREH) : Bras financier du Ministère de l'Environnement* [Présentation PowerPoint]. https://fr.slideshare.net/YvesAndreWainright/fondspour-rhabilitation-environnement-de-haitibras-financier-du-ministre (consulté le 2 Avril 2023).

Atlas et encyclopédies en ligne

Atlasocio (2023). *Classement des aéroports d'Amérique par nombre de passagers (total)*. https://atlasocio.com/classements/economie/transports/classement-aeroports-par-nombre-de-passagers-total-amerique.php (consulté le 25 Février 2023).

de Alencastro, L. F. « Traite des Noirs : la traite et l'économie atlantique », *Encyclopædia Universalis* [En ligne]. https://www.universalis.fr/encyclopedie/traite-des-noirs/ (consulté le 5 février 2023).

Jeudy-de-Grissac, A., et Rodary, E. (2021). Protection de la nature - Aires protégées. *Encyclopædia Universalis* [En ligne]. http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/protection-de-la-nature-aires-protegees/ (consulté le 20 Janvier 2021).

Morère, L. (2018). « Les mosaïques d'aires protégées au Brésil, entre protection et développement », *Géoconfluences*. http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-thematiques/changement-global/articles-scientifiques/mosaiques-aires-protegees-bresil

Vergé-Dépré, C. R. et Roth P. (2023). *Transport aérien (2010) : réseaux,Cartes des réseaux aériens (liaisons directes)*. Université de Caen Normandie. http://atlas-caraibe.certic.unicaen.fr/fr/page-242.html (consulté le 3 Mars 2023).

Avis et notes administratives

Lettre nº MDE/SDD/BM/MEMO/0364 en date du 30 Janvier 2017 titrée « Mémorandum sur le Fonds fiduciaire pour la Biodiversité d'Haïti »

Note du 6 Février 2024 de l'Association Militaire d'Haïti signée par le Major Dieunor J. Alexandre, Secrétaire exécutif et le Léopard Ashley Laraque, Porte-Parole.

Mémo nº MdE/RH/0015 du 2 Juillet 2024 de la Direction de l'éducation relative à l'environnement ayant pour objet : la liste des compétences.

Lettre nº MdE/DG/JEP-24-09-082 du 18 Septembre 2024 ayant pour objet : Invitation à la célébration de la journée mondiale de la mer

Anciennes cartes de navigation

De Fer, N. (1705). Les isles de l'Amérique connues sous le nom d'Antilles, ou sont les isles de Cuba, St. Domingue et Jamaïque les Lucayes, les Caribes [document cartographique numérisé]. 22.86 x 34.29 (H x W) cm, De Fer, Nicolas, Crédit : Collection de cartes de Barry L. Ruderman, une courtoise des bibliothèques de l'Université de Stanford

Jansson, J. (1644). Insulae Americanae in Oceano Septentrionali [document cartographique numérisé]. 37.4 x 51.4 (H x W) cm, Jansson, J, Amsterdam, Credit: S. Blair Hedges

Kitchin, T. (1782) West Indies, from the best authorities [document cartographique numérisé]. 9 x 15 (H x W) cm, Kitchin Thomas, Crédit : Bibliothèque du Congrès

Seller, J, Crédit : Norman B. Leventhal Map Center à la Bibliothèque publique de Boston

Seller, T. (1672). A chart of the West Indies from Cape Cod to the River Oronoque [document cartographique numérisé]. 43 x 51(H x W) cm,

Seutter, M. (1730). Mappa geographica, regionam Mexicanem et Floridam terrasque adjacentes, ut et anteriores Americae insulas, cursus itidem et reitus navigantium versus flumem Missisipi [document cartographique numérisé]. 49.53 x 58.42 (H x W) cm, Seutter, Matthaus, Crédit : Collection de cartes de Barry L. Ruderman, une courtoise des bibliothèques de l'Université de Stanford

Déclarations officielles

Anténor, D. (2024). *Expérience du Projet INOVEE et Perception des acteurs locaux de la commune de Belle-Anse (Sud-Est) sur les effets du changement climatique* [Discours].

Bermúdez, M. D.-C. (2022). *Nous avons tous l'obligation morale d'apporter à Haïti une coopération solide et désintéressée* [Intervention de Miguel Díaz-Canel Bermúdez, Président de la République de Cuba, à la Conférence internationale pour le financement de la reconstruction de la presqu'île Sud d'Haïti, le 16 février 2022]. Port-au-Prince, Haïti. https://misiones.cubaminrex.cu/fr/articulo/nous-avons-tous-lobligation-morale-dapporter-haiti-une-cooperation-solide-et-desinteressee (consulté le 5 Avril 2024).

BRH (2024). *Allocution du Gouverneur de la BRH, Monsieur Ronald Gabriel, à l'occasion du Mercredi de réflexion de la BID du 26 Juin 2024* [Discours]. https://www.brh.ht/allocution-du-gouverneur-de-la-brh-monsieur-ronald-gabriel-a-loccasion-du-mercredi-de-reflexion-de-la-bid-du-26-juin-2024/ (consulté le 31 Août 2024).

BRH (s.d.). *Discours du Gouverneur de la BRH Monsieur Jean Baden Dubois sur les enjeux économiques et financiers liés à la lutte contre le blanchiment des avoirs et le financement du terrorisme*. https://www.brh.ht/discours-du-gouverneur-de-la-brh-monsieur-jean-baden-dubois-sur-les-enjeux-economiques-et-financiers-lies-a-la-lutte-contre-le-blanchiment-des-avoirs-et-le-financement-du-terrorisme/ (consulté le 31 Août 2024).

Cadet, J. (2023, 9 Décembre). *Allocution prononcée par le ministre James CADET à l'occasion de la 28eme Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques. UNFCCC*. Consulté le 12 Août 2024, de https://unfccc.int/sites/default/files/resource/HAITI_cop28cmp18cma5_HLS_FR.pdf

Castro, F. (1976, 19 Avril). Discurso pronunciado por Fidel Castro ruz en el acto central por el XV aniversario de la victoria de giron y la proclamacion socialista de nuestra revolucion, celebrado en el teatro "Carlos Marx", el 19 de Abril de 1976. *Cubadebate*. http://www.fidelcastro.cu/es/discursos/discurso-pronunciado-en-el-acto-central-por-el-xv-aniversario-de-la-victoria-de-giron (consulté le 1er Février 2023).

Karib'Info (2024, 26 Septembre). *Haïti. Discours d'Edgard Leblanc Fils à la 79e session de l'Assemblée générale de l'ONU*. https://www.karibinfo.com/news/haiti-discours-dedgard-leblanc-fils-a-la-79e-session-de-lassemblee-generale-de-lonu/ (consulté le 27 Septembre 2024).

Pierre, E. (2022). *Cérémonie de graduation de la 2eme promotion de soldats des Forces armées d'Haïti, baptisée Dutty Boukman* [Discours de graduation]. Clercine, Haïti.

Proclamation du Général en chef au peuple d'Haïti faite au quartier général des Gonaïves, le 1er Janvier 1804, l'an 1er de l'indépendance. Signée : J.-J. Dessalines.

Bases de données (inter)nationales

Aita D. (2022). Proposal for the implementation of a ferry service through Public Private Partnerships (PPP's) in the Eastern Caribbean Region. *Facilitation of transport and trade in Latin America and the Caribbean*, 394(4), 21 p. https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/48530/S2200831_en.pdf?sequence=1&isAllowed=y (consulté le 27 Février 2023).

Banque Mondiale (2014, 11 Juillet). *Malgré l'amélioration des conditions de vie à Port-au-Prince, les zones rurales d'Haïti demeurent très pauvres*. https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2014/07/11/while-living-conditions-in-port-au-prince-are-improving-haiti-countryside-remains-very-poor#:~:text=L'%C3%A9cart%20entre%20la%20population,de%2020%25%20dans%20les%20villes (consulté le 24 Août 2024).

Banque Mondiale (2023). *Population active, femmes (% de la population active) – Haiti*. https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.TLF.TOTL.FE.ZS?locations=HT (consulté le 13 Octobre 2024).

Banque Mondiale (2023). *Population, femmes (% du total) – Haiti*. https://donnees.banquemondiale.org/indicator/SP.POP.TOTL.FE.ZS?locations=HT (consulté le 13 Octobre 2024).

Banque Mondiale (2024). *Haïti Présentation*. https://www.banquemondiale.org/fr/country/haiti/overview (consulté le 29 Juillet 2024).

CEPAL (2018). *Efectos del cambio climático en la costa de América Latina y el Caribe: evaluación de los sistemas de protección de los corales y manglares de Cuba*. https://hdl.handle.net/11362/44103

CNUCED (2024). *Profil maritime : Cuba*. https://unctadstat.unctad.org/CountryProfile/MaritimeProfile/fr-FR/192/index.html (consulté le 13 Septembre 2024).

CNUCED (2024). *Profil maritime : Haïti*. https://unctadstat.unctad.org/CountryProfile/MaritimeProfile/fr-FR/332/index.html (consulté le 13 Septembre 2024).

CPAG (2023). *Socioeconomic Monitoring*. https://tools.thecpag.org/ (consulté le 17 Février 2023).

Données mondiales (2024). *Haïti, République semi-présidentielle*. https://www.donneesmondiales.com/amerique/haiti/index.php (consulté le 19 Août 2024).

Eckstein, D., Künzel, V., Schäfer, L. (2021). *Global Climate Risk Index 2021: Who suffers Most from Extreme Weather Events? Weather-related Loss Events in 2019 and 2000 to 2019*. 52 p.

ECLAC (s.d.). Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) d'Haïti. https://observatorioplanificacion.cepal.org/en/node/269 (consulté le 4 Octobre 2024).

GEF (2024). *Haiti: Country-At-A-Glance*. https://www.thegef.org/projects-operations/country-profiles/haiti (consulté le 31 Août 2024).

Georg S. (2023). *Distance entre Guadeloupe et Saint-Vincent-Et-Les-Grenadines*. https://fr.distance.to/Guadeloupe/Saint-Vincent-Et-Les-Grenadines#:~:text=La%20distance%20la%20plus%20courte,est%20de%20354%2C52%20km (consulté le 1er Mars 2023).

HAÏTISTATAGRI (2018*). Listes des ports recensés*. https://haitistatagri.com/tableau.php (consulté le 12 Septembre 2024).

https://www.miteco.gob.es/es/parques-nacionales-oapn/proyectos-de-cooperacion/haiti.html (consulté le 11 Août 2024).

https://www.sie-haiti.org/#/home

ILO (2024). *Conventions et protocoles à jour non ratifiées par Haïti*. https://normlex.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:11210:0::NO::P11210_COUNTRY_ID:102671 (consulté le 8 Août 2024).

López, A. M. (2021). Cruise tourism volume in the Caribbean 2019-2020. *Statista*. https://www.statista.com/statistics/915765/caribbean-cruise-passenger-arrivals/ (consulté le 23 Février 2023).

MARNDR (2008). *Élevage*. https://agriculture.gouv.ht/statistiques_agricoles/EnqueteCommunautaire/documents/DEP07.html (consulté le 12 Septembre 2024).

MARNDR (2008). *Enquête communautaire 2008 : résultats définitifs. Commune de l'Île-à-Vache*. https://agriculture.gouv.ht/statistiques_agricoles/EnqueteCommunautaire/documents/DEP07.html (consulté 10 Octobre 2024).

MARNDR (2008). *La part de la superficie utilisée par l'agriculture*. https://agriculture.gouv.ht/statistiques_agricoles/EnqueteCommunautaire/documents/RUB3-C001.html

MITECO (2016). *Haíti*. https://portal-miteco-stage.adobecqms.net/gl/parques-nacionales-oapn/proyectos-de-cooperacion/haiti.html

Oiseaux.net (2024). *Tangara quatre-yeux ou Katje à couronne grise Phaenicophilus poliocephalus - Grey-crowned Palm-tanager*. https://www.oiseaux.net/oiseaux/tangara.quatre-yeux.html (consulté le 20 Octobre 2024).

Progedo-Adisp (2022). *Capacité des communes en hébergement touristique – 2022*. Données produites par l'INSEE localisées dans l'onglet Variables. https://data.progedo.fr/studies/doi/10.13144/lil-1514?tab=variables (consulté le 16 Septembre 2024).

Rome2Rio (2023). *2 moyens de voyager de Porto Rico à St Croix*. Rome2Rio Pty Ltd. https://www.rome2rio.com/fr/map/Porto-Rico/St-Croix (consulté le 1er Mars 2023).

Sea around us. (2023). *Fisheries, Ecosystems and Biodiversity*. https://www.seaaroundus.org/data/#/eez/332?chart=catch-chart&dimension=taxon&measure=tonnage&limit=10 (consulté le 4 Mars 2023).

UNEP-WCMC and IUCN (2023). *Marine Protected Areas*. Protected Planet: The World Database on Protected Areas (WDPA) and World Database on Other Effective Area-based Conservation Measures (WD-OECM). https://www.protectedplanet.net/en/thematic-areas/marine-protected-areas (consulté le 16 Février 2023).

UNEP-WCMC et UICN (2024). *Protected Planet: The World Database on Protected Areas (WDPA) and World Database on Other Effective Area-based Conservation Measures (WD-OECM) [En ligne]*. Cambridge, Royaume-Uni : UNEP-WCMC et UICN. https://www.protectedplanet.net/en/thematic-areas/marine-protected-areas (consulté le 14 Octobre 2024).

VilleDistance (2023). *Distance : Haïti—Jamaïque*. https://www.villedistance.com/cc/HT-JM (consulté le 1er Mar 2023).

Sites de conventions internationales

CAR-SPAW-RAC (2023). *Thématiques*. https://www.car-spaw-rac.org/ (consulté le 16 Février 2023).

CITES (2003). *Dix-neuvième session du Comité pour les animaux,* Genève (Suisse), 18 – 21 Août 2003 (AC19 Doc. 8.3).

CITES (2003). *La CITES suspend le commerce du lambi*. https://cites.org/fra/news/pr/2003/031001_queen_conch.shtml (consulté le 3 Avril 2024).

UNFCCC (2020). *GCF Readiness and Preparatory Support Programme (Readiness Programme)*. https://unfccc.int/climatefinance/gcf/readiness_programme (consulté le 9 Juillet 2023).

Textes juridiques et réglementaires

Arrêté du 1er mars 1993 portant nomination des membres du conseil d'administration du Parc national de la Guadeloupe.

Arrêté du 23 Août 1995 classant Patrimoine national la zone correspondant à l'ancienne ville du Cap-Haïtien.

Arrêté nº 55 du 7 Avril 2017 créant et délimitant le Parc national naturel de lagon des Huîtres (PNN-LDH).

Arrêté nº 55-A du 7 Avril 2017 déclarant le complexe marin et côtier s'étendant de Jérémie aux Abricots « Aire protégée de ressources naturelles gérées de Jérémie-Abricots ».

Arrêté nº 55-A du 7 Avril 2017 déclarant le complexe marin et côtier allant des Baradères aux Îles Cayemites « Aire Protégée de Ressources naturelles gérées de Baradères-Cayemiles ».

Arrêté nº 66 du Lundi 10 Août 1937 déterminant le périmètre de la zone réservée Cerisier Plaisance.

Arrêté nº 81 du Jeudi 7 Octobre 1937 déclarant zone réservée la région entre Fonds Verrette et Bodarie.

Arrêté présidentiel nº 36 du Jeudi 16 Mai 1926 sur la forêt nationale de St Raphaël.

Article L331-8 du Code de l'environnement dans sa version en vigueur depuis le 15 avril 2006.

Avant-projet de loi du décret d'application du décret-cadre de 2005 sur les aires protégées de propriété privée produit par Jean André Victor, Dr (2022) dans le cadre du projet PNA.

Avis du 11 Mars 2015 relatif à un arrêté constatant les adhésions des communes à la charte du Parc national de la Guadeloupe : https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=1gmioK_f8SCXlOw11qplJ_bvQzGw44nhqfamttfCQHQ=

Avis du 28 Janvier 2022 relatif à un arrêté constatant les adhésions des communes à la charte du Parc national de la Guadeloupe : https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=zLL1yR42r7X0n3HvQy65-UYLTQFtyqpKfv3rVEF8Au0=

Code français de l'environnement dans sa version en vigueur depuis le 1er Avril 2021.

Constitution du 14 juin 1867 sous le Président Sylvain Salnave : https://mjp.univ-perp.fr/constit/ht.htm (consulté le 4 Mars 2023).

Constitution du 18 décembre 1879 sous le Président Louis-Étienne-Félicité Salomon : https://mjp.univ-perp.fr/constit/ht.htm (consulté le 6 Mars 2023).

Constitution du 28 mars 1811 : https://mjp.univ-perp.fr/constit/ht1807.htm (consulté le 5 Mars 2023).

Constitution du 29 Mars 1987 (Journal le Moniteur nº 35 du 28 Avril 1987). https://mjp.univ-perp.fr/constit/ht1987.htm (consulté le 14 Mars 2023).

Constitution du 30 décembre 1843 : https://mjp.univ-perp.fr/constit/ht.htm (consulté le 4 Mars 2023).

Constitution impériale du 20 Mai 1805 d'Haïti : https://mjp.univ-perp.fr/constit/ht1805.htm (consulté le 14 Mars 2023).

Constitution impériale du 20 mai 1805 sous l'Empereur Jn-Jacques Dessalines : https://mjp.univ-perp.fr/constit/ht.htm (consulté le 6 Mars 2023).

Constitution nº 36 du 28 Avril 1987 de la République d'Haïti.

Constitution présidentielle du 27 décembre 1806. https://mjp.univ-perp.fr/constit/ht1806.htm (consulté le 14 Mars 2023).

Convention de 1976 sur la défense du patrimoine archéologique historique et artistique des nations américaines.

Convention de Washington du 12 octobre 1940 pour la protection de la flore, de la faune et des beautés panoramiques naturelles des pays de l'Amérique.

Convention pour le développement des relations culturelles interaméricaines.

Décret de 2020 portant organisation le Ministère [haïtien] de l'Environnement.

Décret du 1er Février 2006 définissant le cadre général de la décentralisation, les principes de fonctionnement et d'organisation des collectivités territoriales haïtiennes.

Décret du 4 Avril 1983 déclarant « parcs nationaux naturels » les aires entourant le morne la Visite du massif de la Selle et le morne Macaya entourant le pic Macaya au massif de la Hotte.

Décret n° 2014-48 du 21 janvier 2014 portant approbation de la charte du Parc national de la Guadeloupe.

Décret n° 86-1252 du 5 Décembre 1986 dans sa version modifiée.

Décret nº 11 du 26 Janvier 2006 portant sur la gestion de l'environnement et de régulation de la conduite des citoyens et citoyennes pour un développement durable.

Décret nº 28 du Jeudi 6 Avril 1944 déclarant « zones réservées » toute l'étendue du territoire national comprise dans les limites des îles de la Gonâve et de la Tortue.

Décret nº 3 du 15 Janvier 2021 portant intégration de l'éducation relative à l'environnement dans le système éducatif haïtien.

Décret nº 55 du 10 mai 1989 créant un organisme autonome de consultation doté de la personnalité morale dénommé : Commission nationale du patrimoine.

Décret nº 6 du 20 Juillet 2005 portant organisation de l'Administration centrale de l'État.

Décret portant organisation de l'administration centrale de l'état [haïtien].

Decreto Ley Nº 212 - Gestión integrada de la zona costera.

Délibération no D-19-19 de la séance du 29 Novembre 2019 du Conseil d'administration du Parc national de la Guadeloupe.

Executive Order 13158, Section 2, Marine Protected Areas, 26 Mai 2000.

Ley 81 de 1997 de Asamblea Nacional del Poder Popular dénommée *Ley del Medio Ambiente*.

Loi n° 2006-436 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux-Art. L. 334-3, 14 Avril 2006.

Loi nº 12 du Jeudi 11 Février 1926 sur les Forêts nationales réservées.

Marine Areas (Preservation and Enhancement) Act, Section 3, 1976.

Memorandum from Viron P. Vaky of the National Security Council to the President's Assistant for National Security Affairs (Kissinger), Washington, April 24, 1970, 3:30 p.m. https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1969-76ve10/d388 (consulté le 10 Mars 2023).

Memorandum nº 2023-12 du 15 Septembre 2023 sur *Presidential Determination on Major Drug Transit or Major Illicit Drug Producing Countries for Fiscal Year 2024*.

ONU (2004). *Décisions adoptées par la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique à sa septième réunion (2004b)*, 375 p. https://www.cbd.int/doc/decisions/cop-07/full/cop-07-dec-fr.pdf (consulté le 23 Février 2024).

Résolution no 15/83 de la Commission interaméricaine sur les droits humains de l'Organisation des États Américains, Cas 2976, Haïti, 30 Juin 1983. http://www.cidh.org/annualrep/82.83eng/haiti2976.htm (consulté le 11 Mars 2023).

Résolution nº 341/2015 du 30 Octobre 2015 du CITMA.

The Jamaica Fisheries Protection Act sur la protection des poissons contre la pêche à la dynamite et au poison.

UICN (1988). *Résolution 17.38: Protection du milieu côtier et marin*. 17eme session de l'Assemblée générale de l'UICN, San José, Costa Rica, 1–10 février 1988. https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/resrecfiles/GA_17_38_FR.pdf

United Nations. (1994). United Nations Convention on the Law of the Sea. In *United Nations - Treaty Series Nations Unies - Recueil Des Traités* (Vol. 1834, pp. 1–31363). https://www.un.org/depts/los/convention_agreements/texts/unclos/unclos_f.pdf

Sites institutionnels et associatifs

About Green Fins, Protecting coral reefs through sustainable marine tourism (2023). *Reef-World Foundation*. https://greenfins.net/about-green-fins/ (consulté le 24 Mars 2024).

Acento. (2023, June 9). *La República Dominicana y la delimitación marítima*. https://acento.com.do/opinion/la-republica-dominicana-la-delimitacion-maritima-8650568.html (consulté le 7 Mars 2023).

ACP Environnement (2020, 26 Mars). *Coopération et solidarité internationale : Préserver la biodiversité et accompagner le reboisement en Haïti*. http://www.acpenvironnement.org/actualite/5/cooperation-et-solidarite-internationale.html (consulté le 6 Avril 2024).

Adaptation Fund (2020). *Climate Adaptation Finance : DIRECT ACCESS*. https://www.adaptation-fund.org/wp-content/uploads/2019/11/Direct-Access-June-2020.pdf (consulté le 13 Août 2024).

AEC (2012). *La zone de tourisme durable de la Caraïbe*. http://www.acs-aec.org/index.php?q=fr/tourisme-durable/programmes/la-zone-de-tourisme-durable-de-la-caraibe (consulté le 1er Avril 2024).

AEC (2012). *Marine Pollution and Caribbean Maritime Transport Industry*. http://www.acs-aec.org/index.php?q=fr/node/5972 (consulté le 3 Mars 2023).

AECID (2021). *Appel à proposition : recrutement d'un(e) consutant(e) expert(e) en élaboration de plan d'action pour la formation des cadres du Ministère de l'Environnement et leur accompagnement dans l'élaboration du plan d'action binational pour la réserve de biosphère transfrontalière la Selle - Jaragua-Bahoruco Enriquillo*. Projet financé par *Koperasyon Espànyòl AYITI*, CESAL, Programme CONVIVE de réserve de biosphère transfrontalière. https://cliohaiti.net/wp-content/uploads/2021/08/TDR-FORMATION-EN-ELABORATION-DE-PLAN-DACTION-BINATIONALE-COMITE-MaBs-aout-2021-VF.pdf

AFD (2021, 1err Juin). *Appui au fonds haïtien pour la biodiversité et à la conservation en Haïti*. https://www.afd.fr/fr/carte-des-projets/fonds-haitien-pour-biodiversite-et-conservation-haiti (consulté le 28 Mars 2023).

AFP (2024, 19 Mars). *L'imbroglio du statut juridique des sargasses, fléau de nos plages*. https://www.guadeloupe.franceantilles.fr/actualite/environnement/limbroglio-du-statut-juridique-des-sargasses-fleau-de-nos-plages-979698.php (consulté le 8 Avril 2024).

Aires protégées en France (2023). *Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires*. https://www.ecologie.gouv.fr/aires-protegees-en-france

ANAP (2024). *Gestion de la surveillance environnementale des unités d'aires protégées et des sites écologiques en Haïti*. https://anap.gouv.ht/index.php/abe-comite-pilotage/77-slideshow/693-gestion-de-la-surveillance-environnementale-des-unites-d-aires-protegees-et-des-sites-ecologiques-en-haiti (consulté le 19 Août 2024).

Association Nautic Nord Basse Terre (2023). *Compétition de voile en Guadeloupe*. https://www.fetedelamer-nbt.com/competition-de-voile/ (consulté le 12 Septembre 2024).

Association Nautic Nord Basse Terre (2023). *Village des métiers de la mer*. https://www.fetedelamer-nbt.com/village-des-metiers-de-la-mer/ (consulté le 12 Septembre 2024).

Association Nautic Nord Basse Terre (2023). *Village du développement durable et de la biodiversité*. https://www.fetedelamer-nbt.com/biodiversite/ (consulté le 12 Septembre 2024).

Bahamas National Trust. (2023, 1er Décembre). *Our mission, vision & values - Bahamas National Trust*. https://bnt.bs/who-we-are/our-mission-vision-values/ (consulté le 6 Avril 2024).

Blue Parks (s.d.). *Marine Conservation Institute*. https://marine-conservation.org/blueparks/ (consulté le 24 Mars 2024).

BONFED (2017). *Coopération Union Européenne – Haïti*. https://bonfedhaiti.gouv.ht/presentation-fed (consulté le 30 Août 2024).

Buitekant, E. (2021, 25 Janvier). Le classement 2021 des pays les plus menacés par le changement climatique. *GEO*. https://www.geo.fr/environnement/le-palmares-2021-des-pays-les-plus-menaces-par-le-changement-climatique-203518 (consulté le 27 Juillet 2024).

Bureau of oceans and international environmental and scientific affairs (2023, 3 Mars). *U.S. Delegation Announced 6 billion USD in Commitments to address threats to our ocean, doubling last year's pledge at eighth our ocean conference*. US Department of States. https://www.state.gov/u-s-delegationannounced-6-billion-usd-in-commitments-to-address-threats-to-our-ocean-doubling-last-years-pledge-at-eighth-our-ocean-conference/ (consulté le 22 Mars 2023).

Cancillería (2023). *Delimitación marítima Colombia – Haití*. https://www.cancilleria.gov.co/politica/delimitacion-haiti (consulté le 7 Mars 2023).

Caribaea Initiative (2020, 11 Mai). *Haïti : Trois étudiants caribéens joignent leurs forces et découvrent une nouvelle espèce de poisson*. https://www.caribaea.org/fr/haiti-trois-etudiants-caribeens-joignent-leurs-forces-et-decouvrent-une-nouvelle-espece-de-poisson/ (consulté le 6 Avril 2024).

Caribbean Challenge Initiative and Caribbean Biodiversity Fund (s.d.). *SIDS parnership toolbox: partnership case study*. 4 p. https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/23108Caribbean_Challenge_Initiative_CCI_and_Caribbean_Biodiversity_Fund_CB F.pdf (consulté le 28 Mars 2023).

CCRIF SPC (2023). *2024 Caribbean Regional Workshops, Development Partner Roundtable and Conference*. https://www.ccrif.org/fr (consulté le 26 Juillet 2024).

César, J. (2022, 24 Octobre). Lancement de la Chaire UNESCO en Histoire et Patrimoine de l'Université d'Etat d'Haïti. *UEH*. https://ueh.edu.ht/lancement-de-la-chaire-unesco-en-histoire-et-patrimoine-de-luniversite-detat-dhaiti/ (consulté le 11 Août 2023).

CIAT (2010). *Haïti Demain : objectifs et stratégies territoriales pour la reconstruction*. 37 p. https://www.oas.org/en/ser/dia/docs/haiti_demain.pdf (consulté le 21 Septembre 2024).

Collectif Haïti de France (2017, 29 Juin). *La Norvège réaffirme son soutien à Haïti*. https://www.collectif-haiti.fr/la-norvege-reaffirme-son-soutien-a-haiti/#:~:text=%C2%AB%20La%20Norv%C3%A8ge%20est%20un%20soutien,%C2%BB%2C%20a%20rappel%C3%A9%20Laila%20Bokhari. (consulté le 20 Août 2024).

Concours Carto (2021). *Concours Carto d'actualité*. https://www.concourscarto.com/carte/b-angele-2nde-paris/ (consulté le 8 Septembre 2024).

Conseil scientifique international (s.d.). *Cuba, Académie cubaine des sciences : L'Academia de Ciencias de Cuba est membre depuis 1931*. https://council.science/fr/member/cuba-academia-de-ciencias-de-cuba/ (consulté le 3 Avril 2023).

CSCCA (2016). *Missions de la CSCCA au regard de la Constitution de 1987*. https://www.cscca.gouv.ht/missions_cscca.php (consulté le 13 Août 2024).

Cuba (2021). *Biofin*. https://www.biofin.org/cuba#:~:text=Cuba%20has%20a%20National%20System,total%20area%20of%20the%20territory (consulté le 25 Mars 2024).

DAC de Guadeloupe (s.d.). *La Guadeloupe en bref*. https://www.culture.gouv.fr/regions/Dac-Guadeloupe/la-direction-des-affaires-culturelles-dac-de-guadeloupe/La-Guadeloupe-en-bref (consulté le 23 septembre 2024).

De Saint Quentin, Amaury (s.d.). Schéma régional climat - air - énergie (SRCAE). *Préfet de la Région Guadeloupe*. https://www.guadeloupe.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Archives/Schema-regional-climat-air-energie-SRCAE (consulté le 8 Juillet 2024).

Délégation de l'UE en Haïti (2023). *Déclaration de l'Union européenne en Haïti à l'occasion de la journée internationale de l'environnement* [Discours]. https://www.eeas.europa.eu/delegations/haiti/d%C3%A9claration-de-lunion-europ%C3%A9enne-en-ha%C3%AFti-%C3%A0-loccasion-de-la-journ%C3%A9e-internationale-de-lenvironnement_fr (consulté le 30 Août 2024).

Délégation sénatoriale aux outre-mer (2022). *Les outre-mer dans la stratégie maritime nationale*. Rapport d'information n° 546 (2021-2022), déposé le 24 février 2022, rapporté par M. Philippe Folliot, Mmes Annick Petrus et Marie-Laure Phinera-Horth. http://www.senat.fr/rap/r21-546/r21-5463.html (consulté le 20 Février 2022).

Direction générale du Trésor (2024). *Haïti, indicateurs et conjoncture : Difficiles perspectives de sortie de crise économique en Haïti*. https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/HT/indicateurs-et-conjoncture (consulté le 31 Août 2024).

Esprit Parc national-Guadeloupe (s.d.). *Découverte de la vanille produite en agroforesterie*. https://www.espritparcnational.com/preparer-sejour/visites-sites/toutes-visites-site/decouverte-vanille-produite-agroforesterie-29933 (consulté le 14 Septembre 2024).

Esprit Parc national-Guadeloupe (s.d.). *Infusions de plantes médicinales - Ital Bio Livity*. https://www.espritparcnational.com/consommer-local/epicerie-sucree/infusions-plantes-medicinales-ital-bio-livity-32851 (consulté le 14 Septembre 2024).

Europe-Guadeloupe (2024). *Le Fonds Européen de Développement Régional*. https://www.europe-guadeloupe.fr/feder (consulté le 10 Septembre 2024).

Expertise France (2020, 17 Février). *Urbayiti – Gouvernance urbaine et villes résilientes*. https://www.expertisefrance.fr/fiche-projet?id=688443 (consulté le 30 Août 2024).

FIDA (2022, 22 Avril). *Le FIDA finance un projet de protection de l'environnement en Haïti et d'amélioration des moyens d'existence des petits exploitants agricoles et des pêcheurs artisanaux - Communiqué de presse n°: IFAD/13/2022*. https://www.ifad.org/fr/web/latest/-/le-fida-finance-un-projet-de-protection-de-l-environnement-en-haiti-et-d-amelioration-des-moyens-d-existence-des-petits-exploitants-agricoles-et-des-pecheurs-artisanaux (consulté le 29 Août 2024).

FNE (2018). *Mission du FNE*. https://fne.ht/mission-du-fne-2/ (consulté le 27 Septembre 2024).

Fombrun, O. R. (2012, 25 Mars). *Le Konbitisme : de la théorie à l'action*. https://forf.v3w.net/konbit-ayiti-pwop/ (consulté le 12 Septembre 2024).

Fondation de l'écologie politique (2022). [Exposition] « Années 80 : écologies en résistance ». https://www.fondationecolo.org/evenement/exposition-annees-80-ecologies-en-resistance/

GCF (s.d.). *GCF Readiness Results - Antigua and Barbuda*. https://www.greenclimate.fund/news/gcf-readiness-results-antigua-and-barbuda

GFDRR. (2017). *Haïti: Renforcement de la résilience face aux catastrophes et au changement climatique*. https://www.gfdrr.org/fr/haiti-renforcement-de-la-resilience-face-aux-catastrophes-et-au-changement-climatique#:~:text=Ha%C3%AFti%20est%20extr%C3%AAmement%20vuln%C3%A9rable%20aux,de%20terrain%20et%20des%20s%C3%A9cheresses. (consulté le 27 Juillet 2024).

Haïti Climat (2024, 18 Mars). *L'Agence Nationale des Aires Protégées, entre l'urgence d'agir et la politisation*. https://haiticlimat.org/site/lagence-nationale-des-aires-protegees-entre-lurgence-dagir-et-la-politisation/ (consulté le 18 Août 2024).

Haiti National Trust (2023). *Our Mission & History*. https://haititrust.org/our-mission-history/ (consulté le 2 Avril 2023).

Haiti Ocean Project (2019). *L'hôpital des tortues*. http://www.haitioceanproject.org/index.php/fr-fr/?option=com_sppagebuilder&view=page&id=20 (consulté le 8 Avril 2024).

Helicopter Charter PS (2024). *À propos*. https://www.helicoptercharterps.com/about (consulté le 11 Septembre 2024).

HELVETAS (2024). Haïti : Tous ensemble pour les aires protégées (CoGAP). https://www.helvetas.org/fr/haiti/ce-qu-on-fait/comment-on-travaille/nos-projets/amerique-latine/haiti/CoGAP-Belle%20Anse-Haiti (consulté le 30 Août 2024).

http://haiti.clintonfoundation.org/news_detail.php?id=93&source=1 (consulté le 8 Décembre 2020).

https://edem2.org/about/ (consulté le 11 Septembre 2024).

https://ile-a-vache.com/index.php/2016/04/15/neque-adipiscing-an-cursus/

https://narretonspasleprogres.org/nos-victoires/haiti/ (consulté le 14 Septembre 2024).

https://www.parks.it/world/CU/pn.cienaga.de.zapata/Sedu.html (consulté le 14 Septembre 2024).

https://www.unesco.org/en/mab/map?hub=66369 (consulté le 11 Août 2024).

IDDRI (s.d.). *Projet en cours depuis 2023 : Aires marines protégées en haute mer*. https://www.iddri.org/fr/projet/aires-marines-protegees-en-haute-mer (consulté le 27 Mars 2024).

INSEE (2018). *Guadeloupe - 14 % d'écart de salaires entre les femmes et les hommes au sein de la fonction publique d'État*. https://www.insee.fr/fr/statistiques/5230614 (consulté le 10 Août 2024).

IRD (2023, 21 Décembre). *LMI MESO : mobilités, gouvernance et ressources dans le bassin méso-américain*. https://www.ird.fr/lmi-meso-mobilites-gouvernance-et-ressources-dans-le-bassin-meso-americain (consulté le 14 Août 2024).

IRD (s.d.). *Lancement de l'IRN CUBAYITI : constructions nationales et anthropologie à Cuba et Haïti*. https://www.ird.fr/lancement-de-lirn-cubayiti-constructions-nationales-et-anthropologie-cuba-et-haiti (consulté le 14 Août 2024).

Johnston, J. (2019, 6 Juin). The Overpass to Nowhere. *Center for economic and policy research*. https://cepr.net/the-overpass-to-nowhere/ (consulté le 13 Août 2024).

Le Parc national de la Guadeloupe (s.d.). *Espaces maritimes du Parc national*. https://www.guadeloupe-parcnational.fr/fr/des-decouvertes/les-sites/espaces-maritimes-du-parc-national#:~:text=D'une%20superficie%20d'environ,nord%20de%20la%20grande%20terre (consulté le 24 septembre 2024).

Les Agro'nautes (2019, 15 Mai). *Organopónico, la star de l'agriculture urbaine à Cuba*. https://www.lesagronautes.org/index.php/2019/05/15/organoponico-la-star-de-lagriculture-urbaine-a-cuba/ (28 Septembre 2024).

Les Caraïbes : des ennuis au paradis (2023, 21 Juillet). *BNP Paribas*. https://economic-research.bnpparibas.com/Media-Library/fr-FR/Caraibes-ennuis-paradis-21/07/2023,c39778

Les parcs nationaux de France (s.d.). *Parc national de la Guadeloupe*. https://www.parcsnationaux.fr/fr/des-decouvertes/les-parcs-nationaux-de-france/les-11-parcs-nationaux/parc-national-de-la-guadeloupe (consulté le 24 septembre 2024).

MdE (2018). *Le Ministère de l'Environnement renforce les capacités locales à l'Île-à-Vache pour faire face aux risques et désastres liés au changement climatique*. https://mde.gouv.ht/index.php/fr/component/content/article/11-actualites/17-renforcement-des-capacites-locales-de-l-ile-a-vache (consulté le 9 Juillet 2023).

MdE (2023, 30 Juin). *Journée mondiale de la fonction publique : onze employés honorés par le Ministère de l'Environnement*. https://www.mde.gouv.ht/index.php/fr/nos-publications/our-publications/241-journee-mondiale-de-la-fonction-publique-onze-employes-honores-par-le-ministere-de-l-environnement (consulté le 10 Août 2024).

Mined Cuba (2024). *Tarea Vida - Ministerio de Educación de la República de Cuba*. https://www.mined.gob.cu/direccion-de-ciencia-y-tecnica/tarea-vida/ (consulté le 29 Juillet 2024).

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche (2021, 25 Novembre). *Le partenariat universitaire et scientifique franco-haïtien : une coopération mobilisée, active et multiforme*. https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/fr/le-partenariat-universitaire-et-scientifique-franco-haitien-une-cooperation-mobilisee-active-et-51811 (consulté le 14 Août 2024).

Ministère de l'Environnement Haïti (2019, 25 Juin). Haïti à la quatrième conférence annuelle du CCI-CBF : Antiqua et Barbuda du 17-20 juin 2019. *Publication Facebook*. https://www.facebook.com/mdehaiti/posts/2544161055614463/ (consulté le 28 Mars 2023).

MINUSTAH (2016, 7 Avril). *Cayes : la mototaxi, au-delà des saisons*. https://minustah.unmissions.org/cayes-la-mototaxi-au-del%C3%A0-des-saisons (consulté le 11 Septembre 2024).

NAP Global Network (2023, 30 Janvier). *Haïti a soumis son plan national d'adaptation*. https://napglobalnetwork.org/2023/01/haiti-a-soumis-son-pna/ (consulté le 30 Juillet 2023).

NOAA (s.d.). *U.S. and Cuba to Cooperate on Sister Sanctuaries*. https://sanctuaries.noaa.gov/news/nov15/us-and-cuba-to-cooperate-on-sister-sanctuaries.html (consulté le 20 mars 2023).

OFB (2021, Juin). *Les Parcs nationaux de France, Chiffres clés – Édition 2021*. https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/edition-numerique/parcs-nationaux-2021/29-sources-de-financement (consulté le 22 Août 2024).

OFB (s.d.). *Les Agences régionales de la biodiversité*. https://www.ofb.gouv.fr/les-agences-regionales-de-la-biodiversite (consulté le 29 Septembre 2024).

ONU (2010). *Assemblée générale des Nations Unies*, 16e session, 10e séance plénière, UNEP/CMS/ScC16/Doc.10 Annex 2a (Juin 2010). https://www.cms.int/sites/default/files/document/ScC16_Doc_10_Annex_2a_Flyway_WG_Review2_Summary_F_0.pdf (consulté le 21 Mars 2023).

Parc national de la Guadeloupe (s.d.). *Objectifs*. https://www.guadeloupe-parcnational.fr/fr/des-connaissances/les-missions-scientifiques/objectifs (consulté le 5 Avril 2024).

Parcs nationaux de France (s. d.). *Implication dans la recherche scientifique*. https://www.parcsnationaux.fr/fr/des-actions/actions-scientifiques-inter-parcs/implication-dans-la-recherche-scientifique (consulté le 5 Avril 2024).

PNG (2012). *Cahier 1, Projet de charte de territoire du parc national de la Guadeloupe : Diagnostic, caractère et enjeux du territoire*. 64 p. https://www.parcsnationaux.fr/sites/parcsnationaux.fr/files/available_docs/charte_png_1_diagnostic_caractere_et_enjeux.pdf (consulté le 4 Avril 2024).

PNG (s.d.). *Les labels du Parc national*. https://www.guadeloupe-parcnational.fr/fr/des-actions/les-relations-internationales/les-labels-du-parc-national (consulté le 3 Octobre 2024).

PNUD (2021, 22 Novembre). *La République d'Haïti développe un outil combinant données géospatiales et priorités politiques pour promouvoir la conservation et l'utilisation durable des terres.* https://www.undp.org/fr/haiti/communiques/la-republique-dhaiti-developpe-un-outil-combinant-donnees-geospatiales-et-priorites-politiques-pour-promouvoir-la-conservation-et (consulté le 27 Mars 2024).

PNUD (2023). *Intégration des risques liés au changement climatique dans les processus de planification du développement national en Haïti – PNA*. https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2024-01/Fiche%20de%20projet%20PNA_mars%202023_revue%20MSU_vr122023.pdf (consulté le 16 Août 2024).

PNUD Haïti (2024*). Intégration des risques liés au changement climatique dans les processus de planification du développement national en Haïti – PNA*. https://www.undp.org/fr/haiti/projets/integration-des-risques-lies-au-changement-climatique-dans-les-processus-de-planification-du-developpement-national-en-haiti-pna (consulté le 16 Août 2024).

PNUD Haïti (2024, 28 Juin). *Haïti : Vers la résilience climatique de la région de Trois-Rivières*. https://www.undp.org/fr/haiti/communiques/haiti-vers-la-resilience-climatique-de-la-region-de-trois-rivieres (consulté le 13 Août 2024).

Port de plaisance communautaire Etang Z'abricots (2020). *Le port Étang Z'Abricots*. http://portetangzabricots.fr/presentation-du-port/ (consulté le 1er Mars 2023).

Port of South Louisiana (2023). *Overview*. https://portsl.com/overview/ (consulté le 23 Février 2023).

Portside Caribbean Online (2015, 1er Octobre). *Port lafito: Caribbean's newest world-standard terminal*. https://portsidecaribbean.com/development/port-lafito-caribbeans-newest-world-standard-terminal/ (consulté le 1er Avril 2024).

Procédure relative à l'inscription des aires protégées au titre du protocole SPAW (2024). *CAR-SPAW-RAC*. https://www.car-spaw-rac.org/?Procedure-relative-a-l-inscription-des-Aires-protegees-au-titre-du-Protocole (consulté le 24 Mars 2024).

Pure water, clean coasts, safety, and access for all - operated by Foundation for Environmental Education (2023). *Blue Flag*. https://www.blueflag.global/ (consulté le 24 Mars 2024).

Qu'est-ce que la liste verte de l'UICN ? (2024). *IUCN, International Union for Conservation of Nature*. https://iucngreenlist.org/fr/about/

Reef Check (2024). *Reef Check Guadeloupe*. https://www.reefcheck.org/country/guadeloupe/ (consulté le 5 Avril 2024)

Reef Check. (2024). Reef Check teams in action. https://www.reefcheck.org/newsletter-archive/volume-1-issue-2-december-2001/ (consulté le 5 Avril 2024).

RERB (2024). Qué es la RERB. http://rerb.oapn.es/red-espanola-de-reservas-de-la-biosfera/que-es-la-rerb (consulté le 11 Août 2024).

Réserves de biosphère (2021). *UNESCO*. https://fr.unesco.org/biosphere/wnbr (consulté le 24 Mars 2024).

SCIC OdysSEA (2024). *Un projet de territoire intégré et durable pour Sainte-Rose, Ville Bleue d'Avenir*. https://www.villes-bleues-avenir.org/actualites/un-projet-de-territoire-integre-et-durable-pour-sainte-rose-ville-bleue-davenir/ (consulté le 12 Septembre 2024).

SEMSAMAR (2023, 19 Août). *Inauguration de la base nautique de Sainte-Rose*. https://semsamar.fr/actualites/inauguration-de-la-base-nautique-de-sainte-rose/ (consulté le 12 Septembre 2024).

ShareAmerica (2023, 10 Mars). *Les États-Unis s'engagent à investir 6 milliards de dollars dans la protection des océans*. https://share.america.gov/fr/les-etats-unis-sengagent-a-investir-6-milliards-de-dollars-dans-la-protection-des-oceans/ (consulté le 22 Mars 2023).

Société Audubon Haiti (s.d.). *Qui nous sommes*. http://audubonhaiti.org/qui-nouse-sommes/?lang=fr (consulté le 6 Avril 2024).

TNC (2022). *Marine Protected Areas*. https://www.arcgis.com/apps/dashboards/3972653829fb4a54a678f78ad637a227 (consulté le 14 Octobre 2024).

Transparency International (2024). *IPC 2023 pour les Amériques : l'absence d'un système judiciaire indépendant entrave la lutte contre la corruption*. https://www.transparency.org/en/news/cpi-2023-americas-lack-independent-judiciary-hinders-fight-against-corruption (consulté le 4 Août 2024).

UEH (2023, 16 Mai). *Lancement du Réseau National de l'Enseignement Supérieur Public (ReNES)*. https://ueh.edu.ht/lancement-du-reseau-national-de-lenseignement-superieur-public-renes/#:~:text=Il%20s'agit%20de%20l,Nord%2DOuest%20%C3%A0%20Port%2Dde (consulté le 11 Octobre 2023).

UNESCO (2024). Programme marin du patrimoine mondial. https://whc.unesco.org/fr/programme-marin (consulté le 24 Mars 2024).

UNESCO (2011, 1er Juillet). *L'UNESCO annonce les lauréats de bourses pour de jeunes scientifiques*. https://news.un.org/fr/story/2011/07/221572 (consulté le 11 Août 2023).

UNESCO (2015, 6 Août). *Enrichir les connaissances à travers l'échange entre les réserves de biosphère en Haïti et au Chili*. https://www.unesco.org/fr/articles/enrichir-les-connaissances-travers-lechange-entre-les-reserves-de-biosphere-en-haiti-et-au-chili

UNESCO (2021, 17 Juin). *L'Institut des sciences, des technologies et des études avancées d'Haïti (ISTEAH) a lancé le jeudi 17 juin 2021, la Chaire UNESCO "Femmes et sciences pour le développement", première Chaire UNESCO initiée en Haïti*. https://www.unesco.org/fr/articles/lancement-de-la-premiere-chaire-unesco-en-hai-ti#:~:text=L'Institut%20des%20sciences%2C%20des,Chaire%20UNESCO%20initi%C3%A9e%20en%20Ha%C3%AFti. (consulté le 11 Août 2024).

UNESCO (2023). *Initiative nationale sur l'éducation pour le développement durable : Haïti 2023*. Rapport soumis par les États membres pour rendre compte des initiatives nationales en matière d'éducation au développement durable pour 2030 sur la base du modèle fourni par l'UNESCO. https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000389491.locale=en

UNESCO MAB France (20221). *Le master MAB*. https://www.mab-france.org/fr/la-jeunesse/le-master-mab/ (consulté le 12 Août 2024).

U.S. Mission Haiti (2017, 20 Juin). *Présentation du premier plan de gestion du Parc national des 3 Baies*. https://ht.usembassy.gov/fr/presentation-du-premier-plan-de-gestion-du-parc-national-des-trois-baies/ (consulté le 28 Mars 2023).

US Navy (2024). *US Occupation of Haiti, 1915-1934*. https://www.history.navy.mil/research/library/online-reading-room/title-list-alphabetically/u/us-occupation-of-haiti-1915-1934.html (consulté le 10 Mars 2023).

Sites touristiques

Abaka Bay Resort (2015, 21 Avril). More fun on lover's island excursion with Abaka Bay Resort. Dwayne Wade and his lovely wife Gabrielle Union enjoy Paradise. *Publication Facebook*. https://www.facebook.com/share/qvVfejKUgEd3pftZ/ (consulté le 10 Septembre 2024).

Airbnb (2024). *Hostal Ojeda: tus pies cerca del mar*. https://es-l.airbnb.com/rooms/25370888?adults=1&category_tag=Tag%3A8232&children=0&enable_m3_private_room=true&infants=0&pets=0&photo_id=503296647&search_mode=regular_search&check_in=2024-09-10&check_out=2024-09-15&source_impression_id=p3_1725944916_P3kq21Y4UNZzqQZq&previous_page_section_name=1000&federated_search_id=d9f36991-5f82-4d67-b045-c181c4d6e739

Au jardin des Colibris (s.d.). *Case créole en bois, cosy et insolite*. https://www.aujardindescolibris.com/case-creole-en-bois/ (consulté le 8 Septembre 2024).

Auberges de jeunesse (2024). *Auberges de jeunesse à Guadeloupe*. https://www.aubergesdejeunesse.com/Am%C3%A9rique+du+Nord/Guadeloupe (consulté le 16 Septembre 2024).

Blondy, C. (2016). Le tourisme, un facteur de développement durable des territoires insulaires tropicaux ? Tourisme, aménagement, environnement et société locale à Bora Bora (Polynésie française), *Mondes du Tourisme* [En ligne], Hors-série. https://doi.org/10.4000/tourisme.1283

Camping Guadeloupe (2024). *Le Camping en Guadeloupe : Une Expérience Unique au Cœur des Caraïbes*. https://www.camping-guadeloupe.fr/ (consulté le 16 Septembre 2024).

Cayolargo (2000-2024). *Dernières nouvelles*. https://www.cayolargo.net/latestnews_fr.html (consulté le 27 Mars 2024).

Cayolargo (2000-2024). La pêche. https://www.cayolargo.net/fishing_fr.html (consulté le 27 Mars 2024).

Civitatis (s.d.). *Excursion au parc national du marais de Zapata*. https://www.civitatis.com/fr/lahavane/excursion-marais-zapata/?aid=12147 (consulté le 31 Août 2024).

Conseil régional - Direction déléguée Europe (s.d.). *L'Europe s'engage en Guadeloupe*. https://europe-guadeloupe.fr/tous-les-projets/realisations-feder/gites-couleur-vanille (consulté le 31 Aout 2024).

Cozycozy (2024). *47 Villages vacances Guadeloupe et alentours*. https://www.cozycozy.com/fr/village-vacances-guadeloupe (consulté le 16 Septembre 2024).

Cuba Autrement (2023). *Cubanité : Zapata Autrement*. https://www.cubaautrement.com/produit/zapata-autrement-cuba/ (consulté le 31 Août 2024).

Cuba Autrement (2023). *Développement durable*. https://www.cubaautrement.com/developpement-durable/ (consulté le 8 Septembre 2024).

Cuba Autrement (2023). *Journée à La Finca de Los Pintines*. https://www.cubaautrement.com/produit/journee-a-la-finca-de-los-pintines/ (consulté le 8 Septembre 2024).

Cuba Autrement (2023). K*orimakao*. https://www.cubaautrement.com/produit/korimakao-cienaga-de-zapata/ (consulté le 8 Septembre 2024).

Cuba Autrement (2023). *Repas chez Maria et Chuchu*. https://www.cubaautrement.com/produit/repas-cubain-chez-maria-et-chuchu/ (consulté le 8 Septembre 2024).

Cuba Autrement (2023). *Zapata Autrement*. https://www.cubaautrement.com/produit/zapata-autrement-cuba/ (consulté le 8 Septembre 2024).

Ecobnb (s.d.). *Laliwondaj Kotési*. https://ecobnb.fr/GP-guadeloupe/village-touristique/laliwondaj-kotesi/2KSc8 (consulté le 9 Septembre 2024).

Esprit Parc national-Guadeloupe (2023). *Annuaire 2023*. https://www.calameo.com/read/00689752912c56b39a4f7 (consulté le 8 Septembre 2024).

FAL 33 (2020, 27 Février). *Cuba, Écotourisme dans la Ciénaga de Zapata*. https://www.fal33.org/cuba-matanzas-ecotourisme/ (consulté le 14 Septembre 2024).

Historic Haiti (2022). *Citadelle Henri*. https://www.historic-haiti.com/decouvrir/patrimoine-et-culture/patrimoine/citadelle-henri/ (consulté le 31 Août 2024).

holiplus (2024). *Tour "Peche ala mouche dans le Salinas de Brito, Peninsule de Zapata »*. https://www.pacvoyages.fr/peche-a-cuba-la-salina/#start (consulté le 28 Août 2024).

Hotel Port Morgan (Janvier 2015, 31). A little corner of paradise. Un petit coin de paradis. *Publication Facebook*. https://www.facebook.com/photo/?fbid=818614834864157 (consulté le 10 Septembre 2024).

https://www.randoguadeloupe.gp/search?districts=2,4

L'Îlot Palmiers (s.d.). *Gîte Touloulou, Bungalow de charme à Pointe-Noire en Guadeloupe*. https://lilotpalmiers.com/gite-touloulou-guadeloupe/ (consulté le 8 Septembre 2024).

le Petit Futé (2024). *ABAKA BAY RESORT*. https://www.petitfute.com/v46914-ile-a-vache/c1166-hebergement/c158-hotel/172042-abaka-bay-resort.html (consulté le 10 Septembre 2024).

le Petit Futé (2024). *CHEZ JERÔME*. https://www.petitfute.com/v46914-ile-a-vache/c1166-hebergement/c151-chambre-d-hotes/671110-chez-jerome.html (consulté le 9 Septembre 2024).

le Petit Futé (2024). *PORT-MORGAN*. https://www.petitfute.com/v46914-ile-a-vache/c1166-hebergement/c158-hotel/172041-port-morgan.html (consulté le 11 Septembre 2024).

Mademoiselle Voyage (2020). Playa Larga & Playa Giron | Découvrez les espaces naturels de la Cienaga de Zapata. https://www.mademoiselle-voyage.fr/caraibes-cuba-playa-larga-cienaga-zapata/ (consulté le 1er Septembre 2024).

Mister Prepa (2024, 11 Février). *La République Dominicaine en 5 chiffres : tourisme, économie, pauvreté*. https://misterprepa.net/5-chiffres-republique-dominicaine-tourisme-economie-pauvrete/ (consulté le 11 Septembre 2024).

Natural-net (s.d.). *Hébergements éco-responsables en location saisonnière en bord de Mer Caraïbe*. https://www.bungalows-cocotiers-guadeloupe.com/ (consulté le 8 Septembre 2024).

Piton bungalows (s.d.). *Piton bungalows, location de gîtes et bungalows ecolodges avec vue mer à Deshaies en Guadeloupe*. https://www.pitonbungalows.com/ (consulté le 9 Septembre 2024).

Routard (2023). *Transports et déplacements Porto Rico*. Cyberterre / Hachette tourisme. https://www.routard.com/guide/porto_rico/2807/transports.htm (consulté le 28 Février 2023).

The Vacation Village. *Hotel reservation*. https://thevacationvillage.com/reservation/ (consulté le 11 Septembre 2024).

Voyages d'aujourd'hui (2024, 2 Janvier). *La République Dominicaine bat le record avec plus de 10 millions de visiteurs en 2023*. https://voyagesdaujourdhui.com/la-republique-dominicaine-bat-le-record-avec-plus-de-10-millions-de-visiteurs-en-2023/ (consulté le 11 Septembre 2024).

Pages de médias sociaux

Camilien, P. (2024, 17 Juin). Le billet Port-au-Prince-Cayes passe à 3500 gourdes pour répondre à l'augmentation des tarifs de péage des gangs. *La loi de ma bouche*. https://laloide-mabouche.ht/2024/06/17/le-billet-port-au-prince-cayes-passe-a-3500-gourdes-pour-repondre-a-laugmentation-des-tarifs-de-peage-des-gangs/ (consulté le 10 Septembre 2024).

Chery, E. (2024, 6 Août). Yo TAP onore brigade fort Jacques lan. *Reel Facebook*. https://www.facebook.com/reel/3841671669491807 (consulté le 18 Octobre 2024).

Don Gilberto (2018, 3 Février). L'ancêtre du Commissariat des garde-côtes d'Haïti. *Medium*. https://gilbertmervilus.medium.com/lanc%C3%AAtre-commissariat-des-gardes-c%C3%B4tes-d-ha%C3%AFti-66a5f17be7a2 (consulté le 14 Mars 2023).

Don Gilberto (2018, Mai 16). Presidentes dominicanos de origen haitiano «y». . . *Medium*. https://gilbertmervilus.medium.com/presidentes-dominicanos-de-origen-haitiano-4eb1681bd430 (consulté le 14 Mars 2022).

Dupuy, C. (2024). *L'ancre de la Santa Maria*. https://villeducaphaitien.com/histoire/210-l%E2%80%99ancre-de-la-santa-maria-charles-dupuy.html (consulté le 10 Octobre 2024).

Duvalier, F. (1970, 25 Avril). *Letter From President Duvalier to President Nixon, Port-au-Prince*. https://gilbertmervilus.medium.com/24-avril-1970-haiti-un-document-pour-aider-a-la-recherche-s%C3%A9rieuse-1bdbd4ecaeb6 (consulté le 10 Mars 2023).

Gagnon, S. (2019, 3 Février). Scandale de corruption en Haïti : Kot kòb Petwo Karibe a ? *Blog de l'organisation Avocats sans frontières Canada*. https://asfcanada.ca/medias/scandale-de-corruption-en-haiti-kot-kob-petwo-karibe-a/ (consulté le 13 Août 2024).

https://www.alamy.es/imagenes/crete-a-pierrot.html?sortBy=relevant ; https://www.alamyimages.fr/photos-images/sms-panther.html?sortBy=relevant (consulté le 14 Mars 2023)

https://www.facebook.com/photo/?fbid=172895914631407&set=a.172895904631408 (consulté le 16 Septembre 2024).

https://www.facebook.com/share/p/YBVedyw1gWwHLvYi/ (consulté le 11 Septembre 2024).

Îlet Caret (2024, 4 Juillet). Réservez sur notre site internet. *Publication photo de Facebook*. https://www.facebook.com/photo/?fbid=1059343272246585&set=a.566746774839573&locale=fr_FR (consulté le 28 Août 2024).

Jacques, P. R. (2021, 26 Mars). Haïti et la législation maritime internationale. Où en est-on ? – 2eme partie. *Blog de la Fondation Haïti Maritime*. https://haiti-maritime.org/2021/03/26/2e-partie-haiti-et-la-legislation-maritime-internationale-ou-en-est-on/#:~:text=Convention%20Internationale%20de%201978%20sur,ratifi%C3%A9e%20le%2031%20juillet%201996.

Jaques, P. R. (2021, 20 Janvier). L'odyssée du Khian Sea. *Blog de la Fondation Haïti Maritime*. https://haiti-maritime.org/2021/01/20/lodyssee-du-khian-sea/ (consulté le 1er Avril 2024).

Lacoste, M. (2015, 18 Novembre). Direct access to international climate finance - a view from Latin America and the Caribbean. *Blog du Climate & Development Knowledge Network*. https://cdkn.org/story/opinion-enjoying-direct-access-to-international-climate-finance (consulté le 13 Août 2024).

Leclerc, M.-E. (2019, 14 Septembre). À la découverte de Sainte Rose, en Guadeloupe. *Blog De quoi je me M.E.L.* https://www.michel-edouard-leclerc.com/categorie/societe/bloc-notes/la-decouverte-de-sainte-rose-en-guadeloupe (consulté le 12 Septembre 2024).

Lucien, P. (2022, 14 Janvier). EDEM FOUNDATION 2021 RECAP. *Publication Facebook*. https://www.facebook.com/share/p/wB18CU5JoAHHnC9h/ (consulté le 11 Septembre 2024).

Lucien, P. (2023, 22 Mars). VITES: The Village for Innovation, Technology, Education and Sport at Ile-a-Vache, by EDEM Foundation. *Publication Facebook*. https://www.facebook.com/share/p/XVijoc8QCvbnyXgE/

Mairie IAV (2022, 30 Août). Publications photos. https://www.facebook.com/photo.php?fbid=472091784927628&set=pb.100063804324038.-2207520000&type=3&locale=hi_IN

Manceau, C. (2014, 22 Mars). Sur l'Île à Vache. *Blog Voyage de Renaissance : un voilier et bien plus*. https://voyage-de-renaissance.fr/haiti/sur-lile-a-vache/ (consulté le 13 Septembre 2024).

Max (2016, 26 Janvier). L'Île-à-Vache. *Blog Carnets de voyages*. https://gabriola56.com/2016/01/26/lile-a-vache/ (consulté le 16 Septembre 2024).

MdE (2014, 8 Juillet). *M. Pierre André Gédéon, Secrétaire d'Etat à l'Environnement*. [Images] [Publication]. Facebook. https://www.facebook.com/photo.php?fbid=791033164260603&id=467708873259702&set=a.791032997593953 (consulté le 10 Août 2024).

MdE (2024, 17 Août). Journée de sensibilisation sur la protection des mangroves à Corail. *Publication Facebook*. https://www.facebook.com/share/p/ZpVRrsFHt45BRcWq/ (consulté le 27 Septembre 2024).

Miguel (2015, 29 Janvier). Courte visite de l'île à Vache. *Blog Sail the world*. https://stw.fr/fr/blogs/3-pence/2015-01-29-courte-visite-de-lile-vache

MOOVE (s.d.). Une mission académique à Cuba, avec le regard tourné vers le contexte haïtien. *Le blog de la coopération académique et scientifique au développement.* https://moove.ares-ac.be/actu/une-mission-academique-cuba-avec-le-regard-tourne-vers-le-contexte-haitien (consulté le 14 Août 2024).

MUPANAH (2014, 27 Septembre). L'artefact « Ancre de la Santa Maria ». *Publication Facebook*. https://www.facebook.com/Mupanah/posts/lartefact-ancre-de-la-santa-maria-conserv%C3%A9-au-mus%C3%A9e-du-panth%C3%A9on-national-ha%C3%AFtien/855568447787231/?locale=fr_FR (consulté le 10 Octobre 2024).

Naturaleza Secreta (2023, 17 Novembre). Las mujeres pescadoras de Playa Nazábal. *Publication Facebook*. https://www.facebook.com/NaturalezaSecreta-deCuba/posts/pfbid02NgXsLuUfP2FG2TmmU1wcFbKmKJFnnveou2YnoRWqdEE-WqzQRr6tQgN8kjdhmXpDrl?ref=embed_post (consulté le 28 Août 2024).

Niala (2017, 8 Avril-2022, 15 Janvier). Marine haïtienne. *Marine forum*. https://forummarine.forumactif.com/t8669-marine-haitienne (consulté le 10 Mars 2023).

OnlineTours (2018, 23 Janvier). Camino a la Ciénaga de Zapata, una fiesta con sabor a campo. *Blog de voyage*. https://onlinetours.es/blog/cuba/cienaga-de-zapata-3/ (consulté le 17 Septembre 2024).

Rodríguez, D. E. (2024, 2 Février). Las Marías de los Hondones. *Fonoma Blog*. https://blog.fonoma.com/finca-cienaga-de-zapata-cuba-3ee539e7bfff (consulté le 15 Septembre 2024).

Rodríguez, G. C. (2018, 6 Novembre). Desde la Ciénaga de Zapata: El pescado nuestro de cada día. *Blog de WordPress*. https://gironnoticias.wordpress.com/2018/11/06/desde-la-cienaga-de-zapata-el-pescado-nuestro-de-cada-dia/ (consulté le 15 Septembre 2024).

Samón, L. S. (2024, 3 Mai). Mi produccion desde Cienaga de Zapata. *Publication Facebook*. https://www.facebook.com/groups/283313789772935/posts/956339375803703/?_rdr (consulté le 1er Octobre 2024).

Sandy (2021, 2 Mars). Cienaga de Zapata, la faune et la flore endémiques de Cuba. *Born to explore*. https://sandyborntoexplore.wordpress.com/2021/03/02/cienaga-de-zapata-la-faune-et-la-flore-endemiques-de-cuba/ (consulté le 30 Septembre 2024).

Contenus vidéos

Africine (2005). *Un certain bord de mer, un siècle de migration arabe en Haïti*. http://www.africine.org/film/un-certain-bord-de-mer-un-siecle-de-migration-arabe-en-haiti/1140 (consulté le 20 Octobre 2024).

Africultures (2024). *Lòtbò (De l'autre côté de la mer) | USA, un avant-goût du ciel*. https://africultures.com/films/?no=24127 (consulté le 20 Octobre 2024).

Air Caraïbes (2019, 7 Janvier). Cinéma en Guadeloupe, l'endroit du décor. *Air Caraïbes, le blog officiel*. https://blog.aircaraibes.com/la-guadeloupe-endroit-decor/ (consulté le 1er Avril 2024).

Fokal (2021, 6 Juillet). MARDI.doc : Soti Kiskeya rive Ayiti, men ki kote pyebwa yo ale ? [Video]. *Publications Facebook*. https://www.facebook.com/nouvel.fokal/videos/128071136053085 (consulté le 26 Janvier 2024).

FOKAL (2022, 22 Novembre). MARDI.doc : Discussion autour du film AINSI PARLA LA MER. [Vidéo] - 8mn 17 à 18mn36. *YouTube*. https://www.youtube.com/watch?v=8weHvDRpGdM (consulté le 20 Octobre 2024).

Goldblum, C. (2019). *Françoise D'Eaubonne et L'écoféminisme*. Le Passager Clandestin. 128 p.

Guet, M.-A. (2021, 18 Février). Havana Libre : un film sur la légalisation du surf à Cuba. *Surfsession*. https://www.surfsession.com/actu/teaser/havana-libre-film-legalisation-surf-cuba-218212356/ (consulté le 20 Octobre 2024).

Imineo Documentaires (2022). Découvrir Cuba : Destination de rêve pour les Français. *YouTube*. https://www.youtube.com/watch?v=Ovts-SBCuZ4 (consulté le 20 Octobre 2024).

Khatlab, R. (2008, 15 Décembre). La saga des Libanais en Haïti. *L'Orient-Le Jour*. https://www.lorientlejour.com/article/877/La_saga_des_Libanais_en_Haiti.html (consulté le 20 Octobre 2024).

No Filter Channel. (2024, 29 Août). *Conversation sur ses croyances et la spiritualité (Bilolokongo & Hugline Jérome)* [Vidéo]. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=yf2sge-hXRw

Ocean Film Tour (2021). *Havana libre*. https://fr.oceanfilmtour.com/fr/program/volume-10/havana-libre (consulté le 20 Octobre 2024).

Outside (2023, 6 Novembre). *Le dernier film de Jimmy Chin sur l'incroyable traversée Cuba-Floride par Diana Nyad, enfin sur Netflix*. https://www.outside.fr/le-dernier-film-de-jimmy-chin-sur-lincroyable-traversee-cuba-floride-par-diana-nyad-enfin-sur-netflix/ (consulté le 20 Octobre 2024).

Pelmard, B. et Philippe, T. (2021, 14 Mars). Parc national : Baie-Mahault et Basse-Terre intègrent la charte de territoire. *Guadeloupe 1ere*. https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/parc-national-baie-mahault-et-basse-terre-integrent-la-charte-de-territoire-958504.html (consulté le 25 Septembre 2024).

PNH (2021, 28 Septembre). *Suite à une filature, la Police Nationale, à travers la Direction Centrale de la Police Judiciaire (#DCPJ), a interpellé, en date du 21 septembre 2021…* [Vidéo attachée] [Publication]. Facebook. https://fb.watch/u2W07s-D99/ (consulté le 19 Août 2024).

Slice People (2022). Pêcheurs flottants de La Havane | Documentaire complet de Olivier Roussin. *Chaîne YouTube*. https://www.youtube.com/watch?v=KBDX_znOPF8 (consulté le 20 Octobre 2024).

Slice Voyage (2022). CUBA : une île de CARACTÈRE | WIDE | DOC COMPLET. *YouTube*. https://www.youtube.com/watch?v=4C0io8lKWvA (consulté le 20 Octobre 2024).

Slice Voyage (2023, 11 Septembre). Cuba, l'Île Sanctuaire - Épisode 2 : Les mondes intérieurs (2017). Documentaire de Pierre Belet. *YouTube*. https://www.youtube.com/watch?v=OmrjW9Xfkcg (consulté le 21 Octobre 2024).

The Associated Press (2014, 7 Mai). *Hemingway Biopic 'Papa' First Hollywood Feature Film Shot in Cuba in 45 Years*. https://www.hollywoodreporter.com/news/general-news/hemingway-biopic-papa-first-hollywood-701957/ (consulté le 20 Octobre 2024).

Veritti, A. (2024, May 13). 7 films pour célébrer la mer | Paris Mômes. *Paris Mômes*. https://parismomes.fr/a-la-maison/les-films-autour-de-la-mer-enfants-cinema/ (consulté le 1er Avril 2024).

Vitiello, J. (2022, 6 Avril). Le « J'accuse » de la Mer d'Haïti autour du film « Ainsi Parla la Mer/ Thus Spoke the Sea » d'Arnold Antonin. *AlterPresse*. https://www.alterpresse.org/spip.php?article28168 (consulté le 20 Octobre 2024).

Applications Google

Google NgRam Viewer. (2023). https://books.google.com/ngrams/interactive_chart?content=Mer+des+*&year_start=1500&year_end=2010&corpus=fr-2019&smoothing=3 (consulté le 7 Février 2023).

Ngram Viewer (2023). *Mer des Antilles*. Google. https://books.google.com/ngrams/interactive_chart?content=Mer+des+Antilles&year_start=1500&year_end=2010&corpus=fr-2019&smoothing=3 (consulté le 7 Février 2023)

Ngram Viewer (2023). *Mer des Caraïbes*. Google. https://books.google.com/ngrams/interactive_chart?content=Mer+des+Caraïbes+&year_start=1500&year_end=2010&corpus=fr-2019&smoothing=3 (consulté le 7 Février 2023).

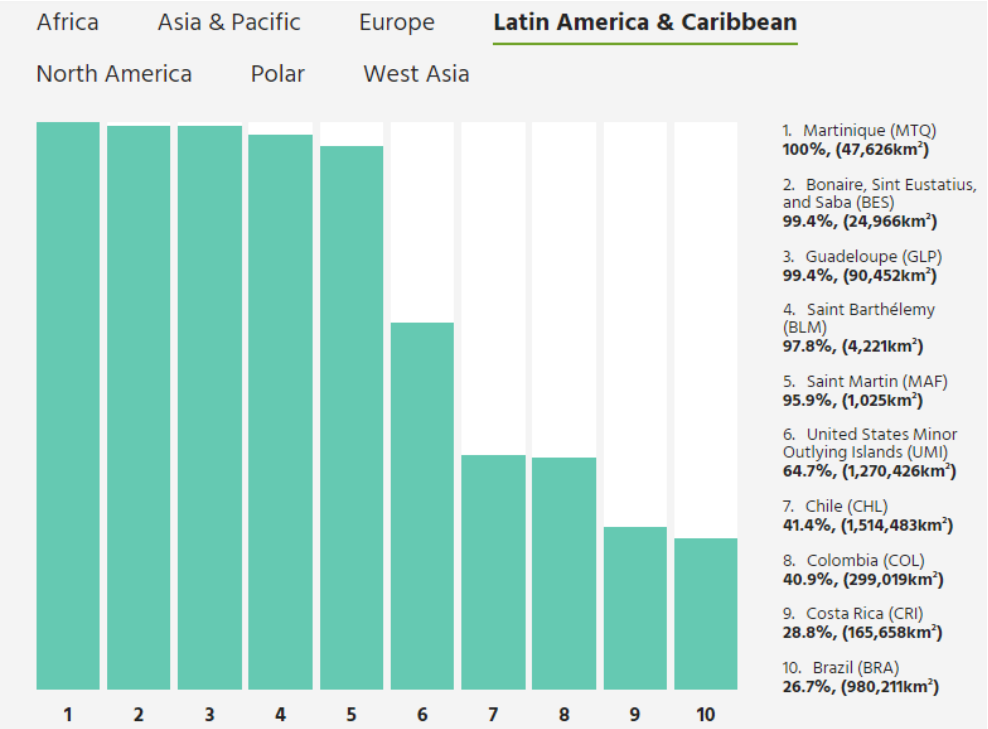
Ngram Viewer (2023). *Mer du Nord*. Google. https://books.google.com/ngrams/interactive_chart?content=Mer+du+Nord+&year_start=1500&year_end=2010&corpus=fr-2019&smoothing=3 (consulté le 7 Février 2023).

Ngram Viewer (2023). *Océan Atlantique*. Google. https://books.google.com/ngrams/interactive_chart?content=Océan+Atlantique+&year_start=1500&year_end=2010&corpus=fr-2019&smoothing=3 (consulté le 7 Février 2023).

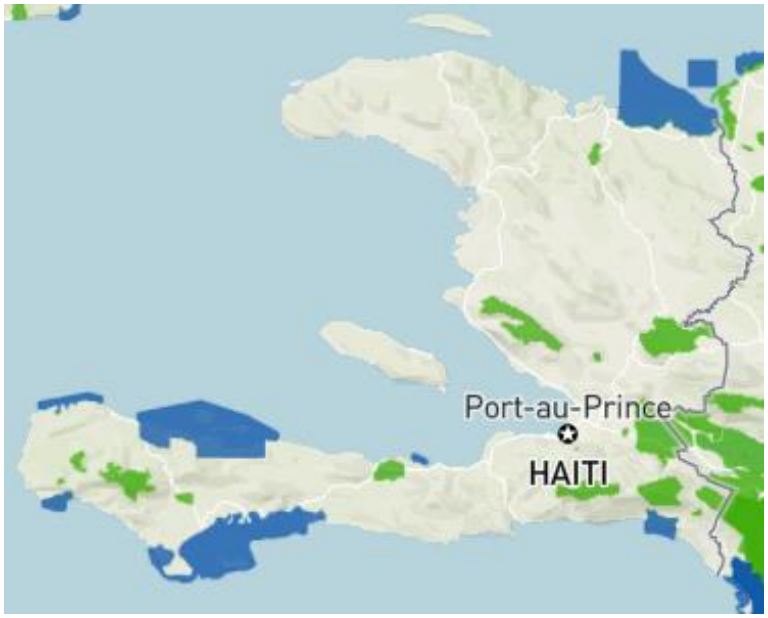
Annexe

Annexe I.1. Croissance des déclarations d'aires marines protégées entre 1990 et 2021 **(Guadiaut, 2023)**[1086].

1086 Guadiaut, T. (2023, 8 Juin). L'essor des aires marines protégées. *Statista*. https://fr.statista.com/infographie/30164/evolution-superficie-aires-marines-protegees/



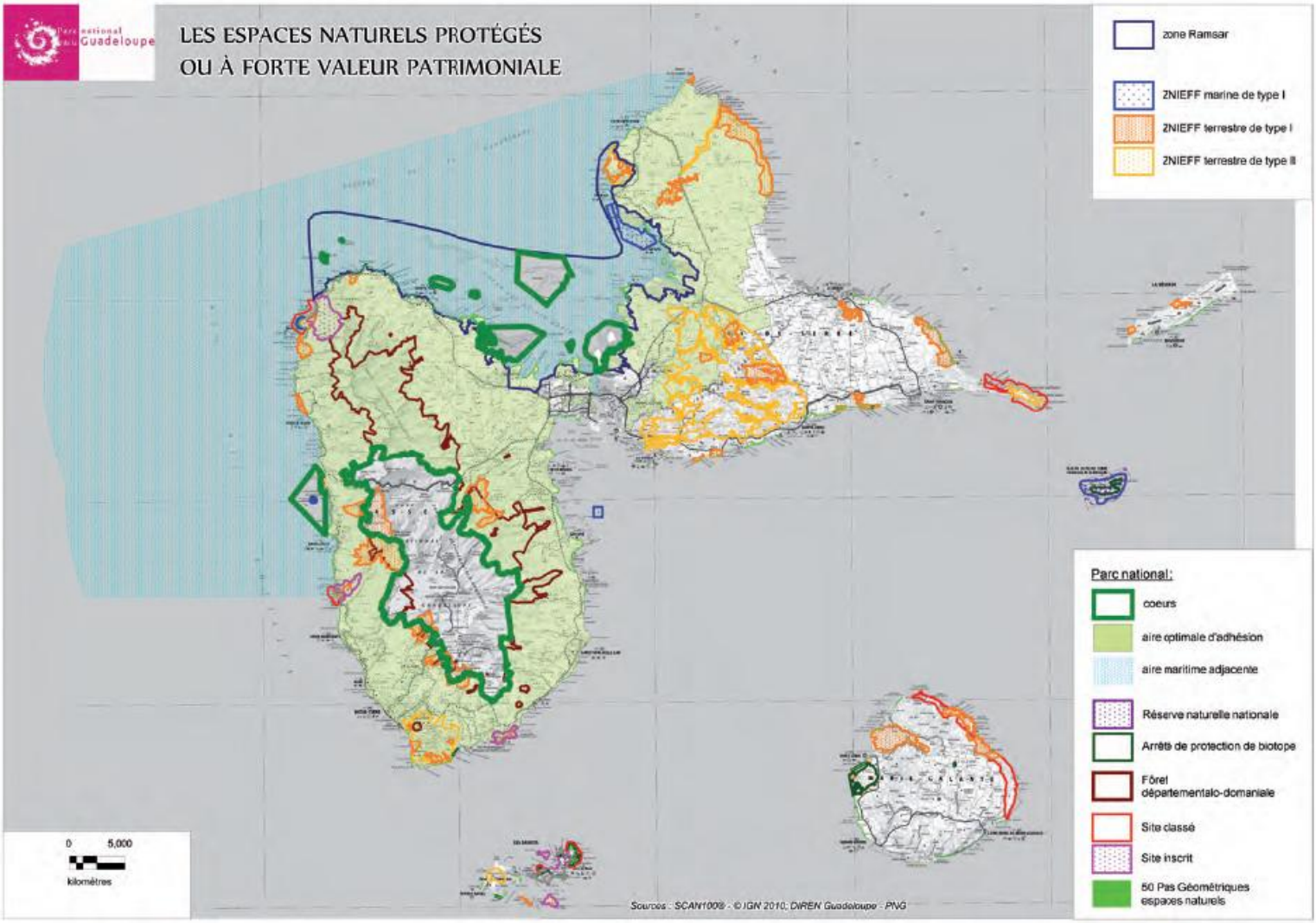
Annexe I.2. Top 10 des aires marines protégées en termes de taille **(UNEP-WCMC et UICN, 2024)**[1087]



Annexe I.3. Localisation des aires marines protégées d'Haïti **(UNEP-WCMC et IUCN ; 2024)**

1087 UNEP-WCMC et UICN (2024). Protected Planet: The World Database on Protected Areas (WDPA) and World Database on Other Effective Area-based Conservation Measures (*WD-OECM*) [En ligne], octobre 2024, Cambridge, Royaume-Uni: UNEP-WCMC et UICN. Disponible sur : www.protectedplanet.net .

Annexe I.4. Représentation du système national des aires protégées de Cuba **(CNAP)**



Annex I.5a. Superposition des mesures françaises de protection sur l'AMP guadeloupéenne **(PNG, 2010 : p. 27)**[1088]

1088 PNG (2014). *Diagnostic, caractère et enjeux du territoire*. Cahier 1 : Charte de territoire du parc national de la Guadeloupe, approuvée par le décret no 2014-48 du 21 Janvier 2014, 64 p. https://www.guadeloupe-parcnational.fr/sites/guadeloupe-parcnational.fr/files/atoms/files/png-charte-cahier_1-op.pdf

Statut France	Nb	Classification UICN
Sites classés ou inscrits	2665 4795	III
Réserves biologiques	234	IV
Espaces naturels sensibles	3050	V
Parc naturel régional	51	V
Arrêtés de protection de biotope	715	VI

Appartenance à une catégorie

Statut France	Nb	Classification UICN
Parc naturel marin	7	V, VI
Terrains des Conservatoires d'espaces naturels	2054	I, III, IV, V, VI
Réserve naturelle	352	I, II ou IV
Parc national	10	Cœur II Adhésion IV
Terrains du Conservatoire du Littoral	600	IV, V

Appartenance à plusieurs catégories

Annexe I.5b. Correspondance entre les statuts français de protection et la classification de l'UICN **(UVED, 2014)**[1089]

1089 https://www.supagro.fr/ress-tice/aten_uved/module_theorique/co/classification_uicn.html#:~:text=Cat%C3%A9gorie%20Ib%20%3A%20Zone%20de%20nature%20sauvage%20pour%20la%20protection%20de%20ressources%20sauvages (consulté le 17 Octobre 2024)

Annexe I.6. Enquête de terrain à Île-à-Vache

Annexe I.6a. Atelier sur la gouvernance et focus group avec les acteur.trice.s socio-économiques

Administration Communale de l'Ile A Vache

ACI

(509) 3638-6737 • 4150-2146 • 4414-3912 • 3667-5262

Ayi1973@yahoo.fr/oxerremorriedveline10@gmail.com/amazonjeanyves@gmail.com

Activités : Atelier de travail sur le parc national protégé

Date : 04/04/2024 Lieu : Mairie de l'Ile A Vache

No	Nom	Prénom	Role	Institution	Téléphone	Signature
1	Amazan	Jean Yves	Maire	Mairie	36386332	
2	Exouse	Fr Remel	Pasteur	Eglise Paroissiale	38677047	
3	Gonaïves	Gilbie	Frère Religieux	Eglise Catholique	32.1931 33	
4	Lippa	Do Tigre Riviello	Art	Mairie	3261-3447	
5	Pelio	Marie Grant	Adj. Adm.	Mairie	3408.0696	
6	Pierre	Jean Sonny	AGT	EDEH	46196283	
7	Fleurant	Wood-Tanor	Etudiant	Eglise Catholique	34-91-38-28	Fleurant
8	Bernard	Fr Otellou	Membre	CASEC	4940.9453	
9	Bernard	Dr Fromd	Pasteur	Eglise	34742922	
10	Céan	St Gondy	Elect.	Société Civil	34656415	
11						
12	Jean	Paulsaint	Participant	DPC Croix	42.92.1258	
13	Gina	Jean Serge	Participant	EBSH	36.66.78.84	
14	Masson	Pierre Julio	Président	Police	31293-30	
	Total					

Préparé par : ..... Signature ..... Le .....

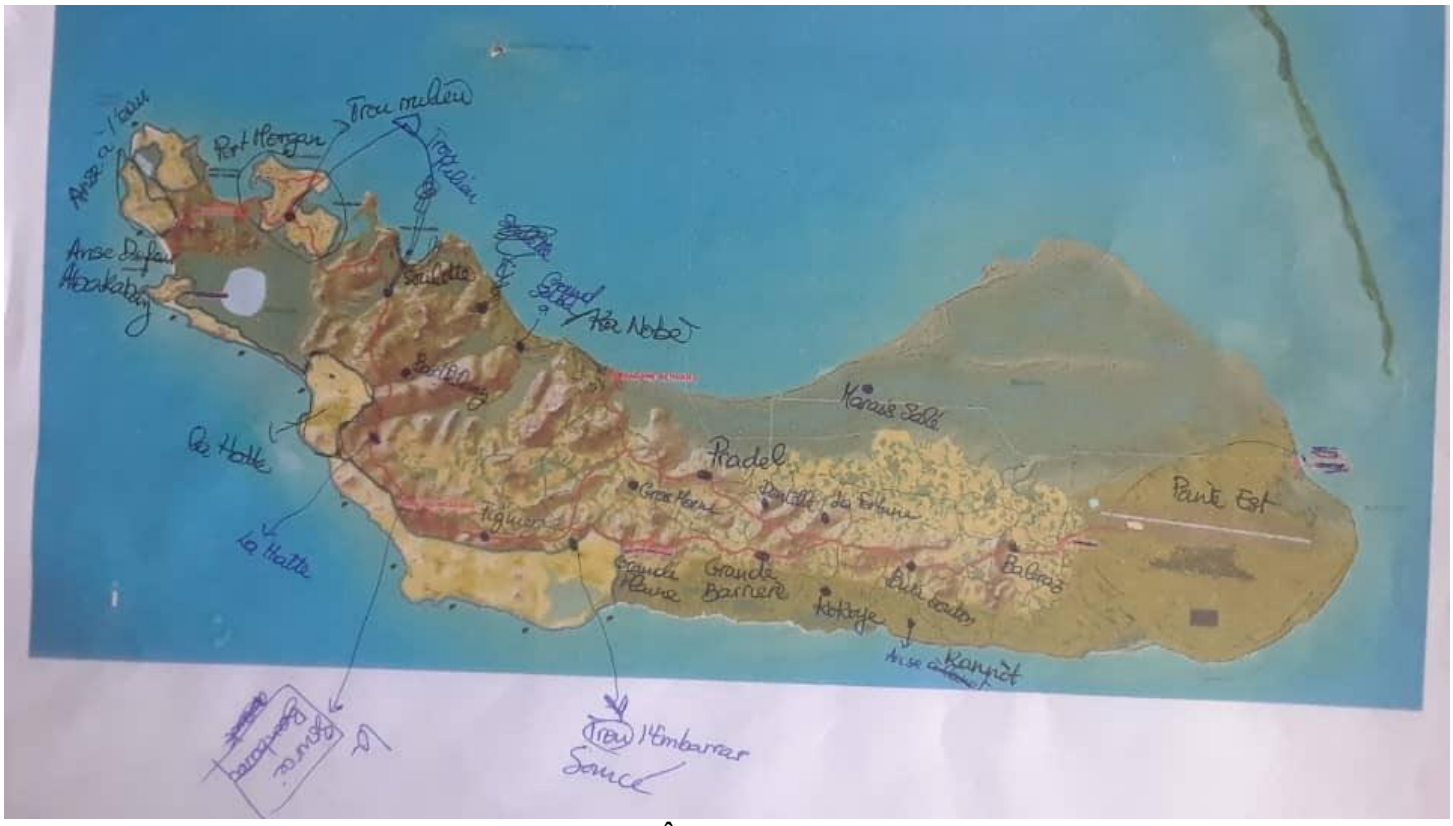
Atelier de concertation sur le Parc national naturel de l'île-à-Vache

Liste de présence

#	Nom	Prénom	Sexe	CIN	Tél	Secteur d'Activité
1	CHARLES	Jean John	M	H0005T731	M 6 78 38 23	marchand

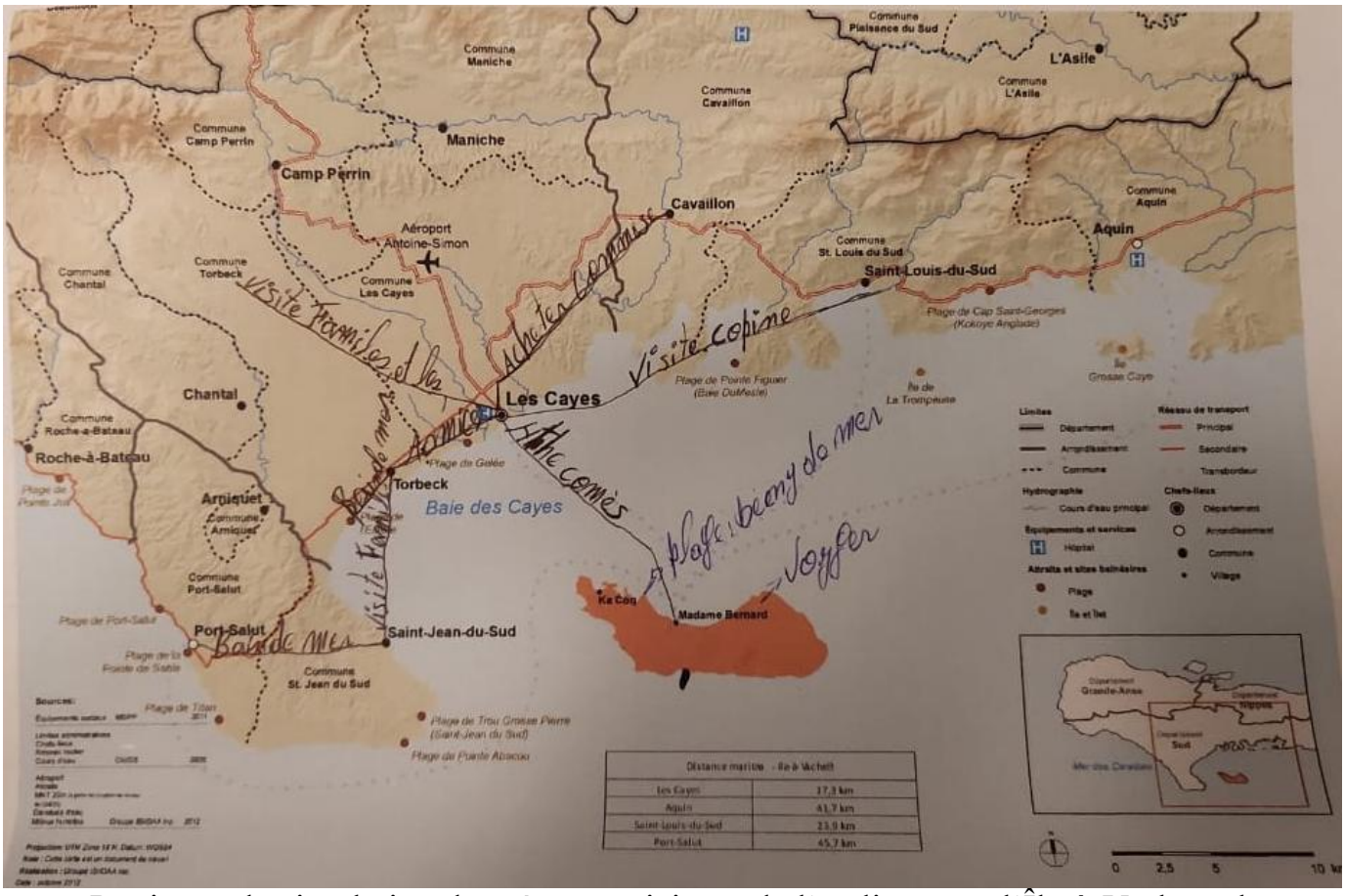
Annexe I.6b. Intégration de la Mairie de l'Île-à-Vache dans l'organisation de l'enquête de terrain

Annexe I.6c. Exemples de résultats obtenus auprès des populations de l'Île-à-Vache



Indication des localités de l'Île-à-Vache par les populations locales

Pratiques de circulation d'un participant de l'atelier au sein de l'Île-à-Vache



Pratiques de circulation du même participant de l'atelier entre l'Île-à-Vache et le reste du département du Sud

Annexe I.6d. Dispositif de collecte de données à l'Île-à-Vache

STRATÉGIE D'ENQUÊTE

Contexte	La présente enquête cible les acteurs.trices de la conservation marine et côtière, tels les populations locales, les professionnels.elles et les autorités agissant dans les AMPs. Elle est réalisée dans le cadre de la thèse doctorale sur l'évaluation des AMPs dans la Caraïbe (Haïti – Cuba – Guadeloupe) : une cotutelle internationale de codirection entre l'Université de Nantes (UMR 6554- LETG) et l'Université Quisqueya (ERC2). La thèse doctorale a été entreprise sur autorisation du Ministère de l'Environnement. Elle poursuit l'objectif général de la production d'un modèle applicable à la Caraïbe insulaire. Ce modèle doit favoriser l'appropriation de la gestion et de la gouvernance des AMPs par les acteurs/trices locaux.
Zones d'études	• **Haïti** (Aire protégée de Ressources Naturelles Gérées de Port-Salut) • **Cuba** (Parc national *Ciénaga de Zapata*) • **Guadeloupe** (Parc national de la Guadeloupe)
Objectif de l'enquête	Collecter des données sur (1) les représentations sur la mer, (2) les pratiques et les usages dans les AMPs, (3) les modes de gestion et de gouvernance dans les AMPs.

Outils de collecte	Les outils mobilisés sont le questionnaire/grille d'observation/guide d'entretien, des blocs-notes, des crayons, des stylos, un support audio, une caméra, un téléphone portable. Ils seront utilisés dans les différents sites d'enquête.
Accord de consentement	L'enquête sera menée selon des dispositions éthiques et déontologiques qui protègent l'intégrité de la personne interrogée, assurent la confidentialité et l'anonymat des informations recueillies. Le.la chercheur.euse ou l'informateur.trice relais devra obtenir le consentement libre ou la participation volontaire de la personne interrogée.
Code.....	
Date.....	

I. Enquête : entretiens et questionnaires auprès des populations locales du Parc national naturel de l'Île-à-Vache

A. des entretiens semi-directifs

Les entretiens semi-directifs serviront au recensement des représentations sur la mer et les AMPs à l'Île-à-Vache afin de mieux comprendre l'acceptation sociale du Parc. Le guide d'entretien ci-dessous sera utilisé de façon aléatoire dans des conversations préférablement spontanées. Il a été conçu afin d'interroger l'ensemble des acteurs.trices de la conservation marine et côtière de l'Île-à-Vache. Leur profil devra respecter au moins 2 des 3 critères suivants : être majeurs et, exercer une activité économique dans le Parc ou habiter le Parc.

Guide d'entretien

Profil des interrogés.ées	1. Sexe de l'interrogé.ée 2. Parlez-nous de votre travail 3. Votre travail a un rapport avec la mer ?
Représentation et perception sur la mer	4. Que représente la mer pour vous ? 5. Votre culture associe une mythologie à la mer ? 6. Que pensez-vous des actions (nationales et/ou internationales) en faveur de la protection de la mer ?
Représentation et perception sur les aires marines protégées	7. Vous êtes originaire de quelle ville ? 8. Vous habitez quelle ville ? 9. Que représente une aire marine protégée pour vous ? 10. Vous avez participé à l'établissement d'une aire marine protégée ?
Représentation et perception sur l'importance des aires marines protégées	11. Votre travail a un rapport avec les aires marines protégées ? 12. Le statut d'aire marine protégée a apporté des changements à votre travail et/ou à votre rapport avec la mer ? 13. Que pensez-vous des actions pour la mise en œuvre des aires marines protégées dans l'île en termes de conservation environnementale : Force/Faiblesse/Opportunité/Menace ? Quelle est la principale force (acquis/spécificités) de ces espaces marins ? Quelle est la principale faiblesse (manque à combler) de ces espaces marins ? Quelles sont les opportunités (sociales/économiques/environnementales) que renferment ces espaces marins ? Quelles sont les principales menaces qui frappent ces espaces marins ?

B. un questionnaire d'enquête

Le questionnaire d'enquête devra informer des modes de gestion et de gouvernance du Parc national naturel de l'Île-à-Vache. Le questionnaire d'enquête ci-dessous a été conçu afin d'interroger principalement les acteurs socio-économiques, les acteurs politiques et administratifs de la conservation marine et côtière à l'Île-à-Vache. Leur profil devra respecter les 2 critères suivants : être majeurs et exercer une activité économique dans le Parc.

Questionnaire d'enquête pour les acteurs socio-économiques

I. Profil de la personne interrogée dans le Parc national naturel de l'Île-à-Vache

1.1 Depuis combien de temps vous pratiquez une activité économique dans le Parc ?
1.2 Vous êtes membres d'une ou plusieurs associations en rapport avec votre activité ?
1.3 Si non, pourquoi ? Si oui, depuis combien de temps vous êtes membres ?
1.4 Et comment vous êtes impliqué dans l'association (membres/membres actifs/titre officiel) ?
1.5 Où est-ce que vous pratiquez votre activité ? (**à placer sur une carte**)
1.6 Quel est le nom local de l'endroit où vous pratiquez votre activité ?
1.7 Des sites culturels existent dans le Parc ?
1.8 Des activités éducatives/de sensibilisation existent dans le Parc ?

II. Règlementation de l'AMP

2.1 Vous savez que vous pratiquez une activité (économique) dans un Parc ?
2.2 Vous connaissez les limites marines du Parc (à montrer sur une carte) ?
2.3 Vous savez si le Parc a un Conseil de gestion ? d'administration ? un Directeur ?
2.4 Vous savez si des traités et conventions internationales sont appliqués dans le Parc ?
2.5 Vous savez si des règles traditionnelles sont appliquées dans le Parc ?
2.6 L'État fait appliquer des règles particulières (lois, règlements, plans d'urbanisme) dans le Parc ?
2.7 La politique publique sur le Parc contredit/facilite la politique locale de conservation marine ?
2.8 Le Parc a un impact négatif/positif sur votre activité économique avec l'application des règles de protection (interdiction/régulation) (emploi/tourisme) ?
2.9 Des incitatifs pour se conformer à la règlementation du Parc existent ?
2.10 Des vandalisme/braconnage/trafic illégal sévissent dans l'espace marin du Parc ?

III. Contexte écologique de l'AMP

3.1 Quelles sont les espèces emblématiques du Parc (jusqu'à 3) ?
3.2 Quelle est la qualité de l'eau marine dans le Parc (eau claire, boueuse, avec des sédiments) ?
3.3 Les mer/mangroves/récifs coralliens ont une importance particulière pour vous dans le Parc ?
3.4 Les sites ayant une importance culturelle/religieuse pour les populations locales sont accessibles ?

Si c'est un pêcheur/agriculteur

3.5 Vous connaissez les lieux de reproduction des espèces dans le Parc ? (**à placer sur une carte**)
3.6 Quelles sont les espèces que vous pêchez/cultivez dans le Parc, et à quel endroit ? (**à placer sur une carte**)
3.7 Quelles sont les espèces que vous pêchez/cultivez le plus dans le Parc, et à quel endroit ? (**à placer sur une carte**)
3.8 Vous avez une bonne pêche/une agriculture rentable dans le Parc ?
3.9 Quels sont les engins de pêche/agricoles que vous utilisez dans le Parc ?
3.10 Quelle est la taille/type de bateau de pêche que vous utilisez dans le Parc ?
3.11 Vous êtes combien dans le bateau en partance pour la pêche/dans les travaux agricoles sur votre parcelle dans le Parc ?
3.12 Où est-ce que vous écoulez vos produits de pêche/agricoles ?
3.13 L'instabilité politique/l'insécurité/les pandémies affectent l'écoulement des produits de pêche/agricoles ?
3.14 Vous utilisez des techniques de conservation des produits de pêche/agricoles dans le Parc ?
3.15 Des activités nuisent aux prises de pêche/à la culture de la terre au sein du Parc ?

Si c'est un opérateur touristique

3.16 Vous connaissez les lieux de reproduction des espèces dans le Parc ? (**à placer sur une carte**)
3.17 Quelles sont les excursions que vous pratiquez dans le Parc, et à quel endroit ? (**à placer sur une carte**)
3.18 Quelles sont les excursions que vous pratiquez le plus dans le Parc, et à quel endroit ? (**à placer sur une carte**)
3.19 Les excursions touristiques du Parc sont rentables ?
3.20 Quels sont les engins que vous utilisez dans les excursions touristiques du Parc ?
3.21 Quelle est la taille/type de bateau que vous utilisez dans les excursions touristiques du Parc ?
3.22 Vous êtes combien (employés.ées, client.es) dans les excursions touristiques du Parc ?

3.23 Comment vous attirez la clientèle des excursions touristiques du Parc ?
3.24 L'instabilité politique/l'insécurité/les pandémies affectent les excursions touristiques du Parc ?
3.25 Vous utilisez des techniques de fidélisation des clients.es pour les excursions touristiques du Parc ?
3.26 Des activités nuisent au déploiement des excursions touristiques du Parc ?

Si c'est un responsable d'hôtel

3.1 Vous connaissez les lieux de reproduction des espèces dans le Parc ? (**à placer sur une carte**)
3.2 Quelles sont les activités que vous offrez aux clients dans le Parc, et à quel endroit ? (**à placer sur une carte**)
3.3 Quelles sont les activités que vous offrez le plus aux clients dans le Parc, et à quel endroit ? (**à placer sur une carte**)
3.4 Les hébergements du Parc sont rentables ?
3.5 Vous êtes combien (employés.ées, client.es) à proposer des hébergements dans le Parc ?
3.6 Comment vous attirez la clientèle vers le Parc ?
3.7 L'instabilité politique/l'insécurité/les pandémies affectent le taux d'occupations des hébergements du Parc ?
3.8 Vous utilisez des techniques de fidélisation des clients.es du Parc ?
3.9 Des activités nuisent au déploiement des activités touristiques dans le Parc ?

Si c'est un acteur portuaire/producteur cinématographique

3.10 Vous connaissez les lieux de reproduction des espèces dans le Parc ? (**à placer sur une carte**)
3.11 Comment vous exercez vos activités dans le Parc, et à quel endroit ? (**à placer sur une carte**)
3.12 Quels sont les engins que vous utilisez dans le Parc ?
3.13 Quelle est la taille/type d'engins que vous utilisez dans le Parc ?
3.14 Vous êtes combien (employés.ées, client.es) à travailler dans le Parc ?
3.15 L'instabilité politique/l'insécurité/les pandémies affectent vos activités dans le Parc ?
3.16 Des activités parallèles nuisent à vos activités portuaires/cinématographiques dans le Parc ?

Si c'est un acteur religieux (pasteur/prêtre/hougan)

3.17 Vous connaissez les lieux de reproduction des espèces dans le Parc ? (**à placer sur une carte**)
3.18 Comment vous exercez vos activités dans le Parc, et à quel endroit ? (**à placer sur une carte**)
3.19 Quels sont les matériels que vous utilisez lors de vos services religieux dans le Parc ?
3.20 Vous êtes combien (pasteur/prêtre/hougan) à diriger des services religieux dans le Parc ?
3.21 L'instabilité politique/l'insécurité/les pandémies affectent vos activités dans le Parc ?
3.22 Des activités parallèles nuisent à vos activités religieuses dans le Parc ?

Si c'est un professeur

3.23 Vous connaissez les lieux de reproduction des espèces dans le Parc ? (**à placer sur une carte**)
3.24 Comment vous exercez vos activités dans le Parc, et à quel endroit ? (**à placer sur une carte**)
3.25 Vous organisez des classes vertes avec vos élèves dans le Parc ?
3.26 Si oui, vous êtes combien à organiser les classes vertes dans le Parc ?
3.27 L'instabilité politique/l'insécurité/les pandémies affectent vos activités d'enseignement dans le Parc ?
3.28 Des activités parallèles nuisent à vos activités d'enseignement dans le Parc ?

IV. Menaces pesant sur le Parc

4.1 **Urbanisation**
   a) L'urbanisation/déchets/infrastructures affectent votre activité économique au sein du Parc ?

4.2 **Agriculture**
   b) La présence de parcelles agricoles/espèces invasives/fermes éoliennes/barrage affecte votre activité économique au sein du Parc ?

4.3 **Risques**
   c) Vous avez vécu un tremblement de terre au sein du Parc ?
   d) Il y a la montée des eaux au sein du Parc ?
   e) Si oui, la montée des eaux affecte votre activité économique au sein du Parc ?
   f) Il y a des invasions de sargasses au sein du Parc ?
   g) Si oui, les sargasses affectent votre activité économique au sein du Parc ?

	h) Les tempêtes/inondations affectent votre activité économique au sein du Parc ?
	i) Les changements climatiques affectent le Parc ?
V. Implication dans la gestion et la gouvernance du Parc	
5.1	Vous avez été consultés dans le pouvoir (gouvernance) et les décisions (gestion) sur le Parc ?
5.2	Si oui, à quel rythme vous avez été consultés ?
5.3	Vous savez si les contributions arrivent à influencer le fonctionnement du Parc ?
5.4	Un couloir de communication existe au sein du Parc ?
5.5	Les populations voisines ont un impact dans le pouvoir et les décisions sur le Parc ?
5.6	Des autorités locales (par opposition à l'état central) participent au pouvoir et aux décisions sur le Parc ?
5.7	Des ONGs participent au pouvoir et aux décisions sur le Parc ?
5.8	Des entreprises privées participent au pouvoir et aux décisions sur le Parc ?
5.9	La confiance existe entre vous, les parties prenantes, les autorités locales et le personnel du Parc ?
5.10	Un mécanisme de gestion des conflits existe au sein du Parc ?

Commentaires de l'enquêteur.trice

.....
.....
.....

Questionnaire d'enquête pour les acteurs administratifs

I. Profil de la personne interrogée dans le Parc national naturel de l'Île-à-Vache	
1.1	Quel poste vous occupez dans le Parc ?
1.2	En quoi consiste votre travail au sein du Parc ?
1.3	Vous êtes affecté.ée où dans le Parc (**à placer sur une carte**) ?
1.4	Comment vous avez intégré votre poste dans le Parc ?
1.5	Vous travaillez depuis combien de temps dans le Parc ?
II. Description du Parc	
2.1	Le Parc a d'autres désignations (nom vernaculaire, réserve biosphère, patrimoine mondial, Natura) ?
2.2	Quelle est la taille (superficie) du Parc ?
2.3	Quelle est la date de création du Parc ?
2.4	Quel est le statut de propriété (état, privé, communauté, autre) du Parc ?
2.5	Comment le Parc a été créé ?
2.6	D'après vous, quelles sont les principales raisons pour lesquelles le Parc a été créé ?
2.7	D'après vous, quel est le montant du budget (fonds opérationnel, projets) assigné au Parc ?
2.8	D'après vous, combien d'employés.ées ont été affectés.ées au Parc ?
III. Menaces pesant sur le Parc	
3.1	Quelles sont les menaces qui frappent le Parc : a) Urbanisation (habitations, déchets, eaux usées, infrastructures touristiques et récréatives/portuaires et aéroportuaires) ? b) Agriculture (végétaux/animaux invasifs, déboisement, fermes, surpêche, mines et carrières, barrages/fermes éoliennes/solaires, câbles/antennes) ? c) Risques **(**tremblement de terre, montée des eaux, sargasses, tempêtes/inondations) ? d) Changements climatiques ?
IV. Gouvernance du Parc	
4.1	Quelle est l'Autorité de gouvernance du Parc ?
4.2	Comment s'organise la gouvernance du Parc ?
4.3	Des traités et conventions internationales sont appliqués dans le Parc ?
4.4	Des règles traditionnelles sont appliquées dans le Parc ?
4.5	Des règles particulières (lois, règlements, plans d'urbanisme) sont appliquées dans le Parc ?

	4.6	La politique publique sur le Parc contredit/facilite la politique locale de conservation marine et côtière ?
	4.7	Quelles sont les activités économiques et culturelles pratiquées dans le Parc ?
	4.8	Le Parc a un impact négatif/positif sur les activités économiques et culturelles avec l'application des règles de protection (interdiction/régulation) (emploi/tourisme) ?
	4.9	Des incitatifs pour se conformer à la règlementation du Parc existent ?
	4.10	Les mesures de conservation marine et côtière suffisent ?
	4.11	Des vandalisme/braconnage/trafic illégal sévissent dans l'espace marin du Parc ?
V.	**Gestion du Parc**	
	5.1	Quelle est l'Autorité de gestion du Parc ?
	5.2	D'après vous, quels sont les 2 principaux objectifs de gestion du Parc ?
	5.3	D'après vous, le plan de gestion du Parc est appliqué (pas du tout, totalement, partiellement) ?
	5.4	D'après vous, l'état du Parc a évolué/est intact par comparaison au moment où il a été désigné ?
	5.5	D'après vous, l'institution de tutelle du Parc visite régulièrement le personnel de terrain ?
	5.6	La gestion du Parc est documentée (soumission de rapports, objectifs reconnus, prise de décision) ?
	5.7	Le plan de gestion est soumis à un calendrier d'activités ? à une allocation des ressources ? à une révision et mise à jour périodique ?
	5.8	Le plan de gestion du Parc tient compte : a) des écosystèmes et/ou d'espèces particulières dont le statut est inquiétant ? b) des activités liées aux valeurs naturelles et culturelles du Parc ? c) des menaces qui affectent le Parc ? d) des besoins et des intérêts des acteurs locaux ? e) des besoins et des intérêts des populations locales et des populations avoisinantes ?
	5.9	D'après vous, les réponses apportées par le plan de gestion sont appropriées à la conservation du Parc ?
	5.10	D'après vous, les résultats de suivi et évaluation sont intégrés dans la gestion du Parc ?
	5.11	D'après vous, le plan de gestion exprime l'avenir de conservation marine et côtière attendu dans le Parc ?
	5.12	Un programme de reconnaissance et de recherche orienté vers une meilleure gestion du Parc existe ?
VI.	**Implication des parties prenantes dans la gestion et la gouvernance du Parc**	
	6.1	Les populations locales et avoisinantes sont consultées dans la gestion et la gouvernance du Parc ? Si oui, à quel rythme ?
	6.2	Si oui, quels sont les moyens utilisés pour faciliter/fidéliser leur engagement dans la gestion et la gouvernance du Parc ?
	6.3	Les populations locales supportent activement le Parc (alerte du personnel du parc en cas de problème) ?
	6.4	Les populations avoisinantes ont un impact sur les décisions de gestion et de gouvernance du parc ?
	6.5	Les opérateurs touristiques et commerciaux ont un impact sur les décisions de gestion et de gouvernance du Parc ?
	6.6	Le personnel du Parc a un impact sur les décisions de gestion et de gouvernance du Parc ?
	6.7	La confiance est établie entre les populations locales, les parties prenantes et le personnel du Parc ?
	6.8	Les initiatives socio-économiques sont valorisées dans le Parc (label aux entreprises, prix pour les particuliers) ?
	6.9	Des conflits d'activités existent au sein du Parc ? Si oui, des mécanismes de gestion des conflits existent ?
	6.10	Un cadre de coopération existe avec les îles voisines sur la gestion et la gouvernance du Parc ?
VII.	**Financement de la conservation marine et côtière du Parc**	
	7.1	L'actuel budget de fonctionnement du Parc est suffisant ?
	7.2	Le budget de fonctionnement du Parc est dépendant de fonds externes ?
	7.3	Des politiques/programmes existent pour offrir une diversité d'expériences aux visiteurs du Parc ?
	7.4	Des droits (entrée ou amendes) sont perçus pour le fonctionnement du Parc ?
	7.5	Le personnel du Parc est suffisant ?
	7.6	Le personnel du Parc est valorisé (appréciation, retraite, assurance) ?
	7.7	Les équipements (routes, bureaux, tours d'observation, GPS, véhicules, logements, infrastructures d'accueil des visiteurs) du Parc sont suffisants/entretenus ?

Commentaires de l'enquêteur.trice

.....
.....
.....

Rédigé par Alexandra V.D. PIERRE, Doctorante
sous la supervision de Michel Desse, Pr, et Evens Emmanuel, Pr

Ces activités sont rendues possibles grâce à :

International Coral Reef Society, la Municipalité de l'Île-à-Vache, l'Organisation Non Gouvernementale Reef Check Haïti, aux étudiants ingénieurs agronomes de l'Université Notre Dame d'Haïti-Campus du Sud, Département de Géographie de IERAH/ISERSS (UEH), Ministère de l'Environnement (ANAP).

19. *Ile à Vache* (18° 07' N, -73° 38'

Animaux et les Plantes Menacées de la *ZCB d'Ile à Vache*. CR= En Danger Critique d'Extinction, EN= En Danger, VU= Vulnérable d'après la Liste Rouge de l'UICN.

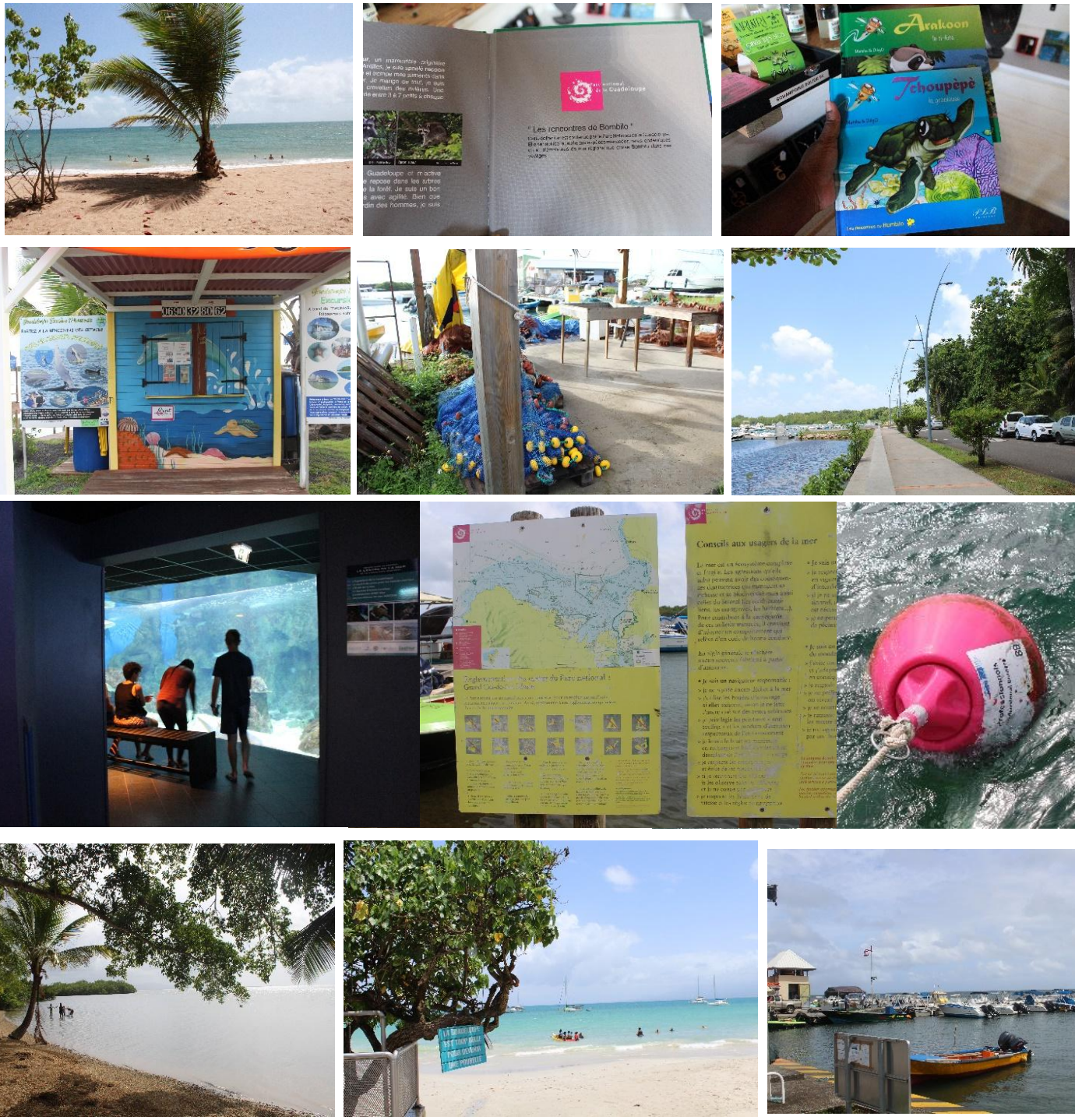
CLASS	ESPÈCE	STATUT
OISEAUX	*Corvus leucognaphalus* Daudin, 1800	VU
ARBRES	*Cedrela odorata* L.	VU
	Guaiacum officinale L.	EN
	Guaiacum sanctum L.	EN
REPTILES	*Caretta caretta* L., 1758	EN
	Chelonia mydas L., 1758	EN
	Crocodylus acutus Cuvier, 1807	VU
	Dermochelys coriacea Vandelli, 1761	CR
	Eretmochelys imbricata L., 1766	CR
	Trachemys decorata Barbour & Carr, 1940	VU
POISSONS	*Balistes vetula* L., 1758	VU
	Epinephelus striatus Block, 1792	EN
	Hippocampus erectus Perry, 1810	VU
	Hyporthodus flavolimbatus Poey, 1865	VU
	Hyporthodus nigritus Holbrook, 1855	CR
	Lachnolaimus maximus Walbaum, 1792	VU
	Lutjanus analis Cuvier, 1828	VU
	Lutjanus cyanopterus Cuvier, 1828	VU
	Mycteroperca interstitialis Poey, 1865	VU
	Thunnus obesus Lowe, 1839	VU
REQUINS	*Isurus oxyrinchus* Rafinesque, 1810	VU
CORAUX	*Acropora cervicornis* Lamarck, 1816	CR
	Acropora palmata Lamarck, 1816	CR
	Agaricia lamarcki Edwards & Haime, 1851	VU
	Dendrogyra cylindrus Ehrenberg, 1834	VU
	Dichocoenia stokesii Edwards & Haime, 1848	VU
	Montastraea annularis complex	VU
	Mycetophyllia ferox Well, 1973	VU
	Oculina varicosa Leseuer, 1821	VU

Annexe I.7. Liste des espèces menacées du Parc national naturel de l'Île-à-Vache selon la liste rouge de l'IUCN **(BirdLife International)**

Selon BirdLife Internationa, les espèces endémiques pour l'Île-à-Vache :

Une sous-espèce du Tangara quatre-yeux (*Phaenicophilus poliocephalus tertraopes*), le seul oiseau qui est endémique en Haïti, est endémique de cette ZCB. Plusieurs espèces de poissons vivipares du genre *Limia*, y compris *L. dominicensis*, *L. meloanogaster*, *L. melanotata*, *L. nigrofasciata* et *L. tridens*, constituent des espèces endémiques de l'Île d'Hispaniola que l'on trouve dans les eaux douces ainsi que saumâtres. Ces espèces n'ont pas été évaluées par l'UICN. Le copépode violet, *Mastigodiaptomus purpureus* (Marsh, 1907), classé comme «Vulnérable », est présent dans les systèmes d'eaux douces d'Haïti, mais l'étendue de son domaine est incertaine. Il comprend 3 espèces : *Montastraea annularis*, *M. faveolata* et *M. franksi*.

Annexe I.8. Enquête de terrain en Guadeloupe

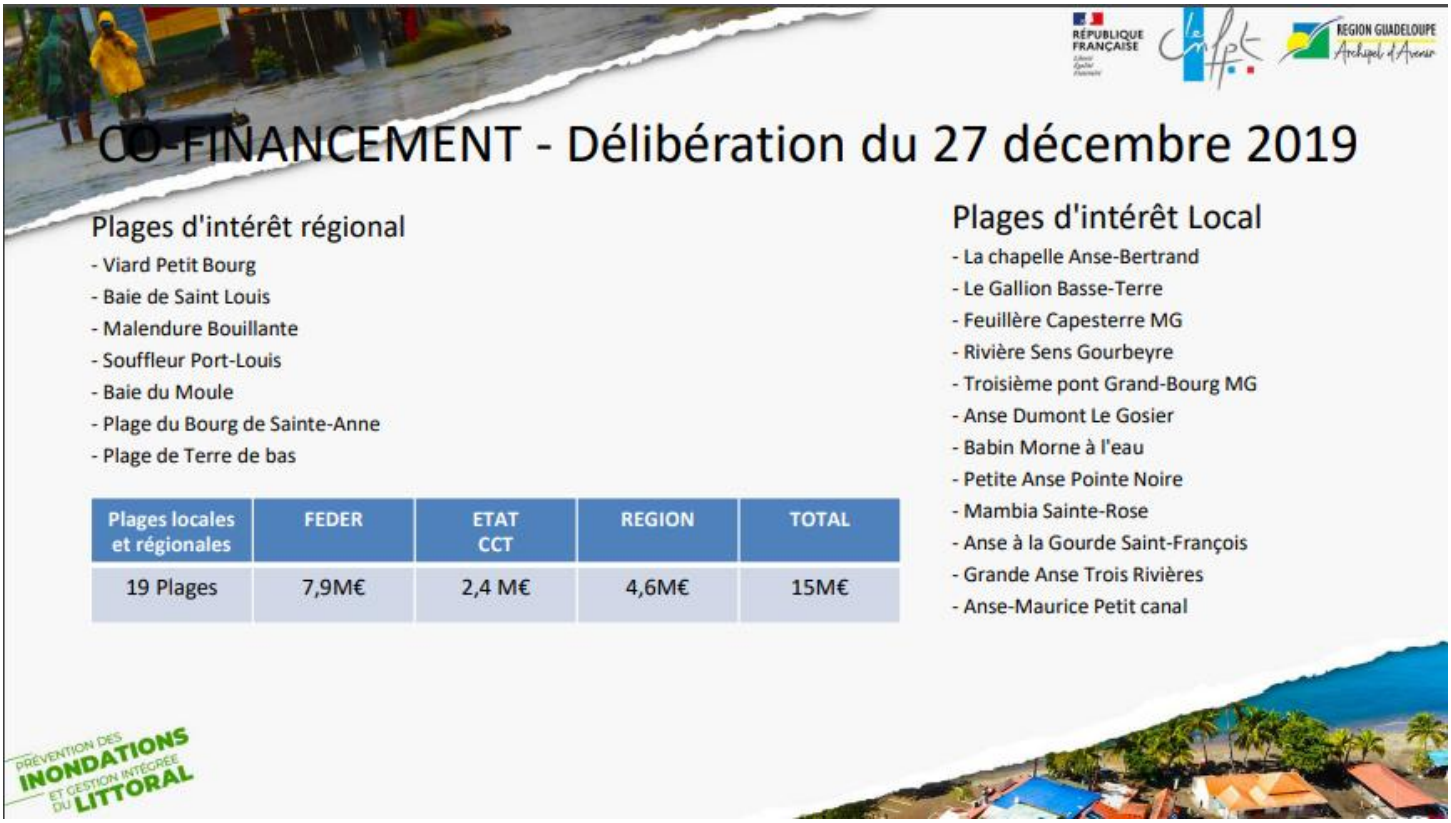


Annexe I.8a. Observation des infrastructures en Guadeloupe

Heure de l'observation de l'usage/pratique		
Identification du lieu de l'usage/pratique		
Description du lieu de l'usage/pratique		
Fiche biographique de l'acteur dans l'AMP	**Relevé des pratiques dans l'AMP**	**Posture de l'observateur.rice de la pratique dans l'AMP**
Profil de l'auteur de l'usage/ pratique	Identification de l'usage/pratique	Posture avant l'usage/pratique
	Comptage associé à l'usage/pratique	Posture après l'usage/pratique
	Travail verbal ou gestuel associé à l'usage/pratique	
	Illustration de l'étalement spatial de l'usage/pratique	
	Commentaire sur le déroulement/interaction de l'usage/pratique	
	Durée de l'usage/pratique	
	Test de compréhension de l'usage/pratique auprès des acteurs.trices.	

Annexe 1.8b. Observation des pratiques en Guadeloupe

Annexe I.9. Inventaire des plages de la Guadeloupe **(Région/DEAL/SEMAG, 2019)**[1090]



1090 https://www.regionguadeloupe.fr/fileadmin/user_upload/13_-_Atelier_1_S1_RG-SEMAG-DEAL_assemble_avec_annexes.pdf (consulté le 22 Octobre 2024).

Annexe 1

PROPRIETE ET GESTION DES PLAGES

Commune	Espace	Propriétaire						Gestionnaire					
		Etat (DPM)	Etat (FDL)	Commune	Conseil Général	Autres	Privés	Etat (DéAL)	CELRL	ONF	Commune	Conseil Général	Autres	Privés
ANSE BERTRAND	PLAGE DE L'ANSE LABORDE	1							1		1			
ANSE BERTRAND	PLAGE DE LA PETITE CHAPELLE	1						1	1		1			
ANSE BERTRAND	PLAGE DE PORTE D'ENFER		1							1				
BOUILLANTE	PLAGE DE L'ANSE A SABLE	1							1					
BOUILLANTE	PLAGE DE L'ANSE THOMAS	1					1		1					1
BOUILLANTE	PLAGE DE MALENDURE			1			1				1			1
BOUILLANTE	PLAGE DE PETITE ANSE	1							1					
CAPESTERRE BELLE EAU	PLAGE DE LA SALEE (BANANIER)	1		1				1			1			
CAPESTERRE BELLE EAU	PLAGE DE ROSEAU	1						1						
CAPESTERRE DE MARIE GALANTE	PLAGE DE BERNARD FERRIERE	1					1	1						1
CAPESTERRE DE MARIE GALANTE	PLAGE DE FEUILLERE	1					1	1						1
CAPESTERRE DE MARIE GALANTE	PLAGE DE PETITE ANSE	1					1	1						1
CAPESTERRE DE MARIE GALANTE	PLAGE LES GALETS		1							1				
DESHAIES	PLAGE DE GADET	1							1					
DESHAIES	PLAGE DE GRANDE ANSE	1			1			1				1		
DESHAIES	PLAGE DE LA PERLE	1					1	1						1
DESHAIES	PLAGE DE LEROUX	1					1	1						1
DESHAIES	PLAGE DE TILLET	1							1					
GOURBEYRE	PLAGE DE RIVIERE SENS	1				1		1					1	
GOYAVE	PLAGE DE SAINTE CLAIRE	1							1					
GRAND BOURG	PLAGE DE FOLLE ANSE	1							1					
GRAND BOURG	PLAGE DE MURAT	1						1						
GRAND BOURG	PLAGE DES BASSES	1					1	1						1
GRAND BOURG	PLAGE DU TROISIEME PONT	1						1						
GRAND BOURG	PLAGE LES TROIS ILETS		1							1				
LA DESIRADE	PLAGE A FIFI	1					1	1						1
LA DESIRADE	PLAGE DE L'ANSE PETITE RIVIERE						1							1
LA DESIRADE	PLAGE DU SOUFFLEUR	1					1	1						1
LE GOSIER	PLAGE DE LA DATCHA	1		1			1	1			1			1
LE GOSIER	PLAGE DE PETIT HAVRE		1							1				
LE GOSIER	PLAGE DE SAINT FELIX	1						1	1					
LE GOSIER	PLAGE DU BAS DU FORT	1						1						
LE GOSIER	PLAGES DE LA POINTE DE LA VERDURE	1						1						
LE MOULE	PLAGE DE L'ANSE DE L'AUTRE BORD					1							1	
LE MOULE	PLAGE DE LA BAIE DU MOULE	1						1						
LE MOULE	PLAGE DU PARC ARCHEOLOGIQUE	1						1			1			
LE MOULE	PLAGE LES DAUPHINS	1						1						
MORNE A L'EAU	PLAGE DE BABIN	1							1					
PETIT BOURG	PLAGE DE VIARD	1							1					
PETIT CANAL	PLAGE DE L'ANSE MAURICE		1							1				
POINTE NOIRE	PLAGE D'ANSE CARAIBE	1					1		1					1
POINTE NOIRE	PLAGE DE MARIGOT	1					1	1						1
POINTE NOIRE	PLAGE DE PETITE ANSE BAILLARGENT		1							1				
PORT LOUIS	PLAGE DU SOUFFLEUR	1					1				1			1
PORT LOUIS	POINTE D'ANTIGUES		1							1				

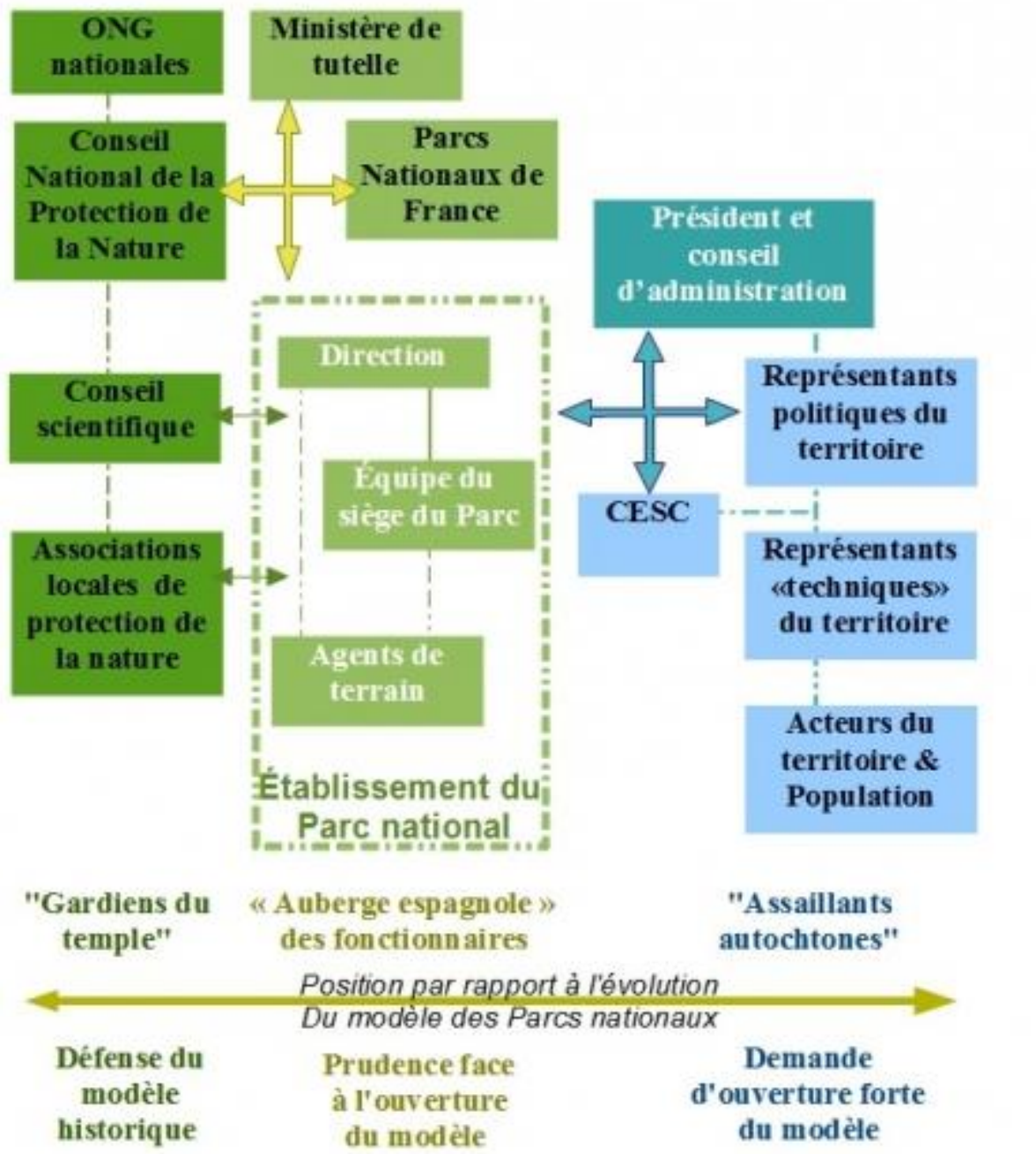
Annexe I.9-suite 1. Inventaire des plages de la Guadeloupe **(Région/DEAL/SE-MAG, 2019)**

PROPRIETE ET GESTION DES PLAGES

Commune	Espace	Propriétaire						Gestionnaire						
		Etat (DPM)	Etat (FDL)	Commune	Conseil Général	Autres	Privés	Etat (DEAL)	CELRL	ONF	Commune	Conseil Général	Autres	Privés
SAINT FRANCOIS	PLAGE DE L'ANSE A LA GOURDE		1							1				
SAINT FRANCOIS	PLAGE DE L'ANSE DES ROCHERS						1							1
SAINT FRANCOIS	PLAGE DE LA COCOTRAIE						1							1
SAINT FRANCOIS	PLAGE DE LA COULEE 2		1							1				
SAINT FRANCOIS	PLAGE DE LA POINTE DES CHATEAUX		1							1				
SAINT FRANCOIS	PLAGE DES RAISINS CLAIRS			1							1			
SAINT FRANCOIS	PLAGE DES SALINES		1							1				
SAINT FRANCOIS	PLAGE DU LAGON						1							1
SAINT FRANCOIS	PLAGE DU MERIDIEN			1							1			
SAINT LOUIS	PLAGE D'ANSE DE MAYS	1	1						1	1				
SAINT LOUIS	PLAGE DE CHALET	1		1				1			1			
SAINT LOUIS	PLAGE DE L'ANSE BAMBOU	1						1						
SAINT LOUIS	PLAGE DE L'ANSE CANOT		1							1				
SAINT LOUIS	PLAGE DE L'ANSE MOUSTIQUE		1							1				
SAINT LOUIS	PLAGE DE LA BAIE DE SAINT LOUIS	1						1						
SAINT LOUIS	PLAGE DE SAINT LOUIS	1						1						
SAINT LOUIS	PLAGE DE VIEUX FORT	1							1					
SAINTE ANNE	PLAGE DE BOIS JOLAN	1							1					
SAINTE ANNE	PLAGE DE LA CARAVELLE	1					1	1						1
SAINTE ANNE	PLAGE DU BOURG	1		1			1	1			1			1
SAINTE ROSE	PLAGE DE CLUNY	1							1					
SAINTE ROSE	PLAGE DE L'ANSE DES ILES	1							1					
SAINTE ROSE	PLAGE DE LA POINTE ALLEGRE	1							1					
SAINTE ROSE	PLAGE DE MAMBIA	1							1					
SAINTE ROSE	PLAGE DES AMANDIERS	1						1						
TERRE DE BAS	PLAGE DE GRANDE ANSE						1							1
TERRE DE HAUT	PLAGE BOIS JOLI	1					1	1						1
TERRE DE HAUT	PLAGE D'ANSE A GILLOT	1					1	1						1
TERRE DE HAUT	PLAGE D'ANSE FIGUIER	1					1	1	1					1
TERRE DE HAUT	PLAGE D'ANSE MIRE	1						1						
TERRE DE HAUT	PLAGE D'ANSE RODRIGUE	1							1					
TERRE DE HAUT	PLAGE DE POMPIERE	1							1					
TROIS RIVIERES	PLAGE DE GRANDE ANSE	1						1						
VIEUX HABITANTS	PLAGE DE SIMAHO	1						1						
VIEUX HABITANTS	PLAGE DE ROCROY	1						1						
		24	14	7	1	1	24	17	23	14	11	1	1	24

Annexe I.9-suite 2. Inventaire des plages de la Guadeloupe **(Région/DEAL/SE-MAG, 2019)**

Annexe I.10. Gouvernance des parcs nationaux de France **(Alban et Hubert, 2013)**[1091]



1091 Nicolas Alban, N. et Gilles Hubert, G. (2013). Le modèle des parcs nationaux à l'épreuve du territoire, *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], issue 13-2. https://doi.org/10.4000/vertigo.14081

Annexe I.11. Enquête de terrain à Cuba

Guia de entrevista a los gerentes de una AMP

El cuestionario dirigido a los gestores de las Áreas Marinas Protegidas (AMP) se realizó en el marco de la tesis doctoral sobre la Evaluación de las AMP en el Caribe (Haití - Cuba - Guadalupe), un proyecto codirigido entre la Universidad de Nantes (UMR 6554- LETG) y la Universidad de Quisqueya (ERC2). Su objetivo es elaborar un modelo aplicable al Caribe insular, que promueva la apropiación de la gestión y gobernanza de las AMP por parte de los actores locales en un proceso de coconstrucción. Las entrevistas se referían a las AMP de Haití, Cuba y Guadalupe. El material utilizado es el cuestionario, un bloc de notas, lápices, bolígrafos y un soporte de audio. La información puede recogerse por teléfono o mediante la transmisión directa del cuestionario, en consulta con el alumno. El consentimiento verbal o escrito del encuestado cierra el cuestionario, así como los medios utilizados para obtenerlo.

Las entrevistas se referían a las AMP de Haití, Cuba y Guadalupe. El material utilizado es el cuestionario, un bloc de notas, lápices, bolígrafos y un soporte de audio. La información puede recogerse por teléfono o mediante la transmisión directa del cuestionario, en consulta con el alumno. El consentimiento verbal o escrito del encuestado cierra el cuestionario, así como los medios utilizados para obtenerlo.

I. Perfil de la AMP y de su gerente

1. Cual es el nombre de esta AMP ?
2. Cuando fue creada esta AMP ?
3. Como fue creada esta AMP ?
4. Cual es su extension geografica ?
5. Cuantos habitantes viven en ella ?
6. Podria decirme 3 o 5 especies emblematicas de esta AMP ?
7. Desde cuando trabaja usted en esta AMP ?
8. Como fue que usted entro a la AMP ?
9. Cual es su puesto de trabajo en el seno de la AMP ?

II. DIRECCION DE LA AMP Y UNA PREGUNTA SOBRE EL PAPEL DE LOS HABITANTES EN ELLA.

10. Como es dirigida esta AMP ?
11. Como es financiada ?
12. Esta AMP fue creada para la pesca, la conservacion o el turismo ?
13. Como los habitantes reaccionaron a la creacion de la misma ?
14. Cuales son las actividades practicadas en el seno de la AMP ?
15. Quien visita la AMP ? (Habitantes, visitantes)

16.Los habitantes estan concientes que viven en una AMP ?
17. Existen dias de intercambio e informacion para los estudiantes que habitan en la AMP ?
18. Los usuarios de la AMP (pescadores, agricultores, guias turisticos estan sensibilizados con la existencia de la misma ?
19. ¿Se crearán nuevos hoteles, restaurantes, guías, excursiones marítimas cuando se cree la AMP?

III. IMPACTO DE LA AMP

20. ¿Restringe esta AMP la navegación? y, en caso afirmativo, ¿qué buques no pueden entrar en la AMP?
21. ¿Ha permitido esta AMP el desarrollo del turismo, la pesca, las actividades de ocio, la pesca recreativa, por ejemplo?
22. Por el contrario, ¿ha reducido esta AMP el número de turistas y actividades de ocio? ¿Cuáles, por ejemplo?
23. ¿Tiene esta AMP un impacto positivo o negativo en el estilo de vida de los habitantes (regulación)?
24. ¿Participa la población local en las jornadas de concienciación sobre los manglares y en la recogida en las playas?
25. Es que existen o hay presencia de desechos plasticos en la AMP ?
26.Existen medidas para la limpieza de las playas de la AMP ?
27. ¿Existen medidas de sensibilización sobre los residuos de plástico en esta AMP?

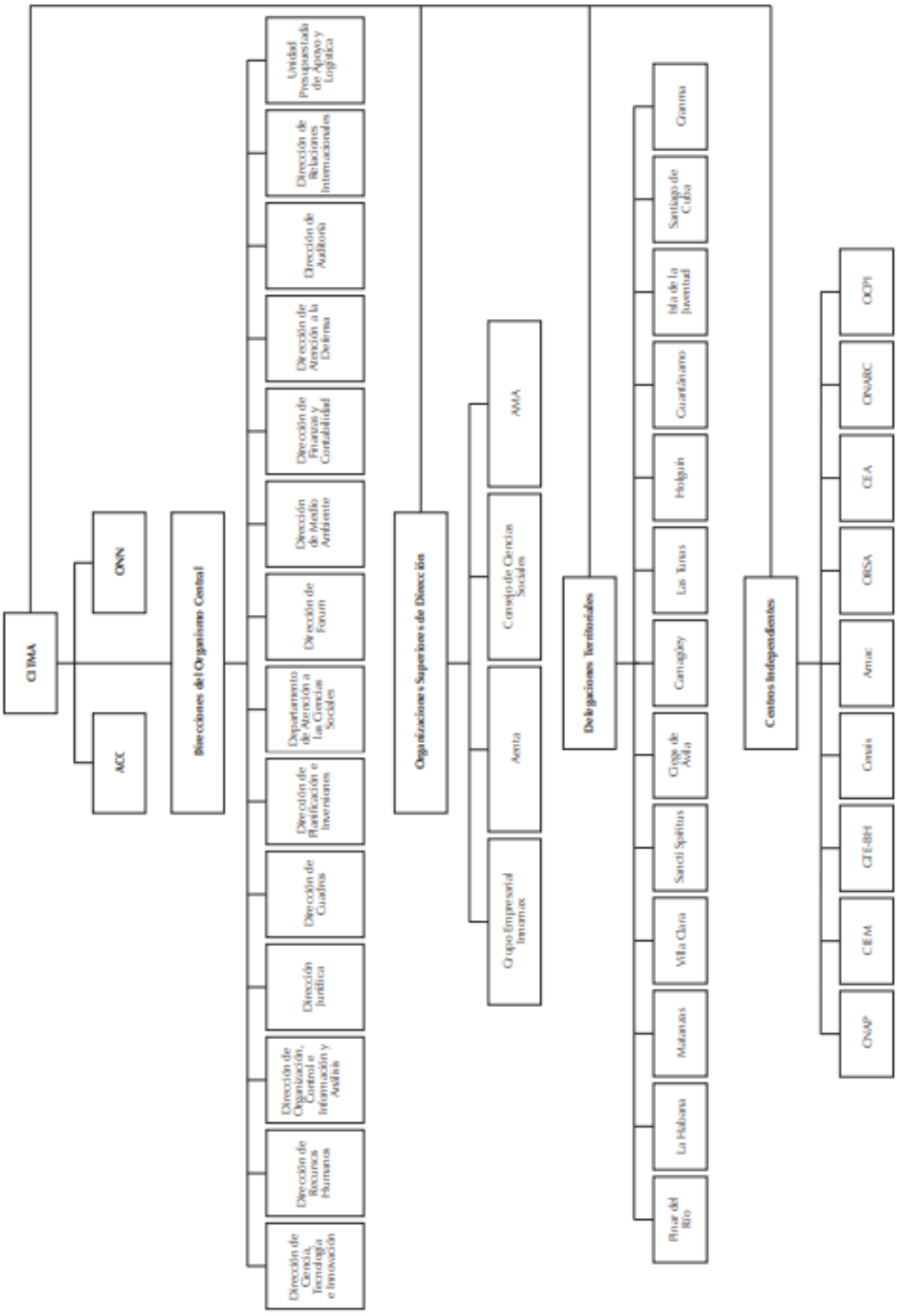
Comentarios personales / Información adicional

_____
_____
_____
_____

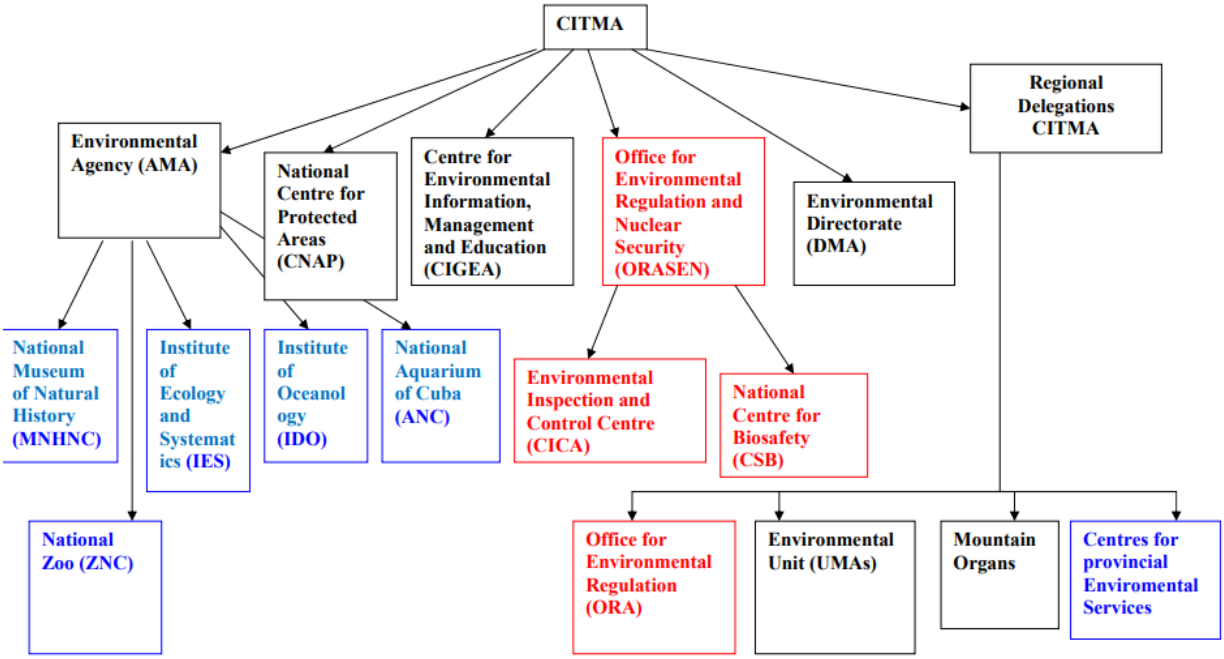
La investigación se lleva a cabo de acuerdo con disposiciones éticas y deontológicas que protegen la integridad del encuestado, garantizan la confidencialidad de la información recogida y el anonimato de la información transmitida. El encuestado tiene la posibilidad de obtener información adicional sobre la investigación, dentro de las limitaciones del plan de investigación. Puede retirarse en cualquier momento poniéndose en contacto con el becario. La firma atestigua el libre consentimiento del encuestado y su participación voluntaria en el proyecto de investigación.

Firma del encuestado/a _____
Fecha _____ Hora : _____
Manera : _____Oral _____Verbal

Annexe I.12. Organigramme du Ministère cubain de l'environnemnt (CITMA, 2018-2019 ; PNUD et Gouvernement cubain, 2011)



2. Ministry of Science, Technology and the Environment (CITMA)



Départ	Destination	Île de rattachement	Durée	Fréquence
1. ANGUILLA				
Blowing Point	Marigot	Saint-Martin	00h20	7 jours/semaine 8 départs/jour
2. DOMINIQUE				
Roseau	Pointe-à-Pitre	Guadeloupe	02h15	4-5 jours/semaine 1 départ/jour
	Fort-de-France	Martinique	02h00	4-5 jours/semaine 1 départ/jour
	Castries	Ste-Lucie	04h15	4 jours/semaine 1 départ/jour
3. RÉPUBLIQUE DOMINICAINE				
Santo-Domingo	Mayagüez	Porto-Rico	12h00	3 jours/semaine 1 départ/jour
Santo-Domingo	Old San Juan	Porto-Rico	13h00	3 jours/semaine 1 départ/jour
4. GUADELOUPE				
Pointe-à-Pitre	Castries	Ste-Lucie	06h45	3-4 jours/semaine 1 départ/jour
	Roseau	Dominique	02h15	5 jours/semaine 1 départ/jour
5. MARTINIQUE				
Fort-de-France	Castries	Ste-Lucie	01h30	3-4 jours/semaine 1 départ/jour
	Roseau	Dominique	02h00	4-5 jours/semaine 1 départ/jour
6. PORTO-RICO				
San Juan	Santo-Domingo	République Dominicaine	13h00	3 jours/semaine 1 départ/jour
Mayagüez	Santo-Domingo	République Dominicaine	13h00	3 jours/semaine 1 départ/jour
7. SAINTE-LUCIE				
Castries	Fort de France	Martinique	01h30	3-4 jours/semaine 1 départ/jour
	Pointe-à-Pitre	Guadeloupe	06h45	3-4 jours/semaine 1 départ/jour
	Roseau	Dominique	04h15	3-5 jours/semaine 1 départ/jour

Tableau I. Couverture des ferrys publics dans les transports internationaux de la Caraïbe insulaire **(Pierre, 2022)**

Départ	Destination	Île de rattachement	Durée	Fréquence
8. SINT MAARTEN				
Philipsburg	Gustavia	Saint-Barthélemy	00h45	6-7 jours/semaine 20 départs/jour
	Basseterre	St-Kitts	03h15	2 jours/semaine 1 départ/jour
9. SAINT-MARTIN				
Marigot	Blowing Point	Anguilla	00h20	7 jours/semaine 8-11 départs/jour
10. ÎLES VIERGES AMÉRICAINES				
St-Thomas	Virgin Gorda	Îles Vierges Britanniques (March 2023)		1 jour/semaine
Charlotte Amalie	Tortola/ Road Town	Îles Vierges Britanniques	01h00	7 jours/semaine 4 départs/jour
Red Hook	Tortola/ West End	Îles Vierges Britanniques	01h00	7 jours/semaine 3-5 départs/jour
	Tortola/ Road Town	Îles Vierges Britanniques	01h00	7 jours/semaine 1 départs/jour
St-Thomas (Red Hook) / St-John (Cruz Bay)	Jost Van Dyke	Îles Vierges Britanniques	0h45	3 jours/semaine 2 départs/jour
St-Thomas	Anegada	Îles Vierges Britanniques (Mars et Avril 2023)	02h00	-
11. ÎLES VIERGES BRITANNIQUES				
Tortola (Road Town)	Charlotte Amalie/ St-Thomas	Îles Vierges Américaines	01h00	7 jours/semaine 4 départs/jour
Tortola (West End)	Cruz Bay /Red Hook	Îles Vierges Américaines	01h00	7 jours/semaine 2-4 départs/jour
Tortola (Road Town)	Cruz Bay/Red Hook	Îles Vierges Américaines	01h00	7 jours/semaine 1 départs/jour
St-John (Jost Van Dyke)	Red Hook/St-Thomas	Îles Vierges Américaines	0h45	3 jours/semaine 1 départ/jour

Tableau I (suite). Couverture de ferrys publics dans les transports internationaux de la Caraïbe insulaire **(Pierre, 2022)**

Source: Express des îles (2022), Gare Maritime de Marigot | Port de St. Martin (2022), Carisurf (2019), Colonial Tour & Travel, Great Bay Express (2023), Makana Ferry (2023), Anguilla Tourist Board (2022), VInow (2023)

Le non-respect et la protection de l'environnement par le citoyen.
Les pratiques susceptibles de perturber l'équilibre écologique.
L'absence de mesures d'exception pour le rétablissement de l'équilibre écologique, au cas où la couverture forestière reste en deçà de 10% du territoire national.
Le fait par l'État de ne pas mettre en valeur et de protéger les sites naturels, et de ne pas les rendre accessibles à tous
Le fait par l'État de ne pas encourager le développement des formes d'énergie propre (solaire, éolienne et autres), pour protéger les réserves forestières et la couverture végétale.
Le fait par l'État de ne pas procéder à la création et à l'entretien de jardins botaniques et zoologiques en certains points du territoire, dans le cadre de la protection de l'environnement.
Le fait par l'État de ne pas déclarer une zone d'utilité écologique lorsque la nécessité est démontrée.
Le fait par l'État de ne pas déterminer par une loi les conditions de protection de la faune et de la flore, de même que le fait de ne pas sanctionner les contrevenants conformément à la loi.
Le fait d'introduire ou de laisser introduire dans le pays des déchets ou résidus de provenance étrangère.
Toute atteinte, toute agression, toute exploitation anarchique, toute dégradation de l'environnement sous une forme quelconque et toute action susceptible de polluer et d'altérer le cours de l'environnement ou de nuire à la nature, de même que toute omission dans le devoir de protection constituent des infractions environnementales.
Le fait par l'État Central, les collectivités territoriales, les groupes de la société civile organisés à cet effet de ne pas entreprendre des actions dans le domaine de l'environnement pour : a) la prévention des risques à la santé humaine dus à des facteurs ambiants ; b) la conservation et la gestion rationnelle des ressources naturelles ; c) la prévention et la mitigation des risques de désastres ; d) la protection et la valorisation du patrimoine naturel et culturel ; e) la protection des paysages, des sites panoramiques et des espaces naturels, rares et fragiles ; f) la protection de la nature et la préservation des espèces animales et végétales ; g) la protection de l'espace rural et des terroirs associés ; h) la protection du cadre de vie urbain ; i) l'élimination, le traitement et le recyclage des déchets ; j) la lutte contre toutes les formes de pollution et de nuisances.

Tableau II. Les infractions environnementales, pénalement punissables et civilement réparables de la législation haïtienne **(Maurice, 2017 : p.6)**[1092]

1092 Maurice, A. (2017). Vade-mecum des infractions environnementales en Haïti - Rapport no AM/CJSR/01.712.2017. *Blog en sciences humaines et sociales Hypothèses*. https://justedroit.hypotheses.org/files/2017/12/Vademecum-des-infractions-environnementales-2.pdf (consulté le 3 Aout 2024).

Liste des tableaux

Tableau 1. Illustration de la démarche méthodologique de la thèse **(Pierre, 2024)**

Tableau 2. Inventaire des ZCB d'Haïti **(BirdLife International, 2008, 2010)**

Tableau 3. Correspondance des aires marines protégées en Haïti, à Cuba et en Guade-loupe **(Pierre, 2024)**

Tableau 4. Récapitulatif des 3 parcs nationaux en étude dans la thèse **(Pierre, 2024)**

Tableau 5. Paramètres culturels et produits écotouristiques de biens communs d'in-térêt pour le Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Pierre, 2024)**

Tableau 6. Principaux textes juridiques sur les aires marines protégées d'Haïti **(Pierre, 2024)**

Tableau 7. Description des spécificités des documents de gestion des parcs natio-naux d'Haïti, Cuba et Guadeloupe **(Pierre, 2024)**

Tableau 8. Synthèse des activités du plan de gestion du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(MdE, 2022)**

Tableau 9. Synthèse des activités du plan de gestion du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(MdE, 2022)**

Tableau 10. Inventaire non exhaustif des documents de planification absents du plan de gestion du Parc national naturel de l'Île-à-Vache par rapport à ceux présents dans les documents de gestion de Cuba et Guadeloupe **(Pierre, 2024)**

Tableau 11. Liste des compétences nécessaires au fonctionnement du Ministère de l'Environnement **(MdE, 2024)**

Tableau 12. Principaux secteurs considérés dans la lutte contre les changements cli-matiques en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe **(Pierre, 2024)**

Liste des figures

Figure 1. Schématisation de la problématique de la thèse sur la gestion et la gouver-nance des AMP dans la Caraïbe **(Pierre, 2023)**

Figure 2. Structuration du guide d'entretiens semi-directifs sur la mer et les AMP **(Pierre, 2023)**

Figure 3. Structuration de la grille d'observation directe et participante des activités au sein des AMP **(Pierre, 2023)**

Figure 4. Structuration du questionnaire d'enquête pour les acteur.trice.s socio-économiques des AMP **(Pierre, 2023)**

Figure 5. Structuration du questionnaire d'enquête pour les acteur.trice.s politiques et administratif.ve.s des AMP **(Pierre, 2023)**

Figure 6. Modélisation des rapports des acteurs de la conservation marine et côtière dans les AMP **(Pierre, 2023)**

Figure 7. Structure du manuscrit de la thèse **(Pierre, 2024)**

Figure 8. Méthodes de collecte de données de Reef Check sur les récifs coralliens d'Haïti **(Hill et Wilkinson, 2004 : p.15)**

Figure 9. Évolution de la déclaration des aires marine protégées en Haïti **(Pierre, 2023)**

Figure 10. Évolution des mesures de protection de l'aire maritime adjacente du Parc national de la Guadeloupe **(Andreu-Boussut et al.)**

Figure 11. Évolution de la mise en place des aires marines protégées à Cuba **(Pierre, 2024)**

Figure 12. Caractère conflictogène des aires marines protégées **(Pierre, 2024)**

Figure 13. Connectivité aérienne de la Caraïbe **(Gandrille, Vergé-Depré et Roth, 2014 : paragr.38)**

Figure 14. AMP de la Caraïbe insulaire dénommées « aire » **(Pierre, 2024)**

Figure 15. AMP de la Caraïbe insulaire dénommées « parc », « sanctuaire », « paysage », « refuge » **(Pierre, 2024)**

Figure 16. AMP de la Caraïbe insulaire dénommées « haut-lieu », « réserve », « zone », « monument » **(Pierre, 2024)**

Figure 17. Identification des niveaux de protection des AMP combinée aux résultats d'efficacité des AMP **(Grorud-Colvert et al., 2021)**

Figure 18. Éléments de typologie des aires marines protégées d'Haïti **(Pierre, 2023)**

Figure 19. Essai de classification des 12 aires marines protégées d'Haïti selon les catégories de l'IUCN **(Pierre, 2024)**

Figure 20. Modélisation du (sous)système national des aires marines protégées d'Haïti **(Pierre, 2023)**

Figure 21. Organisation genrée de la filière pêche au Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Pierre, 2024)**

Figure 22. Résultat de la diversité des activités économiques des répondants de l'Atelier au Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Pierre, 2024)**

Figure 23. Résultat de la diversité des profils sociaux et des activités économiques des répondants de l'Atelier au Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Pierre, 2024)**

Figure 24. Marqueurs légaux de la gestion environnementale à Cuba **(Santos et al., 2008)**

Figure 25. Schéma de gouvernance du PNN-IAV dans la RB de la Hotte (**Salinas, 2014-2015 ; OAPN)**

Figure 26. Mise en place de l'éducation relative à l'environnement en Haïti **(Horat, 2024)**

Figure 27. Les axes d'intervention de la Direction de l'Inspection et de la Surveillance Environnementale sur le Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(MdE, 2014 : p. 8-10)**

Figure 28. Place de l'île adjacente de l'Île-à-Vache dans l'organigramme du Ministère de l'Environnement **(Pierre, 2024)**

Figure 29. Les modalités d'organisation de l'Agence Nationale des Aires Protégées par rapport au Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(ANAP ; Hilaire, 2009 ; Décret de 2005)**

Figure 30. Sources et mécanismes de financement applicables à la conservation des aires marines protégées en Haïti **(MdE/ANAP/BID, 2019 : p. 25)**

Figure 31. Étapes du trafic illicite de stupéfiants dans le Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Pierre, 2024)**

Figure 32. Proposition de modèle de financement du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Landreau, 2014)**

Figure 33. Structure administrative conçue pour la gestion du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(MdE, 2022)**

Figure 34. Cartographie simplifiée des acteurs institutionnels de la conservation marine et côtière en Haïti **(Pierre, 2023)**

Figure 35. Cartographie des acteurs institutionnels de la conservation marine et côtière à Cuba **(Pierre, 2023)**

Figure 36. Cartographie des acteurs institutionnels de la conservation marine et côtière en Guadeloupe **(Pierre, 2023)**

Figure 37. Structure de gouvernance conçue pour le Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(MdE, 2022)**

Figure 38. Insertion des aires marines protégées dans les politiques climatiques **(MdE, 2022 : p.18)**

Figure 39. Contribution des acteurs impliqués dans la gestion du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Pierre, 2024)**

Figure 40. Modèle actuel de gouvernance du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Pierre, 2024)**

Figure 41. Modèle de gestion et de gouvernance pour le Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Pierre, 2024)**

Liste des cartes

Carte 1. Progression de la doctorante vers les sites d'enquête de la Guadeloupe **(Pierre, 2023)**

Carte 2. Progression des participants vers le site d'enquête de l'Île-à-Vache **(Pierre, 2023)**

Carte 3. Localisation du site d'enquête de Cuba **(ECOCIENZAP, 2023)**

Carte 4. Délimitation de la Mer des Caraïbes **(Pierre, 2023)**

Carte 5. Délimitation déficitaire de la ZEE haïtienne **(Sea around us, 2016 ; Ramdeen et al., 2012)**

Carte 6. Illustration des 4 aires proposées en parcs ou réserves marins **(Ehrlich, 1985 : p. 58, 59)**

Carte 7. Ensemble des propositions d'aires marines protégées **(FoProBim, 2000)**

Carte 8. Liste préliminaire des (17) zones de conservation d'Haïti **(CEPF, 2010 : p. 20, 23)**

Carte 9. Liste révisée des (31) zones de conservation d'Haïti **(Timyan et Hilaire, 2011)**

Carte 10. Comparaison des trafics maritime et aérien de et vers la Caraïbe insu-laire **(Marine Traffic et AirNav, 2023)**

Carte 11. Comparaison des trafics maritime et aérien intrarégionaux de la Caraïbe insulaire **(Marine Traffic et AirNav, 2023**

Carte 12. Structures de transbordement de la Caraïbe **(Rodrigue J.-P., Ashar A., 2016 : p. 276)**

Carte 13. Illustration des 4 trajets pour le service de ferrys en Caraïbe orientale **(Aita, 2022 : p. 6)**

Carte 14. Cohabitation de la localisation des AMP et du trafic maritime régional **(Projet TRAFIC - OHM Littoral Caraïbe, 2020-2022)**

Carte 15. Délimitation du Parc National Naturel de l'Île-à-Vache **(MdE, 2022)**

Carte 16. Représentation géographique de la collectivité territoriale d'après les populations locales **(Pierre, 2024)**

Carte 17. Carte d'occupation du sol de la collectivité de l'Île-à-Vache **(MdE, 2022)**

Carte 18. Cartographie des objets de conservation du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(MdE, 2022)**

Carte 19. Illustration des différents statuts de protection du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Commission haïtienne UNESCO, MdE)**

Carte 20. Cyclone et failles géologiques du Grand Sud **(TNC, 2022)**

Carte 21. Localisation géographique du Parc national Ciénaga de Zapata à Cuba **(Aire Protégée Ciénaga de Zapata)**

Carte 22. Caractérisation des fonds marins du Parc national Ciénaga de Zapata de Cuba **(AP Ciénaga de Zapata)**

Carte 23. Planification spatiale de l'aire marine protégée du Parc national Cienaga de Zapata à Cuba **(Aire protégée de Ciénaga de Zapata)**

Carte 24. Répartition spatiale du Parc national de la Guadeloupe **(PNG, 2013)**

Carte 25. Localisation du Grand Cul-du-Sac marin du Parc national de la Guadeloupe **(PNG)**

Carte 26. Localisation des îlets Pigeon du Parc national de la Guadeloupe **(Hachette Tourisme, DEAL)**

Carte 27. Représentation des solidarités écologiques du Parc national de la Guadeloupe **(PNG, 2011)**

Carte 28 : Aménagement de l'Île-à-Vache, un projet touristique rejeté par ses habitants **(CCA, 2021)**

Carte 29. Carte magico-religieuse du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Pierre, 2024)**

Carte 30. Localisation des loisirs des populations locales du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Architecture for Humanity, 2013)**

Carte 31. Surinsularité de l'Île-à-Vache dans le système de transport haïtien **(Pierre, 2024)**

Carte 32. Schéma d'un *organopónico* type à Cuba **(Agro'nautes, 2019)**

Carte 33. Proposition de découpage administratif de la Péninsule Sud avec la collectivité territoriale de l'Île-à-Vache **(Tardieu, 2022)**

Carte 34. Cartographie de la répartition spatiale du Parc Ciénaga de Zapata de Cuba **(DPPF Matanzas, CNAP)**

Carte 35. Schéma d'aménagement régional de la Guadeloupe

Carte 36. Carte des vocations du Parc national de la Guadeloupe **(PNG)**

Carte 37. Schématisation d'une proposition de plan de gestion pour l'Île-à-Vache **(Pierre, 2024)**

Liste des photos

Photo 1. Créolisation de la démarche méthodologique de la thèse **(Pierre, 2023)**

Photo 2. Camp des victimes du séisme du 14 Août 2021 dans la ville des Cayes de la Péninsule Sud **(Pierre, 2021)**.

Photo 3. État de la voie alternative menant au Sud d'Haïti par la localité de Laboule **(RTMétropole, 2022)**

Photo 4. Barricades des populations locales sur la route menant à l'aéroport de Port-au-Prince en réaction contre la hausse des prix du carburant **(Érol, 2022)**

Photo 5. Déploiement de la brigade | Pratiques vodou | Appel à contribution en soutien à la Police locale **(Chery, Pierre)**

Photo 6. Entrée principale des sites logeant les Garde-côtes d'Haïti

Photo 7. Scène de naufrage de la Crête-à-Pierrot avec l'Amiral Killick **(Alamy, 2023)**

Photo 8. Découverte de la biodiversité marine d'Haïti en 1925 **(Beebe, 1928)**

Photo 9. Inventaire écologique d'Haïti dans une démarche de conservation marine **(Reef Check, 2021)**

Photo 10. Sous-espèce katje à couronne grise de la famille des Phaenicophilidés du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(portail ornithologique Oiseaux.net)**

Photo 11. Crocodile de Cuba du Parc national Ciénaga de Zapata de Cuba **(Pons et al., 2005)**

Photo 12. Équipements de la plage verte de Babin dans l'aire maritime adjacente du Parc national de la Guadeloupe et la réserve de biosphère du Grand Cul-de-sac marin **(Pierre, 2022)**

Photo 13. Équipements collectifs du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Mairie, Miguel, Max)**

Photo 14. Offre culturelle du Parc Ciénaga de Zapata de Cuba **(Cuba Autrement, 2023)**

Photo 15. Offre culturelle du Parc national de la Guadeloupe **(Esprit Parc national-Guadeloupe, 2023)**

Photo 16. Offres d'hébergement du Parc national de la Guadeloupe (L'Îlot Palmiers, *Laliwondaj Kotési*)

Photo 17. Modèles de signalétique du Parc national Cienaga de Zapata de Cuba et du Parc national de la Guadeloupe **(ECOCIENZAP, Pierre)**

Photo 18. Offre d'hébergement chez l'habitant à l'Île-à-Vache **(Genest, 2022)**

Photo 19. Offres d'hébergement des hôtels de plage à l'Île-à-Vache **(Abaka bay, Port Morgan)**

Photo 20. Décalage des investissements consentis entre la marina du Parc national naturel de l'Île-à-Vache et la marina de Saint-François de la Guadeloupe de **(Gabriola56, Bideaux, Marina Saint-Francois)**

Photo 21. Prestation touristique de l'hôtel Village Vacances à l'Île-à-Vache **(Village Vacances)**

Photo 22. Concrétisation du Village pour l'Innovation, la Technologie, l'Éducation et le sport à l'Île-à-Vache **(EDEM Foundation)**

Photo 23. Pratiques de partance instaurées par le Service de Maritime et de Navigation d'Haïti dans le Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Pierre, 2022)**

Photo 24. Conditions du cabotage maritime entre le Parc national naturel de l'Île-à-Vache et les Cayes **(Pierre, WFP. Logistics Cluster)**

Photo 25. Conditions de la traversée maritime en direction de la Péninsule Sud **(Large, Pierre)**

Photo 26. Annonce officielle de l'augmentation du prix des places de bus en direction des Cayes à cause des postes de péage des groupes armés **(Camilien, 2024)**

Photo 27. Compagnies aériennes desservant les voies d'accès au plus proche du Parc national naturel de l'Île-à-Vache **(Pierre, Helicopter Charter PS, Sunrise)**

Photo 28. Traversée de la route du Parc Ciénaga de Zapata par des crabes **(Meneghini Reuters)**

Photo 29. Dynamiques de la pêche artisanale dans les points d'embarquement du Parc national naturel de l'Île-à-Vache et dans le port de Sainte-Rose du Parc national de la Guadeloupe **(Clerici, Leclerc)**

Photo 30. Modèles d'agroécologie d'Haïti, Cuba, Guadeloupe dans leurs Parcs nationaux **(Fondation EDEM, *Asamblea Municipal del Poder Popular* en Ciénaga de Zapata, Vanigwa)**

Photo 31. Contraste des pratiques entre la pêche de subsistance des populations locales de la Havane et la pêche récréative des touristes au Parc Cienaga de Zapata **(Yamile Lage, holipus PAC Voyages et Piam)**

Photo 32. Implantation des d'*organopónicos* et de *huertos intensivos* au Parc national Ciénaga de Zapata de Cuba **(Sandy, 2021)**

Table des matières

Liste des réalisations scientifiques dans le cadre de la formation doctorale **2**
Sommaire **5**
Merci ! / Mèsi / ¡Gracias! **6**
Liste des abréviations et acronymes **8**
Avant-propos **13**
Introduction générale **14**
I.0. Une Caraïbe insulaire décrite selon les perceptions 14
I.0.1. L'ancrage institutionnel de la recherche 16
I.0.2. Les objectifs de la recherche 18
I.0.3 Les questions de la recherche 19
I.0.4. Les hypothèses de la recherche 27
I.0.5. La démarche méthodologique de la recherche 30
I.0.6. La créolisation de la démarche méthodologique de la recherche 44
I.0.7. La complexité de la recherche 46
I.0.8. Les contraintes de la recherche 47
I.0.9. La structure de la thèse 54
Première partie : Une diversité d'aires marines protégées en expansion dans la mer Caraïbe **56**
Introduction de la première partie **57**
I.1. La mer, vitrine d'un savoir-être tributaire de la Caraïbe 57
I.1.1. Méthode de la première partie 61
I.1.2. Objectif de la première partie 61
I.1. 3. Structure de la première partie 62
Chapitre 1 : Des eaux marines en proie à l'isolement et à l'impérialisme bleu en Haïti **63**
1.1. Une mer de représailles en Haïti, non loin de Cuba et de Guadeloupe 65
1.2. Une mer en exploration en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe 80
1.3. Un impérialisme bleu favorable aux aires marines protégées d'Haïti 91
Chapitre 2 : Un séisme générateur d'engagements envers le milieu marin d'Haïti **101**
2.1. Des zones clés pour la biodiversité en Haïti grâce à l'international 102
2.3. L'inventaire du milieu marin d'Haïti par l'international après le séisme 112
Chapitre 3 : L'appropriation des aires marines protégées en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe **122**
3.1. Les politiques coloniales de conservation dans la Caraïbe insulaire 123
3.2. Les définitions d'aires marines protégées des institutions internationales 128

3.3. Les définitions d'aires marines protégées d'Haïti, de Cuba et la Guadeloupe 131
Deuxième partie : Des activités anthropiques en interaction dans des parcs nationaux de la Caraïbe **140**
Introduction de la deuxième partie **141**
I.2. La mer, vitrine de pratiques maritimes commerciales dans la Caraïbe 141
I.2.1. Méthode de la deuxième partie 151
I.2.2. Objectif de la deuxième partie 152
I.2.3. Structure de la deuxième partie 152
Chapitre 4 : La classification des aires marines protégées à Cuba et en Guadeloupe pour Haïti **153**
4.1. Les catégories d'aires marines protégées à Cuba et en Guadeloupe pour Haïti 154
4.2. Un (sous)système d'aires marines protégées pour Haïti, après Cuba et la Guadeloupe 161
4.3. Des aires marines protégées dans des parcs nationaux en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe 172
4.3.1.La description du Parc national naturel de l'Île-à-Vache en Haïti 175
4.3.2. La description du Parc national Ciénaga de Zapata à Cuba 184
4.3.3. La description du Parc national de la Guadeloupe 188
Chapitre 5 : Un projet de parc en Haïti face aux parcs en développement à Cuba et en Guadeloupe **193**
5.1. Un parc dépourvu en Haïti contre des parcs effectifs à Cuba et en Guadeloupe 199
5.2. Une diaspora haïtienne dynamique à l'effacement de l'État dans le parc national 220
5.3. Un transport à adapter dans les parcs nationaux en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe 225
Chapitre 6 : Des parcs nationaux dans les économies locales en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe **239**
6.1. Le patrimoine d'une agriculture biologique dans les 3 parcs nationaux 240
6.2. La sororité des commerçantes dans la pêche au parc national en Haïti 244
6.3. Des métiers liés aux opportunités générées dans les 3 parcs nationaux 254
Troisième partie : Des autorités et populations locales dans des parcs nationaux de la Caraïbe **265**
Introduction de la troisième partie **266**
I.3. La mer, vitrine de l'application d'un cadre règlementaire dans la Caraïbe 266
I.3.1. Méthode de la troisième partie 275
I.3.2. Objectif de la troisième partie 276
I.3.2. Structure de la troisième partie 276
Chapitre 7 : La conservation marine par le Ministère haïtien de l'environnement **277**
7.1. Les principales directions centrales en lien avec la conservation marine 280
7.2. Les directions secondaires en lien avec la conservation marine 293
7.3. Une Agence haïtienne pour des aires marines protégées 302
Chapitre 8 : Un plan de gestion en Haïti, à Cuba et, une charte de territoire en Guadeloupe **319**

8.1. L'articulation des documents de gestion avec les priorités nationales 322
8.2. Le décalage de l'inclusion institutionnelle dans les parcs nationaux 336
8.2. Un zonage de parc (dé)connecté avec le plan d'aménagement des collectivités 351
8.3. Les forces de surveillance du Parc national naturel de l'Île-à-Vache en Haïti 365
Chapitre 9 : Les acteurs de la gouvernance des parcs en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe 377
9.1. La gouvernance institutionnelle des parcs en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe 386
9.2. La gouvernance locale du Parc national naturel de l'Île-à-Vache 390
9.3. Le contraste des actions climatiques entre Haïti, Cuba, et la Guadeloupe 397
Conclusion 415
Bibliographie 425
Annexe 495
Liste des tableaux 525
Liste des figures 526
Liste des cartes 529
Liste des photos 532

Titre (en français) : La course aux aires marines protégées dans la Caraïbe : Cap sur les enjeux de gestion et de gouvernance en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe

Mots clés : aires marines protégées, développement, (co)gestion, (co)gouvernance, Caraïbe

Résumé : Préoccupés par la détérioration de ces ressources, la Caraïbe insulaire a fait de la couverture en aires marines protégées un indicateur essentiel à la valorisation des mers pour les générations actuelles et futures. Intégralement marines ou terrestres avec une composante côtière, elles s'y sont diffusées sous des appellations variées depuis 1958 jusqu'à atteindre plus de 400 en 2022. Les aires marines protégées de la Caraïbe insulaire hébergent la double perception d'un mérritoire inscrit dans une configuration historique coloniale, et dans une mise en valeur touristique évolutive en Haïti, à Cuba et en Guadeloupe. L'étude de leur gestion et de leur gouvernance a débouché sur la constellation d'usages/pratiques et de pouvoirs en interaction sur des îles traversées par la diversalité. La compétence interprétative des populations locales a été placée au coeur d'une démarche de recherche-action ciblant le développement de la région insulaire. Le modèle de (co)gestion et de (co)-gouvernance conçu pour les aires marines protégées en Haïti a soutenu la régulation d'activités socio-économiques et la protection de ressources naturelles dans un contexte de changements climatiques et de mal développement.

Tit (en créole haïtien) : Konpetisyon pou zòn proteje nan lanmè nan Karayib la : kenbe nen batiman an sou defi jestyon ak gouvènans yo annAyiti, Kiba ak Gwadloup

Mokle : zòn proteje nan lanmè, devlòpman, konbit jestyon, konbit gouvènans, Karayib

Rezime : Poutèt resous yo ap deteryore, rejyon Karayib la fè « zòn proteje nan lanmè » tounen yon makè ki esansyèl nan kenbe valè lanmè a pou jenerasyon jodia a jouk nan jenerasyon pi devan. Zòn proteje nan lanmè yo, ki konpoze de pati lanmè sèlman oswa de pati lakòt rive nan lanmè, komanse gaye kò yo nan rejyon an depi lane 1958 pou rive pase 400 nan lane 2022. Yo bay pèsepsyon yon trase meritwa ki chita sou baz yon listwa kolonyal ak yon estrateji touristik ki evolye tanzantan annAyiti, Kiba ak Gwadloup Etid jestyon yo ak gouvènans yo debouche sou yon bann lizaj/pratik epi fòs enflyans ki ap entèaji anndan de zile k'ap fè lelòj ladiferans nan linite. Konpetans entèpretasyon popilasyon lokal yo te alimante yon demach rechèch aksyon ki t'ap vize devlòpman rejyon zile yo. Modèl konbit jestyon ak konbit gouvènans ki fèt pou zòn proteje nan lanmè annAyiti apiye kontròl aktivite sosyoekonomik yo ak protèksyon resous natirèl yo nan yon kontèks chanjman klimatik ak devlopman tètanba.